



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 10 - SESSION ORDINAIRE 2014-2015

Débat de consultation:

- développement spatial durable au Luxembourg
Modernisation et extension de la ZithaKlinik

p. 387
p. 382

Sommaire des séances publiques n°s 25 et 26
Sommaire des questions parlementaires

p. 410
p. Q142

25^e séance
26^e séance

Mercredi 18 mars 2015
Jeudi 19 mars 2015

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter

Mars Di Bartolomeo à la Conférence des Présidents de Parlement de l'UE

«Nos droits fondamentaux ne doivent pas s'arrêter à nos frontières»



Les Présidents de Parlement des pays membres de l'Union européenne (UE), des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis à Rome les 20 et 21 avril 2015 pour la traditionnelle Conférence des Présidents de Parlement qui s'était concentrée cette fois-ci sur les droits fondamentaux, l'Europe au-delà de la crise, le rôle des Parlements nationaux dans les négociations des traités internationaux et le renforcement du dialogue politique.

Le Parlement luxembourgeois était représenté par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre des Députés.

Dans son intervention en tant qu'un des rapporteurs pour le sujet «Le continent des droits fondamentaux: l'Europe de la liberté, de la solidarité et de la sécurité», le Président de la Chambre des Députés a évoqué notamment les tragédies qui se déroulent actuellement en Méditerranée, à quelques kilomètres des côtes européennes. «Je m'incline devant les efforts consentis par l'Italie, notamment dans le cadre



© M. Umberto Battaglia
M. Mars Di Bartolomeo lors de la présentation de son rapport

de la mission Mare Nostrum, pour venir en aide aux migrants en détresse», a-t-il précisé dans son intervention, en insistant que cette mission soit reprise incessamment avec le soutien de l'UE.

«Les États européens les plus exposés à l'arri-

vée de migrants et de demandeurs d'asile voient souvent leurs capacités d'accueil dépassées. Quelle réponse faut-il apporter pour que les droits des migrants soient garantis quels que soient le lieu d'accueil et les contraintes existantes?

Face à ce défi, il est manifeste qu'une plus grande solidarité européenne est nécessaire. Pour éviter une surcharge dans certains pays, chaque État devrait consentir à un effort substantiel et accueillir une proportion comparable de demandeurs d'asile. Afin de s'assurer qu'un tel système est pérenne, il doit comporter des règles communes permettant de garantir la confiance mutuelle et d'assurer les droits des demandeurs d'asile.»

À propos du rôle des Parlements dans les négociations des traités internationaux, les Présidents de Parlement ont salué la décision du Conseil d'autoriser la Commission à rendre publics un plus grand nombre de textes de négo-

ciation déjà partagés avec les États membres et le Parlement européen en ce qui concerne le TTIP, en réduisant également le nombre de documents à accès limité et en fournissant l'accès aux textes relatifs au TTIP à tous les membres du Parlement européen.

Les Présidents ont invité la Commission européenne à assurer le même accès aux parlementaires nationaux et ont réaffirmé «la nécessité d'accorder aux Parlements nationaux la possibilité d'exercer une compétence spécifique sur le plus grand nombre possible d'accords de libre-échange et, plus généralement, un meilleur accès aux informations sur les négociations en cours, afin qu'ils puissent exprimer leurs orientations sur les négociations elles-mêmes et ne pas voir leur capacité d'intervention limitée au seul processus de ratification.»

À noter que la Chambre des Députés organisera la prochaine conférence au mois de mai 2016.

3^e rapport sur l'euthanasie

La loi du 16 mars 2009 relative à l'euthanasie et l'assistance au suicide prévoit que la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation de l'application de cette loi établit tous les deux ans un rapport à l'attention de la Chambre des Députés.

Le 23 avril dernier, des représentants de cette commission ont remis leur troisième rapport, basé sur les années 2013 et 2014, au Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo.

La commission a reçu huit déclarations d'euthanasie en 2013 et sept en 2014. Les demandes concernaient quatre hommes et onze femmes. L'âge des patients se situait majoritairement au-dessus de 60 ans et le décès a eu lieu pour la plupart des personnes à l'hôpital. Onze des 15 personnes ayant eu recours à l'euthanasie en 2013 et 2014 souffraient d'un cancer.

Le Vice-Président de la Commission, Dr Carlo Bock, a présenté le rapport ainsi que certaines recommandations, notamment celle de la nécessité d'une amélioration de l'information, tant vis-à-vis des citoyens que des médecins, éven-

tuellement par l'instauration d'une consultation médico-éthique par un médecin. En ce qui concerne la formation des médecins, la commission recommande que les divers cycles d'enseignement postuniversitaire et de formation continue incluent une formation sur l'euthanasie.

Le Dr Bock ne voit aucune nécessité pour le moment de changer la loi existante, «l'application de la loi n'ayant pas donné lieu à des difficultés majeures ou à des abus qui nécessiteraient des initiatives législatives.»

C'est sur ce dernier point que le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, a exprimé sa satisfaction: «Il n'y a pas d'explosion du nombre de cas, les chiffres restent stables avec 15 personnes en 2013-2014 contre 14 en 2011-2012. Le but recherché n'est pas d'atteindre des chiffres élevés, mais d'informer et d'aider les personnes concernées.»

Il a ensuite remercié les membres de la commission pour leur travail sérieux et informé que le rapport sera transmis à la Commission de la Santé et à la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.



Remise du rapport de la Commission Nationale de Contrôle et d'Évaluation

Référendum du 7 juin 2015

Réunions d'information régionales

En vue du référendum du 7 juin prochain, la Chambre des Députés organise six réunions d'information à travers le pays.

Ces réunions, qui débuteront à 19:30 heures, se dérouleront:

- le vendredi 8 mai 2015 au centre culturel «Kinneksbond» à Mamer,
- le lundi 11 mai 2015 au Lycée Technique Joseph Bech à Grevenmacher,
- le lundi 18 mai 2015 à la «Al Seeërei» à Diekirch,
- le mardi 19 mai 2015 au centre sportif, culturel et scolaire «Tramsschapp» à

Luxembourg-Limpertsberg,

- le jeudi 21 mai 2015 au «Mierscher Kulturhaus» à Mersch,
- le vendredi 22 mai 2015 au grand auditoire de la Maison du Savoir de l'Université du Luxembourg à Esch-Belval.

Au cours de ces réunions, des représentants des six partis représentés au Parlement exposeront leurs points de vues respectifs sur les trois questions du référendum avant de répondre aux questions du public et de prendre position face aux opinions venant de l'assistance.



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

www.referendum.lu
de Site vun der Chamber
fir de Referendum
vum 7. Juni

op Lëtzebuergesch, Däitsch a Franséisch

Informatiounen iwwer

- d'Verfassung an hir Geschicht
- de Referendum
- déi dräi Froen, etc.

an eng Rubrik
fir Är Iddien a Virschléi
fir déi nei Constitutioun

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Les tragédies humaines au centre des débats



(de gauche à droite) M. Marc Spautz, Mme Anne Brasseur et M. Marcel Oberweis

La deuxième partie de la session ordinaire de 2015 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, qui s'est tenue du 20 au 24 avril 2015 à Strasbourg, était marquée par deux débats d'actualité respectivement d'urgence: «La tragédie humaine en Méditerranée: une action immédiate est nécessaire» et «La situation poli-

tique et de sécurité en Ukraine et ses implications».

Selon le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, qui a répondu aux questions des membres de l'Assemblée, une première mesure à prendre est d'amender la Constitution de l'Ukraine afin que le processus de dé-

centralisation puisse être lancé. Une réorganisation des municipalités pourrait se faire ensuite. La décentralisation asymétrique des pouvoirs, en tenant compte des différences entre les régions et de la situation des minorités, telle que proposée par les experts de la Commission de Venise, serait à entamer. Il reviendrait pourtant aux autorités ukrainiennes elles-mêmes de décider sur leur avenir et de prendre les initiatives au sein du Parlement.

Face à la situation dramatique en Méditerranée, plusieurs mesures s'imposeraient: traquer les auteurs de cette traite des êtres humains, sauver les naufragés, partager le fardeau qui pèse sur les nations européennes qui reçoivent sur leur territoire ces migrants et stabiliser la situation sociale et économique des pays de la Méditerranée du Sud.

Un autre débat portait sur les conséquences humanitaires des actions menées par le groupe terroriste connu sous le nom d'«État islamique». Le rapporteur, au nom de la Commission des migrations, des réfugiés et des personnes déplacées, a rappelé la situation disparate en Syrie quatre ans après le début du conflit. Entre 10 et 11 millions de Syriens sont soit réfu-

giés, soit déplacés dans leur propre pays. La montée en puissance de l'horreur et les crimes de guerre commis appellent à l'urgence humanitaire. Le travail remarquable de la Turquie et les efforts de la Jordanie, de l'Irak et de l'Iran d'accueillir des réfugiés syriens en grand nombre fut souligné. Au cours de la discussion, les délégués ont mis l'accent sur plusieurs éléments, dont la nécessité d'arrêter les crimes contre l'humanité, la responsabilité de l'occident, le fardeau disproportionné de la Turquie accueillant de loin le plus de réfugiés syriens, et le recrutement de jeunes candidats européens au djihad.

D'autres sujets de cette deuxième partie de la session ordinaire de 2015 étaient les opérations de surveillance massive, la discrimination à l'encontre des personnes transgenres en Europe, la législation et la pratique de retrait d'enfants de leurs familles dans les États membres du Conseil de l'Europe, les drones et exécutions ciblées et la réforme de la gouvernance du football. Les résolutions votées sont accessibles au site Internet www.coe.int.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Marc Spautz, Yves Cruchten et Marcel Oberweis,

membres de la délégation, ainsi que par Mme Anne Brasseur, Présidente de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.

Au cours des débats, M. Marc Spautz a pris la parole au sujet de la tragédie humaine en Méditerranée. Les interventions de M. Yves Cruchten portaient sur les drones et exécutions ciblées ainsi que sur la réforme de la gouvernance du football.



M. Yves Cruchten lors de son discours

Changement climatique: en route vers un accord COP 21 à Paris

Les membres des commissions en charge des questions environnementales et du changement climatique des Parlements nationaux et du Parlement européen se sont rencontrés à Bruxelles pour faire le point sur les négociations actuellement en cours en vue de trouver un accord qui doit succéder au protocole de Kyoto. La Chambre des Députés était représentée par M. Henri Kox et M. Marcel Oberweis.

En effet, des représentants de tous les États membres des Nations Unies se retrouveront à Paris du 30 novembre au 15 décembre 2015 à l'occasion de la 21^e Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP21) afin de conclure un accord contraignant qui vise à maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. Cette réunion coïncide avec la Présidence tournante du Conseil de l'UE que le Luxembourg assumera au cours du deuxième semestre 2015.

Actuellement, les travaux préparatoires en vue d'un accord contraignant à Paris sont en cours et chaque pays est invité à soumettre au cours du premier semestre une indication sur les contributions nationales (In-

tended Nationally Determined Contributions INDC) qu'il estime pouvoir réaliser. Dans le cadre des négociations de l'accord, l'Union européenne occupe un rôle charnière. L'Union européenne et ses États membres ont déjà fixé leur plan de contribution à l'occasion du sommet de Riga. Cet engagement prévoit la réduction d'au moins 40% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Cet engagement est en accord avec l'objectif de l'UE de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 80 à 95% jusqu'en 2050.

Le financement des actions pour maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C constituera le point crucial de tout nouvel accord contraignant. Il convient de rappeler que les pays développés ont accepté de contribuer, à partir de 2020, à hauteur de 100 milliards de dollars chaque année au Fonds vert pour le climat qui aide les pays en voie de développement à s'adapter et à atténuer les effets du changement climatique.

Les députés nationaux et européens se sont retrouvés en présence de M. Miguel Arias Cañete, Commissaire chargé de l'action climatique et de l'énergie pour apporter leur appui

au processus de négociation. Les parlementaires étaient d'accord sur le fait que leur travail avait déjà commencé et qu'ils devaient s'assurer de communier leurs positions à leurs gouvernements respectifs en vue d'un accord à Paris.

Le Luxembourg assumant la Présidence du Conseil de l'UE au cours du deuxième semestre 2015, M. Henri Kox, Vice-Président de la Chambre des Députés et Président de la Commission de l'Environnement a été invité à s'exprimer comme intervenant clé. Il a souligné qu'il est impératif de conclure un accord ambitieux, contraignant et dynamique qui permettra de maintenir le réchauffement climatique en dessous de 2°C. L'orateur a expliqué qu'en dépit de l'absence d'un accord mondial sur le climat, les efforts pour la protection du climat commencent à prendre de l'ampleur aux niveaux local et régional. C'est la raison pour laquelle il a jugé nécessaire d'inclure la société civile pour la mise en œuvre de l'accord. Aussi devrait-on s'inspirer de l'expérience aux niveaux local et régional, car les autorités locales sont les premières à constater si des stratégies fonctionnent sur le terrain.

M. Kox a estimé qu'afin d'assurer le



M. Marcel Oberweis et M. Henri Kox (à droite)

succès de tout accord, il faudrait définir des objectifs tangibles, développer un plan d'action coordonné, veiller à la cohérence des politiques de réduction d'émissions et d'autres objectifs politiques tels que la santé, l'économie et la qualité de vie, permettre la participation des citoyens et assurer le suivi des résultats.

Il a souligné que les députés présents portent également une grande responsabilité et ont un rôle politique à jouer en tant que législateurs, mais

aussi en tant que défenseurs des objectifs de l'UE d'une seule voix. L'orateur a déclaré partager les positions exprimées par d'autres intervenants que le financement de la politique climatique prend une position clé dans l'accord et il a souhaité que la conférence puisse se mettre d'accord sur un tel plan. Pour conclure, il a assuré que la Présidence luxembourgeoise fera tout ce qui est dans son pouvoir pour garantir que le sommet de Paris soit couronné de succès.

2^e étude de l'OCDE: recherche et innovation au Luxembourg



Le 24 avril 2015, le Secrétaire général adjoint de l'OCDE, M. William Danvers, a présenté aux membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace la deuxième étude de l'OCDE sur le dispositif de la recherche et de l'innovation au Luxembourg.

Assistaient également à cette présentation le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo,

et le Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Marc Hansen.

Le rapport permet d'analyser le suivi qui a été accordé aux recommandations formulées dans le cadre de la première étude, publiée en 2007, de dresser un état des lieux du système actuel de la recherche et de l'innovation, ainsi que de dégager des pistes en vue d'améliorer encore ce dispositif.

M. William Danvers entouré d'une délégation de l'OCDE, du Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, des membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, des Médias, des Communications et de l'Espace, et du Secrétaire d'État à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, M. Marc Hansen.

Parlementaires et sénateurs canadiens à la Chambre des Députés

À la mi-avril, une importante délégation de l'Association parlementaire Canada-Europe, composée de parlementaires et de sénateurs canadiens, a été reçue à la Chambre des Députés. Sur son programme de travail de deux jours au Grand-Duché figuraient notamment des échanges de vues avec le Président de la Chambre des Députés, M. Mars Di Bartolomeo, ainsi qu'avec des députés issus de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de l'Économie.

Vis-à-vis de M. David Tilson, Président de la délégation canadienne, M. Mars Di Bartolomeo a estimé que le Canada et le Luxembourg sont deux pays plus proches qu'il ne semble à première vue. Preuve en est par exemple la remarquable proximité des systèmes sociaux qui vient s'ajouter aux étroites relations économiques et culturelles qu'entretiennent les deux pays.

Lors de l'échange - auquel assistaient également, du côté luxembourgeois, M. Alex Bodry, Mme Viviane Loschetter et M. Eugène Berger - il était aussi question de mesures antiterroristes. Au Canada, ce sujet fait actuellement l'objet de débats tendus au Parlement qui fut lui-même cible d'un attentat en 2014. Dans ce contexte, M. Di Bartolomeo a insisté sur le nécessaire équilibre entre sécurité et liberté dans la mise en place de lois antiterroristes renforçant à terme les pouvoirs des services de renseignement.



Échange de vues de députés luxembourgeois avec des parlementaires et sénateurs canadiens.

Pour ce qui est de l'accord CETA (Comprehensive Economic and Trade Agreement) - accord économique et commercial global signé entre le Canada et l'Union européenne le 26 septembre 2014 -, le Président de la Chambre a insisté sur l'importance d'une ratification non

seulement par le Parlement européen, mais aussi par les Parlements nationaux. Une approbation en deux étapes donc de cet accord, allant à l'encontre de la volonté canadienne qui plaide pour une ratification rapide - idéalement sous Présidence luxembourgeoise - afin de favoriser

la croissance économique tant au sein de l'Union européenne qu'au Canada.

Les parlementaires et sénateurs canadiens ont regretté que d'aucuns «font dire à cet accord ce qu'il ne dit pas», entendant par là que les préoccupations européennes face à cer-

taines dispositions de l'accord sont, à leurs yeux, injustifiées.

À la fin du compte, ils espèrent que l'accord de libre-échange CETA ne sera pas considéré comme un accord mixte nécessitant l'aval et du Parlement européen et des 28 Parlements nationaux de l'UE.

Relations au beau fixe entre la Lituanie et le Luxembourg



L'amitié entre le Luxembourg et la Lituanie est au beau fixe. Ce constat a pu être réitéré à l'occasion de la visite du Ministre des Affaires étrangères de la République de Lituanie, M. Linas Linkevičius à la Chambre des Députés où celui-ci fut reçu par le Président, M. Mars Di Bartolomeo, et le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Marc Angel. En témoignent les nombreuses rencontres tant au niveau gouvernemental que sur le plan parlementaire des dernières années ainsi que le soutien réciproque dont se gratifient les deux pays au sein de l'Union européenne et des Nations unies.

Alors que le Luxembourg vient de terminer son mandat au Conseil de sécurité des Nations Unies, la Lituanie y siège encore pour un an. Dans ce

contexte, M. Linkevičius a tenu à souligner son souhait d'un débat public du Conseil de sécurité sur la protection des journalistes en zones de conflit, en vue d'une éventuelle résolution de l'ONU à ce sujet, tout en exprimant son admiration pour la qualité du travail diplomatique et européen fourni par le Luxembourg.

Critique à l'égard de la Russie dans le contexte de la crise ukrainienne, le Ministre des Affaires étrangères lituanien a estimé qu'il ne faut pas baisser la garde et s'assurer que les accords Minsk I et II soient effectivement mis en œuvre. Les trois hommes politiques ont conclu leur rencontre en réaffirmant leur volonté d'une plus grande solidarité entre les pays de l'Union européenne ainsi qu'avec ses pays partenaires.

Le Ministre des Affaires étrangères lituanien, M. Linas Linkevičius, reçu par M. Mars Di Bartolomeo, Président de la Chambre, et M. Marc Angel, Président de la Commission des Affaires étrangères.

Generalversammlung vun der AAD

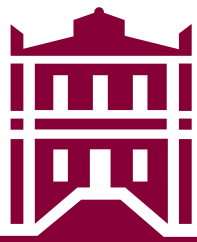
De 26. März huet d'Associatioun vun de fréieren Deputéierten (AAD) hir Generalversammlung zu Dikrech ofgehalen.

Bei där Geleeënheet gouf de Büro nei bestëmmt, deen sech elo esou zesummesetzt: Norbert Hauptert, President; Niki Bettendorf, Vizepresident; Mario Castegnaro, Trésorier; Aloyse Bisdorff, Robert Mehlen, Nico Loes, Nicolas Strotz a Camille Weiler, Membere.

De Camille Dimmer gouf zum Éierepresident an de René Hubsch zum Éierevizepresident ernannt.



D'Membere vun der AAD mam Député-maire virun der Gemeng zu Dikrech



NOUVELLES LOIS

ZithaKlinik

6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik

Le projet de loi vise à autoriser l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik à Luxembourg, pour un montant ne pouvant dépasser 55.593.942 euros, valeur indice 749,40 d'octobre 2014.

Le projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik inclut trois axes prioritaires:

- l'amélioration du confort pour le patient dans les unités de soins;

- une modernisation de l'outil de travail médico-technique pour ses médecins et ses collaborateurs;

- une augmentation des capacités de traitement ambulatoire en service d'hospitalisation de jour parallèlement à une réduction du nombre de lits stationnaires.

Le projet de modernisation et d'extension prévoit trois grandes étapes:

- les mesures préparatoires avec création d'un nouveau service de dialyse, d'une mise en commun provisoire de deux sites de blocs opératoires et la création d'un service provisoire d'endoscopie;

- la démolition puis construction du bâtiment E, situé rue d'Anvers, avec comme contenu essentiel, outre des places de parking au sous-sol et les aspects techniques, un nouveau service de radiologie, d'endoscopie, un nouveau bloc opératoire, un hôpital de jour ainsi que deux unités de soins modernes;

- la mise en conformité des bâtiments existants en fin de projet avec agrandissement de la polyclinique, création d'un nouveau service de réanimation et de soins intensifs.

À noter que les travaux de modernisation et d'extension envisagés concernent les bâtiments A, B, C et D (dialyse de la ZithaKlinik), ainsi que le bâtiment E (Centre médical). Tandis que le bâtiment E sera remplacé par une nouvelle construction, les bâtiments A, B, C et D seront modernisés.

La finalisation intégrale du projet de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik est prévue pour l'année 2020.

ancier et dont les mesures ont une influence importante sur la stabilité financière. Il s'agit en l'occurrence:

- du Ministère des Finances,

- de la Banque centrale du Luxembourg (BCL),

- de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et

- du Commissariat aux Assurances.

La composition et la gouvernance du comité du risque systémique, telles que prévues par le projet de loi, sont le fruit d'une étroite concertation entre toutes les autorités qui seront membres du comité et tirent d'ores et déjà les leçons des modifications législatives récentes introduites par d'autres États membres de l'Union européenne, qui certifient que le mo-

dèle préconisé est à la hauteur des recommandations. Elle s'inspire des modèles de surveillance macroprudentielle mis en place dans certains de nos pays voisins, notamment l'Allemagne, en veillant aux particularités du Luxembourg et de son secteur financier.

Le comité a pour mission de coordonner la mise en œuvre de la politique macroprudentielle. Il est donc appelé à renforcer la résilience du système financier en diminuant l'accumulation de risques systémiques et à contribuer ainsi à assurer une contribution durable du secteur financier à la croissance économique. In fine, il contribue au maintien de la stabilité du système financier dans son ensemble; son mandat couvre l'ensemble du système financier luxembourgeois.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.02.2014

Rapporteur: M. Eugène Berger

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

11.11.2014 Désignation d'un rapporteur

22.01.2015 Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

23.01.2015 Échange de vues avec le Ministre des Finances et des représentants de la Banque centrale du Luxembourg (BCL), de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) et du Commissariat aux Assurances (CAA)

29.01.2015 Adoption d'une série d'amendements

13.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 1^{er} avril 2015

Mémorial A: 2015, n°64, page 1294

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 24.07.2013

Rapporteuse: Mme Cécile Hemmen

Travaux de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

(Présidente: Mme Cécile Hemmen):

10.02.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

24.02.2015 Présentation et examen d'un projet de rapport

11.03.2015 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 16 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°77, page 1742

Comité du risque systémique

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Le projet de loi sous rubrique a comme objet la mise en place d'un comité du risque systémique, autorité macroprudentielle nationale. Il implémente ainsi deux recommandations du Comité européen du risque systémique («CERS») qui visent à renforcer les dispositifs de surveillance financière de nature systémique.

Une fois que l'envergure des conséquences de la crise financière de 2008 devenait de plus en plus apparente, la Commission européenne a ordonné une étude concernant les causes des événements. Les travaux réalisés ont montré que c'est une évaluation trop laxiste des risques de la part des acteurs, dissimulée par la nature complexe des produits financiers mis en place, qui a amené le système financier à une vulnérabilité progressivement plus élevée. Une fois que des doutes ont émergé par rapport à la solvabilité de certains acteurs, un effondrement de la confiance a déclenché une crise systémique.

En outre, il a été constaté que trop souvent les autorités nationales ne disposaient pas d'informations détaillées sur les produits financiers et sur l'ampleur de leur usage, de sorte qu'elles n'ont pas été en mesure de pratiquer une surveillance systémique. En effet, ce contrôle s'est le plus souvent réduit à une approche microprudentielle, les autorités de surveillance s'attachant à examiner la solidité financière, la solvabilité et les risques encourus par des établissements ou groupes bancaires individuels, négligeant les dynamiques entre les établissements de crédit, voire entre les établissements de crédit et le système financier en général. C'est aussi dans cette ligne de pensée que les auteurs suggèrent la mise en place au niveau européen d'un nouvel organisme, dénommé «Conseil européen du risque systémique» (recommandation 16).

En 2010, un tel «Comité européen du risque systémique» (CERS) a vu le jour avec comme mission d'assumer la «surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union,

dans le but de contribuer à la prévention ou à l'atténuation des risques systémiques pour la stabilité financière de l'Union». Par la suite, cet organe émet plusieurs avis, parmi lesquels deux ayant trait au projet de loi sous rubrique.

- La recommandation CERS/2011/3, émise le 22 décembre 2011 et concernant le mandat macroprudentiel des autorités nationales, a invité les États membres à désigner une autorité chargée de la conduite de la politique macroprudentielle, dont les compétences sont attribuées soit à une institution, soit à un collège composé de plusieurs autorités dont les mesures ont une influence importante sur la stabilité financière; dans ce contexte une attention particulière est à porter au rôle à jouer par la banque centrale nationale. Des mécanismes de coopération entre les autorités compétentes sont à mettre en place, ainsi qu'un échange d'informations au niveau transfrontalier, notamment en informant le CERS des mesures prises.

- La recommandation CERS/2013/1, émise le 4 avril 2013 et concernant les objectifs intermédiaires et les instruments de la politique macroprudentielle, a précisé des instruments macroprudentiels à utiliser afin de maintenir la stabilité du système financier dans son entièreté.

Désormais le centre de gravité de l'architecture institutionnelle qui gouverne la surveillance du secteur financier, tant microprudentielle que macroprudentielle, ne se trouve plus au niveau national, mais au niveau européen. Cette évolution s'est produite via la mise en place, début 2011, du système européen de surveillance financière (SESF) et plus récemment avec l'avènement de l'Union bancaire, dont le premier pilier, i.e. le mécanisme de surveillance unique est pleinement opérationnel depuis le 4 novembre 2014. Pour ce qui est de la surveillance des banques et de la surveillance macroprudentielle de manière plus générale, c'est désormais la BCE et par extension le CERS, qui en est au centre.

¹ règlement (UE) n° 1092/2010 du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relatif à la surveillance macroprudentielle du système financier dans l'Union européenne et instituant un Comité européen du risque systémique

Droits des passagers de bus

6695 - Projet de loi déterminant le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2011 concernant les droits des passagers dans le transport par autobus et autocar et

modifiant le règlement (CE) n°2006/2004, et modifiant

1) les articles L. 311-5 et L. 311-6 du Code de la consommation,

2) l'article 7bis de la loi modifiée du 29 juin 2004 sur les transports publics

Le projet prévoit le régime des sanctions applicables en cas de violation des dispositions du règlement (UE) n°181/2011, qui a pour objet la sauvegarde des droits des passagers dans le transport par autobus et autocar, notamment en matière de droit au transport pour les personnes handicapées ou à mobilité réduite, d'informations sur les tarifs, de disponibilité des billets et des réservations, d'indemnisation en cas de retard ou de perte de bagages. Alors que les auteurs du projet de loi avaient initialement prévu de faire adopter à la fois un projet de loi

et un projet de règlement grand-ducal en la matière, le Conseil d'État a souhaité voir intégrées dans le projet de loi les dispositions du projet de règlement grand-ducal.

C'est ainsi que le projet de loi reprend également les dispositions du projet de règlement grand-ducal et vise notamment à:

- désigner la Communauté des transports (CdT) comme autorité compétente en matière de protection des intérêts des consommateurs;

- donner le pouvoir de sanction administrative à la CdT;

- définir les sanctions;

- demander des dérogations aux dispositions du règlement européen, qui s'appliquent aux services réguliers de transport par autobus et autocar dont la distance parcourue est inférieure à 250 km;

- charger la CdT de l'application de ces dispositions législatives et lui conférer le droit d'agir en tant qu'instance de recours pour les plaintes de voyageurs n'ayant pas été réglées;

- intégrer les compétences attribuées à la CdT également dans les articles correspondants du Code de la consommation, ainsi que dans la loi sur les transports publics.

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 10.06.2014

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

10.12.2014 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

Examen de l'avis du Conseil d'État

07.01.2015 Présentation et adoption d'une série d'amendements parlementaires

03.03.2015 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

12.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015



Brevet européen

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013

Le brevet européen à effet unitaire est une nouvelle option pour le déposant d'un brevet européen. Lors de la délivrance de son brevet européen, le déposant pourra choisir entre les effets d'un brevet européen classique - c'est-à-dire un faisceau de droits nationaux de brevet en vigueur dans les États qu'il désigne - ou l'effet d'un brevet européen à effet unitaire qui sera en vigueur de manière uniforme dans les États participant à la coopération renforcée. Il sera également possible d'obtenir un brevet unitaire pour les États participants et un brevet européen pour les autres États membres de l'Organisation européenne des brevets.

Après délivrance, le brevet unitaire continue à être entièrement géré par l'Office européen des brevets qui maintient le registre (inscription de transferts de propriété, licences, etc.) durant toute la vie du brevet et qui encaisse les taxes annuelles de maintien en vigueur des brevets, alors que pour le brevet européen, ces démarches administratives sont gérées séparément par chaque office national des brevets dans les États dans lesquels le brevet est en vigueur.

En ce qui concerne les traductions des brevets délivrés, un régime transitoire est mis en place, pendant lequel le titulaire du brevet devra produire la traduction intégrale de son brevet en anglais, ou si le brevet a été délivré en anglais, dans une autre langue communautaire de son choix. Cette exigence disparaîtra lorsqu'il aura été décidé que les traductions par ordinateur ont atteint un niveau de qualité suffisant, et au plus tard après 12 ans. Après cette phase transitoire, une traduction «humaine» devra uniquement être produite par le titulaire dans le cadre d'un litige portant sur le brevet. D'autre part, le règlement prévoit un régime de compensation financière pour les déposants communautaires qui ont une langue autre que les langues de travail de l'OEB.

Alors que pour un brevet européen, les taxes annuelles de maintien en vigueur sont déterminées indépendamment par chaque État, le barème des taxes annuelles pour le brevet unitaire est fixé par un comité des États partici-

pants, selon des critères tenant compte de la nécessité de promouvoir la compétitivité des entreprises européennes.

L'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet est un accord international ouvert à tous les États membres de l'Union européenne. Il comporte en annexe les statuts de la juridiction. Un règlement de procédure sera adopté par le comité administratif institué à l'article 11 de l'Accord.

Le choix de créer cette juridiction par accord international a l'avantage de pouvoir conférer aussi à cette juridiction une compétence en matière de brevets européens classiques (à effet non unitaire), ce qui fait que la nouvelle juridiction pourra immédiatement être saisie de litiges portant sur tous les brevets européens déjà en vigueur, alors que le nombre de brevets unitaires devra démarrer à zéro. Il était initialement envisagé que l'Accord serait également ouvert à l'adhésion d'États membres de la Convention sur le brevet européen qui ne sont pas membres de l'Union européenne (entre autres la Suisse, la Norvège et la Turquie). Toutefois l'avis n°1/09 sur la compatibilité du projet d'accord avec les traités de l'Union européenne rendu en mars 2011 par la Cour de justice de l'Union européenne, à la demande du Conseil, a conclu que cette possibilité devrait être écartée.

La juridiction unifiée du brevet comprendra un tribunal de première instance, une cour d'appel et un greffe. La première instance de la juridiction consistera en une division centrale et des divisions locales et régionales, ces deux dernières catégories étant mises sur pied par les États ou groupes d'États qui le souhaitent. L'activité de la division centrale a été répartie entre trois localités: son siège sera à Paris, des sections seront créées à Londres et à Munich. Les affaires portées devant la division centrale seront réparties conformément à l'annexe II de l'Accord. Les États sont encouragés à créer des divisions régionales communes au lieu de divisions locales.

La cour d'appel et le greffe de la juridiction seront établis à Luxembourg. Conformément à l'article 9, la cour d'appel est composée de trois juges qualifiés sur le plan juridique et de deux juges qualifiés sur le plan technique. Les chambres de la cour d'appel seront toujours composées de manière multinationale.

Dépôt par M. M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 29.09.2014

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: Henri Kox):

15.01.2015 Désignation d'un rapporteur

22.01.2015 Présentation du projet de loi
Examen de l'avis du Conseil d'État

26.02.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2015

Accord d'association UE-Géorgie

6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'accord d'association fait partie de la nouvelle génération d'accords avec les pays du partenariat oriental. Reflétant l'importance stratégique des relations entre l'UE et la Géorgie, il participe au processus de consolidation des relations entre les deux parties en leur offrant une base durable, sans préjuger du développement futur des relations de la Géorgie avec l'UE.

L'accord adopte une approche ambitieuse et novatrice, incluant l'établissement d'une zone de libre-échange complète et approfondie. Il rappelle les valeurs communes à la Géorgie et l'UE et vise à mettre en place un cadre approprié pour un dialogue politique renforcé dans tous les domaines d'intérêt commun. Les buts principaux sont le soutien des réformes clés, la croissance économique, la bonne gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord pose les jalons pour exploiter le potentiel inhérent aux relations entre l'UE et la Géorgie. Il est en fait un agenda de réforme pour la Géorgie, basé sur un programme de transposition du droit européen dans la loi géorgienne.

L'accord s'inscrit dans une approche européenne globale: l'aide de l'UE à la Géorgie est étroitement liée à l'agenda de réforme tel qu'il résulte des négociations de cet accord. L'UE soutiendra la Géorgie durant la phase de mise en œuvre de l'accord via l'assistance financière, mais aussi d'autres mesures de soutien de l'UE: assistance technique, formation, renforcement des capacités et des institutions.

L'accord est soutenu par un agenda d'association qui indique les priorités de coopération pour la période de 2014 à 2016. L'agenda a été adopté par le Conseil de coopération entre l'UE et la Géorgie le 26 juin 2014, la veille de la signature de l'accord d'association, remplaçant ainsi le plan d'action défini dans le cadre de la politique de voisinage en 2006. L'agenda offre un cadre pragmatique et adapté pour achever l'association politique et l'intégration économique entre la Géorgie et l'UE, intégrant à la fois des éléments politiques ainsi qu'économiques et commerciaux.

L'accord couvre tous les domaines d'intérêt. Il accorde une attention particulière à la mise en œuvre de l'accord et aux mesures de monitoring, y inclus un calendrier précis et l'établissement d'une structure institutionnelle et administrative créant un degré de prévisibilité adéquat, surtout pour les opérateurs économiques.

Le Parlement géorgien a ratifié l'accord d'association le 18 juillet 2014 à l'unanimité. Conformément à l'article 431 de l'accord, certaines parties, dont notamment les dispositions relatives à la zone de libre-échange, s'appliquent à titre provisoire depuis le 1^{er} septembre 2014.

Pendant la période d'application provisoire, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, qui a été signé à Luxembourg le 22 avril 1996 et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1999, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VIII, article 427). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 16.06.2014

Rapporteuse: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Ange):

06.10.2014 Désignation d'un rapporteur

20.10.2014 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

Examen de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°72, page 1352

Émissions de métaux lourds

6724 - Projet de loi portant approbation des Amendements au texte et aux Annexes autres que III et VII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, de 1979, relatif aux métaux lourds, signé à Aarhus, le 24 juin 1998

Le projet de loi a pour objet d'approuver les amendements au texte et aux annexes II, IV, V et VI du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance signée à Genève le 17 novembre 1979. Ce Protocole, relatif aux métaux lourds, a été signé à Aarhus le 24 juin 1998. Il a pour objet de lutter contre les émissions de métaux lourds (plomb, cadmium, mercure) résultant d'activités humaines, transportées dans l'atmosphère sur de longues distances et étant susceptibles d'avoir des effets nocifs sur la santé et l'envi-

ronnement. Les amendements au Protocole procèdent notamment à:

- la révision des valeurs limites d'émission pour le cadmium, le plomb et le mercure,

- la définition des meilleures techniques disponibles dans un document d'orientation adopté par les parties lors d'une session de l'organe exécutif, de manière à rendre ce document plus facilement adaptable aux évolutions ultérieures,

- l'adoption de dispositions transitoires spécifiques en cas d'introduction de nouvelles catégories de sources ou de nouvelles valeurs limites applicables à toute source fixe nouvelle,

- l'instauration au profit de toute partie à la Convention devenant partie au Protocole entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2019, de dispositions transitoires adaptables concernant les meilleures techniques disponibles et les valeurs-limites d'émission.

Accord d'association UE-Moldavie

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'accord d'association fait partie de la nouvelle génération d'accords d'association avec les pays du partenariat oriental. Reflétant l'importance stratégique des relations entre l'UE et la Moldavie, il participe au processus de consolidation des relations entre les deux parties en leur offrant une base durable. Il ne préjuge pas du développement futur des relations de la Moldavie avec l'UE. Dans ce cadre, il est à noter que le Premier Ministre moldave Leancă a décidé de se fixer l'objectif d'adhésion de la Moldavie à l'UE d'ici 2019.

L'accord adopte une approche ambitieuse et novatrice, incluant l'établissement d'une zone de libre-échange complète et approfondie. Il rappelle les valeurs communes à la Moldavie et l'UE et vise à mettre en place un cadre approprié pour un dialogue politique renforcé dans tous les domaines d'intérêt commun. Les buts principaux sont le soutien des réformes clés, la croissance économique, la bonne gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord pose ainsi les jalons pour exploiter le potentiel inhérent aux relations entre l'UE et la Moldavie. Il est en fait un agenda de réforme pour cette dernière, basé sur un programme de transposition du droit européen dans la loi moldave. L'accord s'inscrit dans une approche européenne globale: l'aide de l'UE à la Moldavie est étroitement liée à l'agenda de réforme tel qu'il résulte des négociations de cet accord.

Le cadre juridique et institutionnel créé par l'accord pour la coopération politique et économique se fonde sur l'article 217 TFUE (Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne).





Il s'inscrit dans le cadre de la politique commerciale extérieure de l'UE.

L'accord est soutenu par un agenda d'association qui indique les priorités de coopération pour les trois prochaines années. Cet agenda a été adopté par le Conseil de coopération entre l'UE et la Moldavie le 26 juin 2014, remplaçant ainsi le plan d'action défini dans le cadre de la politique de voisinage en 2005.

L'accord contient des provisions légales et couvre tous les domaines d'intérêt. Il accorde une attention particulière à la mise en œuvre de l'accord et aux mesures de monitoring, y compris un calendrier précis et l'établissement d'une structure institutionnelle et administrative créant un meilleur degré de prévisibilité surtout pour les opérateurs économiques.

Le Parlement moldave a ratifié l'accord le 2 juillet 2014, moins d'une semaine après sa signature, avec 59 voix en faveur de l'accord, 4 voix

contre et 38 abstentions. Conformément à l'article 464 de l'accord, certaines parties, dont notamment les dispositions relatives à la zone de libre-échange, s'appliquent à titre provisoire depuis le 1^{er} septembre 2014.

Pendant la période d'application provisoire, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldavie, d'autre part, qui a été signé le 28 novembre 1994 à Luxembourg et est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1998, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VII, article 460). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans.

européenne a proposé de décaler l'entrée en vigueur provisoire des dispositions relatives à la zone de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine jusqu'au 31 décembre 2015. Cette proposition a été faite dans un contexte politique difficile, en vue de contribuer au processus de paix et à la stabilisation de la situation en Ukraine. Les mesures commerciales autonomes prises par l'UE à l'encontre de Kiev suite à la décision du Conseil européen le 6 mars 2014 d'accorder à l'Ukraine des mesures aidant à stabiliser son économie face aux défis politiques, économiques et en matière de sécurité, resteront en place. Elles montrent d'ailleurs des premiers résultats: les exportations ukrainiennes vers l'UE ont déjà augmenté de 14% depuis leur entrée en vigueur.

Selon la déclaration ministérielle commune du 12 septembre 2014 sur la mise en œuvre de l'accord d'association et de l'accord de libre-échange, les consultations trilatérales seront poursuivies afin d'étudier les inquiétudes russes. La Russie et l'Ukraine ont confirmé qu'entre-temps elles continueront à appliquer le régime commercial préférentiel de la zone de libre-échange de la CEI.

L'accord d'association vise à accélérer le renforcement des relations politiques et économiques entre l'UE et l'Ukraine et l'intégration graduelle de cette dernière au sein du marché intérieur européen. L'accord est une voie concrète pour mieux exploiter le potentiel de coopération entre l'UE et l'Ukraine tout en se concentrant sur le processus de réformes, sur la croissance

économique, sur la gouvernance et la coopération sectorielle. L'accord constitue de fait un agenda de réforme pour l'Ukraine, basé sur un programme exhaustif de transposition de la législation européenne dans le droit ukrainien.

Le Parlement européen et le Parlement ukrainien ont ratifié l'accord le même jour, le 16 septembre. Les États membres de l'UE étant également parties à l'accord, ils doivent le ratifier selon leurs procédures internes. Suite aux consultations trilatérales avec la Russie et contrairement à ce qui était prévu avant le 12 septembre, l'accord ne sera pas appliqué à titre provisoire (article 486) après ratification par l'Ukraine et notification par l'UE de l'accomplissement des procédures nécessaires à cet effet, mais son entrée en vigueur sera décalée jusqu'à la fin de l'année 2015.

Pendant la période d'application provisoire qui s'ensuivra après le 31 décembre 2015, les dispositions de l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, qui a été signé le 14 juin 1994 à Luxembourg et est entré en vigueur le 1^{er} mars 1998, continuent d'être appliquées dans la mesure où elles ne sont pas concernées par l'application provisoire du présent accord.

L'accord est conclu pour une durée indéterminée et peut être dénoncé par écrit par chaque partie (Titre VII, article 481). Les parties s'engagent à mener une évaluation du progrès effectué dans les différents domaines endéans cinq ans

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°69, page 1332

Accord d'association UE-Ukraine

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

L'Ukraine est un pays partenaire prioritaire de la politique européenne de voisinage et du partenariat oriental. Depuis 1998, les relations entre l'Union européenne (UE) et l'Ukraine reposaient sur un accord de partenariat et de coopération (APC). Conçu initialement pour une période de dix ans, l'APC a fourni, avec le plan d'action l'accompagnant, le cadre légal et opérationnel pour les relations entre l'Ukraine et l'UE.

Les événements politiques de 2004 ont accéléré le rapprochement entre l'UE et l'Ukraine: d'un côté la „révolution orange“ qui a fait preuve de la détermination de l'Ukraine à renforcer le processus de réforme démocratique, de l'autre côté l'élargissement de l'UE du 1^{er} mai 2004, établissant une frontière commune entre l'UE et l'Ukraine. Le 22 janvier 2007, le Conseil a autorisé la Commission européenne à ouvrir des négociations avec l'Ukraine en vue de la conclusion d'un nouvel accord entre l'UE et l'Ukraine, destiné à remplacer l'accord de partenariat et de coopération. Les négociations liées à ce nouvel accord, plus ambitieux, ont été lancées en mars 2007. Le but du nouvel accord devait être de promouvoir un rapprochement progressif et stratégique entre l'UE et l'Ukraine, sur la base de valeurs communes, et d'accroître l'association de l'Ukraine aux politiques de l'UE, contribuant à son développement et à sa croissance économique. En 2008, les dirigeants de l'UE et de l'Ukraine ont convenu que ce prochain accord devait être un accord d'association.

En février 2008, une fois l'adhésion de l'Ukraine à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) confirmée, l'UE et l'Ukraine ont lancé des négociations concernant la mise en place d'une zone de libre-échange approfondie et complète, désormais composante essentielle de l'accord d'association. Dans ce contexte il faut noter que l'UE est le premier partenaire commercial de l'Ukraine (avant la Russie). En 2013, le commerce avec l'Ukraine représentait 1,4% des exportations de l'UE et 0,8% de ses importations, l'Ukraine occupant la 22^e place des partenaires du commerce extérieur de l'UE.

Lors du 15^e sommet Ukraine-UE en décembre 2011, les dirigeants de l'UE et le Président ukrainien Ianoukovitch sont parvenus à une entente concernant le texte de l'accord d'association. Le 30 mars 2012, les négociateurs en chef

des deux parties ont paraphé le texte de l'accord, qui comprenait des dispositions sur la mise en place d'une zone de libre-échange approfondie et complète faisant partie intégrante de l'accord. L'accord sur la zone de libre-échange approfondie et complète a été paraphé le 19 juillet 2012.

Il était prévu que la signature de l'accord ait lieu lors du sommet du partenariat oriental, à Vilnius, les 28 et 29 novembre 2013. Le 21 novembre 2013, l'Ukraine a toutefois annoncé la suspension des préparatifs pour la signature de l'accord, y compris du volet portant sur la création d'une zone de libre-échange. Cette décision du Président Ianoukovitch a été le principal facteur contribuant aux troubles qui ont commencé à Kiev dès le lendemain, l'opposition ukrainienne pro-européenne descendant massivement dans la rue. „Les événements du Maidan“ ont mené à la destitution du Président Ianoukovitch par le Parlement ukrainien le 22 février 2014, à un gouvernement intérimaire et finalement à de nouvelles élections débouchant sur l'investiture de Petro Porochenko le 7 juin 2014 en tant que Président de l'Ukraine.

Dans ce nouveau contexte politique, la coopération entre l'UE et l'Ukraine s'est renforcée et a débouché sur la signature du volet politique (preamble, article 1 et titres I, II et VII) de l'accord d'association lors du Conseil européen du 21 mars 2014. Le volet politique reconnaît notamment „les aspirations du peuple ukrainien à vivre dans un pays basé sur des valeurs, la démocratie et l'État de droit“. La signature du volet économique a été décalée parce qu'elle impliquait une levée des barrières douanières ukrainiennes visant à protéger de la compétition européenne directe les paysans et les aciéries dans l'Est. La signature des titres restants, y compris les dispositions relatives à la zone de libre-échange approfondie et complète, et des annexes et protocoles correspondants a eu lieu en marge du Conseil européen le 27 juin 2014 à Bruxelles.

Le contexte politique et notamment la situation en Ukraine de l'Est a conduit l'UE, l'Ukraine et la Russie à tenir des consultations trilatérales pour discuter des conséquences de la mise en œuvre de l'accord d'association sur l'économie russe et sur la zone de libre-échange de la Communauté des États indépendants (CEI). Des consultations ont eu lieu en janvier, mars, juin et août 2014 à des niveaux différents. Elles ont confirmé des divergences de vue entre les parties, la Russie réitérant sa position que l'économie russe souffrira de grandes pertes suite à l'entrée en vigueur des dispositions relatives à la zone de libre-échange entre l'UE et l'Ukraine.

Lors de la réunion du 12 septembre 2014 entre le Commissaire européen au commerce De Gucht, le Ministre des Affaires étrangères ukrainien Klimkin et le Ministre du Développement économique russe Ulyukayev, la Commission

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes, le 21.10.2014

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Marc Angel):

19.01.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

09.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°69, page 1333

Augmentation du capital de la BIRD

6735 - Projet de loi

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation sélective du capital social autorisé 2010 approuvée par la résolution numéro 612 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011,

- autorisant le Gouvernement à souscrire à l'augmentation générale du capital 2010 approuvée par la résolution numéro 613 du Conseil des Gouverneurs de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement en date du 16 mars 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le gouvernement luxembourgeois à participer à une augmentation du capital de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

La partie majeure des ressources de la BIRD provient des marchés financiers internationaux à travers l'émission d'obligations. En 2008 et 2009, la BIRD et d'autres institutions financières internationales ont majoré de manière significative leurs emprunts afin d'aider les pays en voie de développement à surmonter les ef-

fets de la crise financière internationale. C'est aussi à ce moment que la Banque mondiale a initié une réforme de sa structure de gouvernance avec comme objectif principal de renforcer la représentation des pays en développement et en transition. Ce processus s'est déroulé en deux phases; au cours de la deuxième phase une injection de 86,2 milliards US\$ dans le capital de la BIRD dans le cadre d'une augmentation générale et sélective du capital est approuvée. Cette deuxième phase porte le total des voix des pays en développement et en transition de 42,60% à 47,19%. Le pouvoir de vote du Luxembourg restera fixe à 0,12%.

Le projet de loi sous rubrique autorise le gouvernement à souscrire 637 actions nouvelles valant chacune 120.635 US\$. Vu que seuls 6% sont à libérer, l'impact budgétaire se chiffre à 4.610.669,70 US\$. Sur base d'un taux de change €/US\$ de 1,3366 la contribution luxembourgeoise à l'augmentation de capital de la BIRD a initialement été estimée à 3.499.550,90 €. Suite à la variation du taux de change €/US\$ (1,13) au cours des derniers mois, l'impact budgétaire passe cependant à environ 4 millions d'euros à la fin février 2015. Le taux de change étant celui du jour du paiement des tranches respectives, il est impossible de déterminer pour le moment l'impact budgétaire exact en euros.

Les résolutions 612 et 613 prévoient l'encaissement immédiat du capital à verser.

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 28.10.2014

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

24.02.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen de l'avis du Conseil d'État

03.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 11.03.2015



Profession d'avocat

6750 - Projet de loi modifiant

a. la loi modifiée du 29 avril 1980 réglant l'activité en prestations de service, au Grand-Duché de Luxembourg, des avocats habilités à exercer leurs activités dans un autre État membre des Communautés européennes;

b. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

c. la loi modifiée du 13 novembre 2002 portant transposition en droit luxembourgeois de la Directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat

dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise et portant

1. modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

2. modification de la loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés

Le projet de loi a pour objet d'adapter les deux lois luxembourgeoises qui transposent la directive 77/249/CEE et la directive 98/5/CE en droit luxembourgeois en y ajoutant à chaque fois le terme croate désignant un avocat, à savoir «Odvetnik/Odvjetnica», et de consacrer la pratique existante en matière de refus et retrait du bénéfice de l'assistance judiciaire qui veut que ces décisions soient bien entendu dûment motivées et attaques par un recours.

Cession d'un terrain au FDC

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension

Le projet de loi a pour objet l'autorisation de la vente de gré à gré, au prix du marché, d'un terrain au Fonds de compensation commun au régime général de pension, établissement public créé par la loi du 6 mai 2004 (FDC). Il s'agit d'un terrain d'une surface de 76,78 ares situé au quartier de la gare centrale de Luxembourg entre la rue de Hollerich, la rue Mercier et la rue du Fort Wedell et adjacent à l'immeuble administratif du Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE).

Le prix de cession du terrain en question, estimé à une valeur d'au moins 90 millions d'euros, a été évalué en fonction du prix du marché et sur base d'une transaction d'envergure similaire réalisée dans le quartier. En tenant compte d'une surface constructible estimée à 37.000 m², il se dégage un prix de l'ordre de 90 millions d'euros pour le terrain. Le coût final par m² comprendra la charge foncière et le coût de construction qui dépendra de la qualité d'exécution de la construction choisie par le FDC.

Outre la recette prévue, ce projet permettra en coopération avec l'État et la Ville de Luxembourg, la réalisation d'un projet immobilier d'envergure en plusieurs phases dont la première portera précisément sur les terrains cédés et comportera la construction d'au moins 37.000 m² de surfaces de bureaux, hypothèse tablant sur une densité de construction identique à celle des alentours.

Cette surface sera suffisante pour permettre de reloger les administrations occupant actuellement l'immeuble des Assurances sociales sis au 125, route d'Esch à Luxembourg-Hollerich, à savoir la Caisse nationale de Santé, l'Association d'assurance contre les accidents, le Centre commun de la sécurité sociale, l'Administration du contrôle médical de la sécurité sociale, la Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance et l'Agence e-santé (environ 900 personnes).

Il y a également lieu de relever que par cette opération le FDC réalise un investissement à long terme sur le marché immobilier luxembourgeois, se rapprochant ainsi de l'objectif retenu par sa stratégie d'investissement visant à investir une quote-part de 5 pour cent dans l'immobilier au Luxembourg.

Dépôt par M. Félix Braz, Ministre de la Justice, le 03.12.2014

Rapporteur: M. Roy Reding

Travaux de la Commission juridique

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

25.02.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015

Loi du 1^{er} avril 2015

Mémorial A: 2015, n°63, page 1290

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

03.03.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13.03.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

Loi du 1^{er} avril 2015

Mémorial A: 2015, n°65, page 1299

Pensions des députés

6754 - Proposition de loi modifiant l'article 126 de la loi électorale modifiée du 18 février 2003

La proposition de loi telle que déposée a pour but de modifier une situation injuste pour certains députés issus du secteur privé ou du secteur public tombant sous le nouveau régime des pensions, en partant du constat que ces députés étaient interdits de cotiser en vue

d'une future pension correcte, à la fois en tant que personne privée et en tant que député. En tant que personne privée, il leur est interdit de cotiser au-delà d'un plafond ne tenant compte que de niveaux de salaires anciens et en tant que député la loi électorale ne leur permet que de cotiser sur la moitié imposable et cotisable de l'indemnité parlementaire. Les auteurs de la proposition de loi entendent remédier à cette situation en permettant aux députés de prendre la décision en vue de cotiser sur l'intégralité de leur indemnité parlementaire.

Dépôt par M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Gast Gibéryen, Mme Viviane Loschetter, M. Justin Turpel et M. Claude Wiseler, Députés, le 04.12.2014

Rapporteur: M. Roy Reding

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Présidente: Mme Viviane Loschetter):

11.03.2015 Désignation d'un rapporteur

Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°77, page 1472

Cité policière

6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser l'acquisition de l'immeuble dénommé «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck», sis à Sandweiler. Il est contractuellement prévu que l'immeuble, actuellement loué par l'État luxembourgeois, pourra par la suite être acquis par ce dernier.

Le contrat de bail conclu le 5 juin 2009 prévoit les conditions du bail pour l'heure actuelle. Or, dès le départ il avait été prévu de donner la possibilité à l'État de devenir propriétaire de cet immeuble, ceci au vu de la haute technicité du bâtiment suite aux investissements importants, d'un ordre de grandeur de 9 millions d'euros, réalisés par l'État dans des équipements nécessaires au travail de la Police grand-ducale. Ainsi

le contrat de bail prévoit deux options d'achat, dont la dernière peut être levée par l'État au plus tard en avril 2015 pour un montant de 86,390 millions d'euros. L'immeuble en question compte 14.410 m² de surface de bureaux, 5.000 m² de surfaces techniques et d'archivage, 298 places de parking sous-terrain et 32 places de parking à l'extérieur. Il y a lieu de préciser les deux avantages majeurs qui résultent d'une telle transaction: Premièrement, une fois propriétaire de cet immeuble, l'État économisera une charge de loyer importante. Deuxièmement, l'État s'affranchira ainsi d'une contrainte potentielle pesant sur tout locataire, à savoir de devoir un jour quitter les lieux ou d'accepter de nouvelles conditions de bail exigées de la part du propriétaire. Or, en raison des installations techniques réalisées par l'État dans cet immeuble, il va de soi qu'un déménagement futur est peu envisageable. De plus, l'immeuble est de construction récente et de bonne qualité.

TVA

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le projet de loi sous rubrique a deux objets: il s'agit, d'une part, d'adapter le taux de compensation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture, et, d'autre part, d'étendre le champ d'application des dispositions de ce régime aux activités de production de semences respectivement de plants.

Premièrement, les taux de compensation respectifs de l'agriculture et de la sylviculture, établis par l'article 58, paragraphe 2, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur

la valeur ajoutée, sont calculés en fonction de la charge moyenne de TVA qui grève les éléments utilisés pour les besoins des exploitations agricoles respectivement sylvicoles. Cette méthode suit les prescriptions des articles 297 à 299 de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée. En effet, ces pourcentages forfaitaires de compensation sont déterminés sur la base des données macroéconomiques relatives aux seuls agriculteurs forfaitaires des trois dernières années. Les pourcentages peuvent être arrondis au demi-point inférieur ou supérieur. Les données en question sont établies par la division des comptes économiques et des statistiques agricoles du Service d'Économie rurale (SER) du Ministère de

Dépôt par M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 19.01.2015

Rapporteuse: Mme Josée Lorsché

Travaux de la Commission du Développement durable

(Présidente: Mme Josée Lorsché):

04.02.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

03.03.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Échange de vues avec des représentants des CFL et de l'Administration des Ponts et Chaussées

12.03.2015 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 17.03.2015

Loi du 12 avril 2015

Mémorial A: 2015, n°75, page 1460

Dépôt par M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, le 07.01.2015

Rapporteur: M. Guy Arendt

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Eugène Berger):

03.03.2015 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

13.03.2015 Examen de l'avis du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 18.03.2015

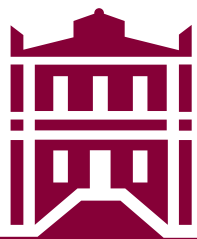
Loi du 1^{er} avril 2015

Mémorial A: 2015, n°65, page 1298



Suivez la Chambre des Députés sur Facebook et Twitter





Sommaire

- 1. Ouverture de la séance publique**
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- 2. Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg**
 - M. Gast Gibéryen
- 3. 6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg**
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Eugène Berger
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 4. 6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension**
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 5. 6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»**
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Guy Arendt
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Franz Fayot, M. Henri Kox, M. Justin Turpel
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 6. 6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée**
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget: Mme Joëlle Elvinger
 - Discussion générale: M. Gilles Roth, M. Frank Arndt, M. Henri Kox
 - Prise de position du Gouvernement: M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

- 7. 6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013**
 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Claude Wiseler, M. Gusty Graas, Mme Viviane Loschetter, M. Fernand Kartheiser
 - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 8. 6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014**

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

 - Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: Mme Claudia Dall'Agnol
 - Discussion générale: M. Laurent Mosar, M. Gusty Graas, M. Claude Adam, M. Fernand Kartheiser, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes
 - Votes sur l'ensemble des projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel
- 9. 6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik**
 - Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports: Mme Cécile Hemmen
 - Discussion générale: M. Jean-Marie Halsdorf, M. Alexander Krieps, Mme Josée Lorsché (Mme Lydie Polfer intervient), M. Roy Reding, M. Serge Urbany
 - Prise de position du Gouvernement: Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Romain Schneider, Jean Asselborn, Fernand Etgen, Pierre Gramegna et Mme Lydia Mutsch, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.03 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - E schéine gudder Mëtteg, eis Sëtzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Den Här Gibéryen freet sech d'Wuert. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

2. Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt ech d'Wuert kritt hunn, fir an enger perséinlecher Saach hei kënnen Stellung ze bezéien. Ech si gëschter Owend an engem Bericht, deem RTL Televisioun gemaach huet am Zesammenhang mat mengem Parteikolleg, deem am Abléck an der zweeter Instanz an engem Prozess veruertelt ginn ass, gefrot ginn, wat ech dovun géif halen. An ech hu fir d'Éischt erkläert, datt ech der Meenung sinn, datt an der Constitutioun steet, wat d'Bedéngunge sinn, fir datt ee kann Deputéierter sinn: Lëtzebuurger, 18 Joer, d'Zivilrechtler hunn.

An ech hunn dunn e Saz gesot, dat ass deen, deem op der Televisioun komm ass: „Wa mer géifen higoen a mir géife soen, wann een Deputéierten an iergendenger Form condamnéiert gëtt...“, da misste vill Deputéierter vun hirer Fonctioun zrëcktrieden.“

Ech war mer net direkt bewosst, wat ech do gesot hunn, an eise President war esou „fein“, géif ech soen, fir mech de Moien dorobber opmierksam ze maachen. An ech hu mer deen Text dunn nach eng Kéier ugehéiert, a wéi ech en du gelies hunn, du wusst ech och, wat ech falsch gemaach hat. Well dat, wat ech wollt

soen, wat ech am Kapp hat, ass awer net dat, wat ech gesot hunn. Wat ech wollt soen, war: Wann an der Vergaangenheet all Kéiers, wann en Deputéierten oder e Politiker condamnéiert gi wier, en hätt missen zrëcktrieden, dann hätten der misse scho vill zrëcktrieden.

Dat hunn ech awer net gesot! Dat, wat ech gesot hunn, dat ass esou gesot, wéi wann dat sech op dat heite Parlament géif bezéien. An dat ass faktesch falsch! An duerfir wëll ech mech hei vis-à-vis vun de Kolleeginnen an de Kolleegen an lech, Här President, entschëllege fir déi Ausso, déi ech do gëschter Owend gemaach hunn, well déi ganz einfach falsch ass.

Mir ass net bekannt, datt iergendwéi een aneren heibannen ass - ausser deem Prozess, dee momentan vis-à-vis vum Roy Reding usteet -, deem an iergendenger Form während senger Mandatszäit iergendwéi e Prozess gehat hätt a condamnéiert gi wier. Et ass net meng Manéier, fir Politik ze maachen, fir de Mann ze treffen! Ech maache gären haart Politik, mä ech si gär fair vis-à-vis vun de Kolleeginnen a Kolleegen an ech wëll beileiwe keen a senger perséinlecher Eier blesséieren. Mat dëser Ausso hätt kënnen jiddwreech sech heibanne getraff fillen.

A wann een als Deputéierten esou eng Ausso mécht, da weess ech dat, da gëtt gesot: „Ma de Gibéryen huet gesot «e puer»“, deem Dag drop sinn et der vill, an déi Kéier drop ass et bal d'ganz Chamber, déi an där Situatioun ass. Dat ass net de Fall.

An duerfir, wéi gesot, Här President, wëll ech mech hei offiziell... (veuillez lire: offiziell entschëllegen), duerfir wollt ech dat och an öffentlecher Sitzung maachen. An ech hunn och RTL driwwer informéiert, datt ech dat maachen, fir datt si kënnen och hir Nolauschterer..., do hunn ech zwar keen Afloss, mä ech hu se awer gebieden, fir hir Nolauschterer iwwert déi falsch Ausso, déi ech gëschter Owend gemaach hunn, do ze informéieren an et an dat richteg Bild ze stellen.

An ech hoffen, datt Der meng Entschëllegung unhuelt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech soen dem Här Gibéryen Merci an ech mengen

am Numm vun de Kolleegen an de Kolleeginne kënnen ze schwätzen, dass déi Entschëllegung ugeholl ass an dass dat, wat en iwwert dëst Parlament elo gesot huet, absolut richtig ass. Merci.

Mir géifen dann zum éischte Punkt vum Ordre du jour iwwergoen. Do geet et ëm de Projet de loi 6653 iwwert d'Schafe vun engem Comité du risque systémique. An de Rapporteur vum Projet, den Här Eugène Berger, huet direkt d'Wuert.

3. 6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Eugène Berger (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, 2008 ass eis globaliséiert Finanzwelt vun enger Zort Aerdbeiwere gerëselt ginn, wéi mer et an esou engem Ausmooss nach net kann haten. Et kann ee soen, mat Schockwellen, mat engem Tsunami, dee sech als Kris praktesch iwwert déi ganz Welt, iwwert de ganze Planéit ausgedehnt huet a wou mer haut nach mat de Schied an den Dégâte vun deemools ze schaffen hunn.

Dir wësst alleguerten, ech schwätze vun der Finanzkris an der Wirtschaftskris, déi duerch déi sougenannten „subprimes“ an den USA 2008 ausgeléist gi sinn. Ech ginn elo net méi an den Detail vun deene ganze Geschichten an. An zwee, dräi Sätz: Ech mengen, Dir wësst, do waren zum Deel vill Banken, déi hu massiv wackelleg Präten, Kreditter ginn am Immobiliensektor, oder de Leit ginn, déi domadder sech awer iwwerfuert hunn.

Op där anerer Säit sinn och eng ganz Rei riskant, komplex Finanzproduiten, déi herno guer kee méi verstanen huet - Montagen - agesat ginn, fir Risikoe vermeintlech kënnen ofzeddecken. Et kann een eigentlech soen, datt do ganz vill ongedeckte Schecken ausgestallt gi sinn, ebe ma' all deene Konsequenzen, déi mer do kann hunn. An et war jo och esou, datt do net eng eenzel Bank, en eenzelt Institut dran

implizéiert war, mä dat war e System. Do waren e ganze Koup, eng Hällewull vun Instituter weltwäit, déi doranner implizéiert waren. An dat war jo och dat, wat deen enorme Risiko war.

Mir kennen d'Suiten alleguere: Dat Kaartenhaus ass zesummegefall ebe mat deene Répercussiounen. Et hat net nëmme Répercussiounen op eng, zwou Banken, mä op eng ganz Rëtsch vu Banken, Instituter op der ganzen Welt. Och aner Secteure ware betraff, den Immobiliemarché, Assurancësektor an esou weider. Mir hate Faillitten, déi ganz Ekonomie ass weltwäit an d'Wackele komm, Aarbechtsplaze si verluer gaangen an esou weider. An eigentlech, déi Kris vun 2008 mat deene Répercussiounen op d'Weltwirtschaft, déi hu mer eigentlech haut nach. Also et sinn do nach Effeten, déi eis haut nach sauer - kéint ee soen - opstoussen.

Och Lëtzebuerg ass net verschount bliwwen, mir wëssen dat. Et kann een och kucken, wann een d'Budgeten oder d'Zuele vun deemools kuckt - 2008, 2009 -, da gesäit een, wat dunn och hei zu Lëtzebuerg lass war. An ech mengen, mir jo och als Finanzplaz waren do och mat betraff. Mir hate jo och hei zu Lëtzebuerg systemesch Banken, déi do a Schwierregkeete komm sinn. Dat deet ëmmer wéi, esou eng Saach, wann een eng wichteg Finanz- a Bankeplaz ass.

Firwat kouw et zu esou engem globale Kollaps? Firwat zu esou enger enormer systemescher Kris? Jo, ebe well et an den USA, well et an Europa deemools keng Surveillance macroprudentielle gouf. 2009 huet d'Europäesch Kommissioun e Rapport erstallt, wou dann och ebe kloer mam Fanger op déi Lacunne gewise ginn ass, wou ebe gewise ginn ass: Et gouf eng limitéiert Surveillance vun einzelnen Instituter, einzelnen Entreprises, mä et hat ee keng Vue d'ensemble vun deem Ganzen.

Et muss een och soen, déi national Autoritéiten haten deemools - ech mengen, an den USA, mä och op anere Plazen, an Europa - oft keng prezis Informatiounen iwwert déi komplex Finanzproduiten, iwwer hir Ausmoossen, iwwert d'Verstreckungen iwwert d'ganz Welt. Et muss een och wëssen, datt do zum Deel falsch Informatiounen gestreet gi sinn. Ech denken nëmmen un déi Ratingen, déi do dann deemools och an Amerika zum Beispill ausgestallt gi sinn.

Bref, et gouf bei der Iwwerwaachung vun den Instituter eng exklusiv Approche microprudentielle, an domadder war een ebe blann fir d'Relatiounen zwëschen den eenzelnen Instituter an eben och d'Interdépendance vun all deene Systemer, vun all de Secteuren, wann do grouss Risikoen opgebaut gi sinn.

An Europa war, wéi een esou schéi seet, „lessons learned“ ugesot an duerfir gouf dunn 2010 en europäesche Comité du risque systémique an d'Liewe geruff, mat dem Zil eben, fir e macroprudentielle Contrôle vun de Finanzsystemer an der Europäescher Unioun an d'Weeër ze leeden an eben och domadder dann déi finanziell Stabilitéit an Europa ze garantéieren. Et wollt een eigentlech - ech hat virdu vun Aerdbiewe geschwat - eng Aart Fréiwarnsystem opbauen, fir datt et net méi zu engem neien Aerdbiewe kéim respektiv datt et net méi géif zu Schied an Dégate kommen.

Et sinn zwou Recommandatioune vun deem CRS, vun deem europäesche Comité du risque systémique ausgestallt ginn, eng 2011 an eng 2013. Wat soen déi Recommandatioune? Ben, all Memberland soll eng national Autoritéit chargéiere fir de Contrôle macroprudentiel. Déi national Autoritéite solle sech dann och Instrumenter ginn, fir eben dese Contrôle effikass auszuféieren. Si solle sech och Objektivter setzen, fir d'Standfestegkeet vun Finanzsystem ze stäerken a virun allem ze kucken, datt sech net ze vill systemesche Risk sammelt.

An dat ass eigentlech genau dat, wat mer dann elo hei, Här President, mat deem Projet de loi, dee mer haut de Mëtten diskutéieren an hoffentlech och wäerte stëmmen, ëmsetzen. Mir setzen déi Recommandatioune em a mir setzen dann zu Lëtzebuerg hei e Comité du risque systémique en place.

Kuerz déi puer Haaptelementer vum Gesetz, éischters d'Zesummesetzung vun deem Comité: De Comité ass zesummegeat aus Vertrieeder, Représentant vum Finanzministère - de Finanzminister selwer am beschte Fall -, vun der Banque centrale vu Lëtzebuerg, der CSSF an dem Commissariat aux Assurances. Et sinn Diskussiounen ginn, ob dat déi richtig Zesummesetzung wier, ob een net kéint eng aner Méiglechkeet hunn. Et gi verschidde Modeller an Europa. An der Belsch an a Frankräich zum Beispill, do ass et éischter d'Banque centrale, déi lokal oder déi zoustänneg national Banque centrale, déi dee Comité oder déi Surveillance mécht. Et ginn awer och Länner, wéi Däitschland, wou dann och éischter e Comité mat enger Rei vun Institutiounen dran ass.

Bon, et ass esou, datt mir eben dee Wee hei gewielt hunn. Et muss ee soen, datt d'Banque centrale europäenne en Avis och geschriwwen hat, déi eigentlech och insistéiert huet fir dee Modell mat der Banque centrale als Haapt- oder als eenzegem Comité. Den Avis vum Statsrot ass éischter an déi aner Richtung awer gaangen, eben an déi Richtung fir dat, wat mir oder wat d'Regierung proposéiert huet. Et muss soen, datt mer e ganz interessanten, flotten Austausch haten och mat deenen Akteuren - ënner anerem CSSF, Banque centrale du Luxembourg, Commissariat aux Assurances -, wou mer awer - dat ass kloer dobäi erausgaangen - e grouse Konsens hunn ebe fir dee proposéierte Modell mat deene véier Instanzen.

An et muss ee jo och kucken: Wéi ass d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg? Mir hunn eigentlech schonn eng Rei Aufgaben, Kompetenz vu Contrôle, vläicht net an deem Sënn macroprudentiel, awer trotzdem esou sektoriell Contrôlen, déi jo och schonn elo bei der CSSF, beim Commissariat aux Assurances, bei der Banque centrale leien, an déi kéint een deene jo och eigentlech net ewechhuelen. Ech mengen, et ass eigentlech hei d'Grondiddi, fir all déi Kompetenzen, all deen Know-how, déi Capacitéite fir eben d'Surveillance ze bündelen an engem Comité.

Am Avis vun der Banque centrale europäenne, wann Der dee gelies hutt, déi insistéieren op alle Fall op déi wichteg Roll vun der Banque centrale nationale. An et muss een och soen, hei an eise Modell behält och d'Banque centrale an deem Comité eng wichteg Roll. Si assuréiert de Sekretariat. Si stellt de Sekretär eigentlech duer. An dat ass awer eng wichteg Fonctioun an esou engem Comité, well déi jo awer am Endeffekt d'Avisen ausstellen, d'Recommandatioune, d'Informatiounen sammelen, esou datt een also do awer e wichtige Posten trotzdem innerhalb vun deem Comité bekleet.

Et muss een och soen: D'Banque centrale kann net bei Décisiounen an deem Comité oder bei Avisen iwwer gaange ginn. Et ass esou, datt mer dat an d'Gesetz ageschriwwen hunn, datt also all Décisiounen, Publikatiounen, Avisen mussen à l'unanimité geholl ginn am Comité. Et ass eigentlech en anere Wee, fir ze soen, datt

eigentlech och jiddwereen e Vetorecht am Prinzip hätt. Dat heescht, wann een net domat d'accord ass, zum Beispill d'Banque centrale, da kéint dee jo awer och verhéieren, datt et dann zu enger Décisioun kënnt. Ech mengen, dat ass also e wichtige Punkt oder et sinn e puer Erklärungen, firwat dee Comité esou ausgesäit a wéi en dann och wäert fonctionnéieren.

Bon, ee Punkt, deen och - ech ginn net en détail op alles an -, mä ee Punkt, deen de Statsrot och opgeworf huet, wou en och eng Opposition formelle an d'Spill bruecht huet, dat ass dee vun der Confidentialitéit vun den Informatiounen, déi d'Vertreieder vun deene verschidene Gremie mat an de Comité bréngen. Dat ass och d'Fro vun dem Secret professionnel.

Mir sinn och an engem neien Artikel dorop agaangen. Et muss jo kloer sinn, datt déi eenzel Memberen - dat si jo nëmme Représentant vum hiren Instituter oder Gremien - mussen kënnen déi Informatiounen mat erabréngen, well dat si jo déi Informatiounen, op déi herno eventuell..., wou ee gesäit: Hei, do ass e Problem, do muss mer eventuell eng Recommandatioun maachen. Et brauch ee jo eigentlech déi Informatiounen. Wann een déi net kéint mat erabréngen an dee Comité, da wier dat fir d'Aarbecht eigentlech wierklech kontraproduktiv.

An et ass eigentlech awer esou, datt mer dann ebe gekuckt hunn, fir dat esou ze schreiwen, datt eigentlech deen neie Comité dann och, et kéint ee soen, eng „communauté de confidentialité“ ass, fir datt eben dann déi sensibil Donnéeën awer innerhalb vun deem Comité kënnen ausgetosch ginn an awer innerhalb vun deem mussen kënnen bleiven.

Ech mengen, et ass och kloer, datt déi Leit, déi an deem Comité sinn, ëmmer nëmme Représentant vum hirem Ministère oder vun hire Gremie sinn an datt se do natierlech net en tant que personne privée, mä eigentlech als Représentant sinn. An et muss ee jo och da wëssen, datt déi eenzel Leit, zum Beispill an der CSSF oder am Commissariat aux Assurances, déi hunn an hire Loi-organiquen dat och geregelt vun där Responsabilitéit.

Mir hunn och gesinn, oder mir hunn dunn och hei d'Geleeënheet genotzt - well bei der Loi organique vun der Banque centrale, déi jo och eigentlech ëmmer am Intérêt public handelt, dat do eigentlech net virgesi war vun där Fro vun der Responsabilitéit, vun där perséinlech Responsabilitéit -, fir datt mer also hei och an engem d'Loi organique vun der Banque centrale an deem Punkt, ech géif soen, „verbesseren“.

Ech hat virdu scho vum Fonctionnement vun deem Comité geschwat. Et ass esou, datt d'Présidence beim Finanzminister läit, d'Sekretariat, wéi gesot, bei der Banque centrale. Si solle minimum zwou Réuniounen d'Joer hunn. Si kënnen der awer och méi maachen. D'Membere kënnen sech ersetze loossen. Décisiounen kënnen awer nëmme an deem Gremium geholl ginn, wa mindestens zwee „Hauptrepräsentanten“, fir et emol esou ze formuléieren, do sinn.

Wat sinn d'Aufgabe vun deem Comité?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Rapporteur, Dir misst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Ah, ech versichen...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Gitt e bësse Gas!

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Ech versichen, dat dann esou schnell wéi méiglech ze maachen, Här President.

D'Aufgab vum Comité ass also, fir Informatiounen ze sammelen, ze analyséieren, ze erkennen, ob iergendwou e Risiko besteet. Ech mengen, hei zu Lëtzebuerg komme véier, fënnel systemesche Banke virun allem a Fro. Wa se gesinn, datt e Problem ass, da mussen eigentlech déi Clignotanten ugoen. Si mussen also en Avis formuléieren, eng Recommendation formuléieren, fir deem entgéintzewierken.

Mä wat mécht ee mat deenen Avisen, Recommendationen, déi Concernéiert? Dat heescht natierlech, déi Leit, déi am Comité sinn, deenen hir Gremien, mä awer och déi Finanzakteuren, Finanzinfrastrukture kréien dat zougestallt an déi mussen sech dann explizéieren, dat heescht, nom Prinzip „comply or explain“. Dat heescht, si mussen do déi Saache suivéieren oder soen, firwat datt se dat net maachen. Ech mengen, en dernière instance kann een natierlech och als Législateur do intervenéieren, wann ee wierklech gesäit, do ass e grouse Problem.

Här President, ech fueren dann e bësse méi schnell. Ech war mer net esou bewosst, datt ech...

Et ass de Modell 1, Här President?

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, et ass de Modèle de base.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Ah, dat ass...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- A mir hunn en zesumme fixéiert.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Jo, ech ka mech... Entschëllegt, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An ech mengen, de Fraktiounspräsident a Rapporteur muss mam gudden Beispill virgoen.

► **M. Eugène Berger** (DP), *rapporteur*.- Jo! Neen, do ginn ech lech honnert Prozent recht, Här President! Ech war wierklech elo..., ech ka mech erënneren, datt mer an der Conférence des Présidents de Modell 1 an d'Spill bruecht haten. Mä dann entschëllegt, da maachen ech dann nach méi schnell, fir awer da mam gudden Beispill virzegoen.

(Hilarité)

Mä ech wollt awer eng Explikatioun ginn an, ech mengen, nach ee Wuert just zur Publicitéit vun deenen Avisen: Et ass natierlech kloer, datt do perséinlech Donnéeën oder Donnéeën, déi sensibel sinn, net solle publizéiert ginn, well dat jo och kéint negativ Répercussiounen op en Institut kréien, mä datt se awer an engem jährleche Rapport sinn.

An dat war nach - dat ass da mä lescht Wuert - e wichteg Uleies vun der Cofibu: Dat ass awer och, datt d'Cofibu jee nodeem, wa wierklech e gréisser Problem ass, datt déi kann à tout moment informéiert ginn, datt een also och déi Méiglechkeet weiderhin huet.

Voilà! Här President, ech soen lech Merci fir Är Indulgence, datt Der mer do e bësse méi Zäit ginn hutt. Ech sinn op alle Fall frou, datt mer elo esou e Comité du risque systémique an d'Liewe ruffen. Dat ass am Intérêt vun der Stabilitéit vun eiser Finanzplaz, vum Standuert Lëtzebuerg. An ech géif hei och den Accord vu menger Fraktioun eraginn.

Merci!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci. Och wann dat net nom Reglement virgesinn ass, géif ech mengen, dass dann en Deel vun dem Retard récupéiert ass iwwert de mandatéierte Spriecher. Also nach eng Kéier en Appell u jiddwereen, sech un d'Riedezäit ze halen! Mir kréien elo eng Rei vu Sätzungen, wou dat ganz wichteg gëtt. A mir wëlle jo och net bis an d'Nuecht hei setzen. Merci!

Dann huet deen nächste Riedner d'Wuert, den Här Franz Fayot.

(Interruption)

Ah, entschëllegt!

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Ech si schonn hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Entschëllegt, Här President, Dir sidd esou präsent ëmmer, datt ech lech bal vergiess hätt.

(Hilarité)

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar** (CSV).- Här President, dat ka virkommen an deene beschte Familjen!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Schaffung vun engem Comité du risque systémique muss een eigentlech am Zesummenhang gesinn op där enger Säit mat eiser Legislatioun iwwert d'Bankenioun, awer och op där anerer Säit mat engem anere Projet de loi, dee mer an deenen nächste Woche wäerten an hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kréien, nämlech d'Surveillance vun Finanzsecteur.

All des Projeten hunn a sech een Objektiv, nämlech deen, eis Finanzplaz op méi stabil féiss ze setzen, andeem se se och engem méi intensive Contrôle ënnerwerfen. An ech mengen, an deem Kontext muss een och de Projet de loi vun haut de Mëtte gesinn, deen a sech e wichtige Mosaiksteen an där ganzer Surveillance duerstelt, well en niewent deem Contrôle microprudentiel, deen eigentlech eng CSSF ausüübt, eigentlech elo en Element vu macroprudentielle Vuë mat erabréngt. An ech mengen, dat ass en interessant System vu Fréiwarnung.

An de Rapporteur, deem ech wëll fir seng detailléiert a sachkundeg Berichterstattung Merci soen, huet jo och virdu déi eenzel Elementer vun deem Comité vun systemesche Risk beschriwwen, soudatt ech mech op ganz e puer Observatiounen ka limitéieren.

Aleedend, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, bedauere mir e bëssen, datt et trotzdem esou laang gedauert huet, ier mer dese Projet de loi konnt op den Instanzwee setzen. Ech mengen, et hätt enger Finanzplaz wéi

Lëtzebuerg guttgedoen, wa mir zu deenen éischte Länner gehéiert hätten, déi dese Projet ëmgesat hätten. Leider Gottes ass dat aus enger Rei vu Grënn net méiglech gewiescht. Mir hoffen op jidde Fall, datt bei anere Projeten, op déi ech och elo nach ze schwätze kommen, datt mer do da vläicht e bësselche méi schnell virkommen.

Wat de Fong vum Projet ubetrëfft, wollt ech eigentlech just nach eng Kéier soen, datt mir och d'Approche vun der Regierung begrëssen, net op de Wee ze goen, dee Comité an déi Missiounen do enger Zentralbank, wéi et an anere Länner de Fall ass, ze iwwerdroen, mä hei eng eegen Institutioun dohinnerzesetzen, déi aus deene véier groussen Autoritéite besteet, déi jo och dann haaptsächlech responsabel fir d'Gestioun vun eiser Finanzplaz sinn.

Erlaabt mer, och nach do eng Kéier drop hinze weisen, datt mer frou sinn, datt d'Zentralbank awer hei de Sekretariat mécht. An deem Kontext a well ech einfach vun der Geleeënheet wëll profitéieren, a well ech och hei uewe stinn, wollt ech awer och nach eng Kéier de Finanzminister froen, wéi et do mat der Kapitalopstockung ass. Dat ass e Sujet, deen och erëm eng Kéier de President dovunner an d'Diskussioun bruecht huet. Do wäre mer vläicht herno och frou, wann de Minister eis kéint eng Antwort ginn.

Eng zweet Iwwerleueung, déi och scho vum Rapporteur hei virbruecht ginn ass, ass déi, datt mer mengen, datt déi Avisen a Recommendationen vun deem Comité sech natierlech net an engem lofteidele Raum solle bewegen, mä datt et och do soll zu engem Austausch vun Informatiounen kommen. Austausch, bien entendu, um europäeschen Niveau, notament mam europäesche Comité vun Risque systémique, awer och en Austausch hei zu Lëtzebuerg, notament mam éischte Pouvoir, nämlech mat der Chamber, wou et och wichteg wär, datt regelméisseg iwwert déi Avisen diskutéiert gëtt.

Eng drëtt Observatioun, déi ech wollt hei maachen, ass déi, datt mer elo net nëmme duerch dese Projet de loi, mä och duerch eng Rei aner Projet-de-loien awer amgaange sinn, d'Contrainté fir d'Finanzplaz a fir hir Akteuren, ganz besonnesch fir d'Banken, wesentlech méi grouse ze maachen. An eleng de Fait, fir sech un d'Standarden mussen unzepassen, wäert derzou féieren, datt de Käschtepunkt vun där Reglementatioun fir d'Banken an hir Akteuren ëmmer méi grouse wäert ginn. An do solle mer eis näischt virmaachen, dat wäert ganz besonnesch fir méi kleng Banke ganz schwierig ginn. An ech mengen, do soll een och net ënnerschätzen, datt dat effektiv kéint emol derzou féieren, datt eng Rei méi kleng Banke wäerte mussen ophalen, well se einfach dee Käschtepunkt dovunner net méi wäerte packen.

Dann als allerlescht Observatioun, Här President - an da sinn ech och schonn um Enn vun mengen Ausféierungen -, wollt ech och nach eng Kéier op déi Problematik hiweise um „level playing field“. Mir sinn amgaangen hei an der Europäescher Unioun, d'Lat ëmmer méi héich ze leeën, wat d'Regulatioun vun de Finanzsecteuren ubetrëfft, wat a sech och eng positiv Saach ass. Et mierkt een awer ëmmer méi, datt eis amerikanesch Partner amgaange sinn, do net richtig méi nozekommen. Si hunn eng ganz Rei vu wichtige Accorden - ech nennen hei nëmme Basel II, Basel III, MiFID - nach ëmmer net ëmgesat an et gëtt een d'Ge-fill och net lass, datt si eigentlech och net richtig wëlle sech do den europäesche Standarden upassen.

Mir wäerten an deenen nächste Wochen a Méint do zousätzlech Erausforderungen kréien am Kader vun TTIP, am Kader vun TISA, wou sech och d'Fro stellt, ob d'Amerikaner iwwerhaupt bereet sinn, mat op de Wee vun enger Reglementatioun ze goen. Mir, an dat wëll ech awer hei och nach eng Kéier nohaltege ënnersträchen, mussen op jidde Fall ëmmer erëm drop insistéieren, datt deen „level playing field“ net nëmme an der Europäescher Unioun weider Gültigkeet huet, mä och ausserhalb vun der Europäescher Unioun.

Dat gesot, Här President, géif ech heimadder den Accord vun eiser Fraktioun zum Projet de loi bréngen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Mosar. An nächste Riedner ass dann elo de Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot** (LSAP).- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, ech

géif gäre mengen zwee Virriedner Merci soen, a besonnesch dem Eugène Berger, dem Rapporteur, fir säi ganz gudden méndlechen a schréfftleche Rapport.

Här President, d'Finanzkris vum 2008 huet gewisen, dass och scheinbar gesond Banken a Finanzinstitute, déi eenzel gutt superviséiert a kapitaliséiert sinn, net resistéieren kënnen, wann de perfekte Stuerm kennt oder den „Tsunami“, wéi de Rapporteur et genannt huet. Fir deen nächste perfekte Stuerm fréizäiteg ze erkennen an dogéint eppes ënnerhuelen ze kënnen, schafe mer haut de Comité du risque systémique.

Ech wëll déi puer Minuten, déi ech hei hunn, notzen - bei dësem ganz wichtege, trotz Modèle de base e ganz wichtege Projet de loi -, fir e puer Remarques ze maachen zu dësem Projet de loi. Et ass scho vill gesot gi vu menge Virriedner, an haaptsächlech iwwert d'Missiouen an de Fonctionnement vun dësem Comité, soudass ech do net méi muss drop agoen.

Déi éischt Observatioun ass, dass d'Aarbecht - de Laurent Mosar huet dat och schonn indiquiert - vun dësem neie CRS sech wäert an engem neien europäesche Kontext vun der Supervisioun vum Finanzsektor areien. Sait 2011, dat wësst Der, hu mer schonn u sech d'Supervisioun um europäeschen Niveau mam Système européen de surveillance financière. An dësem Mouvement gëtt mat der Union bancaire nach verdéift. Sait dem 4. November 2014 hu mer de Mécanisme de surveillance unique an ab 2016 wäerte mer och e Mécanisme de résolution unique hu fir d'Ofwécklung vu marode Banken.

Eist Land verléiert do, an dësem wéi an aneren Texter, e gewëssent, e klenge Stéck Souveränitéit an der Ausrichtung vun der Iwwerwachung vu sengem Finanzsektor. Hei muss een awer, mengen ech, iwwert den Tellerrand kucken an et muss ee gesinn, dass et trotz allen nationale Retizenze fundamental wichtege ass, richtig ass, dass de Finanzsektor an insbesonnesch systemesch Finanzinstitute europäesch muss surveilléiert ginn, souwuel um micro-wéi och um macroprudentielle Plang.

Et ass diskutéiert gi vu menge Virriedner och d'Roll vun der Lëtzebuerger Zentralbank an dësem CRS. Der Europäescher Zentralbank ass se net wäit genuch gaangen. An ech mengen, dass deen Text, dee mer elo hunn - an do hu mer och an der Cofibu driwwer geschwat -, u sech jiddwereen zefriddestell, och d'Lëtzebuerger Zentralbank. E baut op op den däitsche Modell, de Modell vum Collège, deen och u sech relativ gutt der Lëtzebuerger Tradition vum Dialog entsprécht zwëschen deene verschiddeenen Autoritéiten, y compris dem Ministère des Finances, wéi dat sech och an där leschter Finanzkris vum 2008 erweisen huet. Et ass also an eisen Aen eng gutt Léisung.

Mir hunn och an der Cofibu, an dat ass och schonn ugeschwat ginn, iwwert de Secret professionnel geschwat. Et war ganz kloer fir eis, an de Statsrot huet déi Diskussioun jo u sech lancéiert, et war ganz kloer fir jiddwereen, dass et do misst effektiv kënnen en Échange ginn an deem Comité an dass déi Secreten, deenen déi verschiddeenen Autoritéiten (veuillez lire: deenen déi verschiddeenen Autoritéiten ënnerleien), déi Member si vun deem Comité du risque systémique, net dierften dozou féieren, dass déi néideg Informatiounen fir eng effikass Aarbecht an deem Comité net kéinte partagéiert ginn, soudass dat u sech am Fong eng relativ evident Léisung ass. An d'Gesetz huet jo och do verschidde Modifikatiounen gemaach a Loi-sectorielle, Loi-organique vun deenen Autoritéiten, déi dat nach net haten.

Et ass och eng Diskussioun gefouert ginn an der Cofibu iwwert d'Zoustännegkeet vun dësem CRS fir de Secteur vum „shadow banking“. Den „shadow banking“ ass trotz sengem lichte däischteren an ominéisen Numm am Fong näischt anescht wéi en fait de Secteur, dee parallel ass zu de Banke fir d'Verdeel vu Kredit, dat heescht fir d'Kreditvergab. Et ass also eng Realitéit, déi extrem breet ass an déi immens Volummen elo schonn unhëlt.

De Financial Stability Board huet de Volume vun dësem Secteur fir 2013 op ganzer 75 Trilliarden Dollar estiméiert, wat enorm ass! A wat u sech och munch Leit derzou féiert, ze denken, dass wann deen nächste grouse Stuerm kennt, dann ass e vläicht an deem Secteur vum „shadow banking“, soudass et extrem wichtege ass, dass dee CRS sech ka mat där Realitéit och beschäftegen, wann et da muss sinn.

Et ass gesot ginn, dass muncher vun deenen Akteuren, déi aktiv sinn am „shadow banking“, elo scho reguléiert sinn, d'Fongen zum Beispill.

Anerer sinn et net. Ech denken do un onreguléiert Titrisationgesellschaften. Mä et ass kloer, dass dee Secteur muss gekuckt ginn.

Et ass och geschwat ginn iwwert d'Information vum der Chamber duerch dee Comité du risque systémique. Et ass kloer, dass dee Comité jo muss e Rapport abrégé publiieren all Joers. An et ass awer gewünscht ginn an der Cofibu, dass iwwert dee Rapport abrégé do eraus d'Cofibu misst eng komplett - an d'Chamber misst eng komplett - Informatioun kréien och zu deene Recommendationen, Alerten an Avisen, déi zwar émettéiert ginn, déi awer net verëffentlecht ginn.

Ech kommen zu engem Schluss, Här President, ech weess, dass ech schonn iwwert der Zäit sinn.

D'LSAP begreißt ausdrécklech, dass dese CRS elo kennt. Et ass richtig, dass mer als Land do net am Peloton de tête sinn, mir si souguer éischter bei deene Leschten, déi esou e Comité kréien. Dat ass effektiv regrettable. Dat ass och haaptsächlech vun der Zentralbank monéiert ginn, well mer effektiv am Abléck réputationnel souwéissou net esou gutt dostinn, soudass et eis gutt zu Gesiicht gestanen hätt, wa mer e bëssen éischter domat komm wären. Dat ass awer sécher net eleng de Feeler vun dëser Regierung. Déi fréier Regierung huet och do sécher eng Responsabilitéit dobäi.

Voilà, ceci dit, begreisse mer dese Comité. Dee wäert zu engem méi sécherer a resilienter Finanzplaz bäidroen, am Sënn vun der Wirtschaft vun dësem Land an och vun de Leit.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Ech ginn natierlech den Accord vu menger Fraktioun. An ech entschëllege mech fir de Retard.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Entschëllegung ugeholl! Dir sidd bis elo a gudder Gesellschaft.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Sou, den nächste Riedner ass den Här Henri Kox,...

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Här President, Merci fir d'Wuert. Ech denken, dass...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ... deen elo de Retard ophëlt.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Ech huelen dann de Retard op. Mengen drai Virriedner dierf ech da Merci soen, well si sinn ausféierlech op de Rapport agaangen. Fir d'Éischt wëll ech awer dem Rapporteur fir déi ausféierlech méndleche Presentatioun Merci soen, awer och fir déi schréfftlech.

Déi zwee Virriedner hunn d'Detailer scho beschwat. Och mir als gréng Fraktioun si mat dësem Projet averstanen. Et ass en typesche Lëtzebuerger Modell, wat mer fonnt hunn, wou mer déi drai institutionell Kommissiounen beoptragt hunn, fir dee Comité ze bilden, an dann d'Supervisioun, respektiv zesumme mam Ministère hei dann deen CRS, also dee Comité du risque systémique opzebauen.

Ech denken, mir kënnen domadder ganz zefridde sinn. A mir ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Kox. Ech mengen, da wär et um Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. De Rapporteur an och den honorable Franz Fayot hunn eigentlech gewisen, dass et schued ass, dass mer dee Punkt hei mam Modèle de base behandelen, well et wierklech schwéier ass, fir a fënnf Minuten esou ee wesentleche Punkt ofzehaken. Ech versichen awer mäi Besch!t!

E Paradigmewissel an der europäescher Finanzpolitik ass ons versprach ginn. Dofir, esou heescht et, sollen d'Konsequenzen aus der Finanzkris vum 2008 gezu ginn. Mä grad dat ass net geschitt! Esou gëtt zwar festgestallt, dass net nëmmen onreglementéiert Hypothékekreditter - Stéchwuert „subprimes“ -, mä virun allem och den Handel an d'Spekulation domadder, d'Sich no maximalem Rendement an no ongebremstem Profit ouni Rücksicht op Risiko a Verloschter a verstoppt hannert onduerchsichtge Finanzproduiten zur Kris vum 2008-2009 gefouert hunn, mä d'Léieren draus ginn net gezunn.

Déi éischt Léier, déi net gezu gëtt, ass déi: Haut geet d'Spekulation mat deeneselwechten an ähnleche Produkte mat vollem Elan weider, och zu Lëtzebuerg!

Zweet Léier: 2008-2009 hunn d'EU-Staten - virun allem hir Bierger - d'Banken europawäit mat 1.600 Milliarde gerett, entgéint alle Regele vum Verursaacherprinzip. An et geet hinne

gutt! D'Bonien an d'Dividende sinn haut méi grouss wéi jee.

Trotzdem hunn d'Banken an d'Fongen haut och nach net déi noutwendeg Kapitaldecken, fir hir Risikoe vun hirer weidergeféierter Spekulationspolitik selwer ze droen. D'Strestester, déi dat sollten iwwerpräiwen, hunn zwar eng Rei Upassung verlaangt, sinn awer vill ze niddreg ugesat an hunn eng ganz Rei Beräicher ausgeklammert, Stéchwuert „Shadow-Banken“, iwwert déi mer jo och schonn an der Kommissioun diskutéiert hunn a wou et awer net nëmmen ëm Kreditter geet an et och grad zu Lëtzebuerg wichtege ass, dass ee grad dee Beräich am A behält.

Ech wëll lech e Beispill ginn zu deem, wéi dat gelaf ass: Déi däitsch CDU/CSU-SPD-Regierung huet d'Hypo Real Bank verstaatlecht an d'Obligatiounen mat iwwerholl. Doduerjer krut d'Deutsche Bank, bei där d'Hypo Real Bank 20 Milliarde Schold hat, déi 20 Milliarden aus der däitscher Statskeess zrëckbezuelt. Esou finanzéieren déi däitsch Bierger net d'Griichen, wéi si virgemaach kréien, mä hir eege Banken, déi méi Benefisser maache wéi jee.

Drëtt Léier: D'Europäesch Zentralbank dierf haut nach ëmmer kengem Stat direkt Sue léien. Och dozou e Beispill: 2011 huet d'Europäesch Zentralbank der Deutsche Bank - fir da bei där ze bleiwen - eng Milliard fir 1% Zënse geléint. D'Deutsche Bank huet Griichenland an Irland déi Sue weiderverléint fir 13% respektiv 10% Zënse an huet also esou iwwer Nuecht all Joers 100 bis 120 Milliounen Euro verdéngt, ouni eppes dofir gemaach ze hunn. An déi bezuelen déi griichesche an iresche Bierger duerch hir Austeritéit a Sozialkierzungen, während déi däitsch Bierger Hartz IV octröyéiert kréien an et de Banquieren exzellent geet!

Wann ech dat héieren, Här President, da muss ech immens oppassen op mäi Mëttelfanger, dass ech do net deen däitsch-griichesche Krämpchen dra kréien, mä dat mécht ee rosen!

An elo wëllt d'Europäesch Zentralbank de Banken europawäit all Mount 60 Milliarden - innerhalb vun 19 Méint insgesamt 1.140 Milliarden Euro - am Austausch zu zum Deel faule Pabeiere ginn, an der Hoffnung, dass déi se an d'Realwirtschaft investéieren. Mä näischt ass méi sécher (veuillez lire: méi onsécher) wéi dat. D'Gefor ass grouss, dass déi Suen éischter - genee wéi virun 2008 - an d'Spekulation an an dubiéi Produkter investéiert ginn an domadder déi nächst Kris net nëmmen net verhënnert gëtt, mä virbereet gëtt. D'Ursaache vun esou enger Politik leien op der Hand. D'Banklobby, d'Finanzkapital regéiert an Europa a weltwäit, och zu Lëtzebuerg!

Natierlech ass eng europäesch Opsicht iwwert d'Finanzinstitute noutwendeg, mä dass grad d'Europäesch Zentralbank déi maache soll, dat kann net fonctionnéieren. Net nëmmen, well dat eng Verméschung ass mat aneren Aufgaben a Funktiounen, déi d'Europäesch Zentralbank huet, mä am Europaparlament huet misse driwwer gestridde ginn, dass d'Europäesch Zentralbank an hirer Funktioun als Opsichtbehörd dem Europaparlament iwwerhaapt minimal Informatiounen iwwert den Zoustand vun der europäescher Finanzindustrie liwwere soll. Woubäi d'Europäesch Zentralbank an där Funktioun sech eigentlech der Kontroll vum Europaparlament ënnerwerfe misst!

Ähnlech ass et zu Lëtzebuerg, wou d'Parlament - am Géigesaz zu verschiddeenen Illusiounen, déi nach schéngen ze bestoen - ausser engem Rapport all Joers net vill matzschwätze kritt iwwert d'Aarbechte vum Comité du risque systémique, deen haut soll agesat ginn an an deem nieft dem Vertrieeder vun Finanzministère just Vertrieeder vun der Finanzlobby sëtzen. E Comité, dee seng Ziler, genannt „objectifs intermédiaires“, selwer fixéiert a kenger demokratescher Kontroll ënnerläit!

Aus all deenen Ursaache wäerte mir géint dee Projet de loi do stëmmen.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. An d'Wuert huet elo de Finanzminister.

An ech géif d'Kolleginnen a Kollege bidden, wa se wichtege Saache mateneen ze beschwätzen hunn, dat wann ech gelift net heibannen ze maachen. Merci.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dir Dammen an Dir Hären, Här President, fir d'Éischt e grouse Merci un de Rapporteur, den honorable Eugène Berger, fir säi méndlechen an och ausféierleche schréfftleche Rapport.

Trotzdem dass mer e Modèle de base hei gewielt hunn - oder Dir e gewielt hutt -, mengen ech, entgeet kengem d'Wichtigkeet

vun dësem Gesetz. Wat ganz richtegerweis gesot ginn ass: dass dëst Gesetz an engem Moosaik vu villen anere sech areit an dass mer d'Diskussiounen iwwert de Kader, dee ronderëm eis Finanzplaz kënnt, wäerten oft hei féieren.

Dee Kader evoluéiert ganz séier. An dat ass e Resultat vun der Weltfinanzkris, iwwert déi ee sech kann esou vill opreege wéi ee wëllt, déi nun eben einfach eng Realitéit ass, déi stattfonnt huet, an do gëtt et ganz vill Gremien, déi sech drëm bekëmmern, fir dat an d'Richt ze kréien.

D'Europäesch Unioun ass ganz bestëmmt déi Plaz, wou déi meeschte Regelunge geholl gi sinn. Do kann ee sech zum Deel driwwer opreegen, dass aner Plazen net esou vill Regelunge unhuelen, mä domat ass d'Europäesch Unioun awer dann, wéi esou oft, a verschiddeene Sujeten de Pionéier an deen, deen de Wee weist.

Mir als Lëtzebuerger Regierung an als Lëtzebuerger Parlament froe jo ëmmer e Kader, dee méi global ass. Mir nennen dat op Englesch dann „level playing field“. Dir kënnt drop zielen, dass d'Regierung dat ëmmer verteidegt a sech setzt, fir dass d'Spillregele weltwäit déiselwecht solle sinn.

Ech wëll awer och soen, dass et fir Lëtzebuerg eng Chance ass an deem heite Kontext, dass Europa vill léigiféiert huet - an ech kucken do iwwert de Projet vun haut ewech -, well dat eis vill méi Sécurité gëtt. Wa mer elo eng Bankenunioun hunn, eng gemeinsam Supervisioun vun de systemesche Banken, wa mer muer, vun 2016 un e gemeinsame Fong hu fir d'Resolutiounen, en fait d'Faillite vun de Banken ze regelen, jo, da kréie mir en europäesche Präbbeli, deen eis protegéiert. A mir brauchen net wäit kucken ze goen, wat geschitt ass an deene Länner, déi ebe keen esou e Präbbeli hunn, wat fir Konsequenzen dat huet!

Et ass vill iwwert d'Zentralbank geschwat ginn, zu Recht. Déi huet eng ganz wichtege Roll ze spillen. A verschidde Länner an Europa ass d'Zentralbank de Supervisor. Do war et einfach, do louch et op der Hand, dass dann dee Supervisor, deen dann „Zentralbank“ an deene Länner heescht, och de Comité du risque systémique en fait iwwerhëlt.

Dat mécht an engem Land wéi Lëtzebuerg, dat mécht och an engem Land wéi Däitschland oder Frankräich awer kee Sënn, well mir déi Responsabilitéte vun der Supervisioun eben opgedeelt hunn. An dofir hu mir de Modell vun Däitschland a Frankräich geholl, net nëmmen, well dat eis zwee grouss Nopeschlänner sinn, mä well mir eng ähnlech Aarbechtsverdeelung hei hunn. Mir hu fir d'Supervisioun d'CSSF an de Commissariat aux Assurances, dat ass eben eng Realitéit. An dofir wollte mer där Realitéit Rechnung droen.

Ech mengen, et ass awer och wichtege ze verstoen, dass mer, andeem mer elo e Collège hei maachen, doduerch eis Gesetzgebung och respektéieren. Wa mer elo e Comité du risque systémique gemaach hätten, deem mer speziell Kompetenzen a Befugnisse ginn hätten, jo, da wären déi a Kontradiktioun zum Deel gewiescht oder an Opposition mat Pouvoiren, déi existéierend Institutiounen zu Lëtzebuerg hunn. An dat wollte mer onbedéngt évitéieren.

Ee Wuert vläicht grad zur CSSF, déi net vill ernimmt ginn ass, mä déi och eng ganz wichtege Roll hei spillt. D'CSSF superviséiert jo d'Banken haut an huet ganz vill Pouvoiren a soll déi och behalen. An et ass, well d'CSSF en fait scho macroprudentielle Regelunge a Betruecht gezunn huet, dass déi Lëtzebuerger Banken, déi vu Frankfurt aus gekuckt ginn, esou gutt dostinn. Ech erënneren drun, dass déi sechs Banken, déi dann zu Lëtzebuerg systemesch sinn, alleguete gréng Luucht krute bei der Banque centrale européenne, well se alleguerten d'Liqiditéiten an alleguerten d'Kritären anhalen. Et bien, och dofir, well d'CSSF extra Pufferen, extra Coussine scho virgesinn huet, ier mer de Comité du risque systémique haten.

Dofir sinn ech och ganz zouversichtlech, dass mer wäerten eng grouss Kohärenz zu Lëtzebuerg fannen an deem Comité, wou ech dann als Minister, deen zoustänneg ass fir d'Finanzplaz, wäert selwer dra siégéieren. Ech freeë mech, dass mer och e Konsensus zwëschen allen Institutiounen fonnt hunn, fir der Zentralbank d'Sekretariat vun dësem Comité du risque systémique ze ginn, wat déi speziell Roll vun där Institutioun soll ënnersträchen. An et ass och an där Hिसicht wichtege, well de Comité du risque systémique vu Lëtzebuerg muss jo a Koordinatioun schaffe mam Comité du risque systémique, deen et um europäeschen Niveau an der Europäescher Zentralbank gëtt.

E Wuert zu der net rapider Transposition vum der Direktiv. Dat ass net gutt! Ech kann lech just soen, dass mer versichen, fir all déi aner,

déi nach um Wee sinn, séier ze schaffen. Dat ass an deem heite Kontext net einfach! Dat ass och nach net méi einfach gemaach ginn, well en fait den Avis vum Conseil d'État an den Avis vun der Lëtzebuurger Zentralbank an entgéintgesat Richtunge gaange sinn a mer och do hu missen e Komproméss fannen. Ech muss zwar soen, dass dat ons, mengen ech, gutt gelongen ass an dass d'Diskussioun an der Cofibu a mengen Aen exzellent war an ech nëmme ka soen, dass mer aus där Expérience kënnen léieren, wéi mer och esou e wichtige Projet an der Cofibu kënnen konstruktiv mateneen diskutieren.

D'Informatioun vun den Institutionen zu Lëtzebuerg ass e wichtige Punkt, deen ënnerstrach ginn ass. D'Chambre des Députés an de Conseil de Gouvernement kréien e Rapport annuel. A mir wäerten all Joers op d'mannst eng Réunioun an der Cofibu hunn, fir iwwert d'Aktivitéit vum Comité du risque systémique ze schwätzen. An ech mengen, dat ass ganz gutt esou.

Ech mengen, mir hunn also domat en équilibréierte Projet. Ech freeë mech, dass d'grouss Majoritéit vun den Deputéierten hei wäert kënnen dozou positiv stëmmen. Dat ass wichtig! Dat ass wichtig fir eis Finanzplaz. Dir wësst, an ech soen et bal all Kéiers, wann ech d'Geleeënheet hunn, iwwer eis Finanzplaz hei ze schwätzen, dass ech do alles drusetzen, fir an der Kontinuitéit ze schaffen, déi iwwert déi lescht Jorzéngte bestanen huet. Wat net heescht, dass mer verschidde Saache sollen anescht maachen, mä dass mer iwwer esou wichtig Gesetzer wéi dat heiten esou eng breet Majoritéit hunn, fannen ech eng ganz gutt Saach!

Ech profitéiere vun der Geleeënheet, well ech eng Fro iwwert d'Lëtzebuurger Zentralbank krut, obwuel dat elo net wierklech de Sujet hei ass, fir awer e puer Wuert driwwer ze soen. D'Ennerkapitalisatioun, déi vun der Zentralbank vu Lëtzebuerg selwer ënnerstrach ginn ass, ass e Problem, dee bekannt ass an deen et säit laanger Zäit gétt. Dës Regierung huet schon am Laf vum leschte Joer mat der Zentralbank doriwwer geschwat an et bestoung scho virun deenen Deklaratiounen, déi gemaach gi sinn, e Verständnis, dass am Laf vun deem Joer dozou eng Léisung muss fonnt ginn.

Ech kann nëmmen hei nach eng Kéier ënnersträichen, dass d'Regierung wëlles huet, dëst Joer Léisungen ze degagéieren, fir d'Augmentatioun vum Kapital esou ze gestalten, dass d'Kapital vun der Zentralbank adequat ass. A mir wëlle Léisunge fannen, déi an der Zäit sech strecken, déi also progressiv geschéien. Mir wëllen eng Léisung fannen, déi der Zentralbank op der Zäitachs, dat heescht an der Durée Satisfaktioun gétt. D'Zentralbank ass e wichtegte Stéck vun eisem Land. Et ass e wichtige Akteur an der Kreditabilitéit vun eiser Finanzplaz an dofir wäerte mer derfir surgen, dass dat doten elo alles schätzeg geschitt.

Ech soen lech allequerte Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Finanzminister. Mir géifen dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6653 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwwer.

De Projet de loi 6653 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen.

(Interruptions)

► **Une voix.** - Et war mir ze séier gaangen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ouh? Ech hunn awer 60 Leit, déi ofgestëmmt hunn.

(Interruptions)

Dat ass kee Problem. Et ass jo „jo“?

► **Une voix.** - Jo, jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Okay, Merci villmools! Dat gétt berücksichtegt. Ech mengen, et ass schon!

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Jean-Claude Juncker, Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par Mme Nancy Arendt), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter (par Mme Martine Mergen);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges

Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Lex Delles), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Sidd Der bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Da soen ech Merci an dann ass dat esou déci-deiert.

A mir géifen direkt zum nächste Punkt iwwergoen. Och do ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An de Rapporteur huet d'Wuert zum Projet de loi 6764 iwwert d'Cité policière.

Här Arendt, Dir hutt d'Wuert.

4. 6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, zu deem mer elo de Rapport maachen, ass ufanks des Joers vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés an d'Chambre de Commerce hunn hiren Avis ofginn. De Statsrot huet säin Avis den 10. März ofginn. A mir hunn de Rapport an der Finanz- a Budgetkommissioun den 13. März uegholl.

Här President, de Gesetzesprojet gesäit vir, dass de Stat dem sougenannten „Fonds de compensation commun au régime général de pension“ en Terrain verkeeft, op deem da ka gebaut ginn. Den Terrain ass 76,78 Ar grouss, huet eng Bebauungsfläch vu 37.000 m² a läit am Garer Quartier hei an der Stad, an dat méi genau tëschent der Rue de Hollerich, der Rue Mercier an der Rue du Fort Wedell. Dës Transaktioun wier am Wäert vu minimal 90 Milliounen Euro.

Wann de Pensionsfond diesen Terrain bis huet, wäerten hei nei Bürogebäier entstoen. Hei kënnen eng ganz Rei Administratiounen zentraliséiert ginn, an dorënner haaptsächlech d'Servicer vun der Sécurité sociale, déi am Moment an der Escher Strooss sinn. Dat sinn em déi 900 Leit, déi dann op d'Gare komme géifen.

Dat wier emol an enger éischer Phas. Spéider ass nämlech nach geduecht, fir och nach aner staatlech Administratiounen op d'Gare ze kréien, esou dass de Bierger hei op enger Plaz ganz vill verschidden Ulafstelle beieneen hätt. Ech mengen, dat géif de Leit d'Liewe bestëmmt méi einfach maachen, wa se alles beieneen hätten. An dat ass jo och am Sënn vun der Simplification administrative.

Da just nach: Wéi beim Gesetz, dat mer duerno wäerte stëmmen, stoung och dës Mesure d'lescht Joer am Zukunftspak an och hei hat de Statsrot proposéiert, iwwer en eenzelt Gesetz ze verfuieren.

Duerch de Verkauf un de Pensionsfond vun engem groussen Terrain wäerten d'Administratiounen vun der Sécurité sociale op enger Plaz zesummekommen, an dat no bei der Stater Gare, esou dass d'Leit net wäit lafe mussen, fir hir Démarché kënnen ze maachen. Wéi am Zukunftspak schon ugesprach ginn ass, muss d'Politik d'Uleies vun de Bierger ëmmer am Hannerkapp behalen. An dat ass hei sécherlech de Fall!

E Merci un d'Leit vum Finanzministère fir déi gutt Zesummenaarbecht! An ech ginn hei den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiede Gesetzestext an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Et schéngt beim Här Rapporteur zu enger klenger Verwiesslung vu senger Riede komm ze sinn, well deen zweeten...

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Ups, jo!

(Hilarité générale)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass awer net weider schlëmm! Ech mengen,

d'Chamber ass flexibel, an den Här Roth ass schon an de Startbléck.

Dir hutt berichtege, dass et hei em d'Cessioun vun engem Terrain geet un de Fonds de compensation, an net em d'Cité policière! Den Här Rapporteur ass herno direkt nach eng Kéier dru fir d'Cité policière. Also, Dir hutt déi richteg Ried direkt, Här Roth?

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech hat Gott sei Dank opgepasst, dass ech net elo zur Cité policière géif schwätzen.

Dem Rapporteur Guy Arendt awer Merci fir säi schrëftlechen a säi mëndleche Rapport. Ech mengen, en huet zum Schluss vu senger Ried gesot, dass dese Projet ursprénglech an dem Spuerpak d'lescht Joer virgesi war an dass de Statsrot eng Opposition formelle gemaach huet, déi och formhalber war: nämlech, dass de Statsrot gesot huet, wann een en Engagement financier mécht am Akaf oder am Verkauf vum Stat, deen iwwer 40 Milliounen erausgeet, da muss een e Spezialgesetz huelen. Dat ass eng eigentlech strikt Lektür, déi de Statsrot vun der Verfassung mécht, an déi sollt een och am Kapp hu fir eventuell aner Gesetzer respektiv Projet-de-loien, déi nach en cours sinn.

Ech wëll nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass et och an dem neie Joer fir d'CSV keng Spuermoosnam ass, wann de Stat en Terrain veräussert! Émsou méi diesen Artikel, wéi d'Bauere géife soen, „an éischtklasseger Lag“ op der Gare läit, mat direkter Ubannung un den öffentliche Transport, souwuel den Zuch wéi de Bus.

De Präis vun deem Terrain, dee läit, wéi de Rapporteur et ënnerstrach huet, bei ronn 90 Milliounen Euro, déi de Stat géif kréien, wann en déi 77 Ar géif verkaufen. Et muss een awer eppes derzousoen: dass an der Finanzkommissioun preziséiert gouf, dass dee Präis vun dem Terrain festgeluecht gouf eigentlech op déi potenziell Bürofläch, déi ee kéint bauen, an dat sinn 2.500 m² pro Bürofläch (veuillez lire: dat sinn 2.500 Euro pro Meter carré Bürofläch), déi errechent goufen. Dat heescht net, dass d'Gebai géif 2.500 Euro de Meter carré kaschten, mä et ass déi potenziell Notzung vun dem Terrain, déi de Präis vun dem Terrain sollt mat bestëmmen. Et geet een dervun aus, dass dat 37.000 m² sinn, wann ee vun engem CMU (coefficient maximum d'utilisation du sol) vu 5 ausgeet. Sollt de PAG vun der Stad Lëtzebuerg eng méi grouss Notzung erlaben, da géif de Präis kënnen no uewen ugepasst ginn. Duerfir steet och an dem Gesetzesprojet, dass et „au moins“ 90 Milliounen Euro sinn.

An ech mengen, do bemierkt de Statsrot mat Recht, dass eigentlech keng Kritäre festgeluecht goufen oder keng Konventioun bei dem Gesetzesprojet bäiläit, wéi de Präis géif evoluieren, wa méi eng grouss Notzungsfläch machbar wier, wat eigentlech am Privatsecteur ëmmer de mise ass.

Et muss een awer hei soen, dass de Verkauf net un e privaten Entrepreneur oder private Promoteur geschitt, mä dass et un de Fonds de compensation ass an de Fonds de compensation bei sech selwer an de Statute stoen huet, dass e minimum 5% vu sengen Investissemter sollt an Immobilie maachen.

Mir stëmmen och duerfir als CSV-Fraktioun dese Projet, well mer dat vun dem Objet hier sënnavoll fannen: éischstens, dass de Fonds de compensation deen Achat mécht, an zweetens, dass virun allem d'Notzung vun deem Terrain fir e Gebai geholl gétt, wat de Sozialversécherungen au sens large wäert zougeséichert ginn.

An ech mengen dee wichtigste Punkt ass deen, dass éischstens emol dat Gebai op der Escher Strooss, 125, route d'Esch, dass dat aus Asbestgrënn an anere Grënn net méi ka genotzt ginn. An zweetens, et muss een awer och ënnersträichen, dass déi Leit, déi hei an dat Gebai ginn, d'Bierger, dass dat der vill all Dag sinn an dass déi d'Ubannung un den öffentliche Transport op der Gare hunn. Duerfir kënnen mir dese Verkauf vun dem Stat un de Fonds de compensation nëmmen ënnerstetzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Roth. An nächste Riedner ass de Franz Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur Guy Arendt Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. An ech mengen, et gétt deem net weider vill bäizefügen, soudass ech den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu deem Projet de loi.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Fayot, deen den Accord vu senger Fraktioun bruecht huet - fir déi, déi et net héieren hunn.

(Hilarité)

An domat huet den Här Kox d'Wuert.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Jo, och vun der grénger Fraktioun e Merci un de Rapporteur. An ech bréngen och gläichzäiteg den Accord vun eiser Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann huet d'Wuert den Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir stëmmen derfir, dass de Fonds de compensation deen Terrain do solle kënnen kréie fir 90 Milliounen. Ech wëll ervirsträichen, wat den Här Roth och gesot huet, dass sech hei baséiert gétt am Bericht och dorobber, dass et ee vun de strategeschen Objektiv vum Investissement vun deem Fond soll sinn, fir e Minimum vu 5% an den Immobilier ze investieren.

Ech erlabe mer awer, an deem Zesammenhang zwou Froen opzuerwerfen. Déi éischt Fro ass déi: Deen Immobilier, dat sollen eiser Meenung no awer net nëmme Büro sinn, mä et soll ee wierklech haart driwwer nodenken, dass de Fonds de compensation och méi aktiv gétt am Wunnengsbau. Ech kéint mer virstellen, dass de Fonds de compensation kéint effektiv de Leit, déi Sue brauchen, Kreditter zur Verfügung stellen zu engem Taux, dee fir d'Leit akzeptabel ass an och fir de Fond akzeptabel ass. Et ass sécherlech eng Diskussioun, déi mer solle féieren.

Zweetens, wat d'Investitionspolitik vum Fonds de compensation ueget, wëll ech drun erënnere, dass viru Joren den André Hoffmann hei d'Politik vun Investitiounen a Firmaen, déi Minne produzieren, opgeworf huet. Dorobber hin ass eng Ännerung geschitt. Mir stellen awer haut nach fest, dass awer trotzdeem och nach eng ganz Rei Investissemter geschéien an aner méi dubiéis Firmaen, siefen et der, déi am Produktionsberäich vun de Waffen tätég sinn, sief et, wéi d'Klimabündnis, also Kyoto..., also „Votum Klima“ drop higewisen huet, dass se a Firmaen investieren, déi am Ëmweltberäich an och am Kyoto-Beräich ganz schiedlech sinn.

Dofir begrëisse mir et och ausdrécklech, dass mer an der zoustänneger Kommissioun op Initiativ vun deene Gréngen deemnächst eng Diskussioun wäerte kréien iwwert d'Investitionspolitik vum Fonds de compensation.

Ech hat jo och eng Question parlementaire dozou. Deen zoustänneger Minister ass och hei an hien huet sech an der Äntwert just am Fond geholl op dat beruff, wat bis elo décidéiert wier als Kader, un deen d'Gestionnaire vum Fond sech missten halen. Wann dat de Fall ass, solle mer wierklech zilstrebe dorobber hischaffen, fir dee Kader eng Kéier ze iwwerschaffen an unzepassen, fir dass esou Saachen net méi virkommen.

Dat gesot, stëmme mir elo punktuell fir dee Punkt do an deem Projet. Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Turpel. Dann huet d'Regierung elo d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech, dass mer Unanimitéit hunn op deem heite Projet.

Fir d'Éischt emol: Effektiv ass hei e juristesche Punkt vum Conseil d'État opgeworf ginn, dee mer müssen zur Kenntnis huelen, dass en eng Interpretation stricte huet, dass, wann ee Gebailechkeeten oder eben en Aktiv keeft, deen iwwer 40 Milliounen Euro - 42 Milliounen Euro - ass, ee muss dann e Gesetz stëmmen. Dat hu mer dann och hei gemaach. Ech sinn och frou, dass mer dat konnte séier maachen, well et waren Délaie mat där ganzer Operatioun verbonnen, a mir sinn nach hei an den Délaien.

Zweetens zum Präis: Effektiv ass eng gewësse Flexibilitéit dran, wat, mengen ech, och ganz responsabel ass, et ass ervirgestrach ginn. A vu dass den Acheteur de Fonds de compensation ass, ass dat eng Méiglechkeet gewiescht, fir déi Flexibilitéit anzubauen, ouni ze vill an den Detail ze goen, méi Méiglechkeeten ze hunn, eng Adaptatioun ze maachen.

En drëtten Punkt ass richteg ënnerstrach gi vu villen, dat ass, dass déi Lag vun deem Terrain extrem gënschtig ass. A wa mer effektiv vill Clienten, vill Bierger hunn, déi dohinner wäerte goen, déi wäerten apprécieren, dass se do mam Zuch kënnen hikommen. Dat ass also och gutt fir d'Mobilitéit a fir de Service client.

Véierte Punkt, dee gemaach ginn ass, ass, dass de Fonds de compensation soll 5% an Immobilien investieren, wat eng Politik ass mat enger gudder Diversifikatioun. Hei sinn elo Bürogebäier. Ech weess net, wat den Detail vun der

Politik ass. Ech kéint mer virstellen, dass de Fonds de compensation och interesséiert wär, Logementer ze kafen.

Dat Eenzegt, wat ee muss am Sënn hunn, dat ass, dass de Fonds de compensation, dee gériert jo d'Surpluse vun eiser Pensiounskeess an hien huet do Kritäre vu Rendement. En ass also net do, fir Sozialpolitik ze maachen, en ass awer do, fir justement de Rendement vun deenen Avoiren, déi en do huet, esou gutt wéi méiglech ze maachen.

Mä d'Iwwerleeung, vu dass de Logement esou eng grouss Préoccupatioun ass am Land, soll een op jidde Fall féieren.

Ech soen lech alleguerte Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Finanzminister.

Domat wärem mer um Enn vun den Diskussiounen a mer géifen iwwert den Ensemble vum Projet de loi 6765 ofstëmmen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6765 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. An dann d'Procuratiounen. A schonn ass de Vote ofgeschloss.

Jo, et ass méiglech, dass ech een net erfaasst hunn. Huet een net kënnen ofstëmmen?

Ech hunn 59... Den Här Gibéryen. Also 60. Unanime ass de Projet de loi 6765 ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes (par M. Laurent Mosar), Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert), Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Ech soen lech Mrci.

Da géife mer zu deem Punkt kommen, wou erëm eng Kéier de Guy Arendt als Rapporteur virgesinn ass a wou e senger Zäit virus war. Et geet dës Kéier em de Projet 6764 iwwert d'Cité policière.

5. 6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck»

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Richtig. Här President, am Fong ass mer eppes gelongen, ech hu mech ëmmer gefrot, ob ee kéint den Ordre du jour esou ëmwiesselen. Et ass mir jo dann dës Kéier gelonge gewiescht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass awer fir d'Éischt a fir d'Lescht!

(Hilarité générale)

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.** - Ech versprechen lech dat.

Gutt, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi vun der Cité policière ass och ufanks Januar vum Finanzminister déposiert ginn. D'Chambre des Salariés huet en Avis ofginn. De Statsrot och. An d'Finanz- an d'Budgets-kommissioun huet de schréffleche Rapport an hirer Sëtzung vum 13. März ugeholl.

Am Gesetzesprojet haut de Mëtteg geet et drëms, der Regierung ze erlaben, d'Gebai vun der Cité policière op der Kalchesbréck ze kafen, an dat am Wäert vun eppes iwwer 86 Milliounen Euro. Dat si sécherlech vill Suen. Mä wann de Stat d'ës Gebai elo keeft, amplaz weider ze lounen an en deiere Loyer ze bezuelen, huet dat eng Rei Avantagen, an haaptsächlech finanzieller Natur.

Éischstens, iwwert d'Jore sinn Investitiounen vun em déi néng Milliounen Euro an d'ës Gebai gestach ginn, an dat, fir et mat där Technik auszerüsten, déi eis Police brauch, fir effikass schaffen ze kënnen. Et ass an deem Sënn besser, mir hunn et selwer, well mer da sécher kënnen sinn, dass mer dat Material op där Plaz notze kënnen. De Stat ass dann och sécher, dass en net ënner Drock ka gesat ginn an de Kontrakt nëmmen zu onméigleche Konditiounen kéint verlängert ginn.

Ech mengen, jiddwereen heibanne weess, wéi wichteg eis Police ass. An duerfir ass et ëmsou méi wichteg, dass mer hir Gewëssheet ginn, dass se an deene kommende Joren esou weiderschaffe ka wéi bis elo. Et wär hinne bestëmmt net gehollef, wa se an e puer Joer plënnere missten.

Zweetens, andeems de Stat selwer Propriétaire ass, fällt dee jährelche Loyer an der Héicht vu 6,3 Milliounen Euro ewech. Wann ee weess, dass den Immeuble an engem ganz gudden Zoustand ass a mer elo 86 Milliounen derfir gi wäerten, dann dauert et keng 15 Joer, bis mer duerch dës Transaktioun Sue spuere wäerten. Dat Gebai ass awer geschat, fir 50 Joer kënnen duerzehen.

Mir mussen zwar elo eemol bezuelen, mä duerno hu mer vill manner Dépensé mam Gebai. D'DP huet schonn, zënter Laangem, gesot, dass eise Stat effizient funktionéiere misst. Hei ass genau esou e Beispill, wou mer déi effentlech Ressourcë relativ einfach besser asetze kënnen an dat och wäerten.

Just nach eng kuerz Bemierkung zur Reform vum Gesetz. Dës Measure stoung d'lescht Joer schonn am Zukunftspak. An de Statsrot huet dunn awer proposéiert, dass d'ës iwwer e separat Gesetz sollt gemaach ginn a misst gemaach ginn. Et ass d'ës Gesetz, wat mer haut de Mëtteg virleien hunn. Duerch de Kaf vun Policegebai op der Kalchesbréck gi mer der Police Planungssecherheet an dem Stat d'Méiglechkeet, de jährelche Loyer anzespuren. Domadder fänke mer direkt zwou Mécke mat engem Schlag.

Ech soen dem Finanzminister a senge Leit Merci fir déi produktiv Zesummenaarbecht a ginn den Accord vun der DP-Fraktioun zum virleiede Projet an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Arendt. An dann huet d'Wuert direkt erëm den Här Roth.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Och dem Guy Arendt Merci fir säin zweete Bericht, dës Kéier iwwert déi richtig Cité policière.

Dat Wichtigst virop: D'CSV steet zu dësem Kaf vun deem Gebai. Mir sinn eigentlech prinzipiell der Meinung, dass de Stat sollt, besonnesch wann et em Ministère geet oder och Institutionen oder Servicer, déi sougenannt „fonctions régaliennes“ fir de Stat exercéieren, dass dann de Stat sollt déi Gebailechkeeten, wou déi Servicer ënnerbruecht sinn, kafen.

Hei drängt sech de Kaf eigentlech ëmsou méi op, well fir d'Police par définition duerch hir Missioun gréisser Eëmännerungsarbeiten an der Zäit gemaach gi sinn, an och d'Police sech, egal wat fir e Propriétaire, eigentlech do kengem Drock ausgesat soll fillen, wa se herno misst e Bail verlängeren.

En éischte Punkt ass deen, dass sécherlech duerch en Ukaf vu Gebailechkeeten oder Immobilien dem Stat seng Liquiditéiten erofginn. Et muss een awer ëmmer bedenken, dass, grad ewéi bei Gemengen oder aner effentlechen Institutionen och, e Géigewäert do ass. An ech mengen, mat Immobilien, déi an der Stad oder an direktem Emlaf vun der Stad leien, geet eigentlech de Wäert vun den Immobilien net onbedéngt erof.

Den zweete Punkt ass deen, dass och den Ukaf vun dësem Gebai ursprénglech an dem Spuerpak virgesi war; et war déi sougenannte Spuermoossnam 51. Aus formelle Grënn huet och hei de Statsrot drop opmierksam gemaach, dass den Artikel 99 vun der Verfassung strikt ze liese wier an dass een duerfir misst e Spezialgesetz schafen, wat mat dësem Projet de loi geschitt.

Ech wëll awer soen, dass mir als CSV net nëmmen aus deem formelle Grond, mä och aus deem materielle Grond sengerzäit drop opmierksam gemaach haten, dass fir eis dat hei keng Spuermoossnam ass. Et ass richtig, wéi de Guy Arendt ënnertrach huet, dass ee mëttelfristeg net méi de Loyer vu 6,3 Milliounen Euro wäert bezuelen. Mä fir dass een dozou kënn, muss een der awer fir d'Éischt emol 86 Milliounen bezuelen, nämlech d'Uschafungskäschte vun deem Gebai.

Et ass och esou, dass et eigentlech keng Fiche financière gëtt - et ass keng Kritik, dat ass wahrscheinlech net an de legislative Prozess mat agefloss -, wou schwaarz op wäiss verdäitlecht wier, firwat d'ës Ukaf sech eigentlech finanziell géif lounen. Och mécht d'Chambre de Commerce, d'Handelskummer, mengen ech, zu Recht drop opmierksam, dass een net eng Oplëschtung huet vun den Niewekäschten, déi mat dem Ukaf och vun esou engem Gebai verbonne sinn.

Ech mengen, déi Observatioun, déi kann een deelen. Dat ass awer fir eis als CSV-Fraktioun keng Ursach, fir d'ës Projet de loi net ze stëmmen. Notamment opgrond vun den Explikatiounen, déi vum Finanzministère an der Finanzkommissioun geliiwert goufen, nämlech, dass een hei an der Branche generell e Rendement huet, oder soll hunn, vu 5,5%. A wann een de Loyer vu 6,3 Milliounen Euro héichrechent, da géif een op en De-facto-Präis vun 110 Milliounen Euro kommen.

Et muss een natierlech dann och d'Amortissementer vun deem Gebai, wat eng gewëss Zäit schonn a Betrib ass, ofrechnen, soudass fir eis dee Präis justifiéiert ass. An duerfir ginn ech och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Roth. An d'Wuert huet direkt den Här Fayot.

► **M. Franz Fayot (LSAP).** - Jo, Merci, Här President. Ech géif och dem Guy Arendt gär nach eng Kéier Merci soe fir säi Rapport, schréffleche a mëndlech, zu dësem Projet de loi. An ech géif den Accord och gi vu menger Fraktioun heizou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. An d'Wuert geet direkt weider un den Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Majo, nach eng Kéier Merci dem Guy Arendt fir de mëndlechen a schréffleche Rapport zu dësem Projet. An ech bréngen och direkt den Accord vun der grénge Fraktioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. A leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci, Här President. Mir stëmmen dee Projet de loi, mir stëmmen deem zou, och well mer ganz einfach der Meinung sinn, dass effentlech Déngschtleeschungen sollen an effentlecher Hand sinn. An net nëmmen d'Déngschtleeschungen, mä och d'Gebai sollen an effentlecher Hand sinn, net nëmmen déi an hoheitsrechtleche Beräicher, wéi den Här Roth gesot huet, mä och déi, wat d'Schoulen ugeet, den Transport an esou weider. An zu den effentlechen Déngschtleeschungen gehéiert d'effentlech Sécherheet ganz kloer mat dran.

Effentlech Sécherheet ass eng effentlech Déngschtleeschung, déi soll garantéiert ginn. An duerfir ass et och normal, datt och d'Police soll Gebai hunn, wou se dat kënnen maachen. An et ass eng schlecht Tendenz, déi doranner besteet, fir effentlech Sécherheet, esou wéi verschidde Gemengen dat sech amgang sinn ze iwwerleeën, ze privatiséieren. Duerfir brauch d'Police déi noutwendeg Leit an déi noutwendeg Gebai, fir déi Tendenz ze verhënneren, wat net onbedéngt heescht, datt ech ëmmer mat allem d'accord sinn, wat d'Police mécht. Mä dat ass eng aner Diskussioun.

Ech hunn awer eng Fro an deem Zesummenhang, also elo net vun dem Amortissement, well dat schéngt mer relativ plausibel awer ze sinn, datt, wann een hei op eng Period vun 20 Joer rechent mat den Amortissementer, dat ongeféier opgeet an d'Gebai dann awer nach e Wäert huet, deen awer net null ass.

Mä ech hunn nach eng aner Fro, dat ass déi: Eent vun den Argumenter ass dat, datt hei néng Milliounen an d'Technik investéiert gi sinn, wat jo sécherlech och noutwendeg ass, och wann ech vläicht do net mat allem d'accord sinn, wat an der Technik geschitt, mä dat ass och erëm eng Kéier eng aner Diskussioun. Déi sinn investéiert ginn. Dat gëtt elo als Ursach geholl, fir ze soen: Et ass besser, et iwwerhëlt een d'Gebai, wéi datt ee sech ënner Drock setze léisst, fir en héije Loyer ze bezuelen oder op eng aner Plaz ze plënneren.

Da stellt sech awer d'Fro, wien dee Fait accompli eigentlech a wien déi Décisioun geholl huet,

fir effektiv déi Investitioun an där Héicht ze maachen, déi een elo soll dozou bréngen, fir eigentlech missten d'accord ze sinn, fir dat Gebai ze iwwerhuelen, wann een net gréisser Schued wëllt maachen.

Dat gesot, stëmme mir dem Projet zou.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Domat si mer um Enn vun eiser allgemenger Diskussioun. An d'Wuert huet de Finanzminister.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech och hei iwwert d'Unanimité iwwert d'ës Gesetzesprojet.

Éischte Punkt: Et schéngt och e grouse Konsensus ze ginn, dass effektiv de Stat soll kucken, Propriétaire ze si vun deene Gebai, wou en effentlech Déngschtleeschungen ubitt. Dat gesäit d'Regierung och esou.

Den zweete Punkt ass eng gewësse Planungssécherheet fir d'Police. Dat schéngt mer effektiv extrem wichteg. Et ass eng Fonctioun régaliene. Et ass och vill an dat Gebai vum Stat selwer investéiert ginn. Dofir mengen ech, dass déi Investissementer eis dann an der Durée zouguttkommen.

Drette Punkt: Zum Präis, do sinn elo eng Rëtsch ganz richtig Saache gesot gi vu verschiddenen Orateuren, déi op verschidden Aart a Weisen op d'Konklusioun komm sinn, dass de Präis, dee mer bezuelen, e Präis ass, dee relativ no beim Marché ass, mä awer och relativ gënscht ass fir de Stat. De Calcul, dee mir och bei eis gemaach haten, ass deen, ze soen, dass een, wann een de Loyer kuckt vu 6,3 Milliounen, an de Präis, dee mer bezuelen, hu mer en fait mat 14 Joer Loyer den Akafspräis erreecht.

An déi meescht Experte soen engem, dass, wat ee méi ënner 20 Joer kënn, wat de Präis e gënschtegen ass. Et kann een de Calcul natierlech och mat de Präisser maachen, wéi e vum Här Roth gemaach ginn ass. Alles dat geet op a beweist, dass dat doten e gudden Investissement ass. Et ass jo kloer och, dass d'ës Projet de loi muss gekuckt ginn am Zesummenhang mat deem, dee mer virdu gestëmmt hunn, wou mer fonnt hunn, dass, wa mer effektiv en Aktiva verkafen, och direkt en anert kafen, soudass dat sech bal kompenséiert.

An zum Schluss wëllt ech dann dem Rapporteur, dem Guy Arendt, Merci soe fir seng ausféierlech Kommentaren, souwuel mëndlech wéi schréfflech.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Finanzminister.

Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6764 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6764 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass elo eriwuer.

De Projet de loi 6764 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden (par Mme Octavie Modert), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Mir géifen dann op eisen nächste Projet iwwer-geen. Dat ass de Projet 6767 iwwert d'TVA. Erëm eng Kéier ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. An d'Wuert huet d'Rapportrice, d'Madame Joëlle Elvinger.

6. 6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

Mme Joëlle Elvinger (DP), rapportrice. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen lech op dëser Plaz de Rapport zu engem Gesetzestext, deen zwou Modifikatiounen vum TVAs-Gesetz vum 1979 virgesäit. De Projet ass de 15. Januar 2015 vum Finanzminister déposéiert ginn. D'Chambre des Salariés huet hiren Avis den 23. Januar ugeholl an de Statsrot huet säin Avis de 24. Februar finaliséiert. Den Avis vum der Chambre de l'Agriculture datéiert vum 3. März 2015. D'Finanz- an d'Budgetskommission huet dunn hire Rapport an der Sëtzung vum 13. März ugeholl.

Här President, just virop: De Gesetzesprojekt, iwwert dee mer hei diskutéieren, betrëfft eng aner Mesure wéi déi Mesure aus dem Zukunftspak, déi och d'Bauere betrëfft huet. Dat just fir kloerzestellen, dass et sech hei ëm eng reng technesch Adaptatioun handelt. Ech wëll och duerfir net allze vill an den Detail goen.

Op där enger Säit gëtt de sougenannten Taux de compensation du régime d'imposition forfaitaire de l'agriculture et de la sylviculture vum elo 10% op 12% eropgesat. Dës Annerung betrëfft souwuel d'Bauere wéi och d'Wënzer an d'Pépinierien an dréit der néideger Evolutioun vum deemem Secteur Rechnung. Duerch dës Erhéijung setze mer och dat ëm, wat déi respektiv europäesch Direktiv virgesäit. Op där anerer Säit wäert d'Produktioun vu Saatgut och elo ënnert dëse Régime forfaitaire falen, wat bis elo nach net de Fall war.

Här President, dëse Gesetzestext gesäit zwou kleng Adaptatiounen vum TVAs-Gesetz vir, déi awer wichteg si fir eis Baueren a Wënzer. Duerfir soen ech och dem Finanzminister Merci a ginn den Accord vum der liberaler Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci der Madame Elvinger. An éischte Riedner ass den Här Gilles Roth.

Discussion générale

M. Gilles Roth (CSV). - Merci, Här President. Ech ginn och den Accord vum der CSV-Fraktioun, well dat hei ass, wéi d'Rapportrice gesot huet, eng technesch Adaptatioun, déi sech eigentlech...

(Coups de cloche de la présidence)

...aus der Adaptatioun vum den Taux vum der TVA ergëtt.

An ech wëll nach eng Kéier soen, dass d'CSV selbstverständlech d'Interesse vum eise Baueren an eise Wënzer ënnerstëtzt.

Merci fir d'Nolauschteren.

(Interruptions diverses)

Une voix. - Très bien!

(Brouhaha)

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och. An ech géif dann dem Här Arndt als Nächstem d'Wuert ginn. Déi aner Kollege géif ech bidden, Plaz ze huelen, fir dass een den Här Arndt gesäit. Här Adam!

(Brouhaha)

M. Frank Arndt (LSAP). - Merci, Här President. Fir d'Éischt der Rapportrice, der Madame Joëlle Elvinger, Merci fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport. Ech wëll och vir-ewechehuelen, datt mir natierlech och den Accord hei ginn zu deemem Projet de loi.

Mä et ass mer awer wichteg, datt een ernimmt, datt dee Secteur e ganz wichtegen ass an datt mer hei eng Moossmat huelen, wou et awer drop higeet, datt mer de Bauere respektiv de Wënzer oder deenen, déi ebe Planze schafen, hëlfe. An ech denken, datt een an dem ekonomeschen Deel dat net därer vergiessen an datt mer muer an de Plan-sectorielle jo nach méi wäerten an d'Déift goen oder méi kënnen op d'Thema agoen.

Dofir ass et vu menger Säit awer ganz kloer, a fir eis Fraktioun och kloer, datt et ee Secteur ass, wou mer net dierfen d'Ziler aus den Ae verléieren. An dofir ass et ganz wichteg, datt deen heite Wee gesicht ginn ass, fir do anze-gräifen. An deemem Sënn ass et och esou, datt d'LSAP de Projet an deemem Sënn begréisst an eben och den Accord dozou gëtt.

Merci.

Une voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Arndt. Nächste Riedner ass den Här Kox.

M. Henri Kox (déi gréng). - Merci, Här President. Wéi meng dräi Virriedner gesot hunn, et ass alles zu deemem Projet ausféierlech erkläert ginn, an ech bréngen den Accord. Awer fir d'Éischt wëll ech der Madame Elvinger Merci soe fir de mëndlechen an de schrëftleche Rapport.

Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. An dann huet d'Wuert direkt d'Regierung.

Prise de position du Gouvernement

M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt Merci der Madame Joëlle Elvinger fir hire Bericht an hir mëndleche Ausféierungen.

Et ass en technesch Projet, dat ass ganz richtig. Mä en ass awer fir de Secteur vum de Baueren, vun de Wënzer, vun de Pépinierien a vun deenen, déi Saatgutproduktioun maachen, wichteg. An dofir wollt ech ënnersträichen, dass mer och dofir séier gehandelt hunn, fir dës Adaptatioun vum Taux forfaitaire ze maachen. Well dat geschitt jo en fait am éischten Trimester vum deemem Joer, nodeem d'TVA-Erhéijung stattfonnt huet.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Calculen, déi mer gemaach hunn, fir deen Taux forfaitaire auszerechnen, op 11,61 erauskomm sinn, an dass mer dat no uewen opgeronnt hunn, och andeem mer am Sënn hunn, dass et fir d'Baueren an d'Wënzer an d'Pépinierien net ëmmer eng einfach Zäit ass. An dofir hu mir dat dann och gemaach. Ech freeë mech, dass mer och dofir hei Unanimitéit hunn.

Ech soen lech Merci.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci dem Här Finanzminister.

Da géife mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6767 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6767 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

De Projet de loi 6767 ass unanime ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par Mme Simone Beissel), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany (par M. Justin Turpel).

Ech ginn dann dervun aus, dass en och d'Dispens vum zweete Vote krit. Ass dat esou?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools.

Nächste Projet ass de Projet de loi 6696 iwwert d'Brevet. An d'Wuert huet d'Madame Rapportrice Claudia Dall'Agnol.

7. 6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kolleginnen a Kollegen,

den Accord, ëm deen et an deemem Projet de loi geet, dee betrëfft eng eenheetlech Jurisdiction fir Brevet. En ass den 19. Februar 2013 zu Bréssel ënnerschriwwen ginn, an zwar vu 25 Länner. Eisen Ausseminister, de Jean Asselborn, huet de Projet de loi dozou de 16. Juni 2014 hei an der Chamber déposéiert. D'aussepolitisch Kommissioun huet mech dunn an hirer Réunioun vum 6. Oktober datselwecht Joer zur Rapportrice genannt. A ganzer zwou Woche méi spéit, den 20. Oktober also, krut d'Kommissioun de Projet de loi scho virgestallt.

De Projet de loi ass am Zesummenhang ze gesi mat de laangjährege Beméiung vum der Europäescher Unioun, fir e Brevet communautaire ze schafen, deen niift deem klasseschen europäesche Brevet op Basis vum der Münchener Convention sur le brevet européen vum 1973 bestoe sollt. Et ass drëms gaangen, e Brevet ze schafen, deen net d'Nodeeler vum klassesche Brevet europäen huet. Dee klassesche Brevet kann een zwar zentral fir verschide Länner beim Europäesche Patentamt ufroen, mä en entsprécht am Endeffekt nëmmen engem Ensemble vum nationale Brevet.

D'Procédure, déi ass och relativ deier an opwenneg, notament duerch déi gefuerdert Iwwersetzungen. An am Fall, wou an e puer Länner géint de Brevet verstouss gëtt, muss juristisch Schrëtt an all deene betraffene Länner geholl ginn, wat och erëm, wéi Der lech kënnst virstellen, mat vill Opwand verbonnen ass an deementspreechend och deier gëtt.

D'Aarbechten um Brevet communautaire, deen déi grad beschriwwen Nodeeler behiewe soll, lafe säit Jorzénge. An en Duerchbroch, deen ass eis eréischt viru Kuerzem gelongen. En Haaptproblem war ëmmer erëm d'Fro vum den Iwwersetzungen an eben, wéi gesot, déi domadder verbonne Käschten.

Dat war och esou beim Projet de règlement vum 2010 iwwert de Régime linguistique, dee Spuenien an Italien net akzeptéiert hunn. An där Fro ass awer d'Unanimitéit am Conseil verlaangt. D'Situatioun war also erëm eng Kéier blockéiert.

Dofir ass dunn 2011 décidéiert ginn, op de Mechanismus vum der Coopération renforcée zrëckzegräifen, déi et engem Grupp vu Länner erlaabt, méi wäit ze goen an en engem bestëmmten Beräich eben ze kooperéieren.

Déi zwee concernéiert europäesch Reglementer, eent iwwert de Brevet, genannt schlisslech „Brevet europäen à effet unitaire“, op lëtzeburgeresch „Europäescht Patent mat eenheetlecher Wierkung“, an dat anert iwwert d'Iwwersetzungsmodalitéiten, sinn am Januar 2013 a Kraaft getrueden. Wierksam ginn déi zwee Reglementer dee Moment, wou och dat drëtt Element vum Paquet „brevet“, den Accord iwwert d'Jurisdiction unifié a Kraaft trëtt.

Den Accord relatif à une juridiction du brevet, iwwert deen et bei deemem Projet de loi also geet, ass kuerz duerno am Februar 2013 ënnerschriwwen ginn. Et läit op der Hand, wa mer e Brevet à effet unitaire hunn, deen a 25 Länner wierksam ass, da brauch een och eng eenheetlech Geriichtsbarkeit. Esou kënn Verstéiss géint e Brevet an enger eenzeger Geriichtsprozedur behandelt ginn an d'Décisioun vum der Jurisdiction sinn dann direkt wierksam an alle concernéierte Länner.

Dës Jurisdiction wäert an Zukunft souwuel zoustänneg si fir d'Litigé betreffend de Brevet europäen à effet unitaire wéi och fir déi klassesch europäesch Brevet. D'Jurisdiction besteet aus engem Tribunal de première instance an enger Cour d'appel an engem Greffe, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert wäerte sinn.

Den Tribunal de première instance besteet dann erëm aus enger zentraler Divisioun mat Sëtz zu Paräis a Sektione zu München a London an aus regionalen oder lokalen Divisiounen. Lokal oder regional Divisiounen ginn op Demande vum de State gegrennt.

Lëtzebuerg huet de Moment net vir, fir eng lokal Divisioun ze schafen, well et hei praktesch keng Litigen am Zesummenhang mat Brevete ginn. Dat bedeit konkret, dass am Fall vu Lëtzebuerg déi zentral Divisioun an éischter Instanz zoustänneg ass.

E Centre de médiation et d'arbitrage ass zu Ljubljana an zu Lissabon virgesinn, an e Centre de formation ass schon zu Budapest ageweit ginn. D'Jurisdiction ass eng gemeinsam Jurisdiction fir d'Staten, déi bei der Kooperatioun matmaachen. Si ass en integrale Bestandteil vum juristesche System vum dese Staten an och vum juristesche System vum der Europäescher Unioun, och wa se duerch en internationalen Accord geschaf gëtt.

D'Jurisdiction huet d'Obligatioun, d'Unionsrecht ze applizéieren an ze respektéieren, a se soll, wéi och all aner national Geriichtsbarkeeten, mat der Cour de justice vum der Unioun kooperéieren, andeems se där hir

Jurisprudenz applizéiert a se, wann néideg, mat Questions préjudicielles befaasst.

Scho ganz am Ufank vum den Négociatiounen huet eis Regierung sech staark derfir agesat, dass d'Cour d'appel an de Greffe vum där neier Jurisdiction sollen op Lëtzebuerg kommen. An dat ass hir och gelongen. Dës Implantatioun ass sécher eng gutt Saach fir Lëtzebuerg als Standuert vum europäeschen an och internationale Geriichtsbarkeeten. An derbäi kënnst, dass Aarbechtsplaz geschaf ginn. An et gëtt sech erwaart, dass eng Rei vun Affekoten a Conseilbüroer sech bei eis etabléiere wäerten.

Wéi all déi aner Länner, déi eng lokal oder regional Divisioun opmaachen, oder déi Länner, déi de Sëtz vum der zentraler Divisioun hunn, ass Lëtzebuerg als Sëtz vum der Cour d'appel a vum Greffe gehalen, déi néideg Infrastruktur zur Verfügung ze stellen. An enger éischter Iwwergangphas vu siwe Joer muss Lëtzebuerg en plus dat néidegt administratiivt Personal stellen. A wéi all Member muss mer eng Contribution initiale leeschten, fir d'Mise en place vum der Jurisdiction ze assuréieren.

D'Jurisdiction soll sech dann awer à terme autofinanzéieren, virun allem duerch d'Frais de procédure. De Budget an d'Clé de répartition, déi mussen nach bestëmmt ginn. D'Chifferen, déi mer bis elo iwwert de Budget an eis spéider Kontributiounen hunn, sinn also nëmmen Estimatiounen. De Finanzement vum der Geriichtsbarkeit hänkt natierlech enk mam Volume vum Contentieux zesummen.

Bis elo hu sechs Länner den Accord ratifizéiert, dat sinn Eisträich, d'Belsch, Dänemark, Frankräich, Malta a Schweden. E Comité préparatoire, wou mir als Lëtzeburger och deelhuele, schafft un all den Aspekter vum der Mise en place vum där neier Jurisdiction. Do gëtt an Aarbechtsgruppe geschaff, an zwar iwwert d'Finanzen, d'juristesche Aspekter, d'Ressources humaines, den Informatiksystem an och d'Gebäilechkeeten.

E Règlement de procédure ass och do nach an der Preparatioun. Fir a Kraaft ze trieden, muss den Accord vum 13 Länner ratifizéiert ginn. Dorënner och déi Länner mat de meeschte Brevet an Europa, nämlech Däitschland, Frankräich souwéi Groussbritannien. De Moment gesäit et aus, an dat hänkt dann och vun de Ratifikatiounen of, dass d'Jurisdiction wahrscheinlech net wäert virun Enn 2015 opgoen.

Voilà, dat gesot, léif Kollegen a Kolleginnen, Madame Minister, géif ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren an ech profitéieren dovunner, fir och direkt den Accord vu menger Fraktioun, de Sozialisten, zu deemem Projet de loi ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci. Ech hunn elo... Ah, voilà, Här Wiseler!

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV). - Merci. Merci, Här President. Ech wëll just der Rapportrice villmools Merci soe fir dee gudd schrëftlechen a mëndleche Rapport an och domat den Accord vum der CSV-Fraktioun ginn.

Merci, Här President.

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Wiseler. Dann den Här Gusty Graas.

M. Gusty Graas (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass gutt, datt an där komplexer Matière hei elo eng eenheetlech juristesche Struktur geschaf gëtt. Lëtzebuerg profitéiert jo u sech och elo vum där neier Jurisdiction do. Ech mengen, dat ass och gutt fir d'Image de marque vum eisem Land.

Et ass och gutt, well jo doduerch nei Débouchéen opgi fir Affekotbüroer, fir Büroer vu Conseillere. An an deemem Sënn ass et evident, datt d'Demokratesch Partei deemem Gesetzesprojekt hir Zoustëmmung gëtt. An ech profitéieren och nach vum der Geleeënheet, fir der Madame Dall'Agnol Merci fir hire mëndlechen a schrëftleche Bericht ze soen.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, Président. - Merci och dem Här Graas. An da ginn ech d'Wuert direkt weider un d'Madame Loschetter.

(Hilarité)

Si geet doran a si kënnst hei eraus. Ech kann zauberen.

(Hilarité)



► **Mme Viviane Loschetter** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech wollt eigentlech just den Accord vun der grénger Fraktioun zu dem Projet ginn an der Rapportrice, der Madame Dall'Agnol, Merci soen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci der Madame Loschetter. An dann huet d'Wuert den Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Projet, deen eisem Land bestëmmt guttdeet. Dofir ass d'Regierung duerch d'Madame Gesondheitsminister vertraueden, wat eis hei freet.

Ech wollt awer am Numm vun der ADR e puer Bemerkungen hei ubréngen, well dee Projet ass interessant ze liesen, mä et sinn awer eng Rei Froen dran, déi awer kënne Suerge maachen.

Dat éischt ass de Prinzip vun der Coopération renforcée an dëser Matière. Mir gesinn d'Ur-saach, firwat hei eigentlech eng Coopération renforcée gemaach gëtt - ech soen der Madame Dall'Agnol Merci fir dee Rapport, dee se gemaach huet, well si huet dat jo och duergestallt -, eigentlech doranner, fir zwee „Einsprucher“ vun der Europäescher Unioun ze emgoen. Well ouni déi Instance vu Spuenien a vun Italien op hir Sproochen, wat mir awer legitim schéngt, hätte mer net op eng Coopération renforcée an dëser Matière missen zréckgräfen.

D'Fro un d'Regierung ass also, oder eng éischt Fro un d'Regierung ass, ob dat doten net och e bëssen en Détournement vun der Idée initiale vun der Coopération renforcée war, an ob et och am Sënn vun engem Land wéi Lëtzebuerg ass, fir eng Coopération renforcée zouzeloosen, fir de Sproocheregime, deen awer allgemeng an der Europäescher Unioun gëllt, fir deen awer ze ënnerlafen.

Eng zweet Fro sinn déi Considérations, déi am Rapport stinn iwwert d'Traduktioun. Hei gëtt eigentlech gesot: Mir gräfen zréck op eng Traduction par ordinateur, no enger gewässer Zäit ass et nëmmen nach Traduction par ordinateur an d'Traduction humaine soll d'Ausnahm ginn.

Ass dat eng Entwécklung, déi mir wierklech wëllen? Ass et eng, déi mer mënschlech kënnen akzeptéieren? Ass et eng, déi mer als zouverlässig gesinn? An ass et net och e Risiko an engem gewësse Sënn fir de Siège fir Lëtzebuerg, well jo awer trotzdeem beim Siège, och mam Centre de traduction vun der Unioun, awer e wichtege Aspekt, e wichtege Facteur eben déi mënschlech Traduktioun ass?

Et ass also eng zweet Fro, wou mer eis Fro stellen, ob dëst blannt Vertrauen, wat hei an d'Traduction par ordinateur gesat gëtt, ob dat wierklech justifiéiert ass.

Eng drëtt Considération huet mam Siège Lëtzebuerg ze dinn. Mir freeën eis natierlech, wéi jiddwereen heibannen, datt de Siège duerch dëse Gerichtshaff verstärkt gëtt. Dofir stëmme mer dat och mat. Mä zur Diskussioun steet awer och d'Institution, also d'Infrastrukturen, déi mer als Lëtzebuerg mussen zur Verfügung stellen. Mir hunn dat schon an aneren Diskussiounen hei gehat, den EFTA-Gerichtshaff, elo kënn den heiten iwwer Breveten derbäi, mä dee Klunge Kueb, un dee geduecht gëtt och an dësem Fall, deen ass eigentlech iwwerhaapt net géeeent, fir esou Infrastrukturen a Gerichtshaff ënnerzebréngen. A wa mer wëllen eng kredibel Siegepolitik zu Lëtzebuerg hunn, da mussen mer eis awer iwwerleeën esou lues, ob mer net missten de Klunge Kueb esou ëmbauen oder Infrastrukturen schafen, déi et méiglech maachen, fir esou engem Siège en anstännege Kader ze ginn.

Dann an den Dispositionen, déi am Accord selwer virgesi sinn, an notament am Artikel iwwert d'Revisioun vum Traité, do steet jo dran, datt eng Revisioun ka mat dräi Véierel vun de Votte vum Comité administratif gemaach ginn. Awer déi Revisiounsklausel betrëfft och den Artikel 87 iwwert de Siège. Dat heescht dann, datt eng Revisioun méiglech ass och géint de Vote vu Lëtzebuerg. De Statsrot huet dat akzeptéiert, mat där Aschränkung, datt et jo da méiglech ass, eng Statekonferenz anzeberufen. Mä wann dat souwisou de Fall ass, wann déi Méiglechkeet virgesinn ass, da froe mir eis als ADR, firwat net den Artikel 87 direkt de Konsensus virgesinn huet, zemoos well jo och déi Question de siège ka betrëfft sinn.

Eng lescht Fro, déi mer wëlle stellen, dat ass déi vun der Berodung an dem Rechtsschutz fir Lëtzeburger, déi e Patent umellen. Ech mengen,

et wier eng wichteg Aufgab fir d'Regierung och, fir deene Leit, déi hei op hir Propriété intellektuelle wëllen zréckgräfen, fir déi och esou ze beroden, datt déi Patenter a beschtméigleche Konditiounen kënnen ugemellt ginn. Dat heescht, et soll een eng Rechtsberodung kréien, wat elo dee beschte Wee ass: de Brevet unitaire européen oder deen aneren traditionelle System.

An dann, erlaabt mer nach eng lescht Bemerkung vu politescher Natur. Wa mer dee Rapport liesen, da gesi mer, datt awer Millioune fir Lëtzebuerg um Spill stinn. Et kascht eis - wéi gesot, mir akzeptéieren de Prinzip ganz gär -, mä et kascht eis an zwou Hüsichten. Dat éischt ass, datt mer op gewësse Recetten iwwert deen aktuelle Brevetsystem mussen verzichten. An deen aneren Aspekt ass eben deen, datt mer an de Siège vun deem zukünftege Gerichtshaff investéieren.

Wat awer sécher net gutt ass an der Formulatioun vun dësem Rapport oder vun dem Projet de loi, wéi d'Regierung eis e proposéiert, dat ass, datt eng Rei vu Millioune u Recetten einfach als négligeabel duergestallt ginn. Wann een hei d'Diskussiounen iwwert den Zukunftspak matgemaach huet, wou mer eng Regierung hunn, déi hei 10.000 Euro hält, do 50.000 Euro an 259 Mesuren zuesammestellt, vun deenen der ganz vill nëmmen e puer Dausend Euro erginn, déi awer och kënne Leit wéidoen, déi sollt dach, wann ech gelift, net an engem Projet de loi schreien, op där anerer Säit, dass e Verloscht vu Recetten a Millioune héicht négligeabel ass. Ech mengen, dat wär net gerecht gégeniwwer deene Leit, déi mussen Sacrificien hinuelen am Kader vum Zukunftspak.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Kartheiser. Domat si mer un Enn vun eiser allgemenger Diskussioun, an d'Wuert huet d'Regierung, wa se d'Wuert wëllt. Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*.- Also, ech mengen, deen Débat, deen ass an d'Déift hei gaangen a mer wäerten...

(Hilarité)

Ech hunn net grad alles matkritt, mä mir kucken alles no, och wat den Här Kartheiser gesot huet. Ech wëll awer och der Rapportrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, e grouse Merci soen. A wann iergendeen Problem ass, da wäert d'Regierung och do sinn, fir dann dono ze kucken. Mä alles, wat gutt ass fir de Siège fir Lëtzebuerg, ass och gutt fir Lëtzebuerg.

Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Ausseminister. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6696 iwwergoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6696 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Déi perséinlech Stëmmen. An d'Procuratiounen. D'Ofstëmmung ass elo ofgeschloss.

Mir hunn 58 Deputéiert, déi um Vote deelgeholl hunn. De Verdikt ass unanime fir de Projet 6696.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Roger Negri), Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Joséphine Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Domat bleift just d'Fro, ob Der mat der Dispens vum zweete Vote d'accord sidd.

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert. Merci villmools.

Mir géifen dann zu dräi Projeten iwwergoen, dat sinn d'Projeten 6730, 6731 a 6732. Et geet do all Kéiers ëm international Accorden: mat Georgien, mat Moldawien a mat der Ukrain. Mir wollten déi dräi Projeten zesummefaassen an engem Débat nom Modell 1. An d'Rapportrice vun de Projeten, d'Madame Dall'Agnol, huet direkt d'Wuert.

8. 6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*), *en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President.

(Interruption par M. Fernand Kartheiser)

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Et ass gutt, ech zéien dat zréck, Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech hunn näischt héieren!

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*), *en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur*.- Dat heescht, ech... Hunn ech d'Wuert?

(Interruption)

Okay, dann huelen ech emol e Schotz.

Merci, Här President. Wéi Der ganz richtig sot: Dir brauchet mer nëmmen nach eng Kéier nozelauschteren, mir maachen dat heiten an engem Rapport. Ech vertrieeden dann op dëser Plaz och deen eigentleche Rapporteur vun de Projet-de-loien, eise Kolleg a Frënd, de Marc Angel, deen, wéi Der jo wësst, de leschte Freideg Äffer vun engem klengen Accident ginn ass. Et geet em awer gutt an ech ginn dovunner aus, datt de Marc Angel elo viru Chamber-TV sëtzt, fir ze kucken, ob ech en hei würdeg vertrieede wäert.

(Brouhaha)

Dat dierft Dir dann herno jugéieren, ob dat esou war. Mä ech profitéieren op alle Fall nach eng Kéier, fir em vun eis alleguerten eng gutt Besserung ze wënschen an em ze wënschen, datt e séier erëm hei ass an d'nächste Kéier seng Rapporten da selwer hei ka virstellen.

► **Une voix**.- Très bien!

► **Mme Claudia Dall'Agnol** (*LSAP*), *en remplacement de M. Marc Angel (LSAP), rapporteur*.- Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei deenen dräi Projets de loi, iwwert déi mer dann elo wäerte schwätzen, handelt et sech ëm dräi Accords d'association, tëscht der Europäescher Unioun a Georgien, der Republik Moldau an der Ukrain.

Dës dräi Accorde gehéieren zu enger neier Generatioun vun Accorden, déi mat de Länner vun der Estlecher Partnerschaft ofgeschloss ginn. Déi Estlecher Partnerschaft, dat wësst Der, déi ass 2009 an d'Liewe geruff ginn a si ass am Zesammenhang ze gesi mat der Europäescher Noperschaftspolitik, déi hirersäits 2004 entwéckelt gouf.

D'Zil vun all deene Beméiungen ass et, zesammen ze kooperéieren, d'Zesammenaarbecht op politeschem, ekonomeschem, sozialem a kulturellem Plang ze verdeiwen, fir esou e Bäitrag zu méi Stabilitéit, Sécherheet an awer och Wuelstand an deene betreffende Regiounen ze leeschten.

D'Europäesch Noperschaftspolitik steet an engem direkte Lien zur EU-Osterweiderung och vun 2004. Esou si vun deenen dräi Partnerlänner, iwwert déi mer haut schwätzen, duerch dës Osterweiderung zwee Staaten direkt Nopere vun der Europäescher Unioun ginn: éischten d'Ukrain, déi mat Polen, der Slowakei, Ungarn a Rumänien, mat véier EU-Memberstaaten, ge-

meinsam Grenzen huet. D'Republik Moldau grenzt just un een EU-Memberstat, u Rumänien, während da Georgien e bësse méi wäit am Oste läit a keng gemeinsam Grenz mat engem EU-Memberstat huet.

D'Europäesch Noperschaftspolitik genau wéi och déi regional Estlecher Partnerschaft wéi och elo déi bilaterale Ofkommesse mat deenen dräi State bidden de concernéierte Länner eng privilegéiert Partnerschaft, déi op der Unerkennung vu gemeinsame Wäerter berout an déi dës Wäerter dann och fërdere soll: Demokratie, Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet, „good governance“, d'Prinzipie vun der Maartwirtschaft an der nohalteger Entwécklung. D'Unnäherung vun dëse Länner un d'Europäescher Unioun gëtt gefërdert genau wéi och d'Kooperatioun tëscht der Partnerlänner ënnereneen.

Nieft deenen dräi Staaten, ëm déi et hei geet, gehéieren och nach Armenien, den Aserbaidshchan a Wäissrussland zur Estlecher Partnerschaft. En Accord mat Aserbaidshchan ass amgaangen, ausgehandelt ze ginn, mä den ekonomesche Volet kënn net virun, soulaang den Aserbaidshchan net der OMC bäigetrueden ass.

Bei Armenien ass et d'Décisioun, der eurasescher Zollunioun bäizetrieden, déi hei e Weiderkomme verhënnert. Dee fäerdeg verhandelten Accord mat Armenien kënn net paraphéiert ginn, well eng Memberschaft an enger Zollunioun net kompatibel mat engem EU-Fräihandelsafkommisse ass.

Mat Wäissrussland ass guer net verhandelt ginn, dat och, well d'Ratifikatioun vum Accord de partenariat et de coopération mat deem Land schonns säit 2007 agefruert ass. Problematesch sinn a Wäissrussland d'Situatioun vun de Mënscherechter, Repressiounen géint d'Zivilgesellschaft - elo muss ech wierklech e Schotz huelen, soss geet et net méi -, d'Oppositioun an d'Medien an Onregelméissegkeete bei de Wahlen.

Déi dräi nei Accords d'association mat Georgien, mat der Republik Moldau a mat der Ukrain remplaceieren d'Accords de partenariat et de coopération, déi mat dëse Länner an der zweeter Halschent vun den 90er Joren ofgeschloss gi waren.

Deen Accord, deen der Effentlechkeet sécherlech am bekanntesten ass, betrëfft dee mat der Ukrain, an dat natierlech wéinst der Virgeschicht vun deem Accord an der ganz kritischer Situatioun an der Ukrain, déi ganz Europa säit méi wéi engem Joer intensiv beschäftegt. Méi dozou wäert ech dann um Enn vu menger Interventioun erimmenen.

Déposéiert goufen dës Projet-de-loien den 21. Oktober d'lescht Joer, och vun eiser Ausseminister, dem Jean Asselborn, dee jo och de Mëtteg hei ass. Den 19. Januar dëst Joer sinn dës dräi Projet-de-loien an der aussepolitescher Kommissioun presentéiert ginn, an de Marc Angel, deen ech jo hei vertrieeden, gouf deemools och Rapporteur genannt. De Statsrot huet d'Projet-de-loien de 6. Februar aviséiert a säin Averstännis ginn. An den 9. März schlussendlech goufen d'Rapporten zu dësen dräi Projet-de-loien an der aussepolitescher Kommissioun ugeholl.

Elo eppes zum Contenu vun dësen Accorden. All dës Accorde beinhalten e politeschen, mä awer och en ekonomesche Volet. Si gesinn eng breet Zesammenaarbecht an alle méigleche Politikfelder vir an doriwwer eraus d'Afféiere vun enger verdéierter an ëmfaassender Zone de libre-échange, déi Georgien, der Republik Moldau an der Ukrain en Accès zum Marché intérieur vun der EU erlaben sollen.

Déi dräi Accorde sinn Dausende Säite schwéier a si enthalen fir d'Éischt ëmmer eng Präambel, en éischten Artikel mat den Ziler an dann ee Kapitel iwwert déi generell Prinzipien, iwwert d'Valeur vun der Kooperatioun: de Respekt vun den demokrateschen Prinzipien, de Mënscherechter an de Grundfräiheeten, d'Prinzipie vun der Maartwirtschaft, der nohalteger Entwécklung an engem wierksame Multilateralismus.

Essenziell sinn natierlech och de Respekt vun de Rechtsstatprinzipien, eng gutt Regierungsféierung, d'Fërdere vu gudden Noperschaftsrelationen, d'Kooperatioun bei der Preventioun an der Bekämpfung vu Korruptioun a vun organisierter Kriminalitéit.

D'Accorde gesinn iwwerdeems e politeschen Dialog vir an alle gemeinsamen Domaines d'intérêt, dorënner och, wat d'Froen vun der Ausse- a Sécherheitspolitik ubelaangt wéi och innenpolitesche Reformen. Bei dësen innenpolitesche Reformen geet et méi prezis ëm de Rechtsstat, d'Mënscherechter, déi demokratesch Institutionen, ëm d'Justizwiesen an eng effikass a virun allem och transparent Fonctioun publike.

D'Accorde gesinn dann alleguerten eng Zesammenaarbecht am Beräich vun der Justiz,

der Fräiheet, mä awer och der Sécherheet vir. Dat betrëfft zum Beispill d'Kooperatioun am Domän vum Asyl, de Migratioune an der Grenzsécherheet, der Bekämpfung vun der organisierter Kriminalitéit, vu Korruptioun an natierlech och vun Terrorismus.

Donieft ass an all Accord eng sektoriell Zesummenaarbecht an deene verschiddenste Politikfelder ageschriwwen. Dat si grosso modo ëmmer déiselwecht Domänen, ëm déi 30 Stéck, déi an deene jeeeweilege schréffleche Rapporten vum Rapporteur, dem Marc Angel, genee opgeléicht sinn.

D'Accorde schafen eng Plattform vun den Zivilgesellschaften, déi dem jeeeweilege Conseil d'association Recommandatioune kënnen ënnerbreeden. Dee Conseil d'association iwwerwaacht a begleet d'Applikatioun, d'Ëmsetzung an de Fonctionnement vun den Accorden par rapport zu sengen Ziler. E setzt sech zesummen aus Membere vum Rot vun der EU a Membere vun der Europäescher Commissioun engersäits, a Membere vun der Regierung vum betreffende Stat anersäits.

Et ass och an all Accord eng parlamentaresch Dimension virgesinn, déi vun europäescher Säit aus vum Europäesche Parlament assuréiert gëtt. Et ginn och, wéi üblich, Mechanismen, fir Differenze bäizeleeden, wann ieren esou Differenzen iwwert d'Ausleeung oder d'Ëmsetzung vun deenen Accorden optauchen, an et ginn och Monitoringmechanismen, déi et erlaben, kontinuierlech d'Progrès bei der Ëmsetzung vun deenen Accorden ze suivieren.

Wesentlech bei deenen dräi Accorden ass jeeeweils d'Afëiere vun der verdëffter an ëmfaassender Zone de libre-échange - op Englesch heescht dat „Deep and Comprehensive Free Trade Area“ -, déi méi wäit geet wéi eng klassesch Zone de libre-échange. Nief der Fëderung vum Handel an den Investissementen, notament eben duerch d'Ewechfale vun den Zolltariffer, gëtt eng Assistance offéiert, wat d'Reformen am Beräich vun der Handelspolitik ubelaangt, dat mam Zil, fir zu méi Wuesstum a Kompetitivitéit an de Partnerlänner bäizedoen.

Am Fall vun der Ukrain ass d'Ëmsetzung vun der Zone de libre-échange bis den 31. Dezember 2015, dëst Joer also, ausgesat ginn, wat e Resultat war vun de Gesprécher tëschent der EU, der Ukrain a Russland vum September 2014.

Här Minister, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Zesummenaarbecht mat deenen dräi Länner ass e Prozess, eng Reformagenda, där mer mat de betreffenden Accorden e rechtliche Kader ginn. Virun allem intern Reformen an de Partnerlänner ginn heimat encouragéiert. Tout court geet et bei deenen Accorden ëm eng ëmfaassend Moderniséierung vun deenen Länner. A mir wëssen, dat et op deem Niveau an der leschte 25 Joer gehappert huet.

Net nëmmen d'Europäesche Unioun, mä och déi dräi Länner sinn der Meinung, dat de Wee vu Reformen sech am Endeffekt loune wäert, och wann e laang a beschwéierlech riskéiert ze ginn. Dat gesäit een net zulescht, wann ee kuckt, wéi positiv sech déi baltesch Länner entwéckelt hunn, oder Polen, alles Länner, an deenen d'Liewensbedéngunge vun de Mënsche viru 25 Joer kaum besser waren, wéi se haut a Georgien, der Republik Moldau an awer och an der Ukrain sinn.

Nach e puer Wieder iwwert den Timing an d'Opportunitéit, dës Accorden ebe just elo ze ratifizieren. Dat betrëfft virun allem, dat wonert lech sécher net, den Accord mat der Ukrain. Mä loosse mer net vergiessen, datt och Georgien an d'Republik Moldau an territorial Konflikter verweckelt sinn, an deene Russland eng net onwesentlech Roll spillt.

Den Accord, iwwert deenen d'Europäesche Unioun an d'Ukrain am Dezember 2011 am Fong d'accord waren, ass 2012 vun de respektive Verhandlungsdelegatioune paraphéiert ginn, mä et war schlussendlech de Verzicht vun deenen deemolege politesche Responsabele vun der Ukrain, deenen Accord ze ënnerschreien, deen eng innenpolitesch Kris ausgeléist huet.

Mir kennen allequerten d'Evenementer, déi déclenchéiert goufen: Masseprotesten um Majdan, d'Flucht vum President Janukowytsch, d'Bildung vun enger Iwwergangsregierung, Neiwahlen an déi militäresch Ausenansetzung mat bis elo scho villen Doudesoffer.

D'Ratifikatioun vun deenen Accorden geschitt also an enger Zäit vu schwéierer Kris. Dat soll wuel berücksichtegt ginn, awer net dozou féieren, datt dee ganzen Accord komplett a Fro gestallt gëtt. Mat der Iwwergangsregierung an duerno deem neie President Poroschenko gouf d'Kooperatioun tëschent der Ukrain an der Europäescher Unioun jo erëm relancéiert.

De politesche Volet vum Accord gouf am März 2014 ënnerschriwwen, den ekonomesche Volet de 26. Juni zu Bréssel, iwwregens

zäitgläich mat den Accorden mat Georgien a mat der Republik Moldau. Eng grouss Majoritéit vun den Deputéierten vum Europäesche Parlament huet de 16. September 2014 fir den Accord mat der Ukrain gestëmmt. 535 Deputéiert waren derfir, 127 dergéint, a 35 vun hinne hu sech enthalen, dat Ganzt iwwregens deeselwechten Dag, wéi dat ukrainescht Parlament Jo gesot huet. Déi zwee Parlamenten waren deen Dag iwwer eng Videokonferenz matenee verbonnen.

Mat deenen Ofstëmmunge si mer dem Endpunkt vun engem Prozess méi no komm, dee säit 2007 leeft. Et war nämlech 2007, wou de Conseil der Commissioun d'Autorisatioun ginn huet, fir mat deenen Verhandlungen unzefänken. Mir sinn also elo no beim Schlusspunkt no laangjährege Verhandlungen, déi scho laang virun der Kris an der Ukrain ugefaangen hunn.

Den Ofschluss vum Accord ass den Ofschluss vun enger Zesummenaarbecht vun der Europäescher Unioun mat engem souveräne Stat, déi zu kengem Zäitpunkt géint Russland gerichtet war. Am Contraire, mir wëssen all, datt gutt Relatioune mat Russland vu wesentlecher Bedeutung sinn, esouwuel fir d'Europäesche Unioun an hir Memberstate wéi och fir Georgien, d'Republik Moldau an d'Ukrain. Besonnesch d'Hierstelle vun enger friddlecher a stabiler Regioun ass net ouni eng gutt Kooperatioun mat Russland ze maachen.

Méi politesch an ekonomesch Zesummenaarbecht tëschent der Europäescher Unioun an deenen dräi Länner soll awer net verhënneren, datt dës Länner an Zukunft weider intensiv mat Russland zesummeschaffen.

Anerersäits ass et awer och esou, datt Russland ebe just net d'Recht huet, d'Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun an deenen dräi Staten am Kader vun deenen Accorden d'association ze steieren. Déi dräi Länner, déi hunn e Recht op Selbstbestëmmung a kënnen dobäi op d'Solidaritéit vun der EU zielen.

D'Suerge vu Russland iwwert d'Konsequenze vum Accord d'association mat der Ukrain op déi russesch Economie sinn iwwregens duerch aus eescht geholl ginn. Am Kader vun den trilaterale Konsultatioune tëschent der Unioun, der Ukrain a Russland ass jo am September 2014 d'Acord d'akraaftgemaach vun der Zone de libre-échange bis op den 1. Januar 2016 ze reportieren. Dat, fir Zäit ze hunn, déi russesch Bedenke genee ze iwwerpräifen.

Dëse Report ass en Zeeche vu guddem Wëlle vun der EU, déi weist, datt se op ass fir de politeschen Dialog, wat sécherlech net evident ass, wann een déi inakzeptabel Aktioun vu Russland a leschter Zäit am Hannerkapp behält, sief et d'Annexioun vun der Krim zimlech genee virun engem Joer oder de Rôle vu Russland an der Ostukrain.

Et geet eben net nëmmen ëm Russland an dëser Diskussioun, mä och ëm d'Ukrain, déi de kloer Wëllen huet an och d'Recht huet, dës Rapprochement zur Europäescher Unioun ze maachen. Dëst, well se sech eppes vun där Zesummenaarbecht erwaart: eng oppen a fräiheetlech Gesellschaft, méi Demokratie, méi Wuelstand a sozial Rechter.

Et ginn e puer Grënn, firwat Lëtzebuerg d'Ratifikatioun vun deenen dräi Accorden als Prioritéit ugesäit, déi et séier ëmsetze gëllt. Eischtens, well dës Accorden wichteg sinn - dat hunn ech elo hei en long et en large beschriwwen - a well mer scho säit laange Jore mat de betreffenden Länner op den Ofschluss vun deenen Accorden hischaffen.

Wat elo just den Accord mat der Ukrain ubelaangt, do ass en Akraafttriede vum Accord virun Enn des Joers néideg, wa verhënnert soll ginn, datt d'Dispositiounen iwwert d'Zone de libre-échange eng weider Kéier reportéiert musse ginn. Mir hoffen natierlech entre-temps, datt déi trilateral Consultatioune zu konkrete Resultater wäerte féieren.

Last but not least handelt et sech ëm eng Prioritéit, well Lëtzebuerg am zweeten Hallefjoer 2015 - dat wësst Der - d'Présidence vun der Europäescher Unioun huet an en plus, well den 21. an den 22. Mee, also zimlech genau an zwee Méint, de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga ass.

Als verlässleche Partner an der Europäescher Unioun gehéiert et sech nun emol, seng Hausaufgabe séier a seriö ze maachen, also dës Accorden séier duerch eis national Instanzen ze schécken, ouni dobäi awer den Inhalt ze vernoléissegen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot, hoffen ech, datt Der der Meinung sidd, datt ech de Rapporteur, de Marc Angel, hei würdeg vertritt hunn. Ech profitieren dann och dovunner, fir den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu deenen Accorden ze ginn an ech soen lech Merci, datt Der mer esou laang nogelasschert hutt.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Rapportrice. An d'Wuert huet direkt den Här Laurent Mosar.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, mat deenen dräi Associéierungsofkommen, déi mer de Mëtten hei wäerten - huelen ech un - mat enger grousser Majoritéit ofstëmmen, komme mer effektiv op e Schlusspunkt vu laangjährege Verhandlungen, déi mat der Europäescher Unioun an deenen dräi concernéierte Länner gefouert gi sinn. An dat ass en äusserst positiven Ofschluss, dee sécherlech am Interesse vun der Europäescher Unioun, awer och ganz besonnesch am Interesse vun deenen dräi concernéierte Länner ass, déi, wéi mer wëssen, wirtschaftlech an enger schwieriger Situatioun sinn a wou sécherlech dës Ofkommen hinne wäerte substanzuell virunhëlfe.

Ech deelen hei och d'Meenung vun der Madame Rapportrice, fir ze soen, datt et wichteg ass, datt mer grad elo dës Associéierungsofkommen diskutieren an och positiv ofstëmmen. Dat ass e wichteg Signal, net nëmme par rapport zu der Ukrain - ech wäert mech herno e bësselche méi domadder beschäftegen -, mä och haaptsächlech vis-à-vis vun deenen zwee anere Länner: Georgien a Moldawien. Well et huet ee ganz oft d'Tendenz, wann ee vun deenen Ofkommen schwätzt, haaptsächlech d'Ukrain ze gesinn. Wéi gesot, et ginn och zwee aner Länner, déi mindestens gradesou vill Interessien dorunner hunn.

Ech wëll fir d'Alleréischte hei e grouse Merci soen un déi zwee Rapportere, wann ech dat esou ka soen. Fir d'Alleréischte dem Marc Angel, deem ech och nach eng Kéier vun dëser Säit eis bescht Besserungswësch mat op de Wee ginn. An ech mengen, mir kënnen en alleguer berouegen, an en huet dat da wahrscheinlech selwer live und in Farbe op Chamber TV gesinn: En ass exzellent remplacéiert ginn. Ech muss just soen, et ass e bësse méi schnell gaangen, well d'Madame Dall'Agnol schwätzt e bësselche méi schnell wéi den Här Angel, wat mir dann och d'Geleeenheet gëtt, e bëssen éischer mat menger Interventioun unzefänken.

Ech mengen och, datt souwuel de schréffleche Rapport vum Här Angel wéi dee mëndleche vun der Madame Dall'Agnol esou komplett waren, wat de Contenu ubetrëfft, datt eigentlech net vill do derbäizefügen ass, soudatt ech mech net weider wëll mat deem Content befaassen, mä eigentlech vun der Geleeenheet profitieren, wéi mer dat och e bëssen an der aussepolitescher Kommissioun ofgemaach haten, fir eis mat der Situatioun an der Ukrain ze beschäftegen, déi nach wie vor ganz beonrougend ass.

Här President, säit mer bei Geleeenheet vun der aussepolitescher Deklaratioun justement entre autres och iwwert déi Situatioun hei diskutéiert haten, ass munches geschitt. An d'Lag, ganz besonnesch an der Ostukrain, ass net onbedéngt méi iwwersichtlech ginn, och wann deen zweeten Akt vum Minsker Accord ee sécherlech kann e bësselche méi optimistescher stëmmen, och grad wat d'Ëmsetzung vun deenen Dispositiounen vun deem Accord ueget.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Ech wëll dann och an deenen nächste Minuten e bësselche versichen, d'Situatioun opzuezeichnen, vläicht manner par rapport zu Russland, mä éischer och, wat déi intern schwierig Situatioun an der Ukrain selwer ueget.

Es Joer no der zweeter Majdan-Revolutioun, an haaptsächlech no der Flucht vun fréiere President Janukowytsch, ass d'Ukrain weider - an ech mengen, datt muss ee leider esou soen - an enger verzweifelter Situatioun, souwuel um politeschen, mä vläicht nach vill méi um wirtschaftleche Plang. D'Land läit komplett um Buedem. An hei brauch et a sech e riesege finanziellen Effort, dee sécherlech dat ukrainescht Vollek net wäert kënnen eleng stemmen, mä wou et op d'Ënnerstützung vun der internationaler Communautéit ugewisen ass.

Wéi konnt et awer souwäit an der Ukrain a ganz besonnesch am Oste vun deem Land kommen? Nom Erfolleg vun der Majdan-Bewegung hätt et virun allem Rou an Zäit gebraucht, fir 23 Joer no der Onofhängegkeet endlech zu enger stabiler staatlecher a gesellschaftlecher Gestalt ze kommen. Et hätt Zäit a Rou gebraucht, fir d'Iddien an d'Motiver, déi d'Majdan-Bewegung ugedriwwen hunn, a real Reformpolitik ëmsetzen. Dat hat virun allem - an do, mengen ech, soll een och hei Kloertext schwätzen -, dat huet de Wladimir Putin verhënnert, deen duerch d'Annexioun vun der Krim a ganz besonnesch duerch de Krich am Oste vun der Ukrain dëst Land gezwongen huet, sech exklusiv op seng Selbstverteidigung ze konzentréieren.

D'Ukrain huet an deene leschten 23 Joer, awer och ganz besonnesch an deene leschte Méint a Joren awer och, an dat muss ee gradesou kloer ënnersträchen, d'Geleeenheet verpasst, sech demokratesch ze erneieren. Datt se dat net fäerdegruecht huet, huet sécherlech mam Personnage vum Wladimir Putin a mat Russland ze dinn. Mä et huet awer och mat dem eegenen Onverméigen ze dinn. An et ass dofir och net akzeptabel, datt déi aktuell ukrainesch Regierung ëmmer erëm versicht, sech hannert dem Krich mam Putin ze verstoppen, fir ze éviéieren, iwwerliewenswichtig Reformen mussen unzegoen.

Praktesch, Här Ausseminister, all fréier State vum Warschauer Pakt hunn et fäerdegruecht, demokratesch Reformen ëmsetzen, an dat deelweis géint de Widerstand vun ale Statsapparater. Nëmme an der Ukrain - a säit dem Fall vun der Mauer ass do Kontinuitéit, leider Gottes, ugesot - sinn all Versich, fir d'Justiz zu engem Lichttuerm vum Rechtsstat ze maachen, gescheitert um Widerstand vun all deenen, déi de Justizapparat an der Hand hatten an deelweis och elo nach hunn.

Genausou wéineg ass et gelungen, leider Gottes, de System vun der Bestiehung an der Korruptioun zréckzedrängen. An dat, wat an de sowjeteschen Zäite gegollt huet, gëllt leider Gottes elo nach ëmmer. Wien eng Plaz, eng Concessioun, en Terrain wëllt an deem Land hunn, ka sech leider net op den offizielle Wee verloossen a muss ëmmer erëm bestiechen, fir zu sengem Zil ze kommen. Och ass leider op d'Institutioune an der Ukrain kee Verlooss. An dat erklärt sech - net nëmmen, awer schlussendlech och - doduerch, datt sech an der Ukrain bis elo keng Parteien erausgebild hunn, déi eise westleche Parteien ähnelen.

A vläicht e Wuert zum Parteesystem an der Ukrain: Déi ukrainesch Parteei gruppéiere sech dann och haaptsächlech ëm Persounen, an éischer Linn - et muss een dat leider feststellen - Oligarchen, a bezechnenderweis heescht dann och déi stäerkste Partei am Moment Parteei „Block Poroschenko“. Bei all dëse Parteei sinn, an dat muss ee leider ëmmer erëm feststellen, weider politesch a privatwirtschaftlech Interessien enk matenee verquickt, awer virun allem sti se net fir politesch Iddien, Ziler a konkret Konzepter.

Déi aktuell politesch Féierungséquipe, déi am Westen deelweis, a vläicht och zu Recht, fir hir aussepolitesch Méritter geschätzt gëtt, kënn deenen a si gesaten Erwaardungen awer am Inland net no. An et huet een och d'Gefill, datt déi Regierung sech haaptsächlech am Moment op de Krich an der Ostukrain konzentréiert.

Stellvertriedend kann een hei och e bëssen de President Poroschenko nennen - an ech gi mer oft d'Geleeenheet, d'Interviewe vum President Poroschenko ze liesen -, deem seng Interviewe sech virun allem ëmmer erëm ëm de Krich an der Ostukrain dréien an dee sech haaptsächlech, an dat gesäit een och an der Duerstellung, ëmmer erëm als Patriot duerstellt a vill manner als Reformer. A wann een déi einzel Interviewe, an ech hunn et viru gesot, liest, da stellt een ëmmer erëm fest, datt quasiment just déi lescht Froen ëm d'Reformen an deem Land ginn, an et spiert een dann och, datt déi wierklech net zu där alleréischer Prioritéit vun der Regierung gehéieren.

Et gëtt een dann och d'Gefill net lass - an dat ass eppes, wat ech och perséinlech bedauern -, datt de President Poroschenko an och e Groussdeel vun där Féierungséquipe eigentlech kee richteg Gespier hu fir dee gewaltige Reformdruck, deen awer vun där Majdan-Bewegung ausgaangen ass.

A mir sollen eis och, Här Ausseminister, hei keng Illusioune maachen. Säit dem Émbrochjoer 1989 ass elo quasiment e Véierelsjorhonnert vergaangen, an déi, déi deemools an hire beschte Jore waren, kënnen haut leider kee glorräiche Bilan vun deene leschte 25 Joer zeien, well si kucken op zwou Revolutiounen zréck, vun deenen déi éischt verluer gaangen ass an déi zweet elo schon erëm riskéiert, verluer ze goen.

Här President, Revolutiounen mécht een net esou einfach. An zwou an engem ganze Liewe sinn der scho vill. D'Gefor besteet, datt och déi Revolutiounsenergie, déi een awer ëmmer erëm bei den Ukrainer feststellt, lues a lues opgebraucht ass an datt se zum Schluss eventuell kann ersat ginn duerch eng grouss Resignatioun, wat dann erëm eng Katastroph fir d'Ukrain an d'Vollek vun der Ukrain wär.

An et ass dann och hei, mengen ech, an do si mer eis alleguerete sécherlech an deemem Haus eens, wou d'Europäesch Unioun gefuerdert ass! Well déi Reformen, déi mussen emgesat ginn, kënnen dat nëmme ginn, wann d'EU mat hirem Know-how, awer och mat enger substanzzieller finanzieller Ennerstëtzung dese Reformprozess begleet.

Op där anerer Säit mussen awer och d'Regierung an der Ukrain an d'Institutionen alles ënnerhuelen, fir zu engem Rechtsstat ze ginn, deen och den Numm verdéngt! An dat wäert och nach an deenen nächste Wochen a Méint den Ukrainer gewaltig Ustrengungen ofverlaangen.

Ech wollt dann och zum Schluss awer vläicht mat enger méi optimistescher Note ophalen, well net méi spéit wéi gëschter huet den ukrainesche President Poroschenko jo zwee Gesetzesprojeten an d'ukrainesch Parlament eraubrecht, déi de Regione vum Oste vum der Ukrain e larget Autonomiestatut sollen accorderen. Ech hoffe perséinlech, dass dëst den Ufank vum enger méi positiver Entwécklung ass an dass och elo um politesche Plang an deenen nächste Wochen e bësse méi Rou och an der Ostukrain wäert akéieren.

An de leschten Deeg, Madame Presidentin, gëtt vu villen Observateuren am Kontext vu Griichenland vum engem sougenannten „Marshall-Plang“ geschwat. Ech géif behaupten, dass d'Ukrain mindestens gradesou dréngend eppes wéi e Marshall-Plang bräicht, wa se da mittel- a laangfristeg staatlech an institutionell op feste Bee wëllt stoen.

Bréngt d'Ukrain des Herkulesaufgab mat Ennerstëtzung vum der EU, awer och vum Internationale Währungsfong an aneren internationalen Institutionen net fäerdeg, besteet, Dir Dammen an Dir Hären, déi reell Gefor, dass d'Ukrain zu eppes gëtt, dat keen an Europa wëllt, nämlech engem „failed state“. Dat wär net nëmme fir d'Ukrain, mä och fir Europa eng absolutt Katastroph!

An deemem Sënn, mengen ech, ass d'Europäesch Unioun gefuerdert, mat all deenen hir zur Verfügung stehende Mëttelen, dëst Land a sengem Reformprozess ze ennerstëtzen. An an deem Sënn ass dass Associéierungsofkommen, wat mir de Mëtten haut wäerten diskutieren a stëmmen, en éischte wichtege Schrëtt. An dofir ginn ech och am Numm vu menger Fraktioun eis Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Mosar. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Gusty Graas. Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gusty Graas (DP)**.- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, déi dräi Länner Georgien, Moldawien an d'Ukrain si jo Staten, déi u sech nach ganz wäit ewech si vu Standards, wéi mir se jo hei a Westeuropa kennen. Ech denken do net nëmme um de materielle Wuelstand, mä ech denken do virun allem och u rechtsstaatlech Normen, déi jo u sech nach ganz staark ennerentwéckelt sinn.

An déi dräi Staten hu jo - leider, muss een och soen - nach permanent territorial Konflikter mat Russland. An deem arme Moldawien, ee Stéchwuert: Transnistrien; d'Problematik ëm Georgien ass engem och nach ëmmer ganz gutt am Verhalt. Ech denken um d'Joer 2008, un de Südossetien-Konflikt, dee jo dunn nees nei ausgebrach ass an dunn och zum Kaukasus-Konflikt gefouert huet, mat de Konsequenzen, déi mer kennen. Well Moskau huet jo dunn d'Onofhängegkeet vum Abchasien a Südossetien unerkannt.

D'Ofschlësse vum deenen dräi Accorden, déi mer elo haut hei diskutieren, huet jo ouni Zweifel awer och d'Relatioun zwësche Bréissel a Moskau, loosse mer dat emol esou ausdrécken, net onbedéngt verbessert, well jo eben, wéi gesot, dat heiten awer e gewëssen Afloss op déi Relatioun hat. An et muss een och hei soen, dass Russland jo mat Sécherheet net onbedéngt ëmmer ganz frou ass, wann d'Europäesch Unioun sech an de Fonctionnement vu fréiere Sowjetrepublikken amëscht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun allem natierlech den Accord mat der Ukrain huet seng speziell Bedeutung. Et ass och do wéinst, firwat dass mer an der aussepolitescher Kommissioun jo decidéiert haten, fir de Modèl de base duerch e Modèl 1 ze ersetzen, fir ebe méi spezifesch kënnen op d'Situatioun hei anzegoen. An d'Krim, wéi gesot, déi jo méi spezifesch den Ausléiser vum der ganzer Problematik

ass, huet jo och eng ganz wiesselvoll Geschicht hannert sech.

Et dierf een net vergiessen, dass d'Krim 1954 vum Chruschtschow deemools un d'Sowjetrepublik Ukrain geschenkt gi war. 1991 war et iwwregens schonn eng Kéier zu engem Opstand komm, an deem Sënn, dass och déi prorussesch Partisanen deemools schonn e Referendum wollten organisieren, deen awer konnt verhënnert ginn.

Wéi den Accord de partenariat et de coopération mat der Ukrain 1998 ennerschriwwen gouf, du konnt natierlech kee virusgesinn, dass nëmme eng hallef Dose Jore méi spéit u sech grad dëst Land sollt am Fokus vum der internationaler Politik stoen. An et kann ee souguer behaupten, dass duerch déi ganz Kris do am Fong geholl de Weltfrieden zum Deel och a Gefor gerode war. Well et soll ee sech näischt virmaachen: D'Ukrain-Kris ass nach net iwwerstanen. An et kann een och nach net aschätzen, wéi u sech elo d'Relatioun mat Russland sech wäerten an der nächster Zukunft entwéckelen.

Jiddefalls, de Refus vum deemolege President Janukowytsch, deen enner russeschem Drock den Accord net ennerschriwwen hat, hat jo derzou bäigedroen, dass et zu deene bekanneten Entwécklung komm ass. Pro- an antieuropäesch Partisanen hunn am Fong um Majdan dunn derzou bäigedroen, dass et och wierklech zu ganz schlëmmen Auseransetzung komm ass a leider och Doudeger do deemools ze vermierke waren.

Den Accord hei huet jo och ganz kloer geopolitesch Ausmoossen uegholl. E souveräant Land, wat a senger aussepolitescher Ausrichtung vum engem anere Land enner Drock gesat gëtt, bréngt natierlech dee Moment awer och d'Europäesch Unioun op de Plang. An et ass evident, dass d'Europäesch Unioun och hei net konnt einfach nokucken, well eben aus westlech-demokratescher Siicht hier gekuckt esou Entwécklungen net ze akzeptéiere sinn.

Genau elo virun engem Joer, dat heescht vill méi de 16. März 2014, ass jo d'Hallefinsel Krim, déi iwwregens zéngmol méi grouss ass wéi Lëtzebuerg a wou iwwer 2,5 Milliounen Leit wunnen, nees russesch ginn. Déi prowestlech Féierung vum der Ukrain an de Weste gesinn dat natierlech als e Broch vum Völkerrecht.

Ze bemierken ass awer och, dass entre-temps, an de Virriedner huet dat och schonn hei ennerstrach, natierlech d'Entwécklung an der Ukrain um wirtschaftleche Plang dramatesch Formen uegholl huet. Ech wëll och drun erënneren, dass besonnesch um Niveau vum der Krim déi Kris sech virun allem bemierkbar gemaach huet. Do ass d'Industrieproduktioun 2014 zum Beispill ëm 10% zréckgangaen. An dee wirtschaftleche Réckgang dréckt sech och an den Zuele vum Réckgang vum den Touristen aus. Während 2013 nach 5,9 Milliounen Leit d'Krim besicht hunn, waren et d'lescht Joer, 2014, nëmme nach 3,8 Milliounen. Déi Annexioun vum der Krim duerch Russland huet also ouni Zweifel och zu wirtschaftlech negativen Entwécklung gefouert.

Dass d'Europäesch Unioun an d'USA dunn och Sanktiounen géint Russland ausgesprach hunn, war eng gewëss Evidenz. Obwuel een och hei muss ennersträchen, dass dee Schrëtt natierlech och net iwwerall, och am Westen, gedeelt ginn ass.

A wann natierlech och elo keen Alenke vu Moskau an deenen nächste Wochen a Méint ze erkennen wäert sinn, da muss ee leider fäerten, dass d'Situatioun nach kann eskalieren. An et sinn elo scho Spezialisten, déi fäerten, dass leider de Sport och erëm kéint eng Kéier zur Geisel vum der Politik ginn, well eben dann och vläicht déi Fussballweltmeeschterschaft, déi jo 2018 a Russland soll sinn, riskéiert, dann och zum Deel boykottéiert ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dann dierf een natierlech awer och net ignorieren, dass déi ganz Entwécklung och negativ Répercussionen op déi fréiere Sowjetrepublikken huet. Ech denken do an éischter Linn un déi baltesch Staten. Och do, wann een a leschter Zäit emol eng Kéier do war, da spiert een dat och, dass eng gewëssen Angscht an deene Länner virherrsch, dass se vläicht erëm géife vum hirer Vergaangenheet ageholl ginn. Jiddefalls um Beispill vum der Krim kann een eng Gefor fir déi gesamt Friddensuerdnung gesinn.

D'EU ass natierlech och do an enger gewësser schwieriger Situatioun. Engersäits, wa se sech baséiert op hir traditionell demokratesch Wäerter, ass et evident, dass se déi Politik verfollegt, déi se de Moment verfollegt. Op där anerer Säit weess se awer och, dass doduerch nei Spannunge mat Russland entstinn, dass sech do e Konfliktpotenzial entwéckelt, wat sech natierlech gegebenfalls zu enger ganz grousser Katastroph kéint entwéckelen. An heiansdo huet een e bëssen d'Gefill, et géif erëm nom Kale Krich hei richen.

Trotzdem muss awer ganz ouni Zweifel d'Diplomatie nach wie vor d'éischt Roll spillen. An och wann d'Geschicht weist, dass d'Diplomatie och hir Grenzen huet an eng iwwerdriwwen Diplomatie och kann an eng Katastroph féieren - ech wëll dat awer elo net hei weider verdéiwen -, ass et awer wichtege, wéi gesot, dass d'Diplomatie hei nach wie vor de Lead huet.

Et huet ee jo och bei der Ennerschreiwung vum deem Accord hei festgestallt, dass trilateral Gesprécher jo gefouert goufen zwëschen der EU, der Ukrain a Russland, fir am Fong geholl och déi wirtschaftlech Konsequenz fir Russland an d'CEI, dass heescht d'Communauté des États indépendants, ze diskutieren. Bewusst ass jo och d'Akraafttriede vum deem Accord mat der Ukrain elo emol provisoersch op Enn Dezember vum deem Joer festgehale ginn.

Op där anerer Säit muss een awer och hei ennersträchen, dass et wichtege ass, dass op d'Accorde vu Minsk weiderhin opgebaut gëtt. Den Dialog téschent der Regierung vu Kiew an de Separatisten am Oste muss natierlech weiderhin och méiglech sinn.

An deem Kontext hei muss een awer och ennersträchen, dass et Gott sei Dank nach ëmmer den Dialog och gëtt, wat de Problem vum Gas ubelaangt. An net méi spéit ewéi de Freideg treffe sech dann och Verrieder vum der Ukrain a Russland zu Bréissel, fir enner der Vermëttlung vum der Europäesch Unioun iwwert déi Problematik vum der Gasliwwerung ze diskutieren.

An dann, net méi spéit wéi gëschter huet jo och d'Parlament zu Kiew, den leweschte Rada, beschloss, dass d'Gemengewahlen u sech eng Viraussetzung solle sinn, fir dass awer d'Separatistebidder am Donbass de geplangte Sonderstatus kënnen kréien. An dat ass och virdrun nach hei scho richtegerweis ennerstrach ginn. Et ass awer zumindest e positive Schrack an déi richtig Richtung, wann een elo gesäit, dass e Sonderstatus hei envisagéiert gëtt, och wann dat verbonnen ass, wéi gesot, mat der Oplag vum de Gemengewahlen.

Leider ass awer um Terrain d'Situatioun net esou roseg, well et sinn awer nach gewëss Plazen, wou Kampf registriert ginn. Ech denken do un d'Uertschaft Schirokine, déi net wäit ewech läit vu Mariupol.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng kruzial Fro, déi sech natierlech an där ganzer Diskussioun och hei stellt, dat ass, inwiefern d'Europäesch Unioun a virun allem natierlech och d'NATO um militäresche Plang vläicht gegebenfalls méi aktiv musse ginn. Mir hu jo gemierkt an deene leschte Wochen a Méint, dass do gewësse Manöver sech vollzunn hunn. Dat leet natierlech och derzou, dass awer d'Situatioun mat Sécherheet vläicht nach e bësse méi ugespaant wäert ginn.

An deem Kontext muss een och op déi Ausso vläicht vum Kommissiounspräsident Jean-Claude Juncker hiweisen, dee sech jo an deene leschten Deeg fir eng europäesch Arméi ausgeschwat huet, fir eben och op déi Menacë vu Russland kënnen op eng Manéier ze reagieren.

Dat ass natierlech och keng nei Iddi. An de 50er Jore war d'Iddi scho vum der Kreatioun vum enger europäesch Arméi opkomm. An deemools ass dat duerch e Vote 1954 an der Assemblée nationale zu Paräis awer verhënnert ginn.

Déi ganz wichtege Fro ass natierlech och déi vum de Sanktiounen. Wat fir eng Positioun soll Europa an Zukunft anhuelen? Ech ginn dervun aus, dass dat Thema wäert muer an iwwermuer zu Bréissel um Sommet och diskutiert ginn.

Ech wëll an deem Kontext hei och de liberale Fraktiounscheef aus dem Europaparlament, de Guy Verhofstadt, zitieren, deen nach d'lescht Woch drop higewisen huet, dass et, wéi gesot, souguer um Niveau vum Conseil selwer net ëmmer eng Unanimitéit gëtt, wat eben d'Applikatioun vu Sanktiounen ubelaangt. Hie schwätzt sech am Fong elo fir eng „two-track approach“ aus, andeem en am Fong wëllt e kloren Ennerscheid maachen téschent engersäits dem Regime Putin an anersäits awer och der Populatioun an de Kleng- a Mëttelbetriber. Well en ass der Meinung, d'Sanktiounen sollte jiddefalls net esou ausgeriicht sinn, dass se direkt d'Wirtschaft treffen an dass se och direkt d'Populatioun a Russland treffen, mä dass se sollen de Regime u sech direkt méi an d'Viséier huelen.

Ech wëll awer op deser Plaz och op nach e puer aner Institutionen hiweisen, déi eng wichtege Roll de Moment an där ganzer Problematik hei ze spillen hunn, an éischter Linn de Conseil de l'Europe, vum deem eis Kollegin Anne Brasseur jo Presidentin ass. Si selwer huet op deser Plaz schonn e puermol op dee wichtege Rôle vum Conseil de l'Europe higewisen.

Ech wëll dann awer och op d'OSZE hiweisen, vum där jo net méi spéit wéi virun dräi Wochen zu Wien eng Tagung war, wou mir als Lëtzebuerg jo och vertruede waren a wou et ganz kloer ëm d'Problematik vum der Ukrain gaangen ass, wou ee ganz gutt a kloer erausgespuert huet, dass de Wëllen do ass, fir, wéi gesot, déi Eskalatioun esou schnell wéi méiglech awer kënnen hei ofzubremsen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch déi dräi Accorden hei - op deenen hiren Inhalt ech net brauch anzegoen, déi si schonn des Laangen an des Breden hei kompetent duerchdiskutiert ginn -, dat kann een awer och enner dem Stréch soen, kann d'Europäesch Unioun hei och un aussepoliteschem Gewicht gewinnen. Well wann ee versicht, des Länner - a mir wëssen, a wat fir enger Situatioun, besonnesch ekonomescher Situatioun, déi dräi Länner sinn - graduell awer och an den europäesche Bannemaart ze integréieren, dann ass dat net nëmme zum Virdeel vum wirtschaftleche Wuesstum vum deene Länner, mä et ass och zum Virdeel vum enger Europäesch Unioun, déi doduerch awer och kann u Gewicht gewinnen. An och déi sektoriell Kooperatioun an deenen einzelnen Domänen, sief dat um Niveau Ëmweltschutz, Landwirtschaft, Sozialpolitik, Jugend- a Kulturpolitik, wäert ouni Zweifel zur Liewensqualität vum den Awunner an deenen dräi betraffene Länner bäidrogen.

Vum der konkreter ukrainescher Situatioun ofgesinn, muss ee sech natierlech och an deem ganze Kontext d'Fro stellen, wat d'Ausrichtung vum der Politique européenne de voisinage (PEV) vum der EU ass, déi natierlech och eng gewëss Bedeutung hei huet, zemoos wann ee bedenkt, dass d'europäesch Baussegrenzen jo am Fong geholl och direkt hei un déi Länner ustoussen an dass ee sech och muss d'Fro stellen: Wéi entwéckelt sech déi ganz Situatioun an deem Raum do?

Jiddefalls si mir der Meinung, dass d'PEV muss eng Partie intégrante vum der europäesch Aussepolitik ginn, mat enger gemeinsamer Approche um EU-Niveau an och um Niveau vum den EU-Memberlänner.

Sécher, d'Ukrain wéi iwwregens och déi zwee aner Länner, Georgien an d'Mongolei (veuillez lire: Georgien a Moldawien), hunn nach e laange Wee viru sech, fir eng Kéier e Rechtsstat ze ginn, wa se et dann eng Kéier sollte ginn. Mä ech mengen, et ass awer op alle Fall eis Missioun, fir ze hëllefen, op deem Wee weiderzegoen. D'Mënscherechter loosse ouni Zweifel nach ze wënschen iwwreg. D'Korruptioun ass nach staark vertrueden an d'Justiz ass mat Sécherheet och net ëmmer onofhängeg. Dofir fält, wéi gesot, desen Accorden eng ganz grouss Bedeutung zou, well et jo awer virun allem och hei ëm d'bonne Gouvernance geet.

Ech si jiddefalls iwwerzeugt, dass d'Europäesch Unioun zesumme mat der OSZE an och zesumme mam Conseil de l'Europe der Ukrain an och deenen zwee anere Länner wäert déi néideg an och muss déi néideg Ennerstëtzung ginn, fir dass déi hehr Ziler och kënnen erreecht ginn.

An Enn Mee ass jo dann, et ass schonn hei gesot ginn, de Sommet vum Partenariat oriental zu Riga, e ganz wichtege Sommet, wou dann eben, wéi gesot, iwwert déi ganz Ausrichtung vum der europäesch Politick an deem Raum do wäert nach méi am Detail diskutiert ginn a wou mir als Lëtzebuerg natierlech immens gefuerdert sinn, well mer eben d'Présidence iwwerhuelen. Dowéinst ass et och gutt a wichtege, dass mer elo schonn iwwert déi dräi Accorden hei ofstëmmen, well mer dann dee Moment awer e gutt Zeechen no bause ginn, dass mer eis Hausaufgab gemaach hunn.

Jiddefalls, d'Demokratesch Partei bekennt sech ganz kloer zu der Ausrichtung vum der Politik, wéi d'Europäesch Unioun se de Moment vis-à-vis vum deenen dräi Länner do bedreift. Mir sinn och iwwerzeugt, dass mat desen Accorden an deene Länner méi Fridden, méi Liewensqualität a virun allem och méi rechtsstaatlecht Denke wäert do entstoen. Dofir ass et evident, dass ech och d'Zoustëmmung vum der Demokratescher Partei zu deenen dräi Accorde ginn.

Ech wëll awer ofschlëssend souwuel der Madame Dall'Agnol Merci soe wéi awer och eisem Frënd Marc Angel, deem een dann och vum deser Plaz aus all Guddes soll wënschen an dass en esou séier wéi méiglech erëm enner eis ass.

Ech soen lech Merci.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Graas. Als nächste Riedner ass ageschriwwen: den Här Claude Adam.

► **M. Claude Adam (déi gréng)**.- Merci, Madame Presidentin. Mir hunn haut dräi Gesetzesprojeten um Ordre du jour, mat deene mer Associatiounsaccorden téschent der EU an da jeeeweils Georgien, Moldawien an der Ukrain ratifizieren. Déi Accorde sinn allegueren de

27. Juni 2014 zu Bréissel ënnerschriwwen ginn a si hunn eigentlech alleguerten déiselwecht Ziler: Et geet ëm d'Ariichte vun enger Fräihandelszonen tëschent der Europäescher Union an all Kéiers deenen dräi Länner. An d'Relatiounen tëschent dese Länner an der EU sollen dauerhaft gefestegt ginn.

Do derniewent, an ech mengen, dat ass genau sou wichteg, soll awer och duerch des Accorden derzou bäigedroe ginn, d'Demokratie an d'Institutionen ze stäerken an dese Länner an zu enger politescher Stabilitéit bäizedroen.

Déi Accorden, déi Lëtzebuerg an der Verangengeheet mat dese Länner hat, bleiwe bestoen, souwäit se net duerch déi nei Accorden iwwerflësseg ginn. Och wann d'Zilrichtung ëmmer déiselwecht ass, gëtt et awer eng Rei Nuancé bei de Verträge. An dat huet ganz vill mat der Ausgangssituatioun an der Geschicht vun deenen eenzelne Länner ze dinn.

Ech brauch net op den Detail vun deesen Accorden anzegoen. Dat huet d'Madame Dall'Agnol mat enger grousser Perfektioun gemaach. Ech soen hir Merci duerfir. An dann eben och Merci dem Marc Angel, deen, mengen ech, awer och un där Aarbecht bedeelegt ass.

Kuerz zu den eenzelne Länner: Georgien huet sech 1991 onofhängeg erkläert. D'Enn vun der Sowjetunion huet fir Georgien awer och e gewaltege wirtschaftleche Kollaps bedeit. D'Produktioun an Industrie a Landwirtschaft sinn däitlech zréckgaangen. D'Aarbechtslosigkeit war enorm an et ass eng Hyperinflation ginn. Do war d'Situatioun an deenen anere fréiere Sowjetrepublikken ähnlech.

D'Relatioun mat Russland sinn och haut nach ëmmer gespaant a Georgien, ënner anerem och, an dat ass scho gesot ginn hei, duerch de Südossetien-Konflikt, duerch deen et 2008 zu engem oppene Krich mat Russland komm ass. D'Relatiounen tëschent der Europäescher Union a Georgien sinn zënter 1999 duerch en „partnership and cooperation agreement“ geregelt. Den Associatiounsaccord mat Georgien ass zënter 2010 verhandelt ginn. A Georgien huet deen Accord den 18. Juli 2014 ratifizéiert.

Da steet och am Rapport, datt d'Europäescher Union dee wichtigsten Handelspartner vu Georgien ass. 2012 wiere 27,2% vun den Handelsaktivitéite vu Georgien mat der EU gewiescht. Duerch deen Accord sollen och Produiten aus dem Agrarberäich, bis op e puer Ausnahmen, vun Taxe befreit ginn.

Duerch d'Fräihandelszonen soll de georgesche PIB ëm 4,3% pro Joer klammen. Esou steet et am Rapport iwwert de Projet de loi. Dat sinn allerding's Aussoen, déi schwéierlech kënne verifizéiert ginn. An ech géif dat awer trotzdem e bësselchen an de Beräich vun der Spekulation setzen. Et ass ëmmer delikat, wann een esou wäit wëllt an d'Zukunft kucken an da prezis chiffriert Aussoen do maachen.

Trotzdeem, déi gréng bréngt selbsterständlech hiren Accord zum Projet de loi 6730. Mir sinn der Meenung, datt dat e gudden Accord ass tëschent der Europäescher Union a Georgien.

Zu Moldawien: Och Moldawien ass zënter 1991 onofhängeg. A Moldawien hu sech zwee Lager gebilt, déi ongeféier gläich staark sinn. Déi eng sichen d'wirtschaftlech Zesammenarbeit ëschter an der Eurasescher Wirtschaftsunion, déi aner zitt et zu der Europäescher Union. Am Moment ass et d'Lager, dat zur Europäescher Union zitt, wat an der Regierung ass.

Am Rapport vum Gesetz steet, de Premierminister géif eng Adhésioun vu Moldawien an d'EU fir 2019 upeilen. Dat schéngt mer allerding's iwwerdriwwen optimistesche. Moldawien ass eent vun den ärmste Länner vun Europa an dierft och mëttelfristeg nach net als Baitrëtskandidat a Fro kommen. Moldawien hânt wirtschaftlech och vu Russland of, a Russland weist och, datt se do net frou sinn iwwert de Rapprochement zu der Europäescher Union.

Zu weidere Spannunge mat Russland dréit och d'Situatioun an Transnistrien bäi, engem Deel vu Moldawien, dee sech als onofhängeg deklaréiert huet a wou russesch Truppe stationéiert sinn.

Den Associatiounsaccord mat Moldawien ass och zënter 2010 verhandelt ginn. D'moldawesch Parlament huet en den 2. Juli 2014 ratifizéiert. D'Bierger aus Moldawien kënnen zënter engem Joer ouni Visa an d'EU reesen.

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

Fir Moldawien géllt eng länger Iwwergangszäit fir eng Rei sensibel ekonomesch Secteuren. Dat ass och gutt esou. D'Liberaliséierung geet manner wäit wéi bei Georgien, an trotzdem ass d'Approche vu Moldawien méi ambitiéis, wat

d'Reguléierung vun industrielle Produite ugeet. Moldawien ass gewëllt, seng Legislatioun, déi déi industriell Produktioun regelt, vill méi wäit un EU-Normen unzepasse wéi Georgien. An ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun zum Projet de loi 6731.

Da komme mer zum drëtten Accord an dat ass dee mat der Ukrain. Do ass natierlech de Fokus vill méi drop wéi op deenen aneren. Dat huet engersäits dermat ze dinn, datt mer mat Georgien mat engem Land ze dinn hunn, wat 4,5 Milliounen Awunner huet, Moldawien huet der ongeféier 3,1 Milliounen, an d'Ukrain, déi huet 45 Milliounen Awunner an ass dat zweetgréisst europäesch Land. Also schonn eleng vun der Dimensioun vun deem Land hier ass deen Accord hei anescht gewicht. A selbsterständlech ass och do d'politesch Situatioun nach méi spannend wéi an deenen anere Länner.

Deseen Accord, deen ähnlech gelagert ass wéi dee mat Georgien a Moldawien, dee gëtt och heiansdo als den Origine vun der aktueller Kris an der Ukrain bezeechent. Dat ass vläicht net ganz falsch, mä sécher ass dat awer och net ganz richtig.

D'Zesummebrieche vun der Sowjetunion war zu engem gudden Deel d'Folleg vun den Onofhängegkeetsbeweunge vun hiren ënnerschiedlechen Nationalitéiten. Déi national Fro war op kenger Agenda vun de sowjetesche Politiker, an och net op där vun Gorbatschow.

Och Tschernobyl oder éischer d'Verharmlosung vun der Katastroph vun Tschernobyl duerch déi sowjetesch Administratioun zu Moskau an zu Kiew huet vill Leit an der Ukrain mobiliséiert. D'ökologescht Bewosäin war an der Ukrain duerch Tschernobyl gestärkt ginn a war e wichtegt Element vun der politescher Oppositioun ginn.

An den 80er Jore sinn eng ganz Rei historesch Tabue gefall. Et ass iwwert d'ukrainesch Völkerepublik vun 1918-1919 an och iwwert d'Hongersnout vun 1932 an 1933 geschwat ginn.

Am August 1991 deklaréiert d'Parlament an der Ukrain d'Onofhängegkeet vun der UdSSR, vu Russland. An engem nationale Referendum am Dezember wäeren 90% vun de Leit fir d'Onofhängegkeet. Och op der Krim stëmmt eng Majoritéit fir d'Onofhängegkeet, mä do war d'Wahlbedelegung allerding's äusserst geréng an d'Majoritéit war och éischer eng knapp.

D'Onofhängegkeet ass der Ukrain praktesch an de Schouss gefall. D'Land war allerding's net gutt op déi Onofhängegkeet virbereet. De President Kutschma huet seng Kompetenze permanent erweidert an ouni Rücksicht och op d'Legislativ an op d'Justiz agewierkt. D'Medie goufe kontrolléiert, kritesch Journaliste goufe bedroht. De Fall vun dem Regierungskritesche Journalist Gongadse, deen ëmbruecht gouf a wou et net kloer war, wien alles seng Fangeren am Spill hat, huet zum Enn vun der Ära Kutschma bäigedroen.

D'ukrainesch Politik war duerch e schlechte Wahlsystem, den Afloss vun Oligarchen a Korruptioun gekennzeechent. An natierlech sinn déi Problemer, an de Laurent Mosar huet dat och beandrockend erzielt hei, haut och nach ëmmer aktuell. Déi sinn nach wäit vu geléist. An natierlech stoung d'Ukrain esouwuel an enke Relatiounen wéi och an engem permanente Spannungsverhältnis zu Russland.

D'Relatiounen tëschent der Europäescher Union an der Ukrain sinn also eng historesch Entwécklung a mussen och esou verstanen ginn.

Eng éischt Krim-Kris war schonn '92 bis '94 ausgeléist ginn duerch de Sträit tëschent Russland an der Ukrain iwwert de Status vun der Flott an der Krim-Regioun. Déi Kris ass 1994 zu Enn komm, nodeems Russland d'Krim als Deel vun der Ukrain unerkannt hat.

2004 hate mer déi „orange Revolution“, wou dann den Oppositionsleader Juschtschenko d'Präsidentchaftswahlen an engem zweeten Essai am Dezember 2004 gewonnen hat.

Ech war 2010 selwer zu Kiew als Wahlbeobachter. 2010, dat war also da praktesch no sechs Joer Iwwergangsregime no der oranger Revolution, do waren d'Leit esou enttäuscht vun deem, wat se erlieft hatten. Dat ware Leit, déi zum Deel 2004 wochelaang campéiert hate bei äisegen Temperaturen um Majdan. Déi waren extrem enttäuscht vun deem, wat geschitt war.

Déi hunn erkläert, datt de Regime vun Janukowytsch zwar korrupt war, mä datt een awer weinstens wouss, wou ee mat der Korruptioun dru war. Wann ee wouss, wien ee sollt schmieren, da konnt ee seng Geschäfte maachen. No sechs Joer Juschtschenko an Timoschenko war d'Korruptioun nach eemol esou grouss wéi d'anert, mä all Dag huet deen, deen d'Hand opgehale huet, fir bestach ze ginn, gewieselt. D'Situatioun war fir d'Leit wierklech net besser ginn.

Gutt, déi politesch Situatioun ass weitergaangen. Ech mengen, déi rezent Evenementer si schonn hei opgezielt ginn, duerfir wëll ech dat net nach eng Kéier maachen.

Aus Rücksicht op russesch Interessen ass den Accord iwwert de Libre-échange tëschent der Europäescher Union an der Ukrain bis den 31. Dezember 2015 ausgesat ginn. Déi eesäiteg vun der EU accordéiert Mesurë vun der Europäescher Union vis-à-vis vu Kiew vum März 2014 sinn awer bäibehale ginn, fir d'Ekonomie an der Ukrain ze stäipen.

Et ass och virun nach zum Tourismus geschwat ginn. Ech mengen, d'Ukrain ass en immens flott Land. Déi lescht Jore virun 2014, ënner anerem och duerch déi Fussballmeeschterschaft, war eng gewëssen Entwécklung an der Tourismusbranche entstanen. Selbsterständlech sinn alleguerten déi Efforten, déi do gemaach gi sinn, haut ënnergangen.

Mir haten och am Conseil de l'Europe eng ganz hefteg, schonn zwou hefteg Diskussiounen iwwert d'Situatioun an der Ukrain. Zu menger Satisfaktioun hu sech d'Hardliner net duerchgesat. Mir hunn zwar Sanktiounen ergraff, mä déi Sanktiounen sinn awer tragbar a virun allem si se net op eng allze vill laang Zäit ugeluecht.

Ech muss an deem Kontext och nach soen, datt en héije russeschen Diplomat mech kontaktéiert hat a menger Funktioun als Member vun dem Conseil de l'Europe an zu mer gesot huet: „Wann Der fir Sanktiounen stëmmt, da stëmmt Der fir de Krich. A wann Der géint Sanktiounen stëmmt, da stëmmt Der fir de Friden.“ Wéi ech dunn zum Mann gesot hunn: „Majo, datt ass jo eng flott Approche, déi Der do hutt, mä da gitt mer emol eppes an de Grapp, fir datt ech och ka géint Sanktiounen stëmme!“, dunn huet e gesot: „Probéiert Der elo, mech ze erpressen?“. Souwäit meng Erfahrungen och mat enger gewësser Zort vun „Diplomatie“.

An deem Sënn wëll ech och hei den Accord vun deene Gréng bréngen zu deem Accord mat der Ukrain. Mir sinn als Gréng der Iwwerzeugung, datt, obschonn d'Diplomatie schwéier ass an deem heite Fall, et keng Alternativ zur Diplomatie gëtt. Mir sinn der Meenung, datt en Oprüsten an där dote Géigend vun Europa kengem hëlleft an och keng Konflikter ka léisen. Duerfir, och wann et schwéier fält, mir gesi keen anert Mëttel, wéi ëmmer erëm déi diplomatesch Beféiung mat Russland a mat der Ukrain weiderzeféieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Adam. An nächste Riedner ass den Här Fernand Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, ech mengen, et ass agréabel, eng Diskussioun hei am Lëtzebuergeschen Parlament iwwert d'Ukrain nozelauschteren, wann ee soss an Europa den Toun héiert, deen am Abléck ugeschloe gëtt. Hei sinn awer all Riedner, muss ech soen, moderat an hiren Usiichten, am Vergläich op jidde Fall zu deem, wat een héiert op Plaze wéi Riga, wou elo d'EU-Présidence ass a wou Verschiddener vun eis viru Kuerzem nach op Konferenz waren a wou een d'Gespier krut derfir, wéi staark heiansdo den Haass, gemëscht mat Angscht viru Russland, an deene Länner ass a wéi eng Rhetorik ugeschloe gëtt, déi engem awer kann Angscht maachen, well se der aktueller Situatioun weder entsprécht nach virunhëlleft.

Et ass also wichteg, mengen ech, datt mer alleguer mat Mooss a mat Virsicht op déi Situatioun reagieren. An och hei am Parlament elo, mat allem gudden Wëllen, deen een awer ka vu verschiddene Säite spieren - an et ass och gutt esou -, muss een oppassen, datt een eben net seet, et géif e Krich gi mam Putin an der Ukrain. Gott sei Dank ass keng international Krichssituatioun do, och wa Russland natierlech e groussen Afloss do huet.

An et ass och zwar richtig, fir ze soen, datt Russland eng Roll spillt souwuel a Georgien wéi a Moldawien, mä wann een d'Situatioun kuckt vun deene Konflikter an deenen zwee Länner, dann ass déi awer och mat verursaacht duerch en Nationalismus - deen een och erëm ka verstehen - no der Opléisung vun der Sowjetunion. A Georgien, do wor et zum Beispill de President Saakaschwili, dee Südossetien ugegraff hat 2008, fir déi Regioun erëm a Georgien eranzegliedern. An et war erëischt duerno, wou Russland do intervenéiert huet an de Fënefdeegkrich da lassgaangen ass.

Ech mengen, et ass scho wichteg, fir eben op d'Verantwortung vu Russland hinzewiesen, awer Verantwortung heescht net onbedéngt Schold. An déi Situatiounen sinn esou komplex an esou subtil heiansdo ze verstoen, datt ee

wierklech sech soll déi Zäit huelen, fir se ze fléitieren an zemoos an enger Krisensituatioun, wéi mer se haut kennen, mat där gréisster Virsicht Termen ze benotzen.

Ech zécken och ëmmer, fir vun enger „Annexioun“ vun der Krim ze schwätzen. En héijen Offizier vum Militärstab vun der Europäescher Union huet souguer viru Kuerzem an enger Ried gesot: „Russia conquered the Crimea.“ Dat ass net richtig! Och do muss een déi genau Chronologie vun deenen Evenementer am A behalen an einfach gesinn, datt och de Wëlle vun der Bevëlkerung op der Krim - ob deen Abléck russescht Militär do war oder net - awer och dee war, fir zréck bei Russland ze kommen. An et muss een niewent der territorialer Integritéit vun de Staten awer och kucken, datt d'Selbstbestimmungsrecht vun deenen engen a vun deenen anere mat considéiert gëtt, ier een zu enger juristescher Analys a Konklusioun kënnt.

Mat Georgien ass net vill ze soen. Ech wëll och just e puer Wuert iwwert d'Ukrain soen. Georgien ass awer an deem Sënn vläicht interessant, well Dir kennt jo all déi Rankingen, déi ëmmer gemaach ginn, vun der ekonomescher Fräiheet an esou weider, déi mir och als Lëtzebuerg gär zitieren: Georgien ass op dem Ranking vun der ekonomescher Fräiheet am Abléck eng Plaz hanner Lëtzebuerg. Et ass interessant, ech mengen, dat ass vun enger amerikanescher Stéftung, déi dee Ranking ëmmer opstellt. Lëtzebuerg ass do op déi 21. Plaz zréckgestuift ginn, Georgien op déi 22. Plaz eropgestuift ginn, trotz där ganzer Korruptioun an deem Land. Ech mengen, esou frou ee ka fir Georgien sinn, datt et op déi 22. Plaz komm ass, esou kann ee sech awer froen, ob Lëtzebuerg wierklech just eng Plaz viru Georgien soll sinn.

Mä zur Ukrain. D'Ukrain ass fir eis eng Erausforderung. An zwar muss mer eis wierklech och emol froen, ob d'Europäescher Union keng Feeler gemaach huet an där ganzer Kris. D'Europäescher Union, dat ass och vu verschiddene Virriedner hei betount ginn, wëllt jo méi eng staark Roll an der Baussepolitik hunn, wëllt sech affirmieren an europäesche Plang a kredibel fir Wäerter antrieden. Da muss se sech awer froen, ob net och d'Europäescher Union an deser Kris falsch Zeeche setzt oder heiansdo Drock ausgeübt huet an där Kris oder zur Genèse vun der Kris bäigedroen huet, déi mer haut kennen.

Natierlech ass dat éischt Beispill dat vun deem Accord d'association. Et ass wouer, datt Russland Drock op den Här Janukowytsch ausgeübt hat. D'Europäescher Union awer och! A vill europäesche Politiker hunn dat och kritiséiert, och bekannt europäesche Politiker, déi gesot hunn, datt mer e Feeler gemaach hunn, fir deen Abléck op deem Sommet den Här Janukowytsch ënner Drock ze setzen, fir en Accord ze ënnerschreien, deen e bannepolitesch einfach net konnt aushalen deen Abléck, wou dann déi Signature sollt ustoen. An dat net nëmme weinst russeschem Drock, mä einfach och weinst ekonomesche Realitéiten, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Dat Zweet ass de Format, an deem am Abléck d'Europäescher Union probéiert, Afloss ze huelen an och vertrauen ass. Deen Normandie-Format, deen elo virgesinn ass, ass zwar vun de Ministere méi oder manner akzeptéiert, well et ebe vläicht keng aner Méiglechkeet gëtt, och politesch, mä e steet a kengem Traité! A mir hunn eng europäesche Ausseministesche, déi net „Ausseministesche“ heescht, mä eng „Héich Vertiederin“ a Vizepresidentin vun der Kommissioun, déi u sech fir d'Baussepolitik soll zoustänneg sinn, d'Madame Mogherini, déi awer do kee Rôle oder praktesch kee Rôle spillt, well Däitschland a Frankräich déi Vertiedung iwwerhuele fir d'Europäescher Union, awer dofir keen - weinstens vertragsgeméisst - Mandat hunn!

Mir müssen eis also froen a Krisensituatiounen: Huet d'Europäescher Union deen Abléck eng Legitimitéit a wéi artikuliert sech déi Legitimitéit? Firwat d'Madame Merkel an den Här Hollande - esou gutt wéi se et mengen an esou frëndlech se och vun hire Kolléeg vläicht ënnerstëtzt ginn -, mä firwat dee Format, fir an deser Situatioun ze verhandelen?

Eng drëtt Fro, déi mer eis muss stellen, ass déi, ob mer e richtig Zeeche setzen, wa mer vu Waffeliwwerunge spekulieren am Abléck oder wann den Här Juncker eng europäesche Arméi an d'Gespräch bréngt an esou enger kritescher Situatioun, wéi mer se am Abléck hunn. Datt ee kann iwwer eng europäesche Arméi nodenken, schéngt mer legitim ze sinn, och wann d'ADR déi Meenung net deelt. Mä datt een dat muss maachen an enger Situatioun,

déi awer ëmmer erëm riskéiert ze dérapéieren, dat ass eng Fro vu politescher Opportunitéit, wou ee sech wierklech muss d'Fro stellen, ob dat richtig war.

Mir mengen, et wor wahrscheinlech net richtig, fir dat an deem Abléck ze maachen, well: Wéi gëtt esou e Signal zu Moskau opgeholl, wat jo awer, an ech mengen, keen heibanne stellt dat an Zweifel, e wichtege Partner an där ganzer Diskussioun ass?

Elo fir op de Fong ze goen: Ech mengen, wien déi ganz Kris wellt verstoen, muss deen ekonomeschen Hannergrond verstoen. An et ass jo net normal, si mer dach éierlech, datt mer en Accord hei virgeluecht kréien, dee mer solle ratifizéieren, deen an zwee gedeelt ass: e politeschen Deel, deen direkt soll a Kraaft treden, en ekonomeschen Deel, vun deem mer eréischt méi spéit decidéiert hunn, datt seng Mise en vigueur elo op Enn vum Joer festgesat ass. A wie weess, wéini e wierklech a Kraaft trëtt?

Dat weist jo awer, datt e Feeler an deem ganzen Négociationssystem bestanen huet, e Feeler an deem Accord ass, soss hätt et jo net missen zu där Zweedeelung kommen. An dee Feeler, dee geschitt ass, dat ass eben, datt déi ekonomesch Situatioun vun der Ukrain zwar an der Optik vun der Europäescher Unioun analyséiert gouf, awer net an der ganzer Komplexitéit an ouni d'Rücksicht op russesch Interessen, déi awer extrem wichteg sinn.

Firwat sinn déi wichteg? Si si wichteg souwuel fir d'Ukrain wéi fir Russland. Fir Russland wor d'Ukrain e wichtege Handelspartner um selwechten Niveau praktesch wéi d'Europäesch Unioun. Dat ass den Intérêt économique vun der Ukrain. An déi zwee Länner gehéieren zur Zone de libre-échange vun der Communauté des États indépendants. Déi zwou Economie sinn zënter de Sowjetzäite komplett anenee verstréckt.

Dat heescht, datt all Ännerung an der ekonomescher Landschaft vun der Ukrain natierlech Konsequenzen huet op d'Ekonomie vu Russland. An dat geet ganz wäit, dat geet zum Beispill a Chaînes de production: Et gëtt Helikopteren, et gëtt Fliger, déi zum Deel a Russland produzéiert ginn, dann en Deel an der Ukrain, dann erëm zréck. Dat gëllt fir vill industriell Produkter, an all Ännerung vun der Economie, vun der Struktur vun der Economie an der Ukrain huet selbsterständlech Répercussionen op Russland.

Wann also elo d'Standard gewiesselt gi vun der Economie an der Ukrain, well se den Acquis communautaire müssen iwwerhuelen an eis Standarden applizéieren an hirer Industrie, bedéngt dat éischters enorm Investitiounen, mä et bedéngt och eng Incompatibilitéit an Zukunft téschent der Economie vun der Ukrain a vu Russland, wat natierlech eng Perte fir Russland ass, dat sech jo och da muss ëmstellen.

Dat heescht, datt déi gemeinsam Produktioun vu verschiddene Saachen net méi ka funktionéieren. Et heescht, datt déi Produiten an der Ukrain, déi während der Iwwergangszäit produzéiert ginn, net méi kënnen écoléiert ginn an hiren traditionelle Mäert an och net hei kënnen écoléiert ginn, well se d'Standard vun der Europäescher Unioun net erfëllen, mat där Konsequenz, datt se dann zu Dumpingpräisser an deenen anere Länner vun der Wirtschaftszon vun der Gemeinschaft vun den onofhängege State verkaaft ginn. Och dat huet negativ Répercussionen op Russland.

Dat heescht, Russland steet virun enger ganz schwéierer Situatioun: Éischtens, duerch déi gemeinsam Zollunioun, déi da soll kommen, kënnen Produite vun Weste relativ liicht a Russland kommen a russescher Produktioun op der Plaz Konkurrenz maachen. Zweetens, duerch d'Wiessele vun de Standarden kann déi gemeinsam Produktioun net oprechterhale ginn a russesch Produite kënnen jo och dann net méi an der Ukrain verkaaft gi wéi bis elo, well déi russesch Standarden net méi deene vun der Europäescher Unioun entsprechen, déi jo dann an der Ukrain gëllen. An drëtens ass et de Risiko vun engem Dumpingécoulement an der Ukrain.

Dat alles sinn eescht Considérationen a si hätte misse gekuckt ginn deen Abléck, wou deen Accord négociéiert gouf.

Ech gesinn, meng Zäit ass bal eriwwe, dofir wëll ech mech elo ganz kuerzfaassen.

Fir eis als ADR ass et kloer, datt mer wëllen och deen Accord mat der Ukrain ratifizéieren, well et ass jo am Interess vum deem Land, datt seng Economie sech verbessert. Awer mir wëilten dat maachen, wa mer e Gesamtpak hei leien hunn, fir datt mer wëssen, datt och déi rus-

sesch ekonomesch Interesse mat berücksichtigte sinn. Well dat géif och dozou bäidroen, fir déi ganz Krisensituatioun an der Ukrain ze entschärfen.

Dofir enthalte mir eis bei deem Projet iwwer d'Ukrain an hoffen, datt et méiglech ass, um Négociationssystem, deen deen eenzeg richtigen a vernünftigen ass, eng Léisung ze fannen, déi alle Partner an alle Parteien an dëser Situatioun - a geféierlecher Situatioun! - awer esou wäit entgéintkënn, datt mer dee Konflikt net méi hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kartheiser. A leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci. Bon, Här President, ech wëll meng awer trotzdem relativ kuerz Riedezäit dozou benotzen, fir nozeweisen, dass d'Problemer zwar deelweis och op der Plaz selwer - a Georgien, a Moldawien, an der Ukrain - leien, mä dass d'Problemer awer och an de Verträge selwer leien, déi mer hei sollen unhuelen, an dass déi Verträge selwer och d'Situatioun an deene Länner méi komplizéiert maachen.

Déi Verträge heesche jo Associéierungsverträge. Mä entgéint deem, wat den Numm suggeréiert, handelt et sech ëm Verträge, déi déi europäesch Regeln aféieren an deene Länner. Et handelt sech net ëm gläich Verträge téschent Länner.

De Rapport vun der Rapportrice seet dat och ganz onverblimmt. Et steet am Rapport dee saz: «L'accord constitue de fait un agenda de réforme pour l'Ukraine» - déiselwecht Formulierung féint ee bei Georgien a bei Moldawien erëm -, «basé sur un programme exhaustif de transposition de la législation européenne dans le droit ukrainien (géorgien, moldave).»

Huele mer zum Beispill ganz konkret den Accord mat der Ukrain. 355 vu bal 465 Säiten, ouni d'Annexen, si Fräihandelsaccord. Et geet ëm d'Ofschafung vun den Handelsbarrièren, wat jo nach normal ass bei engem Fräihandelsaccord, mä et geet awer och ëm dee ganzen Deel vun den europäeschen Traitéen, deen d'fräi Zirkulatioun vun de Wueren, um Kapital, vun de Servicere, vun der Propriété intellectuelle betrëfft. Et geet ëm d'Opmaache vun de Marchés publics. Et geet ëm d'Begrenzung vun de Statshëlfele an deene Länner. An och wa gewësse Sauvegarden zwar an enzelnen Accorden drastinn, handelt et sech en fait ëm de wirtschaftlechen Uschloss vun deene Länner un d'Europäesch Unioun.

De Rapport seet jo selwer: Déi Accorde gi méi wäit wéi klassesch Fräihandelsaccorden. Et muss een derbäisoen: Déi Accorde maachen am Fong geholl déi politesch-ekonomesch Standarden vun der Europäescher Unioun och zu politesch-ekonomesche Standarden vun deene Länner.

Also mam Resultat, dass bei der Öffnung vun deene Länner zu de Weltmäert, déi jo och als eent vun den Ziler hei genannt gëtt vun deenen Accorden, d'EU automatesch mat derbäi ass. An dat geet bis an déi intern Governance vun deene Länner eran. Do sollen déiselwecht makroekonomesch Prinzipie gëlle wéi an der EU, also déiselwecht eesäitig neoliberal Reformen.

Zum Beispill den Artikel 343 vum Accord mat der Ukrain - et wonnert mech iwwregens, dass hei keen eng Duerstellung mécht iwwerhaupt zu deem, wat an deenen Accorde steet -, am Artikel 343 vum Accord mat der Ukrain steet, dass d'Ukrain alles a Bewegung setze muss, fir hir Politicke progressiv deene vun der EU unzepassen, no de Leitprinzipie vun der makroekonomescher Stabilitéit.

A wéi mer wëssen, och aus eiser eegener Erfahrung, gëtt et do e ganzen Apparat vu Kritären an Instrumenter, fir dat ze moossen, ausgehört no der Angebotsökonomie, dat heescht, no den Interesse vun de privaten Investisseuren a Geldgeber, an net no den Interesse vun de Statsbudgeten, vun de Salariéen, vun de Konsumenten. Do sinn och spezifesch technokratesch Kontrolle virgesinn, e sougenannte Monitoring. An anere Wieder: D'EU deet deene Länner en ekonomesche Corset un, deen hire politeschen Handlungsspillraum an domat automatesch hir demokratesch Souveränitéit aschränkt.

An am Fräihandelsaccord ass esouguer e ganz zwéngende Mechanismus virgesinn, dat ass dee sougenannten „règlement des différends“.

Wourëm handelt et sech do? Et handelt sech ëm déi ominéise Schiedsgerichter, vun deene vill rieds geet bei internationalen Handelsaccorden, beim TTIP mat Amerika. Déiselwecht Schiedsgerichter also, géint déi an Europa d'Zi-

vilgesellschaft Stuerme leeft - Gewerkschaften, Associatiounen, Ëmweltverbänn an esou weider -, ginn hei duerch den Drock vun der EU an esou Verträge erageschriwwen.

An et versteet een dann och besser d'Verhandlungstaktik, déi jo esou geheim ass, vun de Verhandler vun der Europäescher Unioun an deene Verträge. Et versteet een da besser, firwat et eigentlech ëm d'Afëierung vun deene Schiedsgerichter geet beim TTIP, beim TiSA, obschonn no bause gesot gëtt, dass nach doriwwe muss diskutéiert ginn. An et versteet een och besser, firwat am CETA-Vertrag zum Beispill mat Kanada déi Schiedsgerichter drastinn.

Weider wëll ech nach agoen op en aneren Aspekt vun deenen Accorden. E steet an allen Accorden dran, an dat ass deen, dass d'Ukrain, Georgien, Moldawien sech solle bedeelegen an hir Bedeelegung nach solle steigern an zivilen a militäreschen Operatiounen vun der Europäescher Unioun bei der Krisebewältigung. „Zivilen“ a „militäreschen“ steet ausdrécklech dran. A well jo d'militäresch Kooperatioun vun der EU gebonnen ass un déi mat der NATO, dat ass en Zil vum Lissabon-Vertrag, schléisst dat selbsterständlech esou eng Kooperatioun och mat der NATO mat an.

A mir wëssen och, dass déi Kooperatioun mat der NATO an der Ukrain selwer oder zum Beispill a Georgien eng Roll spillt, scho jorelaang! Iwwregens d'Ukrain war och um Irak-Krich, um illegalen Irak-Krich vun den USA, bedeelegt als „willing partner“ deemools an der Koalitioun vun deenen, déi fräiwëlleg mat den USA mat an de Krich gezu sinn, deen illegal war nom Völkerrecht.

Et handelt sech also hei, wann een d'Bilanz zitt vun deenen Accorden, ouni Zweifel ëm e souwuel strategesch wéi politesch wéi wirtschaftlecht Abezëie vun deene Länner an dat, wat een normalerweis nennt: den „westlechen Aflosskrees“, obschonn een och doriwwe laang kann diskutéieren, well et freet e sech, wat Australien zum Beispill oder Japan mam Westen ze dinn hunn, geografesch.

Déi Accorde reie sech och an a geopolitesch Iwwerleeungen, a mir mengen, dass déi Iwwerleeungen, déi do méiglecherweis dohannertstinn, op Dauer net kënnen friddensstëftend sinn, och wa se sech hanner wichtege a richtige Begrëffer vun Demokratie a Mënscherechter verstoppen. Well, et ass och schonn hei vun anere Riedner gesot ginn, an all deene Länner gëtt et eng komplizéiert Zesummesetzung, wat d'Populatioun ugeet wéi och d'Ausrichtung vun de Wirtschaftsrelatiounen.

Mir kënnen d'Problematik an der Ukrain. A Moldawien huet eng Ëmfro d'lescht Joer erginn, dass 44% vun de Leit fir e Rapprochement mat der EU sinn a 40% fir e Rapprochement mat deem sougenannten „euraseschen Raum. D'Volle ass also och do gespléckt. Och a Georgien gëtt et autonom Provënzen, déi éischter no Russland kucken.

Et steet eis net un, fir dat ze bewäerten, déi Fakten, déi do bestinn. Mä ech mengen, mir müsse se awer a Betruuecht zéien. An ech mengen, mir däerfen eis net als EU wéi en Elefant am Parzelläinsbuttek do verhalen. An ech mengen awer, dass mer dat deelweis maachen.

Mir kënnen duerfir, Här President, deenen dräi Accorden hei, dat si jo dräi Votten, net eis Zoustëmmung ginn, an dat aus zwou Hauptsaachen:

Éischtens, déi Accorden hei enthalen alles dat, wat mer un der Ausrichtung vun der Europäescher Unioun kritiséieren. A mir si fest dovun iwwerzeegt, dass déi Accorden an deene Länner wäerte souwuel ekonomesch wéi sozial an eng Sakgasse féieren. Zum Beispill huet déi ukrainesch Regierung schonn eng ganz Rei vu Mesuren ugekënnegt, wat d'sozial Leeschtungen ugeet, den Ofbau vu Leeschtungen, Entloosungen am éffentlechen Déngscht, Reduzéierung vun de Léin, Präiserhéijungen. Och well e Kredit dohannert ass vun Internationale Währungsfong, deen, wéi mer jo wëssen och aus anere Länner, zu esou Moosnamen zwéngt, an och d'Europäesch Unioun zwéngt zu esou Moosnamen. Dat sinn déi Reformen, déi verlaangt ginn.

Et muss een iwwregens och hei bedenken: Mir diskutéieren hei net iwwer e Bäitritt zur Europäescher Unioun. Hei ginn zwar nei Wirtschaftsraim geschafen, virun allem am Intérêt vun de westeuropäesche Länner, mä d'Leit, déi an deene Länner wunnen, kréien net am Géigenzuch den Avantage, fräi reesen ze kënnen zum Beispill, a si kréien och net den Avantage, politesch matzestëmmen an der Europäescher Unioun.

Zweetens si mer géint déi Verträge, well déi Verträge mat deene Länner aus deene fréiere Sowjetrepubliken an där doter Form an zu där doter Zäit riskéieren, eng schonn ugespaante Situatioun weider zouzespéizen.

Fir direkt kloerstellen: Mir mengen net, dass Russland iergendeppes ze bestëmmen huet iwwer déi dräi Länner do. Datmenge mir net. D'Europäesch Unioun awer och net!

Mir hunn d'Annexioun vun der Krim zum Beispill ganz kloer condemnéiert. Mä et ass wuel hei an dësem Raum awer net ze contestéieren, an ech mengen, et gëtt och net contestéiert, dass den Associatiounsvertrag mat der Ukrain - an dat war virun der Annexioun vun der Krim - den ekonomeschen Hannergrond war vun enger geféierlecher Eskalationsspiral, op déi ech hei aus Zäitgrënn net kann agoen.

Et gëtt och an deenen dräi Länner grouss ekonomesch Relatiounen mat Russland, an allen dräi Länner, an an der Ukrain anscheinend souguer méi, a Prozenter, wéi mat der Europäescher Unioun.

Mir mengen duerfir, dass een d'Bréckefunktioun vun deene Länner soll betounen, dass ee keng exklusiv Handelsvertrag soll maachen. Dee Vertrag hei ass jo, wat säin Handelsundeel ugeet, deen awer zwee Drëttel vun deem Ganzen ausmécht, suspendéiert bis Enn vum Joer. Mä wann do keng Eenegung fonnt gëtt, dann trëtt en a Kraaft, well mir stëmmen en elo mat sengem ganzen Inhalt. Mir stëmmen net en Deel dovun haut, mir stëmmen de ganzen Inhalt.

Duerfir mengen ech ofschléissend, Här President, dass dës Accorden net wäerten derzou bäidroen, déi wirtschaftlech, sozial, politesch a militäresch Lag an deene Länner ze berouegen. Au contraire, si wäerte se nach verschlëmmen, an duerfir kënnen mir deen Text hei net stëmmen.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Urbany. An elo huet direkt den Ausseminister d'Wuert, den Här Asselborn.

Prise de position du Gouvernament

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, ech war perséinlech dobäi, wéi op d'Initiativ vu Polen - am September, mengen ech, war et, oder Oktober 2008 -, virun allem vun der polnescher Säit gesot ginn ass: „Bon, mir hunn de Processus de Barcelone, mir hunn d'Union pour la Méditerranée. Mir brauchen och elo eng Struktur am Osten, ausserhalb vun Europa, nämlech déi Éstlech Partnerschaft.“ An déi ass dann dunn, wéi och hei gesot ginn ass, 2009 jo zu Prag an d'Liewe geruff ginn.

Vläicht fir direkt de Sprong ze maachen elo op 2013 an den November, op déi berühmt Réunioun zu Vilnius, do ass jo mat Georgien a mat Moldawien en Accord paraphéiert ginn, an d'Ukrain ass zimlech am leschte Moment ofgesprongen.

Bon, dunn ass eng aner Evolutioun komm, sou dass no de Wahlen am Mee an der Ukrain et méiglech ginn ass, fir den Associatiounsaccord mat Georgien, mat Moldawien an dann och mat der Ukrain ze ënnerschreiw, well eng nei Regierung do war, déi domadder d'accord war.

Nun, ech mengen zu deem, wat den Här Urbany och hei évoquéiert huet, dass een net soll ze vill wäit siche goen.

Wat ass d'Zil vun deenen Accorden? Et däerf een net alles verdäiwelen. D'Zil ass et a mengen Aen, dass een am Energieberäich, dass een am Transportberäich, dass een am Ëmweltschutz, dass een an der Industrie, dass een am Mëttelstand, an der Educatioun eng besser Zesummenaarbecht kritt téschent der Europäescher Unioun, de Länner vun der Europäescher Unioun an eben de Länner aus der Éstlecher Partnerschaft.

Ech géif och mengen, Här Urbany, mir däerfen net... Bon, intellektuell ass alles méiglech, mä TTIP, Investoreschutz, ISDS, et kéint een alles op d'Tapét bréngen. Mä ech wëll awer hei soen, dass Investoreschutz jo vu vieren näischt Negatives ass! Investoreschutz duerch Arbitrage ka méi fair sinn, méi propper sinn, wéi wann een der Justiz aus Länner ausgeliewert ass, déi net der Rechtsstaatlechkeet entsprechen.

An och an der Europäescher Unioun gëtt et esou Länner. Ech kann lech eent nenne mat engem U, bei deem ech net sécher sinn, ob d'Justiz wierklech fräi ass, ob se souverän ass, ob se net ofhängeg ass vun der Regierung.

An duerfir, kommt, mir diskutéieren doriwwe, wa mer iwwer den TTIP schwätzen. Do kréie mer nach Geleeënheet, iwwer den ISDS ze diskutéieren. Do ass jo virun allem och vun der Zivildgesellschaft d'Kritik dorop hinachéiert, ob een téschent den USA an der Europäescher Unioun - Länner, déi alleguerde praktesch an der OCDE sinn -, ob een do deen Investoreschutz an där Form, wéi en elo besteet, brauch. Mä do si jo Aarbechten amgaangen, fir dovunner ewechzekommen.



Ech géif och ennersträchen hei an der Chamber, Här President, dass mer déi Accorden do net nëmme mat der Éstlecher Partnerschaft maachen, mat deene Länner, mä dass mer och amgaange sinn, mat Tunesien a mat Marokko esou Accorden auszeschaffen.

Vläicht ass dat e wéineg ze kuerz komm, ob-schonn déi Debatt hei mer ganz gutt gefall huet, mä d'Visumfräiheet ass och an deem Kader vun der Éstlecher Partnerschaft diskutéiert ginn, fir d'Kontakter tëschent de Gesellschaften, tëschent de Leit méi ze intensivéieren. A mat Georgien an och mat der Ukrain ass de Prozess amgaangen. A mat Moldawien ass schonn e ganz gutt Resultat ze verzechnen.

Ech wëll och hei soen, Här President, dass Der beim Accord, deen Der hei an der Chamber wäert ofstëmmen, berouegt kënn sinn, dass deen Accord och am Kapp vu kengem géint ee gericht ass! En ass och net géint Russland gericht, douds'écher net.

Vläicht kënn Der lech drun erënneren, wann Der déi Debatt 2008-2009 suivéiert hutt, dass Russland eigentlech och gefrot gi war, fir matzemaache bei där Éstlecher Partnerschaft. Ech muss och hei soen, dass leider d'Europäesch Unioun a mengen Aen net genuch insistéiert huet, leider, wann een d'Entwécklung kuckt, wat fir eng Tournure dass se kritt huet.

Wat Russland ugeet, vläicht nach ee Wuert: Mir haten 2005, wéi Der wësst, déi lescht Présidence. An do hu mer, do huet de Premierminister Juncker déizäit - dat war jo nach deen ale Regime - als Vertrieeder vum Conseil vun der Europäescher Unioun zu Moskau am Mee, genee den 9. Mee 2008, fir d'Europäesch Unioun mam President Putin déi véier „space agreements“ ennerschriwwen, wat schonn en imment Stéck war no vir an der Kooperatioun tëschent der Europäescher Unioun a Russland.

A mir waren um Punkt - mir waren um Punkt! -, mir hunn 2008 ugefaange mat engem vill méi déiwen Associatiounsaccord mat Russland, dee vill méi déif nach war, wéi dee mat deenen dräi Länner, deen Dir zum Vote hutt. Bon, dat ass dann du gescheitert, well d'russesch Säit eng aner Direktioun geholl huet, nämlech fir déi ekonomesch Unioun mat Wäissrussland a mat Kasachstan an och mat Armenien, déi jo haut dra sinn, ëmzesetzen.

Vläicht ass och wichteg, dass mer als Lëtzebuerger ëmmer erëm widerhuelen: D'Noperschaftspolitik an d'Politik fir den Élargissement, also d'Erweiterungspolitik, dat sinn zwou verschidde Saachen, och wann natierlech déi eng déi aner net ausschléisst vu vireran. Mä mir hunn och an der Terminologie elo fir Riga dee richtige Wee fonnt, wou selbstverständlech gesot gëtt, dat wier net dee leschte Schrëtt an der Zesummenaarbecht tëschent deene Länner an der Europäescher Unioun. Mä do gëtt et eng grouss Nuance oder grouss Differenzen, wann ech esou därer soen, an der Europäescher Unioun, wat déi méi ëstlech Länner ugeet a wat d'Pays fondateurs zum Beispill ugeet, wat ee soll aus der Noperschaftspolitik eraushuelen.

Ech wëll vläicht ganz kuerz och dann op déi verschidde Punkten nach hei agoen. D'Europaparlament huet, wéi Der wësst, déi dräi ratifizéiert am September, am November an am Dezember. A vläicht liesen ech lech och déi Länner vir, déi scho ratifizéiert hunn: Bulgarien, Dänemark, Estland, Lettland, Litauen, Malta, Rumänien, Schweden an d'Slowakei. An et sinn néng Länner esou wäit wéi mir, fir dat och elo ze maachen an den nächste Wochen: Irland, Ungarn, Polen, Spuenien, Kroatien, Finnland, Frankräich, Holland a Groussbritannien.

Dat heescht, ech wëll wierklech am Numm vun der Regierung lech Merci soen, dass mer och virum Sommet vu Riga dee staarke Message hei ginn, an ech wëll der Madame Claudia Dall'Agnol Merci soe fir hir Aarbecht hei, a selbstverständlech och dem Här Angel, deen hoffentlech ganz séier erëm op d'Bee kënn an an Zukunft och net fäert, fir erëm an e Bus ze klammen.

(Hilarité)

Här President, Georgien. Georgien: d'Rechtsstaatlechkeet, d'territorial Integritéit, d'Demokratie, de Respekt vun de Mënscherechter, dat si Valeuren, déi mer wëlle wierklech mat deene Länner méi deelen. An dat ass vun enger enormer Wichtigkeet an enger Regioun, wou nach immens vill Konfliktpotenzial besteet, wéi Der dat wësst, am Südkaukasus. Tbilissi zum Beispill hat e President, dee gewësse Particularitéiten huet. Mä dat huet sech awer alles geluecht. An déi europäesch Normen, wa mer mat hinne driwwer schwätzen, si kritiséieren eis, mir kritiséiere si vläicht, mä et kënn een awer virum domat.

Ech mengen awer och, et war ugeschwat ginn och hei, wat d'Resultater wiere bis elo. Ech kann lech just matdeelen, dass e Plus vu 50% - vu 50%! - am Commerce de Moment schonn

ze verzechnen ass mat Georgien.

Wat Moldawien ugeet, do ass alles richteg hei gesot ginn. De Méindeg hate mer zu Bréssel eng Réunion vun den Ausseministere mat der neier an aler Ausseministesch Natalia Gherman. De Premierminister, eise Premierminister huet och de Premierminister vu Moldawien gesinn. Bon, ech hoffen, dass déi nei Regierung an deem nämlechte Sënn virufiert wéi déi virdrun. Et ass en anere Premier do, mä och a Moldawien ass et esou, dass d'Korruptioun - d'Korruptioun -, fir dass de Stat ka fonctionnéieren, un alleréischter Plaz steet.

Hei si mer bei de Visumliberaliséierungen. Här President, do sinn 300.000 Moldawen, déi hunn, zënter dass dat a Kraaft ass, d'Europäesch Unioun besicht, ouni grouss Problemer. An och dat ass eppes, mengen ech, wat een awer muss positiv kënnen ervirsträchen. Och: D'Moldawen hunn 2.000 europäesch Standarden elo adoptéiert, dat sinn 11% vun alle Kritären, déi an deem Accord virgesi sinn. Wat d'Exportatiounen ugeet vu Moldawien an d'Europäesch Unioun, esou si se ëm 20%, Här Adam, schonn eropgaangen, a souguer ëm 31% an dem Beräich vun de Landwirtschaftsprodukter.

Bon, Moldawien: Deen Accord ass gemaach fir déi ganz Republik Moldawien, och fir Transnistrien, well 80% vum Commerce vun der Regioun gi mam Rescht vu Moldawien an d'Europäesch Unioun eragefouert.

Nun zu der Ukrain e Wuert oder zwee. Also, den Här Gusty Graas huet dat jo ganz fein hei gesot: „D'Diplomatie muss de Lead hunn.“ Bon, an der Aktioun, mä natierlech muss een och, wann ee vläicht net am Parlament ass, mä an enger Regierung ass, sech dann e wéineg bezähmen.

Mä ech géif dat heite soen: D'Ukrain ass, Här Mosar, douds'écher keng ideal Demokratie. Do si mer eis eens. Mä - mä! - ech soen lech awer hannendrun: Et gëtt awer keng Ursaach, dass d'Ukrain sech et muss gefale loosse, militäresch destabiliséiert ze ginn! Dat, mengen ech, muss mer awer an eisem Kapp hunn, wa mer iwwert d'Ukrain schwätzen. Do ass eppes geschitt, a mengen Aen, wat awer trotzdem géint d'internationaalt Recht geet.

Den Här Kartheiser huet gesot, et sollt een net vun Annexioun schwätzen, mä d'internationaalt Recht erlaabt net, dass ee mat militärescher Gewalt een Deel vun engem Land ewechhëlt an et domadder annekéiert. Wann dat d'Regel ass, da si mer an engem Domän, wou d'Gesetz vun deem Stärkste priméiert, an ech mengen, als klengt Lëtzebuerger Ländchen hei solle mer wierklech ganz, ganz gutt oppassen, wa mer dat kommentéieren. Dat ass dat, wat et ass, net méi, awer och net manner. An duerfir: Loosse mer do vläicht och hei an der Chamber eng Linn drabehalen! Dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeugung.

Ech mengen och, dass deen Associatiounsaccord e wichteg Signal ass vu Solidaritéit mat der Ukrain. Bon, et kann een de Majdan interpretéieren, wéi ee wëllt. An ech géif och direkt soen, fir verschidde Kriticken, déi hei opbruecht gi sinn, och mat ze deelen: War et richteg, war et falsch, dass d'Europäesch Unioun am Fong viru Vilnius d'Ukrain virun de Choix gesat huet, entweder Russland oder Bréssel, entweder Russland oder d'Europäesch Unioun? A mengen Ae war dat net ganz richteg!

Mir hunn dat aus enger Perspektiv deemoos gesinn, dass ee gesot huet: Et muss een Drock opbauen. Et muss een dat maachen, soss gëtt dat näischt. Dir hutt gesinn, dass Armenien ofgesprongen ass an deem Moment. Mä trotzdem, haut gëtt et jo awer e ganz anere Reflex vis-à-vis vun Armenien. Wa mer elo op Riga ginn, gëtt versicht, fir Armenien erëm iergendwéi mat an d'Boot eranzekréien. An ech mengen, dat ass op jidde Fall meng Iwwerzeugung, wann een haut dat ze maachen hätt, géif ee mat méi enger grousser Sensibilitéit dorun erugeen. D'Ukrain ass russesch, an d'Ukrain ass och europäesch. An ech mengen, dass mer an der Unioun do wollten eng Trennlinn maachen, déi net fonctionnéiert huet.

Bon, Dir wësst, dass Gewalt Géigegewalt produzéiert huet an der Ukrain. Dorobber brauch ech net anzegoen an ech sinn och effektiv mat jiddwerengem d'accord, dee seet, dass de Problem haut vun der Ukrain selbstverständlech awer un alleréischter Plaz déi Destabiliséierung ass. Wann een an esou engem Land ze liewen huet, wou bis elo 6.000 Leit gestuerwe sinn, wou Honnerttausenden op der Flucht sinn, da muss een domadder ufänken: An der Ukrain ass Krich! An der Ukrain ass militäresch agegraff ginn, an ech mengen, d'Souveränitéit vun der Ukrain, et muss ee ganz kloer ennersträchen, dass dat géint dee Prinzip geet!

Natierlech ass de Problem vun der Ukrain d'Korruptioun. Ech hoffen, dass och wat d'Ve-

fassung ugeet, dass wat d'Wahlrecht ugeet, dass do jo en Usaz elo do ass, dass déi Reforme weidergedriwwen ginn. A mir hunn dat bei alle Geleeeheiten och als Europäesch Unioun eise Partner vun der Ukrain matgedeelet.

D'Fro, déi sech gestallt huet - ech mengen, et war den Här Kartheiser: Firwat d'Normandie-Format? Bon, do kéint ee laang driwwer streiden, ob dat richteg ass oder falsch ass. D'Resultat, dat mer awer trotzdem erauskritt hunn, ass, dass Däitschland a Frankräich um Niveau vun hire Presidenten et fäerdegbruecht hunn - wat héchstwahrscheinlech keen aneren an der Struktur vun der Europäescher Unioun fäerdegbruecht hätt -, fir dat Minsk II do op d'Been ze kréien.

Ech hat mer e Méindeg erlaabt, fir ze soen, dass Minsk II eng ganz zaart Planz ass, déi een net därer ofbriechen, wou ee muss ëmmer erëm Waasser derbäischëdden, fir dass se wiisst. Rien n'est fait! Et sinn och no Minsk II, nom - de wéivillte war et, den 13. Februar, 11. Februar? - nach vill Leit ëmkommen an där Regioun. Mä trotzdem muss een awer festhalen: Déi schwéier Waffen - an der Tendenz - schéngen awer ewechzekommen. Et sinn Efforte gemaach ginn, fir d'Prisonnéier ze libéréieren.

A wann dat och gemaach gëtt, wat jo eigentlech den „core“ dovunner ass, dass d'OSZE d'Méiglechkeet kritt, vu 500 op 1.000 Observateuren ze kommen, da mengen ech, dass awer och eng kleng Chance do ass, fir dass op jidde Fall emol d'Waffe rouen! A wann d'Waffe bis rouen, dass een dann an eng Situatioun erakënn, wou kënnen och politesch Gespréicher da gefouert ginn, wat ee mat deem Deel vun der Ostukrain mécht.

Ech géif warnen do virdrun, dass mer do einfach akzeptéieren, dass dat en zweet Transnistrien gëtt oder en zweet Abchasien gëtt. Wann dat d'Resultat ass, dann huet och d'Europäesch Unioun mat versot! Et ass evident, an duerfir kéint ech mer awer virstellen, dass - an ech soen nach e Wuert zu de Sanktiounen - wierklech och mer probéiert hunn, deen Drock opzebauen op Russland, fir dass déi Stabilitéit vun der Ukrain erëm kann hiergestallt ginn.

Dir hutt hei indirekt d'Sanktiounen ugeschnidden. D'Sanktiounen, emol virewech, dat ass ee Moyen, een Instrument vun der Diplomatie. Sanktiounen stinn zu New York an der Charte des droits de l'Homme mat um Fächer vun all deene Méiglechkeeten, déi een huet.

Mir hunn de Moment véier Zorte vu Sanktiounen: Déi éischt Sanktiounen, déi mer decidéiert haten, dat waren déi géint de Janukowytsch a géint verschidde Leit a sengem Krees ronderëmmer. Déi sinn elo verlängert gi bis de 6. März 2016.

(Interruption)

Jo?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, Här Minister, Är Zäit leeft fort...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dann halen ech op, dann halen ech op! Merci.

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, maacht d'Konklusiounen!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, ma neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Maacht d'Konklusioun, wann Der wëllt.

(Interruption)

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, ech muss net hei.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, Dir maacht d'Konklusioun, mä Dir hutt...

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, neen, ech wollt...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et ass nun emol d'Reglement an dat gëllt fir jiddweren.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Neen, also ech respektéieren Äert Règlement. Wann Der mer nach zwou Minutte gitt, Här President,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann d'Chamber domat d'accord ass?

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - ...dann huelen ech déi véier Sanktiounen, d'accord?

► **Plusieurs voix.** - Bien sûr!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà, do gestitt Der!

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Dir sidd mëtschgeweg!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir musst net direkt ophalen.

► **M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et européennes.** - Sou, déi éischt... Ech muss elo erëm eng Keier ufänken, soss verstitt Der näischt.

(Hilarité)

Déi éischt Sanktiounen ware géint de Janukowytsch - da lauschtert! -, déi si verlängert elo de Moment bis de 6. März 2016. Déi zweet Sanktiounen ware géint d'Separatisten a géint den „inner circle“. Déi si verlängert bis de 15. September 2015. Déi drëtt Sanktiounen waren en rapport vun der Krim - et deet mer leed: vun der „Annexioun“ vun der Krim -, déi sinn och fir ee Joer verlängert. Bis den 23. Juni 2014 hu se gezielt, déi ginn ee Joer verlängert bis dann ee Joer do duerno.

An da kommen déi wichtegst, dat sinn déi sektoriell Sanktiounen, d'Sanktiounen, déi verschidden ekonomesch Gebidder betreffen. Déi sinn decidéiert ginn den 31. Juli 2014 an déi gëlle bis den 31. Juli 2015.

Sou, mir - Lëtzebuerg, entgéint aneren an der Europäescher Unioun - hunn eis derfir staark gemaach an deene leschten Deeg - an ech hoffen, dass dat och d'Resultat ass vum Conseil européen -, dass mer elo de Moment am März um Conseil européen keng Décisioun doriwwer huelen, dass mer déi huelen am Juni an dass mer also Sputt hunn, fir ze kucken, wéi Minsk evoluéiert.

Dat ass d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung. Et ass och d'Positioun vun anere Regierungen. Net vun allen. Et ware Länner do, geschter nach zu Bréssel, déi gesot hunn, mir missten eigentlech elo direkt déi Sanktiounen verlängere fir e Joer. Dat ass net eis Positioun. Ech wollt dat just hei soen.

Mir sinn als Lëtzebuerg solidareschen ëmmer gewiescht mat deenen Décisiounen a mir bleiwen dat och an Zukunft. Mä mir mengen awer, dass d'Sanktiounen géint Russland oder géint..., virun allem géint Russland jo keng Fin en soi sinn, mä dass et e Mëttel ass, fir Bewegung eranzebréngen, a wa Bewegung erakënn, wann de Friden eng Chance kritt, dass een da selbstverständlech och muss iwwert d'Sanktiounen nodenken, op Englesch gesot, iwwert den „reverse“ vun de Sanktiounen.

Merci, Här President, an entschëllegt!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Kee Problem. Dir gesitt, wéi interesséiert d'Chamber un der Aussepolitik ass. A wann et muss sinn, kritt den Ausseminister dann eben e puer Minutte méi. Merci.

Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen ukomm. Ech géif lech proposéieren, esou wéi dat soll sinn, eenzel iwwert déi Projeten ofzestëmmen. Fir d'Éischt de Projet 6730 betreffend Georgien.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6730 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen an dann d'Procuratiounen. An d'Ofstëmmung ass eriwwer.

Deen Accord ass mat 58 Jo-Stëmmen, bei 2 Nee-Stëmmen uegholl.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdung, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Gusty Graas), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Dispens vum zweete Vote?

(Assentiment)

D'accord. Merci.

Da komme mer zum Accord betreffend Mol-dawien. Dat ass de Projet 6731.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6731 et dispense du second vote constitutionnel

Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vote ass eriwuer.

Datselwecht Resultat: 58 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Nancy Arendt) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.

Ont voté non: *MM. Justin Turpel et Serge Urbany.*

D'Dispens vum zweete Vote, sidd Der d'accord?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

An dann dee leschten Accord ass dee betreffend d'Ukrain, de 6732.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6732 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. D'perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen. An de Vote ass ofgeschloss.

De Projet ass uegheoll mat 55 Jo-Stëmmen, 2 Nee-Stëmmen an 3 Abstentiuonen.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, M. Paul-Henri Meyers, Mme Octavie Modert, MM. Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter (par Mme Martine Mergen) et Laurent Zeimet;*

MM. Marc Angel (par M. Alex Bodry), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferding, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: *MM. Justin Turpel et Serge Urbany.*

Se sont abstenus: *MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding.*

An nach eng Kéier: Dispens vum zweete Vote?

(Brouhaha)

Jo?

► **Plusieurs voix.** - Jo!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Dann ass dat och esou décidéiert.

Da komme mer zum leschte Projet vun de Mëtt. Do geet et ëm de Projet 6598. Et ass de Finanzementsprojet fir d'Bauaarbechten un der ZithaKlinik an d'Madame Cécile Hemmen als

Rapportrice huet direkt d'Wuert.

9. 6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik

Rapport de la Commission de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - De Modell 1, wat d'Riedezeit ueget.

► **Mme Cécile Hemmen (LSAP), rapportrice.** - Jo. Merci villmools.

Här President, Dir Dammen an Hären, Madame Minister, Här Ausseminister, mat Ongedold gëtt dësen Dag vum Vote hei an der Chamber erwaart. Bestëmmt net nëmme vun de sëllege Patienten, déi elo scho joran joraus an d'ZithaKlinik ginn a sech eng séier Modernisatioun vun dëser Klinik erhoffen. Neen, och d'Fondation des hôpitaux Robert Schuman, där d'ZithaKlinik zanter der Fusioun 2014 uegehéiert, huet an engem Schreiwes drun erënnert, dass d'Ausbauaarbechten eigentlech ganz uewen op der Prioritéitslëscht stoungen, wéi mer am November d'lescht Joer hei iwwert de Plan hospitalier débattéiert hunn.

De Projet de loi, deen de Stat soll autoriséieren, fir sech um Financement vun de Moderniséierungs- an Ausbauaarbechte vun der ZithaKlinik ze bedeelegen, gouf am Juli 2013 an der Chamber déposéiert. Den 8. Oktober huet de Conseil d'État du säin Avis derzou ofginn.

Dass d'Aarbechten an der Kommissioun zu dësem Projet awer dunn net direkt konnten traitéiert ginn, hat allerdéngs dermat ze dinn, dass de Concept médical, deen dem Gesondheitsministère am Virfeld pour approbation sollt zougestallt ginn, nach ëmstridde war. Eng Mediatioun huet sech dunn där Saach uegheoll an eréischt am November 2014 ass de Concept du vum Groupe Hôpitaux Robert Schuman validéiert ginn.

Den 10. Februar 2015 hat ech dunn d'Éier, fir Rapportrice genannt ze gi vun dësem Projet, an den 11. Mäerz ass de Rapport unanime uegheoll ginn.

Den Objet vum Gesetz ass eigentlech ganz séier resuméiert. Et geet drëms, fir dem Stat gréng Luucht ze ginn, fir sech mat ronn 55,6 Milliounen Euro un den Aarbechte vun der ZithaKlinik ze bedeelegen.

Firwat muss dann elo eigentlech esou ee spezifescht Gesetz gestëmmt ginn? Abee, dës Décisioun berout ënner anerem op dem Finanzéierungsgesetz vum 21. Juni 1999, wou de Statsrot e puermol drop higewisen huet, dass all eenzelne Projet säi Gesetz a seng eegen Enveloppe financière sollt kréien an net an engem globale Montant vu verschiddenen Investissementer gruppéiert sollt sinn.

Zanter dem Januar 2011, wou d'Gesetz vum 17. Dezember 2010 iwwert d'Reform vum Gesondheitswiesen a Kraaft ass, gëtt den Artikel 80 vum modifizéierte Budgetgesetz applizéiert, dee seet, dass all Réalisatioun um Niveau vun den Infrastrukturen oder Gebaier, wou d'Zomm vu 40 Milliounen iwwerschritt gëtt, iwwer e spezifescht Gesetz muss autoriséiert ginn. A mat dësem Projet si mer deemno an dësem Cas de figure.

E kleng Réckbléck soll drop hiweisen, dass d'ZithaKlinik oder d'Clinique Sainte-Thérèse schonn déi Blesséiert am Eische Weltkrich uegheoll huet, an ëm 1925 sinn déi éischt Spidolsinfrastrukturen hei entstanen. No an no huet d'Gebai evoluéiert an zielt haut 226 Kliniksbetter, mat engem derzougehéierenden techneschen Equipement an 30 Plaze fir d'Rééducation gériatrique.

Onnëtz op dëser Plaz ze soen, dass trotz all den Efforten, déi am Laf vun de Jore gemaach goufen, et elo wierklech héich Zäit gëtt, fir eng global Modernisatioun an d'A ze faassen an esou den Exigence vum Confort vun de Patienten bis hi bei d'Sécherheets- an d'Hygiënemoossnamen (veuillez lire: d'Sécherheets- an d'Hygiënennormen) nozekommen.

Ech erënneren drun, dass d'ZithaKlinik am Spidolsplang vun 2009, deen de Moment jo nach en vogueur ass, ëmmerhin aklasséiert ass als Hôpital général, wou d'Aktivitéit spezifesch op déi medezinesch a chirurgesch Prise en charge fir déi Erwuessen ausgeriicht sinn.

De Projet vum neie Spidolsplang, deen den 11. Februar am Regierungsrat guttgeheescht gouf an elo beim Statsrot läit, considéiert natierlech d'Fusioun vun der ZithaKlinik mat der Fondation François-Elisabeth, déi elo zesumme mat der Clinique Dr. Bohler, dem Hôpital Kirchberg an der Clinique Sainte-Marie vun der Fondation des hôpitaux Robert Schuman géréiert gëtt.

Aus dësem Projet geet ënner anerem ervir, dass op den 1. Januar 2017 ronn 600 Kliniksbetter

solle virgesi ginn, géintwuer 631 am Joer 2014, mat deenen de Grupp bis elo geschafft huet.

Et ass deemno eng absolutt Nécessitéit, dass d'ZithaKlinik elo op schnellstem Wee Moderniséierungs- an Ausbauaarbechten an Ugrëff hëlt, an dat ganz am Sënn vum Confort vum Patient, der Moderniséierung vun de medico-technesche Servicer an der Augmentatioun vun de Capacitéite fir ambulante Traitement. Dat heescht, sech méi Moyene ginn, fir de kuerzen Dagesopenthal mat dem derzougehéierenden Ofbau vun de stationäre Better.

Opground vun engem gutt iwwersichtleche grafesche Plang hunn d'Membere vun eiser Santéskommissioun d'Aarbechten an hire verschiddenen Etappe gewisen an och erkläert kritt.

D'Preparatiounsarbechte beinhalten d'Schafe vun engem neie Service de Dialyse, eng provisoiresch Zesummeleung vun den zwee Sitte mat den Operationsbléck an dem Schafe vun engem provisoiresch Service fir Endoscopien.

Weider Etappe sinn dann d'Ofrappen an och den Opbau vum Gebai an der Antwerpenerstrooss, wou niest de Parkplazen am Sous-sol, an och soss Raim fir d'Haustechnik, nei Servicer wäerten hikommen, wéi Röntgen oder awer d'Endoscopie, en neien Operationsblock, en Hôpital du jour an zwou modern Unités de soins.

En drëttes Volet ass d'Mise en conformité vun de bestehende Gebailechkeeten. Den Ausbau vun der Policlinique an d'Schafe vun engem neie Reanimatiounsservice an enger Intensivstatioun.

Et ass deemno esou, dass véier Gebailechkeeten haaptsächlech moderniséiert a vergréssert ginn an dass dat sougenannte Gebai E, de Centre médical, duerch eng komplett nei Konstruktions ersat gëtt. Sämtlech Aarbechten an der ZithaKlinik solle viraussichtlech 2020 ofgeschloss sinn.

Den initiale Gesamtpräis, deen de Fonds pour le financement des infrastructures soll iwwerhuelen - an ech referéiere mech do un de Chiffre, dee mam Accord vum Statsrot op Oktober 2014 indexéiert ass -, läit bei ganz präzisen 69.364.773 Euro.

E Virfinanzement vu ronn 13,8 Milliounen huet scho stattfonnen, an dat op Basis vum Gesetz vum 21. Juni 1999 iwwert d'Finanzéierung vu Modernisatiouns- a Bauaarbechten u Spidolsgebaier. Deemno bezitt dat heite Gesetz, iwwer dat mer haut elo wäerten ofstëmmen, sech op de Montant vu prezis 55.593.942 Euro, indexéiert op den 1. Oktober 2014.

Firwat ass dann elo de Projet an der ZithaKlinik esou wichteg iwwerhaapt an der ganzer Spidolslandschaft zu Lëtzebuerg?

Ech erënneren d'fir nach eemol un de Concept médical, dee verlaangt war, ier de Projet iwwerhaapt konnt säi Wee goen. Dës Oplé ass ze gesinn am Kader vun der Reform vum Gesondheitswiesen zu Lëtzebuerg. D'Regierung ënnersträicht domat hire Wonsch, dass muss verhënnert ginn, dass all Klinik déiselwecht Servicer ubitt an dass et dann zu enger onkontrolléierter Offer an de Spideeler kënnt.

Am Kontext vun eise Gesetz vun haut wéilt ech d'fir just d'Servicer vun der ZithaKlinik eraussträchen, déi sech awer an dat ganzt Konzept vun der Fondation des hôpitaux Robert Schuman areien.

D'Missionen an d'Schweierpunkte vun der ZithaKlinik leien deemno um Service viscéral an Oncologie, d'Unité tête et cou, de Service gériatrie, d'Policlinique, d'Soins intensifs, d'Imagerie an d'Activités opératoires.

Et ass wichteg, dass d'ZithaKlinik duerch seng geographesch Situatioun am Quartier vun der Gare an der Stad och weiderhi mat der Policlinique seng Aufgab an der Médecine de proximité iwwerhëlt.

Et fält vläicht op, dass de Service vun der Psychiatrie net opgefouert ass. Déi Kompetenz ass um Kierchbiereg ënnerbruecht. Mä et sief awer drop higewisen, dass d'Leit mat engem Problem vun Ofhängegkeet och weiderhin an der ZithaKlinik am Centre d'addictologie uegheoll ginn.

Hei nach e puer Zuelen: Ech hat scho vun de globale Bettenzuele geschwat fir dee ganze Groupe FHRS. Fir d'Zitha bedeit dat, dass am ambulante Beräich d'Zuel vun de Plaze vun 19 op 38 soll eropgoen an d'Kliniksbetter ginn deemno vun 226 op 204 erof.

Fir de Service vun der Dialyse geet et vun 11 op 13 Plazen erop. D'Better respektiv d'Places de repos no enger Endoscopie gi vu sechs op acht erop. D'Zëmmere ginn no den aktuellen Norme gebaut an och opgebessert an et sinn och véier Isolatiounszëmmere virgesinn.

An der Policlinique wäerten et méi Ënnersuchungsraum ginn an déi ginn och regruppéiert. D'OP-Bléck ginn och regruppéiert an et bleiwen der och an Zukunft nach sechs.

D'Unzuel vun de Röntgeraim ännert net, si ginn awer de jëtzege Normen no adaptéiert.

D'Gesamtfläch geet vu 15.916 m² op prezis 19.007 m² erop, wat eng Vergréisserung vu ronn 20% ausmécht fir dëse Projet.

Wat d'Avisen ubelaangt: De Statsrot hat keng speziell Awendungen zu dësem Gesetzesprojet a war mat der Adaptatioun vum Präis un den Index vum Oktober 2014 averstanen.

D'Commission permanente fir de Spidolssecteur huet de Projet op seng Legalitéit an op seng Funktionalitéit an d'Conformitéit mam finanziellen Kader gepréift an huet och e positiven Avis dozou ofginn.

De Collège médical huet de Projet och favorabel aviséiert, mä huet awer d'Fro opgeworf iwwert de Sënn vun esou engem héijen Investissement fir en Etablissement, wat jo eigentlech fusionéiert huet.

Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, et bleift mer nach lech de Rapport ze maache vun deem, wat an der Kommissioun diskutéiert gouf.

Zum enge ware mer eis alleguerten eens, dass mer et hei mat engem wichtege Projet ze dinn hunn, dass d'Investissementer an d'Spidolsstrukturen onbedéngt misste gemaach ginn, an dat an deem Sënn och, well d'Gesetz relativ séier misst an deem Sënn ëmgesat ginn. Voilà, dat heescht, mir sollten dat eigentlech och dann an der Urgence traitéieren.

Dass d'ZithaKlinik seng Plaz op der Gare an der Stad huet an och wéinst de Soenen an der Proximitéit do soll behalen, dat war och e weidere Punkt, iwwert dee mer eis alleguerte séier eens waren.

De Projet huet eis awer och nach eemol d'Geleeënheet ginn, fir iwwert de Virage ambulatoire ze diskutéieren, wou ervirgehewe gouf, dass et gutt wier, wann op Landesniveau eng Linn géif ausgeschafft ginn, fir d'Bettenzuel ze reduzéieren an net onbedéngt au cas par cas.

Des Weidere missten och d'Patiente sensibiliséiert an och encouragéiert ginn, fir sech - an dat esou wäit wéi et méiglech ass - ambulante behandelen ze loossen. An deem Kontext wier et och wichteg, dass den Encadrement vun de Patienten no enger ambulante Interventioun stëmmt, eng Aufgab vum Fleegepersonal, wat an der Reform vun der Assurance dépendance muss mat erafléissen.

An ëmmer nach am Beräich vun den ambulante Behandlungen ass och driwwer geschwat ginn, dass den Transport e wichtege Facteur ass. An dozou kann ech lech soen, dass d'ITM an och d'Émweltverwaltung hir Stellungnahme dorwuer un d'Architekter weidergeleert hunn.

Dass de Virage ambulatoire vill diskutéiert gouf, huet net zulescht och domat ze dinn, dass d'Fondation des hôpitaux Robert Schuman elo schonn dës nei Organisatioun mat an de Projet vun den Aarbechte vun der ZithaKlinik afléisse gelooscht huet.

Natierlech gouf och iwwert d'Sue geschwat an der Kommissioun. Zum engen iwwert d'TVA-Erhéijung vu 15% op 17%, déi jo elo natierlech voll op dëse Gesetzesprojet wäert falen. An dorwuer eraus och nach op déi eng Millioun, déi nach opsteet vum Prefinanzement.

Et ass och nach vläicht wichteg ze wëssen, dass och fir dëse Projet ronn 5% virgesi si fir Imprévues. Well mer et hei jo awer net nëmme mat engem Neibau, mä och mat Transformatiounsarbechten ze dinn hunn, ass et op dësem Stadium nach ze fréi, fir sech festzeleeën, ob dës Spillraum vu 5% och duergeet.

D'Membere vun der Kommissioun waren gewuer ginn, dass während den Aarbechten d'ZithaKlinik normal wäert funktionéieren an dass och alles drugesat gëtt, dass d'Leit aus der Noperschaft esou mann wéi méiglech ënnert dem Chantier wäerten ze leiden hunn. Och krute mer confirméiert, dass eng zentraliséiert Apdikant an en zentraliséierte Labo virgesi sinn.

Voilà, souwäit dat, wat ech lech zu dësem wichtege an och dréngende Projet ze soen hunn. Wéi schonn éinescht gesot, gouf de Rapport unanime an der Kommissioun uegheoll.

Ech soen alleguerten de Membere vun der Kommissioun e grouse Merci fir déi flott Diskussiounen an déi konstruktiv Zesummenaarbecht. An ech ginn heimadder dann och den Accord vu menger LSAP-Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci



der Madame Rapportrice. An éischten age-schriwwene Riedner ass den Här Jean-Marie Halsdorff.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Merci, Här President. Dir Damm an Dir Hären, fir d'Alleréischtt wëll ech der Madame Rapportrice Merci soe fir dee ganz exhaustive schrëftlechen a méndlechen a gudden Rapport. An dese Projet ass jo dann och an der Unanimitéit ugeholl ginn an e wäert och haut an der Unanimitéit hei gestëmmt ginn. Esou muss een dervun ausgoen, well en autoriséiert jo dann de Stat, fir déi Moderniséierung an déi Vergréisserung vun der ZithaKlinik ze maache mat enger Participatioun vun 80%. De Konsensus, deen ass evident, well effektiv eng Erneuerung sech opdrängt.

Mä wa mer wëllen déi 80% och, an dat hu mer jo och an der Chamberskommissioun diskutéiert, Madame Minister, Här President, da muss ee kucken, dass den Effet vun der TVA, déi vu 15 op 17% geet, neutraliséiert gëtt. An et muss een och kucken, dass déi Erhéijung vun der Nomenclature oder déi Erhéijung vun de Präisser vun dem Ordre des architectes et ingénieurs, d'Nomenclature, dass een déi och da kompenséiert kritt.

Mir hu gesot kritt an der Commissioun, dat géif an déi 5% vun den Imprévuen erafalen. Mä do muss ech mech deem ralliéieren, wat och d'Madame Rapportrice gesot huet. D'Fro ass, wann et effektiv eng Moderniséierung ass oder eng Verbesserung vun enger Struktur ass, da kënnen och Imprévuen kommen, soudass et net kloer ass, ob déi 5% duerginn. Ech mengen awer, egal wéi misst de Bauräger déi Sue kréien. Wann dann do aner Imprévuen kommen, da mussen do Solutiounen gesicht ginn.

Doriwwer eraus sollen déi Aarbechte jo fënnf Joer daueren. Dat ass eng laang Zäit. An dofir hu mer jo och drop insistéiert, dass de Projet schnell sollt evaküiert ginn, fir eben déi néideg Planungssécherheet ze kréien, déi een ëmmer brauch, fir Rou ze behalen.

Hei huet effektiv déi legislativ Mille während 21 Méint gedréit. Dat ass vun deem Moment un, wou de Projet déposéiert ginn ass, bis haut, wou mer e stëmmen. Wann ech dee Moment huelen, wou den Avis vum Statsrot koum, da sinn et genau 18 Méint. Mä et gëtt jo Erklärungen derfir, firwat dat esou ass. Well op där enger Säit huet de Bauhär imposéiert kritt, dass e misst e medezinescht Konzept maachen, dat och elo kloer ass, d'ailleurs, wou keng Redondancen dra sinn. Dat heescht, wou keng Aktivitéiten am Fong geholl am Grupp op zwou Plaze gemaach ginn, wësend, dass de Grupp besteet aus dem Kierchbierger Spidol, aus der ZithaKlinik, aus der Bohler an aus der Sainte-Marie. An dat ass sécherlech net einfach.

A wann een och nach weess, wou dee ganze Grupp vu Spideeler do hierkënn, do brauch een nëmmen... Ech wëll rappeléieren, dass den Hôpital du Kirchberg knapps zéng Joer huet an dass nach vu virun 90er Jore bis ufanks vun deem Jorhonnert op fënnf Plazen Aktivitéite gemaach si ginn, individuell Aktivitéiten. Dat heescht, do waren déi Aktivitéiten op fënnf Sitten: Dat war an der ZithaKlinik, an der Sainte-Thérèse, et war am Sacré-Cœur, an der Bohler an esou weider. Ech mengen, do sinn op fënnf Plazen, och zu Esch, déi Aktivitéite gemaach ginn. Haut ass dat op enger Plaz.

An duerfir, mengen ech, kéint ee souguer soen: Déi Konzentratioun, fir alles op een Niveau ze bréngen, dofir kann ee praktesch dem Grupp félicitéieren, dass deen esou ee globale Modell esou schnell opgesat huet.

Et sinn nach ëmmer déck Diskussiounen, dat wësse mer, mä dat sinn éischter Detailfroen. Mä de Wee war net einfach, well et war schéi gequësch ginn. An et ass jo elo gutt, dass dese Projet elo kann haut an hei gestëmmt ginn, deen d'Unanimitéit huet, well et e Confort bréngt fir d'Patienten. Mir wëssen, dass Toiletten a Buedzëmmere bei déi eenzel Zëmmere kommen. Mir wëssen, dass de Médico-technique verbessert gëtt, a mer wëssen, dass eben den Hôpital du jour, den Ambulatoire ausgebaut gëtt, wat gutt Saache sinn.

An doriwwer eraus wësse mer, dass et och eng Plus-value ass, well mat deem Spidol behale mer am Fong geholl an der Proximitéit am Quartier Gare nach e Spidol, wou dann eng Policlinique ass, déi vu moies aacht bis owes aacht op ass. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach.

An ech muss dat da rappeléieren, wat och vir-drin d'Madame Rapportrice gesot huet: Dass et net gutt ass, dass mer kee Konversionschlüssel hunn, wéi een am Fong geholl aus engem akuten Bett eng Plaz mécht, fir ambulatoire ze traitéieren. An deem Fall hei ass et esou gemaach ginn, wat am Fong misst ee Projet pilote sinn, well et ass déi éischte Kéier, dass mer am Fong geholl bei engem Spidol effektiv

vum Hospitalier op den Ambulatoire zouginn, wou mer den Hospitalier ofbauen, den Ambulatoire ausbauen. Do gi mer da vun 19 Plazen op 38 erop, wat eben ambulatoire Plaze sinn. An déi akut Better gi vun 226 op 204 erofgesat.

Wat ech bedauern, dat ass, dass keng strikt Regeln do sinn. A bei engem Virage ambulatoire bräicht een awer, dat steet et esou am Rapport, ee kohärente Kader a Ligne-directrice. Dat géif zur Transparenz bäidroen an et géif eis och e bessert Bild gi vun där finanzieller Situatioun, wat dann och wahrscheinlech erkläert, dat hunn ech nogekuckt nach eng Kéier, wann ech dee Budget nouvelle génération, dee mer jo dann hei an der Chamber presentéiert kréien, kucken, do ass ee Punkt dran, ebe justement de Virage ambulatoire, deen ass leider net chiffriert, dee konnt net chiffriert ginn. Well mer ebe keng Regeln hunn, ass et schwéier, deen ze chiffrieren.

Wat an deem Sënn och, a mengen Aen, dann iwwerraschend war, dat ass, dass mer et awer fäerdegbréngen, fir ze dekretéieren, dass am Land, iwwert d'ganz Land, déi akut Better mussen ëm 5% erofgesat ginn, am Sënn vun Virage ambulatoire. Wou déi 5% hierkommen, dat hunn ech bis haut nach net verstanen, well ech hu keng Zuele gesinn. Ech muss also dervun ausgoen, dass do e gewëssenen Arbitraire dobäi ass. Wa mer awer als Zilsetzung gesot hunn, d'Ressourcen optimal ze notzen an deem Secteur, weess ech net, wéi dat soll geschéien.

Mir wësse kloer, dass eis Demografie, dass eist Land wissst. Mir wëssen: D'Bevëlkerung gëtt méi al. Mä ech gesi keng objektiv Elementer. Ech hunn hei keen Duerchbléck. An ech weess dann och net, wéi am Detail dee Virage ambulatoire da soll do funktionéieren. Ëmsou méi och nach d'Konditiounen um Terrain déi sinn, dass keen Avantage do ass, wann een haut eppes, wat am Hospitalier gemaach ginn ass, elo am Ambulatoire mécht. Dat bréngt näischt, well et fir de Patient méi deier gëtt. Also, dee Moment muss also dee Modell emgesat ginn, soudass et en Avantage huet fir den Dokter, fir de Patient a fir de Spidolsträger, wann een eng Interventioun net méi hospitalier méi mécht, mä ambulatoire. Do muss mer ons Incitativen aféieren. An ech mengen, dat wäert dann och an deenen nächste Méint kommen.

Ech hu gesot, den Duerchbléck feelt hei, mä wa mer iwwer e Spidol schwätzen, dat also eng Infrastruktur ass an eisem Land, dann hunn ech mer och Gedanken gemaach: Wéi soll dann eis Spidolslandschaft vu muer ausgesinn?

An do ass et och net esou einfach, fir sech do erëmzefannen. D'Spillregele kenne mer. Eng hu mer jo dekretéiert oder net dekretéiert, eng stelle mer fest: Eisen Ambulatoire zu Lëtzebuerg ass schwach par rapport zu eisen Nopeschlänner. Also kréie mer méi där Better.

An zweetens wësse mer, säit et déi Directive-cadre gëtt iwwert d'Soins transfrontaliers, duerch déi d'Patienten also a ganz Europa sech kënnen behandle loosse, datt dat sécherlech och um Terrain Effeten op de Lëtzebuerg Spidolssecteur huet. An duerfir muss mer eis dofir opstellen. An do muss mer performant bleiwen. An dofir muss mer dann ebe kucken, wéi mer eis organiséieren.

An do hunn ech Schwierigkeiten ze gesinn, wéi dat soll an deenen nächste Joren iwwert d'Bühn goen. Mir hunn zwar gesot: Wann den Ambulatoire kënnt, da gëtt dat am Verbund gemaach mam Hospitalier. Wat eng Iddi ass, déi ech kann deelen, mä et muss een do kucken, wéi dat elo evoluéiert. Et ass also e kloer Bekenntnis.

Mä ech gesi wierklech kee globalt detailléiert Bild von de Spidolsinfrastrukturen hei am Land, wat awer a mengen Aen eng Viraussetzung zum Beispill wär, wann ech wëll eng „medical school“ aféieren. Mir hunn dës Deeg an enger Chamberskommissioun doriwwer geschwat.

Wann ech esou eppes wëll maachen, da muss ech awer wëssen: Wouhu ginn dann herno déi Leit, déi do ausgebild ginn? A wéi engen Haiser geschitt dat? A wéi geschitt dat iwwert d'Land? Wéi garantéieren ech, dass, egal wou ech am Land sinn, déiselwecht Leeschtunge bruecht ginn?

Doriwwer eraus hu mer beim Spidolsplang gesot: Et gëtt keng Regionen méi. Definitiv gëtt et awer nach ëmmer déi dräi Regionen. Mir plangen och nach esou. An et gëtt och ëmmer gesot, mer hätte keng privat Spideeler méi a keng öffentlech Spideeler méi, mä si wären all d'selwecht. Et stëmmt: Se sinn all d'selwecht. Se ginn all zu 80% vum Stat finanziert. Mä et ass awer ganz oft esou, dass awer nach anescht geduecht gëtt.

An duerfir mengen ech, wann een dann eng Kéier d'Situatioun wëllt evaluéieren, an ech wëll dat nach kuerz hei maachen, da muss ee

kucken, wou een hierkënn a wou et higeet. Hier komme mer aus enger Zäit, wou e groussen Ofbau komm ass vu justement deene private Spideeler an deene leschten 20 Joer. Et sinn och e puer öffentlech Spideeler, mä besonnesch déi méi privat Haiser si grouss ofgebaut ginn. Dat muss ee wëssen.

An haut wësse mer just konkret eng Saach, an déi hunn ech och nogelies am Budget nouvelle génération, do steet nämlech dran, d'Mesure de mise à niveau vum Escher Spidol a vum HPMA géif zrëckgesat ginn. Dat heescht also, do gëtt..., ech weess net genau, wat dat konkret heescht, mä ech hoffe jo dann och, dass d'Aarbechtskonditiounen do déiselwecht bleiwen. Mä mer spuere mat deem Exercice 4,2 Milliounen. An zwar 1,705 Milliounen am Joer 2016 an 2,4 Milliounen am Joer 2017.

Dat Eenzegt, wat ech doraus liesen, dat ass effektiv, dass e Wëllen do ass, dat zweet Spidol esou séier wéi méiglech ze kréien.

Well, dat huet d'Ministesch och an enger Commissioun viru Kuerzem gesot, mir si prett, sot si, am Joer 2020 net nëmmen, dass dann den Hôpital, also d'ZithaKlinik dann och fäerdeg ass, mä och wier dann d'Spidsidol fäerdeg an deen neie Centre hospitalier wier och fäerdeg. Esou steet et am Rapport, deen ech nach eng Kéier nogelies hunn dës Deeg. Da muss mer emol kucken. Dat geet awer da ganz séier. An ech fannen dat wierklech ganz, ganz optimisteschech.

Ëmsou méi nach vill Froen opstinn, notament de Käschtepunkt. Dat ass eng Geschicht, do wäerte mer nach driwwer ze diskutéieren kréien hei an der Chamber. An och wat mat deenen aneren Haiser geschitt. Wat geschitt mam Nidderkuerer Spidol oder dem HPMA, wa mer dee Wee do ginn? Wat geschitt mam Diddelenger Site? Oder wat geschitt mam alen Escher Spidol, mam Escher Spidol, wat mer haut hunn?

Dat Eenzegt, wat mer wëssen, dat ass, dass d'Sainte-Marie zougemaach gëtt no 2019. Gutt, do stellt sech awer och eng Virfro: Wann déi Better all verschwannen - do kënnt jo nees een Deel an d'Stad, also an d'Zentralregioun -, wéi soll dat iwwert d'Bühn goen? Do wësse mer och nach net genau wéi dat soll geschéien. Ech wär frou, wann d'Ministesch eis en temps venu da seet, wéi dat soll goen.

Mä eng Fro, déi ech mer wierklech stellen, dat ass: Mécht et wierklech Sënn, dat Haus do zouzemaachen? Well dat Haus huet säin Obulu scho ginn, notament wat den Ofbau vun den akuten Better betrëfft. Do waren et der 118. Et waren der definitiv awer nëmmen 99 do. Et ass eng Auslaaschtung, dat steet jo och an deene Petitionspabeieren an och wat d'Gewerkschaften soen an och d'Personal: 76,5% vum Spidol sinn ausgelascht. Ce qui n'est pas mal. An et si 17 Milliounen ausgi gi fir Investitiounen, also Steiergelder, wat och wierklech eng grouss Zomm ass, fannen ech.

A wann d'Strukture wierklech nach zäitgeméis sinn, an dat si se jo nach, firwat muss dat verschwannen? Firwat kann een net eventuell eng Logik spille loosse, par analogie zu der ZithaKlinik, dass ee vläicht seet: Okay, mir kënnen och en zweet Haus an der Proximitéit hunn an där zweeter Stad vum Land, an der Stad Esch. Dat wier net abwegig. Well ech mengen, den Ambulatoire am ORL-Beräich funktionéiert gutt, d'Psychiatrie juvénile funktionéiert gutt, d'Gériatrie, d'Rééducation, d'Réhabilitation, déi funktionéiere gutt. Also ech hu vill Versteesdemech fir déi Petitioun an och fir dat Personal, dat sech wiert a gären hätt, dass hiert Haus soll bestoe bleiwen.

Wann ech dann an den Zentrum kommen, déi aner Regioun, wou jo dann och soll de CHL nei gebaut ginn, do hunn ech net verstanen, wat d'Plus-value ass, fir eben effektiv déi Suen do auszeginn, en Neibau ze maachen. Ech wier och frou, wa mer kéinten en temps utile eng Kéier vun der Ministesch gesot kréien, wat dann do dee grouse Virdeel ass, fir dat ze maachen.

An do stelle sech dann déiselwecht Froen: Wat geschitt mam ale CHL, mat deene Gebailechkeeten? Ginn déi ofgerappt? A wat geschitt och mat Ech? Well mer do jo och net wëssen, wou dat genau higeet.

Déi eenzeg Plaz am Land oder déi eenzeg Regioun am Land, wou et méi kloer ass, wat d'Infrastrukturen ugeet, dat ass den Norden. Well effektiv do elo Wolz an Ettelbréck, déi hu sech fonnt. Ech mengen, do ass elo en Équiliber fonnt ginn. De Rapprochement mam Hôpital neuropsychiatrique ass amgaang ze goen. Mä do ass et nach net esou kloer. Mä dat schéngt awer och eng Saach ze sinn, déi sech da realiséiert.

Wat awer manner kloer ass, ech wëll dat nach eng Kéier hei répétéieren, dat ass: Wéi geet et mat den Activités médicales an der Nordstad weider? Wat dierfe se do maachen? Wéi dierfe se et maachen? Bon, de Spidolsplang wäert eis

dat soen an d'Ministesch wäert eis dann och an deenen nächste Méint do um Lafenden halen.

Ech wollt also ofschléissend soen, dass ech der Meenung sinn, wann een eng responsabel Politik wëllt maachen, da muss een effektiv, de Minister muss do e Kader setzen. Mä Fakt ass awer hei am Land, leider, dass mer keen esou ee Kader hunn. Fakt ass, dass d'Fédération des Hôpitaux Luxembourgais am Fong geholl eng grouss Plaz huet an der Lëtzebuerg Spidolslandschaft. A Fakt ass och, dass ech ëmmer nëmme punktuell Annerunge gesinn. Wa mer déi nei Landschaft opstellen, da geschitt emol eppes hei, emol eppes do. Et ass näischt Globales, wat sech mécht.

An dat fannen ech net gutt. Ech hätt léiwer, et wier ee Kader do. Da kéint een eng Steierung maache mat alle Leit, déi um Terrain sinn. Da kéint een all déi Leit, déi um Terrain sinn, d'selwecht behandelen. An da géif dee Rééquilibrage vun engem Hospitalier an en Ambulatoire, da wier dee sécherlech besser méiglech a sécherlech kéint een och déi ganz Gestioune vum Secteur méi effizient maachen, wat och Effeten hätt op de Käschtepunkt.

Fir mech ass et kloer, eng kloer Struktur bréngt och kloer Positione vun alle Partner, bréngt e proaktivt Handeln. An dat brauche mer onbedéngt. Well mir brauchen dat hei zu Lëtzebuerg, wa mer weider wëllen e performante Gesondheetssystem hunn, en dynamesche Gesondheetssystem. D'Erausforderunge si grouss. An do ass d'Conditio sine qua non, fir den aktuellen héije Standard vu Leeschtungen, qualitativ héije Standard vu Leeschtungen hei zu Lëtzebuerg ze garantéieren, mussen mer zesummeschaffen an optimiséieren.

Voilà, dat war dat, wat ech heizou wollt soen. Ech wollt nach den Accord bréngen vun der CSV zu deemem Projet de loi.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps. Entschëllegt! Alexandre.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Merci, Här President. Dir entschëllegt meng rau Stëmm haut. Dat wäert un der Rhetorik e bëssen änneren, mä awer net un der Dialektik, déi elo kënnt. Entschëllegt. Ech muss fir d'Éischt d'Rapportrice félicitéieren fir hire komplette Rapport an hire schrëftleche Rapport.

Ech hunn zwar vun e puer Aussoe mech stéiere gelooss, well et ass hei geschwat ginn, dee Projet de loi géif dréngend emgesat ginn an dat ass de Mérite vum heitege Chamberspräsident an deemolege Gesondheitsminister, dee vu viru méi wéi fënnf Joer deen heite Projet deponéiert huet. D'Unass natierlech gesot ginn herno, dee Projet kéim an de Veruch wéinst dem Concept médical a wéinst anere Considérations. Mä déi Notioun vum Concept médical, déi ass eréischt am Dezember 2013 am Regierungsprogramm festgehale ginn. Entschëllegt. An...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Dir misst bei den Dokter goen.

► **M. Alexander Krieps (DP).** - Jo.

(Hilarité)

Jo, ech muss soen, bei de Longendoktere si mer ganz gutt versuergt, zumindest am Zentrum an all de Spideeler. Mä ech hu mech awer net getraut, dohinner ze goen.

Dat gesot, mengen ech, de Prinzip vum Concept médical ass eréischt am Dezember 2013 vun der Majoritéit, vun där neier Majoritéit festgehale ginn. An d'Fusioun vun der Zitha mat dem Kierchbierger Grupp eréischt 2014 formaliséiert ginn. Dofir louch dee Projet véier Joer prett mat sengem Avis vum Conseil d'État, awer et ass net virugaangen. Dofir, ech mengen, all déi, déi haut froe firwat, déi mussen sech héchstwahrscheinlech selwer mat der Nues huelen!

Zum Historique vun der Zitha ass vir-drin ugeklungen, am Éischte Weltkrich war et e Lazarett an d'Klinik ass eréischt '21 entstanden, Modernisatiounen waren der scho '85 a '97. An da wëll ech lech soen, fir eng Kéier sinn ech am Fong mam OGB-L d'accord, mä nëmmen op ganz punktuellen Dingen. A sengem Avis zum Projet de règlement grand-ducal huet den OGB-L de Virage ambulatoire als éischte Punkt mentionéiert, wat ganz gutt ass. An do muss ech awer dann op d'Zuele vun der Zitha zrëckkommen. Am Joer 2014 si plus ou moins d'Halschent vun hiren Operatiounen ambulanz gemaach ginn. Ech weess elo net, ob dat nëmmen Talgdrüse waren oder aner Operatiounen,

mä et waren och anerer vill. Dat heescht, d'Zithaklinik huet an de leschte fënnf Joer den ambulante Secteur méi wéi verduebelt!

An dann hir Policlinique, dat ass virdrun hei ugeklongen, vu siwe moies bis siwen owes, do ginn 125.000 Patiente consultéiere pro Joer. Dir musst lech dat also virstellen. An dann hu se eng Hickecht gutt qualifizéiert Dokteren déi lescht 30 Joer agefallt. A se hunn 800 Leit am Ganzen als Personal. E Budget vu 75 Milliounen d'Joer. Dat si ganz impressionnant Zuelen!

Also ech begrëssen do dem OGB-L säi Standpunkt vun der Médecine ambulatoire. Et huet zwar laang gedauert bis se dropkomm sinn, mä ech mengen, et kann ee sech jo ëmmer verbessern. En dréngend...

(Interruption)

Jo, dach. Ech hunn hei viru 15 Joer scho gesot - dat kënnt Der alles nokucke goen, den 13. Dezember 1999 -, do hu se an Amerika d'Knéie schonn ambulant operéiert. An oft souguer an de Praxissen, net an de Spideeler! Soll dat e Beispill sinn? Dat iwwerloossen ech lech.

Eng aner Considération, natierlech, et ass elo virdrun gesot ginn, et wier dréngend gewiescht, mä dofir hunn ech mer d'Fro gestallt, firwat de Volume vum Investissement op de Bauindex vum Oktober 2014 eropgeschrauft ginn ass, quasi 10%, an et ass am Verglach gewiescht zum Bauindex 2009. Dofir därf kee soen, dat wier e ganz rezente Projet.

Ech muss lech och dräi Wuert vu menger perséinlecher Relatioun mat der Zitha soen, well ech kréien dat jo ëmmer hei an dem Parlament gesot, ech brauch mech do net ze schummen.

Ech war fir d'Éischt an der Zitha 1971, dat ass ganz laang hier, mat mengem Frënd Bob Steinmetzer, deen am Conseil um Kierchberg sëtzt, an do hu mer e Stage gehat. An ech muss lech soen, dat waren heroesch Zäiten, well dat war déi Zäit, ier d'Sécherheitsgurten an d'Airbagen an den Autoe waren. Dat war relativ dramatesch nuets, wann d'Accidenter erakomm sinn. An déi Zäit waren där och, well d'Autoen net vill gedaacht hunn. An ech hunn nach heiansdo an der Nues de Melange vu Blut an Äther, deen do an der Loft hong. Dat war ganz impressionnant, do denkt een drun.

An ech hat déizäit och vill Kolleegen, déi ganz vill Asaz hate fir d'Patienten. An ech wollt och haut e Wuert soe vun der Schwëster Josepha Kayser, déi deemools d'dreiwend Kraaft an deem Haus war an zimlech vill am Grëff hat. Ech wëll dat soen.

Och nach haut, a méi wéi jee, sinn d'Direktiounen vun de Spideeler gefuerdert, fir dass d'Fonctionnement vun deene Spideeler ganz gutt leeft. A si sinn och responsabel fir d'Performance vun hiren Dokteren a fir dem ganze Personal seng Performance. Et sinn net d'Meter Kibb an d'Meter carré, déi an deem Fall an der Zitha ëm 20% an d'Luucht ginn, d'Meter carré. Déi puer Better, déi ofgeschafte ginn, ech mengen, wann dat besser funktionéiert, da ginn déi och wettgemaach. Mä ech wëll soen, et sinn net d'Meter Kibb an d'Meter carré, déi hei et ausmaachen. Et ass also schonn d'Qualitéit vum Personal, vum ganze Personal.

Net d'accord sinn ech mam Avis vum Collège médical, dee gesot huet, datt desén Invest iwwerflësseg wier. Ech muss emol eng Kéier nach dee Conseil nokucken, wien do an deem Collège médical sëtzt. Do war jo e President, deen an der Zitha selwer laang geschafft huet. Ech gleewen net, dass deen dee Rapport gemaach huet. Ech hoffen net weinstens. Ech muss emol eng Kéier nokucken, wien déi Avise schreift, well dee leschten Avis, dee se ginn haten zum Plan hospitalier, dee war och relativ seichtes Geplätscher, also.

Ech schwätzen och hei - well virdrun ass et ugeklongen, an dat ass wichtig -, d'Proximitéit vun der Zithaklinik, wat jo eng ekonomesch Kraaft ass am Garer Quartier, do ass jo keen Zweifel. An ech erënneren drun an déi sëllege Motioun vum Stater Gemengerot, wou d'Madame Polfer, d'Lydie Polfer, d'Soen elo huet, déi hunn net labber gelooss, fir dat Spidol am Zentrum vum Garer Quartier ze halen.

Mir wësse jo, dat hunn ech och schonn eng Kéier hei gesot viru laanger Zäit, et war jo ëmmer eng Tendenz, fir d'Spideeler ausserhalb vun de Stied ze maachen oder an d'Périphérie, genau wéi d'Unisgebäier, well d'Studenten ongemelleg sinn. Et ass jo natierlech kloer, dass d'Kierfechter an d'Pampa gaange sinn. Dat ass jo evident.

De Lien hospitalier-extrahospitalier, dass deen net fonctionéiert oder net esou gutt fonctionéiert, dat kann ech bezeien. An déi lescht Fail-

lite an deem Secteur war jo d'Introduction vum Médecin référent, wou et elo geschwënn un der Zäit wier, do nach eng Kéier e Bilan ze maachen, ier dat erëm opgeluecht gëtt. Dir wësst jo, dass de Médecin référent wéinst legalen Ursache suspendéiert ass. Ech hoffen net, dass dee System erëmkennt, well dat kascht nëmme méi Suen.

De Stat ass och responsabel fir d'Ëmsetzung vun dese Projeten. An dofir, dat hei ass eng déck Enveloppe, 50 Milliounen. D'Zitha selwer leet nach eng Staang Milliounen do drop. An ech mengen, dat ass extrem wichtig.

Wat ech net verstanen hunn, an dann halen ech op, wat ech net verstanen hunn, dat ass, mir sëtzen zu sëllege Kolleegen, den Edy Mertens, deen och ëmmer d'Stater Spideeler verdeedegt niewent sengem Ettelbrécker a Wëlzer Spidol, zu Recht, an den Edy Mertens a mäi Kolleg Gusty Graas sinn net eng Kéier an 18 Méint zu deemem Projet vum neien „Nonne-radio“, RTL, zu enger Stellungnahm gefrot ginn. Net eng eenzeg Kéier! Also, dont acte.

Domadder wëll ech lech Merci soen. An et ass kloer, dass d'Demokratesch Partei deen heite Projet de loi stëmmt, an da soen ech lech och, Madame Minister, Merci, dass Der dat elo ëmsetzt.

Merci villmools.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Alexander Krieps. An nächst Riederin ass d'Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President. Am Numm vun der grénger Fraktioun wënschen ech dann emol dem Här Alexander Krieps eng besser Stëmm fir déi nächst Ried.

Als eng vun de weinegen, eenzege Kliniken an eise Land, déi den Numm Clinique de proximité nach verdéngt, ass d'Zitha wierklech eng aussergewöhnlech Klinik. Hir Beléiftheet ass net nëmme d'Resultat vun enger gudder a relativ schneller Prise en charge vum Patient, si erfüllt och säit bal 100 Joer eng wichteg sozial Mission am Quartier vun der Stater Gare, dee jo, soziologesch gesinn, net deen einfachsten ass.

Leider erweist d'Infrastruktur sech scho laang - an dat huet d'Madame Hemmen des Laangen an des Breden erkläert - als ze kleng an och deelweis vétuste a se ass och net méi grad patientefrëndlech. Och d'Installatiounen entsprechen net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Medezin a si renovéierungsbedürftig. Dat Eenzege, wat eigentlech nach komplett fit ass, dat ass d'Personal.

D'Madame Hemmen ass am Rapport op all d'Detailer vum Projet de loi agaangen, esou dass ech déi net wëllt widerhuelen. Dofir hir awer am Numm vun der grénger Fraktioun e grouse Merci.

Aus de genannten Ursache vum Alter vum Gebai, gëtt scho laang op d'Moderniséierung an awer och op den Ausbau vun deser Infrastruktur gewaart. Ech wëll awer och en anere Grund erwähen, deen zu engem gewëssenen Drock gefouert huet, an dat war d'Fusioun vum Spidol vum Kierchberg mat der Clinique Dr. Bohler, der Zitha an der Sainte-Marie zu Esch.

D'Existenz vun der Zitha ass ebe just och mat där Fusioun eng Zäit a Fro gestallt ginn, jiddwerfalls an hirer aktueller Form. Ech hunn e Brëif erëmfonnt, deen den Här Xavier Bettel 2009 un de Verwaltungsrat geschéckt huet mat der Suerg, dass en ebe fir de Fortbestand géif anriede vun deene wichtege Soinen, déi do en place waren. Natierlech war de Brëif och ënnerschriww vum gesamte Schäffer. An ech gesinn d'Madame Polfer ganz interesséiert heihy kucken. Dir hat Är Suerg, dass den..., och d'Madame Loschetter...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Mir hunn dat...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Et ass...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Mir hunn dat am Dezember nach eng Kéier gemaach...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - An Dir hutt et nach eng Kéier widerholl...

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Mir haten eng Motioun, déi à l'unanimité ugeholl gouf.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Soudass mer dovun ausginn, dass op alle Fall déi ganz Gemeng dohanner steet. D'Fusioun huet och stattfonnt, mä, wéi gefaart, aus der Zitha ass net eng Gériatrie ginn - wat ee Moment ugeholl ginn ass -, déi all gängeg Aktivitéite medezinescher Natur géif opginn. D'Zitha bleift d'Zitha a se gëtt souguer nach verbessert zum Wuol vum Patient an awer och zum Wuol vum gesamte Quartier vun der Stater Gare.

Mat där Léisung ass net nëmme d'Stad Lëtzebuerg zefridden, mä och mir als gréng Fraktioun. Mir begrëssen haaptsächlech, dass dës

Klinik eng Clinique de proximité wäert bleiwen, mat wichtege medezineschen an awer och mat soziale Missiounen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, nodeems de Projet vun der Moderniséierung a vum Ausbau vun der Zitha schonn am Joer 2009 lancéiert ginn ass - ech sinn elo bei der virdrun schonn ugeschwate Verschleefung oder wéi een et kann nennen -, ass en deemspriechende Projet de loi de 24. Juli 2013 déposéiert ginn. An am Juli 2014 ass dunn e medezinescht Konzept vum Groupe Robert Schuman virgeluecht ginn. Dora si souwuel déi verschidden Aktivitéitspolen, de Qualitätsmanagement awer och déi allgemeng Gestiou, d'Logistik an déi transversal Zesummenarbecht vun der Zitha mat aneren Antennen définéiert ginn, wat mir eng ganz sénnvoll Approche fannen.

Jo, de Projet ass a Veruch geroden. Mä trotzdem begrësse mir d'Approche vun der Regierung, dorop ze waarden. Op de Konzept ze waarden, fir dese Projet de loi net nëmme baulech, mä och inhaltlech u kloer Kritären ze bannen.

Déi 69 Milliounen insgesamt, oder 55 Milliounen, déi fir dese Projet de loi zur Verfügung gestallt ginn, ginn domat net just a Steng investéiert, mä an d'Zukunft vun eise Spidols-wiesen, wéi am neie Spidolsplang festgehalten ass. D'Spidols-wiesen ass doran définéiert, jiddwerfalls d'Zukunft. An dese Projet de loi entsprécht där Logik.

Bekanntlech geet et drëms, d'Kompetenzen do ze bündelen, wou et Sénn mécht - dat gëtt hei gemaach - an déi finanziell Mëttel esou anzesetzen, dass se net nëmme just enger Minoritéit, mä der grousser Majoritéit vun Assuréeen zegutt kommen. Och wann eenzel Adaptatiounen missen erfollegen, mir haten am Débat d'orientation doriwwer rieds, esou gëtt déi allgemeng Zilsetzung vum Plan hospitalier awer vum kengem Mënsch heibannen a Fro gestallt.

Op de Projet de loi vun haut déclinéiert, heescht dat, dass de Concept médical, dee vum Spidolsverband Robert Schuman ausgeschafft ginn ass, kloer op Kompetenz a Qualitéit setzt. Ee Volet, dee mir awer besonnesch wëllen ervirsträchen, e steet ganz kleng am Konzept, ech hunn en awer net iwwersinn, sinn d'Efforten, déi vum Grupp gemaach ginn, fir d'Kontinuitéit vun de Soine mam sougenannten Exercice personnalisé vun der Medizin ze verbannen.

Fir eis spillt déi personaliséiert Approche grad an der Zitha, als Clinique de proximité, eng wichteg Roll. Säit Jorzéngten dréit des Approche nämlech zum positiven Image vun deem Spidol bäi an och zu der Beléiftheet bei de Leit. Woubäi de Gesundheitszentrum besonnesch ervirzehiewen ass, well en op d'Wuebfanne vum Mënsch am Berufsalldag setzt an net op de kranke Mënsch an d'Behandlung. E spillt eng wichteg Roll an der Preventioun vu Krankheeten. Och dat gëtt et net an all Klinik.

Mam Ausbau a mat der Moderniséierung vum Gebai muss des Traditioun, déi an der Zitha en place ass, déi de Kontakt mam Patient an de Bien-être vum Patient an de Mëttelpunkt stellt, op alle Fall bestoe bleiwen. Dës ass eng sozial Plus-value, an déi soll nach verstärkt ginn. Se ka verstärkt ginn, andeems geziilt op Servicer gesat gëtt, déi d'Prise en charge an den Traitement vun extrem vulnérable Persounen ofsécheren. Dës Servicer sinn net esou visibel wéi anerer, mä se sinn net manner wichtig.

Un éischer Stell denken ech hei un d'Addictologie, déi alkohol- an drogenofhängeg Persounen opheilt an um Site momentan mat 14 Better funktionéiert. Menges Wëssens sollen déi 14 Better ofgeséichert bleiwen. Allerdéngs gëtt dese Service net als zukünftegen Aktivitéit vum der Zitha affichéiert. Jiddwerfalls net an deem Tableau, dee mer ze gesi kritt hunn.

De Beleeungsgrad, hunn ech mer soe gelooss, vun deene Better fir d'Toxicomanen ass iwwergengs ganz héich, vill méi héich wéi an anere Servicer. E läit bei 90%, während den Taux vun der Beleeung an anere Servicer just bei 77% oder manner läit.

Als Gréng géife mir et sénnvoll fannen, dese Service net einfach an der Policlinique ënnerzebréngen an him domat eng gewëssen Anonymitéit ze ginn. Opgrond vun där komplexer Problematik, déi der Addictologie zugronn läit, gesi mir éischer d'Schafung vun enger onofhängeger Struktur, fir dee Service an Zukunft op d'Been ze setzen. Hei geet et bekanntlech ëm d'Behandlung vu villfältege ofhängege Mënschen, déi net nëmme psychiatresch behandelte musse ginn, mä och internistesche vun Dokter. Dat heescht, do muss eng Synergie stattfanne vun enger ganzer Equipe. Dës natierlech opgrond vum kierperleche Schued, deen duerch en iwwerdrüwwene Konsum vun Drogen an Alkohol ugerichtet gëtt.

Wat eis e weineg stutzege mécht, ass, dass em-

mer manner Toxicomanen an der Zitha hospitaliséiert ginn, obschonn d'Zuel vun den Toxicomanen eisen Informatiounen no permanent zouhëlt. D'Zuel vun den Hospitalisatiounen ass am Laf vun e puer Joer vu 500 Fäll op 300 Fäll am Joer 2014 erofgaangen. Ee vun de Grënn gesi mir doran, dass deene Patienten den Accès zu internistesche Soine verwiert bleift, soulaang wéi se net komplett fräi vun Drogekonsum sinn. Dat heescht, dass déjéineg, déi zwar an engem Sevrage sinn an och psychiatresch behandelt ginn, net onbedéngt op der Statioun vun der Médecine interne oder der Gastro-entérologie opgeholl ginn.

Dat zielt net nëmme fir d'Zitha, dat ass eng allgemeng Regel vun de Spideeler. Och wann dës Regel eng gewisse Logik huet an novollzéibar ass, si mir der Meenung, dass no Léisunge muss gesicht ginn, fir och deenen dote kranke Persounen méi adequat ze hëllefen a fir medezinesch Interventiounen och bei deene Leit op d'Strooss ze bréngen.

Well internistesche Interventiounen am Foyer Abridado oder Foyer Ulysse, wou déi Leit sech ganz oft ophalen, net méiglech sinn, gesi mir just eng Léisung, an zwar déi, wéi ech gesot hunn, an direkter Proximitéit vun der Zitha en onofhängege Service d'addictologie ze schafen, fir d'Aarbecht vun de Psychiatere beschtméiglech mat där vun den Internisten ze verbannen. Esou ee Modell géif net nëmme e gewëssen Tabu brieche, mä e géif och Liewe rette vun deene Leit, déi herno op der Strooss landen. Eiser Meenung no ass dës keng Fro vu Geld oder op d'mannst net vun allze vill Geld, mä éischer eng Fro vu Wëllen a vun Organisatioun.

En anere Punkt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, op deen ech kuerz wëllt agoen, ass dee vun Neibau och vun der Partie É, dat ass jo dann e ganz groussen Deel. Mir gesinn, dass do vill Opportunitéiten opginn.

Eiser Meenung no eegent deem Deel sech zum Beispill fir d'Viroune vu medezinesche Praxen un d'Dokteren aus der Klinik. Dës Approche géif verhënnern, dass d'Doktere permanent fëschtent hirer Praxis am Quartier an dem Spidol mussen hin- an hierlafen, mä dass se op engem eenzege Site ënnerbruecht ginn. Och de Patiente géif dee Wee zeguttkommen, well se just nach eng Ulafstell am Quartier hätten, an zwar eben am Spidol.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Da kéim ech zum Virage ambulatoire, dee jo schonn oft erwähnt ginn ass. Mir mengen, dass do nach e ganz grouse Mangel un Informatiounen an der Bevëlkerung besteet. Den Informationsbedarf ass grouss. Dat mierkt een, wann ee mat de Leit schwätzt.

Dobauss gëtt de Bettenofbau am Beräich vun de Soins aigus zugonschte vun de Better vun de Soins ambulatoires nämlech oft esou interpretéiert, wéi wann d'Patiente géint hire Wëlle praktesch aus dem Spidol géife fléien a sech duerno hëlleflos selwer iwwerlooss wäeren. Dat ass net meng Meenung, mä ech héiere se awer éfters. Dës Angschten erlieft een ebe besonnesch bei eelere Leit a se sinn och duerchaus novollzéibar, ëmsou méi, wann déi Leit eleng liewen an och an enger grousser Distanz zum Spidol sech ophalen. Hei muss engersäits méi Wuert op Informatioun vum Public allgemeng geluecht ginn, fir dass den eigentlechen a positive But vun enger ambulanter Behandlung méi bekannt dobauss gëtt. An da gëtt en och akzeptéiert. Anerersäits muss awer och eng effikass Noversuergung duerch d'Infirmières relais beispillsweis garantéiert a bekannt gemaach ginn.

Eng Iddi, déi ech an deem Kader emol einfach wëllt an de Raum geheien, ass déi vun neie Versuergungsmodeller, wéi zum Beispill deem vum Patientenhotel zu Lausanne, deen 2016 seng Diere wäert opmaachen. Dat ass elo net an deemem Projet virgesinn, ech wëllt et trotzdem nach eng Kéier erwähen, well et am Ausland ufänkt, entwéckelt ze ginn.

Hei geet et drëms, de Patient nom Verloosse vum Spidol net direkt heemzeschécken, mä him an enger oppener a frëndlecher Tëschestruktur eng sozial a gesondheetlech Begleedung unzebidden, ouni dass do massiv op d'Doktere muss zrëckgegraff ginn. Dat bis zu deem Moment, wou de Patient seng komplett Autonomie zrëckhuet a säi Wëlle besteet, heemzegeen, ouni dass e sech muss Suerge maachen.

Mir sinn eis natierlech bewosst, dass esou e Modell net vun haut op muer ëmzesetzen ass, an dass en, wéi an der Schwäiz, och muss enger Käschten-Notzen-Analys ënnerzu ginn an dass och eng Rei Prozeduren hannendru muss geregelt sinn. Jiddwerfalls si mir iwwerzeugt, dass Modeller wéi deen do, déi jo elo am Ausland entstinn, virun allem der wuessender Zuel vun eeleren an elengstoende Leit,



awer och deene Leit, déi manner mobil sinn, zegutt géife kommen. Dee Moment wär den Problem vum Transport schonn d'office geléist, well se bräichte sech net méi ze déplaçéieren.

E leschte Punkt, deen ech dann nach wéilt kuerz erwähnen, ass dee vum Traitement vun der Douleur chronique, der sougenannter Algologie. Well des Problematik op eis Demande hin - dofir soen ech och Merci - um Ordre du jour vun enger nächster Santéskommissioun steet, wéll ech deser Diskussioun net virgräifen.

Ech wéilt awer drop hiweisen, dass sech dem Cercle d'algologie no eng Rei Problemer an deem Beräich stellen, och an der Zitha. Beispillsweis leien d'Waardezäite fir en éischte Rendez-vous fir den Traitement vun der Douleur chronique an der Zitha bei véier bis fénnef Méint, während de Remboursement nach just de Kribspatienten a Leit a graver Détresse zeguttkennt.

Am Kontext vun dem Projet de loi werfen ech déi Fro op an ech wéilt wëssen, wéi et mat der Schmerztherapie an der Zitha weidergeet respektiv wéi eng Mëttele an Zukunft fir des Disziplin fräigesat wäerte ginn. Och do menge mer, dass mer do e groussen Apport zu der Preventioun kéinte ginn.

Wat d'Zukunft vun der Clinique Sainte-Marie zu Esch ubelaangt, wäerte mir och déi Fro an enger folgender Kommissioun mat der Petitiounskommissioun behandelen, soudass et och net dréms geet, elo scho laang driwwer ze schwätzen. Déi Geleehheet wäert sech erginn.

Duerfir just kuerz: Als Gréng si mir ganz frou, dass d'Madame Minister schonn Aussoe gemaach huet. Si huet gesot, dass si um Erhalt vun den Aarbechtsplaz festhält. An dat begréisse mer ganz staark.

Eisen zousätzleche Wonsch ass awer deen, dass d'Diskussioun ronderëm d'Clinique Sainte-Marie sech net just op déi Personalfro beschränkt, quitte dass se muss zum Gudde geléist ginn. Mir mengen, et wier och un der Zäit, fir iwwert d'Zuel an d'Form vun dréngend gebrauchte Geriatrien ze schwätzen, queesch duerch d'Land, net nëmmen zu Esch, mä am ganze Land.

Eis demografesch Entwécklung mam massiven Zouwuess vun eeleren, vulnériblen an oft eleng liewende Mënsche verlaangt ganz einfach, dass mir eis méi wéi jee mat deem Phänomeen auserneeetzen a Verantwortung iwwerhuelen an alle Regiounen vum Land.

Dat gesot, kommen ech zrëck an d'Stad a bei d'Zitha a wënschen dem neie Chantier e flotten, einfachen Oflaf an hoffen, dass en 2020 da fäerdeggestallt gëtt, dass sech keng weider technesch Problemer stellen, a gi selbstverständlich och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Merci fir d'Nolauschtenen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché. Dann huet d'Wuert den Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, just e puer Wuert. Als Zentrumsdeputéierten an nach vill méi als Stater Bierger kann ech natierlech d'Modernisatioun vun der Zithaklinik nëmme begrëssen. Si gouf 1925 opgemaach, zu engem Zäitpunkt, wou dee Quartier nach sou-

zesoen e Randgebitt war vun der Stad Lëtzebuerg, och wann en deemools schonn a voller Expansioun war. Haut läit dést Spidol awer matzen an der Stad an ass och nach no bei der Gare.

Schonns eleng aus deser Ursach ass et derwäert, des Klinik mat deenen néidege Moyenen ze ënnerstëtzen, fir dass se sech op hirem aktuelle Site ka moderniséieren a vergréisseren, och wann des méi grouss Efforten an der Planung an och bei de Käschte mat sech bréngt, wéi wann een op enger grénger Wiss géif eppes Neies bauen. Grad well des Klinik esou zentral läit, muss och derfir gesuergt ginn, dass all déi néideg Servicer do ënnerbruecht ginn.

An do muss ech ausdrécklech bedauern, dass viru ronn zwee Joer den Zentrum fir chronesch Schmäerzen, de Centre antidouleur huet missen zougemaach ginn, mangels Ënnerstëtzung säitens dem Gesondheitsministère.

An ech schlësse mech do der Fro vun der Kollegin Lorsché un d'Ministesch un, wou deen Dossier drun ass a wéi deene Leit an Zukunft besser ka gehollef ginn.

Och wann d'Medezin Fortschreiter mécht an ee glécklecherweis hautdesdaags ëmmer manner Zäit an de Spideeler läit: Mir brauche Spideeler a mir brauche Better an de Spideeler. Dést och, well ons Bevëlkerung rasant wissst, a grad hei an der Stad Lëtzebuerg, wou mer jo elo wäit iwwer honnerttausend Awunner hunn.

An och am Gesondheitswiesen ass Konkurrenz gesond, eiser Meenung no. An et wier net gutt, wann alles géif zentraliséiert a staatlech gelenkt ginn. De Patient huet an eisen Aen och e Recht op de fräie Choix vum Dokter. An och den Dokter soll de fräie Choix hunn, ob e säi Beruff wéllt als Indépendant oder als Salaré ausüben.

Mir stëmmen hei iwwer ee Projet vun eppes iwwer 55 Milliounen Euro of, Geld wat sënnavoll ugeluecht ass an eisen Aen, an duerfir bréngen ech den Accord vun der ADR-Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. A leschte Riedner ass den Här Serge Urbany.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Dir Dammen an Dir Hären, ech wéll direkt virausschécken, dass mer dee Projet hei och stëmme wäerten.

D'Zithaklinik ass en traditionellt Stater Spidol, dat eenzegt Quartierspidol am Fong geholl, wat am Zentrum vun der Stad nach iwwreg bliwwen ass. Ech wéll natierlech och erënnere un déi Motioun am Stater Gemengerot 2013, wou et ëm den Erhalt gaangen ass vun der Polyclinique an och ëm genügend medezinesch Aktivitéiten am Garer Quartier.

Dat war jo um Ufank vun der Fusiounsdiskussioun, déi ugefaangen huet mam Spidol um Kierchbiereg. Haut si mer um Punkt ukomm, wou den Erhalt, d'Moderniséierung an och d'Vergréisserung vum Spidol an engem Projet konkretiséiert ginn, un deem sech de Stat mat maximal 55 Milliounen bedeelegt.

Ech mengen och domat, dass schlecht Erfahrungen aus der Vergaangenheet mat deene selwechte Bedreier, wéi zum Beispill wat de

bekanntem Operationsroboter ugaangen ass, wou Décisioun geholl gi sinn ouni Accord vum Gesondheitsministère, dass déi Zäiten op jidde Fall an deem heite Fall eriwwer sinn.

Hei ass diskutéiert gi fir d'Éischt emol iwwer e Konzept, an eréischt, wéi dat Konzept virlooch a verännert ginn ass, ass och dee Projet de loi hei definitiv weidergedriwwen ginn um Instanzewe.

Ech wéll elo net op d'Aktivitéiten an deem neie Spidol agoen. Ech wéll just eppes soen zu de Kriticke vun engem vun den Doktere vun der Klinik, déi dee gemaach huet an der Zeitung „Quotidien“ den 19.1.2015. Den Dokter Hirsch, Rhumatologue, huet de mangelnden Dialog kritiséiert säitens vun der Direktioun vun deem neie Grupp, zu deem d'Zitha elo gehéiert, dem Groupe Robert Schuman. E fäert, dass déi, wéi e seet, „participativ Gestionsstraditioun a -kultur“ an der Zithaklinik sech net wäert erëmfannen an deem neie Grupp. An e fäert och, dass den Equipéeescht an deem „grouse Schlass“, wéi e seet, dat elo besteet aus véier Sitten, wäert verluer goen.

A wann een e bësse weess, wéi och d'Gestionspraktike si vun deem Grupp do, da muss ech soen, muss een tatsächlech fäerten, dass eng relativ intransparent, kommerziell ausgeriichten an technokratesch Denkweis an deem Grupp do Iwwerhand hält, an zwar net nëmme vis-à-vis vun den Dokteren, mä och vis-à-vis vum Personal. Mir mengen och, dass deen neie Spidolsplang an och déi nei Gesondheitspolitik éischer déi Erugoensweis do, déi technokratesch Erugoensweis férdert.

Mir hate scho Geleehheet, beim Débat iwwert dee Spidolsplang den 19. November 2014, op déi eenzel Aspekter dovunner anzegoen. Mir hatten déi generell a mechanesch Reduzéierung vun den Akutbetter kritiséiert. Et ass keng wierklech Bedarfsanalys deemools gemaach ginn, op d'mannst net virgeluecht ginn. An et sinn deemools an, wéi mer héieren hunn, och haut nach gréisstendeels keng Alternativen a Form vun där versprachener ambulanter Medezin virgeluecht ginn. Wann do an der Zithaklinik an de leschte Joren eng aner Praxis war, kann een dat nëmme begrëssen.

Mir fannen och, dass d'Schlëssung vun der Clinique Sainte-Marie, an dat huet och mat deemselwechte Grupp ze dinn, eng schlecht Iddi ass, well se deenen Aarbechtsplazen, deene villen Aarbechtsplazen an deene verschidde Beräicher, déi et do gëtt, keng sécher Perspektive fir d'Zukunft bitt. A mir mengen och, dass e Besoin wier, fir dat Spidol zu Esch bäizebehalen.

Mir hatten och kritiséiert, dass d'Personal net an d'Qualitéitskontroll géif agebonne ginn an de Spideeler. Mir stellen allerdéngs fest, dass an deem neie Reglement do eppes derbäikomm ass iwwert d'Participatioun och vun de Vertrieber vum Personal an dem Contrôle bei de Comités d'évaluation, a mir fannen dat eng gutt Saach.

Mir hunn deemools d'Kierzung vun der Enveloppe vun der Gesondheitskeess bedauert. Mir hunn eis och skeptesch gewise par rapport zu den „Fallpauschalen“, wéi dat heescht, déi an der Maach sinn an déi riskéieren, zu enger Zwouklassemedezin ze féieren.

Mir hunn och op de käschtreidewenden Afloss vun der liberaler Medezin higewisen a

gefrot, d'Méiglechkeet ze schafen, fir méi Dokteren net am liberale Statut, mä am Saliariatsstatut anzustellen. A mir mengen, dass dat eng Formel wier, déi ee sech och misst iwwerleeën, wann elo déi nei Strukturen am Süden zum Beispill kommen, mam Südspidol, déi ee sech onbedéngt méi misst iwwerleeën, well dat och Struktur sinn, an e Verhältnis ass, en Ugestallteverhältnis ass, wat och vill jonk Doktere misst interesséieren.

Mir hu bei där Debatt och op dee groussregionalen Aspekt vun de Spideeler higewisen. Mir mengen, dass een net eleng kann no geografischen an inhaltleche Strukturen fueren, déi fir den enke Raum nëmme vum Lëtzebuurger Territoire vu Wichtigkeet sinn, mä dass een och muss kucken, wéi d'Situatioun vun de Spideeler ronderëm eist Land ausgesäit.

Mir wëssen, dass verschidde Spideeler zoumaachen, net nëmmen hei am Land, mä och an de Géigende ronderëm. A mir fannen, dass et wichtig wier, dass een an den Iwwerleeunge fir esou ee Spidolsplang méi och géif dee Facteur mat abezéien.

Mir mengen do och an deemselwechte Kontext, dass et weiderhi wichtig ass, och mat den universitäre medezineschen Zentere ronderëm ze kooperéieren, wat d'Ausbildung ugeet. An ech mengen, dass een dat och soll diskutéieren am Kader vun där diskutierter „medical school“, dass déi ganz am Kader och vun der Kooperatioun an der Groussregioun a vun de Complémentaritéiten, déi et do gëtt, muss gesi ginn. Dat dierf net eng nei Standuertdiskussioun an eng nei Standuertkonkurrenz gi mat bestehende Strukturen ronderëm.

Mir mengen, dass all déi Froen net geléist sinn an deem neie Plan hospitalier, och net an där Form, wéi en elo virgeluecht ginn ass, no eiser Diskussioun. Mëtterweil läit jo och den Avis vun der Chambre des Saliariés vir zu deem Reglement. D'Chambre des Saliariés huet hiren Désaccord dran ausgedréckt a fuerdert eng, wéi si seet, Remise à plat mat allen implizierten Akteuren. An dat ass och meng Konklusioun am Fong geholl haut.

Dat huet awer näischt ze di mat deem konkrete Projet, deen eis hei virläit an dee mer wäerte stëmme, trotz alle Kriticken, déi ech hei ubruecht hunn um Groupe Robert Schuman, zu deem e gehéiert, an un der Regierungspolitik.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Domat si mer um Enn vum Débat an d'Madame Gesondheitsministesch Lydia Mutsch huet d'Wuert.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Déi vill a gutt Interventiounen, virun allem den detailléierte Bericht vun der Rapportrice vum Projet erlabe mir et, fir zimlech kuerz ze sinn. Ech fannen, dass hei konstruktiv Ausféierung vum alle Säite komm sinn, déi mer natierlech op verschidde Plaze mat op de Wee huelen.

Mir sinn en attente vum Avis vum Statsrot zu eiem Plan hospitalier. Mir hunn elo an deenen nächste Wochen eng ganz Rei vu Réuniounen vun der Chamberskommissioun, ënner anerem fir iwwert d'Fro vun der Douleur ze schwätzen, ënner anerem fir iwwer aner Spideeler ze schwätzen, d'Sainte-Marie, déi iwwert de Spi-

■ L'actualité parlementaire sur www.chd.lu

■ Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.

■ La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

■ L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.

■ Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.

■ De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





dolsplang fir déi nächst fënnef Joer jo ofgeschert ass. Dofir erluben ech mer, kuerz op déi verschidden Interventiounen anzugeen.

Ech wëll gären de Bau, den Neibau oder d'Moderniséierung vum Spidol am Garer Quartier, der ZithaKlinik, an de Gesamtkontext vun engem Secteur setzen, dee sech enorm verännert huet an deene leschte Joren. Grouss Fusionsprozesser, déi stattfonnt hunn, eng nei Regierung, déi sech agesat huet, fir déi Häiser, déi mer hunn, ze moderniséieren. Am Duerchschnitt fléissen iwwer 30 Milliounen pro Budgetjoer an de Fonds hospitalier, deen dat Instrument ass, wou iwwer 80% vun de Spidolinvestitiounen getäteg ginn.

An ech wëll hei soen, dass mer an deenen nächste Joren, virun allem iwwer 2017 eraus, dee Fong massiv mussen zousätzlech alimenteren, fir dass déi vill Modernisatiounen an och Neibauten, déi mer um Instanzeweue hunn, ech denken net nëmmen un d'ZithaKlinik, mä ech denken och un dat neit Südspidol, eise CHNP, d'Rehaklinik...

(Brouhaha)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift!

► **Mme Lydia Mutsch, Ministre de la Santé.** - Ech denken awer och un den Neibau vum CHL, dass mer dat och an der Zukunft kënnen maachen. An ech zielen do op de Support vun der Chamber, wann et herno em déi Diskussiounen och geet.

Bon, wat d'ZithaKlinik selwer ubelaangt, esou ass hei vun alle Säite betount ginn, dass et e ganz dynamescht Quartiersspidol ass mat engem exzellente Ruff. Ech kann dat nëmme bestätegen. Dat ass eng wierklech gutt gefouert Klinik ëmmer an der Vergaangenheet gewiescht. An et ass och nach ëmmer de Fall. Et ass eng Klinik, déi och zum Deel schonn dat préparéiert huet, wat am neie Plan hospitalier ugeduecht ginn ass an och schonn agefloss ass. Ech denken do zum Besspill un de Virage ambu-

latoire.

Elo ass natierlech, an ech kann dat ëmmer nëmmen ënnersträchen, d'Instrument vun engem Plan hospitalier dat, wat et ass, nämlech e groussherzoglecht Reglement, wou mer net all konzeptuell Diskussiounen dra kënnen verpacken, déi mer gäre géifen. Do bleiwen nach vill Diskussiounen op, déi mer op engem anere Plang musse féieren. Ech denken un eist Spidolgesetz, wat mer mussen op de Leescht huelen a wou dann och esou Iddien, wéi déi, déi hei op den Dësch komm sinn an déi iwwer d'Referenzen an d'Definitiounen, déi an desen Plan hospitalier agefloss sinn, nach mussen zousätzlech an eis Gesetzter erakommen, wou mer dat och nach kënnen maachen.

Zum Projet selwer wëll ech Merci soen, dass mir am Fong den Aval kritt hunn, fir déi Klinik kënnen ze moderniséieren fir e Gesamtkäschtepunkt vun 62,6 Milliounen, wat vill Sue sinn, awer gutt investéiert Suen, déi gebraucht ginn, virun allem och gebraucht ginn an deem dote Quartier.

An deem Zesammenhang gouf och hei d'Fro gestallt, wat d'Addictologie ugeet. Bon, hei kann ech lech rassurieren, dass am Concept médical, deen de Gesamtgrupp eis am Summer d'lescht Joer virgestallt huet an am Hierscht d'lescht Joer confirméiert huet, de Pôle psychiatrique massiv ausgebaut gëtt, virun allem um Site vum Kierchberg, awer dass och e Service virgesinn ass, deen exklusiv sech em d'Addictologie këmmert an déi d'Offre de soins iwwer d'Polyclinique complétiert an dowéinst grad an der ZithaKlinik, an engem awer net ëmmer ganz einfache Quartier, hir Daseinsberechtigung huet.

An ech mengen, dass dat och e ganz wichtege Deel ass vum Gesamtkonzept vun der Psychiatrie adulte an och vun engem Service national de psychologie juvénile, wou dat heiten natierlech e wichtege Bestanddeel dovunner ass. An ech mengen, dat wier och déi richteg

Plaz, fir dat virzugesinn. Do hu mer eng Sëtzung virgesinn.

Am Plan hospitalier sinn zwee Services de la douleur virgesinn, dovunner een an der ZithaKlinik, an Zesummenaarbecht mam RehaZenter. An dat, mengen ech, wier och e ganz wichtege Message an och eng wichteg Ausrichtung vun deem Haus, wat an der zukünftiger Spidolandschaft seng Positioun domat stäerkt, an och duerch déi Modernisatioun an déi Extenssioun, déi mer maachen, säi Stellwäert an där Spidolandschaft nach weider ënnermauert.

Ech wëll ofschléissend - mat alle Froen, déi mer nach zousätzlech an den nächste Wochen a Méint kënnen tranchéieren - nach eng Kéier hei soen, dass et wierklech eng ganz gutt gefouert Gesondheetskommisssioun ass, déi mer hei an der Chamber hunn, mat ganz konstruktive Virschléi, net nëmmen am Zesammenhang mat eise Spidolgebaillecheeten, mä och am Zesammenhang mat deenen aneren Instrumenter, déi mer hunn, fir eis Offre de soins hei zu Lëtzebuerg kontinuierlech ze moderniséieren an eis Spidolandschaft zum Gude vum Patient weider auszubauen.

An duerfir geet mä grouse Merci un all d'Intervenanten an un lech, Här President, an un d'Kollege fir d'Nolauschteren. Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Minister. Domat si mer um Enn vun den Diskussiounen zu deemem Projet ukomm an ech géif lech proposéieren, zum Vote iwwer den Ensemble vum Projet de loi 6598 iwwerzegoen.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6598 et dispense du second vote constitutionnel

An d'Ofstëmmung fänkt direkt un. Déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

Sou, elo schéngt et eriwuer ze sinn. Kënnt kee méi bái?

56 Participanten um Vote, 56-mol Jo. Domat ass de Projet eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui: Mmes Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mme Martine Hansen, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Frank Arndt (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mmes Taina Boffering, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen, Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, M. Eugène Berger (par M. Lex Delles), Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps, Edy Mertens et Mme Lydie Polfer;

MM. Claude Adam, Gérard Anzia, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini;

MM. Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding;

MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

An ech froen lech nach just, ob Der bereet sidd, d'Dispens vum zweete Vote ze ginn.

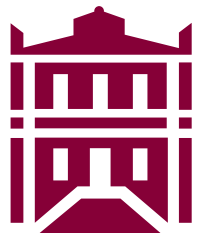
(Assentiment)

Merci villmoos.

Da si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Rendez-vous muer de Mëtteg em zwou Auer fir d'Consultatiounsdebatt.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.32 heures)



SÉANCE 26

JEUDI, 19 MARS 2015

Présidence: M. Mars Di Bartolomeo, Président • Mme Simone Beissel, Vice-Présidente

Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Mars Di Bartolomeo, Président
- Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2
 - M. Félix Eischen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse - Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
- Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?»
 - Exosé: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures
 - Débat: M. Michel Wolter (interventions de M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, de M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et des Infrastructures, et de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur), M. Yves Cruchten, Mme Josée Lorsché, M. Max Hahn, M. Gast Gibéryen (Mme Josée Lorsché intervient), M. Justin Turpel (intervention de M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur), M. Marc Lies, M. Roger Negri, M. Gusty Graas, M. Henri Kox (dépôt d'une motion), Mme Martine Hansen, M. Frank Arndt
 - Prises de position du Gouvernement: M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures (interventions de M. Justin Turpel et de M. Michel Wolter), M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et des Infrastructures (interventions de Mme Martine Hansen et de M. Aly Kaes)
 - Motion: M. Michel Wolter, M. Gast Gibéryen, M. Justin Turpel
 - Vote sur la motion 1 (adoptée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Félix Braz, François Bausch, Mme Maggy Nagel, MM. Dan Kersch et Claude Meisch, Ministres; M. Camille Gira et Mme Francine Cloesener, Secrétaires d'État.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech maachen heimat d'Sëtzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Félix Braz, Ministre de la Justice.** - Neen, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Justizminister. Ier mer elo op eis Konsultatiounsdebatt kommen, proposéieren ech, dass mer d'Question urgente virzéien. Et ass d'Ques-

tion urgente 1006 vun der Madame Martine Hansen an dem Här Félix Eischen iwwer d'Examensfroe vum Zyklus 4.2 an der Grondschoul, déi ëffentlech zirkuléieren.

D'Madame Hansen respektiv den Här Eischen an deemem Fall hu fënnef Minutten Zäit, fir d'Fro ze presentéieren, an d'Regierung, den Erzéiungsminister, den Här Claude Meisch, huet zéng Minutten, fir dorop ze äntwerten. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

2. Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géif gären dem Éducatiounsminister eng Fro stellen am Kontext vun der Fuite vun den Examenskopen am Cycle 4.2.

D'Martine Hansen a meng Wéinegkeet hate scho virun zwee Deeg doriwwer eng Question parlementaire gestallt an de Minister drop opmierksam gemaach, dass eisen Informatiounen no Kopie vun den Épreuven am Émlaf wieren. Déi Kopie sinn zesumme mat engem Bréif vum Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques vum Éducatiounsministère erausgeschéckt ginn.

Haut dunn huet sech eis Vermutung, déi mer an der Question parlementaire geäussert hatten, bestäet, dat souwuel an der Press wéi awer och vum Här Minister selwer. Souwuel d'Schoulmeeschteren aus dem Cycle 4.2 wéi och verschidden Eltere sinn am Besëtz vu Kopien. Well d'Épreuven nach des Woch an theoretisch och d'nächst Woch nach sinn, haten elo natierlech verschidde Schüler en Avantage vis-à-vis vun deenen, déi déi Kopie vun den Épreuven net haten.

Wéi de Minister scho confirméiert huet, mussen an esou engem Kontext d'Épreuven nach eng Kéier frësch gemaach ginn. D'Kanner

ginn also zanter Méint op déi Tester préparéiert. Et ass u sech och déi éischte Kéier an hirer schoulescher Carrière, dass se richtig getest ginn. Fir si, d'Kanner, ass den Timing och kloer gewiescht: D'Fuesent geet et lass, Ouschteren ass et eriwuer.

Ass et engem Kand elo zouzemudden, dee ganze Stress elo erëm eng Kéier vu vir unzefänken? Och fir d'Elteren heescht dat zousätzleche Stress.

Elo hunn ech an deem Kontext, Här Minister, e puer Froen un lech. Wéi kann et sinn, dass déi Kopien zesumme mat engem Bréif vum Service de Coordination erausgeschéckt goufen?

An deem Kontext handelt et sech jo dann net em eng Pann, wann esou eng Diffusioun mat engem offizielle Bréif gemaach gëtt. Firwat stoung och net „strictement confidentiel“ an deem Bréif dran, a just „pour votre gouverne“?

De Minister sot, dass hien de Méindeg vun deser Fuite au courant gesat ginn ass an dass doropshin eng intern Enquête lancéiert gouf. Firwat reagiert de Minister dann eréischt haut? Mir sinn Donneschdeg. Wann de Minister de Méindeg au courant gesat ginn ass, firwat sinn d'Épreuvé vun deser Woch dann net scho geännert ginn?

D'Épreuvé ginn also zum Deel nei gemaach, mä déi éischt Tester ginn och elo net all annulléiert. Wéi ginn dann elo d'Épreuvé berechent, déi al, déi nei? Wéi eng Gewichtung hunn déi éischt? A wéi eng Gewichtung hunn déi Épreuven, déi eréischt solle geschriwwen ginn? Firwat gi just d'Écriten nei gemaach an net d'Oralen? Ass et iwwerhaupt richtig, nei Tester ze maachen?

Le mal est fait! D'Kanner sollen also elo dat mussen richtbéien, wat e puer verantwortungslos Erwuessener an Arem Ministère, Här Minister, an de Sand gesat hunn! Dir sidd hei an der Responsabilitéit,...

(Exclamations)

...wat fir eng Konsequenzen envisagéiert Dir?

Merci.



► **M. Alex Bodry** (LSAP).- Wat géift Dir da proposéieren? Dat eent a sai Contraire!

► **Une voix**.- Oh Mamm, oh Mamm!

► **Mme Josée Lorsché** (déi gréng).- Populismus pur!

(**Brouhaha général**)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Ech géif dem Här Eischen frëndschafleech roden, nach eng Kéier eist Reglement nozeliesen, wat d'Question-parlementairen ugeet a wat d'Commentairen a Question-parlementairen ugeet. À bon entendeur salut!

An den Här Claude Meisch huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Merci, Här Président!

Also, ech ka jiddwerengem seng Enttäuschung, seng Verwonderung, seng Roserei och verstoen. Mir deele se mat ganz ville Leit am Land, virun allem mat ganz ville Schülerinnen a Schüler. An ech kann lech soen, datt de Moie mäin Handy net opgehale huet ze vibréieren, well ech permanent Maile kritt hunn, Téléphone kritt hunn, SMS'e kritt hunn, Bréiwer vu Schoulklassen - hei vum Teresa, vum Rick, vum Pedro, vum Tina, vum Nelly, vum Jenny, vum Nicolas -, déi sech d'Fro stellen, wéi dat dote ka sinn, déi sech d'Fro stellen, firwat si elo, well iergendzwoesch effektiv e Feeler - also e grave Feeler, e ganz grave Feeler! - geschitt ass, déi musse sinn, déi eventuell Épreuven nach eng Kéier musse maachen.

(**M. le Ministre Claude Meisch montre une lettre à l'audience.**)

An hir Froe beschränke sech net dorobber. Et ass eng Sait voller Froen, op déi ech och Schwierigkeiten hunn, d'Antworten allegueren direkt ze formuléieren. Well wann ee gesäit, wat mer do detektéiert hunn, mat wat fir enger Energie, zum Deel awer och Systematik do Froe weidergerech goufe vun Tester, déi elo net ausschlaggebend si fir d'Orientatioun téscht dem Fondamental an dem Secondaire, mä awer eng wichteg Roll ze spillen hunn, da schuddert et een!

Duerfir wëll ech fir d'Alleréisch emol soen, datt meng Gedanke bei deene Kanner sinn. An ech verstinn eigentlech och net, wéi mer et fäerdegbréngen als Erwuessener, oder wéi e puer Erwuessener et fäerdegbréngen - Enseignanten, zum Deel dann awer och Elteren -, de Kanner d'Gefill mat op de Wee ze ginn, datt d'Fuddelen eppes Guddes wär...

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- ...an datt ee mat Fuddele géif hëllefen! An ech verstinn eigentlech och weder d'Enseignanten nach déi Elteren, déi gemengt hunn, andeems se déi Schüler do iwwert deen dote Wee, deen absolut net ze toleréieren ass, nach eng Kéier besser op deen Test do géife préparéieren, datt se hinnen eppes Guddes géifen undinn. Well: Menge mer wierklech, wa se falsch orientéiert herno sinn an an där falscher Klass sëtzen, well se gefuddelt hu mat der Hëllef vun Elteren a vun Enseignanten, datt dat hinnen da wierklech op Dauer eppes géif bréngen? Ech mengen, datt bréngt hinnen nu wierklech guer näischt! Duerfir sinn dat heiten awer Saachen, déi mer festgestallt hunn, wou d'Wieder mer..., wou d'Wieder mer feelen!

D'Fro stellt sech natierlech, a mir hu probéiert, ganz schnell eng Antwort dorobber ze formuléieren: Wat maache mer elo? Déi Froen, déi den Här Eischen opgeworf huet, sinn, jo, berechtigt. Ech mengen, datt mer se net allegueren mateneen a voller Kohärenz beäntwert kréien. Ech denken, datt mer awer eng Reaktioun musse weisen.

Mir kënnen net einfach elo soen: Jo, et waren der vläicht 3 an och vläicht 300 oder 30 oder 500 Kandidaten, déi déi Froen am Virfeld hatten, a mir maachen d'Aen zou an dat ass et dann a mir bleiwe bei déser éischter Épreuve. Dat wëlle mer net! Well do géif ëmmer den Doute bleiwen, ob dann net deen een oder deen aneren da vläicht awer besser orientéiert gi wär, grad well en deen doten Avantage sech verschafft hätt oder verschafft kritt hätt. An deen Doute ass net gutt!

Mir wëllen duerfir op de Wee goen, fir éischten emol déi Épreuven, déi nach net stattfonnt hunn, an dat sinn der iwwert Textproduktiounen, déi d'nächst Woch stattfannen am Franséischen an am Däitschen, wou alleréisch haut de Moien dann och an enger Dageszeitung d'Froen an d'Themen zu deenen Textproduktiounen annoncéiert goufen, datt mer déi stattfanne loosse, selbstverständlech mat anere Sujeten a mat anere Froestellungen, soudatt mer fir deen Deel, vum deem éischte Volet vun der Épreuve emol sécherlech d'Garantie hunn, datt dat korrekt ofgelaf ass.

Da gi mer hin a mir soen: Mir maachen eng zweet Épreuve op deene schrëftlechen Épreuven, déi scho stattfonnt hunn am Franséischen an am Däitschen, well mer do kënnen feststellen, ob dann do gravéierend Differenze sinn. A mir denken, datt herno de Comité d'orientation oder d'Commission d'orientation, déi jo net nëmmen d'Resultater vun deenen Épreuven do kuckt...

An aus Ärer Froestellung hunn ech eraushéieren an aus ville Commentairen, och aus deem, wat an de Media gesot a geschriwwen ginn ass, an a ville Froen, déi ech och am Laf vum Dag esou héieren hunn, hunn ech festgestallt, datt déi ganz Orientatiounsprozedur eis net allegueren ëmmer esou präsent ass, wéi se da wierklech ofleeft: Da gi mer déi zwoe Evaluatiounen vun deenen zwoe Épreuven mat an déi Kommissioun. An et ass jo net nëmmen dat, wat gekuckt gëtt: wat d'Resultat an deenen Tester ass. Dat ass een Element nieft de Bilanen, de Bilans intermédiaires an de Bilans de fin de cycle. Et sinn d'Avise vun den Elteren, déi mat afléissen. Et sinn aner Produktiounen vun de Schüler, déi och kënnen mat considéiert ginn. An op Wonsch kann et och nach en Test psychologique sinn.

Et sinn also fënnf verschidden Elementer. An an deem Fall wäeren et der da sechs verschiddener, déi zu engem Gesamtbild vun de Kompetenzen vum Schüler solle féieren, fir datt déi Kommissioun sech e méiglechst globaalt Bild ka maachen, fir en Avis d'orientation kënnen auszeschwatzen.

Wann elo - huele mer emol e Beispill - an de Bilanen aus deene Jore virdu sech ergëtt, datt de Schüler mëttelméisseg Leeschtunge bruecht hätt a mëttelméisseg Kompetenzen dann och zustane bruecht hätt, an en hätt an där éischter Épreuve elo formidabel gutt ofgeschnitten an an där zweeter wär et awer erëm éischter méi mëttelméisseg gewiescht, dann denken ech, da weess och déi Kommissioun, wat se do ze maachen huet a wat hiren Avis d'orientation wär.

Woubäi duerno jo nach ëmmer d'Méiglecheit ass vun engem Recours, a fir dann un engem Examen kënnen deelzehuelen a wou dann d'Resultat vum Examen da finalement zielt.

Soudatt ech denken, datt mer hei - bei allem Negativen, wat och vläicht dës Prozedur nach huet - dee beschte Wee gewielt hunn, fir propper do erauszekommen, am Respekt vum Effort vun de Schüler, dee se bis elo gemaach hunn, awer och fir eng méiglechst gross Chancéglichheit an Egalitéit um Départ vun esou Épreuven kënnen ze garantéieren.

Wat mer enorm leed deet, dat ass, datt hei wahrscheinlech duerch d'Feelverhale vun e puer Einzelnen e ganze Berufsstand och erëm eng Kéier a Mësskredit riskéiert ze kommen.

Mir hu keng Indicioun, datt dat dote wierklech flächendeckend iwwert d'Land gemaach gi wär. Mir hu keng Indicioun dorobber, datt systematesch Enseignanten an all eise Schoulen dat dote gemaach hätten, datt se déi Froen do weiderginn hätten.

Mir hunn awer ganz kloer Indiciounen, datt et an eenzelne Fäll weidergi ginn ass. Mir wëssen net vu wem. Mir wëssen ongeféier wou.

De Moien an enger Dageszeitung stoung, et wär am Oste vum Land gewiescht. Ech kann dat confirméieren. Mir kenne ganz prezis Fäll am Oste vum Land. Mir kennen awer grad esou prezis Fäll am Norde vum Land. Mir hunn och munches schonn héieren, wat de Süde vum Land ubelaangt.

An där interner Enquête, déi mer gemaach hunn zanter de Méindeg, si ganz prezis Saachen dach awer zudag komm. Mir hu festgestallt, datt do, wou d'Froen zirkuléiert sinn, se quasi bei der ganzer Klass waren, datt alleréisch och eenzel Elteren sech bei eis manifestéiert hunn zanter de Méindeg, déi gesot hunn: „Mir wëllen dat doten net a mir wëllen lech dropp opmierksam maachen, datt dat dote geschitt.“ An duerfir leeft eis intern Enquête zanter de Méindeg bis gëschter Owend.

Mir kënnen net ganz genau quantifizéieren, wéi vill Schüler do am Fall sinn, bei wéi villen Épreuven, mä trotzdem mierke mer, datt et awer mat enger gewësser Systematik gemaach ginn ass. Firwat mat enger gewësser Systematik? Wann een iwwer E-mailen dat verschéckt, wat ee gescant huet aus deem ganze Pak vun all den Épreuven, als PDF, y inclus all déi Audio-Fichieren, déi nach drunhänken, dann denken ech, ass dat scho mat enger gewësser Intention gemaach ginn. An dann ass dat net, datt ee se emol iergendzwoesch vläicht eng Kéier fonnt huet a leie gelooss huet an et war net agespaart, et war net am Tirang. Et ass nämlech dat, wat mer festgestallt hunn, dat och geschitt ass.

Duerfir denke mir, datt mir mat eiser Enquête esou wäit konnte kommen, wéi mer kënnen kommen um administrative Plang, a mir hunn

duerfir de Moie Plainte déposiert beim Parquet, fir datt sech d'Justice dës Dossier hei unhëlt, well mer op d'mannst emol awer feststellen, datt Leit sech hei net un de Beamtestatut gehalen hunn, datt mer op d'mannst emol dovunner aus musse goen, datt, och wann net kloer markéiert ass „strictement confidentiel“ an net kloer op där Enveloppe, déi zougepecht ass, eng Prozedur steet, wéini ee se dann dierf opmaachen, et muss kloer sinn, datt et awer Froe si fir en Test an datt déi confidentiel ze handhabe sinn. Dat misst evident sinn.

An et ass eigentlech eng intellektuell Frechheet, de Leit dat nach eng Kéier op de Bréif ze schreiwen, fir datt et eigentlech esou misst gehandhabt ginn. Wou wäere mer dann, wa mer jiddwerengem dat doten nach eng Kéier misste preziséieren an deem Fall, wou et em en Test geet an der Orientatiounsprozedur?!

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Mir wëllen och, an dat hunn ech d'lescht Woch schonn annoncéiert, generell iwwert déi gesamt Orientatiounsprozedur nodenken, dat éischter als Reaktioun op déi Orientatioun, déi mer haten am Laf vun deene leschte Joren, awer och iwwer eng Rei vun anere Schwaachpunkten, déi haut schonn detektéiert goufen. Do wëll ech elo net am Detail drop agoen, dat kënnen mer op enger anerer Plaz awer gären am Detail och eng Kéier maachen. Mä an deem Kontext muss sécherlech och nach eng Kéier gekuckt ginn, wéi mer ganz genau mat deenen Tester do wäerten da verfuere.

Déi Fro, déi Der gestallt hutt, déi ech awer net verstanen hunn, datt ass, wéi Der de Lien maacht téscht deem Begleitbréif bei deenen Enveloppen mat den Épreuven an elo dem Fait, datt déi Épreuven iergendzwoesch weidergerech gi wäeren. Datt een do e Begleitbréif dobäi mécht, schéngt mer evident ze sinn, an datt dat lech interpelléiert huet, muss ech soen, datt hunn ech net ganz richtig verstanen, firwat datt grad dee Fait lech op de Plang geruff huet. Dir kënt mech do awer ganz ganz gäre beléieren.

Ech denken awer, datt - an dat hu mer och nach eng Kéier gekuckt - déi Procédure, wéi se en place ass, wéi se vum Ministère och prezis définéiert ass, eigentlech kee Spillraum léisst fir iergendwelch Feeler oder Zoufäll, déi dat doten hätte kënnen verursaachen, datt also schonn iergendzwoesch och hei géint déi Prozeduren an eigentlech och géint de klere Mënscheverstand verstouss ginn ass, téschent deem, wat bei der Definition an der Ausarbechtung vun deene Questionnaire geschitt ass, bis dann déi Tester an der Klass stattfonnt hunn. Do hu Leit sech eben net un d'Prozedur gehalen. Hätte se sech dru gehalen, dann hätt dat doten net kënnen geschéien.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Et ass zwar an der Prozedur net virgesinn, mä wann den Här Minister domat d'accord ass, dass eng Niewefro gestallt gëtt...

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Wann et der Klärung déngt, da kann ech dat gären akzeptéieren.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Merci, Här Président. Merci, Här Minister. Ech wollt just nach eng Kéier déi éischt Fro preziséieren. Dat heescht, d'Questionnaire si jo u sech erauskommen, well de Ministère se verschéckt huet un d'Leit, un d'Membere vun der Commission d'orientation. D'Commission d'orientation, dat si jo net nëmmen d'Schoulmeeschteren an d'Jofferen aus dem 6. Schouljoer, déi d'Questionnaire maachen, déi u sech den Examen oder den Test ofhalen, mä dat sinn och Enseignante vum Secondaire, vum Technique, dat sinn d'Psychologen an esou weider.

An do stellt sech fir mech déi fundamental Fro: Firwat sinn déi Questionnairen erausgeschéckt ginn, pour votre gouverne, ier u sech d'Tester eriwwer waren? Well, wann ee se erausschéckt, ier d'Exame gelaf sinn, da besteet egal wéi ëmmer de Risiko, datt déi awer op eemol difuséiert ginn.

An duerfir wollte mer u sech froen: Firwat sinn déi erausgeschéckt ginn an ass net gewaart ginn, bis datt d'Examen eriwwer wieren, an da wiere se pour votre information erausgeschéckt ginn?

► **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*.- Mä ech gesinn do keen Zesammenhang domadder, datt herno déi Informatiounen erauskommen sinn, well fir datt se konnten erauskommen... A wa se schonn e Joer virdu erausgeschéckt gi wäeren oder dräi Woche virdu oder zwee Deeg virdu, wann do Leit higin a se difuséiere se wëssentlech, dann ass dat de Problem an et ass dat de Fait. An dogéint musse

mer och virgoen an dat kënnen mer net akzeptéieren. Da läit sécherlech net de Feeler doranner, datt se méi fréi erausgeschéckt gi wäeren.

Ech muss awer kënnen dovunner ausgoen, datt all déi Leit, déi an där doter wichtiger Prozedur mat Liewensentscheedunge preparéiere fir Schüler, datt déi awer déi Confiance hunn, déi Gewëssheet hunn, déi gewëssenhaft Aarbecht leeschten, datt se dat doten eben net weiderginn, och wa se et eng Woch vläicht méi fréi kréien. Wa mer dat net hunn, an dat Vertrauen net hunn an déi Leit, da mengen ech, da musse mer déi Kommissioun aneschtters besetzen an Zukunft.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci dem Här Minister. An domat, mengen ech, wär déi heite Fro traitéiert a mir kënnen zum normalen Ordre du jour eriwwergeen.

De Mëtteg féiert d'Chamber eng Consultatiounsdebatt op Proposition vum der Regierung doriwwer, wéi mer Lëtzebuerg zesumme wëllen entwéckelen. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht an d'Wuert huet direkt den Här Nohaltegekeetsminister, de François Bausch.

Vu dass mer souwisou virun enger laanger Sëtzung stinn, bidden ech all d'Kolleegen em déi noutwendeg Disziplin. Villmools Merci.

3. Débat de consultation «Lëtzebuerg zesumme entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?»

Exposé

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Merci, Här Président, fir d'Wuert.

Dir Dammen an Dir Hären, viru genau engem Joer huet dës Regierung mat villem politesche Courage decidéiert, fir déi véier sektoriell Pläng virum Summer 2014 op den Instanzeweze ze schécken. An ech wëll vläicht do och emol zwoe Virremarqué maachen, well ech och heiansdo de part et d'autre an der Press Saache liesen, iwwert déi ech e bëssen erstaunt sinn.

Dat éischt, wat ech liesen, ass, datt gesot gëtt: Jo, firwat huet d'Regierung dann déi Pläng einfach an d'Prozedur ginn? Hätt se net besser gehat, si hätt se am Detail nach eng Kéier iwwerschaafft, respektiv wa se relativ séier Virahnungse kritt huet, datt par rapport zum Landesplanungsgesetz Saachen net an der Rei gewiescht wäeren, hätt se net besser gehat dann, wéi gesot, d'Pläng komplett och deementspriedend ze adaptéieren?

Ech wëll dozou soen, ech hätt gären heibannen an och dobaussen déijéineg all gesinn, wann d'Regierung ugekënnegt hätt d'lescht Joer am Fréijoer, loosse mer soen Abrëll, Mee, Juni - ech ka mech erënnere, an der Chamberskommissioun sinn ech schonn am Februar ënner Drock gesat ginn oder et ass versicht ginn, mech ënner Drock ze setzen, wéini mer dann endlech déi Pläng elo géifen an d'Prozedur bréngen, well déi wäer jo fäerdeg -, an ech hätt gären déi Diskussioun gesinn, déi mer am Land gehat hätten, de part et d'autre, wann d'Regierung gesot hätt: „Mir maachen dat elo emol net a mir huelen ons mol nach eng Kéier zwoe Joer och gutt Zäit, fir se weider am stillen Kämmerlein ze diskutéieren an ze analyséieren, well mir sinn der Meinung, do si Saachen hei an do net an der Rei.“ - da wär gesot ginn, dat wär eng Sauerei, d'Regierung géif net wëllen d'Transparenzkaart spillen. An iwwerhaapt, et wär alles fäerdeg an esou weider an esou fort. Ech mengen, mir kennen déi Leieren, déi een dann ëmmer muss héieren.

A well ech dat net wollt an d'Regierung dat net wollt, hu mir et vill méi richteg fonnt, fir endlech, no zéng Joer Virarbecht, déi ronderëm déi Pläng gelaf sinn a verschiddenen Aarbechtsgruppen, domadder an d'Prozedur ze goen, an awer hu mer dobäi ëmmer betount, vun Ufank un, datt mer dat als oppene Prozess géife gesinn, datt mer dialogbereet wäeren, datt mir keng honnertprozenteg virgefaasste Meinung hätten.

An da kommen ech zum zweete Punkt vu menge Virremarquen: mengem Erstaunen driwwer, wann ech de part et d'autre liese muss, wéi d'Leit dann domadder ëmginn, wann een esou an e Prozess geet. Wou da gesot gëtt: Jo, wat soll dat, wou d'Regierung keng eege Meinung? Wat soll dat? Hätt d'Regierung net besser gehat, awer hei an do eppes anescht ze zielen? Oder huet se hir Meinung elo geännert? Dat gëtt gesot.



Ech hunn elo nach missen an engem Artikel liesen, datt mer am Juli an d'Prozedur gaange wäeren am Oktober hätt ech meng Mee-nung scho geännert. Mä, wat ass da Schlechtes drun, wann eng Regierung an eng Prozedur mat esou engem komplexe Wierk wéi deem heite geet, a vun Ufank u seet, se wier bereet - mir hunn d'Wourecht net selwer gepacht -, se wier bereet, hei oppen do dran ze goen, ze diskutieren, nozelauschteren an deementsprechend, wa se vum Terrain uerdentlech Saache kritt, déi och ze berücksichtegen?

Dofir nach eng Kéier, et war richtig, dat ze maachen. An d'Diskussioun, déi mer kritt hunn, beleet et, datt et richtig war. Et ass insgesamt eng gutt Diskussioun. Si ass insgesamt och ganz konstruktiv verlauf. A mir hu ganz vill positiv Réckmeldunge kritt. An déi wäerten och elo all an dat Ganzt mat afléissen.

Véier Aarbechtsgruppen hu virdrun zu Lëtzebuerg getaagt iwwer zéng Joer, wéi gesot, fir un deene Pläng ze schaffen. Awer gréisstendeels, an dat ass de groussen Ennerscheid par rapport zu deem, wat mer elo zanter engem Joer maachen: à huis clos! Et wouste ganz wéineg Leit Bescheid, wat wierklech à huis clos diskutiert ginn ass. Déi Aarbechtsgruppen hunn ni sech ëffentlech geäussert, oder kaum. Et sinn heiansdo emol kleng Tëschebilane gemaach ginn zu engem - haaptsächlech dem PST -, mä grosso modo net.

An et war vun Ufank un och gesot ginn, vun eis, wéi gesot, datt mir deen oppene Prozess wéille wielen. Deen oppenen Dialog, deen huet och stattfont. A wa juristesche Feeler am Landesplanungsgesetz vun 2013 et net méi erlaabt hunn, déi Pläng mat där néideger juristescher Sécherheet a Rou ze iwwerschaffen, esou wéi mir eis et virgeholl haten, dann, mengen ech, war et och richtig, fir déi Konsequenz ze zéien, déi mer iwwregens, an dat huet mech och gefreet, gezunn hunn an der Kommissioun, an der Chamberskommissioun am November 2014 mat alle Parteien zesummen. Dat heescht, all Parteien zesumme waren der Meinung, datt et dat Richteg wär, fir dann duerno déi néideg Rou ze hunn an déi néideg Zäit ze hunn, fir déi sektoriell Pläng a Rou ze diskutieren, ze iwwerschaffen an esou weider.

An dese sécherlech net ageplangten, mä néidege Schrëtt stellt awer den ageschloene Wee och dofir vun der Regierung a puncto Landesplanung iwwerhaapt net a Fro. Au contraire! Mir sinn der Meinung, datt déi grouss Richtlinnen nach ëmmer hir Gültigkeit hunn. A firwat och? Well eis Problemer a puncto Flächeverbrauch, déi sinn zanter 15 Joer bekannt. Si gi just mat all neier landesplanerescher Etüd nach eemol ennerstrach. An d'Zuele mussen ëmmer erëm no uewe korrigiert ginn. Dat heescht, ech stelle fest, datt eigentlech déi Zeenarien, déi ëmmer erëm festgehale ginn, éischter vun der Realitéit nach dépassiert gi wéi de Contraire.

An duerfir erlaben ech mer och, e puer Fakten aus dem Rapport ervirzesträichen. Mir hunn nach ëmmer e Mangel u Wunnengen, trotz méi wéi 700 ha am Land, déi mer am Bauperimeter hunn, déi kuerzfristeg kéinte bebaut ginn. An trotz enger iwwerstanener Wirtschaftskris vun 2008 an 2009, déi natierlech nach ëmmer a gewëssene Moossen och hir Suiten huet, mä awer, géif ech emol soen, wann ech elo kucken, wéi de Wuesstum, de Wirtschaftswuesstum sech entwéckelt huet d'lescht Joer an och elo d'Joer, wéi et elo ausgesäit, mengen ech, si mer aus deem Schlimmste jo awer eraus.

De Choix, fir méi no bei senger Aarbechtsplaz ze wunnen, dee stellt sech fir vill Leit net méi, well déi Wunnengspräisser, duerch deen Drock, dee mer hunn um Logement fir vill Familjen am Land, deen ass esou staark, datt vill Familjen am Land sech dat net méi kenne leeschten.

Dës Evolutiounen, déi bréngen mat sech, datt de Wunnengsbau net do geschitt, wou en am sennvollste wär, zum Beispill do, wou d'Aarbechtsplaz sinn. An eben och fir Wunnengsbau ze maachen, datt mer an der Logik si vun enger gudder Landesplanung, nämlech vun der Ophiewung vun der Trennung vun de Fonctionnalités: wunnen, schaffen a Fräizäit. An d'Leit sinn dofir op hiren Auto ugewisen.

Vill ländlech Gemengen, déi wuessen zwar, mä déi verkommen awer éischter zu „Dortoirs-Dierfer“. Dat heescht dat huet och negativ Konsequenze fir de ländleche Raum, wou ee just nëmmen nach hifiert, fir owes ze schlofen. Mä d'Aktivitéiten, déi wirtschaftlech, respektiv d'Aarbechtsplaz an och oft, wat ronderëm ass, gréisstendeels vill méi wäit dovun ewech stattfannen.

Eise Wirtschaftswuesstum ass bái Wäitem méi dynamesch wéi an eisen Nopeschregiounen. Mir leie souguer néngmol méi héich wéi de Rescht vun Europa! A mir hunn an de Joren no der Kris trotzdeem nach 10.000 Aarbechtsplaz pro Joer zu Lëtzebuerg geschafen. Dat heescht, mir sinn an enger total atypescher Situatioun par rapport zum Rescht vun Europa!

An d'Konzentratioun vun den Aarbechtsplaz virun allem an a ronderëm d'Stad, déi ass frappant. Eleng an der Stad Lëtzebuerg kommen op 1.000 aktiv Awunner 3.800 Aarbechtsplazen. Dat ass en absolute Rekord an Europa! Just, fir lech ze soen: Zu Frankfurt sinn et op 1.000 Awunner ongeféier 1.400 Aarbechtsplazen. Dat ass och en Defizit. Mä hei ass keen Defizit, dat hei ass einfach véiermol esou een héijen Defizit, wéi et eigentlech misst sinn. Dat heescht, et ass guer keen Équilibrium méi do!

An et kléngt dofir och trivial, mä vill nei Awunner, vill nei Aarbechtsplazen, an dat méiglecherweest Vuneneen-ewech-Wunnen, also datt bedeit natierlech massiven Trafic. A mëttlerweil hu bal all d'Gemengepäpp a -mammen, déi ech bei mir am Ministère empfänken, an dat waren am leschte Joer se bal alleguerten, géif ech soen, déi hu quasi unanime ëmmer déi nämlecht Suergen: Dat ass den Trafic, also d'Verkéiersproblematik an hiren Uertschaften.

An da kommen oft natierlech an der Nout an an der Verzweiflung lokal Plooschtere an d'Tapéit. Dat sinn dann all méiglech Contournementen, déi jiddweree gären hätt. Verschidde-ner si berechtigt, verschidde Contournementen, mä nach laang net alleguerten. An do kommen dann awer... Bal all Gemeng verlaangt entre-temps och e Contournement. Mä dat ass just eigentlech eng Symptombehandlung, déi de Problem als solche jo eigentlech verlagert.

An esou wéi rezent Zuelen et ennermaueren, ass et esou, datt d'Suerge vun de Leit ëmmer méi grouss ginn, haaptsächlech wann ech den Autobunnsréseau vum Süde vun eise Land a Richtung Stad kucken, wou iwwerhaapt näischt méi geet, wou d'Stauen d'Regel sinn, wou d'Leit wierklech net méi vum Fleck kommen an de Spëtzestonnen, wou d'Saturatioun an der Moyenne schon iwwer 80% läit an an de Spëtzestonnen ëmmer bei 100. A wann eppes passéiert, wéi elo kierzlech en Accident, da geet guer näischt méi!

An zanter 2011 kann den Dagesverkéier zum Beispill um Gaasperecher Kräiz net méi zouhuelen, well mer d'Capacitéit scho laang erreicht hunn. Mir leien do bei 80.000 bis 90.000 Autote pro Dag. Dat ass wierklech d'total Saturatioun! Zum Beispill virun 20 Joer louche mer do nach bei 40.000 Gefierer pro Dag. An 1985 waren et der nëmmen 12.000. Dat heescht, mir hunn eng Versiwen-, Veraachtfachung fäerdegbruecht bannent 30 Joer am Verkéier op där doten Achs. An dat betrëfft awer net nëmmen déi doten Achs. Dat do ass nëmmen ee Beispill. Et kënnt een der eng ganz Rei anerer ginn op anere Knuetpunkten, wou et d'nämlecht ass.

Mä net nëmmen am Stroosseverkéier, och am ëffentlechen Transport hu mer extrem Capacitéitsenkpass entre-temps. Dat wollte mer och bewusst am Rapport emol eng Kéier ennersträichen. Well de Moment gëtt ëmmer nëmme gesot, d'Stroossen hätten Capacitéitsproblemer, mä d'Schinn huet der entre-temps och, den ëffentlechen Transport. Alles, wat mer bauen an nei maachen, all Zuch, deen nei agesat gëtt, soubal mer en agesat hunn, ass en deen aneren Dag voll.

Iwwerall do, wou mer vum Stonnen- op den Hallefstonnen-Takt erfogi beim Zuch, zum Beispill wéi elo kierzlech op der Nordstreck, huet dat e risegen Erfolg. An d'Zich sinn, wéi gesot, struppevoll. Also, den Ausbau, dee vum ëffentlechen Transport virgesinn ass, an och u flächendeckenden Alternativen, fir mam Vélo oder ze Fouss ze goen, fir Weeër zréckzeleeën, un deem schaffe mer zwar, mä mir lafen och zum Deel awer, muss ee ganz éierlech soen, gnadenlos der Wuesstumssituatioun hannendrun.

An dobäi ass eis Landschaft zu Lëtzebuerg schonn elo vill méi zerschnidde wéi an eise Grenzregiounen. D'Lëtzebuurger Landschaft ass esou zerschnidde wéi d'Regioun ronderëm Köln, Düsseldorf oder d'Banlieue vu Paräis. Dat heescht, och do si mer komplett atypesch par rapport zu dem Rescht vun Europa.

Am Schnëtt ginn och zu Lëtzebuerg zwee Hektar den Dag verbaut. Dat ass esou vill wéi ee Fussballsterrain oder, fir et nach méi krass auszedrücken, 730 ha pro Joer, wat ongeféier der Gréisst vun den zentrale Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg entsprécht. A wa mer esou weider géife fueren an dat lafe géife loosser, wéi dat doten, da wär an 120 Joer alles verbaut, ausser d'Bëscher zu Lëtzebuerg, vum Territoire. An ech mengen, dat ass sécherlech

eppes, wat mer net dierfen hinhuelen. Do muss mer ëmdenken!

An d'Urbanisierung breet sech och dobäi eigentlech net méi eleng an den urbane Gebidder, deene klasseschen, aus, mä laanscht all d'Haaptverkéiersachsen, dat heescht och ëmmer méi am ländleche Raum, amplaz datt mer als Éischt d'Baulücken an den Zentre géife versichen ze fëllen, fir eng uerdentlech urban Wunnkultur zum Beispill ze kréien.

An ech muss och do soen, wa mer iwwer Logement schwätzen, dann ass dat dote sécherlech e Punkt an och ee Feeler, dee ganz sécherlech geschitt ass bei der Ausschaffung vun de Plans sectoriels an der Zäit, datt beim Ausweise vun de „grands projets d'envergure“ sech ze vill konzentriert ginn ass op nei Projeten, déi um Rand vun den Uertschaften leien, respektiv éischter, loosse mer soen, op der grénger Wiss leien, an net genuch gekuckt ginn ass: Wat gëtt et innerhalb vum Perimeter vu Baulücken, vun urbanem Raum, dee mer kënnen uerdentlech opfëllen, fir dann och d'Qualitéit vun urbane Raum ze verbessern? An et ass genau dat, wat muss nogeholl ginn.

An deen zweete Punkt géif ech awer och gär ervirsträichen, dee steet net esou am Rapport dra beschriwwen, mä dat ass awer och ee wichtegen, wa mer wellen de Landverbrauch stoppen an awer déi Wunnenge bauen, déi mer mussen bauen, dat ass, datt mer un d'Frichen denken am Land, déi vill Frichen, déi mer hunn.

Dat sinn der am Süden eng ganz Rei. Do denken ech net nëmmen an Esch/Belval, mä och zum Beispill un Diddeleng, mä awer och am Norden u Wolz, oder och am Zentrum gëtt et der nach eng Rei. Dat heescht, all déi Frichen, déi et gëtt, do muss mer kucken, datt een déi méi och mat abezitt, wa mer an Zukunft iwwer Wunnengsbau zum Beispill schwätzen.

D'Fro stellt sech jo elo: Wéi kréie mer dat an de Grëff? Mä andeems mer éischters emol déi mëttlerweil iwwer zéng Joer al Strategiepabeieren, wéi den IVL zum Beispill, déi et scho gëtt, emol endlech och seriö huelen an dat ëmsetzen, wat do dra scho geschriwwen stoung.

Dës Strategiepabeiere sinn zwar vun den Zuelen hier iwwerholl ginn, well - wéi ech viru gesot hunn -, d'Dynamik esou grouss war, datt zuleeméisseg gesinn, nach alles méi séier geschitt ass, wéi dat do dran enthalen ass. Dir wësst, den Einwohner- an de Pendlerzeenario hu mer jo. Mir hätten eis sollen decidieren 2003. Mir hunn déi zwee längstens schon erfüllt, an net, wéi virgesi war, 2020, mä schon 2015. Mä dat ännert awer näischt drun, datt d'Villzuel u Projeten, déi 2003 am IVL definiert gi waren, hir Richtigkeet behalen an datt een déi endlech esou muss ëmsetzen.

Dat ass éischters: Mir hunn en Zentrum, deen op der internationaler Bühn ka mathalen, nämlech d'Stad Lëtzebuerg an d'Randgemengen. Derniewent sollen d'Südregioun an d'Nordstad entwéckelt ginn. Dat ware wichteg Prämissen am IVL an déi hunn och nach ëmmer haut hir voll Gültigkeit.

Zweetens: Zwëschent deenen dräi Pölle solle gréng Korridore verënnern, dass déi Aflëssraum zusammewuessen. Och dat ass nach ëmmer richtig. Dat ass ee Grond och, firwat zum Beispill Zone-verten definiert gi sinn an de Plan-sectoriellen.

An drëtzens: Donieft mussen déi sougenannte Centres de développement et d'attraction, déi berühmte CDRen, dat heescht, datt déi a ländleche Regiounen eng Perspektiv kréien, datt och déi ländleche Regiounen - pardon -, datt déi eng Perspektiv kréien zu deenen dräi grouse Pölen, a virun allem och a puncto Service an Aarbechtsplazen.

Elo stellt sech natierlech d'Fro: Firwat konnte mer déi Strukturen, déi do virgesi waren, bis elo net iwwerall festegen respektiv net iwwerall a Musek ëmsetzen? Bon, een éischte Grond war deen, well d'Landesplanung net just an engem Departement vun engem Ministère stattfënn, mä vun allen Akteure muss gedroe ginn, vun alle Ministère an Verwaltungen, iwwer d'Gemengen a vun der Gesellschaft als Ganz.

Dat ass natierlech e schwierere Prozess, well da muss ee vill transversal zesumme schaffen an denken. An dat ass leider zu Lëtzebuerg bis elo net an eise Gewunnechte gewiescht, mä ass e wesentleche Punkt, firwat et net bis elo fonctionnéiert huet.

An dann deen zweete Grond, dat ass nach vill méi en einfachen: Well een d'Friichte vun enger nohalteger Landesplanung eréischt no zéng bis 15 Joer dobaussen erkenne kann, muss een als Minister also immens iwwerzeegt sinn, dat unzuegoen, well dat, wat ee mécht, dat heescht dat, wat mer haut maachen, och als Chamber hei zesummen diskutieren, dovunner wäerte mir politesch net d'Friichten dervundroen, mä an zéng, 15 Joer ganz aner

d'Lorbeeren derfir kréien. A mir wëssen, d'Politik deet sech nawell gär schwéier, fir Saache couragéiert unzuegoen, wa se weess, datt eréischt d'Friichten anerer wäerten droen an zéng, 15 Joer. Dat ass nun eemol bei der Landesplanung de Fall.

An oft steet awer och dat kuerzfristeg Denken, dat Striewen no séiere Benefisser an eisen ongebremsten Individualismus enger koordinierter Landesplanung am Wee.

An dann ass natierlech virun allem och den Thema Privatbesetz gutt ze spieren hei an deem Kontext. Wéi gesot, ech wëll wierklech hei betounen, datt et der Regierung an och mir net an de Kapp kënnt, fir elo ze mengen, et soll een net de Privatbesetz weider..., datt deen e gewëssene Schutz verdéngt. Mä et muss een awer kucken, de Privatbesetz gëtt zu Lëtzebuerg verdeedegt, och wann zum Beispill richtig oder wichteg Projeten, déi dem Allgemengwuel déngen, doduercher blockiert ginn. Dat heescht, mir hunn en iwwerdrüwene Schutz vun der Privatsphäre. Dee gëtt et och nëmmen an deem Mooss zu Lëtzebuerg.

Et ginn aner ganz liberal Länner, wéi d'Schwäiz zum Beispill, wou et dat net gëtt. An dat ass och de Grond, firwat datt déi Länner natierlech méi séier weiderkommen, wann et drëms geet, landesplaneresch uerdentlech Décisiounen ze huelen. An dat ass och de Grond, firwat natierlech do d'Länner an d'Regiounen besser a méi gutt wuessen, wéi bei eis. A wann ech d'Schwäiz - fir dobäi ze bleiwen - kucken, dat ass e Land, wou de Wuesstum och substanzuell ass. En ass vläicht net gradesou héich wéi zu Lëtzebuerg, mä et ass awer ëmmer e Land, wat ekonomesch ganz gutt dostoung, och souguer d'Kris gutt iwwerstanen huet. Mä ech mengen, jiddwereen, deen d'Schwäiz kennt a weess, wéi d'Schwäiz organisiert ass, weess, datt dat awer e bësse besser organisiert ass a gehandelt ginn ass wéi bei eis.

An dat huet eben och domat ze dinn. An dofir muss oft jorelaang verhandelt ginn, zum Beispill fir wichteg Remembremente vun Terrainen ze maachen. Och Kompensatiounsmesurë bleiwe stiechen dowéinst. An duerfir kréien och da wichteg Infrastrukturprojeten immens Retarden an och de Wunnengsbau a wichteg Wunnengsbauprojete ginn doduerjer zolidd blockiert.

An et bleift dobäi: D'Fro, ob d'Utilité publique méi wäert ass wéi de Privatbesetz, déi riskiert bei all Projeten an all Ausweisung vun Zonen, erëm op en Neits juristesche opgewiee mussen ze ginn. An dat ass awer déi Fro, déi mer wierklech eng Kéier och muss seriö diskutieren a kucken, datt mer do en anert Verständnis kréien.

Also, et gëtt an deem Sënn keng honnertprozenteg juristesche Sécherheet fir eng Hällewull vu legislativen Instrumenter vun der Landesplanung. Zum Beispill d'Émklassierung vun Terrainen, d'Reservatiounen vun Transportkorridoren, Aktivitéitszonen an esou weider.

Eng iwwerduchte Landesplanung brauch awer och finanziell Ureizer. Am positive Sënn natierlech iwwer eng kohärent Subsidepolitik an awer och am negative Sënn iwwer Taxen. An och wann déi budgetär Situatioun eng riseg Spréng zouléist, sou mussen awer Entwécklungsfonge fir déi dräi grouss Pölen hei am Land zum Beispill geschafe ginn. Zweek vun deenen dräi hunn der iwwregens och schon.

Wann ech kucken, wat an der Stad Lëtzebuerg gemaach ginn ass: De Fonds de Kirchberg ass en typescht Beispill vun engem Entwécklungsfong. An dat, wat um Kierchberg geschitt ass, hätt sech ouni dee massive Geldasaz, deen de Stat do an de Grapp geholl huet, fir do ze investieren, jo ni kënnen do entwéckelen. An Esch/Belval ass genau dat nämlecht. Mä déi ländleche Gemengen mussen och finanziell Perspektiv kréien, fir sech aus der Wuesstumsspiral ze befreien. An zum Beispill muss deen drëtte grouse Pöle, dat ass Ettelbréck/Dikrech, dee mer jo definiert haten, déi nämlecht Perspektiv kréien, eiser Meinung no, wéi déi zwee Pölen am Zentrum an am Süden, well soss kann et net fonctionnéieren.

Mir sinn awer och der Meinung, datt bebaubaren Terrain, wann en einfach leie gelooss gëtt an näischt domadder gemaach gëtt, muss besteiert ginn, wann e sech net entwéckelt. Dat ass eng Viraussetzung fir d'Zukunft, wa mer wëlle wierklech innerhalb vum Perimeter weiderkommen.

A staatlech Subventiounen fir Infrastrukture sollen eiser Meinung no do fléissen, wou et och landesplaneresch Sënn mécht. Dat ass net nëmme méi effikass, mä dat ass och finanziell méi korrekt. Well ech mengen, wa mer esou Saachen, wéi dat... Wa mer d'Subsiden esou verginn, da kënnt et derzou, datt d'Zesummenaarbecht besser ass. An da maache mer net alles dräi- a véier- a fënneffach, wat och mat enger zweefacher Ausfierung zum Beispill géif duergoen.



An ech sinn och frou, dass vill vun deenen zitéierten Iddie méttlerweil vun de Gemengen a selbstverständlech souwéisou vum Intérieur ausgeschafft ginn. Ech muss soen, dat huet eis immens positiv iwwerrascht, datt an de Gemengenavisen an och an dem Avis vum Syvicol déi dote Froen och an deem Mooss esou ugeschwat gi sinn.

Eng baulech Entwécklung féint nämlech net automatesch do statt, wou se ekonomesch, gesellschaftlech an ekologesch am beschte wär. An do hunn de Stat an d'Gemengen och eng Verantwortung, fir awer dann eben ze kucken, datt se do stofféiert, wou se ekonomesch, gesellschaftlech an ekologesch och am beschte wär. Well dat ass d'Voraussetzung, fir datt eise Modell iwwerhaapt nach och kann an deene Jore fonctionnéieren.

Wéi kann ee landesplaneresch Mesuren ëmsetzen, ouni d'Gemengenautonomie ze ënnergruewen? Dat ass eng wichteg Fro, déi natierlech zu Recht an de Gemengenavisen opgeworf gëtt. Ben, ech sinn iwwerzeegt, dass do déi regional Approche dee richtegste Mix ass tëscht Autonomie communale a staatlech Pouvoir.

Iwwregens freeën ech mech och do, dass de Syvicol dat genausou gesäit a sengem Avis. Hei virun allem natierlech hu si dat opgeworf am Beräich vun de Wunnensbauziler. Mä ech mengen, et kann een dat duerhaus och gesinn an anere Beräicher.

An duerfir soen ech: Kommt, mir sätzen eis regional zesummen a ginn eis gemeinsam Entwécklungsstrategien, wou regional bestëmmt gëtt, wéi vill Wuesstum eng Region ka verkraften. An ech mengen, da komme mer aus deem Dilemma och eraus, dee mer haten, deen e bëssen an de Pläng drastoung, wou eigentlech déi Wuesstumsfro nëmmen op eenzel Gemenge baséiert ginn ass. Ech mengen, d'Regioun ass dat, wat muss an de Vierdergrond réckelen. Da kréie mer besser Perspektiven.

An et ginn och ewell scho vill konventionéiert Regione mat mengem Ministère, déi entretemps gutt fonctionnéieren, wou ech fannen, datt mer och eng nei Dynamik an deene leschte Méint geschafte kritt hunn. An déi Zesummenaarbecht leeft jo och op e puer Regione - zwar scho méi laang, schon zënter zéng Joer -, war zwar, muss ech soen, e bëssen an d'Stocke geroden, well och net vill, genuch Konkretes do erauskomm ass fir d'Gemengen. Ech mengen, dat si mer amgaangen, wierklech ze änneren, mat ganz positive Resultater.

An ech sinn och prett, fir deen nächste Schritt ze goen, a bauen op eng konstruktiv Zesummenaarbecht an där Hisiicht mat alle Gemengen, well déi Gemengen, déi nach net an engem regionale Syndikat zum Beispill zesummeschaffen, déi kënnen dat nohuelen a selwer bestëmmen, zu wéi enger Regioun si mengen, datt se am beschte passen. D'Dier vun der Landesplanung steet op alle Fall ëmmer grouss op fir déi Gemengen, déi bereet sinn oder loscht hu fir eng regional Ofstëmmung vun hirer Entwécklung, fir mat op de Wee dohinner ze goen, déi ze wëllen. Wien eleng schafft, deen addéiert just, a wien zesumme schafft, dee multipléiert. An ech mengen, d'ass muss jiddweree sech bewusst sinn. Do kënnen mer, mengen ech, vill Flottes zesumme maachen.

D'Regierung wëllt och elo d'Zäit notzen, fir eis Planungsinstrumenter zum Aménagement du territoire nei unzepakten. D'Landesplanungsgesetz muss méi wäit aushuelen, virun allem wann d'Servituten definéiert ginn, déi am Extremfall fir déi betraffe Propriétaires vun Terrainen enger Expropriation gläichkommen. Mä wéi gesot, eng absolut Rechtssécherheet wäerte mer wahrscheinlech awer ni kréien. Do wäerten och nach ëmmer mussen herno Jurisprudenz kommen, déi dat beleen. Mä ech mengen awer, esou wéi et elo ass, kann et net sinn. Mir mussen awer eng maximal Rechtssécherheet versichen ze schafen. An déi ass och méiglech, wa mer d'Landesplanungsgesetz deemtspriechend iwwerschaffen.

An d'Plan-sectoriels-Texter, déi mussen eiser Meenung nu vereinfacht ginn. Deelweis kënnen Dispositionen a bestehende Gesetze ënnerbruecht ginn. E puer Beispiller: De Parkraum-Management zum Beispill an de PST, do mengen ech, datt dat méi sinnvoll ass, datt mer dat ganz eraushuelen aus dem Plan sectoriel an dat separéiert an e Gesetz setzen an och vereinfachen an nach doriwwer eraus gesinn.

Wa mer dat maachen, da behale mer an de Plans sectoriels wierklech dat, wat just noutwendeg ass. Dann ass et méi visibel fir d'Gemengen, méi einfach novollzéierbar, och méi einfach vérifiable fir den Intérieur, dee jo schlussendlech d'PAGe vun de Gemenge muss zum Beispill kontrolléieren am Zesummenhang mat de Plan-sectoriellen herno.

Mä dat wëllt awer net heeschen, datt déi Saachen, déi mer eraushuelen, solle verluer goen,

mä do soll gekuckt ginn, fir déi op aner Plazen ze tässelen: a Gesetzer respektiv an de Plan directeur de l'aménagement du territoire. Ech mengen, dann erreeche mer ganz déiselwecht Ziler. An ech mengen, et ass jo dat, wat mer wëllen.

All onprezis Dispositione mat fénnef bis zéng Ausnahmeregelunge sinn einfach net räif an do muss mer deen enke Corselet, dee bei verschiddene Reglementstexten besteet, wierklech oplackeren. An duerfir bitt een neie Programme directeur sécherlech eng besser Bühn. Duerfir wäerte mer och intensiv dorunner schaffen.

Mir hunn och elo duerfir déi véier Aarbechtsgruppen zu de Plans sectoriels schon erëm agesat, dat heescht «Zones d'activités», Plan sectoriel «Transports» an och den «Logement» respektiv de Plan sectoriel vun de Landschaften hu mer erëm agesat.

An den Interplan sectoriel hu mer eng Neiegkeet erabruucht, an zwar, datt mer do d'office wëllen d'Gemenge mat associéieren. Firwat grad do? Majo, well do lafen d'Informationen aus deenen Diskussione vun deene véier Pläng souwéisou zesummen. Ech mengen, et géif kee Sënn maachen, de Syvicol matanzebannen an déi aner véier Aarbechtsgruppen, well all déi Informatiounen kréie se am Interplan sectoriel souwéisou mat.

Dat huet de grouse Virdeel par rapport zu virudrun, datt mer natierlech den Terrain, d'Gemengen, direkt matabezunn hunn. Den Intérieur ass souwéisou sougutt an den Aarbechtsgruppe vertraude wéi am Interplan. An den Intérieur muss dat jo och sinn, well e spillt eng wichteg Roll als Partner an deem Ganzen heil.

A parallel fänken dann och d'Aarbechten u fir d'Iwwerschaffe vum Programme directeur, niewent dem Fait, datt mer natierlech och d'Landesplanungsgesetz wäerten - do si mer amgaangen, also et gëtt dru geschafft - iwwerschaffen, wou da gekuckt gëtt, déi eenzel Pläng, wou ech gesot hunn, déi Saachen, déi mer a Gesetzer wëllen eraushuelen. Dat heescht, dat ass natierlech viles, wat elo wäert parallel lafen iwwert dat Joer. Mä ech mengen awer, datt déi Approche richteg ass a mer herno da wäerte wierklech kënnen Neel mat Käpp maachen.

Souvill also zu där nationaler Approche. Mä vill vun eise Problemer, dat sinn net nëmmen eleng national Problemer, déi schwappen op eis Grenzregioun eriwuer. Mir brauchen also, fir all Problem unzegoen, déi géeegeent Bühn mat deene géeegeenten Akteuren. Och dat war an der Vergaangenheet, mengen ech, e bëssen ze kuerz komm.

Mir sinn duerfir der Meenung, datt zum Beispill déi grenziwwerschreidend Mobilité douce, fir dat als Beispill erauszehuelen, um Belval am Kader vum GECT Alzette-Belval verbessert ka ginn, enger Kooperatioun vu véier Lëtzebuerger Gemenge mat hire franséischen Nopeschgemengen, enger extrem nätzlecher a wichtiger Kooperatioun, wou ee konkret esou Saache ka maachen. Oder och d'Tariffdiskussione an effentlechen Transport si beispillsweis besser op där enger Säit um nationalen Niveau ze klären, mä natierlech an engem Kontext och vu grenziwwerschreidender Iwwerleeung, wat mer amgaange sinn ze maachen.

An dann och informell muss et zum Reflex ginn, säin Noper ëm Rot ze froen. Hei spillt d'Landesplanung ganz sécherlech e wichtige Rôle an der Groussregioun. A beispillsweis hu sech eis Nopeschregiounen alleguerten zu eise Plans sectoriels geäussert. An ëmgedréit ginn ech och ëmmer fir Avice gefrot, och schon haut, bei Strategiepabeieren, déi an eisen Nopeschregiounen fir déi ausgeschafft ginn. Dat heescht, dee Reflex zum Austausch, fir datt mer gemeinsam zesumme kënnen wuessen, méi geuerdnet, dee besteet schon, dee muss mer nach just méi festegen a méi ausbauen an och méi konkret maachen.

Aus mengen éischte 16 Méint als Landesplanungsminister zéien ech duerfir vill positiv Elementer. Et gëtt erëm iwwert d'Landesplanung geschwat, sief et hei an der Chamber oder och dobaussen an der Zivilgesellschaft. An dat ass och gutt esou, well et geet net anescht! Iwwer esou eng komplex Matière wéi déi heite muss ee vill dialogéieren an diskutéieren. An d'Avisen zu de Plans sectoriels, déi ech Enn 2014 kritt hunn, ware vu ganz héijer Qualitéit, muss ech soen. Et sinn eenzel Gemengen, déi sech carrément nach souguer Büroer mat bägeholl hunn, fir sech ganz vill Méi ze maachen, wéi se sollen an Zukunft sech als Gemeng entwéckelen.

Mä déi Avice spigelen natierlech och de Kär vum Problem vun der Landesplanung erëm. An dat ass, datt d'Force-vives, de Conseil supérieur vun der Landesplanung a virun allem d'Gemengen déi sektoriell Pläng begrëssen,

mä och gläichzäiteg natierlech d'Angscht hunn, hir Autonomie ze verléieren. An ech mengen, et ass an deem Wiesselspill, wou mer mussen kucken, zesummen déi Ängschten ofzebauen an einfach och ze vermëttelen, datt d'Landesplanung net duerfir do ass, fir d'Autonomie ewechzehuelen, mä éischter de Contraire: fir ze hëllefen, datt eng besser Entwécklung um lokalen oder regionalen Niveau sech mécht.

Duerfir ass d'Regierung och bereet, hir Positionen am Dialog mat de Gemengen ze iwwerschaffen. Dat war esou ugekënnegt ginn an dozou sti mer och. An dozou wäerte mer och an der nächster Zäit stoen. Ech wëll och soen, datt net nëmmen deen Débat haut an der Chamber hei stofféiert. Mir wäerten am Mee (veuillez lire: de 15. Juni) e ganzen Dag e Colloque organiséieren mat allen Akteuren vun der Société civile, dat heescht selbstverständlech dem Gemengesecteur, mä awer och de Berufskummeren an enger Rei anerer Associatiounen, wou mer e ganzen Dag wëllen intensiv iwwert dat Ganz diskutéieren an och wëllen da Feedback kréien an deen och mat aflësse loossen an eis Iwwerleeungen dann, fir Texter auszuschaffen duerno.

Bon, ech mengen, et wäerten awer och weider nach Grenze mussen ginn, en attendant, datt mer hei schaffen a weiderkommen. Zum Beispill iwwerdimensionéiert Akafszentren op der grénger Wiss, Parkplazen esou vill, wéi ee wëllt, kommunal Aktivitéitszonen op all Kilometer, iwwerdriwwene Wunnensbau a Géigenden, déi haut schon en Aarbechtsplatzdefizit hunn, alles dat féiert an der Zomm, dat wësse mer, just zu Chaos, Stau an iwwerdriwwenen Flächenverbrauch. An do gëtt et haut Instrumenter och schon, iwwert déi mer kënnen - sougutt am Environnement wéi beim Intérieur op Basis vun den Texter, déi et ginn, am Plan directeur an esou weider - derfir suergen, datt net egal wat ka gemaach ginn elo, en attendant, datt mer hei dee Prozess zu Enn féieren.

An dat wäerte mer och maachen, well ech mengen, am Endeffekt, dat wësse mer jo awer entre-temps duerch dee Constat, dee mer och erëm eng Kéier hei virleien hunn, datt dovunner laangfristeg gesi keen eppes huet. Au contraire, mir wäerten eis laangfristeg all zesummen domadder just blockéieren.

D'Fro ass, ob mir prett sinn als Gesellschaft, eise Grond a Buedem responsabel ze verwalten. Dat ass, mengen ech, déi zentral Fro, déi d'Landesplanung muss beschäftegen. A wat mir virschloen, ass, datt mer déi ëmmer méi knapp Ressource Buedem, well dat ass eigentlech d'Essenz, ëm wat et bei der Landesplanung geet, datt mer déi knapp Ressource Buedem uerdentlech verwalten, datt mer déi esou verwalten, datt eist Land net an zwou bis dräi Generatiounen komplett verbaut ass.

Ech mengen och, datt dat net esou wäit géif goen. Ech mengen éischter, datt mer dann och wirtschaftlech gesinn extrem Problemer géife kréien, wéi gesot, eise Wirtschaftsmodell souguer géife blockéieren, niewent dem Fait, datt d'Liewensqualitéit komplett géif verluer goen.

Duerfir brauche mer e gesunde Mix aus Mesuren. Dat éischt sinn natierlech reglementaresch Instrumenter wéi zum Beispill d'Plans sectoriels, déi awer an deem Mooss mussen op dat reduzéiert ginn, wat ech virdu gesot hunn.

Mir brauchen zweetens e prezisen, accessibele Programme directeur als zentraalt Dokument vun der Landesplanung, un deem sech d'Gemenge beim Ausschaffen, bei hire PAGen, un deem se sech da sollen orientéieren.

An drëtzens: mat engem Ausbau vu regionale Kompetenzen, déi et erméiglechen, eng national Zilsetzung ëmzesetzen an trotzdem lokal an interkommunal Particularitéiten ze berücksichtigen. Och dat ass e wichtegt Element, wéi gesot, déi regional Zesummenaarbecht.

Dann nach véiertens, eis Landesplanung: Eng Landesplanung ze maachen, déi net op der Grenz ophält, ass wichteg.

Fënneftens, last but not least, et si finanziell Ureizer ze setzen, fir och nach dee Leschten dovunner ze iwwerzeegen, datt eist Land méi geuerdnet a gesond muss wuesse wéi an der Vergaangenheet, well et soss net méi ka fonctionnéieren.

Zum Schluss bleibt mer nach just ze soen, datt eist Land virun enger Kräizung steet. Op deem engen „laangen“ Wee ginn et landesplaneresch Leitplanken, fir eise Wuesstum esou ze leeden, datt en de Kritäre vun der Nohaltegkeet entsprécht. Deen anere Wee wär deen, op den aneren „kuerzen“ Wee ze goen a keng Grenzen ze gesinn. Dat heescht, jiddwereen därer fueren, wou e wëllt, a maachen, wéi e wëllt.

An ech mengen, datt deen zweete Wee net ka fonctionnéieren, dat wësse mer, an datt deen éischten eigentlech ënnert dem Stréch och vill méi sécher ass a vill méi Sënn mécht, dat wësse

mer och alleguerten. Duerfir muss dese Wee iergendwann eng Kéier esou konkret ginn, datt deen anere Wee, dee sech an enger Sakgaass géif verlafen, net méi kann a Fro kommen. Well spéitstens, wa mer an där Sakgaass géife landen, da géif d'Wirtschaft ënnert dem Manktum vu Strukturen am Land grouss den Houscht kréien.

Duerfir erhoffen ech mer de Mëtteg hei an deem Sënn eng flott Debatt. An ech hoffen, datt d'Regierung de Mëtteg vun der Chamber eng Meenung kritt, déi eis och hëllef an eise weidere Prozess am Laf vun deem Joer. Esou ass déi Debatt hei geduecht. D'Regierung wollt net heihinnerkommen, fir nëmmen hei virgefaasste Meenungen dohinnerzeleien. Eis interesséiert der Chamber hir Meenung an duerfir freeën ech mech elo op d'Bäitrag vun deenen eenzelnen Deputéierten a Fraktiounen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Minister. D'Wuert huet direkt den éischten ageschriwwene Riedner, den Här Michel Wolter.

Débat

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Wuert. Ech géif dem Här Minister Merci soe fir seng Introduktioun. Villes vun deem, wat en de Mëtteg hei gesot huet, kéint och aus dem Mond stame vu sengen direkte Virgänger. An de Plädoyer, deen e gemaach huet fir e responsabelen Émgang mat de Ressourcen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, ass eigentlech de kontinuéierleche Wee gewiescht, deen d'Landesplanung säit 1999 probéiert huet ze goen.

Well et muss een, wann een eng Debatt wéi déi heite féiert, kucken, dass d'Landesplanung awer e relativ rezenten Outil nach an eiser Politik ass. Mir hate wuel e Gesetz vun 1974, mä wann Der dat eng Kéier géift liesen, da géift Der feststellen, dass do net ganz vill dra war.

Ech erënnere drun, dass d'Gemenge scho vun 1937 un e Gesetz haten iwwert d'Aart a Weis, wéi se eigentlech d'Bebauung vun hirer Gemenge solle maachen, an dass eigentlech eréischt kuerz virun de Wahlen vun 1999 e Landesplanungsgesetz komm ass, wat wierklech deen Numm verdéngt a wat och gekoppelt war un e Programme directeur d'aménagement du territoire, deen an deem Moment nei Weeër gaangen ass an deen d'ailleurs jo haut nach d'Basis ass eigentlech vun der Aarbecht, mat där d'Landesplanung schafft.

Mir hunn 2002-2003 dunn den IVL als Ëmsetzung vun de Prinzipien vun der Landesplanung publizéiert. 2002-2003 huet den IVL eng manner gutt Akzeptanz kritt wéi dat, wat ech elo aus de Wierder vum Minister eraushéieren hunn, deen eigentlech rappeliert huet, dass déi Grondprinzipien, déi deemools développéiert gi sinn, dass een déi eigentlech och als Grondprinzipien haut vum Développement vun eise Stat kéint gesinn.

Et war de Versuch, d'Wunnen, Schaffen, Bewegen - eigentlech déi dräi Haaptaspekter vun der Landesplanung - beieneenzebréngen an och, fir eng Rei vu Prinzipien ze leeën an och konkret Mesurë virzeschloen, wéi een eigentlech d'Landesplanung op den Terrain hei zu Lëtzebuerg kéint bréngen.

Wat dorauer entstanen ass, ass eng Debatt gewiescht iwwert den „700.000-Awunner-Stat“. Woubäi contrairement zu deem, wat haut nach an de Käpp vu ganz ville Leit ass, d'700.000-Awunner-Stats-Debatt net den IVL ausgeléist huet, mä eigentlech den IVL d'Debatt iwwert de 700.000-Awunner-Stat bruecht huet, mat all deene Verwerfungen, déi déi Diskussioun an eis Gesellschaft bruecht huet.

Déi Diskussioun huet dann och opgewisen, a wat fir engem Spannungsfeld sech eigentlech d'Landesplanung déizäit beweegt huet. D'Spannungsfeld, an deem se sech haut och nach beweegt - an dat ass eng vu mengen éischte Kriticken: Mir sinn eigentlech op ganz ville Punkten net wesentlech weiderkomm, fir ze probéieren, d'Spannungsfelder vun der Landesplanung an hirem Gesamtkontext weiderzebréngen.

Jo, et huet ee souguer d'Impressioun zum Deel och an deem Pabeier, deen ausgedeelet ginn ass, dass mer nees wëllen ufänken, Froen ze diskutéieren, déi eigentlech schon à la base vun der Reflexioun vum Gesetz net den 1999 a vum IVL 2002 waren, wou ech eigentlech der Meenung war, dass mer Antworte ginn hätten, déi een an de Raum misst ëmsetzen.



Ech gesinn zwou zentral Froen, wat d'Landesplanung ubelaangt, deenen hir Äntwerten eigentlech och d'Approche, déi een zur Landesplanung huet, konditionéieren. An op deenen et kee Konsensus a mengen Ae gëtt, an dat mécht d'Landesplanung och komplizéiert.

Dat Éischt ass d'Fro, ob d'Landesplanung eigentlech den Développement vum Land steiert oder steiere soll, déi Ambitioun soll hunn - dat ass jo d'Positioun vun enger Rei vu Leit -, oder ob d'Landesplanung eigentlech den Développement vun engem Land soll begleeden, dee sech duerch aner Politicken ergëtt, déi eben net um Niveau vun der Landesplanung sinn, a beschtefalls déi Entwécklung anticipéieren a probéieren, Äntwerten dorobber ze fannen.

Et ass e Spannungsfeld tëscht der Fro: Wéi vill Wuesstum wëlle mer?, op déi et keng konkret Äntwert gëtt - jee nodeem, wien den Interlocuteur ass, ginn et do ganz verschidde Meenungen -, an der Fro: Wéi vill Wuesstum brauche mer? Dat ass deen eenzege Punkt, op dee mer eng konkret Äntwert hunn. Well wa mer dee ganze Sozialstat, Wuelstandsstat, wéi een dat och ëmmer wëllt nennen, dee mer an deene leschten 30 Joer opgebaut hunn, wëllen halen, wësse mer, dass mer e Wuesstum vu 4% pro Joer mussen hunn, fir dee kënnen oprechtz'erhalten. An eng drëtt Fro: Wéi vill Wuesstum kréie mer?, wat nees eng Fro ass, déi kee ka beäntweren, well d'Glaskugel net am Beräich vum Normalstierflechen ass.

Perséinlech sinn ech der Meenung... Et ass meng perséinlech Meenung, dofir kann ech meng Partei och net an hirer Integralitéit do engagéieren, well a mengen Aen - dat ass och ee vu mengere Credoën - Landesplanung keng parteipolitesch Approche ass, mä et ass eng Approche, wou s de dru gleefs oder wou s de net dru gleefs, a wou s de an all Parteien och Nuancen hues an der Aart a Weis, wéi wäit dass de wëlls an der integrativer Approche vun der Landesplanung goen oder net.

A mengen Aen ass et d'Wirtschaftspolitik, Sozialpolitik, Familljepolitik, Aarbechtspolitik, d'Fro: Wéi gi mer mat der Zukunft vun eise Jonken ëm? Wat ass d'Zukunft vun den eelere Matbierger? Dat konditionéiert eigentlech d'Entwécklung vun engem Land an d'Noutwendegkeet, fir sech weiderz'entwéckelen. An dass d'Landesplanung eigentlech, a mengen Aen, muss kucken - an dat huet den IVL deemools gemaach -, sech d'Fro ze stellen: Wat fir eng Entwécklung kann dat Land dann enger gewësser Hypothese kréien? A wat fir eng Äntwerte muss mer ginn, fir eigentlech déi Eerausforderungen do kënnen unzegoen?

Menger Meenung no muss d'Landesplanung och d'Viraussetzung schafen, fir op engem klengen Raum - do rejoigniéieren ech de Minister, dee mer hunn, a mir hunn e klengen Raum! - méiglechst gutt matenee kënnen ze liewen an op eng optimal Aart a Weis dann deen Zoufluss vu Bierger, deen s de kriss, kënnen ze kanaliséieren.

Et ass scho klassesch, et hu schonn honnert Leit et gesot, mindestens, ech soen et dann och nach eng Kéier: D'Saarland huet mat d'ärselwechter Fläch deen duebele Montant vu Leit do wunnen, ass awer organiséiert. Wann ech duerch d'Saarland fueren, hunn ech net d'Impressioun, dass et net méiglech ass, eenzel Fonctiounen beieneenzekréien. An d'Eerausforderung, déi mer eigentlech hunn, dat ass déi, fir ze kucken, falls dat Land um Niveau vun der Bevëlkerung weider wüsst, eigentlech d'Konditiounen ze setzen, dass et enger méiglechste beschte Konditiounen ka geschéien.

Wéi dat organiséieren? Dat ass dann déi zweet Fro: Wéi organiséiert sech d'Landesplanung? An ech mengen, dass eigentlech dorauer déi meescht Konflikter entstinn, well einfach d'Intériteit vun deenen einzelnen Intervenanten an engem Land net déiselwecht sinn. Hätt jiddwieren deeselwechten Intériteit, wär d'Landesplanung wesentlech méi einfach ze organiséieren.

Mir hunn zum Beispill de Stat, de Stat, deen zentral muss kucken, e Land ze organiséieren. Et gëtt ëmmer gesot: vun uewen erof. Dat ass jo méi einfach an och manner sympathesch wéi vun ënnen erop. Mä dat ass nun eben emol d'Aufgab, déi de Stat huet.

Mä innerhalb vum Stat ginn et och Konflikter. De Stat en tant que tel gëtt et net. De Stat ass opgedeelt an eng ganz Rei vu Ministèreen, an eng ganz Rei vu Verwaltungen, déi och net ëmmer um selwechte Strang zéien, déi net ëmmer déiselwecht Positiounen hunn, déi Schwierigkeiten hunn, matenee ze schwätzen, sech ze koordinéieren. Mir hunn et bei de Plan-sectoriellen och gesinn: Déi eenzel Plan-sectorielle

schwätzen net déiselwecht Sprooch. Et gesäit een, dass verschidden Ennerschrëften, verschidden Timberen eigentlech op deenen eenzelne Plan-sectorielle sinn.

An da gëtt ëmmer vun de Gemenge geschwat, vun deene wonnerbare Gemengen, déi sech esou eens wäeren, déi alleguerten d'selwecht wäeren. An och dat ass eigentlech - wéi soll ech soen? -, dat ass esou eppes, wat gesot gëtt a wat et net gëtt!

Et gëtt ëmmer nëmme gesot, wéi wann d'Gemengen der Meenung sinn, dass de Stat eigentlech net dat mécht, wat si gären am Kader vun hirer Autonomie hätten. Mä „d'Gemeng“ gëtt et net, well mir hunn 105 oder 106 verschidde Gemengen zurzäit. Hoffentlech an nächster Zäit e gudden Strapp nach manner, fir dass mer d'Landesplanung och besser kënnen hikeréien!

Och Gemengen hu verschidden Intériteiten. Et gi grouss Gemengen, et gi kleng Gemengen, et gi Fläche gemengen, et gi Gemengen, déi ganz vill Uertschaften hunn, et ginn der, déi weineg Uertschaften hunn. An all Gemeng versicht natierlech och an deem Spill do, hiren Intériteit op hir Aart a Weis kënnen ze verteidegen, ob dat hiren Intériteit ass als Gemeng selwer, heiansdo ass et och gutt, fir dat dann als Region ze maachen. Et ass awer als Region ëmmer nëmme gutt, wann dat dann och hinnen allequerte profitéiert. Wann et Konflikter ginn an der Region, da si mer scho wesentlech manner erpicht, fir ze kucken, regional Solutiounen ze fannen.

An et gëtt een drëtten Intériteit. Deen drëtten Intériteit, dee säi Wiertchen och matschwätzt am Développement, dat ass de Privatintériteit. An och de Privatintériteit deklinéiert sech jo net uniform. De Privatintériteit ass en Intériteit, deen d'Form emol unhëlt vun enger Gesellschaft, en hëlt emol d'Form u vun enger Persoun, déi Propriétaire ass, emol ass et d'Form vun enger Persoun, déi e Logement sicht a kee féint.

Dat heescht, deen Intériteit, deen ass och net uniform. An dat bréngt mat sech, dass eigentlech déi verschidden Niveauen, déi verschidden Intervenanten, déi sech och nach net ëmmer eens sinn, wou jiddwieren eigentlech och op seng Hierarchie an op säin - wéi soll ech soen? - Entwécklungspotenzial pocht, dass dat natierlech mat sech bréngt, dass d'Landesplanung Schwierigkeiten huet, fir an deem ganze Gefüge vu ganz villen Intériteiten eigentlech hir Plaz ze fannen.

D'Fro also vum Dirigismus géint de Liberalismus, vum Dirigismus géint de Laissez-faire, Laissez-aller, de Laxismus souguer op verschidde Plazen, wann et drëm geet, fir d'Entwécklung ze steieren, d'Fro vum Zentralismus géint déi lokal Autonomie, vum kollektive géint den individuellen Intériteit, dat si Spannungsfelder, déi een d'ailleurs och net an engem Gesetz ka faassen. Et si Spannungsfelder, déi an enger Gesellschaft sinn, déi en fonction vun den Intériteiten vun deenen engen a vun deenen anere sech eben artikuléieren.

Jee, jiddwiere kuckt a bewäert d'Landesplanung eigentlech aus senger nécessairement a geschränkter, zum Deel interesséierter, souguer materieller Siicht.

A mir selwer... Ech hunn elo e Beispill geholl aus der Zirkulatioun: Selwer ertappen ech mech heiansdo, dass ech op d'ärselwechter Plaz zwee verschidde Reflexer hunn. Ech fuere mam Auto iwwer eng Plaz, da regen ech mech op iwwert de Foussgänger, dee mer iwwert de Wee leeft. An ech sinn den Dag drop op d'ärselwechter Plaz als Foussgänger a rege mech dann op iwwert den Auto, dee mech net iwwert d'Strooss léisst. Och mir selwer si jo eigentlech an der Aart a Weis, wéi mer (veuillez lire: wéi mer de Verkéier léisen) - an de Verkéier an d'Aart a Weis, wéi mer de Verkéier léisen, si jo en Deel och vun der Landesplanung -, jee nodeem, ob mer als Akteur op där enger Säit oder op där anerer Säit sinn, net nécessairement mat eis selwer ëmmer d'ärselwechter Meenung.

An d'Leit - wann ech dat dann esou kucken dobaussen -, déi gesinn d'Konsequenze vun deem Ganzen, sinn onzufrieden, well se net verstinn, wat geschitt, well se onroueg sinn an ongedéileg sinn, well se eigentlech gären hätten, dass d'Problemer geléist ginn.

A wat eis eigentlech als Politik feelt, dat ass, dass mer et net fäerdegbréngen, de Leit eigentlech d'Konsequenzen, dat heescht den deiere Wunnraum, d'iwwerfëllten Zich a Stroossen, d'onstrukturéiert Wuessen duerzeustellen als eng Folleg vun den Ursachen! D'Ursachen, firwat dass mer et trotz villem gudden Wëllen nach net fäerdegbruecht hunn, fir eng Koordinatioun, eng Hierarchie, eigentlech e klore System och an d'Décsiounen an eng Transparenz an d'Décsiounen eranzekréien, déi esou ass, dass een eigentlech d'Akzeptanz fir d'Landesplanung kéint kréien.

Meng zweet Partie, Här President, ass dann déi, dass ech mer d'Fro gestallt hunn, well den IVL jo elo esou eng spektakulär Remontée mécht an nees - net nëmme als dräi Buschtawen, mä wierklech och an deem Pabeier, dat d'Regierung gemaach huet - als en Usaz zréckbehale gëtt, dass ech emol probéiert hunn, mech nees an d'Welt vum IVL ze beginn a mer d'Fro ze stellen: Wat hu mer dann eigentlech aus deem IVL 2002 gemaach? Et ass jo flott, wann een eng Period huet vun zéng, fofzéng Joer - et ass dat, wat de Minister virdru gesot huet, wat ee jo esou bräicht an der Landesplanung -, fir ze kucken: Majo, hu mer dann an deenen eenzelne Felder vum IVL déi Ziler erreecht, déi mer eis deemools ginn hunn?

Ech hunn der emol sechs opgeschriwwen. Sechs, et sinn der héchstwahrscheinlech méi, mä et ware fir mech eigentlech déi wesentlechst als Minister, dee responsabel war, fir den IVL ze maachen.

Dat Éischt ass d'Fro vum Entwécklungszenario. Wat si mer net 2002 vun alle Säite kritiséiert ginn, dass mer gesot krute bei den Entwécklungszenarien, déi mer gemaach hunn, dass mer ze vill héich géife gräifen, dass mer de Leit wëllten Angscht maachen, dass mer eigentlech domadder nei Stroossen, neien öffentlechen Transport an esou weider wëllten eis organiséieren! A wat gesi mer haut? Dass mer eigentlech fennef Joer nom Endstadium, dee mer gekuckt hunn deemools 2002, schonn dat iwwerholl hunn, deen Dingen iwwerholl hunn, deen - wéi soll ech soen? -, deen optimisteschen - a villen Ae pessimisteschen! - Szenario, deen hu mer eigentlech iwwerschrott.

Et ass also e kompletten Déphasage tëscht deem, wat deemools am IVL ugeholl ginn ass, och diskutéiert ginn ass op ganz ville Plazen, an deem, wéi d'Gesellschaft an eist Land sech eigentlech - pardon, net d'Gesellschaft, mä eist Land -, wéi dat sech entwéckelt huet: Déi ganz Diskussioun iwwert de 700.000-Awunner-Stat, ech wëll se net nach eng Kéier widerhuelen.

A mir ginn an de 700.000-Awunner-Stat! Well, wa mer wëlle 4% Wuesstum halen oder wa mer och nëmme wëllen 3% Wuesstum halen... An ech sinn ee vun deenen, déi der Meenung sinn, dass mer dat iwwerhaapt net kënnen steieren, wéi vill Wuesstum dass mer hunn, mä dass et dervun ofhänkt, ob mer attraktiv genuch bleiwen als Land, fir dass mer auslännesch Investisseuren op Lëtzebuerg kréien.

An ech woen iwwerhaapt net, mer d'Fro ze stellen, wat geschitt, wa mer dat net errechen! Wat geschitt, wa mer op Dauer nëmme 0,5% oder 1% Wuesstum hätten, wa mer also emol net méi an der Situatioun wäeren, dass mer iwwer Landesplanung géife schwätzen, well mer dann iwwer ganz aner Saache géifen diskutéieren, iwwer Aarbechtslosegkeet géifen diskutéieren, iwwer Paie-Reduktiounen géifen diskutéieren!

Kuckt dat, wat an der Lorraine passéiert ass, déi et net fäerdegbruecht hunn, fir eben aus der Kris eraus - an den 80er, 90er Joren - sech ze entwéckelen. Wëlle mer dann, just well mer der Meenung sinn, dass mer eis net wëllen adaptéieren, e Land ginn, wou d'Leit mussen fortgoen? Ech wëll dat net! Ech hätt gären e Land, wat dynamesch weider wüsst, a gewësse Limite weider ka wuessen an an deem d'Landesplanung eigentlech dee Stellewäert kritt, dee se gären hätt.

Mä den IVL, Dir Dammen an Dir Hären - well e gëtt ganz oft op dat reduzéiert -, huet awer nach eng ganz aner Rei vu Propositionen, ganz konkrete Propositionen zum Deel gemaach. Deen zweete Punkt war d'Projektioun vun der soziologescher Entwécklung vun eiser Gesellschaft. Mir hunn eis intensiivst am IVL mat de Fro beschäftigt: Wéi ass d'Composition des ménages? Wéi wäert déi sech entwéckelen? Wéi wäerte mer mat de Fro konfrontéiert ginn, dass d'Fraen ëmmer méi an den Aarbechtsmarché eraginn? D'Fro vun der Mobilitéit um Niveau vum interregionale Grenzverkéier.

A mir hunn e Plädoyer deemools gemaach, fir méi variabel Wunnformen ze maache wéi dat, wat deemools gebaut ginn ass, nämlech déi klassesch Lotissementer an de Gemengen nom Schema: Ech huele siwen oder aacht Ar, ech setzen en Haischen drop, ech planzen Thujaen a kucken, dass ech mäi Wues geméit kréien.

Mir hunn am IVL e Plädoyer dofir gemaach, an zwar compléiert mat engem zweete Plädoyer, deen d'ailleurs genausou aktuell ass wéi dat, wat ech virdru gesot hunn, dass mer gesot hunn: Wa mer d'Versigelung vun eise Land wëlle manner staark maachen, da mussen mer méi konzentréiert Bauforme kréien. Mir brauchen Innenverdichtungen. A mir mussen kucken, méiglechst spuersam mat der Erweiderung vum Perimeter ëmzegoen, wëssend, dass ëmmer Erweiderunge vun de Perimeteer mussen

gemaach ginn, wa sech d'Unzuel vun de Leit weiderentwéckelt.

Kënn Der lech nach un d'Reaktiounen erënnere deemools? D'Reaktiounen waren: „De Wolter wëllt keng Eefamiljenhaiser méi mat Gaart!“ Dat war d'Diskussioun 2002-2003! Et ass e Punkt, op deem vill geschitt ass! Et ass ganz vill geschitt op deem dote Punkt, awer net, well mir et gesteiert hunn, mä well de Präis vum Ar, well de Präis vum Wunnen ëmmer méi deier ginn ass a well d'Leit sech iergendwann eng Kéier hir siwen, aacht Ar net méi konnte leeschten an d'Promoteuren dunn higaange sinn, nécessairement, fir iwwerhaapt nach hir Objeten op de Marché ze kréien, higaange sinn a gesot hunn: „Mir mussen méi kleng Dénger maachen.“

Ech muss allerdéngs och soen, dass an de Gemengen e Bewosstsain komm ass an deene leschten zwielef, dräizéng Joer, fir méi variabel Wunnformen ze maachen, fir de Leit an hiren Uertschaften och am Alter kënnen eng Wunneng unzebidden, déi altengerecht ass. Also, op deem dote Punkt si mer e gudden Strapp méi wäit komm, wéi mer virun 13, 14 Joer waren.

Ech zielen och dozou, bei alle Kritikken, déi ech selwer iwwert dat Gesetz haut maachen, d'Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, dat Gesetz vun 2004 iwwert den Aménagement communal, wat als Zil hat, fir de Gemenge besser Moyenen zur Verfügung ze stellen, wéi d'Gesetz vun 1937 dat hat, fir dee komplexe Sujet vun der Innenverdichtung, fir dee komplexe Sujet vum Développement vum Gemengenterrain, wann een dat emol esou ka soen, fir deen ze entwéckelen.

Ech sinn haut, an dat soen ech kloer an däitlech, och e Verfechter vum Gesetz vun 2011 ginn, well ech als Complément zum Gesetz vun 2004 gesinn, dass d'Gesetz vun 2011 duerch eng aner Aart a Weis, wéi mer d'Ratios rechnen, de Gemenge méi Flexibilitéit, méi Verantwortung, méi Méiglechkeeten eigentlech gëtt, wéi d'Gesetz vun 2004 dat gemaach huet. Dat war e Manktum am Gesetz vun 2004, deen am Gesetz vun 2011 verbessert ginn ass.

Als e Buergermeeschter, deen elo de 27. Abrëll wäert de Vote am Gemengerot iwwert de PAG hunn - ech mengen, als siwent Gemeng wäerte mer dat maachen -, wëll ech soen, dass et eng enorm Eerausforderung ass, fir de PAG ze maachen. Ech sinn awer fest dervun iwwerzeegt, dass d'Kombinatioun vum Gesetz vun 2004 an 2011 duerno eng wesentlech vereinfacht, verbessert, méi rationell Handhabung vum Gemengenterrain mat sech bréngt, an allen Eerausforderungen, deenen d'Gemenge sech stellen!

An dozou, de Minister huet et virdru gesot, gehéiert selbsterständlech d'Innenverdichtung vum Raum, déi een allerdéngs muss och do nees nuancéieren: D'Stad Lëtzebuerg an d'Gemeng Rammerech hunn net déiselwecht Eerausforderungen, wann et drëm geet, fir ze kucken, wéi sech den Terrain an der Gemeng soll entwéckelen. An dat Gesetz gëtt eigentlech de Gemengen och déi néideg Handhab, fir eben en fonction vun der Situatioun, an där d'Gemeng dran ass, dat ze maachen.

Mir hunn dann, véiertens, eng Rei Propositionen gemaach iwwert d'Raumgliederung. An elo muss ech selwer laachen, well Dir kënn lech nach un den Term vun der „déconcentration concentrée“ erënnere! Wéi deen Term fir d'Éischt hei benotzt ginn ass, du war richteg eppes lass! Mir hunn deemools kee Lëtzeburger Term fonnt. Ech fannen d'ailleurs haut nach keen Term dofir.

Mä d'Zilsetzung war awer richteg! An d'Zilsetzung fannen ech eigentlech am Dokument vun der Regierung elo nees erëm, fir ze soen: Mir mussen ewechkomme vun deem lwwerengewicht vun der Stad Lëtzebuerg a mir mussen op eng konzentréiert Aart a Weis eigentlech d'Saach auserneenzéien. Dat, wat op der Säit 28, mengen ech, vum Dokument steet, déi Ziler, déi mer eis deemools gesat hunn: fir d'AggloLux ze maachen, d'Nordstad ze maachen, an am Süden eigentlech, zu der Südregioun, déi net als eng Region ze gesinn, mä eigentlech als dräi, also eng Region mat dräi Südregiounen; dat ass fir mech bis haut eigentlech d'Aart a Weis, wéi mer dat Land sollen entwéckelen.

An deem Sënn sinn ech frou, dass dat Konzept nees opgegraff gëtt, quitte dass ech vläicht net mat allem d'accord sinn. Ech komme méi spéit dorobber zréck, wat dat elo eventuell als Diskussioun géif beinhalten. Vläch iren ech mech och doranner, mä ech fannen, dass eigentlech de Mehrwäert, d'Plus-value vum IVL an deem heite Punkt déi gréisst war um Niveau vun der Konzeptioun, well mer um Niveau vun der Konzeptioun probéiert hunn, der Realitéit an der Entwécklung vun deem Land, wat mer kréien, eigentlech virzegräifen.



Dozou gehéiert de Prinzip vun der Dezentralisatioun. Dozou gehéiert awer och eng Nordstad, eng AggloLux, iwwert déi net méi geschwat gëtt. A kengem Dokument fannen ech iwwerhaupt d'AggloLux nach erëm! Ech bleiwen der Meenung, dass et wichteg gewiescht wär, dass d'Stad Lëtzebuerg sech mat den Nopeschgemengen op eng strukturiert Aart a Weis... Mir haten dat deemools probéiert unzeleieren. Den Här Helminger war Burgermeeschter. Ech hunn iwwert d'AggloLux a leschter Zäit net méi ganz vill héieren. Plus eben och de Wellen, fir déi Korridoren, déi gréng Korridoren ze maachen, fir d'Land net iwwerall ze... (veuillez lire: ze verbauen), fir d'Land ootmen ze loossen op eng gewëss Aart a Weis, dat war eigentlech den A und O.

Wat ass geschitt mat deem ganzen Usaz? Belval ass geschitt, jo. Belval, wou eigentlech all d'Kritäre vun der Landesplanung erfëllt gi sinn: d'Restrukturatioun, d'„Re-Benotzung“, d'Neibenotzung eigentlech vun engem Terrain, dee scho benotzt war, doduerch manner Buedemverbrauch, Dezentralisatioun, well de Stat decidéiert huet, eng Rei vun Administratiounen dohinnerzesetzen, Dekonzentratioun, well et en Deel war ebe vun deem Konzept, fir ewechzekomme vun der allenger Konzentration op d'Stad Lëtzebuerg, Wunnen a Schaffe beinebréngen, wat amgaangen ass, e Konzept och am Kader vun der Uni ze ginn, op deem ee wäert plangen.

An dann och: nei Perspektive ginn, enger Regioun nei Perspektive ginn, déi et dréngend gebraucht huet, nei Perspektiven ze kréien! An d'Integratioun an den öffentliche Verkéier: Doduerch, dass mer net op en „modal split“ gaange si vu 25%, mä op en „modal split“ vu 40% op deem Site, hu mer eigentlech d'Kritäre vun der Landesplanung op deem Terrain allequerte kënnen errechen.

Aner Friche wäre prett! Ech erënnere mech u mäi Kolleg Burgermeeschter vu Péiteng, Dee säit Joren den „Grand-Bis“ gäre géif dévelloppéieren, dee ganz vill Schwieeregkeeten huet. Ech mengen, en ass elo am 16. oder am 17. Joer, fir de „Grand-Bis“ ze dévelloppéieren, well ëmmer nees iergendeppes Neits fonnt gëtt. 2000 ass et ugaangen, mir sinn also am 15. Joer.

Ech mengen och, dass ee méi couragéiert an deene leschte Joren a méi konsequent hätt misen aner Friche emol op d'mannst konzeptuell, net nécessairement am Développement, ugoen. Ech mengen, mir hunn nach ëmmer fir d'Terres Rouges zu Esch ganz weineng eigentlech e Konzept entwéckelt. D'Friche téschent Déifferdeng a Suessem, och de Crassier vun Éilereng, wat mat deem geschitt, do wär et effektiv - Dir hutt et gesot, Här Minister - un der Zäit, dass een, wann net an der Realisatioun, mä zumindest awer an der Konzeptioun géif e bësse méi wäit komme wéi dat, wat geschitt ass.

D'Nordstad, do hunn ech perséinlech méi eng negativ Erënnung, well ech einfach niwient ville Faiten och vill lokal Egoisme gesinn hunn, och vill eigentlech Onwëllen, fir sech an eng nei Welt eranzeginn, vill Festhalten un alle Strukturen, déi doudséch an der Nordstad derzou gefouert hunn, dass mer net esou wäit sinn, wéi mer dat wäeren.

Contrairement zu deem, wat an der Nordspätz geschitt ass vum Land, wou mer ganz aktiv waren ugangs den 2000er Joren a wou sech eng Rei vu Fusione gemaach hunn, fir eng Stärkung vun der Regioun hierzekeréien, wou sech och eng komplett aner regional Kooperatioun gemaach huet um Niveau vun der Gestiou notament vum den Industriezonen, wat ech als e ganz gutt Beispill gesinn hunn. Wat als Beispill awer héchstwahrscheinlech och doduerch komm ass, well déi Leit, déi do Responsabilitéit gedroen hunn, gesinn hunn, dass duerch d'Entfernung, déi si par rapport zur Stad haten, nëmmen „unir pour agir“ eigentlech dee richtige Motto war, an doduerch eigentlech och genuch Driff dohannert war an der Nordspätz, fir aner Weeër ze goen.

D'CDaE si fale gelooss ginn - net ganz fale gelooss ginn, mä se sinn erweidert ginn eigentlech. D'Zuel vun deene méi prioritäre Gemengen ass quasi verduebelt ginn an e Konzept vun ebe Communes prioritaires, déi och am Pacte Logement jo op eng gewëssen Aart a Weis behandelt si ginn. Ech kommen herno nach dorobber zrëck.

Wat net geschitt ass, dat ass awer d'Reorganisatioun vun de Gemeengefinanzen, déi noutwendeg gewiescht wär, fir enger Rei vun deene Saachen dann och deen Driff ze ginn, deen ech hätt misen hunn. Ech wëll soen, vu dass ech selwer zéng Joer Innenminister war - ech kommen och nach kuerz dorobber herno zrëck -, dass ech kengem e Reproche maachen, well et ass eng vun deene sauerste Matière, déi s de kanns hunn, an dee jëtzege Minister wäert nach gesinn, wann e Propose mécht, wéi sauer

et wäert ginn, wann een an engem Déppen, wat net méi grouss gëtt, eng Emverdeeling muss maachen! Well da komme Saachen, déi enne leien, déi kommen erop, a fir déi, déi eropkommen, ginn anerer erf. A wat eropkënn, dat richt net ëmmer esou, wéi een et gären hätt!

AggloLux! AggloLux, ech kommen dorop zrëck, well ech fannen, dass ee vun deene wesentlechste Feeler, déi eigentlech nom IVL geschitt sinn, d'Oncapacitéit vun de Gemenge ronderëm d'Stad Lëtzebuerg war - et huet sech entre-temps e bësse verbessert, awer nach net zu honnert Prozent -, fir eigentlech op de Wee vun enger anerer Stellplazpolitik ze goen. D'Stad Lëtzebuerg huet - ganz couragéiert an deem Moment! - eigentlech d'Unzuel vun de Stellplaze par rapport zu den Aarbechtsplazen erofgesat, well se gesot huet, dat wär deen eenzege Moyen, fir kënnen op den öffentlichen Transport ze kommen.

An d'Konsequenz war, dass d'Nopeschgemeng, an ech nenne se beim Numm, d'Gemeng Leideleng, just de Contraire gemaach huet, déi huet d'Unzuel vun de Stellplazen an d'Luucht gesat! Mat der Konsequenz, dass gutt Lëtzeburger Betriber - ech nenne se net, Dir kennt se awer alleguete ganz gutt, well Dir sidd entweder bei hinnen assuréiert oder Dir maacht Är Bankgeschäfte bei hinnen oder aner Saachen - sech aus dem Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg eraustransportéiert hunn a sech do an enger Zon etabléiert hunn, déi eigentlech iwwerhaupt net dofir geduecht war. Déi Zon, déi natierlech elo iwwerpeupléiert ass mat Leit, déi moies mat hirem Auto kommen, owes mat hirem Auto nees wëllen heemkommen, a wou d'Landesplanung iwwerhaupt net kann - iwwerhaupt net kann! - kuerzfristeg déi Problemer léisen, wann ee wéilt den öffentlichen Transport an esou Zone bréngen.

Ech hunn et dofir a menger Ried och bruecht, well ech einfach do gesinn, dass Schwieeregkeete waren.

Mir hu Propose gemaach, fir d'Entwécklung raimlech ze faassen. „Projets de grande envergure“, dat ass näischt Neits, dat ass eng Proposition, déi am IVL dra war! E bëssen anescht: Mir hu gesot, mir mussen op enger Rei vu Plaze groussraimeg, wa mer wëllen de Logementsproblem an de Grëff kréien, Citée schafen -, andeem mer groussraimeg virginn. Allerdéngs war d'Proposition vum IVL, fir et do ze maachen, wou den öffentlichen Transport ass! Also net eng Ofso, fir et op der grénger Fläch ze maachen, mä fir et op der grénger Fläch ze maachen do, wou den öffentlichen Transport wär.

Dat ass fale gelooss ginn, eigentlech fir an eng Richtung ze goen - déi ech awer ka verstoen, wann een enner Drock ass -, fir ze soen: Mä mir orientéieren eis dohinner, wou mer Terrain hunn. Well do, wou mer Terrain hunn, komme mer éischter virun, wéi wa mer keen Terrain hunn. Während déi Terrainen, déi am IVL ausgeweise gi sinn, net nécessairement an der öffentlichen Hand, an der Gemengenhand respektiv an der Hand ware vu Leit, déi och wolle dévelloppéieren.

Och do: keng Kritik. Ech soe just: Wann ech gelift, loosst d'Projets de grande envergure net falen! Ech mengen, dass et en Outil ass, deen noutwendeg ass. Mä kuckt vläicht, e Recentrage ze maachen och a Richtung öffentliche Verkéier, well et ass eigentlech, wa mer Wunnen, Schaffen a Sech-Bewege beineekréien, dat mer eng Rei vu Problemer kënnen an de Grëff kréien.

Mir hunn d'Zones d'activités deemools wollte fixéieren. Och do hu mer gesot, d'Zones d'activités solle sech do dévelloppéieren, wou den öffentlichen Transport ass, wou e soll hikommen. A mir hunn den öffentlichen Transport definéiert, dat mer gesot hunn, mir hätte gären e „modal split“ vu 25%. De „modal split“, deen d'ailleurs haut nach ëmmer d'Basis ass och vun den Iwwerleungen.

Woubäi den IVL kloer an däitlech gesot huet - et gëtt vu verschidene Leit ëmmer nees vergiess -, dat, souguer wa mer alles dat géife maachen, wat iwwert den öffentlichen Transport am IVL gestanen huet, a souguer wa mer op e „modal split“ géife komme vu 25%, mer nawell eng Augmentatioun vu 50 bis 60% vum Individualtrafic hätten. An doduerch huet den IVL net nëmme Propose gemaach, fir den öffentlichen Transport aneschters ze gestalten, mä en huet och Propose gemaach, fir den individuellen Transport aneschters ze gestalten.

Et ass e vibrante Plädoyer gewiescht fir d'Ausféierung (veuillez lire: den Ausbau) vun de Capacitéit vum Zuch: Duebelgleisegkeet Richtung Metz, Duebelgleisegkeet Richtung Péiteng. Déi eng ass ofgeschloss, déi aner, déi kënn elo lues a lues un d'Goen.

Mir hunn deemools de Plädoyer gemaach, dat mer de Findel géifen uschlëssen. Dat ass fale

gelooss ginn. Ech fannen et e Feeler, landesplaneress, dat mer de Findel fale gelooss hunn. Et ass eng Gare souguer dohinner gebaut ginn. An dat wäert Der gesinn, iwwer fénnef oder zéng oder 15 Joer wäert d'Iddi, fir de Findel un den öffentliche Réseau unzebannen, eng vun de kruziale Froe ginn, wann et drëm geet, den Développement vum Land Richtung 700, 750 (veuillez lire 700.000, 750.000) an doriwwer eraus ze organiséieren, respektiv och de Cargos-Trafic, fir deen op aner Weeër ze kréien, falls sech an Europa déi Tendenz sollt weider entwéckelen, dat ee manner iwwert d'Stroosse soll fueren a méi iwwert den Zuch.

Mir hunn deemools gesot, mir mussen eng Ringleitung ronderëm d'Stad Lëtzebuerg leeën. Eng Ringleitung am Sënn vun, dat den öffentlichen Transport d'Leit vun där Plaz, wou se sinn, iwwert den öffentlichen Transport op eng gewëss Plaz bréngt, déi net méi d'Gare de Luxembourg ass, an da maache mer den Dispatching an déi eenzel Industriezonen. Do si mer net genuch weiderkomm. Ech soen dat kloer an däitlech!

Déi Gare um Houwald ass net gebaut ginn. Déi Gare zu Zéisseng ass net gebaut ginn, déi e wesentleche Bestanddeel war. An och de Bustransport, deen als Ringleitung sollt, wéi et an anere Stied fonctionnéiert, nämlech fir d'Leit op eng gewëss Plaz ze bréngen an da vun do aus d'Aktivitéitszonen unzezéien, dat ass net geschitt.

Ech bleiwen där Meenung, dat dat, wat deemools do definéiert ginn ass, dee richtigen Usaz war. Ech bleiwen der Meenung, dat et e Feeler ass, fir alles weider op d'Gare de Luxembourg ze konzentrieren an dann eigentlech d'Leit nees vun der Gare de Luxembourg erauszekeréien.

Wann Dir eng Persoun hutt vun Habay-la-Neuve an Dir sot zu där, se soll op Leideleng oder se soll op d'Cloche d'Or fueren, an Dir sot zu där, elo fiers de emol fir d'Éischt op Arel, dann hëls de do den Zuch an da fiers de an d'Gare de Luxembourg an dann hëls de do de Bus an dann d'äerfs de vun do aus nach eng Kéier 20 Minuten an deng Aktivitéitszon fueren. Da soen ech lech, dat ass einfach mathematesch, de Mënsch ass esou, da fiert dee mam Auto. A wann e gréng am Gesiicht gëtt, fiert dee mam Auto op seng Plaz!

An et ass och aus deem Grond, dat mer deemools gesot hunn, dat...

(Interruption)

Jo, ech sinn en iwwerzeegte Landesplanungspolitiker an deem Punkt. An dofir hu mer eigentlech och deemools am IVL den Tram net als déi éischt Prioritéit ausgewisen, mä gesot, den Tram ass een Element vun enger gesamter Léisung. An eigentlech soll een den Tram setzen, wann dat anert gemaach ginn ass.

Bon, d'Politik huet dat aneschters decidéiert. Ech hu meng Meenung dozou gesot. Legendwann eng Kéier muss ee sech jo och ginn. Mä ech bleiwen der Meenung, dat den Tram, besonnesch déi Versioun, déi elo gebaut gëtt, de Problem léist fir d'Stad Lëtzebuerg a fir de Kierchberg an eigentlech dat, wat ronderëm d'Stad ass a wat och misst geregelt ginn, net regelt. E kann och net d'Ambitioun hunn, fir dat ze maachen, well et eben nëmmen een Deel ass vun enger gesamter Ausriichtung. Mä ech mengen, et soll een de Leit net d'Impressioun ginn, an ech mengen, Dir maacht dat och net, dat den Tram d'Problemer alleguete géif hei zu Lëtzebuerg léisen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Erlaabt Der, Här Wolter, dat den Nohaltegkeetsminister...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Wann...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Dat ass selbstverständlech bei Ärer Zäit.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Gutt. Ech soen lech Merchi. Dat erlaabt mer nämlech och, eng kleng Schlupp ze huelen.

(Hilarité)

Ech hu mech elo e bëssen an den Äifer geriet.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech wollt just dem Här Wolter soen, dat ech dat, wat en elo gesot huet, eigentlech honnertprozenteg deelen, an dat ass awer och dat, wat am Konzept, wat elo virgesinn ass, dran ass. Parallell zu dem Tram ginn eelef Pôles d'échanges gebaut. Dorënner ass natierlech och deen um Houwald zum Bispill dobäi, Findel an esou weider. An deen Zéissenger gëtt och gebaut. An et ass och virgesinn, dat am Phasage bis 2021, wou dee ganzen Tracé vum Tram gebaut gëtt, déi all fäerdeg sinn. Den Arrêt Pont Rouge zum Bispill ass och een dovunner.

An ech mengen, dat ass richtig, wat Der sot, dat dat Ganzt nëmme Sënn mécht am Zesummespill mam Rescht. Mir kënnen elo laang

drivwer, losse mer soen, kräischen, dat mer dat vläicht an der Vergaangenheet net séier genuch gemaach hunn. Mä et ass awer elo esou, mir sinn elo um gudden Wee, fir dat Konzept esou ze realiséieren, dat den Tram, am Zesummespill mat deene Pôles d'échanges, fonctionnéiert.

Dat ass iwwregens och, do ginn ech lech och honnertprozenteg recht, ee vun de Punkten, firwat dobaussen net genuch Verständnis ass, well den Tram ëmmer nëmmen isoléiert gekuckt gëtt vun de Leit, wa se e kritiséieren, an dat Zesummespill net gekuckt gëtt. Mä Dir hutt honnertprozenteg recht an Ärer Analys. An ech mengen, de Wellen ass do a mir hunn och d'Gesetzter elo esou gestëmmt, dat dat soll esou gemaach ginn.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Wa mer dann zesumme kënnen déi Garé virun deenen nächsten zwielef Joer aweien, da si mer e gutt Stéck virukomm.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Ech maache mä Besch.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Voilà! An ech mengen, dat ass e Punkt, do sinn ech e bësse méi kritesch wéi anerer. An Dir kennt meng Vergaangenheet. Mir hunn och Propose gemaach zur Neigestaltung vum administrativen Opbau vun eisem Land, well mer eis d'Fro gestallt hunn: Wéi kënn mer déi Erausforderungen do, wéi kënn mer déi ugoen, notament mat enger Gemenglandschaft deemools vun 118 Gemengen? Wéi kënn mer um Niveau vun der Organisatioun et esou beienee bréngen, dat mer eis besser kënn strukturéieren?

Doraus si Proposen entstanen, wéi d'Gemengen op 3.000 Awunner ze hiewen am ländleche Raum, fir ze kucken, keng Gemenge méi enner 10.000 Awunner ze hunn am städtichesche Raum, fir einfach och de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, politesch a personell, fir deenen Erausforderungen, déi aus deene verschidene Deeler vun der Politik entstinn, kënnen entgéintzogen.

Et ass d'Propos vu mir deemools komm: 60 Gemengen, 60 Deputéierten, Trennung vun de Mandater, Aféiere vun enger Chambre des élus locaux, déi jo entre-temps och vum Syvicol eigentlech iwwerholl ginn ass, d'Gemeengefinanzreform an eng regional Zesummenaarbecht, déi dann op en aneren Niveau géif kommen.

Ech bedauern, dat mer eigentlech an deenen Domänen net genuch virginn. Well ech fannen, dat zu deene ville gudden Usätz vun der Landesplanung deen doten Usaz och gehéiert. An ech soen lech: Dir hutt eng Rei vu Saache gemaach, wou Der elo nees déi regional Zesummenaarbecht wëllt. Ech kommen och nach dorobber ze schwätzen. Wa mir weider esou eng grouss Disparitéit behalen am Gefüge, kritt Der weder eng uerdentlech Organisatioun nach eng uerdentlech Landesplanung an och keng gutt Gemeengefinanzreform hin.

Et sinn néng Referenden an deene leschte Jore gemaach ginn. Et sinn der siwe positiv gewiescht. Nëmme iwwert déi zwee anerer gëtt eigentlech diskutéiert. Mir hunn als CSV gefrot, dat mer 2017 géifen en nationale Referendum maachen iwwer eng Reorganisatioun vun deem Ganzen, nodeem mat de Gemengen a mat de Leit och dobausse seriö géif diskutéiert ginn, fir eben d'Akzeptanz och ze kréien, fir de Lien ze maachen téscht der Gemeengepolitik an der Landesplanung.

Well Gemeengepolitik ass jo net nëmmen de Fait, dat ech aus mengem Duerf direkt a meng Gemeng ka goen, fir dat ech mäin Dokument kréien. Dat ass een Deel vun der ganzer Geschicht. Mä hannendru lafen awer ganz vill Prozesser of, déi a mengen Aen net genuch behandelt ginn.

Mir sinn da bei der regionaler Zesummenaarbecht, déi Der jo als ee vun Are fénnef Punkten och uginn hutt. Ech fannen, dat et e gudden Usaz ass. Et war jo och en Usaz vum IVL, fir ze soen: Mir mussen kucken, regional zesummenzeschaffen. Mir hu jo deemools notament de PRO-SUD, de PRO-NORD, um Ufank gouf dat jo den Observatoire genannt, mir hunn do eng Rei vun... ORENORD an ORESUD, an am Süden ass dat jo zum PRO-SUD ginn.

Mä wann ech awer kucken, wéi déi regional Zesummenaarbecht fonctionnéiert an engem Syndikat, wat awer elo schonn eng Dose Jore fonctionnéiert, do soen ech lech awer: Wann Der net gewaltig Ustrengung maacht, fir dat mer dat op en aneren Niveau kréien, a soulaang do eigentlech de rege lokalen Intérêt méi wichteg ass wéi de regionalen Intérêt,



wäerte mer net ganz vill Avancen op deem Punkt maachen.

De PRO-SUD ass an deene leschte Joren haaptsächlech opgefall doduerjer, datt en eng Kéier eng Broschür iwwert d'Helleg Barbara erausginn huet, déi erausgi gouf vun der Madame Mutsch als Presidentin an duerno flächendeckend am Süde vun anere Leit ofgeschoss ginn ass.

Ech hätt léiwéier gehat, de PRO-SUD wär an deene leschte Joren iwwer konkret Initiativen am Kader vun der Raumplanung opgefall. Mä wat mer eigentlech net fäerdegbruecht hunn a wou ech meng Zweifelen hunn, datt mer et wäerten an Zukunft fäerdegbréngen, dovun soen ech e puer Beispiller.

Ech fannen et net gutt, datt, wann ech e Syndikat hunn, wat op d'Prémisse opbaut eigentlech, datt d'Buergermeeschtere sech sollen zesummesetzen aus enger Regioun, fir kënnen iwwer Saachen ze diskutéieren, déi iwwert d'Grenze vun enger Gemeng erausginn, datt an deem Syndikat no enger Dose Joren eigentlech d'Halschent vun de Buergermeeschteren net méi präsent sinn.

Ech soen net, datt eng Gemeng net dierf duerch e Schäfte vertruede ginn. Mä am Präzise gesinn ech awer, datt, wann d'Buergermeeschteren net ronderëm den Dësch setzen, an d'Buergermeeschteren am Zweifelsfall nach gesot kréien, a wat fir eng Richtung se sollen diskutéieren, d'Tendenz nawell relativ séier do besteet, datt op der Gemengegrenz den Intérêt vun deem Ganzen ubelaangt (veuillez lire: ophält). Nach e schéinen, wonnerbare Projet, dat maache mer nach ganz gäre mat, mä wann et awer em potenziell konfliktuell Saache geet, dann ass d'Diskussioun net méi do.

Dir hutt, Här Bausch an Här Gira... Pardon, Här President: Den Här Bausch an den Här Gira hu sech Zäit geholl - an dat ass mer richtig héichgaangen -, am Kader vun de Plans sectoriels mat deenen eelef Gemengen aus dem Süde wëllen zesummenzekommen. Dir waart do. Dir waart do! Fënnf vun eelef Gemengen aus dem Süde waren net do! An et waren dräi Buergermeeschtere vun eelef do.

Ech verstinn, datt net all Buergermeeschter all Owend Zäit huet, fir an eng Réunioun ze kommen, wou zwee Ministeren, deen een aus dem Norden, deen aneren aus der Stad sech déplaçieren, fir mat hinnen iwwer Raumplanung ze diskutéieren, besonnesch wann et sech em e Syndikat handelt, dee jo haaptsächlech iwwer Raumplanung soll diskutéieren.

Ech verstinn awer net, datt fënnf vun eelef Gemengen net emol duerch e Schäfte vertruede waren! An dat weist mir eigentlech - et ass dat, wat ech lech wollt soen -, dee grouesse „gap“, deen eigentlech tëscht der Theorie besteet - wou elo nees gesot gëtt: mir mussen regional zesummeschaffen - an der Praxis um Terrain, wou den Intérêt eigentlech e ganz aneren ass, an déi Efforten, déi Der muss maachen, an déi an deene leschten zwielef Joer eben net duergaange sinn.

Mä ech weess och nach net esou richtig, wéi Der dat wëllt ustellen, fir d'Leit dozou ze bréngen...

(Interruption)

Jo, iwwert de „Grolles“, dat ass an der Rei. Mä dee gëtt et net méi ze verdeelen an deem Mooss, wéi et en an der Vergaangenheet ze verdeele ginn ass.

Ech wollt et eng Kéier lassginn. Ech wollt et eng Kéier lassginn, well ech lech soen, datt déi regional Kooperatioun nëmmen eppes gëtt, wann och un Ziler, u landesplanerischen Ziler muss geschafft ginn, déi ëmzesetze sinn. An net, wann et de Bon vouloir, an do si mer nees an der Diskrepanz tëscht lokaler Autonomie a Landesplanung, wann et drëm geet, datt eigentlech d'Leit dohinnerkommen, soulaang et schéin a flott ass, a soubal et ufänkt, e bësse sauer ze ginn, eigentlech soen: Sou, elo zéien ech mech léiwéier op meng liegend Güter zréck.

An ech fannen, datt mer um Niveau vun der staatlecher Kooperatioun nach vill, vill kënnen a mussen verbessern. D'Aart a Weis, wéi d'Verwaltung mateneen diskutéieren, wéi d'Ofstëmmung ass, wéi een d'Avisen och als Gemengen heiansdo kritt, wou ee manifestement d'Impressioun huet, datt net ëmmer déiselwecht Handschrëft hannert deenen Saache ass.

Sou wéi ech och plädéiere fir e gudd Strapp méi Transparenz an de ganzen Dossieren. Ech hu mam Här Gira schonn e puermol driwwer diskutéiert. Ech wäert mech net kënnen domadder offannen, datt d'Natura-2000-Gebid-

der kënne gemaach ginn an datt d'Gemengen doriwwer nëmmen im Nachhinein vum Emklassement informéiert ginn; mä do muss eng Consultatiounsdebatt am Virus gemaach ginn.

D'Regierung huet sech jo engagéiert...

(Interruption par M. Camille Gira)

Neen, hutt Der net gemaach, Här Gira!

(Interruption par M. Camille Gira)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo?

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Wann d'Zäit nees ofgerechent gëtt, Här President, well ech hunn nach zwee Kolleegen, déi och schwätzen. Net, datt déi keng Zäit méi hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech! Dat hei sollte mer vlächtklären.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech wollt dem Här Wolter soen, datt, am Géigesaz zu deene viregte Regierungen, déi et esou gemaach hunn, wéi hien et schildert, des Regierung am Virfeld vun der Ausweisung vu sechs neien Natura-2000-Gebidder an enger éischer Phas 48 Gemengen an de Ministère geruff huet, fir hinnen am Detail ze soen, wat op se géif duerkommen, an enger zweeter Phas sechs Réuniounen gemaach huet, wou d'Ministesch an ech present waren a genau dat gemaach hunn, wat Dir proposéiert hutt. Dat steet elo nach net am Naturschutzgesetz. Mir hunn et awer gemaach. Mä Dir kënnt sécher sinn, an där ofgeännerter Form vum Projet de loi fir d'Naturschutzgesetz kënnt dat do och drastoen, well mer absolut Är Meinung sinn, datt een net esou kann Natura-2000-Gebidder ausweisen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Sidd Der dann der Meinung, datt, wa mir net mat der Ausweisung d'accord si vun der Zon, wéi Der se gemaach hutt - well mer zum engen déi hollännesch Etüd net richtig verstinn, déi op Englesch ass an déi net iwwersat ginn ass, déi mer absolut net kënnen novollzéien, well et eng Etüd ass, déi eng Fachtüd ass, déi d'Kompetenz vun de Gemengen total iwwersteigt -, mer net kënnen novollzéien, wéi vun där Etüd, déi eigentlech keng Propose mécht, et zu enger Ausweisung vun den Zonen kënnt, sidd Der d'accord, datt mer iwwert d'Étendue vun den Zonen diskutéieren?

Dat stoung nämlech net an Ärem Bréif. An Ärem Bréif stoung: Eigentlech ass et keng Prozedur, mir mussen et notifizéieren opgrond vun engem europäeschen Déngen. Mir sinn transparent, mir informéieren lech.

Informéieren heescht fir mech net, datt ech ka mäin Asproch erhiewen, datt ech kann eng Diskussioun driwwer féieren, datt ech kann challengen, datt ech opgrond vu Kaartematerial gesot kréien, wat eigentlech d'Ursache sinn, datt et esou ass.

An ech muss lech éierlech soen, wann ech e Sammelbréif kréien als Buergermeeschter, bon, dat geet elo an den Detail, an do gëtt meng Gemeng als „faisant partie du Lias moyen“ - „Lias moyen“, en Term, deen ech virdrun a mengem Liewen nach net héieren hat, neen, ech hunn en nach net héiere gehat - duergestallt, ginn ech net direkt dovun aus, datt ech concernéiert sinn. Do stoung op anerer Plaz, et ass deen Dall an et ass deen Dall.

An an deem Bréif steet net emol dran, datt ech vun iergendenger vun deenen Zonen, dat war esou eng Lettre circulaire, déi u jiddwereen, huelen ech un, gaangen ass...

(Interruption par M. Camille Gira)

Net? Ah! Ech weisen lech de Bréif, Här Gira. Ech muss lech ganz éierlech soen, mir sinn op déi Réunioun net komm, jo, well mir eis iwwer „Lias moyen“ net ugesprach gefillt hunn, jo. Sou, elo weess ech, datt ech de „Lias moyen“ sinn oder en Deel vum „Lias moyen“. Mä virdrun wouss ech et awer net.

(Hilarité)

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Wann ech just, Här President, wann ech dem Här Wolter eppes kann äntworten: Dat beweist, datt anscheinend och eng Gemeng vun 10.000 Leit net duergeet, fir vlächte ee bei sech ze hunn, dee weess, wat de „Lias moyen“ ass.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo, dat ass richtig. Mä et war keen do. Gutt.

Meng Konklusioun heizou ass, Dir Dammen an Dir Hären, datt d'Landesplanung eppes Spannendes ass, eppes Interessantes. An eigentlech ass et eppes schrecklech Oninteressantes. Eppes schrecklech Oninteressantes, well een, wéi de Minister et gesot huet, net schnell Resultater kann opweisen. Et muss een heiansdo zéng, 15, 20 Joer dono - ech hat Chance, datt ech laang genuch dobäi war, fir hei no 13 Joer eigentlech kënnen de Werde-

gang vun enger kohärenter Approche, well ech mengen, dat hutt Der jo haut gesot, et geet hei em eng kohärenter Approche an enger ganzer Rei vun Domänen - da kucken: Wat ass dann iwwer zéng, 15 Joer eigentlech aus engem kohärenten Dokument geschitt?

Versus eben eng Welt, an där s De muss schnell Resultater hunn. Eng Welt, an där e Wahleresultat vun der nächster Wahl eigentlech dorobber baséiert, dass du fei bass, gentil bass, kucks, d'Saache séier ze maachen, an déi méi désagrèabel Saachen - an d'Landesplanung huet leider a villen Aspekter méi en désagrèabelen Touch -, déi riskéieren op der Streck ze bleiwen.

D'Fro, déi ech mer also gestallt hunn: Hu mer de Programme directeur d'aménagement du territoire vun 1999 ëmgesat? Hu mer et fäerdegbruecht, fir d'Landesplanung e Stéck no vir ze bréngen? Ech meng schonn. Ech meng schonn, datt een 1999 mat 2015 net méi ka vergläichen, datt Wesentlech sech geännert huet. An dofir, an ech hunn dat gesot, sinn ech och e Verfechter vun de Plans sectoriels.

Ech perséinlech hunn d'Publikatioun vun de Plans sectoriels als eng weider Etapp gesinn. An et kann een dat beweisen, datt eng ganz Rei vun deene Plans sectoriels sech op d'Konzepter vum IVL eigentlech nach haut opbauen. Perséinlech hunn ech gesinn, wëssend wéi komplizéiert et ass, esou Saachen auszeschaffen, wéi komplizéiert et ass, wann s De ufänks mat de Leit dobausse Jore virdrun iwwer Saachen ze diskutéieren. Ech hunn do méi Toleranz fir d'Approche, fir verschidde Saachen aneschtens ze maachen, wéi Dir eis et zoutraut. Mä et ass e richtige Schrëtt an déi richtig Richtung gewiescht.

Do, wou ech net mat lech d'accord sinn, an dat ass Är introductiv Remarque zu Ärer Ried, dat ass, datt Der sot: Ech hu kee Verständnis dofir, datt dat kritiséiert gëtt. Ech wëll kloer an daitlech soen, d'Kritik besteet net doran, fir ze soen, datt d'Plans sectoriels déposiert gi sinn, mä d'Kritik huet doranner bestanen, fir ze soen, wéi eigentlech no der Publikatioun a virun der Publikatioun an an deene Méint duerno mat de Plans sectoriels ëmgaange ginn ass, an och mat deene Leit ëmgaange ginn ass, déi vun Ufank un awer relativ kritesch ware géintiwwer enger Rei vun Aspekter, wat sech herno och als richtig erausgestallt huet.

Fir mech bleift bei all Virarbecht, déi gemaach gëtt vun iergendengem, datt dee responsabel ass, deen eppes an eng Prozedur eragëtt. Dee muss sech domadder identifizéieren. Dee muss soen: Dat do ass och mäi Projet.

Ech hätt ni eppes op den Instandzeweie bruecht, just well iergendee géif soen: Elo hutt Der schonn esou vill Méint ze laang gewaart. Ech setzen eppes...

(Interruption par M. François Bausch)

Neen, ech reagéieren op dat, wat Der virdrun gesot hutt. Ech bréngen eppes op den Instandzeweie, wann ech mech domadder identifizéieren.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wann Der erlaabt, Här Wolter, ech hu just gesot: Stellt lech just eng Sekonn vir, mir hätten et net gemaach, dann hätt ech deen anere Reproche gemaach kritt. Dat ass awer net de Grond, ganz sécher, firwat ech et op den Instandzeweie ginn hunn.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Neen, dat ass och net de Grond vun der Kritik, mengen ech, wouhier se kënnt. Ech mengen, datt d'Kritik dohier kënnt, well Der am Ufank gesot hutt, Dir géift et elo ganz aneschtens maache wéi déi Regierung virdrun. Dir hätt jo och kënne soen: An der Suite vun deem, wat déi viregt Regierungen eigentlech ausgeschafft hunn, et après concertation, gi mer op de Wee, datt mer an der Continuitéit vun der Landesplanung déi Plans sectoriels hei op den Instandzeweie ginn. Dat ass net geschitt. Et ass eigentlech probéiert ginn um Ufank... Haut sidd Der vill méi gedam, wéi virun engem Joer. Dir sidd...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Dir kënnt meng Rieden alleguer noliese goen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Jo.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech hunn an där ganzer Debatt keen ee polemische Saz gesot an och ni gesot, datt an der Landesplanung virdrun näischt gelaf wär, respektiv datt déi Pläng, déi mer an d'Prozedur ginn hunn, natierlech, datt dat Resultat gewiescht wär vun enger Aarbecht vun zéng Joer virdrun. Dat fannst Der an all meng Rieden erëm.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - An an Äre Rieden hunn ech och erëmfonnt, datt Der gesot hutt, datt Der elo emol dat géift maachen, wat

déi viregt Regierung net à même war ze maachen, nämlech an d'Prozedur goen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Weist mir eng Kéier, wou ech dee Saz gesot hunn. Weist mir eng Kéier, wou ech dee Saz gesot hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift. Et huet jiddwereen...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Neen, mä, Här President. Här President, et kann een net esou eppes behaupten, wann een dat net ka beleeden. An dee Saz do fannst Dir a meng Rieden net erëm! A kenger vu meng Rieden, déi ech gesot hunn an deem leschte Joer.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Gutt. Ären Noper huet mam Kapp gewénkt, an deem Moment, wou Der dat doten elo gesot hutt.

► **M. Dan Kersch, Ministre de l'Intérieur.** - Majo, Här Wolter, dat huet eppes domadder ze dinn, datt Dir den Här Bausch an den Här Kersch verwieselt hutt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann ech gelift.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi Ausso vun Dir, déi Ausso vun Dir...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Den Här Wolter huet elo d'Wuert an d'Regierung huet herno ganz vill Zäit, fir drop ze äntworten.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Déi Ausso vun Dir huet sech jo net exklusiv op den Här Bausch bezunn, well niewent dem Här Bausch jo nach eng Rei vun anere Ministeren communiquéieren. An ech kommen elo op eng Ministesch, déi ganz vill communiquéiert huet nom Dépôt vun de Plans sectoriels, déi d'ailleurs an d'Prozedur gaangen ass mat kloer Servituden, déi verteidegt gi sinn. Ech war selwer a Réuniounen derbäi, wou gesot ginn ass: Dat wëlle mer kloer an daitlech op déi doten Aart a Weis maachen.

Datt dat herno juristescht d'Strooss net gehalen huet, reprochéieren ech lech net emol, neen, reprochéieren ech lech net emol! Well et kann een iwwersinn, datt een Uerteel vun 2013 am Oktober eigentlech d'Gesetzesbasis geännert huet. Dat ka virkommen. Esou komesch wéi et ass, kann et virkommen, datt, wann ee jorelaang op eppes schafft, datt een en Element vum Dossier, wat e wesentlecht Element ass, datt een dat vergësst.

Mä, wat ech lech wëll soen, dat ass, datt eng ganz Rei Leit lech dës le dépôt vun Äre Plans sectoriels drop higewisen hunn, datt Der Schwierigkeete géift kréien, well Der an der Prozedur géift riskéieren, Problemer ze kréien.

Ech hunn lech, a menger Stellungnahm als Gemeng, geschriwwen, an dorobber gitt Der nach ëmmer net an - dat ass e weidere Kritikpunkt, deen ech hunn -: Dir wäert déi Prozedur net packen. Dir sot elo, d'Prozedur wier just en suspens. Dir fänkt d'Prozedur vir, well Dir hutt e formelle Feeler gemaach, dee Moment, wou Der d'Plans sectoriels an d'SUP deeselwechte Moment op den Instandzeweie ginn hutt. Dir hutt e formelle Feeler gemaach an um Geriicht wäert Der et verléieren.

D'Gesetz vun 2008 iwwert d'Konsequenze vun den Inzidenzen op enger Rei vu Projeten ass ganz kloer, ass glaskloer, an et gëtt en Uerteel vun der Cour administrative vum 30. Juni 2011 am Kader vun engem PAG, wat dat ganz kloer seet.

Dir kënnt natierlech elo nees de Kapp rëselen, wéi Der beim Här Krieger de Kapp gerëseelt hutt, wéi deen lech eng Rei vu juristeschen Argumenten... Dir kënnt et maachen, wéi d'Madame Nagel et gemaach huet, op d'Televisioun an op de Radio goen an de Geck mat där Person maachen a soen: Oh, Dir sicht jo nëmme Clienten. Deen als Affekt do, dee sicht jo nëmme Clienten.

Mä ech soen lech, dat, wat den Här Krieger lech do geschriwwen huet oder gesot huet, dat, wat eng Rei vu Gemengen lech geschriwwen hunn, dat ass zu 80% deckungsgläich mam Avis vum Statsrot. Den Avis vum Statsrot huet lech dozou bruecht, fir eigentlech d'Prozedur ofzebriechen. Dat schreift Der selwer an Ärem Déngen, datt et den Avis vum Statsrot war. Mä et war net den Avis vum Statsrot eleng, deen lech dozou bruecht huet!

An dat ass eigentlech dat Eenzege, wat mir an där ganzer Prozedur, an eis - mengen ech - och als CSV, eropstéisst: eigentlech, contrairement zu deem, wat Der elo sot, datt Der ergebnisfräi do wollt diskutéieren, eigentlech an deenen éische Méint en totaalt Festhalten op der Prozedur a sengem Inhalt an zum Deel um Niveau vum Plan sectoriel «Logement», souguer d'Ausso, datt et sech em dat zentraalt Ëmsetzungsstéck vun der Logementpolitik vun deenen nächste Jore géif handeln, versus dat, wat elo gesot gëtt, fir ze soen: D'Projets de grande envergure sinn eigentlech gestuerwen.



Ech wëll lech soen: Et huet keen, oder quasi null... Ech hunn dem Här Bausch säin Interview vu virun dräi Wochen am „Lëtzebuerger Land“ dobäi. De Gros wäert net méi ëmgesat ginn, dat hunn ech elo de Mëtteg nach gelies.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo, dat ass och richtig, dat wäert och esou sinn.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech wëll lech just froen: Mat wem hutt Der da geschwat? De Buergermeeschter vu Käerjeng steet hei virun lech. Deen huet eng Kéier en Telefon kritt bei der vieregter Regierung, fir ze froen: Bass De domadder d'accord, datt den Terrain an esou an esou, datt den an e Projet de grande envergure geet?

Do hu mir gesot, mir hätte kee Problem domadder. Mir brauchen e Phasage selbstverständlech. Mir mussen oppassen, do ass e Bauer en exercice an esou weider. Dat nennen ech keng Consultatioun. Et ass zumindest awer den Hiwäis gewiescht, datt een do op iergendenger Lëscht iergendwann eng Kéier vläicht géif optauchen.

Wou ass dee Member vun der Regierung, deen an deene leschte sechs Méint bei mech als Buergermeeschter komm ass a gefrot huet: Haalt Dir un Ärem Projet de grande envergure fest oder net?

Ech wëll lech soen, an d'Madame Nagel ass hei, si soll et héieren: Mir halen un eisem fest. Mir sinn Demandeur. Mir sinn Demandeur a mir sinn net eleng Demandeur! Mir sinn net eleng Demandeur, fir d'Projets de grande envergure duerchezéien, allerdéngs mat engem Phasage, am Respekt vun deene Leit, déi do schaffen.

An déi Aart a Weis, fir eigentlech elo ze soen, d'Projets de grande envergure wäerten, de Gros wäert eigentlech verschwannen a mir ginn elo an eng Richtung vun Innenverdichtung an näischt méi op der grénger Wiss, dat hunn ech awer kloer an däitlech an Ärem Interview...

(Interruption par M. François Bausch)

Dann huet de Journalist lech net richtig verstanen. Dat hat ech ëmmer schon als Problem. Dann hutt Dir dat och elo als Problem.

Ech wëll lech kloer an däitlech soen, datt mir als CSV politesch domadder net d'accord sinn. Mir hätte gär eng Reorientatioun vläicht, datt ee seet, op verschidde Plaze muss een dat e bëssen aneschters handhaben. Mir hätte gär eng Reorientatioun, datt ee soll kucken, ob een net beim ëffentlechen Transport eng Rei vun Dénge kritt. A mir hätte gär eng seriö Diskussioun mat deene 27 Gemengen.

Ech weess net, ob ech deen Eenzege sinn, mat deem net geschwat ginn ass. Vläch ass mat deenen anere 26 geschwat ginn. Ech hätt gär eng Diskussioun mat der Regierung iwwer mäi Projet d'envergure. Ech géif nämlech gär un deem festhalen.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dee kritt Dir jo. Wou ass de Problem?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech hunn d'Impressioun, datt d'Konklusioun scho gezu sinn. Wann dat net esou ass, huelen ech dat zur Kenntnis.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Eis Dier steet op jiddwer Fall op.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo?

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ech muss awer soen, ech kann net novollzéien dee leschte Saz, deen den Här Wolter elo gesot huet. Moch Ried huet opgehale domadder, datt ech gesot hunn, mir wäre bereet, mat alle Gemengen ze diskutéieren iwwer déi Projeten. An et wär ergebnisoffen. Mir wëllen net mat enger virgefaastener Meenung heihinnerkommen. Duerfir kann ech net novollzéien, firwat dee Saz elo do gesot gétt.

Dat Zweet ass, wat ech dem Här Wolter wollt soen, zu der Prozedur. Et kann een dat nach honnertmol widderhuelen: D'Prozedur ass net gestoppt gi wéinst där Fro vun der Rechtsenscherheit am Kader vun de Servituden. Ech kann lech soen, déi Amendementen, déi ech eraginn hat zum Landesplanungsgesetz vun 2013, hätten dat kënne regelen.

D'Prozedur ass gestoppt gi wéinst engem Punkt, dee keen, Här Wolter, weder Dir nach d'CSV, nach iergendene heibannen an och net den Här Krieger, iwwerhaupt deemools gesinn hat! Nämlech datt e ganz aneren Artikel vum Landesplanungsgesetz de Problem duerstellt -

iwwregens vun 2013, dat awer vun der vieregter Chamber hei gestëmmt ginn ass, wou Dir och matgestëmmt hutt a kee Mënsch dat gemierkt huet, niewebäi bemierkt -, nämlech de Fait, wéi mer iwwerhaupt an d'Prozedur gaange sinn, an zwar iwwer eng simple Décision du Gouvernement en conseil, mer kéinten an d'Prozedur goen, wou dann herno natierlech Servitudë géife festgeluecht ginn. Dat heescht, am Fong iwwer Arrêté ministériel an d'Prozedur gaange sinn.

Dat huet kee gesot, weder den Här Krieger nach iergendene, an och keen heibannen. An dat ass eréischt erauskomm duerch en Avis, deen ech selwer gefrot hu bei engem Bureau am Kader vun den allgemenge Schwiereregkeeten. An et ass dee Punkt, deen definitiv d'Regierung dozou bruecht huet, fir der Kommissioun ze proposéieren an der Chamber, d'Prozedur ze stoppen, dat heescht, se komplett ausser Kraaft ze setzen, erëm effektiv, net bei Null unzefänken, mä awer effektiv d'Prozedur missen nei ze relancéieren.

An duerfir ass et net richtig, fir ze behaupten, datt ee Mënsch dat do hätt kënne virussoen. Et deet mer jo awer schrecklech leed, dat Gesetz vun der Landesplanung ass am Summer 2013 um Schluss vun der leschter Legislaturperiod gestëmmt gi mat engem positiven Avis vum Statsrot.

Keng Zeil stoung an deem Avis vum Statsrot dran iwwer déi dote Problematik. Kee Mënsch huet dat opgeworf. D'Chamber huet et hei, mat de Géigestëmmen iwwregens vun deene Gréngen, gestëmmt. Ech soen awer éierlechkeetshalber, datt déi gréng Fraktioun net dowéinst deemools dogéint gestëmmt huet. Duerfir ass et einfach net richtig, ze soen, datt een dat hätt kënne wëssen. Dat ass eréischt en cours de procédure opgetratt an et huet och keen dat gemierkt.

Et ass natierlech ëmmer esou, wann d'Schwiereregkeet bis detektiert ass an een de Courage hat, fir dat dann ze soen an och deementsprechend d'Prozedur ze stoppen, da gëtt et Dausende vun Intelligenten am Land, déi dat alles scho laang wousten, a souwiso d'Regierung gewarnt haten a jiddwerengem dat gesot hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Här Nohaltegekeetsminister, ech mengen, mir sinn de Mëtteg zesummen, fir driwwer ze diskutéieren, wéi mer d'Land wëlle weiderentwëckelen.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Richtig, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- An dofir wär ech frou, wa mer net dauernd géifen iwwer Prozedurfroe schwätzen. Dat riicht sech elo net un lech. Ech géif den Här Wolter da bieden, sech erëm un d'Chamber ze adresséieren an net den Dialog...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dat war déi leschte Minutte ganz schwéier, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- ...an net den Dialog dauernd mat der Regierung ze féieren. Et sinn eng Rei vun anere Kollegen, déi just drop waarden, fir och hire Pefferkär bäizefügen. An dofir géife mer elo den Här Wolter ganz eleng schwätze loosse an herno der Regierung d'Geleeënheet ginn, fir en bloc ze äntwerten. Ass dat an der Rei?

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, Dir hutt honnertprozenteg recht. Ech muss awer soen, ech fannen eigentlech, d'Debatt ass jo sachlech...

(Interruption)

Neen, d'Debatt ass jo sachlech...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...an ech fannen, d'Chamber wënscht sech jo en Austausch mat...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Jo.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...der Regierung. An ech fannen duerfir, ech hu kee Problem an ech mengen, den Här Wolter och net, datt mer heiansdo emol e liewegen Austausch hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Neen, ech hunn och kee Problem do dermat, mä wann et iwwer d'Moossen erausgeet an herno déi wichteg aner Interventiounen um néng oder um zéng Auer drukommen, dann hu mer kengem gedéngt. An ech géif mer vun deser Debatt och erwaarden, datt konkret Propositiounen kommen, wéi mer eis als Land weiderentwëckelen. Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech si ganz mat lech d'accord. An dofir kommen ech op de

Punkt zrëck, quitta dass ech nach eng Kéier wëll soen - neen, wierklech, well dat, mengen ech, de Plans sectoriels geschuet huet -, ech kommen nach eng Kéier op deen Televisiounsinterview, op dee Radiointerview vun der Madame Nagel zrëck, wou se eng Persoun, déi eng Rei prozedural Bedenke par rapport zu de Plans sectoriels geäussert huet, duergestallt huet wéi e rene Clientéliste.

An Dir sot elo, et wier een Element, wat lech dozou bruecht huet, fir d'Plans sectoriels zrëckzéien. Ech soen lech, dass et nach eng ganz Rei vun anere juristeschen Elementer gëtt, niewent deem do. A mäi Rotschlo ass, fir dass mer net nach eng Kéier an nach méi laang iwwer d'Prozedur schwätzen, dass Der Är Prozedur ab initio nach eng Kéier ufänkt, well Der risquéiert, op der...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Majo souwiso. Wou ass de Problem?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Majo, well Der net... Da muss ech nees deen doten Text huelen. Ech hunn an Ärem Dokument op der Sait 7 gelies,...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- ...dass d'Prozedur net zrëckgezu wär, se wär just gestoppt a se géif weidergefouert ginn.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Ma neen. D'Diskussioun gëtt weidergefouert, Här Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Neen.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Dat steet och esou...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Neen, neen, d'Prozedur.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen, also...

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Solle mer lech da soen...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Entschëllegt, Här President, ech kann awer nëmme reagéieren...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Mä dat steet net esou am Text, wéi Dir dat behaupt.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Dach, dat steet esou am Text.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Neen.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Liest Är Sait 7, Här Bausch. Soss muss ech lech se virlesen.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Onofhängeg dovunner, Här Wolter...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Hei, wann ech gelift!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Däerf ech just eng Prezisioun, Här President...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Mir loosse den Här Wolter elo ausschwätzen. Wa Saachen dobäi sinn, déi net korrekt sinn, kënn Der déi jo herno rektifizéieren. Wann ech gelift!

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech liesen dat, wat den Här Bausch am Interview gesot huet a wat mech dozou bruecht huet, déi Remarque ze maachen, déi ech hei maachen. D'Fro war: „Bleibt es bei den 25 Großprojekten für Wohnungsbau auf der grünen Wiese?“ „Die meisten werden wir fallen lassen.“ „Die meisten.“ „Aber nicht, weil kein Wohnungsbau im grossen Stil nötig wäre. Wir wollen auf Neuausweisungen außerhalb des Bauperimeters verzichten. Im Moment werden pro Jahr 730 ha Landesfläche verbaut. Das entspricht...“, d'Dénge vun der Lëtzebuerger Strooss an esou weider. „Mir gi gären an d'Innenverdichtung.“

Dorausser schléissen ech, kombinéiert mat enger Rei Aussoen, déi an Ärem Dokument stinn, dass eigentlech de Wëlle vun der Regierung besteet... D'Madame Nagel huet, wann ech dat dann nach eng Kéier och däerf soen, um Geheimsender 100,7 eng Kéier samsches gesot, dass si schon zefridde wär, wann zwee vu 27 Projeten iwwerhaupt nach géifen duergoen.

A meng politesch Ausso, déi vu menger Partei, ass, dass et mat zwee net duergeet! Meng politesch Ausso ass, dass bei deene 27, déi no jorelaangen Aarbechte probéiert gi sinn erauszufannen, der eng ganz Rei wäerte sinn, déi kënnen développéiert ginn, esou wéi se proposéiert gi sinn oder an enger reduziierter Form.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Firwat hutt Dir dann ni een ëmgesat an deene lesch-

ten 20 Joer? Kënn Der mer dat dann erklären,...

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech kenne Buergermeeschteren, déi hir Bereetschaft...

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- ...wann dat esou einfach ass, wéi Dir dat sot?

► **M. Michel Wolter** (CSV).- Ech kenne Buergermeeschteren, déi hir Bereetschaft erkläert hunn, mat lech doriwuer ze diskutéieren. An ech wëll dat kloer an däitlech soen, als Buergermeeschter, ech huelen dann emol eng Kéier d'Kap och vun där Sait, dass ech net domadder d'accord wäert sinn, an Dir sidd jo elo esou, dass Der mer elo sot, dass dat net esou ass. Ech hätt awer kënnen zu där Konklusioun kommen. Ech hätt gären, dass eise Projet de grande envergure diskutéiert gétt.

Sou, da fueren ech virun. Ech bedauern och, mä et soll eng konstruktiv Kritik sinn, dass keng Evaluatioun virläit vun den Avise vun de Gemengen. Dir schreift zwar an Ärem Titel, et wär eng Evaluatioun, et ass d'Annex 2, déi Der eis nogereecht hutt de leschte Freideg, do steet am Titel „Evaluation“. Fir mech, ech sinn net Franséischprof, mä „évaluer“ heescht bewäerten. Et ass eng Compilation vun den Avisen. Et ass keng Evaluatioun vun den Dénge.

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Jo.

► **M. Michel Wolter** (CSV).- A sechs Méint, ouni dass ech elo wëll soen, dass Der lech hätt missen total festleeën, hätt ech, fir des Debatt och kënnen nach besser ze strukturéieren, wesentlech méi prezis Aussoe gäre gehat iwwer dat, wat Der aus den Avisen eigentlech, déi komm sinn, eraushuelt no där Evaluatioun. Dir sot, Dir hätt eng Evaluatioun gemaach. Dir hutt keng Evaluatioun gemaach! Et deet mer leed, fir dat ze soen.

Sou, da kommen ech bei dat Dokument, wat Dir „Perspectives d'un développement spatial durable“ nennt, andeems ech nach eng Kéier soen, dass eigentlech ech mer erhofft hätt, dass an deem Dokument vu 47 Säite méi Indicatione gewiescht wäeren, wéi Der gedenkt, virunzuegoen. Ech verstinn, dass Der an enger Debatt net wëllt alles virknae schon. Mä ech muss lech soen, dass ech sur ma faim bliwwe sinn iwwer d'Konklusiounen, déi Der eigentlech aus deem Débat, dee bis elo gefouert ginn ass, zitt. Quitte dass Der gesot hat: Mir wëllen éischer an déi Richtung goen a mir hunn nach en Débat mat der Société civile.

Dir stellt eigentlech fënnel Froen an deem Dokument, esou hunn ech mer se notéiert. Dir sot, de Programme directeur d'aménagement du territoire géift Der gären adaptéieren. Selbstverständlech! De Programme directeur d'aménagement du territoire ass par essence en evolutivt Dokument. Et ass en Dokument, wat no 15 Joer op de Leescht muss geholl ginn. Et ass en Dokument, wat aus der Vue vun, ginn ech emol dovun aus, 1996, 1997, geschriwwe ginn ass mam Développement vun deemools. An et schéngt mer logesch ze sinn, och besonnesch, wa mer gesinn, wat nom IVL komm ass, dass een am Joer 2015 de Programme directeur nei faasst, synthetiséiert, méi kuerz mécht, méi gräfteg mécht, wéi och ëmmer, mä dat ass... D'Äntwert vun eis ass selbstverständlech Jo dorobber.

Da sot Der, kommt, mer fänken nees un, iwwer d'CDAen ze diskutéieren. Wann ech lech verstinn, dass Der iwwer d'Grondgerüst wëllt diskutéieren: d'Pôles Luxembourg, Nordstad, Süden als zentral Développementspôle vum Land, kann ech domadder d'accord sinn. Wann Der awer elo wëllt iwwer déi eenzel CDAen nees diskutéieren, da kann ech lech nëmme soen: De grâce, maacht dat net!

Maacht dat net, well de CDA, do wäert Der relativ séier gesinn, dass et de CDA vu Veianen ni ginn ass. Deen ass zwar aus historesche Grënn als CDA ausgewise ginn deemools, mä dee gëtt et net!

Ech hunn och Doutten, wann Der elo sot, Stengefort-Mamer, wat de CDA vun der Regioun am Weste wier. Ech hu ganz zolidd Doutten, wann Der géift d'Fro stellen, lechternach-Jonglënster, ob dee CDA, dee mer am Joer 2002 ausgewisen hunn, ob dat nach ëmmer de CDA vun der Regioun ass oder ob eigentlech d'Regioun sech net aneschtens développéiert huet, wéi dat geschitt ass.

Féiert eng Diskussioun driwwer, well ech mengen, et ass dat, wat gemengt ass, fir ze kucken: Wéi kënnen mer déi Gemengen, déi solle wuessen, méi wuesse wéi déi aner, wéi kënnen mer déi stärken? Mä fänkt wann ech gelift net

eng Diskussioun un, an et deet mer leed, dat hunn ech gemengt, aus deem Dokument erauszulesen, dass Der iwwert d'CDaE selwer wëllt diskutéieren. Do kann ech nëmme do virdu warnen.

Ech wär frou, wa mer an der Nordstad géife virukommen.

(Interruption)

Jo, dat maacht Dir, dat hu mir och scho gemaach. Et muss ee just kucken, ob déi, déi an der Nordstad sinn, ob déi entre-temps prett sinn, fir matzemaachen. Well d'Nordstad ass e wesentlechen Développement vum Gerüst vum eise Land.

An ech hu jo esou téschent den Zeile gemengt ze héieren, dass Der och wëllt hutt, e puer Sou an de Grapp ze huelen, fir ze kucken, an der Nordstad eppes ze maachen. Och do kritt Der d'Énnerstëtzung vum eiser Partei. Well ech fäerten, dass ouni e Projet de grande enver-gure, ouni iergendeppes ze maachen...

Mä bon, Dir verstitt, dass, wann ech déi ganz Diskussioun vum de leschte Joren, notamment iwwert den Agrarycée, also och iwwert d'Im-plantatioun, wou dat da soll kommen, do ass nach vill Aarbecht ze maachen, fir dat net eben esou ze gesinn, dass ech et op mengem Terri-toire hunn, deen huet et op sengem Territoire, mä dass eigentlech och déi Nordstad sech als e Gesamt selwer gesäit.

Dir stellt dann d'Fro vum der Propriété privée par rapport zum Intérêt général. Dat ass eng Fro, iwwert déi kënne mer ganz vill a ganz laang nach diskutéieren. Wa mer déi awer elo ofwaarden, bis mer virufueren, da riskéiere mer, nach laang ze diskutéieren an net virunze-kommen.

D'Positioun vum eiser Partei ass nach ëmmer déiselwech: D'Propriété privée ass e funda-mentaalt Recht, et ass e Grondpfeiler vum Fonctionnement vum eise Land. An et muss een, wann een un d'Propriété privée geet, kloer Regeln definéieren. Kloer Regeln definéieren, no deenen een, an aller Transparenz an am Ka-der vum Intérêt général, deene Regele wëllt dérogiéieren.

Ech hu gelies - ech weess awer elo geschwënn net méi, wat ech nach soll gleewen -, ech hu gelies, dass Der wëllt an eng Richtung goen, fir Expropriatiounen ze maachen och am Perime-ter an esou weider, op jiddwer Fall emol dorun-ner géift denken. Ech géif lech warnen. Ech géif hoffen, dass Der aner Moyene fannt, fir déi Diskussioun do virunzebréngen, net dass mer an där Diskussioun nach ganz vill Zäit wäerte verléieren.

Mir si landesplaneresch fir d'Émsetzung vum Intérêt général. Allerdéngs, an et si jo Viraar-bechten an deene leschten zéng, zwielef Joer gemaach ginn, ech mengen: d'Verfassung än-neren, d'Gesetz änneren, de ganzen Dossier Helleng huet jo... et ass jo net, dass näischt geschitt ass. Ech mengen, d'Armatur ass jo och eng aner, wéi se viru 15 Joer war. D'Méiglechkeet ass, fir et ze maachen. Mä et muss ee wierklech mat ganz vill Fangerspëtze-géfill un déi dote Fro erugeen, well et wierklech e Grondpfeiler ass. A mir mengen, dass d'Expropriatioun eng Ausnahmeprozedur soll bleiwen an net zur Regel soll ginn.

Den Développement durable à tarif zéro, do kann ech lech soen: Jo, d'Regierung muss derfir suergen, dass déi Leit, déi d'Landesplanung maachen, d'Moyenen hunn, fir dass se dat kënne maachen, an iwwert d'Grenzen eraus grenziwwerscheidend Landesplanung maa-chen: Jo! Et muss ee just kucken, wéi wäit dass ee kënnt. Et ginn eng Rei Efforte gemaach. Et sinn der jo och scho gemaach ginn.

Wann ech also Äert Dokument kucken, déi fën-nef Froen, déi Der stellt, dann hu mer, mengen ech, dorobber geäntwert. De President hätt jo gären, dass Inputte kommen. Ech mengen, dass ech mat Ausnahm ebe vun där prozedura-ler Fro ganz vill Inputte ginn hätt.

Da kommen ech zur genereller Bewäertung vum de Plan-sectoriellen. Mir schléissen eis als..., also, nodeem ech nach eng Kéier wëll rappeliéieren - a wéi kéinte mer dat och aneschtens maachen? -, dass mer der Meenung sinn, dass den Dépôt vum de Plans sectoriels an den Inhalt vum de Plans sectoriels, falls se dann émgesat ginn a gutt émgesat ginn, e Meilen-stein wäerte sinn an der Émsetzung vum der Landesplanung, well se eng Rei vu Saache méi kloer wäerte maachen.

Eng ganz Rei vu Kriticke si géäussert ginn. Mir sinn der Meenung, dass eigentlech déi beschte Synthèse vum de Kriticken den Avis vum Syvicol ass. Den Avis vum Syvicol ass extrem komplett.

En huet eigentlech d'Froen, déi sech de Ge-mesecteur stellt, mat relativ vill Konsistenz an och herno am Detail iwwerholl. Ech hu mer och d'Méi gemaach, eng Rei vun Avisa vu Ge-mengen ze liesen, wou een erëmfënnt, dass ganz oft eigentlech déiselwech Sujeten erëm-kommen. Dir synthétiséiert déi och an Ärem Pabeier, probéiert, eng Rei vun Äntwerten do-robber ze ginn.

Ech mengen, dass d'Awänn, déi komm sinn, d'Landesplanung net onméiglech maachen. Ech fannen, dass villes, wat gesot ginn ass, ganz konstruktiv ass. An ech wëll nach eng Kéier soen, dass och déi Kritik oder déi Re-marque, déi ech lech maachen: „Passt op op d'Gesetz vum 2008, Plan sectoriel versus d'SUP, déi virdu gemaach gëtt!“, dass ech dat als eng konstruktiv Kritik ugesinn, net dass mer an eng Situatioun kommen, wou mer eis herno iwwer e Gerichtsuerdeel nach eng Kéier dräi oder véier Joer selwer blockéieren. An et ass relativ egal, ob Der d'Prozedur elo stoppt an nei lan-céiert oder ob Der sot: Se ass just suspendéiert an da fuere mer virun.

Mir sinn d'accord domadder, dass Der wëllt eng ganz Rei Saachen op den Niveau vum Ge-setz erophiewen. Ech mengen, dat ass einfach eng Evidenz aus deem Uerteel, wat komm ass, dass een do d'Regele muss aneschtens definéie-ren. Mir si mat där Approche d'accord. Just, just: „Geschlagenes Kind scheut...“, wat och ëmmer,...

► **Une voix.** - Feuer!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...falls Der ënnendrenner just mat engem Manuel wëllt fueren,...

(Interruption)

...„ënnendrenner mat engem Manuel fuere“, dat wäert ech zweemol an Ärem Dénges gelies hunn, dass Der wëllt eigentlech d'Grondprinzipien erophuelen an drënner mat esou engem „Vademecum“, mat esou engem „Handbuch“ fuere - „Manuel“ iwwersetzen ech da mat Handbuch -, do hoffen ech, dass mer net an déiselwech Situatioun nees geroden! Dass dat Handbuch, dass dat nees schwammeg ass. A jee nodeem, wéi mer an der Prozedur sinn a sech Refusen oder net Refusen um Niveau vum der Prozedur erginn, geet a mengen Aen och e Manuel net duer. Dat ass eng Gebrauchs-anweisung. Dat ass eppes, wat ee kann ugin. Mä et muss ee ganz gutt oppassen, wann Der schon den Effort maacht, fir d'Saachen op den Niveau vum Gesetz eropzehuelen, dass Der net eigent-lech duerno nees um Niveau ënnendrenner an eng Situatioun kommt, dass mer déiselwech Problemer kréie wéi déi, déi mer elo kennen.

Iwwerreglementéierung, e wesentleche Kritik-punkt. Den Här Bausch huet dorobber schon e puermol geäntwert, och a sengem Interview, och a sengem Dénges och de Mëtten. Ech mengen, d'Regierung wëllt entschlacken, d'Re-gierung ass bereet, fir eng Rei Saachen aus de Plan-sectoriellen erauszehuelen, déi objektiv och guer näischt doranner verluer hunn. Ech mengen, dat ass e positiven Aspekt vum der Diskussioun.

Autonomie communale: Ech hunn, wéi gesot, aus menger laangjähreger Erfahrung méi en nuancéiert Bild vum der Autonomie communale wéi aner. Verschiddener verstinn ënner Auto-nomie communale, dass si eigentlech op hirem Territoire plus ou moins kënne maachen, wat se denken. Ech war Landesplanungsminister, Innenminister, ech sinn der Meenung, dass een d'Autonomie communale no kloeren, transparen-ten, novollzéibare Regele muss definéieren an dass an deem Kader dann d'Autonomie ka spillen.

Dat ass eng wesentlech méi nuancéiert, déi awer net elo fir jiddwereen a menger Partei zielt, dat wëll ech kloer an däitlech awer och soen. Mä heiansdo, Här Fraktiouns-president, sief et jo och erlaabt, dass een déi eng oder déi aner méi perséinlech Remarque erabrängt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Dir wëllt aus enger Rei vu Prescriptiounen Recommandatiounen maachen. Och domadder si mer d'ac-cord, sous condition, dass déi Recommandatiounen dann net e Refus herno an der Pro-zedur ginn, vu dass et jo nëmme sech ëm eng Recommandatioun handelt.

Dir wëllt d'Widderspréich, déi zum Deel dach téscht deene verschiddene Plan-sectorielle sinn, déi wëllt Der eraushuelen. Dat fannen ech gutt.

Dir wëllt d'Gemenge méi abannen. Wat fir ee Politiker géif zu Lëtzebuerg net soen, dass dat eng wonnerbar Iddi ass, fir d'Gemenge matanzebannen?! Et muss een natierlech kucken, dass, wann een d'Gemengen abënnt, wéi Der och am Interview gesot hutt, „mat interessante Projeten“: Also, en interessante Projet ass en Deel vum der Landesplanung. An der Landes-planung ginn et och ganz vill oninteressant Saachen! An d'Abannung vum de Gemenge

respektiv duerno d'Décisioun huelen, dat ass elo méi wéi just mat de Gemengen eigentlech iwwer interessant Saachen ze diskutéieren. Et muss een och iwwer manner interessant Saache diskutéieren.

Ech mengen, dass de Plan sectoriel «Paysages» - dat hunn och vill Leit geschriwwen - komplett muss iwwerschafft ginn: eng Vereinfachung vum de Léieren, méi eng transparent Duerstel-lung vum de Kritären, iwwerhaupt emol d'Publi-katioun vum de Manuellen, déi à la base si vu verschiddenen Décisiounen. Ech ginn do haauptsächlech an den Dossier vum de Couloirs verts, wou een net ëmmer kann novollzéien, no wat fir enge Kritären eigentlech e Couloir vert gemaach ginn ass oder net.

Voilà, ech mengen, dat sinn déi generell Re-marquen, déi vun eiser Partei ze maache sinn zu de Plan-sectoriellen. Mir wäerten duerch d'Martine Hansen nach méi am Detail op de Plan sectoriel «Paysages» agoen a mir wäerten och duerch de Marc Lies méi nach am Detail op de Plan sectoriel «Logement» agoen, well do Saachen nach ze soe sinn, déi an engem Degré de détail sinn, dee méi grous ass.

Meng Konklusioen fir de Mëtten ass, an dat wäert lech net iwwerraschen: D'Landesplanung ass en zentraalt Element vum der Politik vum eise Land. A vu dass eist Land an absehbarer Zäit net méi grous gëtt a mer awer domadder musse rechnen, dass méi Leit zu Lëtzebuerg wäerte wunnen, gëtt et en Instrument, wat ëmmer méi wichteg ass. Et ass en Element, wat Courage an e laangen Otem brauch.

Ech kann d'Regierung nëmme opfuere, mat de Plan-sectorielle virunzefueren. A ganz, ganz grousse Deeler fanne se d'Approbiatioun vum eiser Partei, allerdéngs dat alles ënner transparenten an novollzéibare Regeln, déi esou sinn, dass jiddwereen d'Garantie huet, dass en d'selwech behandelt gëtt, an dass se och Leit, déi net mat lech d'accord sinn oder net mat eis d'accord sinn oder net mat deenen d'accord sinn, déi Landesplanung maachen an Zukunft, d'Méiglechkeete ginn, rechtlech ge-sinn, an aner Méiglechkeete ginn, fir déi Objek-tiounen, déi se par rapport zu deem hunn, wat an d'Prozedur geet a wat duerno décidéiert gëtt, fir déi och kënne ze maachen.

Voilà, Merci!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och. Well et e liewegen Débat ginn ass zwësche Regierung an dem Här Wolter, hu mer eis er-laabt, fir d'Interventiounen vum der Regierung ze stoppen. A vu dass et eenzel Detailler waren, wou den Här Wolter op d'Regierung reagéiert huet, géife mer dann zousätzlech nach fënnef Minutte rechnen. Dat wären insgesamt 12, téschent 12 an 13 Minutten, wou dee liewegen Débat kontabiliséiert ginn ass. Dat heescht, d'CSV huet ënnert dem Stréch nach ëm 26 Mi-nutten.

(Interruptions)

► **Une voix.** - ...minus zwielef!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Neen, neen, neen! Neen, déi siwe Minutte si gestoppt. All Kéiers, wann d'Regierung ge-schwat huet, hu mir d'Zäit gestoppt, an do-riwwer eraus, well dat jo esou e liewegen Débat war, wou deen aneren Deel jo och contri-buéiert huet a reagéiert huet, huele mer do nach eng Kéier fënnef Minutten ewech, sou-dass et, mengen ech, korrekt ofgerechent ginn ass.

Voilà, da fuere mer weider mat eise liewegen Débat. An d'Wuert huet den Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).** - Merci, Här Pre-sident. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt mech elo net bedeelegen an engem Pingpong hei oder un enger Diskussioun doriwwer, wat eng fréier Regierung vläicht gutt oder manner gutt gemaach oder eng nei Regierung net esou gutt gemaach huet. Ech mengen, mir sinn haut hei, fir en Débat ze féieren, deen ënnert dem Motto steet: „Lëtzebuerg zesummen entwécke-len“. An ech mengen, dass et wichteg ass, och dat Wuert „zesummen“ nach eng Kéier ze ën-nersträichen. An ech mengen, dass mer hei-banne jo alleguerten enger Meenung sinn, dass dat doten... Mir sinn iwwerzeegt vum der Wich-tegkeet a vun der Richtigkeet vun där Diskus-sioun, déi mer haut hei féieren. Dofir wëll ech mäi Bäitrag och dorobber limitéieren, op d'Pro-blematik, déi sech stellt.

Ech wäert e puer generell Remarquë maachen zu dem Thema an duerno wäert ech mech nach e bësse méi am Spezielle mat dem Sujet Logement befaassen. An ech wäert duerno menge Kolleegen, dem Roger Negri an och dem Frank Arndt, d'Wuert gi fir dann déi aner Voleten, déi sech zu de Plan-sectoriellen zielen, do wäerte si d'Wuert kréien.

Tatsaach ass, dass Lëtzebuerg sech an deene leschte Joren onofhängeg vum politesche Wël-

len entwéckelt huet, an dat mat enger Vitesse, déi all Prognosen iwwertraff huet. D'Zuel vun den Awunner ass eleng an deene leschten zéng Joer ëm ronn 100.000 an d'Luucht gaangen. Datselwech gëllt fir d'Aarbechtsplazen. D'Zuel vun de Frontalieren, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen, ass an deemselwechten Zäit-raum ëm ronn 50.000 an d'Luucht gaangen.

Doraus ergëtt sech automatesch e grousse Drock op eise Wunnengsmaart a mir sti virun der Erausforderung, fir am selwechte Rhyth-mus Infrastrukturen ze schafen an och den Transport esou ze organiséieren, dass mer net iwwer kuerz oder laang an deem ëmmer méi grousse Autoverkéier erstécken.

„Lëtzebuerg zesummen entwéckelen“, dat be-deit, dass mer zesummen e Kader mussen aus-schaffen, fir déi Entwécklung méi nohalteg ze maachen, fir dass mer net um Enn Affer vun eise-m eegenen Erfolleg ginn. Deen enorme Wuesstum mécht e Stéck vun eise Rächtum aus an erkläert zum Deel, wéisou et eis hei zu Lëtzebuerg däitlech besser geet wéi am Aus-land.

Vill jonk bäigezonne Salariéen hëllefe mat hire Cotisatiounen, eise gudd Sozialsystem ze erhalen. Datselwech gëllt fir d'Frontalieren. Si bezuere Steieren, wat eise Stat et erlaabt, och an Zäiten, wou et méi enk gëtt, d'Investitiou-nen op engem héijen Niveau ze halen an do-mat den Emploi ze stabiliséieren.

Émgedrëit ass et natierlech och richtig, dass de Rächtum vu Lëtzebuerg ëmmer nei Immigran-ten unzitt an dass jiddwereen, deen hei schafft, natierlech och Uspréich op Sozialleeschtungen huet. Dass eis Bevëlkerung weiderhi wiisst an Zäiten, wou dat fir de PIB net méi de Fall ass, er-kläert sech ganz liicht doduerch, dass déi eko-nomesch Situatioun an de Länner ronderëm eis an der Kris méi schlecht ass wéi bei eis.

D'Erausforderungen, mat deene mir um lan-desplanereschen Niveau konfrontéiert ginn, ginn deemno net méi kleng. D'Moyenen, déi mer hunn, fir se ze meeschtieren, allerdéngs schonn. Dat bedeit, dass mer besser plange mussen, fir méi effizient ze ginn, an dass mer déi richtig Prioritéiten musse setzen.

Dräi Prioritéiten ergi sech direkt aus der Entwécklung, déi ech elo grad ugeschwat hunn: de Logement, d'Aarbechtsplazen an den Transport. Dës dräi Aspekter hunn eppes gemeinsam: Si brauche Plaz. Plaz ass awer genee dat, wat mer hei zu Lëtzebuerg net am Iwwer-floss hunn. Dës Erkenntnis ass net nei an dofir versiche mer jo schonn zanter Joren, der Raum-planung souwuel un nationale wéi um kom-munalen Niveau en neie Kader ze ginn.

Et war vu virera kloer, dass et immens komplex ass, wann een eng Planung wëllt maachen, déi eise gesamten Territoire begräift an déi direkt an d'Autonomie communale agräift. Dofir goufe mam Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vum 1999 dräi Type vu Pläng age-fouert: d'Plans directeurs régionaux, d'Plans di-recteurs sectoriels an, fir eenzel Projete vun na-tionaler Bedeitung, d'Plans d'occupation du sol. Op dës Manéier sollt souwuel eng Top-down- wéi eng Bottom-up-Approche genotzt ginn, fir zu deem gewünschte Resultat ze kom-men.

D'Plans directeurs sectoriels sollten a grouse Linne festhalen, wou wat fir en Typ vun Aktivi-téite sollt kënne stattfannen. D'Regionalpläng sollt méi am Detail ausgeschafft sinn, an engem gewësse Sënn e grouse PAG iwwer eng ganz Regioun duerstellen. Dobäi sollten déi be-traffe Gemenge selwer kënne matbestimmen, an dat an enger gemeinsamer Koordinatioun. Dat huet net geklappt!

Nom neie Gesetz iwwert den Aménagement communal vum 2004 huet all Gemeng am Prin-zip bannent sechs Joer missen hire PAG ëmän-neren. An deenen allermeeschte Gemengen huet déi Prozedur däitlech méi Zäit an Usproch geholl wéi um Ufank virgesinn, soudass den Délai 2005 an duerno och nach eng Kéier 2011 verlängert ginn ass. D'Gesetz ass nämlech och an anere Punkten iwwerschafft ginn. Vill Ge-mengen hunn ofgewart, fir net mussen all Kéiers erëm eng nei Prozedur ze lancéieren.

Am selwechten Zäitraum sinn nei Prozeduren agefouert ginn, fir d'Effentlechkeet besser an d'Planung matanzebannen. Derbäi koumen nei Regeln iwwer Impaktstudien an eng nei Ge-setzgebung zum Waasserschutz.

Et ass net fir näischt, dass mer schonn esou laang dovun schwätzen, wéi noutwendeg eng Simplification administrative wier. Mä mir wë-sen och, dass dat e schwierigen Exercice ass, well vill Regeln op EU-Direktiven zréckginn an am Eenzelnen och Sënn maachen. Mir wëlle jo eng besser Wasserqualität, en héijen Niveau vun Émweltschutz an eng staark Biergerbedee-legung bei wichtige Décisiounen.

D'Fro ass awer, wéi een all dës Prinzipie ka re-spektéieren, ouni a bürokratesche Virschrëften



ënnerzegoen. Et muss ee sech zum Beispill d'Fro stellen, ob et wierklech Sënn mécht, bei verschiddene Prozeduren ëmmer nees eng SUP, also eng „strategische Umweltprüfung“ ze maachen. Dat mécht eis Prozedure laang a komplizéiert. De Bierger huet do wéineg Versteedsmech derfir. An et ass ebe just do, wou mer an der Simplification administrative den Hiewel mussen usetzen.

Dat Ganzt hu mer zwar net selwer erfondt, dat baséiert, wéi ech sot, natierlech op europäeschen Direktiven. Mä et ass awer och wouer, dass eis Verwaltung hei zu Lëtzebuerg eng ganz extensiv Interpretatioun vun den Texter mécht.

Fir d'Gemengen huet sech aus all deene Prozeduren e groussen administrativen Opwand erginn. Si hu missen deier Etüde bezuelen a konnten net ganz sécher sinn, ob no der nächster Gesetzesännerung net erëm eng nei Prozedur misst ugefaange ginn, fir de PAG unzepassen.

An deem Kontext ass et de Gemengen net gelongen, gläichzäiteg eng regional Koordinatioun ze maachen, zemoos well d'Plans sectoriels nach net virloochen. Dat hätt misse mat de regionale Pläng iwwerteneestëmmen. Um Enn gouf dat Konzept vun de Regionalpläng oppginn.

Iwwreg bliwwen sinn deemno nach just d'Plans directeurs sectoriels. D'Mataarbecht vun de Gemengen, fir d'Detailer auszeschaffen, huet also gefeelt. D'Resultat dovunner war, dass eenzel Elementer vun de Plans directeurs sectoriels net prezis genuch waren, wéi zum Beispill d'Kaarte vun Naturschutzgebiddere, déi net kadastergenau sinn an et de Gemengen net erlaabt hunn ze erkennen, ob se vläicht um Bord dovun nach eng Baugenehmung kënnen ginn oder net.

Et gëtt awer och Beispiller, wou d'Pläng Virschreffe maachen, déi ganz staark an den Detail ginn. Esou leet de Plan directeur sectoriel «Transports» net nëmmen déi grouss Couloire fir den ëffentlechen Transport oder nach d'Stroossenetz fest, mä e gëtt och zum Beispill Indicatiounen iwwert d'Zuel vun de Vélosstellplazen an enger Gemeng.

Dës Regierung hat sech virgeholl, an der Landesplanung esou séier wéi méiglech Neel mat Käpp ze maachen an déi Pläng, un deenen elo e Jorzéngt geschafft gouf an déi jo awer esou gutt wéi prett waren, just mat eenzelne Modifikatiounen an d'Prozedur ze ginn. Dës Prozedur ass duerno op Basis vu juristesche Froe contestéiert ginn, soudass d'Pläng hu missen zrëckgezu ginn.

Et war awer gutt, dass dës Prozedur lancéiert gouf. Si huet deen Defizit ausgeglaach, dass d'Gemengen net méi am Virfeld un den Aarbechte bedeelegt waren an d'Plans régionaux ewechgefall sinn. All Gemeng huet hiren Avis eraginn. Eenzel Syndikater, och de Syvicol, hu sech zu Wuert gemellt. An et hunn och ganz vill Privatleit en Avis geschéckt. Dës Meenunge si ganz dacks immens wäertvoll an et ass elo um Ministère, fir déi Avisen auszewäerten.

Dat gëtt d'Geleeënheet, fir d'Pläng ënner Abezée vun deenen Avisen an am Dialog mat deene Betraffenen ze iwwerschaffen. Dobäi muss gepréift ginn, wat fir eng Virschreffe wierklech mussen an déi Pläng, wou et wichteg ass, méi Präzisioun ze hunn, an ob net eenzel Elementer kënnen an déi spezifesch aktuell Gesetzgebung ageschafft ginn. D'LSAP hofft, dass dat relativ séier ka geschéien, fir dass mer a kuerzer Zäit all gesetzlech Instrumenter hunn, fir eng koordinéiert Landesplanung kënnen ze assurieren.

Et ass awer net esou, wéi wa mer ouni déi Pläng net kéinte weider um Terrain schaffen. An déi heiteg Pläng, och wa se am Moment kee juristesche bannende Status hunn, kënnen awer als Orientéierung déngen, soulaang wéi déi iwwerschaffte Pläng nach net a Kraaft sinn. Mir sinn also trotz deene Komplikatoune e gutt Stéck virukomm an der Landesplanung.

Am meeschten Diskussioun gouf et sécher iwwert de Plan sectoriel «Logement». Et ass gläichzäiteg dee Sujet, deen de Leit dobaussen am meeschte Suerge mécht. D'Präisser fir en Haus oder eng Wunneng klammen onënnerbrach. D'Dépensé fir d'Wunne belasteschen d'Lëtzebuerg Haushalter finanziell ganz staark. Gläichzäiteg sinn d'Méiglechkeete vum Stat, fir géigenzesteieren, ganz limitéiert.

De Präis vum Wunne schéngt mir dee wichtigsten ze sinn, wa mer iwwer sozial Problemer schwätzen. Et ass net esou, wéi wann eise Mindestloun ze niddreg wier oder eis Sozialtransferten net géifen duergoen. Et ass d'Wunnen, wat deene meeschte Bierger hir Keess plëmmt a si riskieren deet, an den Aarmutsrisiko ofzedriften. Fakt ass awer och, dass d'Leit sech hir Wunneng esou eraussuchen, wéi et hinne gefält respektiv - a vläicht nach am

meeschten - entspreechend deem, wat se kënnen bezuelen.

Esou wier et aus ekologesche Grënn wichteg, wann esou vill wéi méiglech Leit no bei hiren Aarbechtsplaz géife wunnen, well dat sech positiv ënner anerem op de Verkéier géif auswierken. Allerdéngs sinn déi meeschten Aarbechtsplazen am Zentrum, wou nëmmen e klengen Deel vun de Leit sech et ka leeschten ze wunnen. Och wann ee méi Wunnraum an a ronderëm d'Stad schafft, ass d'Nofro esou grouss, dass d'Präisser dowéinst nach ëmmer net erfog ginn.

Aus ekologescher Siicht ass et och gutt, wann d'Leit méi dicht beieeneewunnen, am beschten an Appartementshaier. Dat spuert Energie an och Terrain. Dat ass allerdéngs och eng Wunnform, déi vill Leit als manner agréabel empfangen, wéi an engem eegenen Haus ze wunnen, am beschte mat e bëssen Distanz zum Noper.

D'Tatsaach, dass een als Copropriétaire an enger Residenz ofhängeg ass vun anerem, fir Entretien- a Verschënerungsarbechte kënnen ze maachen, dass ee gezwongen ass, Käschte vun anerem ze iwwerhuelen, wann déi hir Obligatiounen net erfëllen, an dass ee wéineg dergéint ka maachen, wann en Noper sech net un d'Hausreglement hält, vill Kaméidi mécht an esou weider, dat alles mécht d'Wunnen am Appartement net vill méi attraktiv.

Am Resultat kafen déi, déi sech et leeschte kënnen, meeschtens léiwer en Haus. Allerdéngs, et sinn awer net déi, déi am meeschte Plaz brauchen, déi finanziell am beschten dostinn. E ganz groussen Deel vun de Leit am Pensionsalter si Propriétaire vun hirem Haus oder hiren Wunneng a si hu meeschtens och keng Hypothék méi do drop. Dat ass gutt esou, well dat eng gewësse Garantie gëtt géint d'Altersarmut.

Statistiken, déi drop hiweisen, dass zu Lëtzebuerg Wunnengen iwwerdurchschnëttlech grouss sinn, täuschen driwwer ewech, dass vill Stéit a ganz bëengte Verhältnissen liewe mussen. Esou wunnen eeler Leit, déi nach net op Hëllef am Alldag ugewise sinn, dacks eleng oder zu zwee an engem Haus, wougéint jonk Famillje mat Kanner sech heefeg nëmmen e klengt Appartement kënnen leeschten. Chancen hunn déi jonk, déi kënnen vun hiren Eltere gehollef kréie bei hiren éischter Acquisitioun. Mä fir déi aner ass et bal onméiglech, gläichzäiteg Loyer ze bezuelen a sech genuch unzespueren, fir iergendwann e Prêt opzehuelen.

Un deenen Tatsachen ännert awer och e Plan sectoriel näischt.

Wann e Plan directeur sectoriel «Logement» all dës Problemer net léist, firwat brauche mer en dann? Un éischter Plaz muss mer definieren, wou an Zukunft nach Wunnraum kann entstoen a wou net, wou méi dicht soll gebaut ginn a wou net. Déi lescht Joren hu gewisen, dass ouni esou Reglementéierungen d'Zersiedlung vun eisem Land ëmmer méi grouss gëtt.

Entgéint deem, wat den IVL virgesinn hat, sinn et net déi bestehend urban Zentren, mä et ass de ländleche Raum, dee sech staark entwéckelt huet. Zum engen huet dat mam Pacte Logement ze dinn, deen all d'Gemengen encouragéiert huet, nei Lotissementer an hir PAGen eranzehuelen. Anerersäits ass et fir eng ländleche Gemeng méi einfach, de Bauperimeter opzemaachen. Am méi dicht bewunnen urbane Raum gëtt et héchstens nach Lächer, déi ee kann ausfüllen, mä dacks bleift nach just Sputt fir een oder zwee nei Projeten, an dann ass de Potenzial un Neibauegebiddere och schonn ausgenotzt.

Wann dann nach méi Wunnraum muss geschafe ginn, geet dat virun allem nach an d'Héicht, andeems een a bestehende Wunnquartieren et erlaabt, nach een oder vläicht zwee Stäck oder méi dropzesetzen. Éischtens léisst sech dat nëmme steckerchersweis iwwer eng laang Zäit realisieren an zweetens ass d'Akzeptanz vun esou Mesurë vu Leit, déi an deem betraffene Quartier wunnen, net ëmmer ganz grouss.

Et kënn nach derbäi, dass all Gemeng beméit ass, eng gewësse sozial Mixitéit ze behalen, wat net esou gutt geléngt, wann een een Héichhaus un dat anert knäppt. Den Dialog mat deenen eenzelne Gemengen ass dofir immens wichteg, fir vu Fall zu Fall ze klären, wéi vill Potenzial do ass, wou et Limitatiounen gëtt, déi mussen respektéiert ginn. Dobäi muss de Wunnengsbau och d'Capacitéit vun de Gemenge berücksichtegen, fir hir Infrastruktur un déi méi héich Awunnerzuelen unzepassen.

Et si jo dacks jonk Famillje mat Kanner, déi bäikommen. Dat heescht fir d'Gemeng, dass nei Crèche mussen gebaut ginn a Schoulraum muss geschafe ginn. Mä och manner visibel Infrastrukture mussen ugepasst ginn. Ech denken do zum Beispill un d'Waasserversuergung, un de Kanal, un d'Kläranlagen, déi mussen vergréissert ginn.

Et geet also net duer, en Terrain a Bauland ëmzекlassieren an d'Promoteuren esou séier wéi méiglech bauen ze looschen. Wann ee bedenkt, wéi vill Wunnraum an deenen nächste Joren de Schätzungen no, op deenen de Plan sectoriel «Logement» berout, gebraucht gëtt, a wann ee probéiert, realistesch anzuschätzen, wéi vill Wunnraum mer a kuerzer Zäit kënnen schafen, dann ass et kloer, dass dee Bedarf net esou séier ka gedeckt ginn, op d'mannst net an engem Mooss, dass d'Offer méi grouss wier wéi d'Demande an d'Präisser doduerch géife falen.

Bei allen Efforte wäert de Logement sécher och an deenen nächste Joren e problematesche Sujet bleiwen. Mir mussen dofir déi richteg Prioritéite setzen, fir dass och Leit mat wéineg Moyenen nach en Daach iwwert dem Kapp behalen. Och wa Lëtzebuerg e grouse Prozentsaz u Propriétaires huet an den Accès zur Propriétéit mat staatlechen Hëllef vereinfacht gëtt, bleift een Deel vu Leit, déi sech et ni wäerte leeschte kënnen, eppes ze kafen, an déi mussen loune goen.

An deem Deel vun der Bevëlkerung fanne mer och déi erëm, déi am meeschten Ënnerstützung brauchen. Grad am Beräich vun de subventionéierte Mietwunnengen hu mer awer e groussen Defizit.

(Mme Simone Beissel prend la présidence.)

Enger Analys no, déi d'Caritas an hirem Sozialalmanach vom Joer 2013 gemaach huet, géif dës Typ vu Wunnenge just 2% vun de Wunnengen zu Lëtzebuerg ausmaachen. Dës Chiffer ass haut vläicht net méi ganz aktuell, mä am Verglach mam Ausland ass et awer extrem, extrem wéineg. D'Regierung gesäit jo och vir, de Bestand u soziale Mietwunnengen ze vergréisseren. Mä och dat wäert leider net vun haut op muer goen.

An der Tëschenzäit misst awer fir all déi Betraffen eng Léisung fonnt ginn. Dofir brauche mer esou séier wéi méiglech eng Regelung iwwer e Mietzuschuss, dee speziell deene sozial schwache Leit zeguttkennt. Et sollt een och drun denken, dass grad dës Leit net d'Méiglechkeet hunn, an d'Grenzgebitt wunnen ze goen, wou et vläicht méi bëlegg ass, well awer eng Retsch Sozialleeschtungen dovun ofhängeg sinn, dass se hei am Land wunnen.

Ganz ofgesinn dovunner, dass mer emol eng Kéier decidéiert haten, den Einwohnerzeenario wëlle méi staark ze favorisieren wéi de Pendlerzeenario. Et wier an deem Kontext net wünschenswäert, wann ëmmer méi Lëtzebuerg, déi hei am Land schaffen, an d'Grenzgebitt géife plënnere, well se hei um Marché keng Wunneng fannen, déi se sech kënnen leeschten. Dat wier net nëmmen traureg fir eis als Natioun, mä doriwuer eraus eben och kontraproduktiv, wat d'Verkëierssituatioun an domadder och d'Belaaschtung vun der Ëmwelt an dann och eis Liewensqualität hei zu Lëtzebuerg ueget.

► Une voix. - Très bien!

► Mme Simone Beissel, Présidente de séance. - Merci dem Här Cruchten. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen: d'Madame Josée Lorsché. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Merci, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären: „Laut Gesetz bestëmmt de Programme directeur de l'aménagement du territoire déi allgemeng Leitinnen an déi prioritär Ziler vun der Regierung a Bezuch op déi nohalteg Entwécklung vum Liewensfeld vun der Bevëlkerung, d'Förderung vun den Human- an Naturressourcen, d'Entwécklung vun den Aktivitéite souwéi déi wichtegst Moossname vun hirem Ëmsetzung.“

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës héichtraubend a villverspreechend Wieder stamen net vu mir, si stoungen an enger Broschür, déi de fréieren Innenminister - en ass zwar elo net heibannen -, den Innenminister Jean-Marie Halsdorf,...

(Interruptions)

...am Joer 2003 - e kënn erëm - publizéiert huet, fir de Programme directeur vum Aménagement du territoire bekannt ze maachen.

Dee Moment hätt ee kënnen mengen, d'Landesplanung wier endlech um richtige Wee. Mä leider war de Wee eng Sakgaass. Trotz dem gudden Wille vun enger Rei Innenministere, dat streiden ech net of, gëtt et bis haut keng verbindlech Virgab, fir d'Entwécklung vum Land nohalteg ze gestalten.

Keen Winner also, dat iwwerdimensionéiert Lotissementer a grouse Bauprojeten op der gréngeger Wiss konnten entstoen. A kee Winner, dat Projete wéi dee vun nationale Fussballstadion mat grousem Akafszenter am Iwwerschwemmungsgebitt zu Léiweng iwwerhaapt konnte geplangt ginn!

► Mme Viviane Loschetter (déi gréng). - Richtig!

► Mme Josée Lorsché (déi gréng). - Dës Projete huet Welle geschloen, net eleng, well en am Iwwerschwemmungsgebitt louch, mä well e symbolesch steet fir dee ganze landesplanerischen Unfug, deen an der Vergaangenheet zu Lëtzebuerg iwwerhaapt emol méiglech war.

De Projete Léiweng steet awer och symbolesch fir d'Ofhängegkeet an d'Machtlosegkeet vun der Politik vis-à-vis vu Bauhären a Promoteuren.

Trotz der Décisioun vum fréieren Ëmweltminister Alex Bodry, der Gemeng Réiser d'Erweiderung vum Bebauungsplang 1991 op deem Site ze refusieren, trotz dem Landesplanungsgesetz vun 1999, trotz dem Plan directeur vum Aménagement du territoire aus dem Joer 2003, trotz dem Gesetz vum Aménagement communal et développement urbain aus dem Joer 2004, trotz de gudden Virgabe vum IVL, déi net a Fro ze stelle sinn, och aus dem Joer 2004, trotz enger Rei Mobilitéitskonzepter, déi och all e gudden Wille haten an eng gutt Richtung virginn hunn - se hu sech am Laf vun der Zäit uneneegereit, mam MoDu als Kréinung -, an trotz dem negativen Avis vun der Commission d'aménagement vum 13. Juli 2007 huet déi viregt Regierung et als komplett normal ugesinn, eng Gréngfläch vu ganzer 20,9 ha an engem vun der EU-Vullschutzdirektiv geschützten Iwwerschwemmungsgebitt fir e Fussballstadion mat grousem Akafstempel ze reservieren.

Während de Besëtzer vum Terrain, dee jo zoufällegerweis keen onbekannte Promoteur war, schonn eng Rei Investisseuren un der Aangel hat, huet d'Regierung de Projete justifizéiert mam Argument, dass et am ganze Land keng besser Plaz géif gi fir en nationale Fussballstadion an dass déi grouss Akafsläch, déi 76.000 m² sollt kréien an op deem Site geplangt war, eng grouss Plus-value fir déi ganz Region géif bedeuten.

Wéi Dir natierlech wësst, ass dee Projete net zustane komm. Allerdéngs net opgrond vu gesetzleche Virgaben, mä dank dem massiven Drock vun der Zivilgesellschaft, vu verschiddenen ONGen an de Geschäftsleit aus der Region, déi hei eng grouss Konkurrenz kritt haten. Och als Gréng si mir géint de Projete Stueren gelaf a mir hunn, Gott sei Dank, en Erfolleg gefeiert! Dat kënn nach laang net ëmmer vir.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech weess, et geet haut net drëms, iwwer soss näischt ze schwätzen, wéi iwwert de Fussballstadion, an déi ganz Diskussioun ronderëm dee Projete nach eng Kéier vu vir bis hannen opzewéckelen. Dofir bräichte mer souwiesou méi wéi en Dag. Dës Debatt bitt awer eng gutt Geleeënheet, fir eng Léier a virun allem déi richteg Konsequenzen aus dëser an anere Bauzgekeeten ze zéien, déi bis haut an der Landesplanung eigentlech méiglech waren, och wa se net ëmmer gewollt waren; wann een an der Vergaangenheet iwwerhaapt vun „Planung“ konnt schwätzen.

Nëmmen déi wéinegst Projeten, déi net sénnvoll waren, konnte verhënnert ginn. De Projete vu Léiweng an dee geplangten Agrarcenter bei Miersch, deen aus ähnlechen Ursachen ëmstridde war, sinn déi grouss Ausnahme vun deene Projeten, déi net zustane koumen.

Am grouse Ganze kann ee festhalen, dass eist Land sech an de leschte Jore vu senger Entwécklung iwwerrasche gelooss huet, amplaz se gescheit ze plangen, an dass et riskéiert, vu senger eegener Entwécklung iwwerrannt ze ginn, wann d'Weichen net ëmgeluecht ginn. D'Weichen ëmleeën, dat heescht, verbindlech Instrumenter ze schafen, fir de Wuesstum an déi richteg Bunn zu lenken an de Wuesstum net sech selwer ze iwwerloossen.

Am Dokument, fir dat mer och Merci soen, wat d'Regierung eis zougestallt huet, ass déi bedauerlech, mä och gefeierlech Entwécklung, déi eist Land an de leschte Jorzéngten ze verzechen hat, beschtens dokumentéiert. Déi Fakten, déi virleien, weisen ganz kloer, dass eist Land Gefor leeft, a sengem eegene Wuesstum ze erstécken, wann d'Politik net gestaltend agräift an de Bauhären d'Handwierk leet, do wou et muss geschéien.

De Minister huet d'Situatioun beschriwwen, ech wëilt se kuerz resümieren:

- stonnellaang Stauen am Stroossenträffic,
- schlecht Loftqualität,
- ëffentlech Transportmëttel, déi a Spëtzezonnen aus allen Néit plazen,
- d'Ofhängegkeet vum Privatauto, déi mat enorme Käschte fir vill Famillje verbonden ass, mat vill Opwand a mat Stress,

- wäit Weeër bis op d'Aarbecht, déi e groussen Zäitverloscht fir deen Einzelnen, awer och fir d'Betriber bedeiten, an domat och fir d'Ekonomie,

- de Verloscht vum Einzelhandel a villen Uertschaften a Regiounen,

- spannebeenaarteg Entwécklung ronderëm d'Stied mat engem rasanten Zouwuess u Schlofgemengen, an deene kee méi säin Noper kennt,

- eng Verbaung vu 730 ha am Joer,

- an iwwerdrivwene Wuesstum vum ländlechen Uertschaften, déi hire rurale Charakter längst verluer hunn

- an eng regional Zesummenaarbecht, déi ze wënschen iwwreg gelooss huet.

All dës Phenomeener si bekannt, well mer se alieguer erliewen. Si änneren awer näischt drun, datt Lëtzebuerg eng speziell Unzéiungskraaft huet, hat a behält an datt et wäiss a wäisst. Souguer wann et ekonomesch Biergof geet, geet d'Zuel vun den Awwuner an d'Zuel vun den Aarbechtsplaze Biergof. Am Joer 2009 war dës Phenomeen besonnesch markant. Eng vun de Konsequenze vun dëser Entwécklung ass natierlech de steigenden Drock op d'Bauland, op deen ech nach wëll zrëckkommen herno.

Bei ville Leit vermëttelen all dës negativ Phenomeener, déi ech elo opgezielt hunn, e gewësst Gefill vu Machtlosegkeet a ginn als onvermeidbaren Nieweneffekt vun eisem Wuelstand duergestallt. Wuelstand an deem Sënn, datt mir d'Frichte vum Wuesstum während 30 Joer an d'Täsch gestach hunn, ouni eis Gedanken ze maachen iwwer d'Zukunft! Déi wuessend Zuel vu Leit, déi an eisem Land schaffen, hunn effektiv fir Steierrecetten a fir gutt gefüllte Sozialkeesse gesuergt an hunn och dozou bäigedroen, datt d'Renten, d'Gesondheetswiesen an d'Fleeg vun eelere Leit ofgesécheret konnt ginn. Mir kënnen de Frontalieren also nëmme Merci soen!

Wat awer net berechent gi war, sinn déi héich Zommen, déi an effentlech Infrastrukturen an an d'Basisversuergung hätte missen investéiert ginn, fir der rasanter Entwécklung standzehen. D'Resultat ass folgend: Haut feelt et dem Land u Wunnengen, u Schoulen, un Eisebunnslinien, u Kläranlagen.

Als Gréng si mir iwwerzeegt, datt dës Phenomeener net de Präis därefer sinn - an net de Präis mussen sinn -, dee mir fir eise Wuelstand solle bezuelen. A mir sinn och iwwerzeegt, datt verknaschte Baachen, vergëft Grondwaasser, eng schlecht Loftqualitéit, Stau op der Strooss an d'Verbaue vun eise Landschaften net den onvermeidbaren Nieweneffekt vun der Entwécklung mussen bleiwen!

D'Fro ass just déi, wéi mir eis wëlle weiderentwëckelen, wou mer eis wëlle weiderentwëckelen, wéi eng Ziler mer dobäi wëllen errechen a wéi eng Mëttele mer mussen asetzen, fir datt et Realitéit gétt.

En Zil brauch eng Ligne de conduite, déi de Wee ugëtt, an eng gutt Gestiou, déi eng konsequent Ëmsetzung vun de Moosname garantéiert. An anere Wieder: Fir eist Land nohalteg auszeriichten, brauche mer eng couragéiert Politik, déi de Kader setzt. A mir brauchen awer gradesou verbindlech Regeln - ouni Ausnahm -, net nëmme gutt gemengte Virgaben, weder wann et ëm Partikularinteresse geet vu Leit, déi gutt Relatiounen hunn, sief et mat der Regierung, sief et mat Promoteuren, nach wann et ëm Gemengepäpp geet oder Gemengemammen, déi sech aus elektorale Grënn aus hirer Verantwortung wëlle schläichen.

D'Plans sectoriels erhiewen den Usproch, dës wichtege Kader endlech ze schafen, nodeems scho säit Joren dovun geschwat gétt a verschidde Leit gemengt hunn, se kéimen ni aus der Këscht.

Elef Joer nodeems mam IVL en éischte richtegen, mä erfolglose Schrëtt a Richtung nohalteger Landesplanung ënnerholl gi war, an zwee Joer nodeems d'Plans sectoriels scho fäerdeg am Tirang louchen, hat déi nei Regierung de Courage, fir d'Kaz endlech aus dem Sak ze loosse: Si huet déi véier Pläng verëffentlecht an huet uschlëssend insgesamt 1.700 Einzelavise, zousätzlech zu den Avise vun de Gemengen, dem Syvicol an den ONGen agezunn. Eleng d'Avise vun de Gemenge fëllen iwwer 1.350 Säiten!

Wéi de François Bausch virdrun erkläert huet, ass d'Prozedur duerno gestoppt ginn, net well d'Regierung kal Féiss kritt huet, mä opgrond vum juristeschen Onkloerheeten am Landesplanungsgesetz, déi dem Statsrot, komescherweis

eréischt nom Regierungswiessel, opgefall sinn an net bei der Élaboratioun vum Gesetz.

De sougenannte „standstill“ vun der Prozedur ass awer keng Katastroph, mä éischer eng Chance. An zwar déi, datt d'Plans sectoriels, opgrond vun deene villen Avisen, déi elo virleien, nach eemol genee ënnert d'Lupp kënnen geholl ginn. De Minister huet et erkläert. Dat erlaabt der Regierung, déi néideg Upassunge virzehuelen an d'Pläng awer och méi realitéitsno ze gestalten.

Mir wënschen eis jiddwerfalls, datt se endlech hiren negativen Image vun engem theoretischen an ze vill realitéitsfriemen Apparat verléieren. Donieft bleift och Zäit, fir eng logesch Struktur an d'Gerüst vun der Landesplanung ze bréngen, vum Landesplanungsgesetz iwwer de Programme directeur, deene véier Plans sectoriels bis hin zu de PAGen an de Pape vun de Gemengen, mat der zousätzlecher a fir eis ganz sënnavoller Décisioun vun der Regierung, eenzel Detailler aus de Plans sectoriels erauszehuelen, wéi zum Beispill de Parkraummanagement, an déi Detailler a spezielle Gesetzer ze regelen. Och dat schaaft méi Iwwersiicht a Kloerheet.

An der Mëtt vun deem Ganze Landesplanungserüst stinn natierlech déi véier Plans sectoriels, déi eng tragend Sail vun der Landesplanung wäerte bleiwen, well se sech nun emol am Detail op déi véier wichtegst Beräicher vun der territorialer Organisatioun konzentréieren an e verbindleche Charakter wäerte kréien, am Géigesaz zu alle Virgaben, déi mer virdrun hatten, oder alle gutt gemengte Richtlinnen.

Éischters hëllefe se de Regiounen, hir Potenzialier ze notzen an hir Charakteristiken opzewäerten. Zweetens schützen se déi ländleche Géigenden, déi scho vill gelidden hunn, virun engem iwwerdrivwene Wuesstum a féerden déi interkommunal Zesummenaarbecht, bannen awer och den Ëmgang mat Grond a Buedem an nohalteger Kritären an un d'Utilité publique, wou, wéi gesot, nach e juristesche Feinschlëff muss stattfannen. Véiertens droe se och der regionaler Zesummenaarbecht Rechnung bis iwwer d'Grenzen eraus.

Fir d'Zivilgesellschaft mat an d'Boot ze kréien - déi war bis elo nach net dran -, ass et wichtig, datt dës allgemeng Ziler bekannt gemaach ginn, an datt d'Plans sectoriels net wéi an der Vergaangenheet an der schwaarzer Këscht vum Huis clos verstoppt bleiwen. Dowéinst begrëisse mir, datt d'Opklärung an d'Matsproocherecht vun de Biergerinnen a Bierger, grad wéi och vun de Gemengen an der Lescht verstärkt gi sinn. Et soll och esou weidergefuert ginn.

Natierlech si mir eis och bewusst, datt Konflikter net ausbleiwen, zemoos an eisem Land. An engem Land, an deem net d'Aarbecht, mä de Besëtze vum Lännereien a Wunnengen, de Revenu op Lännereien a Wunnengen, d'Spekulatioun mat Lännereien a Wunnengen zu den Hauptsaache vum Räichtum gehéieren, bleiwen Interessekonglikter net aus. Allerdéngs därefer d'Partikularinteresse vun deene Propriétaires an de Spekulantee kee Grond sinn, fir datt d'Politik de Kapp an de Sand stécht.

Fir all Einzelnen, mä och fir d'Verwaltungen an d'Gemengen, mussen et Regele ginn, déi dat effentlecht Interesse konsequent zum iwwergeuerdeten Interesse maachen, natierlech ënnert der Konditioun, datt de Rechtsschutz garantéiert ass. Fir eis als Gréng ass dëst jiddwerfalls déi gëlle Regel vun der Landesplanung.

Dozou gehéiert och d'Ëmwelt. Déi muss geschützt ginn, grad wéi d'Fro vum Wuelbefanne vum Mënsch als wichtege Facteur vun der Santé publique. Och wann de sougenannte PIB du bien-être net op enger Landkaart definéiert ka ginn, och net an engem Plan sectoriel, esou muss d'Wuelbefanne vun de Biergerinnen a Bierger, déi an eisem Land liewen a schaffen, awer de Moosstaf sinn, deen d'Landesplanung soll guidéieren.

Zum Bien-être gehéiert net nëmme eng gutt sozial Ofsécherung oder gutt Aarbechtskonditiounen oder d'Sécherheet, datt d'Grondrechter an eisem Land respektéiert ginn, zum Bien-être vum Mënsch gehéieren och déi natierlech Ressourcen an de Schutz vun deene Ressourcen. Si sinn déi wichtegst Liewensgrondlag vum Mënsch!

An deem Sënn si mir frou, datt de Plan sectoriel «Paysages» an d'Zones vertes endlech dee contrainante Charakter kréien, dee se brauchen, fir der massiver Zersiedlung vun eisem Land en Enn ze setzen. An der Zersiedlung si mir Weltmeeschter! Wéi gesot gi 730 ha am Joer zersiedelt. Wa mer esou weiderfuere, hu mer gläich keng gréng Faarf méi am Land.

Vill ze vill laang ass den Naturschutz just als lästeg europäesch Verpflichtung duergestallt ginn, déi de Bauhären am Wee stoung, fir hir Zersiedlungsmanöver weiderzedriewen. Fir dës Paradigmewiessel konkret a konsequent ëmzesetzen, ass d'Regierung natierlech gefuereert a

se wäert och Géigewand verspiere. Se brauch dofir net nëmme politesche Wëllen, politesche Courage an e laangen Otem, och d'Kontinuitéit muss garantéiert sinn.

An der Vergaangenheet war et doudsicher kontraproduktiv, d'Landesplanung vun engem Ministère an deen aneren ze verschieben, ouni jeemoos eng transversal Zesummenaarbecht queesch duerch d'Ministèren ze assuréieren. Als Gréng begrëisse mir ganz ausdrécklech, datt dës Regierung eng nei Approche wiert, andeems se eng enk Zesummenaarbecht vu ganzer fënnf Ministèren assuréiert, mam Ministère du Développement durable et des Infrastructures als zentralen Akteur. Donieft begrëisse mir, wéi gesot, datt méi wéi jee op Dialog mat der Zivilgesellschaft a mat de Gemenge gesat gétt.

Domat sinn ech méi speziell bei de Gemengen als wichteg Partner vum Stat an och als wichteg Partner bei der Ëmsetzung vun de Plans sectoriels. Aus Zäitgrënn ginn ech net op all Punkt an, deen d'Gemengen an hiren Avisen thematiséiert hunn, beschränke mech dowéinst léiwer op déi Beräicher, déi all Gemengen eppes uginn, natierlech och eist Land am Allgemengen.

Den Yves Cruchten ass drop agaangen: De Logement ass e wichtege Volet an deem ganze Beräich. D'Bedenke vun enger Rei Gemenge kann ech novollzéien, wann et ëm de forcéierte Wuesstum geet, deen am Plan sectoriel «Logement» dach a verschidde Gemenge virgesi war. De Plan sectoriel «Logement» huet vu verschidde Gemengen e Wuesstum erwaart, deen déi Gemengen an och d'Bierger an deene Gemengen iwwerhaupt net wollten, a wann et och nëmme war aus Grënn vu Liewensqualitéit.

En anere Wuesstum, deen och verlaangt war vum Wunnraum, war op deene Plaze virgesinn, wou keen effentlechen Transport méiglech war a kenger Logik entsprach huet - Stéchwuert Käl, Projet d'envergure, dee jo elo fale gelooss ginn ass. An doriwier si mir frou.

Dann awer och e Wuesstum, dee verschidde Gemengen a puncto Nofolgekäsche guer net hätte kënnen verkraften. Et geet jo net duer, datt een d'Populatioun erhéicht, Haiser baut an net weess, wat duerno nach gebraucht gétt. Ech erënnere mir d'Schoulen, un d'Réseauen, un d'Verwaltung, déi mussen wuessen. Och dat kascht Geld!

Trotzdem stelle mir net a Fro, datt Wunnraum gebraucht gétt. Mir brauche virun allem méi erschwéngleche Wunnraum, fir all Schichte vun der Bevëlkerung a fir Leit mat geréngem Akommes, egal a wéi engem Alter se sinn. Dobäi muss alles dru gesat ginn, fir datt d'Leit nees de reelle Choix kënnen kréien, do ze wunnen, wou se schaffen.

Op engem héich spezialiséierten Aarbechtsmaart ass dat natierlech net méi esou einfach wéi ufanks vum 20. Johonnert oder virdrun, wou den Aarbechtsmaart manner differenziéiert a spezialiséiert war. Spezialiséiert Betriber ginn et nun emol net an all Gemeng a schonn eleng datt ass de Grond, datt vill Leit sech mussen déplacéieren.

Fir nees zum klassischen Dräieck - wunnen, schaffen, Fräizäit - oder och nach Versuergung zrëckzufannen, sinn an de leschte Joren allerdéngs schonn eng Rei Efforte gemaach ginn, déi mir begrëissen. Sief et am Süde ronderëm de Site Belval, sief et an der Nordstad, wou nei Aktivitéiten ugezu ginn, dann awer och um Kierchbierg, wou besonnesch Fongen zur Verfügung gestallt gi sinn. Allerdéngs geet et an eisen Aen domat net duer, fir d'Wunnproblematik als solch ze léisen.

Aacht Joer nodeems de Pacte Logement an d'Liewe geruff ginn ass, fir d'Gemengen zu engem Wuesstum vu 15% innerhalb vun zéng Joer ze bewegen, geet et net duer, e Bilan ze zéien, wat dat Instrument bis haut bewierkt huet. Quitte datt dee Bilan net vu Muttwëll ass. Eiser Meenung no misst de Pacte Logement fundamental iwwerschaft ginn a méi geziilt no landesplaneresche Kritären ausgeriicht gi wéi an der Vergaangenheet. Dora gesi mir eng vun de Pisten, fir datt d'Wunnengen och wierklech do entstinn, wou se gebraucht ginn.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Ausserdeem muss de Stat senger Roll als soziale Promoteur vu Wunnraum méi gerecht ginn. E muss méi aktiv ginn am Beräich vun de Locatiounswunnengen - ech kommen op dat zrëck, wat den Yves Cruchten och gesot huet -, wou Lëtzebuerg dem Ausland meilawäit hannendru leeft, obschonn dës Zort vu Wunnenge säit Joren a Jore gebraucht ginn. An deem Kontext muss och d'Konzept vum soziale Wunnengsbau iwwerducht ginn. Natierlech brauche mir klassesch Sozialwunnengen, wéi et se ëmmer ginn huet, déi Leit am Fall vu grousser Détresse fir en niddrege Loyer zur Verfügung gestallt ginn.

Mir brauchen awer nach aner Modeller, zum Beispill fir déi Jonk. Souguer wa se studéiert hunn a berufstäteg sinn an am Berufsliewen ugefaangen hunn, si se op d'Ënnerstützung vum Stat ugewisen, fir iwwerhaupt zu enger Wunneng ze kommen. An dee Kontext gehéiert zum Beispill och d'Schaffung vun engem Kader fir alternativ a méi abordable Wunnformen, fir Wunnengsgemeinschaften, Wunnkooperativen oder Méigenerationenhaiser, déi modulabel sinn, oder och d'Verloune vun Zëmmeren u Jonker, déi jo net ëmmer direkt eng Villa brauchen, wéi de klassische Lëtzeburger, mä déi oft net méi brauche wéi een, zwee Zëmmeren an engem Haus, wat praktesch eidel steet.

Donieft brauche mir méi Wunnengen, déi vun net profitorientéierte Wunnengsbaugesellschaften ugebuede ginn, zum Beispill iwwer de Bail emphytéotique. A mir brauche Wunnengen, déi erschwénglech sinn an trotzdeem un de soziale Kritär vun de Bauprimme gebonne sinn. Esou Wunnenge mussen natierlech méi laang am Circuit vun deene Leit bleiwen, déi e Recht op d'Bauprime hunn.

Dowéinst muss verhënnert ginn, léif Kolleginnen a Kollegeen, datt esou Wunnenge schonn no zéng Joer op de fräie Maart kommen a wéi vill aner Wunnengen Objet gi vu Spekulation. Nëmme esou geet d'Offer u Wunnraum fir Leit mat niddregem Akommes an d'Luucht. Ech denken, dass mer eis ergänzen, Här Cruchten.

All dës Instrumenter si geduecht, fir de Plan sectoriel «Logement» net nëmme un Flächen ze bannen - dat ass jo säin eigentlecht Zil -, mä de Plan sectoriel muss och u sozial Kritären vum Wunnengsbau gebonne ginn. Als Gréng si mir jiddwerfalls iwwerzeegt, datt et Léisunge gétt. Et ka genuch bezuelbare Wunnraum geschafte ginn, ouni d'Gemenge mat Projets d'envergure zoutetippen an ouni stänneg neit Bauland ausserhalb vum Bauperimeter auszuweisen.

Wann ee gesäit, dat ass och am Dokument ze gesinn, datt ganzer 2.700 ha am Bauperimeter vun de Gemenge leien an datt 758 ha kuerzfristeg mobiliséierbar sinn, da kennt een och d'Potenzial vun de Wunnengen, déi kënnen entsto, ouni datt d'Natur zerstéiert gétt. Dëst Potenzial géllt et auszuschöpfen. Dat geet ëmsou besser, wat méi kompakt a flächsparend gebaut gétt. Ech schwätze vun der Innenverdichtung, déi och schonn hei erwähnt ginn ass.

Fir dës Hektaren ze erschléissen, féiert eiser Meenung no kee Wee laanscht d'finanziell Steuerungsinstrumenter, déi verhënnere, datt eng Generatioun no där anerer Bauland brooch leie léisst a Wunnengen eidel stoe léisst, wuel bemierkt Bauland innerhalb vum Bauperimeter, mam Zil natierlech, deen héchstméigleche Präis erauszuschloen an drop ze waarden, datt de Präis natierlech wäisst, méi héich gétt.

Hei lande mir natierlech beim klassesche Konflikt tëschent dem Interessi vun der Allgemengheet an dem Privatinteressi vum Einzelne respektiv dem Recht vum Einzelnen op Wunnengen, Haiser a Land. Op de Logement bezunn, heescht dat op där enger Säit, d'Recht fir jiddwer Mënsch op adequate Wunnraum, op där anerer, d'Recht vum Einzelnen, esou vill Wunnengen ze hunn, wéi et him gefält a wéi en der am Laf vum Liewen unheeft, souguer wann déi Wunnengen alleguer eidel stinn.

Als Gréng sinn a bleiwe mir der Meenung, datt prinzipiell och hei d'Interesse vun der Allgemengheet Virrecht mussen hunn, an zwar d'Grondrecht vun all Mënsch op eng Wunneng. Dat heescht net, Enteignung vun all Propriétaire, dee méi wéi eng Wunneng huet, an Dirigismus wälten ze loosse. Et heescht awer, d'Propriétaires dozou ze bewegen, hir Terrainen a Wunnengen ze mobiliséieren. Dofir brauche mir Steuerungsinstrumenter, wéi beispillsweis Subsidien, Taxen a Steieren. Den Numm kënn net vun ongeféier: Steiere sinn dofir do, fir ze steieren!

(M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence.)

All dës Instrumenter mussen natierlech analyséiert ginn a weiderentwëckelt ginn. Zum Deel si se schonn do, well se, jee nodeem wéi se ausgesinn, eng grouss raimlech Wierkung hunn. Ugefaange bei der Grondsteuer. Mir mierken emol net, dass mer se bezuelen. Se ass esou niddreg, datt se lächerlech ass. Am Ausland mécht se zäitweis 10% vun de Gemengerecetten aus.

Steuerungsinstrumenter gesi mir allerdéngs net just am Beräich vun Logement. Och an anere Beräicher vun der Landesplanung kann ee mat esou Instrumenter villes bewegen, wéi zum Beispill an der Mobilitéit. Do hänken d'Verhaltensmusteren an engem grouss Mooss dovun of, wéi eng Moosnamen am finanzielle Beräich agesat ginn a wéi eng Moosname vum Stat ënnerstëtzt ginn, duerch beispillsweis Subsidi-

den, déi bezuelt ginn oder net. Dofir fanne mir et wichteg, souwuel d'Reform vum Gemengefinanzierungsgesetz wéi och déi uestoend Steuerreform un d'Kritäre vun enger nohalteger Landesplanung ze bannen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, en anere Volet, dee ville Gemenge Suerge mécht, ass de Verloscht vum Einzelhandel, deen an de Kontext éischer gehéiert vum Plan sectoriel «Activités économiques». Amplaz stänneg vu groussen Industriezonen a Betriber ze schwätzen, wier et emol un der Zäit, fir nees méi un den Einzelhandel ze denken, deen d'Gemengen nees mat Liewe géif fëllen a gläichzäitig och eng ekonomesch Plus-value géif mat sech bréngen.

Ech denken un den Einzelhandel net eleng, mä och un d'Handwerk, dat enk mam Einzelhandel verbonnen ass. Och d'Handwerk muss an eise Land opgewäert ginn, well et zum Handel gehéiert a ville Jonke Perspektive kann opmaachen. An der Nokrichszäit si souwuel an de Stadkäre wéi och an de Wunngebiddere kleng Fachgeschäfte an Epicerien entstanden, déi d'Stied an d'Dierfer mat Liewe gefëllt hunn.

Mëttlerweil ass d'Land duerchzu mat groussflächege Fachmaartagglomeratiounen - dat ass schonn en onméiglecht Wuert -, déi d'Zoufahrsstroossen um Stadrand privilegieren. Ee Beispill: Féiz. Zu Féiz erlieft een d'Beispill vu „best practice“, wéi et net soll goen! Leider ass diesen Trend nach net gebrach.

An awer ass parallell dozou e Comeback vun der Geschäftswelt an de Stadkären ze verzechnen oder zumindest vun de Gemengepäpp a Gemengemammen erwünscht. Dese Modell kann a muss gefërdert ginn, notament do d'uech, dat d'Stadkäre méi verkäiersberouegt ginn, well et sech dann do méi einfach opohale léisst, well et méi angenehm ass, do ze spadéieren.

Datt Zones de rencontre geschafe ginn, dat Foussgängerzonen entstinn a Vélosweeër vum Ministère accordéiert ginn an ennerstézt ginn, dofir wéilt ech och e Merci un den Här Minister ausdrécken, deen an der Lescht e gutt Zeeche gesat huet. Mir mengen, dass op déi Manéier, duerch d'Verkäiersberouegung an de Gemengen, e positive Wandel am Handel ze erreechen ass. Firwat net och duerch finanziell Ureizer, fir datt déi Geschäftswelt op d'Bee ka kommen?

Erlaabt mer zum Schluss nach just e puer Remarquen zu der regionaler Zesummenaarbecht, déi jo soll verstärkt ginn, wat gutt ass. Déi feelend Usätz an diesem Beräich waren iwwregens de Grond, firwat mir d'Landesplanungsgesetz vum Juli 2013 net gestëmmt hunn. Mir si frou, datt d'Regierung sech elo dozou engagéiert, regional Synergien ze férdere an méi Wäert op déi Zesummenaarbecht ze leeën.

Engersäits geet et hei em déi regional Zesummenaarbecht am Land selwer, anerersäits awer och em d'Zesummenaarbecht an der Groussregioun. Déi zwee Volete sinn eiser Meenung no wichteg, mä net ëmmer einfach. D'Konkurrenzdenken ass oft méi staark wéi dat vun der Solidaritéit.

Op nationalem Niveau fonctionnéieren eng Rei Synergien, virun allem iwwert de Wee vun de Syndikater, déi méi oder manner gutt oflafen an zesummeschaffen. Datt och do net alles Gold ass, wat glänzt, weist d'Polemik ronderëm de Syndikat PRO-SUD, wou d'Léift téschent de Gemenge sech a Grenzen hält - de Michel Wolter ass virdrun drop agaangen.

Well déi regional Zesummenaarbecht awer Sënn mécht, haaptsächlech well d'Kräfte do d'uech gebündelt ginn an d'Gelder méi effikass kënnen agesat ginn, ennerstézt mir all Initiativ vun der Regierung an déi Richtung.

Ee Beispill, wat ervirzehiewen ass, ass de Fënnfjoresplang am Sport - de Plan quinquennal -, wou ganz geziilt déi Infrastrukturen ennerstézt ginn, déi regionale Charakter hunn. Ech denken, dat ass och e gutt Beispill fir aner Ministere, un deem se sech kéinten inspirieren. D'Subventionne si vill méi héich, wa regional Infrastrukturen entstinn, wéi wann d'Gemengen eleng an hirem Eck eng Infrastruktur opriichten.

An deem Kontext erënnere ech och un d'Iddi vun deene Grénge vu Regionalfongen, déi leider am Landesplanungsgesetz fale gelooss ginn ass.

Manner einfach wéi zu Lëtzebuerg selwer ass déi solidaresch Zesummenaarbecht, eiser Meenung no, an der Groussregioun.

Lëtzebuerg ass am Laf vun de Joren un engem zentralen Entwécklungspôle erugewuess, während d'Regiounen hannert eiser Grenz hiert Entwécklungspotenzial zu engem groussen Deel verluer hunn an ekonomesch zimlech schlecht dostinn. Dat gesäit ee schonn, soubal een hannert eiser Grenz ass.

Dës Entwécklung kënn net vun ongefëier. Sait Jorzéngte konzentréiert de Wuesstum sech op Lëtzebuerg an et ass och net allze vill ënnerholl ginn, fir deem entgéintzesteieren an de Gemengen hannert der Grenz op d'Féiss ze hëllefen.

Opgrond vun eiser staarker Wuesstumsdynamik kann déi Lëtzebuergescher Bevelkerung de Besoin vu Main d'œuvre scho seit 1983 net méi assurieren. Natierlech ass d'Resultat dat, datt déi Leit, déi hannert der Grenz wunnen, dann och op Lëtzebuerg schaffe kommen. Dat heescht, datt seit iwwer 30 Joer Lëtzebuerg op Frontalieren ugewisen ass, fir déi gesamt berufflech Aktivitéiten ofzedecken, déi an eise Land ofzedecke sinn.

Dee mëttlerweil groussen Déséquilibre téschent der Fläch vun eise Land an der héijer Zuel vun de Leit, déi mir um Aarbechtsmaart brauchen, stellt d'Politik virun e groussen Défi.

E konfrontéiert awer och d'Gesellschaft mat Froen, déi nach laang net ëmmer zugongschte vun enger méi gerechter Verdeelung an der Groussregioun beäntwert ginn.

Eleng de Bau vum Ikea un der belscher Grenz war Grond genuch fir en heftege Protest op Lëtzebuergescher Sait. Net besser war et bei der Implantatioun vum Auchan zu Lëtzebuerg, géint deen d'Belsch Stuerme gelaf sinn, fir de Cora zu Messancy ze verteidegen. Dat heescht, wann ee Projet an engem Land entsteet, dann huet dat Land, wat direkt ugrenzend läit, e Problem.

Esou Beispiller si Grond genuch, fir drun ze zweifelen, datt aus der Groussregioun vun haut op muer e landesplanerescht Paradäis gëtt, an deem de Wuelstand gläichméisseg a gerecht verdeelt ass, gradesou wéi d'Aarbechtsplazen. Mir kréien d'Aarbechtsplazen, déi zu Lëtzebuerg sinn, net an d'Ausland transferéiert.

Wat da bleift, ass natierlech d'Verbesserung vum grenziwwerscheidenden Transport, deen et soll erlaben, de Flux iwwert d'Grenze besser ze géieren. An deem Sënn ass et duerchaus positiv, datt den Nohaltekeetsminister konstruktiv Verhandlungne mat de Partner aus der Groussregioun féiert a schonn eng ganz Rei Resultater ze verzechnen huet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Feeler aus der Vergaangenheet kënnen net all behuewe ginn, woubäi ech net wéll soen, datt nëmme Feeler gemaach gi sinn.

Am Beräich zum Beispill vum öffentlechen Transport hu mir d'lescht Joer eng ganz Rei Gesetze gestëmmt, déi net vum aktuellen Nohaltekeetsminister, mä vum fréieren Nohaltekeetsminister Claude Wiseler déposéiert gi sinn. Och dozou sti mir. Ehre, wem Ehre gebührt! De Konzept vum MoDu ass e gutt Konzept a mir halen dru fest.

Et sinn awer och Feeler gemaach ginn, déi ech net wéll widderhuelen. Ech hu se des Laangen an des Bredene opgezielt. Dës Feeler géllt et alleguer ze erkennen an net méi ze widderhuelen.

An deem Sënn si mir iwwerzeegt, datt des Regierung Neel mat Käpp wäert maachen an d'Entwécklung vum Land an d'Hand wäert huelen.

Instrumenter ginn et der genuch, se mussen just mat Courage agesat ginn, fir Lëtzebuerg op e Wee ze kréien, deen eis alleguer an domat och eiser Ëmwelt endlech zeguttkënn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och der Madame Lorsché. Nächste Riedner ass den Här Max Hahn.

► **M. Max Hahn (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun deem Débat - deem flotten Débat, dee mer hei an der Chamber haut féieren - hunn ech mech mat enger ganzer Rei vun Akteuren zesummesat, fir hir Avisen, déi se deelweis och am Kader vun der Consultatiounsprozedur zu de Plan-sectorielle virbruecht haten, mat hinne ze beschwätzen. An ech wéll hinne dofir e ganz, ganz grouse Merci soe fir hir Disponibilitéit, déi se hei haten, a wat fir mech e ganz, ganz wichtige Input war am Kader vun der Preparatioun fir deen heiten Débat.

Dir Dammen, Dir Hären, firwat muss e Land geplangt ginn? Wéi ech mech mat där Fro beschäftegt hunn, hunn ech eigentlech festgestallt, dass ech eigentlech scho vill Erfahrung an där Matière konnt sammelen.

Zum engen sécherlech iwwer mä Beruff als Ingenieur, wou ech déi praktesche Elementer vun der Landesplanung kennegeléiert hunn, mä sécherlech och duerch d'Gemengepolitik, wou d'uech ech ganz, ganz vill Versteedsdemech hu fir d'Gemengen a virun allem och fir hir Problemer, déi se hu beim Ausschafe vun engem PAG respektiv och souguer vun de PAPen.

Main alleréischte Kontakt mat der Landesplanung hat ech awer scho vill, vill éischer, am Alter vu fënnf Joer ongefëier, an zwar a mengem Kannerzëmmer, do hunn ech nämlech meng éischt Stad gebaut aus Legosteng.

► **Plusieurs voix.** - Ooh!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Ech hunn deemools schonn, och wann ech et nach net realiséiert hunn, relativ séier geléiert, Choixen ze treffen. Och Budgetscontrainté ware mir net friem. Bestellen ech mer beim Kleeschen éischer eng Autobunn oder éischer eng Zuchgare?

(Hilarité)

Och Plazproblemer ware mir alles anescht wéi onbekannt, wollt ech nämlech mat menger Stad aus menger Kannerkummer expandéieren an de Gank, also soi-disant an eng Gréngzon, dann hunn ech nawell zolidd Kaméidi kritt. Ech hunn deemno, wéi bal all anere Bouf an engem ganz fréien Alter schnell, wann och onbewusst, geléiert, dass et oui Plang an oui Konzept net geet, sief et als Miniaturstad mat Legosteng oder sief et och am Moosstaf bei enger richteger Stad, voire bei engem richteger Land am Moosstaf eent ze eent.

Dir Dammen, Dir Hären, an der Landesplanung däreft een net de Feeler maachen, ze mengen, dass alles vun uewen erof diktéiert soll ginn. D'Stad Lëtzebuerg beispillsweis huet hire Charme, well villes historesch gewuess ass. An ech ka mer virstellen, wann een d'Stad Lëtzebuerg nei op engem wäisse Blat géif plangen, da géif villes ewechfalen. Ech denken do un eis schéin Alstad, ech denken do un eis schéi Gäseler an der Stad. An dat wier sécherlech schued.

Landesplanung ass, eng Entwécklung steieren, oui awer am Detail ze diktéieren. An dëscht géllt nach vill méi fir eis Landesplanung, mat där mer eis haut beschäftegen, wou mer vun enger Landesplanung schwätzen an net vun enger Städteplanung, wéi een dat beispillsweis am Ausland huet. Dat, wat mir mat der Landesplanung hei zu Lëtzebuerg maachen, ass am internationale Vergläich dach exzeptionell.

Wouriwwer mir eis awer mussen eens ginn, dat sinn déi grouss Prinzipien, no deene mir eist Land wéllen entwéckelen. Den IVL huet hei eng ganz Rei vu Virgabe ginn. Och wann d'Realitéit déi kéngsten Estimatiounen vum IVL scho laang iwwerholl huet, hunn déi Prinzipien awer hir Richtegkeet behalen. Ech denken do enner anerem un de Prinzip, fir wunnen, schaffen, bewegen a Fräizäitaktivitéite méi no beieneen ze bréngen.

Eis Mobilitéitsproblemer sinn nämlech effektiv ganz grave. A mëttlerweil verbréngen mer esou vill Zäit um Wee fir op d'Schaff, dass et ufänt, e wirtschaftlechen Nodeel ze ginn.

Ech hat kierzlech mat engem Frënd vu mir, deen Elektriker vu Beruff ass, rieds, an en huet mir gesot, dass hien haut méi Zäit a senger Camionnette verbréngt, wéi en tatsächlech bei de Leit doheem um Chantier ass, fir dann tatsächlech do seng Aarbechten ze verrichten. Dat kritt selbstverständlech och ee verrechent, an dat ass den Endconsommateur.

An, Dir Dammen an Dir Hären, dat war ee Beispill, fir ze illustréieren, awéiwäit och eis Mobilitéitsproblemer Afloss op eis Wirtschaft hunn.

Här President, un deene vill diskutéierte Plan-sectorielle gouf laang hannert zouenen Diere geschafft. Jorelang huet en interministerielle Aarbechtsgrupp mat der héchster Geheimhaltung un deene Pläng gedoktert, oui dass mat de concernéierten Akteure geschwat ginn ass. Deemno hunn déi Pläng och ni e Realitéitstest misse bestoen. Ech fannen et dofir dach scho staarken Tubak, wann elo déi gréisst Oppositionspartei der Regierung virgehät, si hätt des Pläng ze fréi erausginn.

Well, Här President, genau de Géigendee ass de Fall. Déi Pläng si vill ze spéit un d'Effentlechkeet komm. Dës Pläng sinn näischt wäert, wann ee se net mat de concernéierten Akteuren um Terrain, dorënner mengen ech besonnesch d'Gemengen, diskutéiert. Landesplanung dierf keng intellektuell Denkübung sinn oui Bezuch zur Réalitéit um Terrain.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - Et ass awer genau dat, wat d'CSV déi lescht Jore gemaach huet. Si hunn aus der Landesplanung e Staatsgeheimnis gemaach, an déi, déi et am meeschte concernéiert, sinn am mannste gefrot ginn.

An ech kann lech soen: Wier d'CSV haut nach an der Regierung, géifen déi Pläng haut nach am Tirang leien an déi wiere bis haut nach net presentéiert ginn, währenddeem eist Land sech weider virunentwéckelt, an dat net ëmmer an eng Richtung, déi ee gutt fënn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - A wou leie se elo?

(Hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Max Hahn (DP).** - D'blo-rout-gréng Regierung huet d'Pläng op den Instanzeweue bruecht, well näischt maachen ass definitiv keng Optioun. Dat war och genee dat Richteg, aus deenen Iwwerleeungen, déi ech elo grad ugefuert hunn. D'Veréffentlechung vun dese Pläng hunn en Débat ugestouss, deen Débat war batternéideg, mä dee konnt awer déi lescht Joren net gefuert ginn, well keng Diskussionsbasis do war.

Endlech ass also Bewegung an deem heiten Dossier: Gemengen, Associatiounen, Privatleit, si all hu sech zu de Plan-sectorielle geäussert. Se hu sech domat ausenanergesat a se hunn hir Avisen ofginn. A vun deem, wat ech aus de Ministere héieren, sinn do ganz vill pertinent Remarquen dobäi. Mir kënnen elo also endlech dee grondsätzlechen Débat féieren, deen d'DP schonn 2007 gefuert huet.

D'Plan-sectorielle ginn immens vill wichteg Pisten. Ma si sinn awer net a Stee gemesselt. Dës ass vun den zoustännege Ministere op all Informationsversammlung gesot ginn, an - gleefft mer et - méi wéi eng Kéier. Et soll dofir och elo kee soen: D'Regierung wäert hei eppes imposieren. Genau de Géigendee ass de Fall. D'Plan-sectorielle sinn eng Basis, fir ze diskutieren. Well effektiv, d'Veréffentlechung an de Lancement vun der Consultatiounsphas, wou all d'Akteuren em hir Meenung gefrot gi sinn, sinn den Ufank vun enger Prozedur a sécherlech net de Schluss.

Här President, ech wéll awer och nach kuerz op d'Grénn ze schwätze kommen, déi zum Zréckzéie vun de Plan-sectorielle gefuert hunn. Oui op deser Plang an déi reglementaresch Detailler ze goen, wéll ech awer dorunner erënnere, dass de Problem op d'Landesplanungsgesetz vun 2013 zréckzeféieren ass. Als Erënnere: Dës Gesetz ass vum heitegen CSV-Fraktionspresident, Claude Wiseler, op den Instanzeweue bruecht ginn.

► **Une voix.** - Deen ass schold.

► **M. Max Hahn (DP).** - D'DP hat schonn deemools op méiglech Problemer higewisen, ma d'Gesetz ass nawell vun der deemoologer Regierung gestëmmt ginn. All Versuch, elo des Regierung derfir verantwortlech ze maachen, ass deemno intellektuell einfach net éierlech.

Ma zréck zum Inhalt vun de Plan-sectorielle.

D'Veréffentleche vun de Pläng huet e puer Défaillancé vun desen opgedeckt. Dat ass ganz kloer. Et huet sech zum Beispill erausgestallt, dass déi verschidde Pläng net ëmmer openeen ofgestëmmt waren. De Plan sectoriel «Logement» beispillsweis seet net ëmmer dat selwecht, wéi de Plan sectoriel «Paysages». Et géllt, elo all déi Inkohärenzen ze analysieren. Och sinn d'Pläng net prezis genuch geezechent ginn, soudass et bei verschidde Terrainen souguer onkloer war, zu wéi enger Zon si dann elo genau ausgewise wieren. Och hei muss nogebessert ginn.

Ma et muss ee sech awer och d'Fro stellen, ob d'Pläng an där aktueller Form net de Gemengen ze vill am Detail virschreien, wéi se sech ze entwéckelen hunn. Et ass nämlech wichteg, de Gemengen eng gewéss Flexibilitéit ze loosse. Et sinn nämlech d'Gemengen, déi ganz vill Expertise an der Matière hunn an déi lokal Gegebenheeten am beschte kennen.

Et ass och dee Feedback, deen ee kritt, wann ee mat deem engen oder deem anere Gemengeverantwortleche schwätzt. En nationale Kader gëtt zwar absolutt gewünscht, mä deen däreft awer net de Gemengen d'Loft, fir ze ootmen, huelen.

Zesummegefasst heescht dat fir d'Landesplanung, dass mir eng kloer national Orientierung a Kombinatioun mat enger lokaler Flexibilitéit brauchen.

Fir dës ze errechen, brauche mir eng konstruktiv Zesummenaarbecht, wou souwuel de Stat wéi och d'Gemengen hiren Know-how mat afléisse kënnen loosse.

Ech wéll awer an deem Kontext och drun erënnere, dass et nach en Niveau téscht de Gemengen an dem Stat gëtt. Décisionen an där enger Gemeng kënnen nämlech ganz grouss Répercussionen op eng Nopeschgemeng hunn.

Ech denken do beispillsweis un de Contournement vun der Gemeng Käerjeng. Hei ginn et dräi Gemengen - Suessem, Käerjeng an Dippech - mat dräierlee Problemer, mat dräierlee Meenungen. D'Gemeng Käerjeng wéllt eng Ëmgehungsstrooss, fir hir Bierger ze entlaasch-



ten. D'Gemeng Suessem wëllt net, dass hir Noerhuelungsgebiddter zerstéiert ginn. An d'Gemeng Dippech seet, wann d'Gemeng Käerjeng e Contournement kritt, da muss och d'Gemeng Dippech direkt ugeschloss ginn.

Och e grouse Logementsproblem...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Da proposéiert eppes!

► **M. Max Hahn (DP).**- Och e grouse Logementsprojet vun enger ganzer Gemeng ka gravéierend Verkéiersproblemer an den Nopeschgemenge no sech zéien. Eng regional Concertatioun ass dofir immens wichteg.

Här President, aus dem Avis vum Statsrot geet ervir, dass d'Dispositiounen vun de Plan-sectoriellen iwwer e Gesetz lafe sollen. Ech froe mech allerdéngs, ob et net hei eng Alternativ wier, fir déi verschidden Elementer a bestehend Gesetzler afléissen ze looszen.

Ech denken do zum Beispill un d'Natur-schutzgesetz, wat d'Dispositiounen aus dem Plan sectoriel «Paysages» ophuele kéint. Déi méi allgemeng Ausrichtung vun der Landesplanung kéint hir Plaz am Gesetz vum Aménagement du territoire fannen. Aner Elementer kéint een an de Programme directeur integréieren. Dat si reell Pisten, iwwert déi ee sollt nodenken. Dat géif et ausserdem erlaben, eenzel Elementer relativ schnell ëmzesetzen. Mä dat just zur juristescher Form.

Här President, well een dem Phenomeen vun enger Zersplitterung vun eisem Land entgéintwierke muss, ass et eng richteg Iwwerleeung, fir de Wuesstum esou ze kanaliséieren, dass en do stattfënt, wou eng gutt Ubannung un den effentlechen Transport méiglech ass an déi néideg Infrastrukturen, wéi Schoulen a Crèchen, scho bestinn. Dëst ass eent vun de grondleeënden Elementer vun der Landesplanung.

Et ass deemno och logesch, déi méi urban Gemenge méi staark wuessen ze looszen a méi ländlecher deementspriedend manner. Dëst, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer just eng Fauschtregel. Selbstverständlech ginn et och ländlecher Gemengen, wou et duerchaus Sënn kéint maachen, fir rasonabel ze wuessen. Ech denken do beispillsweis u ländlecher Gemengen, déi haut schon immens gutt un den effentlechen Transport uegobne sinn. An ech denken, dat ass jo eng vun deene groussen Erausforderungen vun der Landesplanung, fir wunnen, schaffen a bewege kohärent mateneen ze vernetzen.

Dëst setzt awer och viraus, dass mir eis grondleeënd Gedanken ëm d'Gemengefinanzierung mussen maachen. Solidaritéit bei der Landesplanung heescht, dass vläicht déi eng oder déi aner Gemeng och emol op eng Aktivitéitszon verzichte muss, an deemno och op déi Recetten, déi domadder verbonne sinn. Dëse solidareschen Akt ass awer nëmme méiglech, wann ëmgedréint déiselwech Solidaritéit bei de Gemengefinanzierung gëllt. Soulaang mir ee System hunn, deen d'Gemengen encouragéiert, aus finanzieller Grënn ze wuessen, onofhängeg vun hirer geographescher Lag, ass et schwéier, deenen Zersiedlungstendenzen entgéintzewierken.

Allgemeng muss méi geziilt gekuckt ginn, wou an a wat fir engen Dimensionen mir an Zukunft Industriezonen autoriséieren. E gutt Landesplanungskonzept muss dorop baséieren, dass esou vill Leit wéi méiglech do wunnen, wou Aarbechtsplaz sinn. Do spillt dann och erëm d'Wichtigkeet vun engem gudde Verkéierskonzept mat.

Als negativ Beispiller kann een hei sécherlech d'Aktivitéitszone vu Käerjeng a Kielen nennen, wou d'Transportweeër net bis zum Schluss duerchduecht waren an net un d'Entwécklung vun de Gemengen ugepasst goufen an d'Problemer eis haut ploen, a vill Bierger aus deene concernéierte Gemengen wëssen, vu wat ech schwätzen.

Dir gesitt, wéi bei der Landesplanung alles aneeneleeft. Dat eent fonctionnéiert net ouni dat aner.

Här President, besonnesch beim Plan sectoriel vun de Landschaften sinn et vill Diskussiounen dorëms ginn, wat déi effentlech Hand dierf a wat se net dierf. Wann et dorëms geet, dass Stroossen oder Zuchttrasse muss gebaut ginn oder dass e Spidol op eng Plaz soll kommen, wou et landesplaneresch Sënn mécht, mussen all d'Moyene méiglech sinn. Wann an esou engem Fall de Stat et net packt, sech mam Propriétaire am Gudden eens ze ginn, kann eng Expropriatioun als lescht Mëttel an d'A gefaasst ginn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Här Hahn, erlaabt Der, dass de Michel Wolter...

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Neen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen?

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Ech wollt en Zeeche maachen un den Här Frieseisen, dass ech net a mäi Computer erakommen.

(Hilarité)

► **M. Max Hahn (DP).**- Ech hätt dem Här Wolter et awer erlaabt. Vlächcht spéider! Vlächcht spéider!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci.

► **M. Max Hahn (DP).**- Dat lücht jiddwerengem an. Vun engem Spidol profitéiert all Mënsch. E Spidol muss esou leien, dass et accessibel fir d'Leit aus der Region ass, a kann net um leschte Landeswupp ugesiedelt ginn. D'Mobilitéit ass e Bien public an d'Zoufahrsweeër solle méiglechst schnell an direkt sinn. Ech mengen, ech brauch an deem Kontext net un déi onméiglech Situatioun zu Helleng ze erënneren, wat net nëmme onkammoud fir d'Autofuerer ass, mä och e regelrechte Sécherheitsrisiko duerstellt.

An enger Zäit, wou et ëmmer méi Leit schwéierfält, sech eng Wunneng ze leeschten, huet een d'Tendenz, och de Wunnengsbau als därmoossen urgent unzegesinn, esou dass och do eng Utilitéit publique sollt spillen.

Ech perséinlech mengen awer, dass ee mat esou Interpretatiounen ganz virsichteg muss sinn. Fir d'DP ass a bleift eng Expropriatioun dat allerlescht Mëttel. An ech warnen ausdrécklech do virdrun, ze mengen, dass een de Wunnengsproblem mat Moyene wéi enger Expropriatioun kéint léisen.

D'Diagnos ass awer richteg. De Logement ass säit iwwer engem Joer d'Achillesfers vu Lëtzebuerg. Mir hunn an der Vergaangenheet net dee Wuesstum (veuillez lire: Wunnumraum) geschafen, dee mir brauchen, mat deene bekannte Konsequenzen um Niveau vun de Präisser souwéi an der Mobilitéit. Et ass eng Realitéit, dass d'Leit moies ëmmer méi wäit mussen fueren, fir hei op Lëtzebuerg schaffe kënnen ze kommen.

Eng Solutioun, déi de Plan sectoriel «Logement» virgesinn huet, ass d'Baue vu grouse Wunnkomplexer, déi sougenannt „projets de grande envergure“. Et geet hei ëm d'Schafe vu groussen neie Wunnzonen, fir en erschwénglech Wunnen ze erméiglechen. Fir d'DP ass dat nach ëmmer dee richtegste Wee, well wëlle mir de Logementsproblem an de Grëff kréien, mussen mer d'Offer an d'Luucht schrauwen.

Et läit awer op der Hand, an dat ass ganz wichteg, dass esou Projeten am Accord mat de Gemenge mussen realiséiert ginn. D'Propos vun der Regierung läit um Dësch an elo muss diskutéiert ginn, wou deen een oder deen anere Projet ka realiséiert ginn. Ma och hei gëllt, dass et och méiglech muss sinn, deen een oder deen anere Projet a Phasen ëmzesetzen, voire op deen een oder deen anere Projet ganz ze verzichten oder Projeten an hirer Envergure, an hirer Gréisst unzepassen. Ech warne jiddefalls do virdrun, déi Potenzialier liichtfankege falen ze looszen.

Här President, et gi wéineg Leit, déi bezweifelen, dass mir méi Wunnenge baue mussen. Et ginn awer Divergenzen, wat de richtegste Wee ass, fir d'Offer um Marché ze vergrësseren. Leider maache mir de Constat, dass et an deene leschte Joren net gepackt ginn ass, weder bei den Autorisatiounen an nach vill manner bei de fäerdege Projeten, der Nofro och nëmme ongeféier gerecht ze ginn.

Et ass dofir och net verwonnerlech, dass d'Präisser um Wunnengsmarché déi lescht Joren nëmme ee Wee kann hunn, an zwar riicht duerch de Plaffong. An egal, mat wat fir engem Instrument een et wëllt errechen, d'Zil muss jiddwerengem kloer sinn: Mir müssen eis d'Rahmbedéngungen esou setzen, dass méi Wunnunitéiten esou séier wéi méiglech zur Verfügung gestallt ginn.

Här President, eng vun de Kärfroen, déi mir eis haut mussen stellen, ass: Wéi kréie mer genuch Wunnunitéiten op de Marché, ouni eist Land ze verbauen, ouni de Kollaps an der Mobilitéit ze riskéieren, an dëst am beschten nach zu engem rasonabele Präis? Fir ze bauen, brauch een Terrain, an dëst am beschten am Bauperimeter. Dat gëllt iwwerens och fir d'Gemengen an de Stat. Et ass falsch, ze mengen, dass vill Gemengen Terrainen en masse besetzen, déi se kéinte muer op de Marché geheien.

Déi kruzial Fro ass: Wéi viabiliséiere mer eist bestehend Bauland?

Am Pabeier, deen eis de Minister Bausch am Virfeld zoukomme gelooss huet, steet dran, dass ronn 2.700 ha am Bauperimeter leien, déi nach kéinte bebaut ginn. Ronn een Drëttel do-

vunner wier schnell mobiliséierbar. Dat wier da summa summarum en theoretesch Potenzial vu ronn 12.000 Wunnunitéiten, déi relativ schnell, dat heescht an zwee Joer, kéinte realiséiert ginn.

Dat klängt a priori net schlecht, wann dann net dat klengt Wuert „theoretesch“ wier. Et ass eng Illusioun ze mengen, dass muer op alle deene bestehenden Terrainen de Bagger géif stoen. Et kënnen gutt Grënn ginn, firwat e Bauterrain brooch läit, an net all Grond huet eppes mat Spekulationen ze dinn. Et muss ee beispillsweis och respektéieren, wann Eltere wëllen en Terrain fir hir Kanner an der Gemeng halen. An ech perséinlech mengen, dass dat ganz oft de Fall ass, wann ee bedenkt, dass ronn dräi Véierele vun deenen Terrainen an der Hand vu Privatleit sinn.

Et kann awer och sinn, dass déi Terrainen guer net esou gënschteg leien, wéi een dat vlächcht um Plang mengt, well beispillsweis kann e Fiels do hannendruleien an et kréich ee keen Dageslicht eran. Oder et wier an engem Fiichtgebitt oder wéi och ëmmer. Ma selbstverständlech ass et sënnavoll, beispillsweis iwwert de Baulückeprogramm d'Leit ze sensibiliséieren, fir esou Terrainen esou séier wéi méiglech ze aktivéieren.

D'DP hat de Baulückeprogramm jo am Wahlprogramm stoen an d'Regierung ass amgang, en ëmzesetzen. Dëse Modell huet an der Stad Lëtzebuerg jo scho gutt fonctionnéiert a soll op d'ganz Land ausgedehnt ginn. De Prinzip heivun ass relativ einfach: Et solle Plazen, déi deelweis souguer matzen an Duerf leien, genotzt ginn, fir dorobber ze bauen. Dëst ass sënnavoll, well den effentlechen Transport op deene Plaze scho besteet an och d'Infrastrukturen, wéi Schoule beispillsweis, an der Regel liicht accessibel sinn.

Et gëtt awer e groussen Ënnerschied tëscht dem Baulückeprogramm vun der Stad Lëtzebuerg an der reeller Situatioun vu villen anere Gemengen. De Groussdeel vun den Terrainen, déi an enger Gemeng a Fro kommen, sinn nämlech net an effentlecher Hand.

Et sinn elo Gemengen higaangen, déi hunn Taxen agefouert. Et géif mech nawell interesséieren, wéi déi éischt Bilane vun dëser Mesure ausgesinn. Well ech hu reell Zweifel, dass dës Mesure en fin de compte zu méi Bauaktivitéit féiert. En plus kann een dovunner ausgoen, dass déi Tax am Endeffekt op de Verkaufspräis dropgeschloe gëtt, woumat da jo en fin de compte kengem gedéngt wier. Et dierf een awer och net vergiessen, wien dës Tax virun allem treëft, nämlech déi Famill, déi een Terrain am Famillbesetz huet, oft, fir dass spéider d'Kanner eng Kéier selwer do kënnen bauen.

Fir et op de Punkt ze bréngen: Ech sinn der Meinung, dass d'Politik vun der Muert méi gerecht ass an och méi bréngt wéi d'Politik vum Bengel. D'Politik soll Ureizer schafen, an net bestrofen. Dofir froen ech mech, ob et net méi interessant Piste kéinte ginn. Bessersweis denken ech do un eng Pist, wéi se schon an de Joren tëscht 2002 an 2006 entaméiert ginn ass, an dat fir eng limitéiert Zäit, wou d'Besteuerung op der Plus-value beim Verkauf erofgaset ginn ass. A gleeft een den Akteuren um Terrain, ginn haut nach Terrainen bebaut, déi während där doter Period iwwert deen dote Wee konnte mobiliséiert ginn.

Selbstverständlech, Dir Dammen an Dir Hären, misst ee préiwen, wat d'Répercussiounen vun esou enger Mesure op eise Budget wieren, ier een esou eng Décisioun kéint huelen.

Eng weider Iwwerleeung wier d'Méiglechkeet, no engem rasonablen Délaï, soe mer no sechs Joer, systematesch e Bauland an eng Zone d'aménagement difféé zréckzestufen. Bei enger Gemeng wéi Dippech, déi d'Virgab huet, nëmme lues dierfen ze wuessen, hätt esou eng Mesure dee Virdeel, dass ee kéint sécherstellen, dass op deem klenge Bauperimeter och wierkelech gebaut géif ginn.

Als Schaffen zu Dippech stellen ech nämlech ëmmer erëm fest, dass jonk Leit, déi sech formidabel an d'Gemengeliwwen integréiert hunn, aus eiser Gemeng fortplënnere, well si keen Terrain, fir ze bauen, fannen. Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass e grouse Verloscht fir eis Gemeng, awer och fir déi aner Gemengen. Dat ass e grouse Verloscht fir d'Veräinsliwwen. Dat ass awer och e grouse Verloscht fir d'Bénévolat als solcht, an ech denken do hauptsächlech un eis Rettungsdéngschter.

Wa mer am Kontext vun der optimaler Notzung vum Bauland bleiwen, komme mer och net derlaanscht, eis eng Kéier mat der Aart a Weis ze beschäftegen, wéi mir bauen. Et huet sech an deem Punkt an deene leschte Jore scho vill gëdoen. Neibauten op Terrainen vun 10 Ar a méi sinn op den Immobiliesäite quasi ganz verschwonne, wat selbstverständlech mat der Präisentwécklung vun den Terrainen ze dinn huet.

Ech mengen, bei der Baudensitéit wier awer nach Sputt no uewen. Net iwwerall - enger Gemeng muss et och erlaabt sinn, Quartiere mat Eefamilljenhaiser bestoen ze looszen. An awer ginn et nach vill Méiglechkeeten, fir méi dicht ze bebauen.

Et ass jo och e bëssen eng Kontradiktioun: Mir hätten all gär effentlech Plazen, e liewegen Duerfkär, eng Proximitéit zu de Geschäfte, an awer decidéieren d'Leit sech awer oft, iwwerspëtzt gesot, fir en Haus ganz, ganz wäit vum Noper a vun all Aktivitéit ewech ze bauen. Dofir soen ech, dicht baue kann och Liewensqualität sinn, well ee vlächcht op 15 m e Bäcker huet, wou ee keen Auto brauch, fir sech sai Bréitchen oder seng Bréidercher sichen ze goen, well d'Kanner op enger effentlecher Spillplaz mat anere Kanner spille kënnen, amplaz am Gaart hannert dem Haus eleng ze spillen, an, an, an.

Mir mussen fortomme vum Gedanken, dass dicht bauen heescht, Plattenbauten ze errichten. Architektonesch ass do ganz vill méiglech, an deelweis méi an d'Héicht bauen dierf och keen Tabuthema sinn. Selbstverständlech sollt dat sech och an d'Landschaftsbild afügen. Ech betounen awer, dass dat net heescht, dass ech der Meinung sinn, dass mir de Leit solle verbidden, méi groussraimeg ze bauen, ma mir brauchen dat eent an dat aner.

Vlächcht ass et och elo Zäit, dass d'Gemengen hir Politik vun enger staarker Limitatioun vun den Unitéite bei den Appartementshaiser iwwerdenken. Musse mer do net awer e bësse méi flexibel ginn? Wat huet een dovunner, wann d'Resultat dovunner ass, dass a Résidences eng Rei Appartementer mat iwwer 200 m² entstinn, déi quasi invendabel sinn? Ass et dann net méi logesch, wann aus esou engem eenzegem Appartement der zwee vun 100 m² gemaach ginn an deemno d'Wunnunitéite beispillsweis vu sechs op aacht an d'Luucht ginn?

Mir müssen awer och der Iwwerleeung Äddi soen, dass d'Quadratmeterzuel den entscheidende Facteur fir d'Liewensqualität ass. Mir brauchen do sécherlech e Mentalitéitswiesel. En Appartement vu 50 m² ka genee dat Richteg si fir e jonke Berufsfänger, dee vun doheem fort wëllt. Ma et ginn eng ganz Rei Gemengen, déi esou kleng Appartementer net zouloossen.

Här President, och wa Mesurë geholl ginn, fir den Terrain am Perimeter ze viabiliséieren, geet kee Wee derlaanscht, dass de Bauperimeter muss erweidert ginn, wa mir der wuessender Populatioun wëllen e Logement zur Verfügung stellen.

Dëst natierlech do, wou et Sënn mécht. Wa kee Wee derlaanschtgeet, de Bauperimeter opzemaachen - an dat ass meng Iwwerzeegung -, dann dierf een awer net den Denkfeeler aus der Vergaangenheet widderhuelen. Well eleng doduerch, dass eppes an de Bauperimeter kënnt, heescht dat nach laang net, dass och dorobber gebaut gëtt. Dofir plädéiert d'DP scho säit Jore fir d'Baulandvertrag. An ech weess, dass d'Logementsministesch hei intensiv amgaangen ass, un engem Projet ze schaffen, dee mir an nächster Zukunft wäerte presentéiert kréien.

Baulandvertrag heescht, en Terrain gëtt och wierkelech nëmme als Bauland klasséiert, wann deen Terrain innerhalb vun enger klorer Frist bebaut gëtt. Passéiert dat net, fält en erëm zréck an d'Gréngzon. Domat ass e substatziellen Ureiz do, dass eppes geschitt. An ech mengen, dat bréngt méi wéi all Stroftax!

Här President, ech wëll dann awer och nach ee Punkt uschwätzen, dee leider oft, an dat ganz zu Onrecht, am Débat ronderëm d'Landesplanung ausgeblent gëtt. Dat sinn d'Prozeduren. Ech gesinn zwee Niveauen, déi d'Entwécklung vu Lëtzebuerg carrément lähmen. Dat ass éischtens eis deelweis vill ze komplizéiert Gesetzgebung an zweetens d'Schnellegkeet oder besser gesot d'Netschnellegkeet vun de Prozeduren.

Mir sinn eis all heibannen eens, dass e Maximum u Kloerheet an eiser Legislatioun, egal a wat fir engem Beräich, eng absolut Prioritéit fir eis muss sinn. Dat geléngt eis zu Lëtzebuerg heiansdo méi an heiansdo manner. Besonnesch am Beräich vum Droit administratif, dee sech mam Urbanismus, der Landesplanung an esou weider beschäftegt, ass d'Gesetzgebung eng eenzeg Katastroph.

E Sammelsurium u Gesetz, Règlements grand-ducaux a Règlements ministériels hu sech iwwert déi lescht Joren a Jorzéngten zu engem regelrechte Mosaik vu legislativen Texter forméiert, an deem ee sech nëmme nach ganz schwéier erëmfindet. Dat hunn ech mer och vu Juriste bestätege gelooss, déi selwer an deem Beräich schaffen a gesot hunn, dass et am Sträitfall heiansdo eng pur Gléckssaach ass, wie grad dee richtegen Text erëmfindet, fir seng Intéréten drop ze baséieren.

Wou, Dir Dammen an Dir Hären, bleift do d'Kohärenz an eiser Gesetzgebung? Fir en Netjurist ass et eng Saach vun der absolutter Onméiglechkeet, fir an där Matière do kloer ze gesinn. Et geet hei net emol onbedéngt nëmmen ëm grouss PAPen, oft ginn d'Leit scho bei einfache Baugenehmegunge mat de Prozeduren an de Gesetzestexten net eens. Misst een déi vill Texter net vläicht einfach zesummeschloen, also eng kohärent an transparent Approche wien? Onkloerheete kaschten - an dat ass kee Geheimnis - Zäit an domat Geld. Dat geet als Eischt op d'Käschte vum Promoteur, mä zu gudder Lescht ass et awer de Keefer, dee fir dat Ganzt berappe muss, well dës Fraise gi selbsterständlech un hie weidergeleet.

Här President, wat hunn elo d'Prozedur mat der Landesplanung ze dinn? Déi eng soen: näischt. Ech soen: ganz vill! Wieren d'Prozedur méi schnell, géif méi gebaut ginn an domat géif dem Wunnengsdrock besser standgehale ginn. Och den Drock, fir nei Terrainen auszewiesen, wier dann net esou grouss.

Natierlech gétt et Fäll, wou d'Propriétaires, déi en Terrain am Bauperimeter oder souguer schonn e genehmegte PAP hunn, net baue wëllen, well se spekuléieren. Ma ech behaupten, dat ass net d'Regel, an dat dierf virun allem keng Excuse fir lues an ineffikass Prozedure sinn. Et kann net sinn, dass een, dee kéint bauen an och effektiv wëllt bauen, iwwer fënnel Joer oder am Extremfall souguer iwwer zéng Joer op d'Genehmegunge vu sengem PAP waarde muss!

Och hei géllt d'Formule: Zäit ass Geld. Wat d'Prozedur méi laang dauert a wat d'Promoteure méi Geld virstrecke mussen, méi géllt Geld virstrecke mussen, wat de Wunnprojet duerno méi deier gétt. Et ass den Endkeefe, also deen, dee mir eigentlech esou vill wéi méiglech entlaaschte wëllen, deen duerno an de sauren Apel bäisse muss, an dat ënner anere, well eis Prozeduren net effikass sinn.

Fir ze verbildlechen, wat ech lech elo grad erzielt hunn, hunn ech um Site vum Innenministère folgend Dokument erofgelueden.

(M. Max Hahn montre un document à l'audience.)

Et handelt sech ëm d'Version simplifiée vun der grafescher Duerstellung vun enger PAP-Prozedur. Ech muss lech soen, fir eng vereinfacht Versioun gesäit dat scho relativ komplizéiert aus, a virun allem laangwiereg! Mä net dat ass den Haaptproblem. Den Haaptproblem ass, dass déi Délaien, déi hei eigentlech virgesi sinn, an der Praxis ganz oft nach net agehale ginn. Esou kann et emol virkommen, dass een Dossier, deen e puer Joer schleeft, muss waarden, bis en endlech realiséiert ka ginn.

Mir leeën alleguer ganz vill Hoffnungen an d'Omnibusgesetz, dat d'Simplification administrative ëmsetze soll. D'Simplification administrative ass e Schlagwuert, wat d'Leit dobaussen a wahrscheinlech och deen een oder deen aneren heibannen net méi héiere kënnen. An ech si frou, dass an deem Beräich sech an noer Zukunft ganz vill wäert doen.

Et ass souguer eischer esou, dass d'administrativ Démarchen an de leschte Joren awer oft nach méi komplizéiert a méi laangwiereg gi sinn. Vum Ëmweltvolet ass am Omnibusgesetz net ganz vill dran, well dat separat gekuckt soll ginn. Et ass awer oft genau dee Volet, deen d'Prozeduren am meeschten ophält a ganz oft d'Bauhären am meeschte Geld kascht. Hei muss een op alle Fall sécherstellen, dass keng duebel Belaaschtung entsteet, andeems ee gezwonge gétt, Saache souguer deelweis zweemol ze iwwerpräiwien, dëst natierlech am volle Respekt vun den Ëmweltoplagen, déi bestinn.

Et kann och net sinn, dass d'Gesetzter a Reglementer vu verschiddene Beamten ënnerschiddlech interpretéiert kënnen ginn. Mir brauchen hei kloer an objektiv Kritären, déi hautdesdaags net ëmmer gi sinn. Ech denken do u Kritären vun „beauté“ oder „ordre esthétique“. Dat géllt och fir d'Naturschutzgesetz, wou d'Gesetzter onbedéngt regrupéiert an d'Kritären objektivéiert mussen ginn.

Och d'Interaktioun tëscht de Ministère muss nach besser ginn. Mir brauchen eng eenzeg Ulafstell, wou een all seng Dossiere kann eraginn, wou een direkt op seng Froen Antwerte ka kréien. Nëmme esou kann ee verhënneren, dass een zwou ënnerschiddlech Antwerten zu enger eenzeger Fro kritt.

Eng Iwwerleeung, déi jo scho gemaach ginn ass, ass, ob net déi bestehend Cellule d'évaluation vill méi systematesch am Virfeld vun engem Projet sollt agebaut ginn. Mir hunn dës Cellule säit September 2014 an, souwäit ech dat vun den Akteuren um Terrain gezielt krut, fonctionnéiert déi nawell ganz gutt. Eng 50 Projekte sinn entre-temps vun där doter Cellule traitéiert ginn.

An där Cellule sinn all d'ministeriell Akteuren, d'Gemengen an d'Bauhären an engem Dësch regrupéiert. A bekanntlech kënnst méi dobäi eraus, wann een d'Käpp zesummestreckt, wéi wa jiddwereen isoléiert schafft. Ech si mer jiddfalls sécher, dass ee vill um Niveau vun de Prozedure ka maachen an dass mer do nach ganz vill Zäit kënnen erausschloen. Sécherlech sollt d'Cellule d'évaluation do méi verstärkt agesat ginn a manner d'Exceptioun, mä méi de Regelfall ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mir all dës Vereinfachunge géifen ëmsetzen, dass e PAP am Regelfall a maximal engem Joer ofzeschlësse sollt sinn. Zumindest sollt dat eist Zil sinn!

Ech wollt dann nieft dem PAP awer och nach op en anere Volet vum Aménagement communal agoen, an zwar d'PAGen. Do muss ee sech wierklech eng Kéier am Kapp zergoe loossen - oder op der Zong zergoe loossen, villméi -, wat d'Gemengen do zënter deem neie Gesetz hu missen duerchmaachen. Iwwer zéng Joer schaffen déi meescht Gemengen elo schonn un hirem neie PAG, mam Resultat, dass si ganz oft bis haut nach kee gëllegt Stéck a keen offiziell Stéck Pabeier am Grapp hunn! Et gétt Gemengen, déi hu wäit iwwer eng hallef Millioun Steiergelder an Etüdebüroen investéiert, mam Resultat, dass si nach ëmmer keen offiziell Stéck Pabeier am Grapp hunn.

Dat Stéck Pabeier ass awer immens wichteg, an zwar net nëmme fir déi allgemeng Entwécklung vun enger Gemeng, déi mat hirem ale PAG ganz oft blockéiert ass, mä och fir ganz vill individuell Projeten, déi jorelaang am Ongewesse gelooss ginn, wat si elo maache kënnen a wat net. Dat schafft Onmut, dreift d'Spekulatioun op verschiddenen Terrainen un a blockéiert am Endeffekt, dass gebaut gétt.

Dat alles ass zwar sécherlech positiv fir de Chiffre d'affaires vun den Etüdebüroen, mä carément e Skandal, wat d'effikass Notze vun eise Steiergelder ubelaangt. Hei géllt also den nämlechte Grondsaz wéi bei de PAPen: Et muss méi séier goen, et muss souguer daitlech méi séier goen!

Här President, ech hunn elo e klengen Tour vun deenen Elementer vun der Landesplanung gemaach, déi mir besonnesch wichteg schéngen. Wéi Der vläicht gemierkt hutt, hunn ech de Volet vun der Landwirtschaft ausgeklamert - net, well se mer onwichtig erschéngt. Effektiv ass den Terrainsdrock entre-temps op d'Landwirtschaft esou grouss, dass Terrainen am noen Ausland bewirtschaft ginn, well hei am Land keng Agrarflächen méi ze fannen ass. Mir mussen awer dierf suergen, dass d'Agraraktivitéit weiderhin hir Plaz hei zu Lëtzebuerg fannen. De Grond, firwat ech hei net weider drop aginn, ass, well mäi Kolleg, de Gusty Graas, dozou nach d'Wuert zu engem spéideren Zäitpunkt wäert ergräifen.

Här President, domat sinn ech um Schluss vu menger Ried ukomm, ma erlaabt mer nach eng lescht Remarque: Landesplanung ass Zukunftsplanung. Mir dierfen aus der Entwécklung vun eise Land keen akademesche Pabeiertiger maachen, dee kee Bezuch zur Realitéit um Terrain huet. De But vu Landesplanung muss sinn, de concernéierten Akteuren net nëmmen e Regelwierk, mä och eng Toolbox an d'Hand ze ginn, fir dass mer gemeinsam eist Land fir d'Zukunft kenne fit maachen.

Ech sinn iwwerzeegt, dass mat enger gudder Landesplanung eis Kanner an eis Kanneskanner net nëmmen eng héich Liewens- a Wunnequalitéit hei am Land wäerte genéissen, mä dass dës och méiglech wäert gi mat manner Stauen a mat manner Verkéiersproblemer wéi haut.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci och dem Här Hahn. Nächsten ageschriwwene Riedner ass de Gast Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Debatt, déi mer haut hei féieren, ass fir mech am Fong déi wichtegst Debatt, déi mer an dëser Legislaturperiod ze féieren hunn. All aner Problemer, iwwer déi mer mussen diskutéieren an decidéieren, si wichteg an hunn och mat der Zukunft ze dinn; dës global Diskussioun iwwer d'Zukunft vun eise Land ass awer déi wichtegst.

Virun e puer Méint hu mer parteiwwergräifend an der zoustänneger Chamberskommissioun mam zoustännegen Minister, dem Här Bausch, beroden an decidéiert, der Regierung ze recommandéieren, déi ageschloen Prozedur vun de Plans sectoriels aus juristesche Grënn ze stoppen, wat d'Regierung och gemaach huet. Op d'Ursache brauch ech net méi anzegoen.

An der Kommissiounssitzung selwer hunn ech proposéiert, vun där Geleeenheet ze profitéieren, vun där Zäit, déi mer elo kréien, fir eng déif gräifend Diskussioun iwwer d'Zukunft

vun Land ze féieren, den „Zukunftsdësch“, wéi eis gréng Kolleegen dat an der Vergaangenheet genannt hunn. Den Här Minister Bausch huet och direkt an där Kommissioun gesot, datt och hien där Meenung wier an huet och dunn déi heiteg Debatt virgeschloen, scho proposéiert.

D'Diskussioun vun där Debatt haut gesinn ech duerfir och an där Optik. Den Débat vun haut dierf net eemoleg sinn a schonns guer net de Schluss sinn! Et muss eischer en Ufank sinn. Mir mussen weiderdiskutéieren, net nëmmen heibannen, mä och dobausse mat der Zivilgesellschaft, mat Patronats- a Gewerkschaftsorganisatiounen. An ech sinn och der Meenung, datt mer missten Hearingen zu dësem Sujet hei an der Chamber organiséieren.

Den Débat ass enorm wichteg. Mir sollen eis net ënner Zäitdrock setzen. Déi iwwerschaafte Plans sectoriels mussen net um Enn vun dësem Joer fäerdeg sinn, och wa se wichteg sinn. Méi wichteg ass, datt mir ons fir d'Eischt eens ginn, wou mir als Land wëllen histéieren an d'Plans sectoriels opgrond vun där Zukunftsvisioun baséiere loossen.

Déi grouss Fro, déi mer eis mussen stellen: Baue mir d'Zukunft vun Land op engem reng ekonomesche Wuesstum op, mat enger Perspektiv vu 4% Wuesstum - oder méi oder manner -, oder baue mer d'Zukunft vun dësem Land op enger ekonomescher Entwécklung op, déi dem Prinzip an dem Wuert „Nohaltegkeet“ och gerecht gétt? Dat ass d'Diskussioun, déi mer mussen féieren. An déi Diskussioun hu mer menger Meenung no bis haut hei an der Chamber net genuch behandelt.

Mer awer iwwer d'Zukunft diskutéieren, mussen mer fir d'Eischt e Bléck zréckwerfen. Huet deen iwwer Jorzéngten unhalende stramme Wuesstum hei am Land dat bruecht, wat mer eis erwaart hunn? Si mir haut méi zefridden a besser drun, wéi virun 20, 30 Joer? Sécherlech muss een déi Fro an enger Rei vu Punkte positiv beäntweren: D'Duerchschnittsverdängschter si gutt. Den Duerchschnittsfamiljen a -bierger geet et gutt hei am Land. Mir hunn eent vun deene beschte Sozialsystemer vun der Welt an esou weider.

Mir mussen awer och déi méi negativ Entwécklung kucken.

D'Entwécklung vun der Populatioun: Déi lescht 30 Joer hu mer e Plus vun 185.000 Awunner, sinn haut op bal 550.000 Leit, déi hei am Land wunnen. Am Schnëtt 12.000 nei Awunner pro Joer!

De Chômage an d'Aarbechtsplazen: De Chômage louch virun 30 Joer bei 7.000 bis 8.000 Leit. An deemools huet d'Tripartite festgehalen, wa mer eng Kéier géife bei 10.000 Chômeure kommen, da wiere mer an enger Krisesituatioun. Haut si mer bei 25.000 ukomm, wa mer déi Leit an de Beschäftigungsinitiative mat derbärechnen. D'Zuel vum Chômage ass enorm ugeklommen, trotz Rekordzouwuess an Arbechtsplazen: haut 400.000 Arbechtsplazen, am Schnëtt 10.000 zusätzlech Arbechtsplaz pro Joer. Vun zéng neien Arbechtsplaz ginn der sechs vu Frontaliere besat. Esouguer an de Krisejoren 2008-2009, d'Kolleegein Loschetter huet dat virdu schonn hei gesot,...

(Interruption par Mme Josée Lorsché)

Lorsché, entschëllegt!

...huet sech e Minus am Wirtschafts..., wou mer kee Wirtschaftswuesstum, souguer e Minus haten - elo hat Der mech komplett duerjernebruecht! -,...

(Hilarité et interruptions)

...e Minus am Wirtschaftswuesstum haten, sinn hei...

(Interruption)

Dach, dach, dach, et ass...

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Dat freet mech awer!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...zwar voll geléck!

Wéi mer kee Wirtschaftswuesstum haten a souguer e Minus haten, hu mer hei am Land nach zousätzlech Arbechtsplaz geschaf, wat en eemoleg Phenomeen ass.

De Statec rechent eis viraus, datt mer bei engem Wuesstum vun am Schnëtt 3% am Joer 2060 600.000 Arbechtsplazen hei am Land hätten. An obwuel mer hei an de leschte Jorzéngten esou vill Geld verdéngt hunn, ass d'Zuel vun deene Leit, déi ënner eng Aarmutsgrenz falen, op 15% eropgaangen, mat steigender Tendenz; dovunner sinn et d'elengerzéiend Mammen, déi am meeschte betraff sinn.

D'Schoulwiesen: Obwuel mer deen deierste Schoulssystem vun der Welt hunn, loossen d'Resultater ëmmer méi ze wënschen iwwer. Den Nivellement vers le bas steet zënter Joren um Ordre du jour.

De Wunnengsbau: Opgrond vun der staarker ekonomescher Entwécklung, mat Rekordzouwuess vun Arbechtsplazen an Awunner, stëmmt d'Relatioun tëscht Offer an Demande net méi, soudatt d'Präisser vu Rekord zu Rekord klammen. 30.000 Lëtzebuerger sinn an d'Grenzregioun geplënnert, si selwer Frontaliere ginn. An de Prinzip, dee mer eis virgeholl hunn, Schaffen a Wunnen esou no wéi méiglech beieenezebréngen, gétt mat dëser Politik grad an déi aner Säit gedriwwen, well och déi 30.000 Frontalieren, vun deenen der vill hei am Land schaffen, mussen all Dag als Frontalier an iwwert d'Stauen hei an d'Land schaffe kommen.

De Landverbrauch: staarken Zouwuess u Wunnengen, awer och Industrie-, Handels- an Handwierskzonen, staarke Landverbrauch, 2 Hektar den Dag oder 730 Hektar d'Joer, déi mer zoubauen.

Den Transport: Permanent Thema ass den Transport, heibannen an dobaussen. D'Staue gi vun Dag zu Dag méi grouss. D'Zich an d'Busse platzen an de Spëtzenzäiten aus allen Néit. D'Infrastrukture kommen net méi no. Mir kréien net méi séier genuch Zuchstrecke gebaut, mir kréien net méi séier genuch d'Material ugeschafft a Buslinien opgericht. Mir kommen net méi no mat dem Autobunnenausbauen, Ëmgeungstroossen an esou weider. Awer och mat aneren Infrastrukturen, Schoulen, Spideeler, Crèchen, bis hin zu Prisonsen, Kläranlagen, iwwerall komme mer net méi no. Mir sinn am Hannertreffen.

D'Familjen: Eis Familjepolitik ass ganz op d'Ekonomie ausgericht ginn. Papp a Mamm mussen hei zu Lëtzebuerg bal matenee schaffe goen, well se zum Deel mussen schaffe goen, fir sech en Egeenheem nach kënnen hei ze leeschten oder fir d'Loyeren ze bezuelen oder hir Famill ze erhalen.

D'Kriminalitéit wiisst, mir brauche méi Polizisten, méi Leit an der Justiz a méi Prisonsen.

A leider hu mer Rekordzuele vu Leit, déi sech an eiser sougenannter Wuelstandsgesellschaft suicidéieren! Lëtzebuerg läit do am internationale Verglach am Spëtzepeloton.

20, 30 Joer Héichkonjunktur, Statsfinanzen: Trotz dësem laange Rekordwuesstum mat Plusvaluen a Milliardenhéicht sinn haut keng Reserve méi do. Et ass kee Sou méi an der Keess. De Statsbudget mécht all Joers Defiziter, am Schnëtt an de leschte Joren eng Milliard pro Joer. D'Schulde klamme vu Joer zu Joer. Mir hunn haut keng Moyenen, fir Scholden zréckzebezuelen an iwwerloossen dat de kommende Generatiounen.

Alles dat ass leider Realitéit. Dat ass déi aner Säit vun der Medail. An ech zit'éieren do eise fréiere Statsminister, deen eng Kéier hei an der Chamber gesot huet, datt se ausrechnen gelooss hätten, datt de stramme Wuesstum just genuch géif ofwerfen, generéieren, fir eventuell seng eegen Nofolgkäschen ze finanzéieren. Haut, mengen ech, mussen mer soen, datt et emol net méi duergeet!

Eis Sozialsystemer berouen, d'Finanzéierung, op deem staarke Wuesstum, virun allem eise Pensiounssystem, wou mer soen, mir misste 4% Wuesstum hunn, fir de Pensiounssystem laangfristeg ze finanzéieren. Dat ass menger Meenung no déi falschsten Hypothees, déi een nëmme ka maachen! Ech ginn lech e Beispill: Fir eng Pensioun ze bezuelen, brauch een dräi Aktiver. Dräi Aktiver fir eng Pensioun! Wa mer 100.000 Pensionnairen hunn, brauche mer 300.000 Aktiver. Wa mer 200.000 Pensionnairen eng Kéier hunn, da brauche mer 600.000 Aktiver. A wa mer eng Kéier méi der hunn, 500.000 Pensionnairen, da bräichte mer theoretisch 1,5 Milliounen Aktiver.

Jiddweree gesäit also, datt déi Hypothees, fir ze soen, mir brauchen esou e staarke Wuesstum, fir eis Pensiounssystemer ze finanzéieren, datt déi de Problem net méi kleng mécht, mä datt déi de Problem méi grouss mécht, datt déi riicht an de Chaos féiert! Et gétt natierlech Grenzen u Land an u Leit, a mir mussen duerfir Finanzéierungssystemer schafen, déi ons net an d'Ofhängegkeet bréngen, an der Moyenne mussen esou e staarken ekonomesche Wuesstum zu hunn.

Awer och bei neien Entreprisë mussen mer eis eng Rei vu Froe stellen. D'Fro: Bréngt et eise Land eppes, all déi nei Entreprene, déi mer an d'Land huelen? Déi Fro hu mer bis elo nach ni eeschtlech gestallt, wa mer éierlech sinn.

An de leschte Joren hu mer all Joers 3.000 nei Betriber hei an d'Land opgehall. Am Abléck hu mer 33.000 Betriber hei am Land. D'Kollektivitéitssteuer vun dësen 33.000 Betriber: Déi



bezuelen 2012 1.551.000.000, 2013 1.520.000.000, 2014 1,5 Milliarden. Mir hunn an deenen dräi Joer 9.000 nei Betriber hei an d'Land bruecht, awer mir hu manner Kollektivitéitssteier erakritt. Mir kommen net derlaanscht - an déi Aarbecht muss d'Regierung eis maachen -, emol genau ze kucken, wat e Betrib eis bréngt. Ech sinn iwwerzeegt, datt mer Betriber hei an d'Land gezunn hunn, déi awer global gesi fir d'Land negativ waren.

D'Froen, déi mir eis musse stellen: Wat brénge mir engem Betrib, wat musse mir engem Betrib eventuell ginn un Terrainen, Infrastrukturen oder soss Hëllef? Wéi vill Leit beschäftegt de Betrib? Wat fir Leit? Héich qualifizéiert Leit mat engem héije Lohn oder Leit mat Mindestlohn? Hu mir déi Leit hei am Land? Oder musse mer se siche goen? Sinn dat Leit, déi Steiere bezuelen, oder sinn et just Leit, déi um Mindestlohn leien? Sinn et Frontalieren oder sinn et Résidenten, deene mer mussen hei eng Plaz schafen, déi vläicht keng Steiere bezuelen als Frontalier, déi awer och vläicht keng... wou de Stat awer muss d'Cotisation fir an d'Pensionsbezuelen, Studentebourssen, Chômage, Transportproblemer? An och vläicht bezilt de Betrib keng Steieren. Oder bezilt e keng, huet awer vläicht e positiven Afloss op eis Ekonomie? All déi Froe musse mer eis stellen!

Mir kënnen net einfach Betriber ulackelen, ouni am Virus ze kucken, ob de Betrib eppes bréngt oder net! D'Resultat vun esou Analyse kann och sinn, datt et besser wier, bestëmmte Betriber an der Grenzregioun unzesiedelen, wann do d'Leit wunnen, déi missten an déi Betriber schaffe goen, amplaz datt mer d'Betriber hei am Land usiedelen, nâischt dervun hunn, an déi Leit musse sech alleguer aus der Grenzregioun hei op Lëtzebuerg déplacéieren.

Et ass eng Aufgab, sinn ech der Meenung, déi d'Regierung onbedéngt misst maachen: Kucken, wat déi eenzel Betriber an deenen eenzelne Secteure bréngen, an net blannemännerchers eng Politik maache vun ëmmer méi Betriber, ouni d'Resultat ze kucken.

Resüméiert musse mer eis dës Froen also stellen: Fanne mir et normal, datt mir all Joer zéngtausend nei Aarbechtsplaze schafen an de Chômage klëmmt vu Joer zu Joer? Fanne mir et richtig, datt mir souwuel Räichtum hei am Land schafen an trotzdeem ëmmer méi Familljen a Leit ënnert d'Aarmutsgrenz falen? Fanne mir et normal, datt deen deierste Schoulsystem vun der Welt ëmmer méi schlecht Resultater opweist?

Fanne mir et familijepolitesch richtig, datt Mamm a Papp musse schaffe goen, fir hir Famill kënnen ze erhalen? Fanne mir et normal, datt eis Kanner a vill Famillje mussen an d'Grenzregioun wunne goen? Fanne mir et richtig, datt mir haut Scholde maachen, fir eise Liewensstandard nach weider auszubauen, a fanne mir et richtig, datt déi Scholden, déi mir haut maachen, déi nächst Generatiounen mussen zréckbezuelen?

Fanne mir et normal, datt, fir datt eise Sozialsystem laangfristeg kann iwwerliewen, mir déi zukünftige Generatiounen an enger onléisbarer Situatioun zréckloossen? An zum Schluss: Wëlle mir eng Gesellschaft, wou de Mënsch nach just am Dëngscht vun der Ekonomie ze stoen huet a just nach materiell Wäerter zielen?

Här President, all déi Froe musse mir eis stellen, ier mer iwwert d'Zukunft vum Land diskutéieren. Mir mussen de Courage hunn, och dës Froen ze stellen. Mir musse fir d'Éischt eng Analys maachen, wat vun deem stramme Wuesstum vun de leschten 30 Joer positiv an negativ ass. An da musse mer déi néideg Konklusiounen zéien, an dann decidéieren!

Ech ka mer virstellen, datt mir bei de Konklusiounen ons och ganz eens ginn, datt et net kann esou weidergoen. Et gëtt natierlech Grenzen u Fläch, Natur a Mënschen. Duerfir gleewen ech, datt mer eis eens op deem Punkt ginn, datt et net kann esou viruugen, wa mer net wëllen, datt déi kommend Generatiounen voll an de Chaos rennen!

Méi schwéier gëtt et, aus de Konklusiounen Décisiounen ze zéien. Wa mir zur Konklusioun kommen, datt, wa mer weider esou e stramme Wuesstum upeilen, et dann an de Chaos féiert, da bedéngt dat konsequenterweis en Emdenke vun eiser ekonomescher Entwécklung an och konsequenterweis en Emdenke mat der Gestoun vun deem Geld, wat mir dann als Gesellschaft verdéngen.

An hei läit de Problem, well, wa mer éierlech sinn, kee vun eis alleguer bis haut de Courage hat, fir dat éierlech ze soen, Konklusiounen ze zéien an ze soen, wat fir eng Décisioun sech

opgrond vun deene Konklusiounen opdrängen. Net, well kee vun eis weess, wat misst decidéiert ginn. Neen, villméi, well d'Politik - an ech soen d'Politik en général - Angscht huet, oppen auszuschwätzen, wat dat Emdenke verlaangt. De Mentalitéitswiessel an enger Gesellschaft, déi iwwer Joren, Jorzéngte mam Scheckheft bedéngt ginn ass, erbäizeféieren, ass net einfach, awer längst iwwerfällg.

Duerfir musse mer net nëmmen als Politiker, mä zesumme mat der Zivilgesellschaft a mat de Leit am Land offen an ouni Tabu iwwer alles an déi gesamt Problematik diskutéieren. Duerfir hunn ech virdrun och hei gesot, ech sinn der Meenung, datt dat hei net d'ärf de Schluss, mä den Ufank vun enger Diskussioun sinn, an datt een och soll hei Hearingen iwwert dee Sujet maachen. Wat éischer, wat besser! Duerfir gesinn ech an där heiter Diskussioun, wéi gesot, en Ufank.

Landesplanung ass enorm wichteg an ass längst iwwerfällg. Mä fir elo blannemännerchers an esou séier wéi méiglech Décisiounen iwwert d'Landesplanung ze huelen, wier falsch. Mir sollen zwar keng Zäit verléieren, awer mir mussen virun den Décisiounen wëssen, wou mer wëllen als Land a Gesellschaft histeieren an, ganz wichteg, wéi nohalteg eis Décisiounen si fir déi zukünftige Generatiounen.

Wa mer mengen, mir misste weider esou stramm wuessen, da sinn all Diskussiounen, déi mer bis elo haut hei gefouert hunn, ëmssot! Wa mer mengen, mir missten e Plang elo séier maachen, deen iergendwéi gutt ass, awer och seng Grenzen huet, a mir kucken net, wéi mer de Wuesstum an Zukunft kontrolléiert kréien, a mir mengen, mir missten d'selwecht wuesse wéi an deene leschten 20, 30 Joer, da sinn déi Pläng, egal wat fir eng Pläng mer maachen an egal wéi gutt se geduecht sinn, déi Pläng, da sti mer spéitstens a fennef Joer erëm hei a mer fänken erëm vu vir un ze diskutéieren a soen: Elo geet et net méi mat deene Pläng do duer a mir mussen elo erëm frësch denken!

Mir mussen eis ekonomesch Entwécklung an de Grëff kréien. An dat ass net einfach, well mir eleng net doriwwer decidéieren. Et sinn international Krittären, déi matspillen, mä et spillen awer och vill national Krittäre mat: d'Steierpolitik, Land, wat mer zur Verfügung stellen, ob mer Betriber ulackelen oder net ulackelen. A mer mussen d'Prozedur all Kéiers bis hannen duerchdenken.

Dat ass eng ganz schwéier Diskussioun. An duerfir ass et och net, fir mat där Politik eng klengkaréiert Parteipolitik ze maachen. Et solle keng Viraussetzung ginn, et sollen och keng Tabuthema ginn. An et soll och keen deem anere Virwërf maachen. A mer sollen och net zréckkucken a soen, déi do hunn dat falsch gemaach an déi hei maachen dat heite falsch, an dee mécht dat besser an deen aneren net. Esou komme mer net virun!

Mir sollen de Courage hunn, wierkech déi dote Froen emol eng Kéier ze diskutéieren, oppe mat eiser Gesellschaft. An ech sinn iwwerzeegt, datt d'Leit am Land bereet sinn, och an déi Richtung ze goen. Well keen hei am Land wëllt, datt seng Kanner spéiderhin an enger Gesellschaft wunnen, wou alles zoubetönet ass, wou alles am Stau steet a wou keng Liewensqualität méi ass. Wou mer just eng Politik gemaach hunn an eng Gesellschaft opgebaut hunn, déi sech reng op materiell Wäerter opgebaut huet an net op d'Liewensqualität vun den eegene Bierger.

An duerfir maachen ech mäin Appell, datt mer sollen als Parteien zesummen dee Courage hunn, déi Diskussioun ze féieren. An ech sinn iwwerzeegt, datt mer déi richtig Konklusiounen kréien. An aus de Konklusiounen dränge sech dann Décisiounen op, déi sécherlech net einfach sinn. Mä, wa mer dat Zil wëllen, komme mer net derlaanscht!

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Nächste Riedner ass den Här Justin Turpel.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, mir brauchen eng Zukunftsdebatt. Wéi soll Lëtzebuerg an 20, 30 Joer ausginn? Dat ass eng Fro, déi mer eis musse stellen an déi mer zesumme sollen diskutéieren.

Wéi ech an der Kommissioun virun e puer Méint gefrot hunn, wéi de François Bausch d'Plans sectoriels presentéiert huet, also d'Konklusiounen, gefrot hunn, fir iwwer strategesch Optiounen vun der Landesplanung ze schwätzen, war de Minister Bausch direkt d'accord, fir esou eng Debatt hei an der Chamber ze féieren. An ech soen him och Merci derfir.

Ech mengen awer, datt d'Zäit, déi mir hei zur Verfügung steet, fir iwwer esou grondleeënd Froen ze schwätzen, net duergeet, fir eng seriö

Debatt ze féieren. Duerfir wëll ech just e puer zentral Punkten ervirhiewen. Net nëmmen déi berechtigt Froen, déi mäi Virriedner, de Gast Gibéryen, opgeworf huet, mä ech versichen och eng Rei Léisungsvirschléi ze ginn.

Doriwwer eraus sinn ech och frou, datt de Virschlag vun der Diskussioun mat den ONGen, mat der Zivilgesellschaft, vum Minister ugeholl ginn ass, och wann ech et léiwer hätt, datt géif een effentlechen Hearing stattfanne mat deenen Organisatiounen, fir déi Froen och gemeinsam ze diskutéieren. Ech hoffen awer, datt mer an der Chamber och op déi Diskussiounen zréckkommen an, wat mäi Virriedner och gesot huet, haut d'Diskussioun net eriwuer ass, mä datt mer zesumme schwätzen, wéi mer déi grondleeënd Diskussioun do weiderféieren.

Bis elo ginn an der Landesplanung virun allem Feststellungen gemaach an Auswierkunge gekuckt. Wéi eng Auswierkungen hätt, hat an huet de Wuesstum zu Lëtzebuerg op de Flächenverbrauch, de Wunnengsbau, d'Ëmwelt, d'Recetté vum Stat, d'Sozialversécherungen? A wa mer iwwert d'Zukunft schwätzen, ass et meeschtens, fir ze kucken: Wat musse mer maachen, wann et esou weidergeet mam Wuesstum? Well et soll jo weidergoen. Wéi vill Fläch brauche mer fir Betriber, Wunnengen, Stroossen an effentlechen Transport? A wéi kënnen mer dat gestalten?

Et gëtt awer weindeg gefrot: Ass et iwwerhaapt ze verkraaften, fir esou weiderzefueren? Déi éischt Fro, déi sech stellt, ass net nëmmen: Wéi kënnen mer de Wuesstum anescht kanaliséieren? Mä et ass déi: Ass déi reng quantitativ Wuesstumslogik - de Michel Wolter huet vu 4% geschwat, déi noutwendeg wieren - iwwerhaapt noutwendeg a wat sinn hir Konsequenzen?

An dozou zwou Feststellungen. Éischt Feststellung: De Wuesstum vum Bruttoinlandsprodukt ass net automatesch gutt fir d'Wuelbefanne vun de Bierger. Esou geet et zu Lëtzebuerg, trotz oder grad vläicht och weinst kontinuierlech steigendem Bruttoinlandsprodukt, dem Human Development Index no, dem Bierger net onbedéngt gutt. Mir stinn am internationale Ranking op 21. Plaz. A virun allem: Just an dräi europäesche Länner ass d'Wuelbefanne zréckgaangen, dat sinn Irland, Griichenland a Lëtzebuerg. An all den anere Länner huet d'Wuelbefanne sech, deem Index no, verbessert, ausser am Qatar, den Arabesche Vereenegten Emirater, Kuba a Lettland.

(**Mme Simone Beissel prend la présidence.**)

Déi zweet Feststellung, déi ass hei gemaach ginn - op déi ginn ech net weider méi laang an -, dat ass de Flächenverbrauch: 2 Hektar den Dag. Et kann net esou weidergoen! A berechteterweis steet am Dokument, wat mer kritt hunn, Sait 24: «Si le laisser-faire persiste, la superficie restante sera consommée en 183 ans.» A wéi d'Presidentin vum Mouvement écologique de Moien nach eng Kéier richtig ervirgestrach huet: Op engem endleche Planéit kann een net onendlech wuessen!

Duerfir brauche mir Alternativen zu enger renger Wuesstumslogik. Et gëtt ëmmer gesot, fir d'Finanzéierung vun de Sozialversécherungen, vun de Pensiounen brauche mer Wuesstum - mäi Virriedner huet och dovunner geschwat -, ëmmer méi Salariéen, fir d'Pensiounen ze bezuelen. An hien huet opgewisen d'Logik dovunner: Wann dat net géif geschéien, misste mer entweder méi laang schaffe goen oder mer kréichen d'Pensiounen gekierzt. Mä déi Rechnung wäert net opgoen. Dat ass eng Spiral ouni Enn: ëmmer méi! An dat kann net onbegrenzt esou weidergefuert ginn. An duerfir brauche mer Alternativen, well soss kënn et zu de Kierzungen oder zu méi laang schaffe goen, wéi dat schonn an enger Rei Länner de Fall ass.

An dat ass eng vun den éischten Alternativen, iwwert déi mer missten diskutéieren, well dat jo ëmmer erëm d'Ursach ass, firwat datt d'Wuesstumslogik hei gerechtfertegt gëtt. Dat ass, mir bräichten eng zousätzlech Finanzéierungsquell vun de Sozialversécherungen an de Pensiounen. D'Leit ginn nämlech net ëmmer nème méi al, mä produzéieren och ëmmer méi Mehrwert. Dovunner soll een Deel genotzt gi fir d'Finanzéierung vun de Sozialversécherungen, anstatt datt e puer Leit, deen ieweschten 1%, ëmmer méi akkumuléieren, an déi aner Leit ëmmer méi aarm ginn, inklusiv duerch d'Kierzung vun de Pensiounen.

Net all Wuesstum ass nohalteg. Ech mengen, dat ass ee Saz, dee kënn bal jiddwereen heibanne scho gesot hunn.

D'Fro: Wat bréngt beispillsweis de massiven Ausbau vum Logistiksecteur, virun allem dem Transport, och iwwert d'Strooss, fir Lëtzebuerg? Wier beispillsweis den Ausbau vun der Produktioun vun erneierbaren Energien net besser a méi intelligent? Beispillsweis, ech wëll drun erënneren, datt am Tréier Raum 30% erneierbar Energie produzéiert ginn, mir si bei dräi Komma eppes Prozent. Wéi solle mir

d'Fransousen iwwerzeegen, datt ee Cattenom soll zoumaachen an op aner Energie setzen, wa mer et selwer net fäerdebréngen?

Sou wéi mer iwwerhaapt missten iwwer méi eng intelligent Diversifikatioun vun der Wirtschaft schwätzen. En plus fänkt déi reng quantitativ Wuesstumslogik un, all Beräicher vun onsem Liewen ze duerchdréngen, op eng Aart a Weis, déi net ëmmer gutt ass. Beispillsweis bei der Kannererzéierung. Beispillsweis an de Schoulen, wou den Drock, produktiv ze sinn, ëmmer méi zouhëlt an ëmmer méi Kanner drënner leiden. Aner Modeller vun Aarbechtsplazen, och a Verbindung mat Kannererzéierung a sozialer Ofsécherung, doriwwer misst een nodenken.

Een zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, ass d'Problematik vum Wunnen an den Aarbechtsplazen. Krass ass d'Situatioun virun allem an der Stad, wou op een Awunner 3,8 Aarbechtsplaze kommen. D'Zil misst et eigentlech sinn, fir an enger Géigend d'Verhältnis vu Wunnen/Schaffe beieneenzebréngen, dat heescht, fir d'Verhältnis Wunnen/Aarbechtsplazen 1:1 unzenäheren. Dat ass keen Zil, wat mer eis vu Gemeng zu Gemeng kënnen ginn, mä datt musse mer eis an de Regione ginn. An de Regione mécht dat awer Sënn. Duerfir brauche mer och eng Regionalplanung vun Usiedlung vun de Betriber an den Aarbechtsplazen.

An esou wéi beim Wuesstum net nëmmen d'Quantitéit, mä och d'Qualitéit ziele muss, ass et och bei den Aarbechtsplazen. Wéi eng Aarbechtsplaze wëlle mer schafen? Fir wien? Fir wéi eng Chômeuren? Passe se? A wéi eng Qualitéit hunn déi Aarbechtsplazen? Ass d'Gefor net déi, datt ëmmer méi Aarbechtsplaze geschaf gi mat grousser Précaritéit? Sinn net och aner Modeller vun Aarbechtszäite méiglech? Wat alles Konsequenzen huet op d'Landesplanung, d'Mobilitéit an esou weider.

D'national Diversifizéierung vu Betriber an Aarbechtsplazen ass noutwendeg. Duerfir brauchen d'Regiounen eng regional Zesummenaarbecht, fir déi mer och entspriechend Strukturen brauchen. Wéi eng Strukturen sollen dat sinn? Doriwwer solle mer schwätzen.

Diversifizéierung heescht och Diversifizéierung an der Groussregioun. Ech hat, wéi mer hei zesummesouzen, wéi d'Regierung d'Konklusiounen vun de Plans sectoriels presentéiert huet, gefrot: Wat sinn eis Instrumenter, wat ass eis legal Basis vun deem, wat am grenziwwergräifende Beräich méiglech ass? An d'Regierung huet eis jo och als Annex dat geschéckt. Wann een dat awer emol kuckt, mierkt een, datt eigentlech ganz weindeg Instrumenter do sinn an datt dat Ganz eigentlech eng voluntaristesche Saach ass de Moment. An och doriwwer soll een nodenken, fir méi eng effikass Landesplanung an der Groussregioun ze kréien.

Ech géif et gutt fannen, wann de CPI, dat heescht d'Conférence parlementaire interrégionale, sech kéint mat där Thematik ofginn, fir zesumme mat de Parlamentarier aus deenen anere Länner iwwert déi Instrumenter nozedenken, déi mer bräichten, vu Strukturen, Institutiounen a Gesetzgebung, fir landesplaneresch an der Groussregioun ze schaffen.

Da kommen ech zum Wunnen a Wunnengsbau. Ech mengen, dat ass kee Geheimnis, dat ass ee groussen Échec. Een totalen Échec! Mir bräichten eigentlech all Joers 4.000 bis 5.000 Wunnengen, fir dem Bedarf u Wunnengen nozekommen. Mam Nohuelbedarf sinn et eigentlech scho bal 8.000 Wunnengen d'Joer, soudatt mer an engem Zäitraum vun zéng Joer eigentlech 60.000 bis 80.000 Wunnenge bräichten.

Mä weder d'effentlech Hand, mat deenen Instrumenter, déi se elo huet, nach de Privatsecteur kommen deem no. An déi Fro ass emol net ugehend (veuillez lire: usazweis) geléist! Se ass net geléist, well mer eis keng kloer Ziler ginn. An et misste kloer Ziler opgestallt ginn, wéi vill Wunnengen datt mer brauchen. An da misste mer zesumme festleeën, wéi mer déi Ziler errechen. A mir mengen, datt se net ze erreche sinn duerch de Privatsecteur oder d'Gemengen eleng!

Mir bräichten effentlech Wunnengsbaugesellschaften, eng effentlech Wunnengsbaugesellschaft vum Stat, déi mat de Gemengen zesummen déi Wunnenge bauen, déi mer brauchen. Méi wéi, wann ech dat richtig verstanen hunn de Moien an der Logementskommissioun, déi 1.000 Wunnengen, wéi de President, den ehemolege President vum Fonds du Logement gesot huet, datt de Fonds du Logement kéint stämmen. Méi wéi... déi 1.000 Wunnenge ginn och net duer. Esou Wunnengsbaugesellschaften gëtt et. Déi schafen Aarbechtsplazen, déi forméiere Leit an déi sinn och eng Hëllef fir den Aarbechtsmaart.

Mir hunn am Bauperimeter vun de Gemenge vill Plaz, fir ze bauen, och méi dicht ze bauen. An och do soll iwwer nei Forme vu Wunnen a Wunnengsbau, Beispill Baugenossenschaften, Baugemeinschaften, Méigeneratiounshaiser no-



geduecht ginn, wat awer eng Debatt ass, op déi ech elo net hei kann agoen. Mä et ass jo eng Orientéierungsdebatt iwwert de Wunnensbau virgesinn, wou ee sécherlech kann dorobber zrëckkommen.

Mä mir sollen awer och oppassen, datt mer net alles zoubauen. Mir brauchen an eise Stied, an eise Quartieren, an eisen Dierfer, brauche mer effentleche Raum. Mir brauchen een Duerfkär. Mir brauchen ee Stadkär. Mir brauchen effentleche Plazen. Mir brauchen ee Commerce de proximité, dee sécherlech besser wier, wéi een Auchan matzen an de Wunnquartieren, wat fir mech eng Katastroph ass, déi mindestens grad esou grouss ass wéi déi vu Léiweng.

Mir brauche Plaz fir Schoulen, Crèchen, mir brauche Jugendhaiser. Mir brauche Plaz fir al a jonk Leit. An och dat muss geplangt ginn. Dat si strategesch Optiounen, déi eigentlech missen um Niveau vun de Gemenge festgeluecht ginn, déi awer ganz dacks beim Opstelle vun de PAGen ze kuerz kommen oder vergiess ginn. An ech mengen, et wär wichteg, datt mer e Schwéierpunkt géifen drop setzen, datt déi strategesch Optiounen, déi d'Gemenge sollen huele fir d'PAGen, an dobäi och d'Duerfkären a wat déi solle beinhalte vu gemeinsamen Infrastrukturen, an der Wichtigkeet sollen ervirgehuewe ginn.

An da brauche mer natierlech aner Präisser, déi de Moment vill ze vill héich sinn. Déi bedéngt sinn dacks duerch d'Spekulatioun um Terrain - am Géigesaz zu deem, wat d'DP gemengt huet -, duerch d'Gewënner, déi d'Promoteuren an d'Täsch stiechen. Och bedéngt duerch eis Mobilitéit, déi mer hunn, wou, wann een emol alles zesummerechent vu Garagen, Parkplazen, 20 bis 40% kéinten agespuert ginn. Mä ech ginn dovun aus, datt dat Punkte sinn, op déi mer an der Orientéierungsdebatt iwwert de Logement Enn Abrëll kënnen zrëckkommen.

An dann zur Mobilitéit. Mir sinn haut nach am Denke vun der „Reichsgaragenordnung“ vum Hitler vun 1939, deen drop gehalen huet, datt bei all Haus eng Garage ass, fir den Auto hinzustellen, de VW Käfer. An haut nach sinn d'Garagen...

(Interruption)

...haut sinn d'Garagen effektiv nach ganz dacks déi gréisste Raim an déi beschte geheizte Raim, déi mer an den Haiser hunn. Mir sinn haut nach an där Logik gefaangen, déi deemools effektiv op d'Schinne gesat ginn ass.

A wann den Hollande op Lëtzebuerg kënnt, fir ze soen, hie géif d'Autobunn vun Thionville op d'Grenz ausbauen, dann ass dat e Reflet dovun. A wa souguer de Minister Bausch, dee jo eng aner Politik do vertritt, seet, e géif elo wëllen eng drëtt Autobunnsspur maachen, dann ass dat och ee Reflet vun där falscher Mobilitéitslogik.

An ech mengen, iwwerhaupt d'Tatsaach insgesamt, datt mer den Individualverkäier nach ausbaue wëllen an deenen nächste Joren, trotz IVL an trotz MoDu an esou weider, datt deen nach soll zouhuelen, weist, datt mer net do sinn, wou mer musse bei engem alternativen effentlechen Transport hikommen. Souwuel den effentlechen Transport wéi den Individualtransport, och am grenziwwerscheidende Beräich. Am grenziwwerscheidende Beräich, wou mer eis wahrscheinlech eens sinn, datt eng Schwebebahn vun Thionville op Esch oder an d'Stad net déi richteg Léisung ass, mä wou dann awer aner Léisunge musse dohinnerkommen! An déi sinn de Moment net do!

Dann d'Fro...

(Interruption par M. François Bausch)

Jo, wat d'Capacités awer ugeet, wäert et net duergoen, fir deem gerecht ze ginn, mä och dorobber komme mer dann zrëck.

D'Fro vum Privatbesetz, déi d'Regierung opgeworf huet, déi eng wichteg Fro ass: Am Dokument, wat mer kritt hunn, gëtt sech op der Sait 32 bezunn op d'Grande Charte vun 1215, fir ze soen, datt eis Opfaassung vu Grondbesetz nach dorobber fousst, aus enger Zäit vu Leibeigenschaft a Latifundien, déi sech alles wollten uneegen. Trotzdeem si mer elo 800 Joer méi spéit. Mä haut gëllen effektiv - an duerfir fannen ech et och richteg, datt dat opgeworf ginn ass - wäitgehend déiselwecht Regeln! Keng Angscht, och mir wëllen de Privatbesetz net ofschafen, wat awer net heescht, datt der Akkumulatioun an der Usammlung vu Rächtum an eenzelnen Hänn, datt deem muss nogekuckt ginn.

Kloer ass awer: Eise juristesche System entsprécht net de gesellschaftleche Bedürfnissen an dem allgemengen Interessi vun haut. Wa beispillsweis en Terrain, dee reklasséiert gëtt aus enger Zone habitable an eng Zone différee, wann dat ugesi gëtt als Atteinte op de Privatbesetz an do da muss praktesch Schuedenersaz bezuelt ginn - praktesch gläichgestallt mat enger Enttegnung -, ech mengen, dann

hu mer e Problem! An dee Problem hu mer, an deen ass net geléist. Mir brauchen do grondleend nei juristisch Instrumenter, fir dat an de Grëff ze kréien, well soss wäerte mer et net fäerdegbréngen, fir déi Terrainen, déi bestinn, déi bebaubar sinn, fir déi deblockéiert ze kréien, wa mer esou weiderfuere, wéi d'Jurisprudenzen dat de Moment soen.

An Däitschland gëtt et am Grondgesetz den Artikel 14, deen Der kennt, deen heescht: „Eigentum verpflichtet.“ Dat heescht net nëmmen, datt ee säin Eigentum eventuell muss zur Verfügung stelle fir den allgemengen Interêt, dat heescht awer och, datt een deen Eigentum, deen een huet, muss esou notzen, datt et e sozialverpflichtend Notzen ass. Am däitsche Grondgesetz kënnt dat vläicht éischter aus der chrëschtlicher Sozialléier. Mä bei eis feelt awer de Géigepart, fir d'Eigentum am allgemengen Interêt mussen ze notzen. Et ass keng Verpflichtung bei eis, fir dat ze maachen. An dat ass eng Diskussioun, déi mer solle féieren, well och een, deen Terrainen huet oder eng Wunneng huet, Verpflichtungen huet, déi ee vläicht zum Deel kann iwwer Steieren steieren, mä wou mer awer och musse méi wäit goen.

Ee Wuert zur Landwirtschaft,...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Turpel,...

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- ...well meng Zäit zimlech op d'Enn kënnt.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Dir sidd schonn driwwer.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Mir brauchen e Plan sectoriel «Landwirtschaft», menger Meinung no, deen déi verschiddenen Aspekter vum Plan sectoriel «Landschaften» a vum Plan de développement rural zesummefaasst an eng Approche, eng positiv Approche gëtt zu der Landwirtschaft. Wat ass hiren Zweck? Wéi a wou ka se schaffen? Well mir brauchen eng Landwirtschaft, Geméisubau an esou weider. Och dat ass ganz wichteg fir Aarbechtsplazen. Do misst och Plaz si fir aner Formen vu Kooperatioun a Kooperativen.

Dee leschte Punkt, deen ech wollt maachen, kann ech dann net méi maachen. Dat ass deen iwwert d'Finanzen. Mir mussen awer drop zrëckkommen, well wann ech richteg gesinn, stinn Iwwerleeungen, fir eng nei Gemengesteier ze schafen, déi d'Bierger erëm eng Käier solle bezuelen.

Zum Schluss wëll ech da soen, datt et wahrscheinlich nach eng ganz Rei aner Froen ginn, déi ee misst diskutieren, op déi ech elo net wollt agoen, wéi d'Participatioun vun de Bierger, de Widersproch tëschent den Interesse vun de Multiplien an der Allgemengheet. Mä do wäerte mer bei TTIP, CETA an TISA nach drop zrëckkommen, bis hin zu enger ganzer Rei anere Froen vum Ongläichheeten an Emverdeelung, déi och an der Landesplanung eng Roll spillen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix**.- Très bien!

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Madame Presidentin!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Merci, Här Turpel.

Ja?

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- Madame Presidentin,...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Här Minister.

► **M. Dan Kersch**, *Ministre de l'Intérieur*.- ...ech hu mat grousser Opmierksamkeit dem Här Turpel elo déi ganzen Zäit nogelauschert. A wann ech och villes kann deelen, wat en elo gesot huet, muss ech awer soen: Bei där leschter Ausso sinn ech e bëssen iwwerrascht! Ech mengen net, datt iergendwou ugedeit ass, eng nei Gemengesteier anzeféieren, déi d'Bierger géif belastschen. Dat ass, mengen ech, net op der Dagesuerdnung vun der Regierung.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, ech mengen, Här Minister, ech hunn och näischt esou... Dat ass déi éischte Käier, wou den Här Turpel dat seet. Här Turpel.

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- Ech kommen einfach an enger Question parlementaire drop zrëck, well ech elo keng Zäit hunn, fir driwwer ze diskutieren, mä...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Jo, et ass gutt, well...

► **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*).- ...ech sinn en opmierksame Lieser vun de Beroder vun der Regierung.

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*.- Dat ass fein, Här Turpel, well Dir waart schonn eng Zäit iwwer Äre Maximum, an ech hunn lech gewäerde gelooss, well Der esou am Jumm waart. Sou, elo kënnt den Här Marc Lies,

fir dass mer e bësselchen hei l'Ordre dans la boutique halen. Här Lies, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Lies** (CSV).- Madame Presidentin, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, den 28. November huet d'Regierung décidéiert, déi véier sektoriell Pläng zrëckzezéie wéinst juristeschen Onsécherheeten. D'Regierung ass awer och gewéllt, datt d'Plans sectoriels enner enger ugepasstener Form awer nees op den Instanze we solle bruecht ginn. Deem schléisst sech d'CSV-Fraktioun natierlech och un.

De Plan sectoriel «Logement» ass natierlech ee vun den Haaptpillere vun dese Pläng, wat d'Weiderentwécklung vun eise Land ueget. Déi sëllechen Avisen, déi d'lescht Joer erageholl gi sinn, solle bei der Opstellung vun diesen neie Pläng natierlech mat afléisse gelooss ginn. D'Autonomie communale muss natierlech viru bestoe bleiwen. An et muss deene lokale kommunale Gegebenheeten och Rechnung gedroe ginn.

Nodeems an deene leschten zwielf Méint vill geschitt ass, wat d'Plans sectoriels ueget, a vun de Majoritéitspartei vill kritiséiert ginn ass, wat d'Pläng vun der viregter Regierung ueget, lafe mer elo net awer Gefor, well nees alles eng Käier nei soll iwwerschaft ginn, datt de Retard ëmmer méi grouss gëtt? Lefe mer net och Gefor, datt d'Spekulatioun op deenen nei ausgewisenen Terraine voll entbrennt?

Ech mengen, des Spekulatioun ass definitiv schonn entbrannt. An do wier och d'Fro, vu datt de Max Hahn virdrun awer och op verschide Saachen do ze schwätze komm ass, ob d'DP net och deeselwechte Risiko gesäit, datt opgrond vun der Ausweisung vu verschiddenen Terrainen do awer d'Spekulatioun massiv op verschiddenen Terraine schonn entbrannt ass.

Wat huet d'Regierung mat de Projets d'enverguer wëlles? Sinn des elo nees a Fro gestallt? Déi Fro, déi stelle mir eis. Sinn d'Communes prioritaires a complémentaires kee Sujet méi an Zukunft? Wéi geet et mat de PAGe vun de Gemenge weider? D'Fro, déi sech awer stellt: Hält d'Regierung un de Plans sectoriels en tant que tels fest oder soll éischter nom Prinzip vum IVL virugeschaft ginn?

Dir Dammen an Dir Hären, Froen iwwer Froen, déi sech stellen an iwwert déi sech d'Fraktioun vun der CSV och hir Gedanken a leschter Zäit gemaach huet.

Ech wéilt lech gär eng Rei vu Reflexiounen mat op de Wee ginn, wat de Logement ueget.

Éischtens ass ze wëssen, datt mir hei zu Lëtzebuerg an enger ganz spezifischer Situatioun sinn, wat de Populationswuesstum ueget. Eist Land ass, bedéngt duerch seng geografesch an duerch seng wirtschaftlech Lag, an deene leschte Jore praktesch explodéiert, wat de Populationswuesstum ueget. Op den 1. Januar 2014 hu 549.000 Leit am Grand-Duché gelieft. Den 1. Januar 1960, virun eppes méi wéi 50 Joer, hunn 313.000 Bierger hei zu Lëtzebuerg gewunnt. Dat ass eng Croissance vu 75,5% innerhalb vun eppes méi wéi 50 Joer.

Eis dräi Nopeschlänner - just am Verglach - hu folgende Populationswuesstum op déi lescht 50 Joer virzeweisen: Frankräich läit bei enger Croissance vu ronn 40%, d'Belsch bei 21% an Däitschland bei 13%. D'Europäesch Unioen verzechent eng Croissance moyenne vu 25%. Am Joer 2013 louch de Solde migratoire an der EU bei 1,3‰, wat engem Zouwuess vu 653.000 Bierger entsprach huet. Lëtzebuerg läit hei bei engem Plus vun 19‰. Duerno kënnt Malta mat 7,6‰ a Schweden mat 6,8‰.

Lëtzebuerg ass dräimol esou séier gewuess wéi d'Moyenne an der EU an deene leschte 50 Joer. Am Joer 2013 si mir 2,5-mol méi séier gewuess wéi Malta, wat déi zweethöchst Croissance an der EU am Joer 2013 opzeweisen hat. Virun zéng Joer, op den 1. Januar 2004, huet eist Land 455.000 Awunner gezielt. Op den 1. Januar 2009, matzen an der Finanz- a Wirtschaftskris, hu 493.000 Leit hei am Grand-Duché gelieft. Am Zéngjoresverglach entsprécht dat enger Croissance vu ronn 21%. Am Fénnefjoresverglach, während de Krisejoren, entsprécht dat enger Croissance vun 11,5%.

Zwetens, d'Gréisst vun de Ménagen huet awer och am Laf vun de Jore geännert. Woren et am Joer 2001 nach 2,5 Persoune pro Ménage, esou läit d'Wohnungsbedarfsprognos fir d'Joer 2021 bei 2,3 Persoune pro Ménage. Dat heescht also, datt mir an de kommende Joren nach méi Wunnenge brauchen, fir der Demande Rechnung ze droen.

Drëtens, eis Wunnenge sinn am Duerchschnitt nach ze grouss. Hei wier et ubruucht, och am Bestand derfir ze suergen, datt méi Wunnunitéiten autoriséiert kéinte ginn. Duerfir sollte mir eis verstärkt Gedanke maachen iwwert d'Densificatioun innerhalb vum bestehende Perimeter.

A ville Bautregelementer steet beispillsweis ëmmer nach, datt de Späicher net aménageable ass. Wien notzt awer hautdesdaags net och des verluere Meter carré um Späicher? Virun 30 bis 40 Joer, wéi eng sëllechen nei Citée geplangt gi sinn, gouf anescht gebaut wéi haut. De Präis vum Bauland war och een anere wéi haut. Oft gouf doduerch déi ganz Baudéift, déi eigentlech erlaabt war, net ausgenutzt, well d'Leit déi Fläch deemools net gebraucht hunn.

Haut, par contre, gëtt all Zentimeter ausgenutzt, well de Grond a Buedem emol ze vill deier ginn ass. Eefamiljenhaiser oder Maisons bifamiliales goufen an de leschte Joren awer deelweis esou emgebaut, datt an diesen Haiser méi Wunnengen entstane sinn. Oft goufen des Embauearbechten awer ouni d'Wesse vun deene jeeweilege Gemenge gemaach. Oft gouf och op d'Sécherheet vun den zukünftigen Awunner net genuch Rücksicht geholl.

Des Embauearbechten hunn awer dozou gefouert, datt méi Wunnraum entstanen ass. Op där anerer Sait hunn awer déi néideg Autorisatiounen gefeelt, wat dann nees e Problem bei enger Vente oder enger eventueller Successioun duergestallt huet. D'Iwwerleeung vun de Propriétaire war awer déi richteg, just datt des Embauearbechten awer am Accord zu der jeeweileger Gesetzgebung an dem kommunale Bautregelement ze erfollegen hunn.

Wéi kann een also fir eng Verdichtung och am bestehende Perimeter suergen? Et kéint ee beispillsweis an Zonen, wou eng faible Densité am Bautregelement virgeschriwwen ass, wou nëmmen Eefamiljenhaiser respektiv Maisons bifamiliales virgesi sinn, eng Modifikatioun vum aktuelle PAG virgesinn.

Elo am Kader vun der Reform vum PAG sollen d'Gemenge kucken, des Zonen nei op de Leescht ze huelen an och op dese Plazen zum Beispill Maisons trifamiliales virgesinn. D'Baufenster bleift weider déiselwecht. Doduerch, datt awer dräi Unitéiten hei kënnen autoriséiert ginn, gëtt all Niveau, vum Rez-dechaussée bis an d'Combles, ausgenutzt. Dëst ass deelweis am Bestand emsetzbar, oder awer, wann nach Baulücken an diesen Zone sinn, da kënnen déi direkt esou gebaut ginn, datt dräi Logementer drapassen.

Dëst muss natierlech och esou emsetzbar sinn, datt d'Stellplazuerdnung nach funktionéiert. Iwwer ee Parkraummanagement, haaptsächlech am urbane Raum, soll awer och nogeduecht ginn, soudatt de Ratio vu Stellplaz rasonabel ugepasst gëtt. Do, wou regelméisseg effentlechen Transport zirkuléiert, soll de Ratio natierlech no ennen ugepasst ginn. Mat der Applikatioun vun dräi Unitéiten, amplaz vun enger oder zwou Unitéiten, op enger Parzell an der faible Densité ass natierlech virprogramméiert, datt bestehend Haiser ewechgerappt ginn, fir aneren Haiser Plaz ze maachen, déi beim Neibau dee ganze Volume ausnotzen.

Et dréit awer zu enger Innenverdichtung bäi, wou d'Infrastrukturen, Waasser, Kanal, Stroum scho leien. Aus diesem Grond kann ech och net ganz novollzéien, datt a verschiddene Gemengen eng Innenverdichtung soll gebremst ginn. Den Terrain gëtt doduerch dévaloriséiert, woumat de Propriétaire sécherlech net d'accord ka sinn. Des Haiser kënnen ni op een anstännegen Niveau bruecht ginn, wat d'Nohaltegekeet ueget.

Deen eenzege Grond fir esou eng Décisioun ass deen, datt des Haiser oder Stroossenzeilen eng gewësse Geschicht hunn an doduerch och sollten enner Denkmalschutz gestallt ginn. All anert Argument wier kontraproduktiv, wat d'Weiderentwécklung vun eise Stied a Gemengen ueget.

Enner Innenverdichtung verstinn ech awer och, datt d'Baulücken an eise Quartieren no an no musse verbaut ginn. Den Här Bausch sot an engem Interview am „Land“ de 27. Februar, datt hie sech virstelle kéint, verschiddenen Instrumenter, wéi zum Beispill d'Virkaftsrecht an d'Enttegnung, och innerhalb vum Perimeter wëllen ze applizéieren. Wéi genau huet den Här Bausch sech dat awer virgestallt: Soll dat allgemeng op d'Baulücken applizéiert ginn oder nëmme punktuell?

D'CSV wéilt hei éischter op een anere Wee goen. Fir méi séier Parzellen am Beräich vun de Quartiers existants ze valoriséieren, proposéiere mir, datt de Législateur op de Wee vun enger Steiererlichterung soll goen, fir dem Propriétaire méi ee staarken Incentive ze ginn, seng Terrainen op de Marché ze bréngen. Mir kéinten eis beispillsweis virstellen, datt während enger Rei vu Jore keng Plus-value bei der Vente vun dese Parzellen erhuewe gëtt, mat der Klausel, datt des Propriétéit innerhalb vun enger Dauer vun zwee bis dräi Joer awer muss viabiliséiert ginn.



Dëst kéint dozou féieren, datt de private Propriétaire - deen ëmmerhin een Undeel vu 76% vun all de Propriétaires duerstellt a säin Terrain oder säin Immeuble net op de Marché wëllt bréngen, well hien heiroop ze vill héich besteiert gëtt - dëst an Zukunft vläicht awer géif maachen. An de leschte Jore si vill Investisseuren hei op Granit gestouss bei der Fro, fir dës Terrainen kënne ze kafen.

De Propriétaire selwer kéint natierlech seng Terrainen och als Investitioun oder als Récklag fir d'Zukunft verbauen. Op dëse Parzelle kéint da Mietwunnensbau bedriwwen ginn an et géif definitiv zu enger Innenverdichtung kommen. Och hei kéint een zousätzlech Ureizer iwwer eng Verlängerung vun den Ofschreifméiglechkeeten iwwert d'Dauer vu sechs Joer eraus schafen.

Mat der Annonce vun der Regierung, den TVA-Saz vun 3 op 17% an d'Luucht ze setzen, ass der Alternativ vum Mietwunnensbau natierlech zanter dësem Joer ee fernen Dämpfer versat ginn an et ass sécherlech och kontraproduktiv, fir méi Wunnraum op de Marché ze bréngen.

Ënner Innenverdichtung ass awer och ze verstoen, datt déi 2.701 Hektar, déi sech nach am Perimeter befannen, oder déi 758 Hektar, déi séier ze mobiliséieren wieren, schnellstméiglech och mobiliséiert ginn. Hei läit deen ze maachenden Effort haaptsächlech bei de Gemengen, fir ze kucken, datt an dësen Zonen ee PAP erstellt gëtt. Hei sollten d'Gemenge kucken, fir dëst an Eegeregie ze maachen, fir datt ee komplett Konzept, wat d'Nohaltegkeet an awer och déi sozial Mixitéit ugeet, en place gesat gëtt.

Datt dës Efforten net einfach sinn, kann ech lech aus eegener Erfahrung soen. Et dréit awer dozou bäi, datt bei esou engem Projet all Facette belicht gëtt, an et dréit dozou bäi, datt ee Propriétaire wéi deen aner behandelt gëtt.

De Problem bei esou engem Remembrement urbain ass awer dee vun der Zäit. Et dauert eng Eiwegkeet an et brauch ee vill Ausdauer, fir all Befindlechkeeten an Empfindlechkeete vun all Akteur och Rechnung ze droen! Wann d'Resultat herno passt, dann ass déi ganz Méi jo definitiv awer net fir näischt.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Innenverdichtung ass ee Volet vun eiser Weiderentwécklung, sécherlech deen nohaltegsten a bëllegste Wee. Wat de Volet vun der Präisstabiliséierung ugeet, muss sécherlech awer nach aner Weeër gesicht ginn.

Déi viiregt Regierung huet am Kader vun dem PSL gekuckt, fir a Richtung vu sougenannte Projets d'engvergure ze goen. Projeten, déi op der grénger Wiss sollten entsto, Terrainen, déi zu zwee Fënneftel schon am Perimeter sinn, an dräi Fënneftel, déi ausserhalb leien. Dëst sollt dozou féieren, datt an dësen Zonen eng grouss Unzuel vu Wunnenge sollten entsto, déi natierlech fir eng Präisstabiliséierung hätte solle suergen.

Déi viiregt Regierung huet awer och gesot, datt vun deene ronn 500 Hektar, an enger éischter Phas, awer nëmme sollte véier bis fënnef Pilotprojeten ëmgesat ginn, wou och éischt Kontakter mat deene jeeweilege Gemenge scho geknappt waren.

Fir nach méi séier virunzkommen, huet den deemolege Wunnensbauminister gesot, datt dës Projeten iwwert de POS sollte bebaut ginn. Déi nei Regierung wollt déi 500 Hektar schnellstméiglech op de Marché bréngen, wat dunn zu groussen Onstëmmegekeeten an der Populatioun, awer och haaptsächlech an de Gemenge gefouert huet.

Vu datt eis d'Zäit elo fortleeft, ech hu geduecht, ech hätt e bësse méi Zäit gehat, mir sinn awer elo scho bei 79 Minutten a mir hunn der elo nach...

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Zwielf.

► **M. Marc Lies** (CSV). - Nach zwielf.

► **Une voix**. - 20.

► **M. Marc Lies** (CSV). - 20?

► **Une voix**. - Mir hunn der 99.

► **M. Marc Lies** (CSV). - Mir hunn der 99. Dann ass et gutt. Da kënne mer nach duerfueren.

War de Wortlaut vun der Madame Nagel dach iwwert dat ganz lescht Joer: „D'Projets d'engvergure sinn den A an den O vu menger Logementpolitik. De Bagger wäert elo deemnächst rullen.“ Dat waren d'Aussoen am leschte Joer.

Am Kader vun der Landesplanung brauche mir och dës Projeten, wou de Stat d'Ficellen an

de Grapp hält a kuckt, datt dës Terrainen schnellstméiglech kënne viabiliséiert ginn.

Bei dëse Projete muss natierlech och derfir gesuergt ginn, datt deen néidege soziale Mix ugewannt gëtt. De Schlëssel vun deem, wat fir Mietwunnensbau a fir subventionéierte Wunnensbau geholl gëtt, muss natierlech no uewen ugepasst ginn, par rapport zu deem, wat momentan iwwert d'Gesetz vum Pacte Logement virgesinn ass.

Hei muss dem private Propriétaire wéi och dem private Promoteur seng Responsabilitéit spillen. Et soll zu enger Win-win-Situatioun fir all Akteur kommen. Dem private Promoteur oder Propriétaire seng Terrainen gi viabiliséiert, do-duerch muss hien awer och een Deel vu sengem Terrain ofginn, fir eben där Mixité sociale gerecht ze ginn. Iwwer all Remembrement urbain kéint dëst fir jiddweree gerecht ëmgesat ginn.

Et huet d'CSV-Fraktioun virun e puer Wochen dach scho ferm erstaunt, wéi genau esou een Arrangement tëschent Promoteur privé a Promoteur public virum Parquet gelant ass. Eng Konventioun, déi soss näischt als Sënn an Zweck hat, fir eben ee gewësse Schlëssel ze kréien, wou ee soziale Mix ka bedriwwen ginn.

Pikanterweis hat d'Madame Minister dëst Areal zu Leideleng och nach am Kader vum Plan sectoriel «Logement» als Projet d'engvergure ageschriwwen respektiv net aus dësem Plang erausgeholl. Madame Minister, Dir musst eis wierkelech soen, wat Dir wëllt. Wëllt Dir subventionéierte Wunnensbau a Mietwunnensbau bedreiwen, jo oder neen?

Wann dës Zort Konventiounen, fir Terrainen fir d'öffentlech Hand ze kafen, an Zukunft a Fro gestallt gëtt, da kann all Promoteur public an da kënne awer och alleguerten d'Gemengen hir siwe Saache paken a brauche guer net méi weiderzeschaffen, fir a Richtung Mietwunnensbau oder subventionéierte Wunnensbau ze goen!

Ech fuerderen lech op, Madame Minister, heizou Stellung ze huelen, och op déi Question parlementaire, déi ech virun e puer Woche gestallt hunn, an eis heizou ze soen, wéi ee Promoteur public a wéi d'Gemenge sech an Zukunft solle verhalten, fir dës Demanden - Ärer Demanden, Madame Minister! - vun 10.000 Wunnenge gerecht kënne ze ginn.

Virun e puer Deeg gouf eis deen zweete Monitoring iwwert de Pacte Logement presentéiert. Wéi schon an der Kommissiounssëtzung vun der CSV gefrot, géife mir lech bieden, d'Methodologie vun dësem Monitoring ze iwwerschaffen, fir datt dës Monitoring enger reeller Bestandsopnam Rechnung dréit, enger Bestandsopnam, déi zu 100% der Realitéit entsprécht.

Och soll heibäi deen néngte Wunnensbauprogramm vun der Regierung esou agedeelt ginn, datt ausgewise gëtt, wéi vill Wunnenge schon am Kader vun dësem Programm gebaut gi sinn, wéi vill Wunnengen an der Ëmsetzung sinn a wéi vill vun dësen Wunnengen erëischt duerch ee konkrete Projet an de kommende Joren an d'Prozedur ginn.

Aus Transparenzgrënn sollt hei och eng approximativ Zäitschinn ausgewise sinn. Dësen Outil kann eis an Zukunft dobäi hëllefen, eng besser Visibilitéit iwwert den Istzoustand ze kréien an doduerch d'Landesplanung, wat de Wunnensbau ugeet, och besser kënne ze steieren.

Wéi ech virop scho gesot hunn, ass eist Land an enger ganz spezifischer Situatioun, wat d'Croissance vun der Populatioun ugeet. Mir brauchen eng Rei pragmatesch Soluatiounen um Terrain. Eis Gemenge sinn d'Haaptakteuren an der Ëmsetzung. Aus dësem Grund muss de Stat hinnen och déi néideg Outilen an d'Hand ginn.

Eng Iwwerleeung wier hei d'Ärriichte vun enger Wunnensbau-Férdgesellschaft, fir de soziale Mietwunnensbau virunzduerweien. Eng aner Iwwerleeung ass déi, eis Gemenge logistesches iwwert de Ministère du Logement méi ze ënnerstëtzen. Eng Opstockung vum Personal an der Cellule vum Diane Dupont an dem Dirk Petry wier definitiv net vu Muttwëll. Steierlech Ureizer gehéiere sécherlech awer och an esou ee Konzept.

Schlussendlech mussen d'Genehmegungsprozedure vereinfacht ginn. An awer, an dat ass dat Wichtigst, all Akteur muss och bei där Ëmsetzung matzéien! D'Gier vun de Leit an hir perséinlech Problemer, wéinst deem engen oder deem aneren, sollen dem Allgemengwuel ënnerstallt ginn. Nëmme eis Gesellschaft kann dës prekärer Situatioun Här a Meeschter ginn.

Datt dëst awer wahrscheinlech bei engem Wunschdenke wäert bleiwen, an dat och, wéi virdu schonn ugekënnegt ginn ass, d'PApen erwaardungsgeméis eventuell scho kéinten no

engem Joer ofgeschloss sinn, ech mengen, dat bleift viru Wunschdenken!

Wann d'Leit alleguerten um Terrain, och d'Propriétaires, där enger an där anerer, wann déi bei dëser Saach net matspillen, mengen ech, wäerte mer och an deenen nächste Joren nach Problemer hunn, wat d'Weiderentwécklung ugeet, wat d'Weiderentwécklung an de Wunnensbau ugeet. Duerfir, mengen ech, nëmme alleguerten zesumme kënne mer dat realisieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren. Voilà, Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **Mme Simone Beissel**, *Présidente de séance*. - Merci, Här Lies. Als nächsten ageschriwwene Riedner hunn ech den Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roger Negri** (LSAP). - Merci, Madame Presidentin. Dir Dammen an Dir Hären, nieft dem Logement, dee mäi Fraktiounskolleeg Yves Cruchten am Numm vun der LSAP exzellent belicht huet, ass d'Mobilitéit dee Beräich, deen de Bierger am direktste concernéiert.

(**M. Mars Di Bartolomeo reprend la présidence**.)

Béid Beräicher sinn dann och enk matenee verbonden, woubäi a Saache Mobilitéit d'Dissensen tëschent deenen einzelnen, net nëmme politesche Parteien awer hei net gradesou grouss dierfte sinn.

Dissens gëtt et nämlech scho guer kee bei der Beschreibung vum Istzoustand. Jiddwereen, deen hei am Land méi oder manner regelméisseg mam Auto ënnerwee ass, weess, dass eise Stroosseréseu, haaptsächlech zu de Spëtze-stonnen, seng maximal Capacitéite scho laang erreecht huet.

Am öffentlechen Transport gesinn all déi Leit, déi Dag fir Dag mam Zuch a Bus ënnerwee sinn, dass et nach vill Verbesserungsméiglechkeete ginn. Vun der Vernetzung vun deene verschiddene Méiglechkeeten, fir sech fortzebewegen, scho guer net ze schwätzen!

Dës subjektiv Erfahrung ginn dann och duerch déi offiziell Etüden an Zuele bestätegt. Am stärkste betraff vun de Problemer a Saache Mobilitéit sinn hei zu Lëtzebuerg, net anescht wéi am Ausland, déi am stärksten urbaniséiert Zonen. Déi Zonen also, wou net nëmme vill Leit zitt et nämlech opgrond vun de Präisser um Immobiliemarché, wéi mer elo héieren hunn - an hei gesi mer dann d'Verbinding tëschent Logement a Mobilitéit ganz däitlech -, ëmmer méi a Géigenden, déi méi oder manner wäit ewech vun hirer Aarbechtsplaz leien.

Dëst weist sech ënner anere doduerch, dass déi ronn 1,7 Milliounen motoriséiert Trajeten - 1,7 Milliounen motoriséiert Trajeten! -, déi hei zu Lëtzebuerg pro Dag gezielt ginn, am Duerchschnitt ëmmer méi laang ginn. D'Aarbechtsplaz vun dese Leit leien, wéi gesot, haaptsächlech an urbanen Zonen. An zesumme mat de Grenzgänger suerge se fir déi beschriwwene Problemer am Trafic. Zemoos well sougutt d'Awunnerszuel vu Lëtzebuerg wéi d'Zuel vun de Frontalieren, Wirtschaftswuesstum oblige, konstant klammen.

Derbäi kënnt, dass opgrond vun der Politik aus der Vergaangenheet, déi doranner bestanen huet, zentral vill Parkraum ze schafen, vill Leit quasi dozou ugezu ginn, fir sech mam Privat-auto ze déplacieren. Am meeschte betraff vun der Mobilitéitsproblematik ass, ouni Iwwerrassung, d'Stad Lëtzebuerg.

E gutt Beispill vun der Evolutioun vun der Situatioun ass hei d'Gaasperecher Kräiz. 1985 goufen hei 11.000 Gefierer pro Dag gezielt. 25 Joer méi spéit sinn et der zu Spëtzenzäiten, esou wéi am Summer, scho bis zu 90.000! Eng Steigerung vun 800%. 800%! An all Owend ass zu 57,6% de Verkéier esou ralentiéiert wéi an enger Zon 30 an zu 3,3% saturéiert, dat heescht Stau an oft vun engem bis zu engen etleche Kilometeren.

An och op aneren Autobunnsdeeler ronderëm d'Stad ass et net vill anescht, mam Resultat, dass an de Spëtze-stonnen den Trafic zéiflësseg ass oder zum Deel d'Stroosse komplett iwwerlaascht sinn.

Awer och an Deeler vum öffentlechen Transport gëtt et Problemer, kloer. Virun allem an de Spëtze-stonne si verschidde Linnen, als Beispill kann een hei d'Zuchstrecke vu Metz-Thionville-Beetebuerg an d'Stad Lëtzebuerg an dann awer och déi Linn vu Péiteng-Esch-Beetebuerg-Lëtzebuerg nennen. An am Büsreseu ass d'Gare Lëtzebuerg Richtung Stad iwwerlaascht. A gutt ass, dass hei eng Léisung a Siicht ass: den Tram. A wéi elo schonn am Summer, solle jo och d'RGTR-Bussen aus dësem Ballungsraum op d'Peripherie vun der Stad Lëtzebuerg zrëckgedréckt ginn.

Dës Beispiller weisen, dass et héich Zäit gëtt, ze handelen! An hei d'Stéchwuert Plans sectoriels, en allgemengt Konzept, eng zesummenhängend Strategie auszeschaffen, fir d'Problemer an der Mobilitéit, déi net manner ginn, virzeleeën.

D'Mobilitéit dierf awer kee Selbstzweck sinn. Dofir hu mir als LSAP och an eise Wahlprogramm vun 2013 ënnerstrach, dass et dorëms geet, fir d'Fortbewegung esou ze gestalten, dass se méiglechst ouni Problemer ëmweltverträglech a sécher zu de gesellschaftleche Grundbedürfnisser bäidréit.

Ech zitieren: „Die Herausforderung für die Politik besteht darin, öffentliche Gelder gezielt einzusetzen, damit sie den Ansprüchen einer Mobilität genügt, die einen wesentlichen Beitrag zum Klimaschutz liefert und auf folgenden Grundlagen beruht: einem gerechten, möglichst flächendeckenden Zugang; sozialverträglichen Tarifen; landesplanerischen Vorgaben; ökologischen Kriterien und einer optimalen Verkehrssicherheit“, an da weider „landesplanerischen Vorgaben“.

An dësem Sënn si mir als LSAP der Meinung, dass ee sech bei enger allgemenger Mobilitéitsstrategie soll un der MoDu-Strategie vun der viiregter Regierung, déi um „mobil 2020“-Konzept vum deemolegen Transportminister Lucien Lux berout, weider orientieren.

D'Zil muss eng integrativ Approche vun deene verschiddene Moosname sinn, déi et erlaabt, eng Äntwert op d'Erausforderunge vun der Mobilitéit vun haut an an der Zukunft ze ginn, d'Benotze vun öffentlechen Transport respektiv vun der Mobilitéit douce ze favorisieren. Och mussen déi infrastrukturell Prioritéite genau definéiert ginn, soudass d'Offer vun enger nohalteger Mobilitéit am selwechte Rhythmus an a Symbios mat der wirtschaftlecher an der urbaner Entwécklung evoluéiert.

Andeems dës Strategie sech um MoDu orientéiert, dréit se gläichzäiteg och dem integrative Verkéiers- a Landesentwicklungskonzept, dem IVL, wéi mer haut schonn e puermol héieren hunn, Rechnung. Den IVL ass vu sengen zuelentechnesche Previsiounen hier net méi aktuell. Säu Modell fir d'raimlech Entwécklung vun Land ass konzeptuell awer nach ëmmer pertinent.

Et gëllt dofir, am Sënn vun enger effikasser an nohalteger Organisatioun, och vum Transport, um IVL-Grundmodell festzehalen. Dat gouf och bei den Ausaarbechtunge vun deem éischte Plan sectoriel, dorënner eben de Plan sectoriel «Transports», esou gehandhabt.

An och, wann aus diverse juristesche Grënn dës Pläng de Moment vum Dësch sinn, esou war déi an deem Konzept geleschte Viraarbecht awer ganz sécher net ëmsoss. Esou gëtt d'Constatare vun der Situatioun genau wéi och d'Objektiver fir déi zukünftige Mobilitéitsstrategie - ob dës elo Plans sectoriels heeschen oder net, spillt hei keng Roll -, déi Konzepter bleiwen awer nach ëmmer gültig.

A genau ewéi dësen éischte Plan sectoriel «Transports» soll a muss säin Nofolger an den Detail vun deene verschiddene Projeten an deene verschiddene Mesurë vun der MoDu-Strategie agoen.

Weider soll deen neie Plang och dee reglementaresche Kader fir déi verschidde Projeten a Mesurë setzen. Heizou gehéiere virun allem d'Reservéiere vu Couloire fir Infrastrukturprojeten, d'Afféiere vun engem System fir déi konsequent Gestioune vu Parkplaz genau wéi d'Promotioun vun der Mobilitéit douce.

Den entspreche Budget dozou ass jo scho jeeweils virgesinn an dréit deene ganz héijen Investitiounen och Rechnung. Dat si mer eis a Krisenzäiten och schëlleg, fir d'Ekonomie erëm ze relancieren an am Endeffekt domat och de Chômage besser bekämpfen ze kënnen.

Dat muss awer no ganz kloer Prioritéiten oflafen. Ech wëll hei dräi Fallbeispiller konkret erausgräifen.

An deenen nächste Joren - hat den Här Nohaltegkeetsminister eis gesot - si ronn fënnef Milliarden am Stroossebau virgesinn.

Fallbeispill: Diddelenger Autobunn, Zéissenger Kräiz a Gaasperecher Kräiz bis op d'Helfenterbréck soll dräispureg ausgebaut ginn, duerno gesi mer dann op där Autobunn do weider.

Am Eisebunnsbau sinn néng Milliarden an deenen nächste Jore virgesinn. Fallbeispill hei: Déi nei Streck tëschent Beetebuerg an Diddeleng, déi onbedéngt néideg ass wéinst der virdu schonn ugesprachener Iwwersaturatioun vun der Streck tëschent Beetebuerg a Lëtzebuerg, dat souwuel aus Richtung Frankräich, vun Esch, awer och a kloer vun Diddeleng, fir et ze erlaben, dass een och vun Diddeleng kann direkt mam Zuch an d'Stad fueren ouni ëmzeklappen, an dat net nëmme emol am Dag. Genau datselwecht gëllt och vun der Antenn vu Rémeleng aus.

Als drëtteschweierpunkt de Bau vun der Tram vun der Gare Lëtzebuerg bis op de Kierchberg mat de spéideren Extensions zum Flughafen an op den Houwald.

Als LSAP bleiwe mir weider der Meenung, dass och de Findel Richtung Kierchberg mat misst ugeschloss ginn, an zwar mam Zuch. Mä do sinn de Moment jo d'Prioritéiten, and virun allem déi finanziell Prioritéiten, anescht gesat. Mä dann ass dat awer fir spéider.

Déi dräi virgenannte Prioritéiten, déi et elo heescht konsequent ëmzesetzen, wat eisen Nohaltekeitsminister François Bausch jo amgaangen ass ze maachen, fannen eis voll Ënnerstëtzung a mir droen déi och mat.

Här President, ech kommen domadder elo zum Plan sectoriel «Paysages», zum Naturschutz. D'Landesplanung huet als Aufgab, bestëmmten Zone vum Land ënnerschiddlech Fonctiounen zouzeweisen am Interessi vun engem Equilibre tëschent verschiddene mënschlechen Aktivitéiten an enger nohalteger Entwécklung.

Et geet also ëm eng effizient a rationell Notzung vum Terrain, enger Ressource, déi zu Lëtzebuerg besonnesch limitéiert ass. Et verschwannen de Moment - de Minister huet et virdu gesot - zwee Hektar pro Dag, 730 Hektar pro Joer vun der Natur. Esou kënnen mer net viruere mam Raubbau un der Natur!

Den Aménagement du Territoire ass deemno näischt anescht wéi d'Gestioun vun enger Ressource, déi eng fest Gréisst huet an net erweidert ka ginn.

Wéi dës Ressource genotzt gëtt, huet awer net nëmme an Impakt op de Verbrauch vum Terrain, mä och op all aner natierlech Ressourcen, wéi zum Beispill Waasser an Energie, well do, wou Mënsche liewen a schaffen, gi Ressourcen verbraucht, Offall produzéiert, de Buedem, d'Loft an d'Waasser verschmotzt.

Wat de Mënsch méi Fläche fir Wunnraum, Transport an Industrie beusprocht, wat de Liewensraum fir Planzen an Déiere méi kleng gëtt. Mir brauchen also niewent Pläng fir Logement, Transport a Zones d'activités économiques och e Plang, dee festhält, wou déi genannten Aktivitéiten eben net oder nëmme a geschränkt kënnen stattfannen.

Dat ass keng Fro vun Ideologie, mä et geet ëm de rationalen Ëmgang mat natierleche Ressourcen, déi nëmme begrenzt zur Verfügung stinn.

Natierlech Ressourcen, also d'Natur, ass wéi e Budget, deen ee permanent amgaangen ass ze iwwerzeien. Dat geet eng Zäit an da kippt d'Situatioun, esou och an der Natur- an Ëmweltpolitik.

Wa mir haut Ëmweltschued verursaachen, muss mir herno bezuelen, fir dee Schued erëm wettzemaachen. Dat gëllt zum Beispill fir d'Waasseropbereedung oder d'Sanéierung vun industriellen Flächen.

Et ginn awer och Schied, déi net méi reversibel sinn. Iwwert de Schutz vu Ressourcen eraus, déi méi nohalte muss genotzt ginn, hu mir och Verpflichtungen am Beräich vum Naturschutz. A mir wëllen en Effort maachen am Beräich vum Landschaftsschutz, well mir eis bewosst sinn, dass d'Biodiversitéit e wichtegt Element fir eis Liewensqualität ass.

D'Qualitéit vun eisem Dréckwaasser, vun eise Liewensmëttel a vun der Loft hunn e staarken Impakt op eis Gesondheet. Schéi Landschaften, Bëscher, Gäert a Wisen, déi eis ëmginn a wou mir eis Fräizäit kënnen verbréngen, hunn och Auswierkungen op eis Liewensqualität, och wann déi manner gutt moossbar ass.

Wa mir eis virun Aen halen, dass eis Liewensqualität net eleng vun eisem materiellen Wueltstand bestëmmt gëtt, a wa mir niewent dem PIB de PIB du bien-être mat a Betruecht zéien, da kennt dem Ëmweltschutz an dem Landschaftsschutz eng Roll zou, déi genauso wichtig ass, wéi de wirtschaftleche Wueltstand.

Mir müssen also en Equilibre fannen tëschent de materiellen an den immaterielle Bedürfnissen vun enger ëmmer méi grousser Zuel vu Mënschen, déi wëllen hei liewen.

An deem Beräich kann d'EU-Politik eng echt Plus-value duerstellen.

Éischters, well vill Type vu Verschmutzung net lokal gebonne sinn an net un den nationale Grenzen ophalen. Gemeinsam Methoden, fir Risiken anzuschätzen, Qualitätsstandarde ze setzen an ze kontrolléieren, sinn do vu grousswärt.

Et setzt déi eenzel Memberstater - dorënner och Lëtzebuerg - awer och ënner Drock, fir dat, wat se um politeschen Niveau decidéieren, och an der Praxis ëmzesetzen.

Mir kenne genuch Beispiller, wou dat, wat mir eis virhuelen, um Terrain laang brauch, fir ëmgesat ze ginn.

Als Beispill wëll ech nëmme de Waasser- a Gewässerschutz nennen. Obwuel et um poli-

teschen Niveau en absolute Konsens gëtt, dass dat e ganz wichtige Sujet ass, dee misst Prioritéit hunn, hu mer déi entsprecheend Direktiv awer mat grousser Verspéidung ëmgesat a mir sinn trotz laanger Virwarnzäit um Enn veruertelt ginn, well mer net schnell genuch iwwerall am Land eis Kläranlagen un d'Mindestuferderungen ugepasst hunn, déi d'EU-Normen ebe ganz einfach virschreien.

Mir hu ganz vill contraignant Gesetze a Reglementer am Beräich vum Ëmweltschutz, egal ob dat d'Loftverschmutzung ass, de Kaméidi oder d'Gestioun vum Offall betrefft. Nieft strengem Limitten hu mir och an alle Beräicher Fördermoosnamen, fir Privatleit a Betriber ze encouragéieren, fir nach iwwert déi Normen eraus ze goen.

Wann de Plan sectoriel «Paysages» iwwerschaft gëtt, muss gekuckt ginn, ob net eenzel Elementer besser iwwer eng Adaptatioun vu besteende Gesetze kéinten ëmgesat ginn. Mir brauchen eng besser Kohärenz tëschent deene verschiddene Virschreften, Pläng a Schutzzonen.

Bei enger Revisioun vum Plan directeur sectoriel «Paysages» ass och elo d'Geleeënheet, fir dës ze maachen. Gläichzäitig muss een am Kader vun der Simplification administrative zu enger Harmoniséierung vun dese Prozeduren kommen.

Trotz deene Modifikatiounen, déi schon an deem Beräich gemaach goufen, gëtt et ëmmer nach vereenzelt e Mangel u Präzisioun, deen zu Mëssverständnissen, Interpretationsdivergenzen a finalement zu zäitleche Verzögerungen féiert, déi wierklech onnéideg sinn.

Um gesetzleche Plang waarde mer an der Chamber och nach op eng iwwerschaft Revisioun vum Naturschutzgesetz. D'Ëmweltminister an den zoustännege Statssekretär hu jo versprochen, dass mer dat geschwé virgeluecht kréien. An dat ass och gutt esou.

Als Konklusioun stelle mer fest, dass mer ëmfaassend gesetzlech Regeln hunn, déi et eis erlaben, Ëmweltschued esou niddreg wéi méiglech ze halen a sensibel Zonen effikass ze schützen. Mir sinn och um gudden Wee, fir all déi Regelen méi transparent, prezis a besser applikabel ze maachen a se och méi konform zur Aarhus-Konventioun, also méi participativ fir de Bierger ze maachen.

Wou mer eiser Meenung no awer nach en Effort misste maachen, dat wier bei der Kontroll, wann et dorëm geet, ze suergen, dass déi Regeln och agehale ginn. Wéi néideg dat ass, hu mer bei der Twinger gesinn. Ech denken awer och u rezent Kriticken um Elektrostolwierk op Belval, wou et schéngt, wéi wa regelméisseg Emissiounswärter net géifen agehale ginn.

Et ass richtig, dass mer Industrie hei am Land brauchen an et och onauswäichlech ass, dass domat Nuisancen an e gewësst Mooss u Pollutioun verbonne sinn, mä mir müssen insistéieren, dass dës Emissiounen esou niddreg wéi méiglech gehale ginn an esou gutt, wéi et technesch och méiglech ass.

Domat, Här President, wär ech um Enn vu mengem Deel iwwert den «Transport» an den «Paysage» aus de Plans sectoriels an ech géif lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Negri. Nächste Riedner ass den Här Gusty Graas.

► **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Fraktiounskolleeg Max Hahn ass u sech op déi grundsätzlech Positioun vun der Demokratescher Partei zu där ganz interessanter Debatt hei agang. Ech wëll mech a menger kuerzer Interventioun hei éischer op de Volet Landwirtschaft limitéieren. Wa mer iwwer e Lëtzebuerg vu muer schwätzen, da komme mer net derlaanscht, dann däre mer net derlaanscht kommen, fir selbstverständlech och de Rôle vun der Landwirtschaft an deem Lëtzebuerg vu muer hei e bësse méi genee ze analyséieren.

D'Landwirtschaft, déi jo de Mëtten nach éischer marginal hei behandelt ginn ass, mengen ech, huet et awer verdéngt, dass se an där ganzer Debatt eng gewësse Roll awer anhéit. Well ënner deem massive Landverbrauch - an déi Zuele si jo de Mëtten hei schon e puermol opgeléicht ginn -, do ass et jo besonnesch d'Landwirtschaft, déi dorënner leit. An et ass awer en ekonomesch Secteur, deen awer net ze ënnerschätzen ass!

Ech wëll drop hiweisen - dat si leider déi rezentst Chifferen, déi ech fonnt hu beim Statec -, mä 2012 hate mer nach 2.137 Betriber hei zu Lëtzebuerg mat 3.783 Beschäftigten. An haut ginn et 444 Betriber mat iwwer honnert Hektar Land. An da wëll ech och nach eng kéier ganz kuerz drop zrëckkommen, wat d'Chambre d'Agriculture an hirem flotten Avis

zum Budget 2015 geschriwwen hat. Do hu se ënner anerem ënnerstrach, dass all Joers tëschent 100 an 150 Milliounen am Agrarsecteur investéiert ginn. Duerfir kann een also do scho ganz kloer hei behaupten, dass dee ganze Secteur vun der Landwirtschaft ekonomesch gekuckt mat Sécherheet net ze ënnerschätzen ass.

Et ass och gewosst, dass natierlech dee Volet vun eiser Economie e relativ schwéiere Stand huet. Wa mer d'Statistik kucke vun der Europäescher Unioun, do ass d'Realakommes vun der Landwirtschaft europawäit d'lescht Joer ëm 1,7% zrëckgaangen. Hei zu Lëtzebuerg war dat - ënner Guillemeten - „nëmme“ 1%. An duerfir ass et also wichtig, dass mer deem Zweig awer eng ganz grouss Opmerksamkeet ginn, wat d'Entwécklung vun eisem Land ubelaangt.

Ech mengen, et däre een net nëmme de reng wirtschaftlechen Aspekt hei considéieren, wa mer vun deem Aspekt hei schwätzen, mä et muss een awer och souguer e sozialen, och souguer historesch Facteuren hei mat afléisse loosser.

Et däre een net vergiessen, d'Landwirtschaft huet eist Land immens gepräagt zënter senger Onofhängegkeet, vun 1839 bis wäit an d'50er Joren eran. A wann een haut zum Beispill den Norde vum Land hält, da kann een deen net getrennt vun der Landwirtschaft gesinn, d'Landwirtschaft, déi och nach an deenen aneren Deeler vum Land relativ präsent ass. An da muss een natierlech och op den Oste vun eisem Land hiweisen, wou virun allem de Wäibau jo awer net nëmme d'Regioun, mä och d'Leit u sech do forméiert huet. Dat sinn also Aspekter, déi een op kee Fall hei däre ënnerschätzen.

Et ass virdu hee schon e puermol ënnerstrach ginn - et ass eng Zuel, mengen ech, déi eis alleguerten erschreckt, wa mer d'Entwécklung vu Lëtzebuerg kucken -, dass zënter 1990 bis 2013 de Landverbrauch jo zwee Hektar den Dag war. An et si jo och Previsiounen opgestallt ginn, wat dat géif u sech fir d'Zukunft bedeuten. Dann ass et evident, da kënn ee ganz séier zur Konklusioun, dass mer hei müssen den Hiewel usetzen, dass mer hei müssen eng aner Orientatioun an d'Wee leeden.

Dat bréngt natierlech awer och mat sech, dass och wäertvollt Agrarland verluer geet. An och dat wäert natierlech negativ Répercussiounen hunn. Dowéinst sinn ech och frou, dass de Minister Fernand Etgen a sengem Bäitrag zu dem Pabeier „Lëtzebuerg zesammen entwéckelen“ geschriwwen huet: «L'étalement urbain, fort consommateur de terrain, grignote sur les terres agricoles.» An dat ass net méi wéi richtig! Et ass evident, wann de Landverbrauch weidergeet, dass automatesch natierlech och vill wäertvollen Terrain vun de Baueren domadder verluer geet.

1999, an et si jo nach eng Rei Kolleegen heibannen, déi kënnen sech nach dorun erënneren, du war schon deemools en ambitiösen Nohaltekeetsplang hei presentéiert ginn. Do war virgesinn, dass bis 2005 de Landverbrauch sollt u sech stabiliséiert ginn. A bis 2010 war sech d'Zil gesat ginn, bis ëm 50% ze reduzéieren. Bon, ech mengen, dozou brauch ee kee weidere Kommentar ze ginn. Mir wëssen, dass déi Previsiounen, esou gutt se och gemengt waren, sech leider net an der Realitéit ëmgesat hunn.

Mir sinn entre-temps natierlech och awunnerméisseg immens staark geklommen. Virdu sinn hei Chiffere scho genannt ginn. Dat bréngt natierlech och mat sech, dass mer eng Erhéijung vun der Liewensmëttelproduktioun, och op eisem Territoire, da wäerten hunn. Op där anerer Säit, wa mer natierlech zousätzlech un Terrain verléieren, bréngt dat eis dann och an en Enkpass mat eran.

A wann, wéi gesot, zousätzlech Terrain verluer geet och am Intérêt vun Wunnraum, da muss mer natierlech och do d'Diskussioun féieren, wat natierlech d'Entwécklung vun de Präisser vum Bauland ass. Well tëschent der Entwécklung vun deene Präisser an dem Präis vum Akerland besteet u sech och eng gewësse Relatioun, wat oft vergiess gëtt, well d'Akerland zum Deel och genotzt gëtt, fir Kompensatiounsmoosnamen duerzestellen. An op där anerer Säit däre een och net vergiessen, dass - contrairement zu deem, wat oft gemengt gëtt - vill Baueren nach Land, Lännereie mussen pachten, wat dann awer och derzou bäidreit, dass eben hir Couëten op deem Gebitt och deelweis wäerten an d'Luucht goen.

Ech wëll dann och e Wuert iwwert d'Kompensatiounsmoosname soen, Kompensatiounsmoosnamen, déi natierlech müssen an enger Rei Dossiere gemaach ginn, déi natierlech dann awer och off derzou bäidroen, dass erëm eng kéier e gewësse Landverbrauch dee Moment vir sech geet, soudatt déi Mesures compensatoires duerfir sollen an Zukunft och éischer op

landwirtschaftlech manner wäertvollem Buedem stattfannen.

Et muss ee jo wëssen, dass d'Lännereien u sech an dräi Stufe kënnen gesi ginn: Déi éischt Stuf natierlech, dass ass dat exzcellent Land, wat eng héich Kulturproduktioun duerstellt. Dann hu mer déi zweet Stuf, dat ass gutt Land. An dann hu mer déi drëtt Stuf, Land, wat eben elo mainer Qualitéit huet. Dowéinst ass et vläicht och wichtig, wa mer iwwer Kompensatiounsmoosname schwätzen, dass natierlech do net onbedéngt dat allerbescht Land zur Verfügung gestallt gëtt.

Landesplaneresch gekuckt ass et natierlech och wichtig, dass een eng Rei Projekte festhält, déi an der Zukunft mussen realiséiert ginn, sief dat um Niveau vu Stroossen, sief dat um Niveau och vun Zuchstrecken. Da si mer natierlech och ganz séier bei der Diskussioun iwwert d'Enteengnung.

Ech mengen, dass ass e ganz sensibelen Dossier. Dat ass eng ganz interessant Diskussioun. A wann ech dat emol de Mëtten hei alles esou verfolgegt hunn an dierf eng kleng Synthèse maachen, da fënnt een natierlech ganz séier eraus, dass do mat Sécherheet keng Eneegkeet besteet, wat d'Interpretatioun vum Term „utilité publique“ ubelaangt. Et si Leit, déi wëllen dat op engem relativ breeden Niveau gesinn. Et sinn och anerer, déi wëllen dat awer vill méi restriktiv astufen.

Ech gi gären zou, dass ech éischer zu där zweeter Kategorie gehéieren, dass ee mam Term „utilité publique“ soll awer trotzdem ganz virsichtig ëmgoen. Ier mer, wéi gesot, op de Wee vun der Enteengnung ginn, soll een emol ganz kloer definéieren, wat „utilité publique“ heescht. A besonnesch um Niveau vum Wunnraum, wou jo och ugeduecht gëtt, gegebenfalls - virun allem bei Projets d'envergure, obwuel jo déi Zuel vun de Projets d'envergure erfogestutzt ginn ass - Enteengnung virzehuelen. Dorënner kéinten natierlech dann och Bauere leiden.

Dat ass e Beräich, wou mir als Demokratesch Partei, loosse mer soen, éischer emol Reserve wëllen umellen an éischer emol zrëckhalend sinn, wann et ëm d'Enteengnung geet. Wann, wéi gesot, absolutt eng Noutwendegkeet besteet, da kann een dat emol an d'A faassen. Mä ech mengen, et ass evident, wann een e liberale Geescht huet, dann huet een eng gewësse Approche zu Eigentum. An dann ass een net onbedéngt bereit, direkt zoustëmme, wann aus de Grënn vun zousätzlech Zurverfügungstellung vu Wunnraum müssen Enteengnungen an d'A gefaasst ginn.

Da si mer natierlech och ganz séier bei der Notzung vun de Baulücken, a besonnesch d'Gemegevertrieder wëssen, dass dat jo awer nach vill Potenzial hiergëtt. Mir mengen och, dass dat soll emol prioritär genotzt ginn, wann et ëm d'Erschléissung vun neiem Wunnraum geet.

Ech wëll och nach eng kéier kuerz hei op déi Iddi vun de Baulandverträge zu schwätze kommen, déi meng Partei jo och lancéiert hat an déi och eng Pist ass, déi soll an Zukunft nach vill méi genee analyséiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, tëschent dem Plan sectoriel «Paysages» an der Landwirtschaft gëtt et natierlech och eng enk Relatioun. Duerfir wollt ech ze deem spezifesche Plan sectoriel nach e puer Remarquen hei maachen, well jo an dem ursprénglechen Text, an dem urspréngleche Plang nach eng Rei Hürden och agebaut gi waren, déi et ze meeschtere gëllt fir d'Landwirtschaft. Entre-temps sinn natierlech och nei Iwwerleeungen elo komm, wat mer och begrëissen.

Et däre ee jo net vergiessen, dass mer de Moment 130.000 ha Surface agricole utile hunn. Dovunner sinn der 23.700 als Zone de protection naturelle, Zone Natura 2000 oder Zone de protection des eaux klasséiert. Dat hei sinn Zuelen, déi ech mer vun der ASTA gi loosser hunn, soudatt se also och wäerte mat Sécherheet da stëmmen.

Et war jo ursprénglech och virgesinn, fir u sech déi Zuel vun Hektaren, déi ënner Schutz stinn, fir déi nach ze erhéien, wat natierlech awer och dann zousätzlech Problemer...

(Interruptions)

Et war ursprénglech emol virgesinn - dat war och schon zum Deel virun Arer Zäit -, mä awer ursprénglech war ugedeit ginn, fir am Fong geholl nach zousätzlech Terrain an déi Schutzzonen do eranzehuelen. Dann däre ee jo awer, wéi gesot, net vergiessen, dass dat awer och erëm zousätzlech Problemer fir d'Landwirtschaft mat sech bruecht hätt.

Ech si mer natierlech bewosst, mir sinn hei an engem Spannungsfeld. Mir sinn an engem gewëssene Spannungsfeld, an de Virriedner Roger Negri ass drop agaangen: Wat ass u sech d'primäert Zil vun engem Plan sectoriel «Paysages»? Natierlech ass et an éischer Linn, fir ekologesch Aspekter ze considéieren. Mä ech mengen, et muss een awer och op där anerer Säit drop hiweisen, datt mer hei awer och direkt am Beräich vun enger wirtschaftlecher Notzung vun Terraine sinn, datt dann awer och muss iwverluecht ginn: Wéi kann een dat Zesummespill tëschent Naturschutz engersäits an anerersäits Notzung vun deenen Terraine besser herno duerstellen?

Duerfir ass et och wichtig, datt eng grouss Transparenz an Zukunft an déi Plan-sectorielle do erakënn, besonnesch, wéi gesot, de Plan sectoriel PSP, also vun den «Paysages».

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt den Dialog natierlech muss bei där ganzer Diskussioun besonnesch mat der Landwirtschaft geféiert ginn. An hei muss een dann der Regierung awer och elo emol nach eng Kéier félicitéieren. Ech mengen, de Statssekretär Gira huet an där leschter Woch hei op eng Question parlementaire ganz kloer Explikatioun ginn, wéi d'Regierung elo virgaangen ass bei der Ausweisung vun neie Gebidder am Kader vun Natura 2000.

Contrairement zu deem, wéi et fréier gaangen ass! 2009, et erënnert ee sech jo nach drun, do ass keen Dialog geféiert ginn. Mä hei sinn awer esou vill Gemengen, 48 Gemengen, mengen ech, déi sinn an d'Bild gesat ginn. Déi betraffe Leit sinn iwwert de Wee vun Informatiounsversammlungen informéiert ginn. An dat ass och dee richteg Wee!

An do gesäit ee jo och, wa mer den Dialog fleege, da kënnen mer och effikass no vir kommen. An et muss ee jo éierlech zouginn, et waren eng Rei Spannungen an deene leschte Wochen a Méint besonnesch am Milieu vun der Landwirtschaft opkomm. Et war jo och eng Manifestatioun zu Ettelbréck vun enger gewësser Envergnung. Et sinn eng Rei aner Problemer, déi d'Landwirtschaft natierlech de Moment beschäftegen, mat Sécherheet och zum Deel zu Recht. Mä ech mengen awer, et kann een awer haut hei ganz kloer ennersträchen, datt den Dialog elo an deene leschte Wochen a Méint nei opgerullt ginn ass, positiv opgerullt ginn ass.

Ech wëll och drun erënnere, datt de Minister Etgen jo och elo an Zukunftsdësch wëllt aberufen, fir déi ganz Problematik eben do och mat deene Concernéierten duerchediskutéieren.

Duerfir si mer och zefridden, wéi gesot, datt eben elo an dem Dokument „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen“ eng Rei nei Iwwerleeungen drakomm sinn, zum Beispill och, wat d'Virverkafsrecht ubelaangt. Well do hätte jo awer kënnen, wann deen éische Volet ëmgesat gi wier, dach méi schlëmm Konsequenze fir d'Landwirtschaft entstoen. An ech sinn och frou, do kënnen elo ze liesen, datt dat och do confirméiert ginn ass, ënner anerem steet do: «Par ailleurs, un droit de préemption exercé sur des surfaces d'une étendue telle que projetée aurait nécessairement des conséquences néfastes sur l'activité agricole exercée sur la majorité des fonds concernés.» Ech mengen, dat ass kloer an däitlech!

An dann och an dem Programme de développement rural, dee jo och elo finaliséiert ginn ass, deen op Bréssel gaangen ass, ass sech mat där Problematik auserneegeat ginn. Do steet ënner anerem: «Dans le contexte des contraintes particulières auxquelles l'agriculture luxembourgeoise se voit soumise du fait de sa situation périurbaine généralisée, une protection de terrains réservés à un usage spécifiquement agricole de production d'aliments de qualité devient de plus en plus nécessaire, soit au moyen d'une définition d'un zonage prioritairement agricole, par exemple dans le cadre du PSP en cours d'élaboration au niveau national, soit par un autre moyen équivalent au niveau de la finalité.»

Duerfir, wéi gesot, muss een an deem Kontext och drop hiweisen, datt et wichtig ass, datt de PSP net soll derzou genotzt ginn, fir elo nei naturschützeresch Moosnamen ze huelen, mä datt mer duerfir jo och schonner aner legislativ Moyenen hunn. An dat ass u sech och eng nei, eng guut Philosophie, déi sech och elo do bemerkbar mécht.

Ech wollt nach kuerz op deen een oder deen anere klengen Detail agoen. Et war jo och geplangt oder et ass nach geplangt, fir sougenannten „zones tampons“ vun 300 Meter ronderëm d'Zones activités ze maachen. Och dat hätt kënnen zu enger Rei negative Konsequenze fir d'Landwirtschaft féieren. Ech hu

mer allerdéngs soe gelooss, datt dat jo elo awer méi punktuell an Zukunft dann och wäert gesi ginn.

Vläicht zum Schluss nach en aneren Aspekt, deen awer am Kader vun der Diskussioun iwwert d'Landwirtschaft vu muer och eng gewësse Roll spillt: Dat ass d'Architektur, d'Architektur am ländleche Raum. Dat ass de Mëttel an der scho vun deem engen oder deem anere Kolleeg hei undiskutéiert ginn.

Och do verweisen ech op d'Säit 23 vum Rapport iwwert den Débat de consultation, wou u sech awer och unerkannt gëtt, datt do an deene leschte Jorzéngt leider och gesënneg ginn ass, datt u sech net genuch Soin op d'Substanz vun der Architektur geluecht ginn ass, besonnesch, wéi gesot, am ländleche Raum. An do konnt een da liesen: «Il y a également lieu de relever que l'intégration paysagère des nouvelles constructions, en particulier dans l'espace rural, laisse bien souvent à désirer.»

Elo soll een net ze vill pauschaliséieren. Et gëtt och positiv Beispiller. Mir hunn eng ganz Rei flott Entwécklungen an einzelnen Dierfer queesch duerch d'Land. Mä et muss een awer soen, datt et wichtig ass, datt mer déi ländlech Struktur och um Niveau vun den Dierfer solle verstärkt erhalen.

Da si mer natierlech bei der Diskussioun - de Max Hahn hat déi och schon ugeschnidden -, ob et opportun ass, datt mer queesch duerch d'Land zousätzlech Zones d'activités aménageieren, ob et richteg ass, landesplaneresch gekuckt, fir dann eben och a méi ländleche Raum do dann op eemol unzefänken, zousätzlech Aktivitéitszonen ze installéieren.

Ech weess, dat ass och eng ganz sensibel Diskussioun, well engersäits jo awer d'Ariichte vun neien Zones artisanales an économiques natierlech och verbonnen ass mat zousätzlech Rentrée fir déi eenzel Gemengen. Op där anerer Säit, vum landesplaneresche Standpunkt aus gekuckt, ass dat awer oft méi negativ. An hei sinn e puer Beispiller genannt ginn. An eent, wat mir och esou spontan afält, ass ouni Zweifel och Kielen, wou eng Zon aménagéiert gouf, déi u sech vum landesplaneresche Standpunkt aus gekuckt ni hätt sollen do hikommen.

Op där anerer Säit dierf een natierlech awer och net vergiessen, datt mer dann erëm an där grousser Diskussioun sinn iwwer eng nei Strukturatioun vun de Gemengefinanzen. Och dat wësse mer awer, datt dat keng einfach Diskussioun ass. Mir wëssen, datt do ganz vill Lobbyarbeit gemaach gëtt. Mir wëssen, datt do Iwwerleeunge gefouert ginn, natierlech oft e bëssen...

(Coup de cloche de la présidence)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Neen, Dir sidd net um Enn! Mä ech fäerten, dass Der deen een oder deen anere stéiert.

(Hilarité générale)

► **Une voix.**- Also schwätzt emol méi lues!

(Hilarité)

► **M. Gusty Graas (DP).**- Okay dann! Ech kann lech berouegen, ech kommen och gläich zum Schluss.

Mä Dir hat mech awer elo e bëssen aus dem Konzept bruecht, well ech scho gemengt hat, meng Zäit wier ofgelaf.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Jo.

► **M. Gusty Graas (DP).**- Ech wollt, wéi gesot, awer ofschléissend nach eng Kéier op deen Aspekt dann hiweise vun der Relatioun tëschent der Entwécklung vum ländleche Raum an der Konservéierung vun der Architektur an, wéi gesot, och der Implantatioun vun neien Industriezonen. An da si mer, wéi gesot, bei der Diskussioun iwwer eng Neiausrichtung vun de Gemengefinanzen. Virdrun huet schon ee Kolleeg dat hei gesot, datt dat natierlech ganz, ganz schwierig wäert sinn. Dat ass evident.

Mä mir mussen allerdéngs déi Diskussioun féieren, wa mer wëllen eng Landesplanung hunn, déi deen Numm verdéngt. Well wa mer an deem Sënn weiderfueren, nach ëmmer queesch duerch d'Land Stroossen ze bauen, nach ëmmer queesch duerch d'Land Zonen ze aménageieren, da brauche mer eis och net ze wonneren, datt mer net déi Ziler errechen, déi mer eis elo hei gesat hunn.

«L'aménagement du territoire est à la fois un art et une politique. Il prend en considération les données existantes, formule des objectifs et fixe des priorités.» Dat ass eng ganz flott Definitioun. An déi hunn ech am Statsrot sengem Avis iwwert d'Gesetz vun der Landesplanung vun 1999 fonnt. Natierlech huet d'Praxis hir eege Gesetzer. Entre-temps ass viles geschitt. Mä entre-temps ass awer och viles net onbedéngt an déi richteg Richtung gaangen.

Mir schwätzen haut, wéi gesot, ënnert dem Thema „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen“.

Dat ass e kloert, däitlech Objektiv, wou allerdéngs d'Betounung da muss op „zesummen“ geluecht ginn! An dat soll och den ofschléissende Message sinn: Wa mer déi Diskussioun hei féieren, dann dierfe mer déi Akteuren, déi eng wesentlech Roll an deem ganze Prozess spillen, net vergiessen! An do kommen ech, wéi gesot, dann nach eng Kéier op d'Landwirtschaft zrëck. Ech mengen, grad d'Bauern, d'Wënzer, d'Gärtner spillen och an deem Prozess eng wichteg Roll.

Duerfir kann ech mech am Fong geholl och nëmmen deem Appell uschlëssen, deen een am leschten „De Lëtzebuurger Bauer“ konnt liesen, an duerfir liesen ech lech dat och ganz gäre vir, wou ënner anerem drasteet: „...dass bei der Landesplanung beziehungsweise einer Neuaufgabe der sektoriellen Pläne nicht nur dem unmaßigen Flächenverbrauch Einhalt geboten wird, sondern darüber hinaus die Interessen der Landwirtschaft voll und ganz berücksichtigt werden.“ Ech mengen, deem ass u sech vu menger Säit aus näischt hinzuzufügen.

Wéi gesot, ofschléissend wëll ech awer och hei Merci soe fir déi Dokumenter, déi mer kruten, fir déi Presentatioun, déi de Minister, de Statssekretär an d'Ministren an deene leschte Woche gemaach hunn. Dat huet u sech derzou bägedroen, datt ee konnt wichtig an interessant Reflexiounen fir d'Zukunft maachen. A wéi gesot, d'Demokratesch Partei huet iwwert de Wee vum Max Hahn déi grondsätzlech Positioun schonner hee déelopéiert.

An ech soen lech Merci an entschëllege mech, wann ech deen een oder deen aneren da sollt gestéiert hunn - dixit Président.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Mir si large. Mir si large!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.**- Merci, Här Graas. Ech weess, dass et ganz laang ass, mä kommt, mir bleiwen nach e bëssen esou disziplinéiert wéi an deenen éische Stonnen! Deen nächste Riedner ass den Här Henri Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng).**- Jo, Merci, Här Président. Et geet zum Schluss an dofir erlaben ech mer - ech wëll elo net schonner de Résumé maachen -, awer eng Motioun ze déposieren. Ech mengen awer, dass sech vill Leit kënnen dodran zrëckfannen. Si ass ënnerschriwwen vum Yves Cruchten a vum Max Hahn a vu mir selwer. Si steet natierlech och op fir aner Deputéiert hei aus dem héijen Haus.

Motion 1

La Chambre des Députés, considérant

- la décision du Conseil de Gouvernement de retirer de la phase procédurale des projets de règlements grand-ducaux déclarant obligatoires les plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques», suite à des problèmes d'ordre juridique inhérents à la procédure fixée par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire;

- que les plans directeurs sectoriels sont un instrument précieux dans l'intérêt d'un aménagement territorial qui permet de répondre aux défis posés par la forte évolution démographique du Luxembourg;

- que la croissance démographique considérable du Grand-Duché, d'un point de vue territorial, ne s'est pas distribuée selon les objectifs formulés dans l'IVL en ce qui concerne les communes rurales et urbaines;

- que le développement économique est freiné par le manque de zones d'activités appropriées et des procédures administratives qui font obstacle à l'implantation de nouvelles entreprises;

- que la forte croissance du marché de l'emploi, l'augmentation du nombre de travailleurs frontaliers, l'allongement des distances parcourues par les travailleurs résidents, en raison, entre autres, des tendances passées du développement du territoire, concourent fortement à un accroissement de la mobilité;

- que la concentration des emplois dans la capitale et leur excédent par rapport aux logements ont pour conséquence que les transports en commun et les principaux axes routiers sont surchargés aux heures de pointe, ceci également au vu du nombre important de frontaliers travaillant sur le territoire du Grand-Duché;

- que la demande élevée de logements ne semble pas être liée à la croissance absolue du PIB au sein du Luxembourg;

- que le rapport de l'Agence européenne de l'environnement, qui illustre entre autres l'état de fragmentation des paysages de nombreux pays du continent européen, démontre que le paysage luxembourgeois est bien plus fragmenté que celui de ses régions voisines;

- que le secteur agricole subit une forte pression due à une réduction des surfaces agricoles et des

contraintes normatives de plus en plus exigeantes;

- que les documents stratégiques de l'aménagement du territoire restent pertinents sur le plan conceptuel, même si les scénarios de croissance socio-économique étaient sous-estimés;

- que le statut que la société luxembourgeoise accorde à la propriété privée et à l'utilité publique détermine considérablement le pouvoir d'action des instruments visant un développement durable du territoire et que la jurisprudence actuelle impose d'évaluer le caractère d'utilité publique des projets d'infrastructures publiques au cas par cas;

- que les communes jouent un rôle central en matière d'aménagement du territoire et englobent à la fois une représentation des objectifs de développement et un dispositif de mise en œuvre;

- que pour un pays comme le Luxembourg, en position de frontière avec trois pays distincts et un bassin d'emploi qui dépasse largement les frontières nationales, les conséquences spatiales de ses activités économiques dépassent son propre cadre territorial;

invite le Gouvernement

- à mettre en œuvre une politique de développement territorial qui obéit à une gestion durable en respectant les buts de l'aménagement du territoire dans l'accomplissement des tâches lui incombant;

- à modifier les projets de plans directeurs sectoriels «logement», «transports», «paysages» et «zones d'activités économiques» en tenant compte des avis formulés dans le cadre de la procédure de consultation antérieure et en s'engageant dans un dialogue direct avec les communes concernées;

- à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilité nécessaire au niveau communal;

- à modifier la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire afin de lever les obstacles d'ordre juridique qui avaient amené le Gouvernement à retirer les quatre projets de plans directeurs sectoriels mis en procédure le 27 juin 2014;

- à préciser et mettre à jour le programme directeur d'aménagement du territoire, de transférer les dispositions ayant trait aux matières réservées par la Constitution à la loi au sens formel, et d'intégrer certaines dispositions dans des textes législatifs ou réglementaires existants;

- à mobiliser les terrains à bâtir et dynamiser la création de logements sociaux, avant tout du type locatif et de logements à prix abordables;

- à lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains;

- à mettre notamment en place l'instrument des contrats sur les terrains à bâtir nouvellement créés («Baulandvertrag»);

- à favoriser la prise en compte de la dimension transfrontalière;

- à utiliser des incitations financières pour mettre en œuvre les politiques de l'aménagement du territoire;

- à présenter une analyse des avis émis au sujet des plans sectoriels au sein d'une commission jointe de la Chambre des Députés.

(s.) Henri Kox, Yves Cruchten, Max Hahn.

Also, ech wëll just kuerz resüméieren, wat an där Motioun ze fannen ass: éischters d'Feststellungen - et ass kloer, wann een elo de ganze Mëttel nogelasschert huet -, dass et richteg a wichtig war, dass déi Règlement-grand-ducalen zrëckgezu gi sinn, dass mer eng Sécherheet an der Prozedur kréien, dass et kloer ass, dass déi Instrumenter mussen kommen, well mer dee Wuesstum net anescht kënnen steieren, dee Wuesstum insbesondere, wat d'Bevëlkerung ubelaangt. Ech mengen, an 30 Joer en Zouwuess vun 185.000 Leit, dat ass net näischt. Et ass kee Land, wat esou an der Europäescher Unioun gewuess ass.

Dann natierlech, an dat ass awer och, fir dem Här Walter dann e bësse recht och dorop ze ginn: Den IVL ass eng guut Basis. Ech mengen, e baséiert ganz vill op deser Entwécklung. Mir sollen deen entwéckelen, weiderentwéckelen. Ech komme méi spéit drop zrëck, wou mer kéinten nach weider dru schaffen.

De véierte Punkt ass een - dat ass scho vu menge Virriedner gesot ginn - iwwert d'Schwéierfällgkeet heiansdo vun de Prozeduren. D'Prozeduren, do ass hei vum Max Hahn iwwert de PAP, PAG geschwat ginn. Ech mengen awer, dass dat Instrument, déi Guideline guer net esou schlecht ass. An et ass net ëmmer duerch, so mer, d'Gemengen oder de Stat, mä och deels duerch d'Propriétaires, awer och d'Promoteuren, wou d'Lenteur hierkënn.

Dann ass eppes ganz Wichtige, wat, mengen ech, an dem IVL net esou berücksichtegt ginn



ass, well eben einfach d'Entwécklung eis iwwerrannt huet, dat ass de Pendlerstrom, deen awer och haut bei 170.000 Pendler all Dag ass. Dat heescht, souwuel de Pendlerzeenario wéi den Awunnerzeenario vun deemools, wéi den Här Wolter dat och virdu gesot huet, sinn iwwerschratt ginn a mir lafen der Entwécklung hannendrun.

Dann ass eppes, e Punkt, deen awer och ganz wichteg ass. Dat ass, dass mer eng immens Konzentratioun vun den Aarbechtsplazen hunn. Mir hunn eng Konzentratioun vun den Aarbechtsplazen an der Stad. Et zitt alles an d'Stad. Dat ass e Constat, deen dann natierlech Auswierkungen op den Transport, insbesondere den effentlechen Transport huet. Déi Efforten, déi gemaach gi sinn, gi bái Wäitem nach net duer, well d'Zich an d'Busser kommen nach net no. An och eist Stroossennetz ass deels iwwerlaascht, well d'Alternativ da vum effentlechen Transport net do ass.

E siwente Punkt ass de Wunnengsbau. Dat huet all Riedner hei festgestallt, dass e Manktum do ass an dass mer dann do och mussen Ustrenge maachen.

En achte Punkt - an dat ass dat, wat de Gusty Graas grad viru mer hei och développéiert huet -, dat ass den iwwerdrivwene Landverbrauch, dee Landverbrauch, deen enorm ass hei a Lëtzebuerg, dee par rapport zu der Groussregioun en héchsten duerstellt. An dat muss natierlech och berücksichtegt ginn, dass deen net méi an deem Rhythmus ka weiderlafen. An dat hu mir jo net gesot, mä dat ass eng Agence européenne de l'environnement, déi eis dat all Joers erëm mat op de Wee gëtt.

Da komme mer bei d'Landwirtschaft. Natierlech, d'Landwirtschaft huet dorënner e bëssen ze leiden. Wann de Landverbrauch op anere Secteuren ze gross ass, dann ass den Drock op d'produktiv Landwirtschaft natierlech gross. Awer d'Contrainten, déi vläicht do sinn, déi sinn awer och wichteg, déi Contrainten! Well soss kënnen mer, zum Beispill, e proppere Waasserschutz net duerchzéien. Dat heescht, et muss am Aklang mat deem passéieren, dass mer dat diskutéieren, dass dat offen diskutéiert gëtt. An dat soll och gemaach ginn.

Da vläicht nach zwee, dräi Wieder iwwert d'Entwécklung vun de Gemengen. Ech mengen, d'Gemengen hunn an deem Prozess d'Wichtigkeet erkannt. Dat huet de Minister och virdu an senger Einleitung gesot, dass en déi Aweise ganz seriö geholl huet, dass déi och solle weider mat agebonne ginn.

An dann: E klengt Land, wat ronderëm natierlech ugrenzt un dräi weider Länner an esou kleng ass, dat ass automatesch ofhängeg vun deem, wat och iwwert d'Grenzen eraus passéiert - dass dat mat berücksichtegt gëtt.

Dofir ass eis Fuerderung e bëssen, dass mer de Minister mat senger ganzer Regierung wëllen opferderen, zesummen do op dee Wee ze goen - ganz wichteg, an dat huet jiddwereen hei betount -, wa mer déi wichteg Tâche vun der territorialer Entwécklung maachen, dass mer da sollen d'Nohaltegkeet ganz uewen halen. Dat heescht, d'Entwécklung kann nëmmer an engem gesonden Aklang mat deenen dräi Kritären - dat sinn déi wirtschaftlech, sozial, awer insbesondere déi vun der Ëmwelt - sinn.

Den direkten Dialog, dee ganz wichteg ass, deen ass ugekënnegt. Ech mengen, dat wëlle mer hei ënnersträchen. Insbesondere mat de Gemengen, dass dee gemaach gëtt, dat ass gesot ginn.

Dass eng gewësse Flexibiliséierung misst do sinn, ass och gewosst. Déi Flexibiliséierung dierf natierlech net iwwer verschidden Normen erausgoen, mä ass fir déi eng oder déi aner Gemeng, mengen ech, wichteg.

Dann, d'Gesetzter mussen awer ugepasst ginn, dat ass ganz kloer. D'Gesetz vum 30. Juli 2013, dat ass gesot ginn, soll reforméiert ginn. Et ass ëmmer déi Conditionnalitéit. An d'Modalitéiten an den Zweck vun enger Ëmsetzung mussen an d'Gesetz. Dat ass jo och erkannt, dat ass jo och de Wëllen, gemaach ze ginn.

An dann ass awer ee Punkt - mä Virriedner, de Gusty Graas huet dat gesot -, wou mer eng Diskussioun wäerte musse féieren, dat ass effektiv iwwert d'Propriété privée an den Intérêt général. Wéi wäit steet den Intérêt général iwwer enger Propriété privée? Ech mengen, dat ass déi Diskussioun, déi mer onbedéngt hei am Land musse féieren. An do ginn et jo ënnerschiddlech Vuen, déi hei schon duergeluecht gi sinn. Ech mengen, et ass awer eng Conditio sine qua non praktesch, fir och am Wunnengsbau, mengen ech, herno besser weiderzokommen.

Sechste Punkt an deem Invite ass effektiv de Wunnengsbau. Do hu mer hei emol dräi Saachen ervirgehewen:

Dat ass d'Mobiliséierung vun den Terrainen innerhalb vum Perimeter. Et stinn der haut 2.000

oder 600, mengen ech, Hektar zur Verfügung - 700 ass virdu gesot ginn -, déi direkt mobiliséierbar sinn. Déi sollten och kënnen ugebraucht ginn.

D'Lenteur administrative, ech hunn et virdu gesot, soll gekuckt ginn. Mä et soll een awer och de Propriétaire an de Promoteur mat an d'Boot huelen.

An dann d'Baulandverträge; wa mer erweideren, dann ass dat e Kritär, deen duerchauss muss ënnersicht ginn.

Dann de siwente Punkt vum Invite ass: Effektiv, den IVL hat op de Grenzen opgehalen, mir mussen iwwert d'Grenz erausgoen. Besonnesch d'Grenzuertschafte sinn duerch de Verkéier ganz staark belaauscht. Et ass déi Park & Ride-Diskussioun, déi gemaach gëtt, fir un der Quell direkt de Verkéier opzefänken an en da mat intelligentem effentlechem Transport op déi néideg Plazen ze bréngen.

En achte Punkt ass, de finanziellen Ureiz ze ginn. Och de Minister brauch eng gewësse Flexibiliséierung. Et ass jo gesot ginn, dass déi dräi Pole mussen eng gewësse finanziell Envergere kréien. Mä ech muss awer och drun erënnere, dass mer och Kritäre kéinten aféieren, dass déi Grenzuertschafte oder déi Regiounen, déi am Touristeschen ënnerwee sinn, dass déi och eng gewëssen Ënnerstützung da brauchen.

An dann zum Schluss, dat ass de leschte Punkt an ass vum Här Gibéryen och hei gesot ginn, dat ass d'Abzéierung vun der Chamber. Ech mengen, et ass e wichtige Prozess ageleet ginn. Dee war eischtens schon emol direkt bei der Presentatioun gemaach ginn. Och hei bei der Virbereedung zu deem Débat ass ganz gutt Aarbecht geleescht ginn.

Dat sinn déi Punkten, déi mer an där Motioun wëllen hei déposéieren. Déi dräi hunn ënnerschriwwen. Si ass op fir d'ganz Haus. An ech freeë mech op d'Zoustëmmung derzou.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci och dem Här Kox. An nächst ageschriwwen Riednerin ass d'Madame Martine Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech e bëssen hei ronderëm kucken, da mengen ech, Dir sidd alleguer och schon e bësse midd, an dofir loosse ech elo emol einfach meng Introduktioun fort.

Ech wëll awer gären, dat Der...

(**Interruption**)

Dann erwächt Der!

(**Hilarité**)

Ech hätt awer gären, dat Der lech eng Kéier d'Lëtzebuerg Land kuerz virun Ae rufft, a wat een da feststellt, sinn a mengen Aen dräi Saachen: Dat Eischt ass, mir sinn net ganz gross. Ech denken, dat weess jiddwereen. Dat Zweet ass, dat vun eiser Fläch ronn 35% Bësch sinn, an dat Drëtt ass, dat mer méi wéi 50% vun eiser gesamter Fläch landwirtschaftlech notzen.

Lëtzebuerg wäert an Zukunft nach weider wuessen, dat hu mer de ganze Mëtteg méi dacks héieren. A fir des Entwécklung, dese Wuesstum wäert och weider Land gebraucht ginn, Land, dat am Moment vun der Landwirtschaft bewirtschaft gëtt. Och wa mer dese Landverbrauch gebremst kréien oder eventuell gebremst kréien, wat jo och een Zil vun eise Plan-sectoriellen ass, esou gëtt dach an Zukunft weider Land gebraucht. An et stellt sech ënner anerem d'Fro, ob esou nach eng nohalteg Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg méiglech ass.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Entwécklung vun eise Land, vum Wuesstum geet gezwongenerweis op d'Käschte vun engem Wirtschaftssektor, der Landwirtschaft, an net nëmme vun der Natur. Däers musse mer eis bewusst sinn a virun allem musse mer eis der Problematik bewusst sinn, déi fir dese Sektor doduerch entsteet. Ech weess natierlech, de Projet de règlement grand-ducal vum Plan sectoriel «Paysages» gesäit als eent vun den Ziler vun de Zones multifonctionnelles d'Bäibehale vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit vir. Dëst Zil ass awer zum Beispill bei der Zone pour la préservation d'un réseau écologique, wou méi wéi een Drëttel vun eiser landwirtschaftlecher Notzfläch draläit, guer net méi ernimmt. Firwat?, kann ech do nëmme froen!

Ech liesen lech emol vir, wat am Landesentwicklungsplang vu Baden-Württemberg steet: „Zur Sicherung der Ernährungs- und Rohstoffbasis, zur Erhaltung und Pflege der Kulturlandschaft und zur Bewahrung der natürlichen Lebensgrundlagen ist die Land- und Forstwirtschaft als leistungsfähiger Wirtschaftszweig zu erhalten und“, ech betounen, „in ihrer Wettbewerbsfähigkeit zu stärken.“

Dir Dammen an Dir Hären, esou kloer Bekenntnisse zur Landwirtschaft hätt mer, hätt d'Landwirtschaft sech och am Plan sectoriel «Paysages» gewënscht. E landwirtschaftleche Secteur muss kënnen attraktiv a konkurrenzfähig bliwen. Och wann Der schreift, dat d'landwirtschaftlech Aktivitéit solle bäibehale ginn, a verschiddenen Zonen zumindest, da schwätzt Der awer kee Wuert vu Wettbewerbsfähigkeit.

Wann de Betriber Terraine verluer ginn, wann zousätzlech Nutzungsaschränkungen duerch iergendwelch Moosnamen, duerch Kompenséierungsmoosnamen oder anerer, gemaach ginn, da riskéiere ganz sécher eng Partie Betriber hir Existenz. Firwat ass also am Plan sectoriel «Paysages» keen explizite Schutz virgesi fir des landwirtschaftlech Fläch?

Wa mer nach gären an Zukunft op qualitativ héichwäerteg regional Liewensmëttele wëllen zrëckgräifen, dann dierfe mer dem Bauer net säin Hauptproduktionsfacteur, de Buedem, forthuelen oder e mat ëmmer méi Virschreften a Servitudë beleeden.

Am Plan sectoriel «Paysages» vun der leschter Regierung war esou eng Zone agricole protégée virgesinn. Ronn 70.000 ha sollte fir d'landwirtschaftlech Produktioun geschützt ginn. Kompenséierungsmoosname sollten hei net oder nëmme begrenzt méiglech sinn. Iwwregens, och den deemolege Landwirtschaftsminister, den Här Romain Schneider, wollt des Zon.

Op eng Question parlementaire vum Marco Schank a mir zu deemem Sujet huet d'Madame Minister Dieschbourg eis geäntwert, dat eng juristesche Analys bewisen hätt, dat duerch d'Servituden, déi esou op den Terrain géife geluecht ginn, des Virgehensweis extrem problematesch gewiescht wär an dat doduerjer Entschiedegungen un de Propriétaire noutwendeg gi wäeren.

Heizou hunn ech elo eng Partie Froen: Firwat gëtt hei vu Servitudë geschwat, wann eng landwirtschaftlech Fläch muss weiderhi landwirtschaftlech genotzt ginn? D'Notzung bleift also déiselwecht, de Wäert vun der Fläch hëlt net of. Iwwregens gëtt et de Prinzip vun der Zone agricole protégée a Frankräich schon zënter 1999 an et gëtt en zum Beispill och am Saarland.

Falls heiduerjer awer tatsächlech géife Servituden op den Terrain geluecht ginn, da muss ech mech als Netjurist awer froen, ob duerch déi Aschränkungen, déi am Plan sectoriel «Paysages» virgesi sinn, wéi zum Beispill am Réseau écologique, net ganz sécher da Servituden op d'Terraine geluecht ginn, déi riskéieren, Entschiedegungen noutwendeg ze maachen. Da misst een déi Zone jo och eventuell eraushuelen.

Elo hu mer also hei e Projet vun engem Plan sectoriel «Paysages», deen emol net konnt op enger Kaart zesummegefaasst ginn, deen awer emol net déi Fläch schützt, wou de Buedem den Hauptproduktionsfacteur ass, nämlech déi landwirtschaftlech Fläch, dee virun allem dem Naturschutz déngt, deen als Haaptzil huet, d'Urbanisatioun op eenzelne Fläche vum Land ze verhënnere - wat jo u sech an der Rei ass. Da kann ee sech awer froen, ob mer esou e Plan sectoriel «Paysages» iwwerhaupt brauchen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn an deem heiten Dokument net méi ganz vill iwwert de Plan sectoriel «Paysages» fonnt.

An an deem heiten Dokument, wat mer u sech déi lescht Woch kritt hunn,...

(**Mme Martine Hansen montre deux documents à l'audience.**)

...hunnen ech erausfonnt, dat déi meescht Reklamatiounen zum Plan sectoriel «Paysages» komm sinn. An dofir wëll ech op deser Plaz och nach eemol op eenzel Froen a Besuch op déi verschiddenen Zonen agoen.

1) De Plan sectoriel «Paysages» gesäit sechs verschiddenen Zone vir. Vill vun hinnen ënnerscheede sech net ganz gross. Sinn des vill verschiddenen Zonen noutwendeg? Zousätzlech zu desen Zone ginn et Reglementer zu den Natura 2000-Gebidder, de Biotopkadasteren, etc. Verschidde Fläche falen ënner zwou bis dräi esou Zonen oder Gebidder. Do kann ee sech froen: Ass dat noutwendeg? Der Iwwersicht fir de Propriétaire, fir de Bewirtschaftler, fir d'Gemengen hëllef et op jidde Fall net. Et bréngt au contraire Duerjerneen a mat dem Duerjernee ganz dacks och Onsicherheit.

2) Dann zum Punkt «évaluation des incidences environnementales et études d'impact»: A wéi enge konkrete Fäll muss an Zukunft eng Étude d'impact gemaach ginn? Wéi vill kascht esou eng Étude d'impact an der Regel?

An der Zone prioritaire vum Réseau écologique ass all nei Konstruktiooun respektiv all Vergréis-

serung vun enger Konstruktiooun, déi Afloss op d'Integritéit vun der Landschaft huet, verbueden, ausser eng Evaluatioun oder eng Etüd géif beweisen, dat den Impakt net signifikativ ass.

Hei wëll ech nach eng Kéier op eng Fro zrëckkomme vun der leschter Woch, déi ech dem Här Statssekretär Gira gestallt hunn. Ech wollt nämlech wëssen, wéi eng Konsequenzen d'Ausweisung vun den Natura 2000-Gebidder op d'landwirtschaftlech Produktioun an awer och op d'Bauen an der Zone verte respektiv d'Vergrëssere vu bestehende Bauten an der Zone verte hätt. Den Här Gira huet mer garantiert, dat sech fir d'Bauen näischt géif ännere vis-à-vis vun der Situatioun virun der Klasséierung u sech. Dat heescht, déi aktuell Bestëmmunge vun der Zone verte géife weiderhin zielen. Dat heescht konkret, dat all Konstruktiooun muss vum Ëmweltministère autoriséiert ginn, awer net onbedéngt eng Étude d'impact noutwendeg ass.

Op enger vun den Informatiounsversammlungen huet d'Madame Dieschbourg awer laut mengen Informatiounen gesot, dat an den Natura 2000-Gebidder eng Étude d'impact wäert noutwendeg ginn, fir eng Genehmegung ze kréien. Wien huet elo recht? Oder hu se allen zwee recht? Ass et vläicht esou, dat doduerjer, dat d'Natura 2000-Flächen an der Zone prioritaire leien, dat doduerjer elo d'Étuden obligatoresch gemaach ginn? Ech wär dankbar, wa mer hei kéinte Kloerheet kréien, well des kleng net gesoten Nuancé kënnen awer vill Problemer fir déi betraffe Betriber bréngen.

Heizou wëll ech nach e puer Saache soen: Eischtens wëll ech hei just nach eemol drop hiweisen, wéi vill Problemer am Moment schonns besti beim Bauen an der Zone verte respektiv beim Ausbau vu bestehenden Haiser a Betriber an der Zone verte. Mir ass zum Beispill ee Fall bekannt, wou d'Leit elo hiert Haus opginn, wou hir Famill iwwer Generatiounen dra gewunnt huet, just duerch déi schonns bestehend Aschränkungen. Do froen ech mech ëmmer: Ass dat normal? Muss dat sinn?

Da wëll ech zu deemem Punkt nach eppes soen zur Landwirtschaft: De Bauer ass net méi erwünscht an den Dierfer. Hie passt och net méi richteg dohinner mat de Bëschten, de schwéiere Maschinnen, dem Geroch an esou weider. An hie wäert, esou wéi d'Entwécklung vum Land geplangt ass, nach ëmmer manner an d'Duerf passen. Hie passt och net an eng Zone d'activité. Dir Dammen an Dir Hären, da muss en awer reell Entwécklungsperspektiven an der Zone verte hunn!

An dann nach zu deene Betriber, déi de Pech hunn, elo op eemol an deser Zon ze leien: Si ginn duerch des Aschränkungen an hirer Entwécklung komplett ofgebremst. Hir Zukunftsperspektive ginn zerstiért! Wär et hei net zum Beispill méiglech gewiescht, eng gewëssen Zone tampon ronderëm d'bestehend Betriber, Haiser, etc. ze loosse? Dëst hat ech och zum Beispill d'lescht Woch a puncto Natura 2000 gefrot. Dat hei Onzelfridenheet a Mësstraunen opkënn, ass verständlech!

3) Da kuerz nach zu de Zones multifonctionnelles, de Zones de préservation des grands ensembles paysagers, Zones vertes interurbaines a Coupures vertes. Den Här Statssekretär Gira seet an engem Artikel vum „Lëtzebuerg Wort“, ech mengen, den 2. Juli 2014, ech zitieren: „Der Norden des Landes ist mit der Obersauerregion, dem Kiischpelt, dem Ourtal sowie teils auch dem Müllertal und dem unteren Sauertal denn auch gleich von mehreren großen Landschaften geprägt, die laut sektoriellen Leitplänen schützenswert sind. Sei darunter auch kein generelles Entwicklungsverbot zu verstehen, so gelte es doch, jegliche Vorhaben in diesen Zonen doppelt und dreifach zu prüfen.“ Esou eng Aussoe maachen de Leit, maachen de Gemengen aus dem ländleche Raum Gedanken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen aus enger vun esou enge Regiounen, an där Leit sinn der jo nach e puer heibannen. Ech kann lech soen, dat mir och gären eis schéi Landschaft behalen. Mä och eis Regiounen musse sech nach entwéckele kënnen. Och d'Leit aus dem ländleche Raum hätt gären am léifsten Aarbechtsplazen an hirer Regioun, hätt gären anstänneg Transportméiglechkeeten, anstänneg Infrastrukturen. Et geet net nëmmer hei ëm d'Gemengefinanzen. Ech mengen, den Här Graas hat gesot, d'Zones d'activité wiere fir d'Gemengefinanze wichteg. Et geet net nëmmer dorëm!

Dofir froen ech: Mussen des Restriktiounen alleguer sinn? Wär hei net e bësse méi Flexibilitéit erwünscht? Ech hunn an der Motioun jo héie-

ren, dass der méi Flexibilitéit oder dass d'Majoritätsparteien och méi Flexibilitéit froen. Da sinn ech berouegt.

Zousätzlech zu dëser allgemenger Fro wär et interessant ze wëssen, wéi d'Coupures vertes genau festgehale gi sinn. Et kann och hei net sinn, dass Betriber, Haiser, och wann et der net vill sinn, déi elo schonns an esou enger Coupure verte leien, elo komplett an hirer Entwécklung gebremst ginn. Hei muss och nogebessert ginn.

An nach eng lescht Fro zu dëser Zon: Firwat sollen d'Gemengen, am Fall vu bauen an der Zone verte an an der Zone de préservation des grands ensembles paysagers an an der Zone interurbaine elo zousätzlech zum Ëmweltministerium nach kënnen aner Bestëmmunge festhalen? Dëst ass an eisen Aen net sënnvoll, contraire zu enger Simplification administrative. D'Prozedur géif nach weider erschwéiert ginn, d'Käschte wahrscheinlech weider an d'Luucht gedriwwen ginn, a mir géife riskéieren, grouss Ennerscheeder bei der Behandlung vun de verschiddenen Dossieren, jee no Gemeng, ze kréien.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och nach kuerz op de Réseau écologique agoen. An ech rappeliéieren nach eemol, dass an dëser Zon emol net d'Erhale vun der landwirtschaftlecher Aktivitéit als Zil festgehale ginn ass. Dës Zon soll prioritär geholl gi fir Kompensationsmoosname vu gréisserer Projeten, mat Virkafrecht vum Stat. Et handelt sech hei net ëm Peanuts, mä Schätzunge vun der Landwirtschaftskammer no ëm zirka 40.000 Hektar landwirtschaftlech Nutzfläch! Am Ganze sinn et der natierlech méi. Dat heescht, de Stat hätt ee Virkafrecht fir iwwer een Drëttel vun der landwirtschaftlecher Nutzfläch. Brauch de Stat wierklech ee Virkafrecht fir Kompensationsmoosname fir esou vill Flächen? Ech mengen an ech hoffen net!

Allgemeng muss ee soen, dass eis Kompensationsmoosnamen onbedéngt am Sënn vun der Wettbewerbsfäegkeet, am Sënn vun enger nohalteger Landwirtschaft mussen iwwerducht ginn. An och hei muss de Flächeverbrauch reduzéiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst sinn nëmmen e puer Punkten, déi staark ze kritiséieren sinn. Zesummefassend wëll ech nach eemol betounen, wann d'Regierung am Plan sectoriel «Paysages» der Landwirtschaft net wëllt déi néideg Bedeutung ginn an d'Entwécklung vun eisem Land zum groussen Deel op d'Käschte vun dësem Wirtschaftssektor wëllt maachen, da kënnen mer domadder net averstane sinn. D'Roll an d'Bedeutung vun der Landwirtschaft, an net nëmmen vun der Ëmwelt, gehéiert an ee Plan sectoriel «Paysages», well schliisslech ass et d'Landwirtschaft, ass et d'Forstwirtschaft, déi de Paysage flegt an esou geschafene huet, wéi mir en hunn.

Ech hunn et scho gesot, an dësem Plan sectoriel «Paysages» gi virun allem Ëmweltziler gekuckt. Wa sech heirop beschränkt gëtt, da kënnen dës genaueso gutt am Naturschutzgesetz behandelt ginn, wat jo anscheinend virum Summer soll fäerdeg sinn.

Ech weess net, ob een heibannen oder och dobaussen d'Iwwersiicht huet, ob et iwwerhaupt nach Fläche gëtt, déi net an iergendenger Zon leien, sief dat an enger Zon vum Plan sectoriel «Paysages», enger Natura 2000-Zon, engem Biotop an esou weider. Verschidde Flächen, ech hunn et scho gesot, si sécher als e puer Zonen ausgewise ginn. Dëst misst alles iwwerkuckt ginn an et muss onbedéngt hei erëm eng Kéier, am Sënn och vun der Wettbewerbsfäegkeet vun der Landwirtschaft, am Sënn vun den Entwécklungsméiglechkeeten vun de Gemengen, iwwerschaft ginn.

Och déi aktuell Kompensationsmoosname mussen iwwerducht ginn. A falls dëst elo alles soll am Naturschutzgesetz geregelt ginn, esou soll dëst awer kee Fräifahrtsschäi sinn. Neen, am Géigendeel! De Secteur muss hei bei der Ausaarbechtung vum Naturschutzgesetz onbedéngt mat abezu ginn, an dëst mat Zäit. Dat heescht, wann d'Gesetz soll virum Summer gestëmmt ginn, géif ech mengen...

(Interruption)

D'Madame Minister Dieschbourg huet eis gesot, et wier virum Summer...

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Sera déposé.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Okay. Ech war der Meinung, mä egal, da mengen ech trotzdem, dass et...

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures*.- Madame Hansen, d'Regierung stëmmt keng Gesetz, si déposéiert se.

► **Mme Martine Hansen** (CSV).- Jo. Pardon fir dee klenge Präzisionsfeeler. Ech mengen awer, dass et esou lues un der Zäit wier, fir de Secteur, fir déi zoustänneg Chamberskommission a fir d'Gemenge mat anzubauen.

Dir Dammen an Dir Hären, hei, a virun allem och hei, well et ee ganz wichteg Gesetz ass, ass Transparenz a Kommunikatioun an net nëmmen Informatioun gefuerdert. Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och der Madame Hansen. An d'Wuert huet elo dee leschte Riedner, den Här Frank Arndt.

► **M. Frank Arndt** (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleiwen eis nach 32 Minutten. Tréisch lech, ech wäert se net ausnotzen. Neen, ech mengen, dat doen ech lech elo net un. Mä zum Débat de consultation „Lëtzebuerg zesummen entwéckelen“ hei nach e puer Iwwerleeunge vun der LSAP-Fraktioun iwwert d'Ekonomie an d'Landwirtschaft.

Wéi de Plang fir d'Zones d'activité ausgeschafft ginn ass, gouf als Éischt eng Aschätzung vun de Bedürfnisser gemaach, wat esou Zonen ugeet. Tëschent 2005 an 2006 gouf een Inventaire gemaach vun deene bestehende Flächen, deen zum Schluss komm ass, dass mir zu deem Zäitpunkt knapps 1.100 Hektar un Aktivitéitszonen haten an dass der bis d'Joer 2030 1.710 gebraucht ginn.

Mir schwätzen oft dovun, wéi wichteg et ass, eis Ekonomie ze diversifizéieren an dass mir probéieren mussen, manner ofhängeg vum Finanzsektor ze ginn. Wa mir Industriebetriber, a virun allem och kleng a mëttelgrouss Entreprisë wëllen ënnerstëtzen, mussen mir hinnen d'Méiglechkeet ginn, géeeegenten Terrain ze fannen, wou se sech kënnen nidderloossen. Dëst ass eng Tatsaach, där mir mat oder ouni Plan sectoriel mussen Rechnung droen!

Datt mir bis elo keen esou ee Plang haten, huet awer oft dozou gefouert, dass vu Fall zu Fall no enger Wee gesicht ginn ass, oft mat vill Polemik an net ëmmer mat Erfolleg. Et ass wichteg, dass mir verbindlech Pläng kréien, déi et onnéideg maachen, eréischt dann no enger géeeegente Site ze sichen a gegebenenfalls ëmzekeréieren, wann eng konkret Demande do ass.

Dat ass eng Prozedur, déi immens langwierig ass an déi déi eng oder aner Entreprise ka motivéieren, sech an enger anere Land nidderze-loossen. Ee Plan directeur sectoriel iwwert d'Aktivitéitszone gëtt d'Geleeënheet, am Virfeld ze kucken, wou déi Terraine leien, déi am beschte géeeegent sinn. Do kann een ouni Zäitdruck déi Sitten eraussichen, déi am wéinegsten Impakt op d'Ëmwelt hunn, net ze no un de Wunnebidder leien, gutt un de Verkéiersréseau ugebonne sinn an esou weider.

Well et där Flächen net esou vill gëtt, ass et ëmsou méi wichteg, fir se fräi ze halen, fir dass mir och an zéng oder 15 Joer nach ee gewëssene Spillraum hunn. Et kann een och ënnerschiddlech Zonen fir verschidde Aktivitéiten virdefinéieren, jee no deem wéi staark d'Auswirkungen, d'Emissionen wéi Stëbs, Kaméidi, déi mat der Aktivitéit verbonne sinn, sinn.

De Plang, deen an d'Prozedur gaange war, huet och de Mérite, dass e sech ëm eng regional Verdeelung vun der Zone beméit huet an dass en eng verstärkt Zesummenaarbecht tëschent de Gemenge virgesinn huet. Dobäi sollen déi regional Aktivitéitszonen prioritär dem Handwerk a klenge Betriber zur Verfügung stoen.

Et ass gutt, dass Aschränkunge virgesi sinn, wat de Commerce ugeet. Déi Zonen däerfen net direkt besat gi vun „grandes surfaces“. De Commerce soll verstärkt an den urbaniséierten Zonen ugesiedelt ginn, soudatt d'Wunnen, d'Schaffen an d'Akafen, wa méiglech, méi no beienee bruecht kënnen ginn. D'Gemenge mussen d'Méiglechkeet behalen, kommunal Zonen auszebauen, wann déi Betriber, déi do sinn, sech wëlle vergréisseren.

D'Prioritéit sollen awer déi regional Zonen behalen. Wéi bei all den anere Plans sectoriels gëtt et elo d'Geleeënheet, eenzel Aspekter ze iwwerschaafen an ze iwwerdenken, Beispill Pufferzone ronderëm d'Aktivitéitszonen. Ech mengen, et ass hei scho méi oft gesot ginn, et soll méi staark vu Situatioun zu Situatioun gekuckt ginn, wéi déi Zonen ausgesinn a wat sech ronderëm befënnt. Ze vill e rigide System ass an der Praxis net ëmmer ëmzesetzen a mécht och net ëmmer Sënn.

Generell muss een drop halen, dass d'Plans sectoriels een evolutive Charakter hunn. Et geet un eischer Stell drëm, sech d'Optionen fräizehalen, fir zukünftege Bedürfnisser Rechnung ze droen, esou wäit een dat dann haut ka virausgesinn.

Et ass awer och ganz kloer, dass déi reell Entwécklung ni ganz mat esou Projektionen iwwereneestëmmt. An dofir mussen esou Pläng a regelméissegen Ofstänn adaptéiert ginn. Dat war jo och de Grond, firwat mer beim Ausschaffe vum Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire décidéiert haten, dass d'Plans sectoriels net solle per Gesetz, mä iwwer e Règlement grand-ducal définéiert ginn, obwuel de Choix net ganz onproblematesch ass.

Wann een d'Envergure an den Impakt vun enger Plan directeur sectoriel kuckt, ass et kloer, dass dat net e Règlement grand-ducal wéi all déi aner ass. Dofir hate mir jo eng extra Prozedur agefouert, wou d'Chamber mat agebommen ass, an eng Konsultationsphas mat de Gemengen a Bierger dozou gehéiert.

Dat alles hu mir gemaach, well e Règlement grand-ducal méi schnell ka vun deem zoustänneg Minister adaptéiert ginn, wéi wann een all Kéiers e Gesetz misst maachen, fir och nëmme ganz punktuell Ännerunge virzuehelen. D'Plans sectoriels sollen eis, wa se bis eng Kéier a Kraaft sinn, d'Liewe jo méi einfach maachen, well mir net bei all eenzelnen Projet endlos laang Prozeduren mussen uleieren, fir e géeeegente Site ze fannen, well entspreche Zone scho virdefinéiert sinn.

D'Plans sectoriels däerfen net dozou féieren, dass mir eis selwer blockéieren, obwuel Grënn, déi haut bestëmmt Aschränkunge sënnvoll erschéngen loossen, spéider vläicht net méi valabel sinn. Dee komplizéierten an opwendegen Exercice, dee mir elo maachen, fir déi éischt Pläng an enger gudder, ofgestëmmt Form ëmzesetzen, muss eis et spéider méi einfach maachen, no feste Kritären déi Pläng ëmmer erëm un d'Realitéit unzepassen.

Esou Verännerungen an der Réalitéit kënnen an zwou Richtunge goen. Et ka sinn, dass eng Zon, déi zu dësem Zäitpunkt net fir déi eng oder aner Funktioun a Fro kënn, opgrond vu Verännerungen awer aneschters notzar gëtt. Et kann awer och sinn, dass eng Zon, déi haut géeeegent schéngt, sech esou verännert, dass se a 15 Joer déi Kritären net méi erfëllt. Do, wou haut eng Industriezon ass, kann an zéng oder 20 Joer d'Rekonversiou an ee Wunnegebitt Sënn maachen. An do, wou haut net gebaut ginn ass, ka vläicht spéider eng wichteg ekologesch Nisch entstoen.

Esou enger Evoloutioun muss ee kënnen zäitno Rechnung droen, woubäi et natierlech gutt wier, esou wäit wéi méiglech d'Industriefriché weider als ekonomesch Aktivitéitszonen ze notzen a se net deier ze sanéieren. Ech schwätze vu Wolz, ech weess vu wat ech schwätzen. Mä et huet awer Sënn gemaach, fir déi Friché mat eranzuehelen, well se ebe matzen am Zentrum leien, fir déi eben a Wunneraum ëmzewandelen a parallel Gréngzonen an nei Industriezonen ëmzekeréieren.

Ech hunn awer och nach eng Remarque zu de Gréngzonen. Vu dass den Terrain zu Lëtzebuerg rar ass, deier ass, gëtt et ee groussen Drock, fir ëmmer méi Gréngzonen an de Bauperimeter eranzuehelen oder eben nei Zonen ze definéieren, wou ekonomesch Aktivitéiten kënnen stattfannen. Well deen Drock esou grouss ass an dee mëttelfristeg zu enger onverantwortleche Raubbau an der Natur féiert, wann een deem näischt entgéintsetzt, kënn dem Plan directeur sectoriel «Paysages», op deen de Roger Negri virdrun ausféierlech agaangen ass, ee besonnesche Stellwäert zou.

E rationellen Ëmgang, souwuel mat nowuessende wéi och mat limitéierten natierleche Ressourcen, ass nun eemol eng Konditioun fir eis ekonomesch Viabilitéit a fir d'Liewensqualität an d'Gesondheet vun de Bierger. Mat de Plans directeurs sectoriels gëtt deemno versicht, een Equiliber hierzestellen tëschent de Bedürfnisser vun der Ekonomie, der Mobilitéit, dem Logement an dem Ëmwelt- a Landschaftsschutz.

Et gëtt awer ee wirtschaftleche Secteur, an et ass elo e puermol hei scho gesot ginn, deen dem Drock vun alle Säiten ausgesat ass an deem seng Interessen, menger Meinung no, net ëmmer genuch berücksichtegt ginn, an dass sinn d'Bauern an d'Wënzer. Si sinn een Deel vun eiser Ekonomie, mä hir Aktivitéit fënn net an den Industriebroche statt. Si brauche grouss Flächen, déi, bei all Ëmklasséierung zu Wunneraum, riskéiere méi kleng ze ginn. Elo kann ee soen, dass eenzel Bauere ganz gutt u solche Reklassementer verdéngt hunn, mä fir de Secteur stellt déi Reduktioun vu verfügbare landwirtschaftleche Flächen awer e seriöse Problem duer.

Derbäi kënn de Widersproch, dass de politesche Wunsch eng méi extensiv a manner op d'Masseproduktioun ausgerichte Landwirtschaft ass, de Konsument am Allgemengen awer méiglechst bëlle Liewensmittel keeft, déi nëmmen an enger intensiver Landwirtschaft kënnen zu deem Präis produzéiert ginn. Et ass wouer, dass een Deel vun de Konsumenten

ten zu enger méi héije Präis Bioprodukter keeft, an dass déi Demande nëmmen zum Deel iwwer eis eege Produktioun befriedegt ka ginn.

Et ass och esou, dass d'Bauern eng finanziell Ennerstëtzung kréien, wa se ee besonneschen Effort am Sënn vum Ëmweltschutz maachen. Mä dat geet net wierklech duer, fir deenen héijen Uspréch gerecht ze ginn. Am Resultat hunn d'Bauerbetriber ëmmer méi grouss Problemer, fir deene widderspréchelechen Demandé vu Qualitéit, Naturschutz an niddrege Präisser gerecht ze ginn.

An Zuele gekuckt, ass den Agrarsektor just ee klengen Deel vun eiser Ekonomie. Dat soll eis awer net doriwuer ewechtäuschen, dass d'Landwirtschaft ee ganz besonnesche Rôle an eiser Gesellschaft spillt, deen iwwer hire Bäitrag zu enger BIP erausgeet. Mir sinn an enger grousser Mooss vun Importer ofhängeg, wat eise Konsum vu Liewensmittel ugeet. Mir sollen zumindest versichen, déi Produktionsméiglechkeeten an déi Stärkt, déi mir an dësem Secteur hunn, ze erhalen, fir eis nach e Rescht u Souveraineté alimentaire ze sécheren.

Et schéngt mir deemno wichteg, dass eng Landesplanung, déi nëmmen a groussen Zich op d'Bedürfnisser aus verschidde Beräicher kann agoen, eng gewësse Flexibilitéit léisst, fir dass bei konkrete Problemer, mat gesondem Mënscheverstand an am Dialog, mat de Betreffene kann eng Léisung fonnt ginn. Dat wier eng Form vun Unerkennung fir e Wirtschaftszweig, deen ënner ëmmer méi schwierige Konditiounen muss produzéieren a wou mir eng komplett Delokaliséierung net kënnen akzeptéieren.

Dat war et vu menger Säit. Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président*.- Merci och dem Här Arndt. An direkt huet d'Wuert den Här Nohaltegekeetsminister, de François Bausch.

Prises de position du Gouvernement

► **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*.- Här President, ech wollt alle Riedner Merci soe fir hir Interventiounen a fir hir Bäitrag an ech wollt vläicht op eng Rei Saache reagéieren, déi gesot gi sinn.

Dat Éischt ass emol déi Fro, déi den Här Wolter opgeworf huet, an en huet sech do baséiert op eisen Text, wou e seet, mir géife schreiwen, d'Prozedur wär net ënnerbrach, also d'Plans sectoriels, mir hätte kee Retrait gemaach. Ech wëll drop hiweisen, fir dass dat och kloer ass, dass steet och iwwerens esou am Text, well et steet hei: «Toutefois, l'interruption de la procédure ne signifie pas le retrait des plans sectoriels.» Domadder wollte mer soen, se sinn net an der Poubelle. Dat heescht, se sinn net verschwonne, se sinn natierlech aus der Prozedur.

An dee Saz hannendru bestäegt dat och. Do steet: «La finalisation et la mise en procédure des plans sectoriels restent la première priorité.» Dat heescht, „la finalisation“ vun de Pläng an d'Mise en procédure, dat heescht an déi nei Prozedur: Dat ass dat, wat mer wëlle maachen. Duerfir ass dat relativ kloer an duerfir wollt ech dat awer nach eng Kéier hei ënnersträchen.

Da war déi zweet Fro, et sinn e puer Leit, déi dat opgeworf hunn, ënner anerem och den Här Turpel, wou gesot ginn ass: Jo, dee Colloque. Wäer et net besser, Hearingen ze maache mat der Société civile? Also ech wëll drop hiweisen, dass dat, wat de Ministère wäert organiséieren am Mee, dat ass en Hearing, am Ministère selbstverständlech. An do wäert d'ganz Zivilgesellschaft invitéiert ginn, dass heescht all d'Beruffskummeren, dass heescht d'Gewerkschaften sinn all do vertrauden, d'Parlament ass vertrauden an esou weider. Den OAI wäert vertraude sinn, de Mouvement écologique, also eng ganz... Mir hunn e bësse breet gekuckt, esou breet wéi méiglech ze streeën, fir effektiv d'Leit do dohinner ze kréien.

An an deem Hearing, do wäerte mer och en Dokument erstellen. An dat Dokument, d'Konklusiounen dovunner, wäerte mer selbstverständlech och der Chamber iwwermittelen, wat dobäi erauskomm ass, dass heescht, wat vun deenen eenzelnen Akteuren do gesot ginn ass.

Da wollt ech am Ufank eng Remarque elo maachen. Et sinn eigentlech e puer interessant Saachen gesot ginn, déi sech hei e bësse rejoignéieren. Et ass iwwert de Wuesstum geschwat ginn. Den Här Turpel huet driwwer geschwat, den Här Gibéryen huet driwwer geschwat, den Här Wolter huet driwwer geschwat.

Bon, déi éischt Fro emol, déi opgeworf ginn ass, dass ass déi: Kann een de Wuesstum steieren? Et ass diskutéiert ginn iwwert d'Quantitéit oder qualitative Wuesstum. Et ass iwwert de Präis vum Wuesstum geschwat ginn, dass war haaptsächlech den Här Gibéryen. An eigent-



lech sinn ech immens dankbar iwwer all déi Remarquen, well déi sinn natierlech alleguerte pertinent.

An effektiv, den Här Gibéryen huet hei richteg esou eng Lëscht opgezielt, wat de Käschtepunkt vum Wuesstum ass. Domat huet en natierlech vollkommene recht. An dat ass och e Phänomeen zu Lëtzebuerg, wou mer d'Tendenz haten, deen ze verdrängen an deene leschte Jorzéngten. A wa mer elo 1,4 Milliarden an de Schinnebau mussen investéieren an iwwer eng Milliard an de Stroossebau, dat heescht 2,4 Milliarden, dann ass dat een Deel vum Präis vum eisem Wuesstum. Dat ass ganz kloer.

An et ass och duerfir richteg, dass een dat eraussträicht an dass mer dat emol an d'Bewusstsein kréien. Dat heescht, dass alles, wat mer decidéieren, an iwwer alles, wou mer vläicht och frou sinn, wat mer materiell direkt gesinn, dass mer wuessen, dass dat awer och en „Contre-Präis“ huet. An da gesäit natierlech d'Balance aneschters aus vum deem Ganzen.

Dat Zweet, wat een dozou muss soen, dass ass d'Fro, dass huet den Här Turpel opgeworf, vun der Quantitéit oder vun der Qualitéit. An effektiv ass d'Fro vun der Qualitéit dat Wichtigst. Ech mengen, dass Beispiller si jo elo genuch genannt ginn. De Mouvement écologique huet eng Stellungnahme geholl, wou se drop agaan sinn, fir ze soen: Majo, solle mer eis net déi Froen emol stellen, wat soll dann iwwerhaupt wuessen? Och d'Qualitéit vum Wuesstum.

An effektiv hu mer eis déi Fro an der Vergaangenheet an net genuch gestallt. Ech mengen, mir hunn als Gréng zum Beispill an der Vergaangenheet gekämpft fir, oder géint, pardon, esou Entreprisë wéi Kronospan zu Suessem, well mer ëmmer gesot hunn: Wat ass dann de qualitative Wäert vun deenen Aarbechtsplazen, déi mer do schafen, ausser dass et vläicht onqualifizéiert Aarbechtsplaz sinn, déi do gréisstendeels geschafte gi sinn, mä wat ass de qualitative Wäert, et ekonomesch, fir eise PIB, vum esou enger Entreprisë?

An ech mengen, déi Fro hätt ee kënnen bei villen Entreprisë stellen. An dat ass och richteg, déi Debatten opzeweeren, dass, wa mer an Zukunft gäre Wuesstum hätten, da muss mer virun allem déi qualitativ Elementer méi an de Vierdergrond réckelen.

Op d'Fro vum Här Wolter - déi zwou Schinnen -, wou e seet: Kann d'Landesplanung de Wuesstum steieren oder kann d'Landesplanung éischer den Développement just begleeden?, do ass meng Äntwert ganz kloer: D'Landesplanung ka ganz sécher de Wuesstum net steieren.

Dat ass scho guer net méiglech... Souwisou zu Lëtzebuerg géif ech wierklech warnen do virun. Mir sinn eng oppen Economie wéi keng aner an Europa, total op Export orientéiert. Fir dat ze steieren, dass ass souwisou ganz, ganz schwierig, fir net ze soen onméiglech. Mir sinn daermoossen ofhängeg vun deem, wat ronderëm eis geschitt. Mir kënnen awer d'Qualitéit steiere vum Wuesstum, do hu mer en Afloss drop.

Et ass och ganz sécher net de Rôle vun der Landesplanung, fir déi Fro ze klären. D'Landesplanung ass net do, fir ze definéieren, wou wëlle mer wuessen, wiwill wëlle mer wuessen, mä d'Landesplanung ass do, fir ze kucken dass Ganzt nohalteg ze begleeden, fir dass, wa mer eppes decidéieren, et mindestens landesplaneresch kohärent ass, dass et deem Rechnung dréit, wat ech beschriwwen hu virun a menger Introductioun, nämlech dem Fait, dass mer e beschränkte Buedem zur Verfügung hunn a mer mat deem mussen rationell ëmgoen. Dass heescht, dass mer dat esou organisieren, dass mer net de Buedem verschwenden. Well, wéi gesot, dass eis derzou féiert, dass mer iergendwann eng Kéier souwisou da gläich blockéiert sinn.

Duerfir, ech sinn dankbar fir déi Remarquen, déi do gemaach gi sinn, an déi hu sech zum Deel och ergänzt. Mä, wéi gesot, der Regierung hir Linn schéngt mer kloer ze sinn. Dass gesäit een och, wann ee kuckt, wat am Regierungsprogramm feststeet, wéi mer wëllen eis Wirtschaft diversifizieren.

Dat sinn awer gréisstendeels qualitativ Secteuren, déi mer nei wëllen opbauen - ech wëll déi elo net alleguerten hei opzielen -, an dass passt also an déi Fro vum qualitative Wuesstum éischer wéi an de quantitative Wuesstum.

An och déi aner Geschicht, wéi gesot, dass mer dat iwwert d'Landesplanung wëllen nohalteg begleeden, ech mengen, dass ass och eng Decisioun, an dass geet och jo aus allen Texter ervir.

Da wollt ech e puer Wuert soen iwwert d'regional Zesummenaarbecht. Den Här Wolter huet vun der Agglolux geschwat. An da sot en, dass sténg haut net méi zur Diskussioun. Dass ass net ganz richteg, well den DICI, déi Konventioun DICI ass eigentlech e bëssen Nofolger vun der

Agglolux - et sinn zwar net grad all déi nämlech Gemengen dran, awer bal.

Ech mengen, am DICI-Raum si jo Bartreng, Stroossen, Leideleng, Hesper an d'Stad Lëtzebuerg dran, dass ass awer de Gros vum Ballungsgebitt. Wat e bësse feelt, dass ass e bëssen nach déi aner Säit vun der Stad Lëtzebuerg. Do gétt et eng aner Konventioun - wou d'Stad Lëtzebuerg zwar net mat dran ass -, déi versicht déi Gemenge mat erunzeziehen.

Mä den DICI-Raum ass awer e bëssen dat, wat fréier d'Agglolux war. Dass ass awer déi Konventioun, géif ech soen, wou et ganz vill Fortschreitter gi sinn. Zum Beispill de Parkraummanagement: Do gétt et en Accord op deem Gebitt, deen ass zwar nach net ganz ëmgesat vun all Gemeng - dass muss een natierlech derbäisoen -, mä mindestens gétt et elo emol en Accord; dass war laang net evident.

An - bon, ech ginn natierlech och dem Här Wolter recht - et ass e schéint Zil, d'regional Zesummenaarbecht, si ass natierlech an der Praxis net ëmmer esou einfach. Ech mengen awer, dass d'Gemengen eppes verstanen hunn, dass ass - do schwätzen ech elo net nëmmen iwwert d'Ballungsgebitt Stad, mä och doruwwer eraus virun allem -, dass verstane ginn ass, wa mer wëllen déi Dezentralisierung kréien, vun där och geschwat ginn ass de Mëtteg, a wann do aner Gemenge wëllen eng Chance kréien, zum Beispill géint d'Stad Lëtzebuerg, da geet et nëmmen iwwer regional Zesummenaarbecht.

Et ass chancelos mat där Attraktivitéit, déi d'Stad haut huet, mat deenen Aarbechtsplazen, déi haut do sinn, ze mengen, et kéint een iergende Raum entwéckelen ouni regional Zesummenaarbecht géint déi Attraktivitéit, déi d'Stad nun eemol huet, duerch déi historesch gewuesse Situatioun, déi dat bruecht huet.

An ech mengen, dass dat awer och erkannt ginn ass an der regionaler Zesummenaarbecht, wa mir soen: Mir mussen et méi konkret ausriichte respektiv kucken, déi regional Zesummenaarbecht ze kréien, andeems mer de Leit an deene Regioun méi praktesch positiv Ureizer ginn.

Da wëilt ech d'Beispill eraushuele vum Uelzchtall. Ech mengen, mir hu jo och Vertrieber aus dem Uelzchtall an aus deene Gemengen hei setzen.

Mir haten elo eng ganz gutt Sëtzung am Uelzchtall, an ech muss soen, mir sinn um gudden Wee, fir am Uelzchtall e Syndikat kënnen draus ze maachen aus der Konventioun, mat dem éischen Zil, eng gemeinsam Aktivitéitszonen ze kreieren, wat natierlech en immense Qualitéitsprung war. Dass huet sech och erginn, well natierlech just nach eng Gemeng haaptsächlech am Uelzchtall e Potenzial iwwerhaupt huet, fir Aktivitéitszonen ze maachen. Déi Gemeng ass awer bereet, déi aner mat an d'Boot ze huelen. Alles dat mécht, dass mer um gudden Wee sinn, fir do e Syndikat kënnen ze schafen, wat en éische Schratt ass vun enger ganz intensiver, enker Zesummenaarbecht a wat där Regioun, dann natierlech och ebe par rapport zu der Hauptstadt, besser Chancë bitt, fir sech ze entwéckelen.

An dat nämlech, mengen ech, muss ee maachen an deenen anere Konventiounsgebitter. Mir probéieren elo do an eng ähnlech Richtung ze goen, éischer um Gebitt vun der Mobilitéit am DICI-Raum. An der Nordstad geet et haaptsächlech drëms - menger Aschätzung no -, fir ze kucken eng Entwicklungsgesellschaft hinzeziehen, fir där Nordstad eng Chance ze ginn, well do feelt et virun allem éischer un de Moyenen. An och do gétt et positiv Entwécklung vu Gemengen, déi ëmmer méi bereet sinn, wéi gesot, awer zesummenzuschaffen.

Domadder wëll ech natierlech net soen, dass elo alles wonnerbar ass a keng Rivalitéiten, Schwierigkeete méi géife bestoen, mä de Wëllen ass awer do. An och de PRO-SUD... Ech muss soen, deen neie Buergermeeschter vun Diddeleng ass ganz dynamesch, ganz oppen, a mir wäerten elo eng nei Konventioun ofschléisse mam PRO-SUD. An ech hunn och Gespréicher gehat mat Käl an och mat anere Gemengen.

Mir mussen natierlech kucken, deem Ganzen effektiv - an do ginn ech dem Här Wolter recht - eng ganz aner Ausrichtung ze ginn. Mä ech géif et elo schued fannen, wann zu deemem Zäitpunkt, wou mer eigentlech awer um gudden Wee sinn dohinner, wou mer iwwert dat erausginn, wat zu Recht de Mëtteg hei gesot ginn ass, dass et éischer war: Mir sinn do all zesammen, mä herno war all Gemeng ëmmer nëmmen interesséiert, wann ee Projet do diskutéiert ginn ass, dee grad si interesséiert huet, dass mer... Déi Bereetschaft, fir doruwwer eraus ze goen, ass awer de Moment do, an ech fannen, mir sollen déi positiv Elementer opfänken a kucken, eppes dorauer ze maachen. Op alle

Fall wëll ech alles maachen, fir ze kucken, dass dat geléngt.

Dann ass gesot ginn de Mëtteg: Jo, d'Evaluatioun vun de Gemengenavisen, déi war net gemaach ginn, oder mir hätte missen hei schonn - wéi soll ech soen? - nach méi zousätzlech Detailelementer ginn iwwert d'Avise vun de Gemengen.

Bon, éischtens emol muss ech soen, déi Evaluatioun ass nach net am Detail fäerdeg bei eis am Ministère, respektiv och am „interplan“ hu mer se nach net diskutéiert. Mä mir hunn awer eng ganz Rei Haaptkritikpunkten, déi ëmmer erëmkommen an den Avisen, déi sinn awer hei am Text mat dran.

Ech wëll der awer e puer eraussträchen. Déi Fro: Prioritär, complémentaire Gemengen - dass ass och vum Här Lies ugeschwat ginn -, dass ass e Konzept, dat, menger Meenung no, ganz sécher muss staark iwwerduecht ginn. Ob et elo ganz fale gelooss gétt, dass muss mer gesinn, wou mer herno erauskommen. Mä op alle Fall hunn ech do vollt Verständnis fir dat, wat vun de Gemenge kritiséiert ginn ass.

A wann ech och soen - an och am Text steet dat -, dass mer wëllen éischer zrëckkommen op d'Konzeptioun vun den CDAen, ech mengen, dass ass jo éischer och en Hiweis drop, dass mer vun där doter Schinn wäerten ewechkommen. Do steet viles dran.

D'Autonomie communale hu mer ganz staark behandelt. Dass ass ee vun den Haaptkritikpunkten, deen erëmkommen ass. D'Komplexitéit vun den Texter, do sinn e puer Beispiller opgezielt ginn. Mir hunn esouguer um Beispill vum PST gewisen an eisem Pabeier, wéi mer eis virstellen, dass een deem ka gerecht ginn, deem ka Rechnung droen, deene Kriticken, déi d'Gemenge gemaach hunn. D'regional Komponent kéint ganz vill erëm an den Avisen. Och dass gétt traitéiert.

Also et ass awer net esou, wéi wa mer an eisen Text hei näischt geschriwwen hätten, mä, au contraire, et si ganz kloer grouss Linnen opgewisen. Mä Detailgeschichten... An ech wëll lech och soen, vill Gemengen, déi hunn natierlech e ganze Koup Detailfroen drageschriwwen, déi si just als Gemeng betreffen. Dass geet da vun dem Wonsch vun engem eenzelne Contournement bis all méiglech méi kleng Detailer, déi eis awer eigentlech elo, mengen ech, an der genereller Debatt hei net vill weidergeholfen hätten an der Diskussioun.

Mä et ass selbstverständlech - an dass steet jo och elo an der Motioun dran, déi déposéiert ginn ass -, dass d'Chamber gären eng Kéier méi eng detailléiert Evaluatioun hätt. Déi wäerte mer selbstverständlech der Chamber zur Verfügung stellen, soubal déi am Detail fäerdeg ass, soubal mer och nach eng Rei Gespréicher mat de Gemenge gefouert hunn, déi och nach mussen gefouert ginn.

Dann zu der Fro vum Intérêt général par rapport zu der Propriété privée. Also éischtens emol wëll ech soen - dass hat den Här Lies gefrot, well ech dat och an engem Interview gesot hunn -: Wëllt d'Regierung dat zu enger allgemenger Regel maachen, dass den Intérêt général ëmmer Prioritéit huet? Neen, natierlech net. Et geet ganz kloer drëms - wéi soll ech soen? -, fir dass nëmmen an eenzelne Situatiounen ze maachen.

Ech ginn lech awer e Beispill, fir konkret ze sinn. Bis elo hu mer den Intérêt général ëmmer nëmmen spille gelooss bei Stroossebau gréisstendeels, beschtefalls nach bei Schinnegeschichten. Mä zum Beispill wann et ëm eng Schoul gaangen ass, fir eng Schoul ze bauen, do fannen ech et net normal, dass mer entre-temps am ländleche Raum Präisser bezuelen, wa mer eng Schoul wëlle bauen, wéi wa mer an der Hauptstadt wäeren. Dass ass net normal!

An ech muss lech och soen: Dass kann och net sinn! An do muss de Stat sech Moyene ginn, fir ze soen: Hei, esou geet et net! Da muss mer, menger Meenung no, d'Utilité publique eng Kéier an e Gesetz schreiben, bei engem Schoulbau. An da spillt och d'Enteegnungsprozedur, wa mer eng Schoul mussen bauen! Dass kann net sinn, dass mir Wucherpräisser mussen bezuelen, déi einfach just méi wéi iwwerdriwwen sinn, well dass kënnen eis wierklech net leeschten. An dass ass och net richteg. An ech kéint lech do Beispiller zitieren, well mer jo amgaange sinn de part et d'autre, fir Terrainen ze kréien, fir Schoulen ze bauen. Dass ass verréckt, wat do gemaach gétt!

Dat heescht, et geet drëms, wierklech punktuell do anzegräifen, wou mer wierklech gesinn, dass de Marché versee, dass de Markt komplett versee! An do ass de Stat do, fir seng regulatoresch Roll awer ze spillen, fir ze soen, wann de Markt komplett échouéiert an net méi fonctionnéiert a Saache mécht, déi komplett géint den Intérêt général ginn, da muss de Stat intervenéieren. Dass muss d'Zil sinn. An ech

mengen, esou wëlle mer och déi Diskussioun op alle Fall féieren a kucken, zu Léisungen ze kommen.

Dann ass geschwat ginn iwwert de Logement. Ech wëll do nëmmen e puer Saachen haut soen, éischtens emol zu där Fro vun de grands Projets d'envergure. Et ass net esou - ech mengen, den Här Wolter huet jo mäin Interview zitéiert, wou dat och aus dem Zitat ervirgeet -, ech hunn net gesot, si géifen alleguerten ewechgeholl ginn! Mä et ginn der vill fale gelooss. An et ginn der vill fale gelooss, firwat? Mä well mer ganz vill Kriticke kritt hu vun de Gemengen an den Avisen, extrem vill Kriticke kritt hunn, déi gesot hunn: „Mir wëllen déi dote Projeten net an eise Gemengen!“

Op där anerer Säit hu mer awer a Gespréicher mat de Gemenge festgestallt, dass et - am Baupérimeter! - vill Gemenge gétt, déi eege Projeten hunn, déi net berücksichtegt wäeren, mä déi een awer kéint als grands Projets d'envergure berücksichtegen.

Ech ginn lech e Beispill. Wat huet dat fir e Wäert, wann elo d'Stad Lëtzebuerg - ech huelen déi eraus, well ech déi jo am beschte kennen -, wann d'Stad Lëtzebuerg zu Gaasperech e groussen Terrain huet, wou e grand Projet d'envergure méiglech ass, deen en plus nach am Besëtz ass vun der öffentlecher Hand, nämlech hei vun der Gemeng? Ma dann ass et doch besser, de Stat seet: „Kommt, mir kucken“, mat deene Mechanismen, déi mer wollten hei aféieren, „mir kucken, eis op dee Projet ze konzentrieren“, well dee jo och méi einfach ëmzesetzen ass, well mer do och Terrainen hunn.

An en plus, urbanistesch gesinn, maache mer eppes, wat méi kohärent ass, wat méi sënnvoll ass, well et am bebaut Gebitt schonn ass, wéi wa mer elo géifen decidéieren, iergendwou nach zousätzlech op der grénger Wiss, um Rand vun der Stad eppes ze maachen, wou mer d'Terrainen eventuell net hu respektiv wou mer keen öffentlechen Transport hunn an esou weider an esou virun.

Also ech mengen, dass ass dat, wat mer wëlle maachen. Bei deene grands Projets d'envergure gétt et der eng Rei, déi ganz sécherlech ëmsetzbar sinn. Et sinn der jo eng Rei, wou d'Terrainen och an der Propriétéit sinn entweder vum Fonds du Logement oder vun der SN-HBM. Déi soll ee kucken an et soll ee kucken, do der eng Rei dovunner sécherlech ze maachen. Mä et gétt der ganz vill, déi dra sinn, déi si weder vun de Gemenge gewollt, nach maache se och an deem Sënn, wéi den Här Wolter et gesot huet, par rapport zu den öffentlechen Transportubannungen e Sënn, respektiv et gétt besserer, déi een an deene Gemenge ka maachen, wou et méi einfach ass, och un d'Terrainen ze kommen. Da solle mer dat ebe genau kucken.

An ech muss lech soen, ech weess jo awer och, firwat dass déi 500 Hektar an de Plan sectoriel «Logement» erakomm sinn. Dass war jo e vollaristesch Wonsch, duerch den Drock, deen d'Regierung hat - wat ech awer verstinn, dass ass kee Reproche, deen ech der viregter Regierung maachen an dem fréiere Logementsminister maachen! Natierlech ass en immensen Drock gewiescht ëmmer op deene leschte Logementsministere duerch déi Präisser, déi mer haut hunn. An duerch dee ganzen Drock ass gesot ginn: Mir mussen an deem Plan sectoriel herno do nach méiglechst Honnerten Hektaren ausweisen. Do sinn einfach Stécker an Terrainen erausgewielt ginn, déi landesplaneresch gesinn net ganz intelligent wäeren - dass muss een einfach haut esou soen, wéi et ass! -, well den Drock bestanen huet.

Wéi gesot, ech maachen do kee Reproche un dee fréiere Logementsminister. Mä et ass awer esou, wéi se drakomm sinn, déi Terrainen. Dass muss een awer einfach soen, wéi et ass! An ech mengen, dass een awer duerfir och e Bilan muss zéien an einfach wierklech muss kucken eben elo, och op Basis vun deenen Avisen, déi mer kritt hunn, fir dass ze maachen.

Ech si souwisou iwwerzeegt, wa mer, wat d'Präisser ubelaangt, wëllen erschwéngleche Wunnraum schafen oder Mietwunnengen - wou mer eis jo alleguerten eens sinn, dass de Gros dovunner muss iwwert de Stat kommen, dee Projekte lancéiert -, ech gleewen net, soen ech lech, esou wéi den Drock zu Lëtzebuerg ass an esou wéi de Wuesstum ass, dass gesi mer jo aus den Zuelen eraus vum Text, ech gleewen net dran, dass mir et fäerdegbréngen, um gesamten Immobiliemarché d'Präisser erfrozedrecken.

Iwwregens wëll ech lech soen: Dass ass och emol net wënschenswäert - brutal gesinn -, well dass géif eis a ganz aner Schwierigkeete

féieren, op engem aneren Niveau. Mä ech sinn awer der Meenung, datt et méiglech ass, datt de Stat mat de Gemengen zesummen, wann e selwer Projeten initiéiert... Dat kann natierlech och gemeinsam mat Private sinn - ech wëll net soen, datt de Stat alles muss eleng maachen -, dat ass duerchweegs machbar. Et gétt der och, an do ginn ech verschidde Riedner recht, och Privater, déi rasonabel sinn, déi wierklech och wellen hëllefen, eppes ze maachen. Da soll dat gemaach ginn. Mä et gétt der awer, et mussen der awer och vum Stat selwer gemaach ginn.

An do muss ech awer och soen: An der Vergaangenheet hu mer awer och do vill gesënnegt! De Stat huet selwer oft vill Projete gemaach. A wat huet e gemaach? Ma es huet se zum Maartpräis verkaaft. Kommt, mir kucken dach emol eng Kéier, wat an der Alstad hei geschitt ass!

De Fonds de rénovation de la Vieille Ville, zu wat fir enge Präisser datt do d'Appartementer verkaaft gi sinn, déi sinn zum Marchéspräis verkaaft ginn! Ech hunn eng Question parlementaire gemaach an der leschter Legislaturperiode. Du krut ech geäntwert dorobber, jo, mä de Stat bräicht och Suen an de Stat misst kucken, dann eben déi Suen... Okay, wann een dat seet, wann ee Budgetsschwieregkeeten huet! Mä da muss een awer esou éierlech sinn a soen: Mir hunn do awer och gesënnegt als Stat an der Logementspolitik. A mir hätte vläicht éischer misse soen: Ass et net um Stat, fir ze kucken, zum Beispill do, wou en Terrain huet...

An um Kierchbiereg ass dat de Fall an duerfir wëll ech lech awer hei och schon emol anonciéieren, datt ech mam Fonds de Kirchberg amgaange sinn, mat der Logementsministesch ze kucken, fir elo e gréisser Projete ze maachen um Kierchbiereg, ee mat em déi dausend Wunneenheeten, vun deene mer 70% wellen ënnert dem Marchéspräis op de Marché bréngen. Enner wat fir enge Konditioneinen, dat gesi mer, Bail emphytéotique, wat och ëmmer, do gétt et jo méi Modeller.

Mä ech mengen, dat ass de Wee, dee mer mussen goen, fir erschwéngleche Wunnraum zu Lëtzebuerg ze schafen, datt de Stat an d'Gemengen zesumme kucken, Bauprojeten ze lancéieren an dann natierlech duerch d'Neutraliséierung vum Terrain zum Beispill de Präis erofzedrécken a virun allem och esou Mietwunnenge ze schafen. Dat ass awer versäumt ginn an deene leschte Joren! An des Regierung wëllt dat awer an deenen nächste Jore maachen, wëll ech lech soen!

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo, da wollt ech nach eppes soen zum Avis vum Syvicol. Bon, ech mengen, den Avis vum Syvicol, deen huet vill Antwerte ginn aus der Sicht vun all de Gemengen. An et ass am Fong och e gudd Resümee vu villem - logescherweis jo och, well soss géif de Syvicol jo net déi Gemenge vertrieeden alleguerten -, vun deem - wéi soll ech soen? -, wat d'Gemengen am Allgemengen, wat d'Generalitéiten ubelaangt, festgehalten hunn.

An et ass och esou, datt mer duerfir an eise Text hei versicht hunn, eis natierlech gréissendeels op dat ze baséieren, op d'Kriticken, déi komm si vum Syvicol. An dat ass och de Grond, well mer och fonnt hunn, datt an der Vergaangenheet do Feeler gemaach gi sinn, datt een d'Gemengen net mat an d'Boot geholl huet, firwat mer decidéiert hunn, fir ze soen, ma mir huelen de Syvicol elo direkt mat an de Groupe „interplan“, fir datt e vu virera mat um Dësch sétt. Da kréie mer de Feedback vill méi séier vum Gemengenterrain. Ech mengen, dat huet jo och jiddwereen heibanne begréisst an duerfir wëlle mer, wéi gesot, dat och maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesot, nach eng Kéier, ech si frou iwwert déi allgemeng gutt Debatt, sachlech Debatt, déi de Mëtteg hei war. Ech mengen, wann ech hei d'Konklusioun wëll zéien, muss ech soen: Mir sinn eis, wat de Constat ubelaangt, zu honnert Prozent heibanne quasi eens! Et gétt vläicht Nuancen, an dat ass jo och normal, soss wäere mer jo..., duerfir si mer jo nach ëmmer a verschidde Parteien, géif ech och soen, et gétt verschidde Nuancen u verschidde Propositioneinen a Léisungen, déi hei virgeschloe gi sinn.

Mä ech mengen awer, datt dat heiten eng gutt Basis ka bidden, an och dat, wat an der Motion elo hei zréckbehale ginn ass, deen Opdrag, deen d'Regierung do kritt, fir datt mer et kënne packen, aus deem Ganzen hei eppes Se-

riöes ze maachen. An ech ginn dem Här Gibéryen och recht: Et geet eis net drëms, fir dat iwwert de Knéi ze brieden. Mir wëlle versichen, bis Enn des Joers d'Basistexter fäerdeg ze kréien an déi natierlech dann eng Kéier och mat der Chamber ze diskutéieren.

Dat Eenzegt, wat ech awer wëll soen: Mir hätte gär, datt an deser Legislaturperiode hei Neel mat Käpp gemaach ginn an datt d'Landesplanung dee Kader kritt, dee se verdéngt! Well ech mengen, mir wëssen et duerch de Constat, mir hu keen anere Choix méi. Mir kënnen eis et net leeschten, nach eng Kéier zéng oder föfzëng Joer ze verléieren!

Ech soen lech Merci.

Den Här Gira wäert nach op d'Fro vun de Landschaftspläng agoen, op déi Froen, déi gestallt gi sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Här President, därerf ech dem Här Bausch eng Fro stellen?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo, selbstverständlech.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Majo, et geet ganz einfach drëm: Mir haten do geschwat vun deem Hearing, deen de Ministère wëllt maachen. Wier et méiglech, datt d'Chamber géif un deem Hearing do associéiert ginn, fir sech do wierklech och kënnen e Bild ze maachen dovun? Well soss mécht ee jo och double Emploi, d'Chamber, et huet jo kee Sënn, datt d'Chamber do deen Exercice nach eng Kéier mécht.

An déi zweet Fro, dat war déi...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Et war eng Fro! Dir hat eng Fro.

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Pardon! Därerf ech dann och nach eng zweet Fro stellen, Här President?

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Wann den...

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - ...Här Bausch domat d'accord ass.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Kee Problem, kee Problem!

► **M. Justin Turpel (déi Lénk).** - Déi zweet Fro war déi: Bei der regionaler Zesummenaarbecht, do schaffe mer de Moment wierklech just op Konventionbasis. An ech hunn d'Fro gestallt, ob mer eis net missten iwwerleeën, ob mer do net trotzdem méi wäit misste goen an de Strukturen, ob mer net Strukturen misste schafen, déi déi regional Zesummenaarbecht op méi fest Féiss géife setzen. Ech wier och frou, wann Der dozou kéint Position huelen.

Merci.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also zur éischer Fro: Ech hu wierklech guer kee Problem. Bon, ech géif natierlech soen, da misste mer awer iergendeng Formule fannen, datt d'Chamber - ech soen elo emol - eng Delegation schéckt op d'Membere vun der Nohaltgkeetskommission, well et sinn awer vill Leit do. An et geet jo awer drëms, datt haapt-sächlech d'Zivilgesellschaft do zu Wuert kënt. Mä, bon, mir kënnen awer ganz gär eng Formule sichen, datt vun all Sensibilitéit politike ee Vertrieeder oder zwee dohinnerkënt. Ech hunn domadder kee Problem. Ech mengen, da solle mer eng Formule fannen.

An zu Ärer zweeter Fro: Ech hu jo gesot, d'Zilsetzung ass et vun eis elo, fir déi Konventiongebiddere relativ séier eriwwezekréien an eng Struktur vu Syndikat. Am beschten, fir meng Begrëffer, wäeren et Syndicats à vocation multiple. Soit datt am Ufank nëmme een eenzege Objet ka vläicht sinn, firwat ee sech zesummendeet. Mä ech mengen, datt dee Schrott, fir dohinner ze goen, déi enk Zesummenaarbecht verbessert, och d'Strukture verbessert.

Elo weess ech, do gétt et oft Kriticken, déi soen: Jo, mä dat doten, dat ass e bësse geféierlech, well da lagere mer alles an d'Syndikater aus an da sinn d'Gemengeréit net méi agebonnen.

Ech mengen dat awer net. Ech mengen, wann een... Et si jo keng honnert Saachen, déi a Fro kommen. Ech hu virun d'Aktivitéitszone geschwat. Ech ka mer d'Mobilitéit virstellen. Et sinn och nach vläicht zwee, dräi aner Punkten, wou ee sech ka virstellen. An ech mengen, wann een dat gutt organiséiert, wann een do och d'Statuten esou mécht, datt dem Gemengerot muss Rechenschaft ofgeluecht ginn, ass dat machbar. Mä datt schéngt mir awer e Wee ze sinn, deen ee soll goen, fir ze kucken, relativ séier dohinner ze kommen.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Här President!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Jo. Den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Ech wollt dem Här Bausch eng Fro stellen zu de Projets de grande envergure, well en huet do eng Rei Saache gesot. Ech mengen, Dir verstitt, Här Bausch, wann Der an engem Interview sot, dass d'Majoritéit vun deene Pläng zréckgezu gétt, a wann op där anerer Säit d'Regierung nach viru sechs Méint gesot huet, dass et e wesentleche Bestanddeel vun der Ëmsetzung vun enger Logementspolitik wär, dass ee sech awer e bësse méi - wéi soll ech soen? - Informatione géif erwaarden driwwer, wéi dann elo déi, déi erausgezu ginn, no wat fir enger Prozedur se erausgezu ginn.

Ass dat eng generell Prozedur? Geet dat au cas par cas? Gétt einfach de schréftlechen Avis vun der Gemeng gekuckt? Ech weess vun enger ganzer Rei vu Gemengen notament, dass se zwar net mat der Envergure d'accord waren, mä dass se awer duerchaus bereit sinn, iwwer hir Projets d'envergure matzediskutéieren, wann déi an enger anerer Rumm sinn.

Ginn d'Gemenge kontaktéiert individuell? Kréie se gesot, a wat fir eng Richtung dass et geet? Ech muss lech ganz éierlech soen, ech wär net ganz frou als Buergermeeschter, wann ech iergendwann eng Kéier an der Zeitung géif liesen - an déi Impressioun hat ech e bëssen, eben duerch déi Aussoen; wann ech dat falsch verstanen hunn, dann ass dat an der Rei -, wann ech als een, deen dann do concernéiert wär, iergendwann eng Kéier géif an der Zeitung liesen, dass mäi Projet de grande envergure, dass dee gestuerwe wär, ouni dass awer do mat mir Récksprouch als Gemeng, als Schäfferot geholl gi wär, dass gesot ginn ass: Ass dat dann esou?

An ech si fest dovun iwwerzeegt, well net all Projet de grande envergure schlecht ass. Et ass net all Projet de grande envergure, deen eng Extensiou op der grénger Wiss wär. Et ass och net all...

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Jo.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - ...Projet de grande envergure, deen net an enger laangfristeger Entwécklung vun der Gemeng Sënn mécht. Dofir fannen ech, dass Der eng wesentleche méi nuancéiert Debatt misst hunn an Ärer Kolleegin, der Ministesch vun Logement, den Opdrag sollt ginn, an der Regierung, fir mat de Gemengen och an deem dote Beräich an e Gespréich ze kommen, fir dat ze kucken.

D'Bereitschaft vu menger Gemeng kann ech lech nach eng Kéier soen. Mir wäeren also Demandeur, fir de Projet de grande envergure ze maachen. Et misst een also dann awer, well et jo eng Prioritéit ass, och eng Kéier an e Gespréich kommen. Enner wat fir enge Modalitéiten, wéi geet dat virun? Wat ass dat, wat de Stat eigentlech do wëllt mat erabrëngen? Wie bekëmmert sech dann em d'Viabilisatioun? An esou weider an esou weider.

Also, et geet mer wierklech net drëm, fir lech ze péngegen, mä et geet mer wierklech seriö drëm, dass mer net dee ganzen Effort, deen trotzdem gemaach ginn ass, fir eng Rei Saachen ze fannen, dass mer dee verléieren. An et geet mer och virun allem drëm, dass mer net alleguerten déi Projeten do verléieren. D'autant plus, dass ech nu wierklech aus enger ganzer Rei vu Gespréicher weess, dass eng Rei Gemengen duerchaus bereit sinn, mat sech diskutéieren ze loossen.

► **M. François Bausch, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Also, éischens péngegt Der mech guer net domadder. Au contraire, Dir rennt oppen Dieren an. An ech si perséinlech och der Meenung, an ech ginn och dovun aus, datt d'Regierung dat esou wäert maachen, dat heescht och d'Logementsministesch dat esou wäert maachen, datt natierlech mat de Gemengen driwwer geschwat gétt.

Wéi gesot, wa mer hei an deem Text esou ee grouse Stellewäert leeën op d'Participatioun an d'Erundung vun de Gemengen, schéngt dat mer kloer ze sinn. An duerfir schéngt et mer och kloer ze sinn, datt iwwer all déi Projets d'envergure mer mat de Gemengen e Gespréich musse féieren. Dat heescht, do gétt et der eng Rei, déi sinn, wéi gesot, aus landesplaneresche Grënn, mengen ech, muss een déi wierklech a Fro stellen entre-temps. An et gétt awer eng Rei anerer, do musse mer dermat... Also ech mengen, egal wéi muss ee mat de Gemengen driwwer diskutéieren. Dat schéngt mir evident ze sinn.

An ech huelen dee Message gär mat. Ech ginn lech deen awer och zréck, datt et... Fir mech sinn d'Gemenge Partner an ech fannen, datt een nëmme, souwisou dee Problem do vum Logement, an de Grëff ka kréien...

De Stat eleng kritt en net an de Grëff an d'Gemengen eleng och net! Hei kënne mer nëmme zesummen, de Stat mat de Gemengen, dat maachen. An duerfir mengen ech och, datt grad hei d'Parteipolitik soll wierklech ganz erausgehal ginn a wierklech fir d'Saach geschaff ginn, fir datt d'Leit zu Lëtzebuerg erëm erschwéngleche Wunnraum fannen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci, Här Minister. An da kritt d'Wuert de Stattssekretär am Ëmweltministère, den Här Camille Gira.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech war laang genuch an deem Haus hei, fir ze wëssen, dass em des Zäit scho relativ vill Leit a Gedanken anzousch anescht sinn. Et sinn awer grad zum Plan sectoriel «Paysages», mengen ech, eng ganz Rei Froen, eng ganz Rei Remarquen, och eng ganz Rei Saache gesot ginn, déi faktesch esou net ganz richtig sinn, dass ech mer awer nach géif erlaben, zum Schluss hei kuerz grad zu deem Plan sectoriel Stellung ze huelen.

Et ass de Mëtteg e puermol eng Zuel genannt ginn, 2.586 hunn déi eng gesot, 2.587 hunn déi aner gesot, Quadratkilometer. D'Wourecht läit genee bei 2.586,4. Dat ass déi Fläch, déi mer an deem Land hei, bis auf Weiteres, zur Verfügung hunn. An et ass gemengt ginn, déi géif net méi grouss ginn an et wier der net méi vill. Dat ass richtig!

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer, fir eist Land ze entwéckelen, fir Industriezonen ze bauen, fir Wunnengsquartieren ze bauen, fir öffentlech Infrastrukturen ze maachen, do wëll ech awer drop opmierksam maachen, dass mer keng 2.586 hunn, mä vill, vill manner! Well, wann ech d'Debatten hei héieren hunn de Mëtteg, da si mer eis jo emol eens, dass mer déi 35% Bësch net touchéieren. Iwwregens ass dat och Gesetz, dass d'Surface vum Bësch net därerf zréckgoen.

Ech héieren hei eng grouss Unanimitéit, an des Regierung deelt déi, dass mer déi wäertvoll landwirtschaftlech Fläche solle schützen. Do ass de Chiffer vu 70.000 ha genannt ginn. Ech gi jo och dovun aus, dass mer eis eens sinn, dass mer, wa mer dann elo eng Kéier d'Drénkwaasserschutzzonen ausgewisen hunn, dass mer dann awer muer net do Autobunnen, Tankstellen an ech weess net wat soss dra bauen, fir dass mer dat gutt Drénkwaasser dann definitiv verhonzen.

Mir hunn och Obligatiounen, wat de Biotopschutz an den Aarteschutz ubelaangt. Dat net nëmme, well Bréssel dat gär esou hätt, mä well mir dat och wellen. Well mer Réckzuchgebiddere fir déi Déieren- a Planzenaarte wellen erhalen. Mä ech mengen och - an och do sinn ech frou, dass eng Rei Riedner dat gesot hunn -, well dat Waasser, wat d'Déieren drénken, datselwech ass, wat mir drénken. Well déi Loft, déi d'Vullen ootmen, déiselwech ass, déi mir anootmen. An dass ganz oft déi Réckzuchgebiddere, wou mer de Weekend, wa mer eng laang a stresseg Woch hanner eis hunn, wellen higoen, ganz oft och déi sinn, wou déi Déieren- a Planzenaarten dra sinn.

Ech kann lech soen, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn op eise Ministère deen doten Exercice eng Kéier an engem anere Kontext gemaach, fir erauszefannen, wat dann nach bleift. Dir wësst, dass Bauschuttedeponien e permanenten Thema sinn. Iwwregens och d'Käschte vun eise Wuesstum, déi och ni agerechent gi sinn. A wa mer déi dote Flächen alleguerten ofrechnen, da bleiwen nach 9% vu Flächen, wou mer iwwerhaupt kéinten, ech soen elo emol, mënschlech Aktivitéiten himaachen.

An da brauche mer keng 143 Joer, ier mer Lëtzebuerg zoubetonéiert hunn. Mä wa mer dat dividéieren - kommt, mer soen emol, 10% vun der Fläch hätte mer nach -, duerch déi 700 ha, déi mer elo pro Joer verbrauchen, dann hu mer nach genee 35 Joer fir Flächen, déi aus enger Rei Ursaachen einegermoosse valabel si fir déi mënschlech Entwécklung, zur Verfügung. 35 Joer!

An alles, wat mer driwwer eraus maachen, soen ech lech, Dir Dammen an Dir Hären, wäert souwuel um Ufank zu extreme Käschte féieren, well mer natierlech duebel- an dräifach mussen oppassen, wat mer an deene sensibelen Zone maachen. Respektiv, wa mer dann net oppassen a mer mengen, mer missten déi Grenzen iwwerschreiden, wäerte mer herno immens Folgekäschten hunn.

An dat hu mer elo just erlieft. Ech ginn lech e Beispill awer, vu wat mer schwätzen. Wa mer all déi Quellen, déi elo hu missen erausgeholl ginn, well mer keng Schutzzone ausgewisen haten an net mat der Landwirtschaft zesumme mat Zäit op manner Pestizidasaz opgepasst hunn, wa mer déi Quelle muer erëm wellen eranhuelen a se mussen opbereeden, dann ass dat fir d'Allgemengheet, léif Kolleegen a Kolle-



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias S.A. / Polygraphic S.A., Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries

Saint-Paul Luxembourg S.A. 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg,
Editpress S.A. 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

ginnen, e Käschtepunkt vu sechs Milliounen Euro d'Joer. Mir hunn ausgerechent, wa mer dat géifen op déi Hektare Raps ëmleeën, déi ugebaut ginn hei an deem Land, da wiere mer op engem Chiffer vun 3.000 bis 4.000 Euro den Hektar!

Ech hu mer soe gelooss vu landwirtschaftleche Kreesser, den Nettoverdéngscht vun engem Bauer op engem Hektar Mais si 700 Hektar. Ech stellen lech da wierklech...

► **Plusieurs voix.** - 700 Euro!

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - 700 Euro. 3.000 bis 4.000 Euro Käschte fir d'Allgemengheet, Nettobenefiss op engem Hektar Raps: 700 Euro.

Ech loossen déi Fro emol einfach am Raum stoen. Un engem Beispill, fir ze soen: Ass et wierklech derwäert, op mordicus komm raus, egal wou, egal wat ze erlaben, mat deene Käschten, déi mer kréien?

An dofir mengen ech, ass dat awer richteg, wat hei gesot ginn ass, dass mer, wa mer d'Land wëlle weiterentwéckelen an deenen dräi Beräicher, déi hei ugeschwat gi sinn, da gëtt et héich Zäit, dass mer op där anerer Säit ee Géigepoids maachen, fir dass mer awer och eise Kanner a Kandskanner nach e Land hannerloossen, wou et derwäert ass ze liewen.

An ech hunn och hei dat Gefill, dass zwar de Wäert vun Buedem als monetäre Wäert an deene leschte Joren natierlech en immense Sujet war an och ganz vill Leit sech do d'Hänn reiwen, wann dann eng Gemeng aus enger Kouwiss eng Bauplaz mécht. Ech mengen awer, dass grad well nach ni e Plan sectoriel «Paysages» gemaach ginn ass an de Wäert vun der Fläch a vun der Landschaft u sech fir säin eegene Wäert definéiert ginn ass, mer esou lamentabel noléisseg mat der Landschaft ëmgaange sinn.

An et erënnert mech ganz e bëssen un d'Problematik vum Waasser a vum Ofwaasser. Hätte mer zënter 40 Joer scho käschtebedeckend Waasser-Ofwaasserpräisser, da wäere mer eis vill méi fréi bewosst ginn, wéi wäertvoll dat Waassergutt wär. Dat hu mer net gemaach. A jiddwereen ass einfach noléisseg mat deem Gutt ëmgaangen, mam Resultat, wat mer kennen. Mir hu Problemer an alle Beräicher a mir bezuelen eng Strof op Bréssel. Duerfir, mengen ech, sollte mer eis eens sinn, dass et héich Zäit ginn ass, dee Géigepoids ze maachen.

Ech wëll drun erënneren, dass eigentlech schonn zënter 1981 déi gesamt Flächen, déi an deem Plan sectoriel «Paysages» sinn, eigentlech festleien. Déi „grands ensembles paysagers“, déi „coupures vertes interurbaines“ - gitt hin, maacht lech d'Méi (veuillez lire: maacht lech d'Méi, dat ze liesen), ech weess net, ob déi Dokumenter iwwerhaupt schonn um Internet sinn, well et déizäit nach keen Internet ginn ass: Do ass näischt Wesentlech geännert bei der Ausweisung vun deenen Zonen. Dach, déi Flächen, déi an Tëschenzäit natierlech verbaut gi sinn, déi konnten net méi an dee Schutz do erakommen. Mä duerfir gëtt et héich Zäit, dass e Contrepoids gemaach gëtt.

An ech wëll och soen, dass déi ganz Zonen eigentlech fir de Privaten, ausser wierklech d'Coups verts, keng direkt Restriktionen a Servituden hunn, mä éischter sech riichten un déi aner Ministèren, Verwaltungen an un d'Gemengen, fir wierklech ze soen, fir an deenen Zonen d'Zerschneidungseffeten, d'Urbaniséierungseffeten zréckzedreiwen.

An an deem Sënn ass dee beschte Schutz, dee mer fir déi landwirtschaftlech Fläche kënnen maachen, ass, wa mer esou séier wéi méiglech

dee Plan sectoriel «Paysages» hei ausweisen. Well all déi Zonen, déi do ausgewise sinn a wou dann net méi däerf egal wat gemaach ginn, sinn automatesch fir d'Landwirtschaft reservéiert. An deem Sënn ass d'Landwirtschaft dann, an ech kann dat nëmme widerhuelen, deen éischte Bénéficiaire, wa mer probéieren, all zesummen de Flächeverbrauch vu 700 ha pro Joer ëm d'Halschent ze reduzéieren.

Vläicht nach ofschléissend e puer Äntwerten op eng Rei Remarquen, déi da méi spezifesch zu de Plans sectoriels komm sinn, och am Kontext mat der Landwirtschaft.

Mat der Madame Hansen ass et net einfach. Si erënneret mech e bëssen un e bekannte rémesche Riedner. Ech mengen, et war de Cato, deen egal wéi eng Ried e gehalen huet, zum Schluss nach ëmmer gesot huet: „Carthaginem esse delendam - mir mussen Karthago och nach zerstéieren.“ Bei der Madame Hansen hunn ech e bëssen datselwecht Gefill. Egal wat de Sujet ass, zum Schluss kommen ëmmer déiselwecht Froen: Ass et méiglech, nach Landwirtschaft an deem Land hei ze maachen? Wat sinn d'Käschten? An esou weider.

An da kënn awer nach derbäi, Här President, dass se mer haut eigentlech genee, bal genee déiselwecht Froe gestallt huet wéi déi, déi se mer hei gestallt huet, wéi mer hei der gesamter Chamber oder fënnf Kommissiounen d'Plans sectoriels virgestallt hunn.

Ech hunn deemools hir Suerge schonn, mengen ech, kënnen berouegen, dass ech gesot hunn - a liest dat wann ech gelift, Madame Hansen, am Projet de règlement grand-ducal, do steet et schwaarz op wäiss, op Franséisch -, dass duerch de Plan sectoriel «Paysages» net eng nei EIE-Etüd muss gemaach ginn. Dat Eenzegt, wat do drasteet, ass, wann duerch aner Gesetzgebungen eng EIE muss gemaach ginn, da steet am Plan sectoriel «Paysages» just, wat muss gekuckt ginn.

Et ass also esou, am Géigesaz zu där gewässer Onsécherheet, déi haut en Investisseur an der Zone verte huet, wou en net genee weess, wat kënn dann elo op mech duer, dass, wann dat do bis gekläert ass, da weess jiddwereen, egal ob et en Aussiedlerhaff ass oder eng Gemeng, déi wëllen e Projet maachen, deen d'Utilité publique kritt, weess e ganz genee, wat do drasteet a wéi eng Facteuren - d'Landwirtschaft, d'Biodiversitéit - en am Kader vun der EIE muss kucken. Et ass eigentlech just eng Präziséierung a méi net.

An ech mengen, kommt, mer geheien elo hei net zwou Saachen total duerjerneen. De Plan sectoriel «Paysages» huet näischt mat den Natura 2000-Zonen ze dinn. An et deet mer wierklech leed, dass d'Madame Hansen mengem Appell, fir an eng vun deene flotten Oplärungsversammlungen iwwert d'Natura 2000-Gebidder ze kommen, net nokomm ass. Dann hätt se gemierkt, dass um Terrain d'Konflikter tëschennt Ëmwelt a Landwirtschaft wesentlech manner dramatesch sinn, wéi se vläicht vu gewässer Säit sollen héichgespillt ginn.

Ech kann lech soen, Här President, mir hate sechs Versammlungen. Mir wäerte 400 Leit gesinn hunn am Ganzen. Dovu ware ganz vill Baueren. A mir hate ganz sachlech a mir hate ganz flott Diskussiounen. An um Enn vun der Réunioun si mer alleguerten auserneegeangen, hu gemengt, dass d'Landwirtschaft och e groussen Intérêt hätt, fir déi Natura 2000-Gebidder ze maachen, wou a puncto Bewirtschaftung och erëm net eng, awer och net eng direkt Aschränkung ass, a vu Servitudé scho guer net ze schwätzen ass. Dofir, kommz, mer halen op, ëmmer erëm hei

Konflikter héichzespillen, déi net do sinn, an déi um Terrain iwwerhaupt net esou zum Virschäin kommen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Här President, däerf ech...?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Selbstverständlech. Här Gira, Dir hutt jo do kee Problem?

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Voilà! Madame Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Merci, Här Staatssekretär. Ech wollt just nach eemol froen, et si kontrovers Aussoen. Den Här Gira huet zu mir gesot, et géife keng Ännerunge kommen, et bräicht een net méi Études d'impact ze maache bei Natura 2000, wéi wann et keng Natura 2000 wier. D'Madame Mjinstre Dieschbourg sot awer, et misst eng Étude d'impact gemaach ginn. Dat heescht, ech wollt ganz einfach gäre wëssen: Wat ass et? Wat ass richteg?

Merci.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Waart Dir an där Réunioun, Madame Hansen?

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Neen, ech war net an där Réunioun. Mä ech krut dat gesot...

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech géif lech wierklech bieden...

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Da kënn Der mer awer äntwerten.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech géif lech wierklech bieden, wann Der Saache rapportéiert kritt, emol virsiichteg ze sinn, ze préiwen, da vläicht direkt bei eis ze froen. Also, nach eng Kéier: Wa muer e Betrib wëllt en Aussiedlerhaff maachen, da kucke mer, wou dee läit, an da kucke mer, wat do vun Environnementscontrainté sinn an da gëtt Fall fir Fall décidéiert, wat vun Etüden ze maachen ass. Dat ass elo esou, och an enger ganz normaler Zone verte, wa mir do op deem Espace eng Rei Biotope entdecken, ech mengen, da muss souwi sou déi doten Etüd gemaach ginn.

Ech wëll awer och emol soen, wann ëmmer hei vun Zousazkäschte geschwat gëtt: Mir kréien d'Dossieren eran, do gesi mer, dass en Aussiedlerhaff 1,5, zwou Milliounen kascht. Déi Erfahrungswäerter, déi mer hunn, sinn esou, dass d'Études d'impact, déi gefrot gi vun eis, 6.000, 7.000, 8.000 Euro kaschten. Mir sinn eis jo awer eens, wann et drëm geet, eng ganz Rei Habitaten ze schützen, eng ganz Rei Déieren- a Planzenarten, da wäerte bei engem Projet vun zwou Milliounen Euro, elo net déi 7.000, 8.000 oder 9.000 Euro eng Roll spillen. Dofir, Här President, ech géif wierklech bieden, dass mer keng Konflikter héichschüren, wou et keng gëtt.

An ofschléissend wier ech da ganz frou, wann d'Madame Hansen déi Suergen, och vun hirer Partei, fir d'Landwirtschaft ganz eescht hëlt, wat ech ganz gutt verstinn, da soll se sech wann ech gelift net ëmmer nëmme an eis adresséieren. Dir kënn sécher sinn, dass des Regierung alles wäert maachen, fir de gesamte Flächeverbrauch zréckzesetzen, dass grad déi Responsabel am Nohaltekeetsministère vläicht méi streng wéi d'Virgänger virginn, wann et heescht, an der Zone verte egal wat vu Projeten ze maachen. Dofir kënn den Drock op d'Landwirtschaft sécherlech net vun eis.

Mä ech ka se awer vläicht drun erënneren, da soll se vläicht eng Rei Buergemeeschteren oder och Kolleegen Deputéierten an hirer Partei emol zur Ried stellen. Wann ech lech géif soen, wat de Flächeverbrauch am Eislek wier, wa mer dem Här Kaes senger Fuerderung, d'N7 op véier Spuren auszubauen, wierklech vun Ettelbréck bis op Housen, ech géif lech soen, Här President, dat géif méi Flächeverbrauch am Norde maache wéi déi véier Plans sectoriels am Ganze maachen.

Ech géif dann och bieden, innerhalb vun där Partei, déi esou vill Kritik un den Nohaltekeetsministère mécht par rapport zur Landwirtschaft, eng gewëss Kohärenz ze kréien. A fir an där Linn ze bleiwen, ech soen lech och, Här President, ech soen lech och, Här President...

(Brouhaha)

Här President, mir sinn net déi...

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Dat ass net seriö. Hien hätt dat do kënnen si loossen.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech wëll och hei betonen, dass d'Madame Dieschbourg an ech bestëmmt net déi sinn, déi d'Baueren an d'Zone verte dreiwen. Ech kann

lech awer och soen, Här President, mir hate mindestens zwee Fäll, wou mir zwee landwirtschaftleche Betriber um Rand vun der Uertschaft wollten eng Genehmegung ginn, fir e Stall oder eng Scheier bäizebauen, an dass duerch d'Opposition, jo duerch de Refus vun CSV-Buergemeeschteren eng Baugenehmegung ze ginn, elo schlussendlech d'Bauere mussen an d'Zone verte goen.

Dofir, ofschléissend zu dëser Diskussioun, wann ee gär hätt, dass do eppes soll geschéien, da soll een net nëmme sech un d'Regierung adresséieren, mä och kucken, innerhalb vu senger eegener Partei e bësse Kohärenz ze kréien.

Fir de Rescht sinn ech ganz frou,...

(Brouhaha)

...ech si ganz frou, dass, mengen ech, op deene meeschte Bänken de Rôle vun deem PSP erkannt ginn ass: derfir ze suergen, dass mer bei der zukünftger Entwécklung net méi déi Feeler maachen, déi an deene leschten 30 Joer gemaach si ginn.

Fir de Rescht, wéi mer elo deene Kriticken, déi opkomm si beim PSP, beim Ëmsetze vum Naturschutzgesetz wäerte Rechnung droen, do kann ech lech versécheren, Här President, sou bal mer do en Text hunn, deen ze diskutéieren ass, da wäerte mer dat selbstverständlech mat den interesséierte Kreesser maachen, mat der Kommissioun.

Ech wëll awer och dorun erënneren, dass, wa mer e bësse méi laang ënnerwee si mat deem Naturschutzgesetz, dat natierlech mat de Plans sectoriels ze dinn huet, well mer déi Kriticken an awer och déi Konklusiounen, déi do gezu si ginn, elo scho wëlle beim Ëmsetze vun deem Gesetz maachen (veuillez lire: berücksichtigen).

Zweetens wëlle mer och enger Jurisprudenz - déi Der vläicht matkritt hutt - opgrond vun Naturschutzgebitt Mamerdall Rechnung droen, wou mer jo bei engem Projet, deen vun der viregter Regierung ageleet gi war, ganz ferm op d'Nues gaange sinn. A fir an Zukunft och esou Blamagen, wann ech dat emol esou däerf soen, ze verhënneren, probéiere mer och an deem neien Text, dat dote sécher ze maachen.

An deem Sënn kënnen mer lech awer verroden, dass mer alles wäerte maachen, fir bis virum Summer de Projet ze déposéieren. An dann ass et un der Chamber, e gudder Projet doraus ze maachen, wann en nach net gutt sollt sinn.

Ech soen lech Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Merci. Ech hunn awer nach zwou Reaktiounen. Ech verweigere déi elo net, soss kréie mer... - ah, et ass, wéi Der wëllt! -, soss kréie mer Parole après ministre.

► **M. Camille Gira, Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.** - Ech hu kee Problem!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ah neen, ech hunn dat och net gesot, mä vu dass en...

(Interruption)

Voilà. D'Madame Hansen huet d'Wuert an duerno den Här Kaes.

► **Plusieurs voix.** - Aah!

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. Just ganz kuerz: Ech hunn net nëmme op d'Neibauten an der Zone verte mech wëlle bezéien, mä och op d'Ausbauten, wa schonn e Betrib do läit am Natura 2000-Gebitt. An ech hat dat schonn déi leschte Kéier gefrot, ech hat do keng Äntwert kritt. Dofir hunn ech et elo nach eng Kéier gefrot: Wier et do net méiglech, an esou eng Zonen oder och an der Zone prioritaire écologique eng Zon ronderëm de Betrib, deen do ass, fräi ze loossen, fir net zum Beispill (veuillez lire: fir net zum Beispill esou eng Étude d'impact mussen ze maachen), déi trotzdeem, och bei engem Ausbau, awer eppes kascht oder eppes méi kascht wéi virun, datt een dat ebe kéint e bësse méi flexibel handhaben?

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président.** - Ech géif vläicht dem Här Kaes direkt d'Wuert ginn, da kënn Der op déi zwou Interventione mateneen äntwerten. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Aly Kaes (CSV).** - Merci, Här President. Ech wollt u sech den Här Gira just froen, wann ëmmer erëm op déi N7 geklappt gëtt, ob, wann een nei Schinne leet, wann een en Tram mécht, wou een Hektare Bësch ofholzt - elo kann een do driwwer schwätzen, ob dat positiv oder negativ ass -, wann een u sech e gesamte

Réseau vu Vélospisten mécht - wouriwwer ech jo méi wéi positiv geschwat hunn, mä och do geet ganz vill Terrain verluer, soss kucke mer emol eng Kéier déi eenzel Tracéen; dat ass selbstverständlech, iwwerall do, wou ee sougutt fir den effentlechen Transport wéi och fir den Individualtransport eppes mécht -, an dann, wann een eng drëtt Spur an enger anerer Region bei der Autobunn mécht, ob do da keen Terrain gebraucht gëtt.

Ech fannen, dat ass eng bëlleg Argumentatioun, fir et esou duerzestellen, wéi den Här Gira dat duergestallt huet!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.* - Also, ech ka just...

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci, fir d'Emotioun elo erëm erfroezehuelen, géif ech den Här Staatssekretär da bieden...

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.* - Jo. Ech wollt just e Beispill huelen, fir ze weisen...

► **M. Aly Kaes** (CSV). - Dat waren och nëmme Beispiller!

(*Hilarité*)

► **M. Camille Gira**, *Secrétaire d'État au Développement durable et aux Infrastructures.* - ...fir ze weisen, wéi ee mat enger Strooss méi Hektare kéint verbaue wéi mat de ganze Plans sectoriels.

Ech kann lech berouegen, beim Tram sinn et siwen Hektar. Ech mengen, dat ass net immens vill. Fir de Rescht ass eben de Virdeel vum Tram, dass en am urbane Raum gebaut gëtt.

A mir sinn amgaangen, e Fënnefjoresplang fir d'Velospisten auszeschaffen. Do kann ech lech och garantéieren, Här Kaes, de Gros vun deene Vélospiste wäert iwwer bestehend Feldweeër goen a just eng Rei Verbindunge wäerten eng Rei Terraine brauchen. Mä téscht enger véierspurerger Ëmgehungsstrooss ronderëm Housen an engem Véloswee vun 2,5 m, do gëtt et jo awer nach Differenzen!

Merci!

► **Une voix.** - Kommt bis op Housen!

► **Une autre voix.** - Très bien!

(*Interruptions diverses*)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Voilà, da wäre mer elo um Enn vun eiser Diskussioun ukomm.

Motion 1

Mir sinn awer saisiert mat enger Motioun, déi vum Här Kox abruecht ginn ass, wou ech och mengen, dass déi zur Genüge motivéiert ass. Ech wollt froen, ob et dozou Wuertmeldunge gëtt.

Den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter** (CSV). - Jo, ech wollt am Numm vun der CSV Stellung zu där Motioun huelen, déi mer net wäerte matstëmmen, an zwar aus enger ganzer Rei vu Grënn:

Zum Éischten, wat net üüblech ass an enger Motioun, fannen ech eng ganz Rei Considéranzen, déi net duerch en Dispositif eigentlech hannendru suivéiert sinn. Ech fannen, dass e Considérant eigentlech soll op eng Konsequenz hiweisen, wat een hei an der Motioun net fénn. Zum Beispill, d'Konzentratioun vun den Emploie ronderëm d'Stad, dat gëtt hei monéiert als eppes, wat ganz vill Trafic bréngt. An ech fannen awer am Invite net eng eenzeg Dispositioun, déi da seet, wéi dann d'Regierung soll opgefuerdert ginn, fir dat dann aneschtens ze maachen - iwwer Dekonzentratioun, iwwer Dezentralisatioun oder iwwer aner Weeër.

Da muss ech leider - dat maachen ech net gär - soen, dass ech deen een oder deen aneren Tiret net emol verstinn! Zum Beispill, wann do gesot gëtt am Dispositif: «que les communes jouent un rôle central en matière d'aménagement du territoire et englobent à la fois une représentation des objectifs de développement et un dispositif de mise en œuvre;», da muss ech lech ganz éierlech soen, mat menge bescheiden Franséischkenntnisser, déi erlabe mir net ze verstoen, wat dee Saz do wëllt soen.

Wat dann den Dispositif ubelaangt, hunn ech zwou Zorte vu Remarquen ze maachen. Dat Éischt ass déi, wann ee schreift: «à lutter contre la lenteur administrative de viabilisation de terrains;», wär ee scho ganz begeeschtert gewiescht, wann een tant soit peu matgedeelt kritt hätt, wéi dat da soll geschéien. Mir verstinn net, wéi dat do soll da viru sech goen. Et steet do: «à utiliser des incitations financières

pour mettre en œuvre les politiques de l'aménagement du territoire;». Do wär een nawell frou, ier een esou eppes géif stëmmen, dass ee géif gewuer ginn, wéi dat da soll passéieren.

Ech verstinn net, wéi een de Rapprochement mécht vum Plan directeur d'aménagement du territoire PDAT an de Matières réservées à la Constitution et aux lois am selwechte Paragraf. Dat ass mer total net verständlech! Dat ass dee leschten Invite op der zweeter Säit.

A wann ee schreift: «à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilité nécessaire au niveau communal;», muss ech och ganz éierlech soen, dass mer net ganz vill mat esou engem Tiret kennen ufänken.

Et ass net, dass mer net wëlle matmaachen, ech mengen, dat hu mer à suffisance am Kader vun der Diskussioun hei gewisen, mä et wär een awer scho frou, wann ee schon eng Motioun redigéiert, dass een tant soit peu téschent dem Considérant an och dem Dispositif do e Lien kéint erfannen, dass een tant soit peu e bësse seet, wann een eppes gären hätt, a wat fir eng Richtung dass et soll goen. An dass d'Paragrafen esou redigéiert sinn, dass een och eng Chance huet, fir matzekerien, em wat dass et geet.

Et ass aus deene Grënn, wou mer eigentlech net à même sinn als CSV, fir déi Motioun hei matzestëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci dem Här Wolter. Den Här Gibéryen an dann den Här Turpel.

► **M. Gast Gibéryen** (ADR). - Merci, Här Président. Ech kann och vun eiser Säit aus net d'Zoustëmmung zu deeser Motioun ginn. Ee vun der Rei vu Problemer, déi ech domat hunn, huet de Kolleg Michel Wolter och elo hei opgesot. Mä et ass méi prinzipieller Natur. Wann een d'Motioun liest an et huet een och d'Aussoe vun de Ministeren héieren, dann huet een esou d'Gefill, datt hei géif elo versicht ginn, op enger Rei vu Punkte Bremsen anzesetzen. Wat u sech gutt wier! Mä dat kann awer nëmme fonctionnéieren, wann ee parallell herno dann och seet, wéi een de wirtschaftliche Wuesstum steiert.

Wann een higeet an et léisst een alles weider esou lafen, wéi et bis elo gelaf ass, an et kritt een esou vill Aarbechtsplaze weider, esou vill Verkéier weider, an et setzt een op där anerer Säit d'Kadere méi enk, da provoziert een domadder nach eng Situatioun, wou een nach méi an de Chaos erakënn an d'Baupraxis zum Schluss nach méi wäerten an d'Luucht goen, wéi se elo schon an d'Luucht gaange sinn.

Duerfir feelt mir dobäi dat, wat ech de Mëtte virun allem hei ugeschnidden hunn, datt, wa mer wëllen dat Ganz uerdentlech organiséieren, da muss ee fir d'Éischt eng Diskussioun féieren, wou mer wëllen histeieren. Elo loosse mer alles blannemännchen esou weiderlafen, wéi et an deene leschten zéng Joer gelaf ass, de Wuesstum mat all senger Konsequenzen, an op där anerer Säit maache mer de Kader méi enk. An dat féiert onweigerlech an de Chaos an duerfir stëmmen ech déi Motioun net.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Den Här Turpel.

► **M. Justin Turpel** (déi Lénk). - Merci, Här Président. Wat ech e bësse bedauern, dat ass, mir sätzen elo vun zwou Auer un de Mëtteg hei, an datt mer am Fong geholl no siwen an eng hallwer Stonn eng Motioun virgeluecht kréien, wou vläicht awer d'Méiglechkeet bestanen hätt, fir virdrun zesummen driwwer ze schwätzen, wat ee kéint änneren. Dat ass leider elo an där kuerzer Zäit net méiglech.

Ech wëll soen, datt, éischstens, eng Rei Virwëtzungen an där Motioun dra sinn, wat den Här Wolter och schon ervirgestrach huet, wou een net weess, op wat et erausleeft. Zweetens sinn eng Rei Objektiv, op wat mer wëllen erauslafen, si wierklech entweder net kloer oder falsch. Zum Beispill, wann an de Considérante vir steet, datt: «que le développement économique est freiné par le manque de zones d'activités appropriées» an esou weider, geet een, wéi den Här Gibéryen dat jo gesot huet, am Fong geholl dovun aus, datt een deen Développement économique esou wëll weidermaache wéi bis elo, wéi e bis elo gelaf ass.

An och, wann ee seet, datt een de Plan conceptuel, souguer wann d'Zeenarien dat ënnerschat hätten, de Wuesstum, datt een dee géif bäibehalen, mierkt een also, datt déi ganz Wuesstumslogik hei, wou ech awer verstanen hat, datt de Minister déi och kéint kritisches gesinn, déi Wuesstumslogik an do eng Rei aner Momenter, déi ginn hei guer net beréiert. Eng Rei Déséquilibere, mat deene mer konfrontéiert sinn an de Regionen, och wat d'Aarbechtsplazen, d'Wunnengen ugeet, ginn net beréiert.

Sommaire des séances publiques n°25 et 26

25^e séance

Ouverture de la séance publique p. 370

Excuses de M. Gast Gibéryen suite à des propos tenus lors d'une interview donnée le 17 mars 2015 à RTL Télé Lëtzebuerg p. 370

6653 - Projet de loi portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg p. 370-373

6765 - Projet de loi relatif à la cession d'un terrain domanial au Fonds de compensation commun au régime général de pension p. 373-374

6764 - Projet de loi relatif à l'acquisition de l'immeuble «Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck» p. 374

6767 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée p. 375

6696 - Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif à une juridiction unifiée du brevet, signé à Bruxelles, le 19 février 2013 p. 375-376

6730 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014;

6731 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et la Moldavie, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014

et

6732 - Projet de loi portant approbation de l'accord d'association entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part, signé à Bruxelles, le 27 juin 2014 p. 376-382

6598 - Projet de loi autorisant l'État à participer au financement des travaux de modernisation et d'extension de la ZithaKlinik p. 382-386

26^e séance

Ouverture de la séance publique p. 386

Question urgente n°1006 de Mme Martine Hansen et de M. Félix Eischen relative à la fuite des épreuves communes dans le cadre des conseils d'orientation du cycle 4.2 p. 386-387

Débat de consultation «Lëtzebuerg zesummen entwéckelen - Quelle démarche pour un développement spatial durable?» p. 387-410

Wat mer ganz gutt gefält, muss ech soen, dat ass den drëtten Tiret vum Invite, dee seet: «à fixer les grandes lignes de l'aménagement du territoire pour les années à venir». Dat ass eppes, wat mer gutt gefält, well dat ass eng absolut Noutwendegkeet! Soit datt et hannendru relativéiert gëtt, wou een net méi weess, op wat et sech dann elo bezitt. Bezitt et sech elo just op «de manière à ce qu'elles tiennent compte de la flexibilité nécessaire au niveau communal» oder ass dat een Zousaz zu deem éischten Deel vum Saz? Dat ass am Text net esou kloer. Mä wann ech nëmme deen Textsaz géif, deen Deel vum Saz géif kucken, da wier dat eppes, wat mir immens gutt géif gefalen.

Mä da muss een awer och wëssen: Wou ginn dann déi grandes Lignes duerno diskutéiert? Fixéiert d'Regierung déi?

An dann zum nächste Paragraf: Mer setze se an d'Plans sectoriels an dann ass et gelaf?! Oder ass do eng Diskussioun iwwert déi grandes Lignes? Hu mer eng Diskussioun iwwert d'Konklusiounen, déi sech hei erginn aus där Debatt, déi mer haten iwwert d'Zukunft vum Land?

An déi Konklusiounen, déi misst een awer emol kennen an déi soll ee wierklech zesumme festleeën, ier ee se dann an d'Gesetz an an d'Plans sectoriels an an de Plan directeur afléisse léisst.

An do geet et mir net duer, datt mer dann am leschten Tiret soen, d'Kommissioun sollt d'Analys, oder d'Synthèse, egal wéi mer et elo wëllen nennen, vun den Avisen vun de Gemengen duergestallt kréien. Also, domadder geet et mir net méi duer, datt d'Kommissioun datt soll duergestallt kréien. Also ech hätt awer wierklech gär, datt d'Chamber kéint associéiert ginn un d'Festleeën vun deene grouse Linnen, déi sech hei erginn aus där Debatt, wou hei vill Froen opgeworf gi sinn.

Mir hu mindestens vun eiser Säit aus versicht, eng Rei Propositionen ze maachen, wéi een et kéint upaken. Mä mir wëssen net, wéi eng Konklusiounen d'Regierung dorauer zitt. An déi Konklusiounen, déi misst een onbedéngt kenneléieren an déi soll een dann och diskutéieren. An dat gesäit d'Motioun net vir an dat kënnen mer och elo net méi esou kuerzfristeg änneren.

Dowéinst proposéieren ech, datt entweder déi Motioun, wa méiglech, net soll ofgestëmmt ginn, datt mer kéinten am Konsens eppes Uerdentlech draus maachen. Oder soss enthalte mer eis, well mer och net géint all Aspekt sinn.

Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président.* - Merci och. Weider Wuertmeldungen zur Motioun?

(Négation)

Dat ass net de Fall. Ech gi jo dovun aus, dass d'Regierung déi ënnerstëzt. An ech géif dann zur Ofstëmmung iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. D'Procuratiounen.

D'Ofstëmmung ass eriwwer an d'Motioun ass ugeholl mat 32 Jo-Stëmme géint 24 Nee-Stëmmen an 2 Abstentionen. D'Abstentione si motivéiert ginn.

Ont voté oui: MM. Marc Angel (par M. Roger Negri), Frank Arndt, Alex Bodry, Mmes Taina Bofferdin, Tess Burton, M. Yves Cruchten, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par Mme Cécile Hemmen), Claude Haagen (par Mme Tess Burton), Mme Cécile Hemmen et M. Roger Negri;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel (par M. André Bauler), M. Eugène Berger, Mme Anne Brasseur (par M. Eugène Berger), M. Lex Delles, Mme Joëlle Elvinger, MM. Gusty Graas, Max Hahn, Alexander Krieps (par M. Gusty Graas), Edy Mertens et Mme Lydie Polfer (par M. Lex Delles);

MM. Claude Adam, Gérard Anzia (par M. Henri Kox), Henri Kox, Mmes Josée Lorsché, Viviane Loschetter et M. Roberto Traversini.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval (par M. Jean-Marie Halsdorf), Nancy Arendt (par M. Félix Eischen), MM. Emile Eicher (par M. Michel Wolter), Félix Eischen, Léon Gloden (par M. Serge Wilmes), Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gasch (par M. Marc Lies), MM. Aly Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Diane Adehm), M. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Oberweis (par M. Gilles Roth), Gilles Roth, Marco Schank (par Mme Martine Hansen), Marc Spautz (par M. Claude Wiseler), Serge Wilmes, Claude Wiseler, Michel Wolter et Laurent Zeimet;

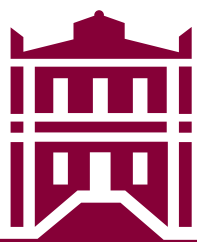
MM. Gast Gibéryen et Fernand Kartheiser (par M. Gast Gibéryen).

Se sont abstenus: MM. Justin Turpel et Serge Urbany.

Ech soen lech Merci. Mir gesinn eis erëm deen nächsten Dënschdeg, fir ënner anerem d'Projekten iwwert d'Fonction publique ze diskutéieren. Kommt gutt heem.

D'Sëtzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 20.57 heures)



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet			
0941	Marc Spautz	«Luxembourg Future Fund»	0977	Martine Hansen	Participation des personnes handicapées en milieu culturel
0949	Justin Turpel	Composition des délégations de missions économiques	0978	Léon Gloden	Fermeture des bureaux du cadastre régionaux
0951	Gusty Graas	Dépistage du cancer du sein	0979	Claudia Dall'Agnol	Carrières dans l'armée
0952	Fernand Kartheiser	Politique du logement	0980	Laurent Mosar	Plan Juncker
0953	Justin Turpel	Congé pour raisons de santé des fonctionnaires communaux	0981	Diane Adehm, Gilles Roth	Capitalisation de la BCL
0954	Laurent Mosar	Arrêt C-623/13 de la Cour de justice de l'Union européenne	0983	Max Hahn	Mobilité douce
0956	Diane Adehm, Gilles Roth	Centre de rétention	0986	Laurent Mosar	Recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne
0959	Justin Turpel	Situation des lanceurs d'alerte	0987	Diane Adehm, Gilles Roth	Abrogation du taux super-réduit de TVA
0960	Cécile Hemmen	Structure d'accueil d'urgence	0988	Eugène Berger	Sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg
0961	André Bauler	Sécurité à Ettelbruck	0989	Marco Schank	Réactivation de la «Trierer Weststrecke»
0962	Josée Lorsché, Claude Adam	Campus Walferdange	0990	Nancy Arendt	Lutte contre la pédophilie
0963	Marc Lies	Fonds du Logement	0991	Marc Angel	Classement international sur la transparence de l'aide au développement («Aid Transparency Index»)
0964	Marc Lies	Audit concernant le Fonds du Logement	0992	Justin Turpel	«Quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE)
0965	Jean-Marie Halsdorf	Fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux	0993	Justin Turpel	Plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)
0966	Jean-Marie Halsdorf	Deuxième secteur de la médecine	0994	André Bauler	Fouilles sur un terrain romain à Schieren
0967	Alex Bodry	Ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg	0995	Marcel Oberweis	Voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale
0969	Josée Lorsché	Tarifification des transports ferroviaires dans la Grande Région	0996	Nancy Arendt	Projet «Chinese Table Tennis College - Europe in Luxembourg»
0971	Fernand Kartheiser	Finances du Fonds du Logement	0997	Josée Lorsché	Apatridie
0972	Fernand Kartheiser	Rapport de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945	1002	Gusty Graas	Contraception d'urgence
0973	Laurent Mosar	«Zukunftspak»	1004	Octavie Modert, Léon Gloden, Gilles Roth	Taux de réinsertion sociale des détenus
0974	Gusty Graas	Armée commune européenne	1005	Marc Lies	TGV entre Strasbourg et Bruxelles
0975	Justin Turpel	Catégories de revenus et de patrimoine	1018	Claudia Dall'Agnol	Office européen des brevets
0976	Roy Reding	Frais du référendum du 7 juin 2015			

Question 0941 (27.02.2015) de M. Marc Spautz (CSV) concernant le «Luxembourg Future Fund»:

C'est en 2012 que les Ministres des Finances et de l'Économie de l'époque annonçaient la création d'un Luxembourg Future Fund. Ce fonds à créer sous forme de fonds d'investissement spécialisé (SIF) devait comporter plusieurs compartiments et une société d'investissement privée luxembourgeoise déjà désignée par l'ancien Gouvernement devait jouer le rôle de conseiller d'un de ces compartiments. Le choix en faveur de cette société d'investissement avait d'ailleurs été confirmé par le nouveau Gouvernement.

Ces derniers jours, divers organes de presse ont fait état de la mise à l'écart de la société prédite. Tant le Ministre de l'Économie que la Secrétaire d'État à l'Économie ont confirmé cette décision plutôt surprenante et ont mis en avant que cette décision avait été prise d'un commun accord et pour des raisons techniques.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Le Ministre peut-il clarifier pourquoi la société luxembourgeoise n'a pas été retenue pour s'occuper du conseil voire de la gestion d'un des compartiments du fonds?

- Le «Luxemburger Wort» fait état dans son édition du 25 février 2015, que le Fonds européen d'investissement (FEI), associé au nouveau fonds, ne serait pas convaincu de l'aptitude de cette société d'investissement.

- Est-il exact que le FEI a procédé à une évaluation préalable («due diligence») de cette société?

- Est-il exact que cette évaluation s'est soldée par un avis négatif du FEI?

- Si tel est le cas, le Ministre peut-il communiquer l'avis du FEI à la Chambre des Députés?

Réponse (10.04.2015) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie:

Concernant les questions posées par l'honorable Député, il convient de signaler qu'il avait été retenu dès le départ que le gestionnaire du Sous-fonds «Investissements directs» serait sélectionné après avoir parcouru les procédures de sélection et de «due diligence» obligatoire du Fonds européen d'investissement.

Il s'est avéré par la suite que Genii Investment Management SA et, en particulier, Monsieur Gérard Lopez, n'était, en raison de ses autres obligations professionnelles, pas suffisamment disponible pour s'acquitter des tâches de ges-

tionnaire de façon concordante avec les attentes du FEI. Aussi fut-il convenu d'un commun accord de clôturer le Sous-fonds «Investissements directs» et de réallouer l'enveloppe financière afférente aux Sous-fonds «Co-Investissements» et «Business angels & Family Offices Co-Investissements».

L'avis du FEI a été adressé à la SNCI seulement et tombe sous les clauses de confidentialité de cette dernière.

Question 0949 (02.03.2015) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant la composition des délégations de missions économiques:

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014 concernant la composition de la délégation du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne du 7 au 9 mai 2014 (cf. compte rendu n°7/session extraordinaire 2013-2014), Monsieur le Premier Ministre m'avait fourni des explications détaillées sur la composition des délégations officielles lors de telles visites et avait joint un relevé exhaustif de la composition de la délégation officielle du Luxembourg lors de la visite d'État en Pologne. En réponse à ma question afférente, Monsieur le Premier Ministre avait également indiqué qu'à l'avenir rien ne devrait s'opposer à la pu-

blication de la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État.

En plus, Monsieur le Premier Ministre précisait, qu'en ce qui concerne la mission économique qui s'est déroulée en marge d'une visite d'État, la définition de la liste des participants relèverait de la compétence de la Chambre de Commerce.

Monsieur le Premier Ministre m'informa également que deux accords ont été signés dans le cadre de cette visite d'État, tout en précisant l'objet de ces accords.

Tout en saluant cette volonté de transparence, je n'ai malheureusement pas trouvé la publication de la composition de la délégation luxembourgeoise lors des visites suivantes, comme celle se déroulant actuellement aux Emirats arabes unis et au Qatar.

Voilà pourquoi je voudrais savoir si:

1. Monsieur le Premier Ministre peut-il me renseigner si la composition des délégations luxembourgeoises lors de visites officielles a effectivement été publiée, conformément à sa réponse à ma question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014?

2. Dans l'affirmative, Monsieur le Premier Ministre peut-il m'indiquer où cette publication a été faite et comment elle peut être accédée? Dans la négative, comment Monsieur le Premier Ministre compte-t-il honorer sa promesse, comment le Gouvernement ou le Ministère

d'État compte-t-il effectuer cette publication et comment peut-on y accéder?

3. Monsieur le Premier Ministre peut-il faire compléter cette publication par le relevé et les objets des accords signés à l'occasion de la visite respective?

4. Monsieur le Premier Ministre serait-il disposé à demander à l'institution compétente pour la composition de la mission économique, en l'occurrence la Chambre de Commerce, ou, le cas échéant de la mission financière, à savoir «Luxembourg for Finance» si je ne me trompe, ou bien à toute autre institution compétente, de publier, dans un souci de transparence, également la composition de cette partie de la délégation?

Réponse (26.03.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Dans ma réponse à la question parlementaire n°0272 du 9 mai 2014 de Monsieur le Député, je m'étais effectivement déclaré d'accord pour publier la composition de la délégation officielle luxembourgeoise lors de visites d'État. La dernière visite d'État a eu lieu en Pologne du 7 au 9 mai 2014, visite d'État au sujet de laquelle j'ai fourni toutes les informations demandées par Monsieur le Député.

À côté des visites d'État visées par la question n°0272, de nombreuses missions sont régulièrement organisées, sous des dénominations diverses, par différents organismes dans l'intérêt de la diversification économique. Tel est le cas des deux missions financières aux Émirats arabes unis et au Qatar auxquelles Monsieur le Député fait référence dans sa question. Les missions en question ont fait l'objet à chaque fois entre autres de communiqués publiés sur le site Internet du Gouvernement luxembourgeois, communiqués dans lesquels sont détaillés l'objet des missions, le programme des visites ainsi que des accords qui ont pu être signés à cette occasion. Dans le cas de la mission financière au Qatar, le communiqué comportait par ailleurs un renvoi au site Internet de «Luxembourg for Finance» pour des informations supplémentaires. Pour ce qui est finalement de la communication au sujet de leur participation à des missions économiques d'organismes comme la Chambre de Commerce, ceux-ci demeurent libres de l'organiser à leur guise.

Question 0951 (03.03.2015) de **M. Gusty Graas (DP)** concernant le **dépistage du cancer du sein**:

Il est un secret de polichinelle que la prise de biopsies et l'analyse de celles-ci pose nombre de problèmes pour les personnes concernées. Ainsi, de très longs délais d'attente pour connaître les résultats de l'analyse ne sont pas rares.

Partant, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Madame la Ministre peut-elle confirmer que dans le cadre du dépistage du cancer du sein au Luxembourg l'IRM n'est pas pratiqué pour faire des biopsies mammaires? Cette méthode est toutefois régulièrement pratiquée à l'étranger.

- Est-il exact qu'au Luxembourg ce type de matériel (antenne et aiguille) est apparemment disponible et permet de faire des biopsies? Dans l'affirmative, pour quelles raisons ce dispositif n'est pas utilisé pour réaliser des prélèvements sous IRM?

Réponse (03.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, Ministre de la Santé:

Les biopsies du sein se font dans le cadre de mise au point de lésions dont on veut connaître la nature avec précision, en l'occurrence lorsque le radiologue pense être en présence d'un cancer. Il s'agit de procédures qui font suite soit à un examen mammographique de dépistage, soit en cas de plainte de la patiente (lésion palpée).

Afin de gagner en précision, la position du matériel de biopsies (aiguille de diamètre variable), est contrôlée via diverses modalités: par mammographie, par échographie, par IRM. La biopsie guidée par IRM est indiquée dans les situations où les lésions ne peuvent être identifiées par les autres moyens d'imagerie (mammographie et échographie).

Selon un rapport de la Haute Autorité de Santé (France) de 2011, certaines conditions doivent être remplies pour que des biopsies sous IRM puissent être effectuées:

- le radiologue doit avoir une expérience suffisante et effectuer minimum dix procédures par an, avec une expérience préalable en IRM mammaire et en biopsies mammaires;

- le radiologue doit être encadré par des ATM formés;

- un accès (une heure) prolongé à l'IRM doit être assuré;

- le radiologue doit pouvoir étudier le dossier sénologique complet de la patiente et valider l'indication de la procédure. Le succès technique de la biopsie guidée par IRM dépend du bon contrôle par le radiologue de la totalité du dossier de la patiente, du strict respect des indications et de l'enjeu diagnostique. Une vraie expertise dans le domaine est considérée comme essentielle;

- la lésion doit être confirmée le jour de la biopsie; elle doit être accessible.

Les besoins en biopsies sous IRM sont en cours d'évaluation à la Direction de la Santé. Comme cela se fait dans les pays limitrophes, cette procédure ne pourrait être intégrée que dans un centre de compétence en pathologie mammaire (Clinique du Sein).

L'article 26bis de loi modifiée du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers m'autorise à déterminer les pathologies ou groupe de pathologies pour lesquels des centres de compétence seront susceptibles d'être autorisés suite à une demande de la FHL.

En se fondant sur le prédit article 26bis, le projet de règlement grand-ducal établissant le nouveau plan hospitalier prévoit qu'un centre de compétence pourra être créé pour la prise en charge du cancer du sein ainsi que d'autres cancers.

Ainsi, une fois déterminé dans le plan hospitalier pour la prise en charge de quels types de pathologies des centres de compétence pourront être créés, l'initiative revient à la Fédération des Hôpitaux Luxembourgeois (FHL) alors que l'article 26bis de la loi hospitalière dispose encore que «la demande d'autorisation est introduite par le groupement le plus représentatif des hôpitaux luxembourgeois sous forme d'un projet de centre de compétence».

Ce projet que la FHL soumet à la Ministre de la Santé doit préciser:

- les disciplines médicales impliquées, le domaine d'activité médicale projeté;

- les objectifs quantitatifs et qualitatifs visés;

- les ressources et équipements à y affecter spécifiquement pour atteindre ces objectifs, y inclus le nombre de lits et d'emplacements dans le ou les établissements abritant le centre;

- les modalités d'organisation médicale et soignante et de gestion du centre;

- les qualifications et compétences déterminant les modalités d'agrément des médecins et, le cas échéant, d'autres professionnels de santé collaborant dans le centre.

Finalement, suite à une telle demande de création d'un centre de compétence de la part de la FHL, je pourrai accorder ou refuser la création de celui-ci.

C'est la procédure qui a été instaurée par le législateur lors de la réforme de notre système de santé en 2010 et j'espère que la FHL jouera le rôle que le législateur lui a confié, à savoir de me soumettre des projets de centres de compétence pour la prise en charge des pathologies que j'ai déterminées dans le plan hospitalier, et notamment la prise en charge du cancer du sein.

Dans le cadre d'un tel projet de centre de compétence «cancer du sein», il sera également procédé à une évaluation des besoins en biopsies sous IRM.

Question 0952 (03.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant la **politique du logement**:

Op enger Manifestatioun vun der „Conférence Générale de la Jeunesse du Luxembourg“ (CGJL) ass de Problem vun de Wunnengen hei am Land en Haaptthema gewiescht, wéi an der Press ze liese war. Bei där Geleeënheet hätt de Fraktiounschef vun der Madame Wunnengsbauminister hirer Partei, dem „Luxemburger Wort“ no, de Jugendorganisatiounen vun der CGJL versprach, „dass die Miet- und Kaufpreise künftig gedeckelt und Baulücken vom Staat gefüllt“ ginn.

Dowéinst wéilt ech der Madame Minister fir Wunnengsbau dës Froe stellen, an zwar onofhängeg dovun, ob dat, wat an der Press stoung, esou gesot ginn ass oder net:

1. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir de Loyer hei zu Lëtzebuerg ze kontrolléieren an e Plaffong fir Loyere festzeleeën? No wéi enge Modalitéiten?

2. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir d'Kafpräisser fir Immobilien ze kontrolléieren an Héchstpräisser dofir festzeleeën? No wéi enge Modalitéiten?

3. Huet Äre Ministère konkret Pläng, fir vum Stat aus Baulücke mat Wunnraum ze fëllen?

4. Iwwer wat fir e Wee wéilt de Stat an dësem Fall d'Recht kréien, iwwer privat Grondstécker ze decidéieren? A wéi engem Zäitraum an a wéi enge Gemengen?

5. Wann et konkret Projete gëtt, sinn déi schonn esou sprochräif, datt de Fraktiounschef vun der DP kann dovun wëssen a si als fest Versprieche public maachen?

Réponse (01.04.2015) de **Mme Maggy Nagel**, Ministre du Logement:

D'Mietgesetz vum 21. September 2006 gesäit haut schonn e Plaffong fir Loyere vir (am Artikel 3): De Loyer vun enger Wunneng däerf pro Joer net méi héich si wéi 5% vum investéierte Kapital. Dëse Montant kann och nëmmen all zwee Joer vum Vermieter adaptéiert ginn. Dëse Plaffong vu 5% stoung och schonns am ale Mietgesetz dran.

D'aktuell Mietgesetz gesäit och zum Beispill vir, dass de Locataire bei der zoustänneger Mietkommission vun der Gemeng eng Loyersreduktioun kann ufroen, wann de Vermieter am Virfeld domadder net d'accord war (no enger Frist vun engem Mount).

D'Regierung huet net d'Intentioun, fir an dëser Legislaturperiod d'Kafpräisser fir Immobilien ze plafonéieren, egal wéi een Typ vu Wunneng oder Immobilie. Esou eng Mesure wär och sécherlech net an engem Rechtsstat wéi onsem - mat der aktueller Constitutioun - méiglech.

Am Kader vum nationale Baulückeprogramm ass eng Kaart opgestallt ginn, wou sämtlech Baulücken aus dem ganze Land visualiséiert gi sinn. Et gëtt tëscht verschidde Zorte vu Propriétaires differenziert a mir hu festgestallt, dass iwwer 90% vun der Fläch vun de Baulücken dem Privatmarkt gehéieren, nëmme 4% gehéieren de Gemengen an nëmme 0,7% dem Stat.

De Ministère geet op d'Gemengen duer, fir mat all Gemeng ze definéieren, wéi d'Baulücken op hirem Territoire esou schnell wéi méiglech kënne mat Wunnraum bebaut ginn. Do, wou d'Gemeng selwer am Besëtz vu Baulücken ass, huet de Stat d'Méiglechkeet, fir iwwer de Subventiounsprogramm vum Ministère de Logement nei Wunnbauprojeten ze kofinanzéieren.

Wat d'Aktivatioun vu privatem Bauland ugeet, do gëtt no Piste gesicht, fir op Gemengniveau mat de Propriétaires an d'Gespräch ze kommen. Dës Sensibilisatioun gëtt am Laf vum Joer 2015 gemaach. De Stat gëtt awer och am Laf vum Joer 2015 op sengen eegenen Terrainen aktiv.

Question 0953 (03.03.2015) de **M. Justin Turpel (déi Lénk)** concernant le **congé pour raisons de santé des fonctionnaires communaux**:

Les dispositions du règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux, tel qu'il a été modifié, dispose dans son article 16, que le fonctionnaire empêché d'exercer ses fonctions par suite de maladie ou d'accident doit en informer d'urgence son supérieur hiérarchique et solliciter un congé pour raisons de santé.

Contrairement à ce qui est prévu pour les salariés, «ce congé est accordé sans production d'un certificat médical pour une période de trois jours consécutifs au plus. Pour toute incapacité de travail dépassant trois jours le fonctionnaire doit présenter un certificat mentionnant la durée de l'incapacité de travail, le lieu de traitement (domicile ou hôpital) et, le cas échéant, les heures de sortie». L'article 16 du règlement précise encore que «le certificat médical prend cours le jour de sa délivrance».

Or, il y a des responsables communaux qui aimeraient déroger à ces dispositions en exigeant un certificat médical pour des congés pour raison de santé d'un jour, de deux jours ou de trois jours consécutifs.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, selon quel droit une autorité communale pourrait déroger aux dispositions d'un règlement grand-ducal, qui dispose qu'un congé pour raison de maladie «est accordé sans production d'un certificat médical pour une période de trois jours consécutifs au plus».

Une telle volonté de déroger à une disposition réglementaire prise en exécution d'une loi me semble d'autant plus douteuse que le même règlement grand-ducal prévoit, dans son article 18, d'autres instruments et procédures de contrôle pour éviter les abus qui pourraient se produire lors d'une telle absence de courte du-

rée, à savoir: «Le collège des bourgmestre et échevins peut faire procéder à une visite du fonctionnaire porté malade par le médecin de confiance de la Fonction publique, même si la durée du congé sollicité ne dépasse pas trois jours.»

Réponse (24.03.2015) de **M. Dan Kersch**, Ministre de l'Intérieur:

L'obligation pour le fonctionnaire communal de produire un certificat médical en cas de congé pour raisons de santé est réglée par l'article 16 du règlement grand-ducal modifié du 21 octobre 1987 concernant le temps de travail et les congés des fonctionnaires communaux. L'article en question prévoit qu'un congé pour raisons de santé est accordé au fonctionnaire communal qui est incapable d'exercer ses fonctions par suite de maladie ou d'accident sans que l'agent en question ne doive présenter un certificat médical pour toute absence ne dépassant pas une période de trois jours consécutifs au plus.

Ce n'est qu'au cas où l'absence du fonctionnaire dépasse trois jours que celui-ci doit produire un certificat médical. En présence d'une disposition réglementaire fixant de façon claire et précise la matière visée, l'application d'une mesure plus contraignante n'est pas indiquée. En effet, une telle prescription, découlant soit d'une décision individuelle du collège des bourgmestre et échevins, soit d'une disposition réglementaire à prendre par le conseil communal, serait contraire au principe de la hiérarchie des normes de droit, en vertu duquel aucune décision à prendre par un corps communal ne doit être contraire à un règlement grand-ducal ou à une loi.

Je tiens toutefois à préciser qu'en exécution de l'article 18 du règlement grand-ducal du 21 octobre 1987 prémentionné, il est loisible au collège des bourgmestre et échevins de faire procéder à une visite du fonctionnaire porté malade par le médecin de contrôle dans la Fonction publique, même si la durée du congé sollicité ne dépasse pas trois jours.

Question 0954 (03.03.2015) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant l'**arrêt C-623/13 de la Cour de justice de l'Union européenne**:

Sur renvoi préjudiciel par le Conseil d'État français, la CJUE a indiqué qu'un ressortissant néerlandais, travailleur migrant aux Pays-Bas et soumis à la sécurité sociale dans ce pays, ne saurait être soumis en France (État de résidence) sur ses revenus à des prélèvements qui présentent un lien direct et suffisamment pertinent avec les branches de la sécurité sociale.

Cet arrêt qui fera sans aucun doute jurisprudence risquera d'avoir des conséquences substantielles sur la situation des ressortissants communautaires travaillant dans un autre pays que celui où ils sont domiciliés.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

1. Quelles sont les conséquences de cet arrêt sur les salariés du Luxembourg domiciliés à l'étranger en général et ceux domiciliés en France en particulier?

2. Quid de ceux résidant au Luxembourg, mais travaillant à l'étranger? Est-ce que le Luxembourg procède à des prélèvements tels que décrits plus haut sur leurs revenus?

3. Si tel est le cas, sur quelle base? Monsieur le Ministre entend-il modifier les textes applicables en la matière?

Réponse (03.04.2015) de **M. Romain Schneider**, Ministre de la Sécurité sociale:

Ad 1. L'honorable Député Laurent Mosar soulève dans sa question parlementaire un aspect d'une problématique générale qui pose actuellement beaucoup de difficultés au niveau européen, à savoir le manque de coordination entre le droit de la sécurité sociale dans ses aspects relatifs au prélèvement de cotisations et le droit fiscal dans ses aspects de prélèvements fiscaux pour financer des prestations sociales.

Dans l'arrêt C-623/13 invoqué dans la question parlementaire, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a retenu dans le cas d'espèce qu'un prélèvement fiscal qui contribue au financement d'une branche de la sécurité sociale qui relève du règlement 883/2004 sur la coordination des régimes de sécurité sociale en Europe, ne saurait être à charge d'une personne qui est soumise à un système de sécurité sociale d'un autre pays que celui de sa résidence.

Ainsi la France n'est pas en droit de prélever la contribution sociale généralisée (CSG) et la contribution pour le remboursement de la dette sociale (RDS) sur des personnes résidant en France, mais qui relèvent d'un système de sécurité sociale d'un autre pays.

La France a tiré les conséquences de cette jurisprudence et en référence au premier tiret de la question parlementaire on peut dire que les salariés du Luxembourg domiciliés en France ne doivent pas s'acquitter de ces deux prélèvements fiscaux cités.

Évidemment on ne peut pas exclure qu'il n'y ait pas d'autres États de l'Union européenne qui n'auraient pas tiré toutes les conséquences de cette jurisprudence. Ceci intéresse bien entendu des assurés du régime de sécurité sociale luxembourgeois qui résident dans un autre pays que la France et qui pourraient être forcés à payer des impôts dont la finalité est de financer directement ou indirectement des prestations de sécurité sociale.

Ad 2. Dans le deuxième tiret, la situation de salariés résidant au Luxembourg et travaillant dans un autre État en général et en particulier en France est visée. Étant donné qu'il y a une activité salariée dans cet autre État, ceci entraîne une affiliation au régime de sécurité sociale de cet État. Ces personnes sont donc bénéficiaires des couvertures sociales en vigueur dans cet État et non au Luxembourg.

En exécution de l'article 378 du Code de la sécurité sociale, l'Administration des Contributions détermine en principe la contribution dépendance à payer par les contribuables sur les revenus du patrimoine et sur certaines pensions imposables par voie d'assiette. Toutefois, deux groupes de contribuables ne sont pas soumis à la contribution dépendance, à savoir les non-résidents et les personnes qui ne rentrent pas dans le cercle des bénéficiaires de l'assurance dépendance, ce qui est le cas pour les personnes résidant au Luxembourg et soumises à la sécurité sociale d'un autre État.

Ad 3. La législation luxembourgeoise et l'application concrète qu'en fait l'Administration des Contributions sont donc en ligne avec les conclusions de l'arrêt C-623/13 de la CJUE.

Question 0956 (03.03.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant le **Centre de rétention**:

Il nous revient que des sans-papiers repris par les forces de l'ordre ne seraient pas amenés au Centre de rétention, faute de places disponibles dans celui-ci.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est le degré d'occupation moyen mensuel du Centre de rétention depuis son ouverture?

- Quel est le nombre d'expulsions par mois depuis son ouverture?

- Quelles sont les instructions données aux forces de l'ordre lorsque le Centre de rétention affiche complet?

- Est-il prévu d'agrandir le Centre de rétention?

Réponse (20.03.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

En réponse à la question parlementaire de Madame la Députée Diane Aehm et de Monsieur le Député Gilles Roth quant au taux de remplissage moyen du Centre de rétention, il est de prime abord à relever que la capacité d'accueil maximale théorique dudit Centre est de 88 personnes. Il est toutefois à noter qu'en vertu de sa loi organique du 28 mai 2009, le Centre est divisé en quatre unités de logement distinctes, en l'occurrence deux unités à 16 chambres individuelles de 7,73 m² chacune, l'une de ces deux unités étant réservée aux hommes célibataires, l'autre aux femmes célibataires, une unité à 14 chambres doubles partiellement communicantes de 9,31 m² chacune pour hommes célibataires, étant précisé que ces chambres doubles sont considérées comme chambres individuelles en raison de leur exigüité et conformément au vœu notamment du Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants du Conseil de l'Europe, et une unité à 14 chambres doubles partiellement communicantes de 9,31 m² chacune réservée aux familles. La capacité d'accueil maximale réelle s'établit donc à 16 femmes célibataires et

30 hommes célibataires, l'unité réservée aux familles n'étant utilisée que ponctuellement en cas de besoin.

Pour ce qui est du taux de remplissage moyen du Centre, celui-ci s'élève en 2012 à 79,69% pour les hommes et à 5,90% pour les femmes. En 2013, ce taux a baissé pour les hommes à 72,63% et est resté stable à 5,90% pour les femmes. En 2014, il s'est élevé à 94,24% pour les hommes et a diminué à 3,96% pour les femmes. Pour 2015, il est tablé sur une stabilisation du taux de remplissage moyen pour les hommes célibataires aux alentours de 95% (le taux de remplissage pour les mois de janvier à mi-mars s'établissant à 91,14%), tandis que pour les femmes, il est à relever que le Centre n'en a hébergé qu'une seule et qui plus est que pour une seule nuit depuis le 1^{er} janvier de l'exercice en cours.

En ce qui concerne le pourcentage des retenus de sexe masculin éloignés du territoire (éloignements, transferts Dublin et retours volontaires), il s'établit pour 2012 à 54,11%, pour 2013 à 59,34% et pour 2014 à 67,94%. Concernant les femmes célibataires, le taux s'élève à 50% en 2012, 75% en 2013 et 64,70% en 2014. En chiffres absolus, 125 hommes célibataires et sept femmes célibataires ont été éloignés du territoire national en 2012, 127 respectivement douze en 2013 et 195 respectivement onze en 2014.

Lorsque les capacités du Centre de rétention sont épuisées, les instructions données aux forces de l'ordre peuvent varier en fonction du cas individuel. En règle générale, il est demandé à la Police grand-ducale d'établir un rapport contenant l'adresse de la personne interceptée.

Il n'est pas envisagé à l'heure actuelle d'agrandir le Centre de rétention. Toutefois, au vu du taux de remplissage éminemment faible de l'unité réservée aux femmes et compte tenu du fait que l'unité réservée aux familles n'est occupée que périodiquement pour un très court laps de temps, étant rappelé dans ce contexte que les familles accompagnées d'enfants ne peuvent séjourner au Centre plus de 72 heures, la direction du Centre entend procéder à une réorganisation interne en réaffectant l'unité actuellement réservée aux femmes aux hommes célibataires et en logeant les femmes, pour autant qu'il y en ait, dans l'unité réservée aux familles. La capacité d'accueil maximale pour hommes célibataires s'établirait dans cette hypothèse à 46 unités, celle pour femmes célibataires à 14. Cette réorganisation présuppose toutefois au préalable un renforcement des effectifs du Centre d'au moins cinq agents, le personnel dont il dispose actuellement n'étant guère pléthorique et ne permettant pas la gestion simultanée et permanente de trois unités sept jours sur sept et 24 heures sur 24.

Question 0959 (04.03.2015) de **M. Justin Turpel** (*déi Lénk*) concernant la **situation des lanceurs d'alerte**:

Par lanceur d'alerte au sens de la présente, il y a lieu de désigner une personne ou un groupe qui estime avoir découvert des éléments qu'il considère comme menaçants pour l'être humain, la société, l'économie ou l'environnement et qui de manière désintéressée décide de les porter à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou de médias, parfois contre l'avis de sa hiérarchie.

Sans les Bradley, aujourd'hui Chelsea, Manning, Julian Assange, Edward Snowden, Antoine Deltour et autres, beaucoup de choses réfutables ne seraient jamais sorties en lumière.

Or, en contrepartie, les lanceurs d'alerte sont souvent mal protégés (voir le rapport de «Transparency International»: «Assurer une alternative au silence; Vers une plus grande protection et une meilleure assistance des lanceurs d'alerte dans l'UE, Rapport national: Luxembourg¹»). Ainsi, Antoine Deltour par exemple, le principal lanceur d'alerte des «Luxleaks», qui a contribué à révéler un vaste système d'optimisation fiscale des grandes multinationales, ayant fait réfléchir les responsables politiques européens et luxembourgeois à un système d'optimisation moralement et déontologiquement inacceptable: Bien que Monsieur Deltour ait agi de façon désintéressée et en citoyen européen responsable, il est poursuivi par la justice luxembourgeoise et risque une lourde peine.

Au Luxembourg, la protection des lanceurs d'alerte a été formellement introduite par la loi du 13 février 2011 renforçant les moyens de

lutte contre la corruption. Ainsi, tout salarié, de même que le fonctionnaire de l'État et le fonctionnaire communal, est protégé contre les représailles en raison de ses protestations ou refus opposés à un fait qu'il considère, de bonne foi, comme étant constitutif de prise illégale d'intérêts, de corruption ou de trafic d'influence aux termes des articles 245 à 252, 310 et 310-1 du Code pénal concernant la corruption et le trafic d'influence.

«Transparency International» considère comme principal point fort de cette loi son existence et, par conséquent, l'acceptation politique de la protection des lanceurs d'alerte et du lancement d'alerte en général. Par contre, le point faible de la loi est l'absence de possibilité de dénoncer des faits à des tiers et à la presse. Seule une modification de la législation existante pourrait permettre à un lanceur d'alerte d'accéder à des tiers indépendants et impartiaux ainsi qu'à la presse dans certaines conditions.

Comme la protection des lanceurs d'alerte, qui, de manière désintéressée, portent à la connaissance d'instances officielles, d'associations ou des médias des informations sur le fonctionnement réel d'activités douteuses, moralement ou déontologiquement condamnables, devient de plus en plus importante, j'aimerais savoir:

1. Monsieur le Ministre de la Justice partage-t-il l'appréciation qu'il serait utile de renforcer la protection des lanceurs d'alerte, tel que défini ci-dessus, au Luxembourg?

2. Dans l'affirmative, quels sont les éléments de protection nécessaires à cette fin?

3. Quels sont les voies et moyens pour y parvenir?

Réponse (27.03.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

L'honorable Député soulève des questions d'une actualité certaine. Il est prématuré d'annoncer à ce stade des pistes précises, mais le Gouvernement a engagé des réflexions et prévoit des consultations notamment avec «Transparency International».

Avant toute décision, le Gouvernement souhaite aussi s'entretenir avec la Chambre des Députés dans le cadre de la demande de mise à l'ordre du jour de différentes commissions d'un point relatif à la législation sur les lanceurs d'alerte, initiative prise par l'honorable Député en parallèle avec sa question parlementaire.

Question 0960 (04.03.2015) de **Mme Céline Hemmen** (LSAP) concernant la **structure d'accueil d'urgence**:

Il me revient que le Gouvernement prévoit la construction d'une structure d'accueil d'urgence pour personnes sans-abri sur le territoire de la commune de Sandweiler. La capacité d'accueil se situerait autour de 380 personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre ainsi qu'à Monsieur le Ministre:

- Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils confirmer ces informations?

- Le cas échéant, Madame la Ministre et Monsieur le Ministre peuvent-ils fournir des renseignements supplémentaires sur la stratégie nationale dans laquelle s'inscrit ce projet?

Réponse commune (09.04.2015) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En septembre 2013, le Ministre de la Famille et de l'Intégration et le Ministre du Développement durable et des Infrastructures ont convenu de la construction d'une structure d'accueil d'urgence multifonctionnelle sur un terrain propriété de l'État, adjacent à l'actuel Centre de rétention, et situé entre la route de Trèves et la route de Neudorf, sur le territoire de la commune de Sandweiler.

Ce projet s'inscrit dans la volonté du Gouvernement de disposer d'une structure d'hébergement pouvant accueillir, dans l'urgence, différents publics cibles.

Ainsi, la structure d'accueil est destinée à héberger des personnes dans des situations d'urgence, dans lesquelles d'autres possibilités d'hébergement ne seront pas possibles.

La structure d'accueil est multifonctionnelle et modulable afin de pouvoir être adaptée rapidement aux besoins des publics accueillis. Il est ainsi prévu de pouvoir y accueillir les personnes sans-abri hébergées durant les mois d'hiver (décembre à mars) dans le cadre de la «Wanteraktioun» (en remplacement de l'ancien bâtiment «Computerland» actuellement en service), les demandeurs de protection internationale en cas d'afflux massif ainsi que des per-

sonnes se trouvant en situation de crise en raison d'une évacuation de l'institution qui les héberge habituellement. Dans un souci de flexibilité, la structure est composée de deux bâtiments, dont l'un est organisé en dortoirs et l'autre en chambres individuelles ou doubles. La capacité d'accueil maximal de la structure, telle que décidée en septembre 2013, est de 388 personnes.

Il convient de souligner enfin que l'hébergement au sein de cette structure revêt un caractère provisoire, en attendant que d'autres solutions d'hébergement plus stables aient été trouvées.

Les services de l'Administration des bâtiments publics planifient le projet depuis plusieurs mois en étroite collaboration avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration.

La phase «avant-projet détaillé» a été finalisée début février et la demande d'autorisation de construire a été introduite auprès de la commune de Sandweiler début février 2015.

Dans l'hypothèse que toutes les autorisations soient disponibles pour la mi-2015, une mise en service pourrait être prévue pour la mi-2016.

Le projet a été présenté lors d'une réunion jointe de la Commission de la Famille et de la Commission du Développement durable à la Chambre des Députés le 23 mars dernier et a également fait l'objet de discussions à la commune de Sandweiler en novembre 2014.

Une entrevue avec le collègue échevinal de la commune de Sandweiler a eu lieu en date du 27 mars 2015 afin de présenter le projet en détail.

Question 0961 (05.03.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **sécurité à Ettelbruck**:

Suite au meurtre qui s'est produit lundi soir près de l'Hôtel de Ville d'Ettelbruck et au récent acte de violence dans l'avenue Salenty, le sentiment d'insécurité éprouvé par la population locale est manifeste.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure:

- Comment les patrouilles de la police sont-elles généralement organisées? Les patrouilles se font-elles également en tenue civile?

- Monsieur le Ministre peut-il me dire s'il est disposé à renforcer les contrôles policiers à Ettelbruck et environs, notamment durant la soirée et la nuit tout en mettant un accent particulier sur les zones critiques?

- Monsieur le Ministre a-t-il l'intention d'élaborer, en collaboration avec les partenaires concernés, un nouveau concept de sécurité pour la Nordstad, notamment pour les lieux à risque élevé?

Réponse (10.04.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

La ville d'Ettelbruck est desservie par le Centre d'intervention de Diekirch (24 heures sur 24/7 jours sur 7) et le commissariat de proximité d'Ettelbruck (disponible surtout en semaine de 07.00 à 20.00 heures et le week-end en fonction des manifestations locales). Complémentairement les autres unités de la région telles que le Service régional de police de la route ou le Service de Recherche et d'Enquête Criminelles (opérant en tenue civile) marquent leur présence. En général, les patrouilles de police sont organisées de manière à couvrir l'ensemble des territoires de compétence des unités de police respectives.

Le dispositif de patrouilles à pied ou en véhicule sont quotidiennes et coordonnées entre les différentes unités afin de maximiser l'effet de la présence policière. Considérant les événements récents, l'accent est mis sur les patrouilles à pied afin de favoriser une communication directe avec le citoyen. Par ailleurs, des opérations «coup de poing» cadencées avec un effectif renforcé notamment par le groupe canin de la police, sont organisées. Les missions s'exécutent aussi bien par du personnel en tenue que par du personnel en civil.

Entre le 1^{er} septembre 2014 et le 31 décembre 2014, 256 patrouilles ont été effectuées sur le territoire de la ville d'Ettelbruck et depuis le début de l'année au total 154 patrouilles ont été faites en portant une attention particulière sur les points sensibles comme la Grand-rue ou encore le quartier de la gare. La cadence a donc été augmentée, ceci d'ailleurs avant l'événement tragique récent.

Pour l'instant la Police grand-ducale a opté pour la stratégie de réaction policière rapide, ciblée, ponctuelle et adaptée en fonction de l'analyse criminelle. Ce choix tactique est à

¹ voir sous <http://www.transparency.lu/wp-content/uploads/2013/12/Luxembourg-ATS-Providing-an-alternative-to-silence-Country-Report-FR-v4.11.2013-clean.pdf>



considérer comme complémentaire au plan de sécurité établi avec les six communes de la Nordstad en 2009.

La police continuera à suivre de près l'évolution de la délinquance et est sensible au sentiment de sécurité de la population. Elle se met à disposition de tous les acteurs publics afin de rapidement faire évoluer la situation actuelle.

Question 0962 (05.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant le **Campus Walferdange**:

Le Ministère de l'Éducation nationale (MEN) a annoncé récemment le déménagement complet des activités universitaires du Campus Walferdange vers le Campus Belval pour la rentrée de septembre 2015. Le site de Walferdange servirait ensuite au regroupement de plusieurs services éducatifs.

Le MEN envisage en effet d'y installer notamment l'Institut de Formation à l'Éducation nationale, le Service de la restauration scolaire, le Service de documentation et production audiovisuelle du SCRIPT, l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue, le Centre de gestion informatique de l'éducation, le collège des inspecteurs et certains inspectorats d'arrondissement ainsi que certaines équipes multiprofessionnelles, l'Institut pour déficients visuels, la Commission médico-psycho-pédagogique nationale, l'Office national de l'enfance ou encore le service Treffpunkt des Maisons d'enfants de l'État.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Messieurs les Ministres:

1. Est-ce que le Gouvernement prévoit d'y implanter également d'autres services ou institutions, non liés à l'Éducation nationale? Est-ce que Messieurs les Ministres peuvent fournir plus de précisions sur l'affectation à moyen et à long terme du site?
2. Est-ce que le Campus Walferdange doit subir des travaux de transformation respectivement de construction importants dans le cadre de sa réaffectation? Quelles sont les phases de réaménagement prévues et quelle sera la durée des travaux?
3. Qu'en est-il de l'implantation de deux lycées, annoncée par les Ministres Wiseler et Biltgen en réponse à la question parlementaire du député Claude Adam du 3 décembre 2012 (*cf. compte rendu n°5/2012-2013 - question parlementaire n°2450*) (lycée d'environ 20.500 m², lycée d'environ 7.700 m² et internat d'environ 2.500 m²)?
4. Est-ce que les autorités locales sont impliquées dans les discussions concernant le réaménagement du site?

Réponse commune (21.04.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures* et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse*:

1. Le Gouvernement en Conseil a pris la décision en date du 27 février 2015 d'implanter différents services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), dont notamment l'Institut de formation de l'éducation nationale (IFEN) et l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC), sur le site de Walferdange.

Il est porté une attention particulière à une utilisation efficiente des surfaces disponibles au vu du fort potentiel qu'offre ce site.

Les divers services du MENJE n'occuperont toutefois pas l'ensemble des surfaces disponibles. En effet, certaines surfaces resteront dans un premier temps inoccupées afin de servir de réserves pour l'implantation d'éventuelles autres fonctions sur le site à moyen ou à long terme. Aucune décision n'a cependant été prise quant à la future affectation de ces surfaces de réserve.

2. Il n'est pas envisagé de réaliser de travaux de modification d'envergure à court terme, mais seulement des travaux de remise en état des bâtiments concernant notamment les revêtements de sol, la peinture, de même que des adaptations ponctuelles. Dès la libération des lieux par l'Université du Luxembourg, il est prévu de procéder au plus vite à ces travaux en vue d'une mise à disposition pour la rentrée scolaire 2015-2016. À noter toutefois qu'à moyen terme un assainissement énergétique et des travaux substantiels s'avéreront nécessaires.

Il n'est actuellement pas possible de se prononcer quant à un timing précis pour le réaménagement et les travaux prévus sur le site puisqu'ils dépendront des services destinés à s'y installer ainsi que du planning de déménagement des occupants actuels.

3. Il est exact que l'implantation de deux lycées fût envisagée sur le site de Walferdange suite à une étude de potentialité que l'Administration des Bâtiments publics avait fait élaborer en juillet 2011.

S'agissant d'un site historique inscrit à l'inventaire supplémentaire selon l'arrêté ministériel du 28 novembre 1979, la seule contrainte serait, selon l'avis du Service des Sites et Monuments Nationaux, la conservation du château avec les ailes latérales. En outre, le parc avec certains arbres remarquables sera également à conserver et à mettre en valeur. Les bâtiments plus récents ne présentent quant à eux pas de particularités historiques ou architecturales qui demanderaient absolument leur conservation.

La délibération quant à la nécessité d'un lycée supplémentaire dans la région Centre sera en grande partie dictée par le plan directeur sectoriel «Lycées» (PDSL) dont la finalisation est attendue prochainement.

4. Dans l'hypothèse de l'intégration d'une structure scolaire et d'un réaménagement important respectivement d'une réaffectation du site, il est évident que les autorités communales soient impliquées dans le projet lorsque ce dernier se concrétisera.

Question 0963 (05.03.2015) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **Fonds du Logement**:

Récemment, Madame la Ministre du Logement a informé le parquet du tribunal d'arrondissement de Luxembourg sur une convention conclue entre le Fonds du Logement et un promoteur privé concernant un grand projet de construction à Schlewenhof dans la commune de Leudelange.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Madame la Ministre peut-elle m'informer si elle entend remettre en question le principe des conventions conclues avec des promoteurs privés, communes ou personnes privées?
- Madame la Ministre estime-t-elle qu'une des missions principales du Fonds du Logement est l'acquisition de terrains pour la construction de logements à coûts modérés?
- Madame la Ministre estime-t-elle que les promoteurs privés devraient contribuer à la mise à disposition du foncier à des prix abordables, et le cas échéant, par quels moyens Madame la Ministre entend-elle encourager les promoteurs privés?
- Madame la Ministre envisage-t-elle de maintenir et transposer les projets d'envergure tels que définis dans le plan directeur sectoriel «Logement» qui est retiré et actuellement en cours de révision?

Réponse (07.04.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

Tant que les bases légales et réglementaires en vigueur sont respectées, le principe de la conclusion de conventions avec des promoteurs privés, des communes ou des personnes privées n'est pas remis en question.

Conformément à l'article 55 de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement:

«L'action du fonds, dans le cadre du programme annuel ou pluriannuel prévu à l'article 19 et dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables en matière de développement urbain et rural ainsi que d'aménagement du territoire, consiste dans les missions suivantes:

- réaliser l'acquisition de terrains, l'aménagement de terrains à bâtir ainsi que la construction de logements destinés à la vente et/ou à la location;
- constituer des réserves foncières conformément à l'article 97 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain et des réserves de terrains susceptibles d'être intégrées, à moyen ou long terme, dans le périmètre d'agglomération;
- créer de nouveaux quartiers de ville, de lieux d'habitat et d'espaces de vie;
- promouvoir la qualité du développement urbain, de l'architecture et de la technique;
- réduire le coût d'aménagement des terrains à bâtir;
- promouvoir le recours aux droits d'emphytéose et de superficie;
- agrandir le parc public de logements locatifs et contribuer à en assurer la gestion».

Pour pouvoir atteindre ses objectifs en matière de création de logements et afin de satisfaire la demande énorme de logements sociaux et à prix abordables, le Gouvernement entend également impliquer les acteurs privés dans la construction de logements. À cet égard, différentes options de collaboration sont analysées à la fois au sein du Ministère et au sein de groupes de travail avec des représentants du secteur privé.

À l'heure actuelle, le Ministère est en train d'analyser les avis que les communes ont formulés au sujet des plans sectoriels, et notamment les solutions alternatives proposées par les autorités locales. Le Ministère ne se prononcera sur l'avenir des projets d'envergure qu'après avoir achevé ce travail de synthèse.

Question 0964 (05.03.2015) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **audit concernant le Fonds du Logement**:

Le Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat fait actuellement l'objet d'un audit commandité par Madame la Ministre du Logement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre du Logement:

- Quelle est la lettre de mission exacte à la base dudit audit?
- La lettre de mission a-t-elle circonscrit le cercle des personnes devant être entendues dans le cadre dudit audit?
- Le cabinet d'audit chargé par Madame la Ministre a-t-il de son propre gré délimité le cercle des personnes devant être entendues?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons voire les critères qui sont à la base d'une telle délimitation?

Réponse (17.03.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre du Logement*:

En date du 9 octobre 2014, le Ministère du Logement avait lancé un appel d'offres relatif à un diagnostic du «Fonds pour le Développement du Logement et de l'Habitat», établissement public sous la tutelle de la Ministre du Logement.

À cette fin, un cahier des charges avait été élaboré précisant les points à évaluer pour le diagnostic convoité.

Lors de la réunion de lancement, en date du 13 janvier 2015, en présence de la Ministre du Logement ainsi que du Président du Fonds du Logement, le soumissionnaire retenu, en l'occurrence PricewaterhouseCoopers, a présenté l'approche générale de la mission avec, entre autres, le point: «Préparer et réaliser les entretiens avec les personnes clés identifiées.»

Lors des premières réunions de concertation entre PwC et le Ministère du Logement, une liste des personnes à interroger fut dressée, ceci sur base d'un organigramme fourni par le Fonds du Logement.

Par la suite, cette liste a dû être adaptée sur base d'un changement intervenu dans ledit organigramme, à savoir après le licenciement d'une personne clé auprès du Fonds du Logement.

Pendant la phase des interviews, certains collaborateurs du Fonds du Logement ont manifesté leur désir d'être entendus à leur tour. De même, le Président du Fonds du Logement a avancé ses souhaits quant aux personnes à entendre. Désireux de permettre au maximum le croisement des données collectées, la Ministre du Logement a autorisé PwC à entendre un nombre supplémentaire de personnes.

Finalement une bonne vingtaine de membres du personnel du Fonds du Logement auront été interviewés dans le cadre dudit diagnostic.

Annexe: Cahier des charges relatif à ladite mission

(*annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire*)

Question 0965 (06.03.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux**:

L'évacuation, en mai 2014, du projet de loi 6469 relatif aux droits et obligations du patient était accompagnée de l'engagement du Gouvernement de présenter dans le délai d'un an un nouveau projet de loi portant création d'un fonds d'indemnisation en cas d'aléas thérapeutiques ou d'accidents médicaux.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

- Les travaux préparatifs pour le projet de loi portant création dudit fonds d'indemnisation ont-ils déjà été entamés?
- Dans l'affirmative, endéans quel délai le projet de loi pourra-t-il être déposé?
- Dans la négative, le Gouvernement entend-il quand même respecter son engagement de mai 2014?

Réponse (25.03.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Je puis rassurer l'honorable Député de ma détermination d'avancer dans la création d'un fonds d'indemnisation des accidents médicaux, conformément au programme gouvernemental qui retient à cet égard que «dans le souci de faire valoir les droits des patients et de préserver leurs intérêts en cas d'incident ou de dommage encourus, un fonds d'indemnisation fixant aussi les conditions de prise en charge de l'aléa thérapeutique sera créé et géré en synergie avec les systèmes en place dans les pays voisins».

Pour le patient confronté à un dommage représentant une certaine gravité, la création d'un tel fonds d'indemnisation comportera deux innovations majeures: le droit à l'indemnisation par la solidarité nationale d'accidents médicaux d'origine non fautive («aléa thérapeutique») et la création d'une procédure extrajudiciaire de résolution des litiges graves par l'intermédiaire de ce fonds d'indemnisation.

En s'inspirant des systèmes mis en place en Belgique et en France, mes services ont d'ores et déjà élaboré un texte martyr qui est actuellement discuté au sein d'un groupe de travail auquel j'ai tenu à associer le Ministère de la Sécurité sociale. Sur base des conclusions des experts des deux ressorts ministériels, et après avoir consulté les milieux principalement intéressés, je ne manquerai pas de soumettre dans les meilleurs délais un avant-projet de loi au Conseil de Gouvernement.

Question 0966 (06.03.2015) de **M. Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant le **deuxième secteur de la médecine**:

Dans son Info-Point n°17 de janvier 2015, le collège médical énumère un certain nombre d'exemples qui seraient selon lui la preuve qu'il existerait de fait dans l'exercice de la médecine un deuxième secteur de libre pratique, en dehors de la convention, pourtant obligatoire et automatique. Le collège médical suggère que l'on régularise ce deuxième secteur notamment afin de mieux protéger les patients.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quelles sont les solutions que le Gouvernement envisage afin de remédier à la situation décrite ci-dessus?
- Quelle est la position du Gouvernement quant à la proposition du collège médical de régulariser le deuxième secteur?

Réponse commune (10.04.2015) de **M. Ro-main Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* et de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Monsieur le Député Halsdorf fait référence dans sa question à la lettre collective du collège médical publiée dans l'Info-Point n°17 de janvier 2015. Si les Ministres de la Santé et de la Sécurité sociale rejoignent l'analyse du collège médical par rapport à ce qui se fait au niveau des médecins établis au Luxembourg, ils en tirent néanmoins des conclusions un peu différentes.

C'est le Ministère de la Santé qui accorde aux médecins l'autorisation d'exercer au Luxembourg, conformément aux dispositions de la loi modifiée du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin vétérinaire qui définit notamment les conditions que doit remplir le médecin pour avoir le droit d'exercer au Luxembourg. L'article 6 de ladite loi dispose plus précisément que, dès son installation, le médecin doit recueillir les informations nécessaires concernant les législations sanitaire et sociale et la déontologie applicables au Luxembourg.

Il est donc entendu que dès leur installation au Luxembourg, les médecins doivent prendre connaissance du fait que les conventions conclues entre la CNS et l'AMMD tant pour les médecins que pour les médecins-dentistes leur sont respectivement applicables.

On ne peut donc pas, à vrai dire, parler d'un deuxième secteur de la médecine, alors qu'en droit il n'est pas prévu et que les médecins exerçant au Luxembourg doivent obligatoirement se conformer aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et conventionnelles leur applicables. Ceux qui ne les observent pas, sont en infraction avec ces dispositions et le Collège médical devrait exercer, conformément aux dispositions de la loi du 8 juin 1999 qui détermine ses attributions, le pouvoir de discipline sur tous les médecins qui violeraient les prescriptions légales, réglementaires et déontologiques concernant l'exercice de leur profession.

Si le collège médical entend par régulariser le deuxième secteur de médecine, soumettre à une mesure de discipline tous les confrères qui ne se conforment pas aux dispositions légales, réglementaires, statutaires et conventionnelles, les ministres en charge de la Santé et de la Sécurité sociale ne peuvent que l'en féliciter. Une autre forme de régularisation ne pourra être envisagée par rapport à la législation actuelle. Il serait dans ce cadre intéressant de mettre en place un échange régulier d'informations entre le Collège médical et le Ministère de la Santé en vue de décider éventuellement du retrait de l'autorisation d'exercer à des médecins en infraction réitérée avec les textes de loi.

Le Ministre de la Sécurité sociale est en train de réfléchir à la réalisation d'une campagne de sensibilisation des affiliés au conventionnement obligatoire des médecins et médecins-dentistes et aux conséquences qui en découlent pour leur facturation. En effet, la liberté tarifaire pour les médecins n'existe que pour les patients non assurés, voire pour les prestations qui ne figurent pas dans les nomenclatures et qui ne sont pas prévues par l'assurance maladie.

Si, de façon assez régulière, il est avancé de part et d'autre que les tarifs des actes et services des médecins ne seraient pas assez élevés et que ce fait serait à la base des fraudes rencontrées dans ce secteur, il faut dire que tant les statuts de la Caisse Nationale de Santé que les nomenclatures des actes et services pris en charge par l'assurance maladie prévoient un certain nombre de dérogations permettant aux médecins et médecins-dentistes de faire payer des suppléments aux patients - même s'ils sont appelés à les facturer avec modération et retenue - en relation avec les coûts supplémentaires que leur imposent certains traitements (convenances personnelles, facturation sur devis de certains soins dentaires, tarif spécial applicable aux actes des médecins professeurs, etc.).

Question 0967 (08.03.2015) de **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l'**ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg**:

Depuis une quinzaine d'années, il n'existe plus d'ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et le droit administratif au Luxembourg.

Certes, quelques publications juridiques récentes traitent de certains aspects du droit public dans notre pays.

Aucun de ces ouvrages ne peut cependant prétendre fournir une vue structurée et exhaustive de l'ensemble des institutions publiques et des règles régissant le fonctionnement de l'État luxembourgeois.

- Le Gouvernement partage-t-il ce constat?

- Alors que l'Université du Luxembourg est en plein essor, ne pourrait-on pas envisager de définir un projet avec cet établissement public en vue de doter le Luxembourg enfin d'un manuel de droit public moderne et complet?

Réponse (27.03.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Le Gouvernement partage le constat dressé par l'honorable Député quant à la nécessité de doter notre pays d'un ouvrage général complet sur le droit constitutionnel et administratif alors qu'aucune des publications actuellement disponibles ne permet d'avoir une vue d'ensemble sur le fonctionnement des institutions de l'État.

Ainsi le Gouvernement a déjà pris contact avec le Doyen de la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance de l'Université du Luxembourg, Monsieur Stefan Braum, qui a marqué son accord de principe d'examiner la question de la publication d'un manuel de droit public actualisé.

Question 0969 (09.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** (déi gréng) concernant la **tarification des transports ferroviaires dans la Grande Région**:

Pour les usagers des liaisons ferroviaires en direction d'un pays limitrophe, les tarifs à payer au Luxembourg sont souvent considérablement plus élevés que les offres valables entre la première gare située dans le pays limitrophe et la destination souhaitée. Cette différence de prix s'explique en général par la validité strictement nationale des différents titres de transport. Par conséquent, les usagers partant du Luxembourg sont souvent forcés de se munir d'un billet supplémentaire rien que pour passer la frontière.

Dans le contexte de l'amélioration de la mobilité transfrontalière, Monsieur le Ministre a mené en juillet 2014 des entretiens bilatéraux avec Vincent Magnus, bourgmestre de la ville d'Arion, et en janvier 2015 avec Jacqueline Galant, Ministre fédérale de la Mobilité en Belgique. Les entretiens ont notamment porté sur deux sujets d'une grande envergure pour le Luxembourg: l'introduction d'une tarification attractive et harmonisée entre la Belgique et le Luxembourg et l'aménagement d'un Park & Ride sur les terrains de la SNCB à Stockem.

Du fait qu'une tarification harmonisée fait également défaut au niveau des lignes ferroviaires vers la France et l'Allemagne, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. L'introduction d'une tarification commune entre la Belgique et le Luxembourg a-t-elle trouvé un accord lors des négociations avec les autorités belges et quelle sera, le cas échéant, l'échéance de sa mise en vigueur?

2. Monsieur le Ministre peut-il me fournir de plus amples informations sur le projet de construction d'un Park & Ride à la frontière belge?

3. Est-ce que l'introduction d'une tarification harmonisée et attractive fait également l'objet de négociations avec les autorités allemandes et françaises?

4. Dans l'affirmative, quelle est la position de ces dernières face aux solutions envisagées par Monsieur le Ministre?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch**, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

La question parlementaire de l'honorable Députée Madame Josée Lorsché porte sur l'introduction d'une tarification commune entre le Luxembourg et ses pays limitrophes et plus précisément sur le projet du P&R de Stockem.

Dans ce contexte, je tiens à informer qu'afin de favoriser la part modale du ferroviaire dans les déplacements transfrontaliers, le Luxembourg et la Belgique se sont mis d'accord sur le principe de mettre sur pied un groupe de travail pour avancer vers une tarification unique d'ici juillet 2015.

Il est ainsi prévu de se concerter ensemble avec la SNCB sur la mise en place d'une tarification transfrontalière réduite pour la gare d'Arion et pour la future desserte du point d'arrêt de «Viville», qui est censé assurer la desserte ferroviaire du P&R projeté à Stockem.

S'y ajoute le SMOT (Schéma de mobilité transfrontalière) qui est en cours d'élaboration entre le Luxembourg et la Wallonie, afin de s'assurer d'une mobilité efficace et durable entre ces régions, qui traite également la problématique de la tarification transfrontalière.

Le P&R de Stockem quant à lui pourra être mis en place dès que les ateliers de la SNCB auront déménagé à Arion. La SNCB est en train de faire les analyses nécessaires, afin de définir la capacité de départ de ce P&R qui pourrait se situer aux alentours de 500 à 1.000 places dans une première phase. Des extensions pourront se faire en fonction de la demande constatée par la suite. D'ailleurs ce projet de P&R, comme aussi son interaction avec les autres projets de P&R se situant dans le périmètre de la frontière Luxembourg-Belgique, est également analysé dans le cadre du SMOT.

En ce qui concerne une tarification transfrontalière unique entre le Grand-Duché et respectivement l'Allemagne et la France, je tiens à relever qu'une telle tarification existe depuis plusieurs années déjà dans les moyens de transports publics par route.

En effet, sur les lignes du RGTR existe un système de tarification appelé «RegioZone» avec des titres de transports similaires à ceux des transports publics nationaux; des billets et abonnements mensuels uniques peuvent être utilisés tant sur les lignes RGTR vers l'Allemagne que sur celles vers la France. L'introduction de l'opportunité d'un abonnement annuel pour

les lignes du type «RegioZone» est en cours d'analyse.

Question 0971 (09.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **finances du Fonds du Logement**:

De Fonds du Logement schéngt eng Zäit laang finanziell Schwieeregkeete gehat ze hunn, ass mir zougedroe ginn. Anscheinend war eng Kreditlinn ewechgefall, wouduerch de Fong eng Rëtsch Rechnungen net mat Zäit konnt bezuelen. Dat hat och zu wierkleche finanzielle Verloschter gefouert. Opgrond vun dësen Informatiounen wëll ech der Madame Wunnengsminister e puer Froe stellen:

1. Ass et richtig, dass Enn 2014 oder Ufank 2015 eng Kreditlinn vun Fonds du Logement ewechgefall ass an datt de Fong doduerch Rechnungen net konnt mat Zäit bezuelen?

2. Ass et richtig, datt dës Kreditlinn bei der Banque ING war? Iwwer wéi e Montant war dës Kreditlinn?

3. Iwwer wéi e Montant war d'Zomm vun den onbezuelte Rechnungen opgrond vun där opgeléister Kreditlinn?

4. Wat waren d'Grënn vun der Bank, ob nun ING oder eng aner, fir dës Kreditlinn opzeléisen?

5. Kann et sinn, datt dës Aktioun och eng Konsequenz vun den ugehollenen «Dysfonctionnements» beim Fong war, déi am Dezember an der Press stoungen?

6. Wéi e Schued ass dem Fong duerch dës Aktioun entstanen? Sinn an där Zomm Strofen agerechent, déi wéinst net mat Zäit bezuelte Rechnungen fälleg waren? Wéi vill genee hunn esou Strofen uitgemaach?

Réponse (09.04.2015) de **M. Marc Hansen**, Secrétaire d'État au Logement:

Et ass richtig, dass Enn 2004 eng Kreditlinn vu fënnf Milliounen Euro fir de Fonds du Logement bei de ING gestoppt ginn ass. Dës Kreditlinn resultéiert aus engem Appel d'offres vum November 2013.

D'Bezuele vu Rechnungen an der Héicht vun ongeféier dräi Milliounen Euro huet missen ëm e puer Deeg verréckelt ginn.

Question 0972 (09.03.2015) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **rapport de la commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945**:

Am Januar 2002 ass d'Spezialkommissioun fir d'Studien iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg an de Krichsjoren 1940-1945 (Commission spéciale pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg pendant les années de guerre 1940-1945) eng éischte Kéier zesummekomm. Den 19. Juni 2009 huet dës Spezialkommissioun hire Rapport der Regierung iwwerrecht.

Zanterhier ass op dësem Dossier kee Fortschritt méi ze erkennen.

Dowéinst wëllt ech dem Här Premierminister dës Froe stellen:

1. Hunn déi successiv Regierungen zanter dem Juni 2009 Konklusiounen aus dësem Rapport gezunn a sinn dës z. B. an engem Regierungsrot festgehale ginn?

2. Sinn, op Basis vun dem Rapport, konkret Schrëtt ageleeet ginn? Sinn, z. B., geschiedegt Bierger opgrond vun neien Erkenntnisser entschidedegt ginn?

3. Wann d'Äntwerten op déi zwou éischt Froe negativ wären, denkt déi aktuell Regierung drun, Konklusiounen a konkret Schrëtt aus dem Rapport vun der Spezialkommissioun fir d'Studien iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg ze verbanne mat de Suttien aus dem aktuelle Rapport iwwert de Rôle vun der Verwaltungskommissioun während dem zweete Weltkriech («Rapport Artuso») ?

Réponse (03.04.2015) de **M. Xavier Bettel**, Premier Ministre, Ministre d'État:

Den Deputéierte stellt verschidde Froen am Zusammenhang mat de Recommendationen vum Rapport vun der Spezialkommissioun iwwert d'Spoliatioun vu jiddesche Gidder zu Lëtzebuerg an de Krichsjoren 1940-1945, deen 2009 virgeluecht gouf.

De Rapport mécht effektiv eng Rei Recommendationen un d'Regierung, vun deenen eenzeler méi immediat sinn, anerer méi à long terme geduecht sinn.

Wann de Rapport och nach net a gedréckter Form virläit, wat eng vun de Recommendationen war, sou ass en awer un Internet zënter 2009 ze fannen. Eng Publikatioun ass iwwerengs och virgesinn.

Zënter dem Ofschloss vun den Aarbechte vun der Spezialkommissioun goufen et regelméisseg Kontakter tëschent dem Statsministère an dem Consistoire. Bei dëse Kontakter ass iwwert d'Konklusiounen vun dem Rapport an hir Ëmsetzung berode ginn.

Ufank September 2013 war eng Réunioun tëschent dem deemolege Premierminister a Vortrieder vum Consistoire, an där konkret Moosname festgehale goufen, déi e Schwéierpunkt op d'Mémoire leeën. Den Deputéierte Ben Fayot ass duerno beoptraagt ginn, fir e Rapport zu der Kreatioun vun enger Fondation de la Mémoire de la Shoah auszeschaffen, Rapport, deen hien am Fréijoer 2014 virgeluecht huet.

Duerno huet d'Regierung sech konkret mat der Ëmsetzung vu verschiddene Moosname befaasst.

Sou soll effektiv eng Fondation de la Mémoire de la Shoah op d'Bee gestallt ginn. Si wäert ënner anerem aus dem Geld, wat op de sougenannte Comptes dormants läit a wat net vun l'œuvre reklaméiert gëtt, gespeist ginn. Iwwert dës Comptes dormants gëtt momentan e Rapport geschriwwen.

Aktuell ass een Aarbechtsgrupp, deen aus Vortrieder vum Statsministère an dem Consistoire zesummegesat ass, chargéiert, d'Statuten an d'Missionen vun dëser Fondatioun auszeschaffen.

Och wäert e Monument fir d'Affer vun der Shoah opgeriicht ginn. D'Kontakter mam jiddesche Kënschtler, deen déi Skulptur soll schaffen, sinn opgeholl, an de Kënschtler wäert an deenen nächste Wochen op Lëtzebuerg kommen, fir sech e Bild ze maachen, wéi déi Skulptur kann op der Plaz integréiert ginn, wou si hi komme soll.

Den Deputéierte freet, ob, op Basis vun dem Rapport, geschiedegt Bierger opgrond vun neien Erkenntnisser entschidedegt goufen. Dat ass net de Fall.

Wat déi drëtt Fro vum Deputéierten ubelaangt, wëll ech hien informéieren, datt d'Regierung de «Rapport Artuso» zur Kenntnis geholl huet an datt si hir Konklusiounen doraus wäert zéie bei der Konsultatiounsdebatt, déi momentan vun der Chamber préparéiert gëtt.

Question 0973 (10.03.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **«Zukunftspak»**:

La mesure 115 du Zukunftspak prévoit l'introduction d'un impôt spécial en charge des assureurs dans l'intérêt des services de secours. Il y est précisé que cet impôt rapportera à l'État à partir de l'année 2016 des recettes de 2,8 millions euros par an.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la forme que prendra cet «impôt»? S'agira-t-il d'un impôt au sens strict du terme ou d'un prélèvement parafiscal?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que cet «impôt» soit conforme au principe de l'égalité devant la loi, en ce qu'il ne touchera que les seules entreprises d'assurance?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna**, Ministre des Finances:

À l'instar de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie, il est proposé d'introduire un impôt spécial dans l'intérêt des services de secours, à charge de tout assureur souscrivant une assurance de responsabilité civile pour automobiliste. Cet impôt est destiné à contribuer à la couverture des frais des services de secours liés aux accidents routiers.

La loi du 22 avril 1905 concernant l'établissement d'un impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie dispose que l'État perçoit dans l'intérêt du service d'incendie, outre les impôts généraux, un impôt spécial à charge de tout assureur faisant dans le Grand-Duché des opérations d'assurances contre les pertes causées par l'incendie. Cet impôt est de 3% du montant total des primes dues pendant l'exercice révolu pour l'assurance contre les risques d'incendie des immeubles et objets mobiliers se trouvant dans le Grand-Duché, ainsi que pour les risques locatifs, les recours de voisins, l'explosion de la foudre et du gaz ou tout autre accident de ce genre, de ces mêmes biens.

Le produit de l'impôt spécial est destiné exclusivement pour l'organisation et le fonctionnement des corps de sapeurs-pompiers.

Or, les statistiques des services de secours montrent que de nos jours, le nombre des interventions techniques dépasse de loin le nombre des interventions causées par des incendies. Ainsi, en 2013, sur environ 13.500 interventions, seulement 2.300 concernaient la lutte contre l'incendie. Sur les autres 11.200 interventions techniques, 4.385 ont eu lieu sur la voie publique. Il s'agissait essentiellement d'accidents de la circulation (2.653) et d'enlèvements de traces d'hydrocarbures (896) ou de fuites d'hydrocarbures (255).

Ainsi, considérant qu'un nombre important des interventions est causé par les déplacements en véhicule automoteur, il est proposé d'introduire, à l'instar de l'impôt spécial dans l'intérêt du service d'incendie, un impôt spécial dans l'intérêt des services de secours, à charge de tout assureur souscrivant une assurance de responsabilité civile pour automoteur.

Un dialogue aura lieu avec le secteur de l'assurance afin de déterminer les modalités et les détails de la mesure.

Il y a lieu de remarquer également que ce nouvel impôt ne couvrira qu'une partie du coût des services de secours. L'avant-projet de loi sur l'organisation des services de secours et créant un établissement public en charge de ces services est en cours de rédaction par le Ministère de l'Intérieur.

Question 0974 (11.03.2015) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'armée commune européenne:

Dans une interview accordée au journal allemand «Welt am Sonntag» le 8 mars dernier, le Président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a avancé l'idée d'une armée européenne. En effet, il affirme que l'OTAN, compte tenu de sa structure et sa mission, ne peut assumer la défense exclusive de l'UE. Selon lui, une armée commune européenne permettrait à l'UE de réagir avec plus de crédibilité dans le contexte de sa politique étrangère et de sécurité commune. Une telle initiative renforcerait la défense des valeurs européennes et constituerait un signal fort sur la scène mondiale, notamment à l'adresse de la Russie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Défense:

- Monsieur le Ministre partage-t-il le point de vue du Président de la Commission européenne au sujet d'une armée commune européenne?

- Dans l'affirmative, par quels moyens le Luxembourg pourrait assurer sa contribution dans la constitution de l'armée de l'UE?

- Est-ce que la création d'une armée de l'Union européenne n'entraînerait pas un affaiblissement de l'OTAN?

Réponse (07.04.2015) de M. Etienne Schneider, Ministre de la Défense:

1. L'Article 28A, paragraphe 2 du Traité sur l'Union européenne (Traité de Lisbonne) spécifie que «la politique de sécurité et de défense commune inclut la définition progressive d'une politique de défense commune de l'Union. Elle conduira à une défense commune, dès lors que le Conseil européen, statuant à l'unanimité, en aura décidé ainsi». La mise en place, le moment venu, d'une telle «défense commune» déboucherait très probablement sur la création d'une armée européenne commune qui en constituerait l'outil militaire.

2. Compte tenu des réalités politiques au sein de l'UE, la réalisation d'une défense européenne commune - et a fortiori la création d'une armée européenne commune - constituent nécessairement des perspectives encore lointaines. Une défense et une armée européenne commune présupposeraient un consensus des États membres de l'UE sur de très nombreuses questions politiques complexes touchant à des prérogatives et traditions nationales (commandement, autorisation et contrôle d'éventuels déploiements etc.). Outre qu'une armée européenne commune pourrait contribuer à affirmer le rôle de l'Union européenne en tant qu'acteur de sa sécurité ainsi que de la sécurité autour de ses frontières extérieures, d'autres attraits parmi les plus évidents seraient les synergies et économies d'échelle rendues possibles, mettant en commun les efforts de tous les États membres. Cela pourrait avoir pour effet une réduction des coûts et une meilleure efficacité militaire. Le moment venu et en fonction de la configuration retenue pour la mise en place d'une défense et d'une armée européenne communes, le Luxembourg assurerait de manière adéquate sa contribution.

3. La mise en place d'une défense et d'une armée européenne communes ne pourraient se

faire que dans le plus parfait respect de la compatibilité et de la complémentarité avec l'OTAN, cela tout en excluant de manière catégorique toute duplication des structures.

4. Le débat actuel sur une armée européenne ne devrait aucunement détourner l'attention des défis actuels de la Politique de Sécurité et de Défense commune (PSDC) de l'UE. C'est la raison pour laquelle notre pays s'appliquera de manière très pragmatique et terre-à-terre à faire avancer la cause de la PSDC lors de sa Présidence de l'UE du deuxième semestre 2015.

Question 0975 (11.03.2015) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant les catégories de revenus et de patrimoine:

Par ma question parlementaire n°0772 (cf. compte rendu n°6/session ordinaire 2014-2015) du 5 décembre 2014, je m'étais adressé à Monsieur le Ministre des Finances pour savoir de quelle façon le Gouvernement prévoit de réunir les données relatives à tous les revenus, avoirs et fortunes de personnes résidant ou opérant au Luxembourg, ces données (anonymisées) étant indispensables à la discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause.

Dans sa réponse du 14 janvier 2015, Monsieur le Ministre des Finances m'informa que «la plupart de ces données, étant soumises à l'impôt et/ou à la sécurité sociale, sont rapidement disponibles à partir des fichiers de l'Administration des Contributions directes respectivement auprès de la Sécurité sociale.» Monsieur le Ministre des Finances continua en soulignant, que «l'interconnexion des données issues des différentes institutions de sécurité sociale avec celles issues des déclarations de l'impôt sur le revenu des personnes physiques aboutira à un outil d'analyse inédit qui comporte l'essentiel des revenus composant l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, à l'exception des revenus du capital qui font l'objet d'une retenue à la source libératoire. Les informations ainsi collectées pourront, le cas échéant, être utilement complétées par des renseignements à la disposition du Statec. En cas de besoin, des estimations et des simulations devront être effectuées pour des données qui ne seraient pas directement disponibles.»

Dans cet ordre d'idées, j'aimerais soulever la problématique de plusieurs types de données, qui, à mon avis, ne sont actuellement pas disponibles auprès de l'ACD, de la Sécurité sociale ou du Statec, et pour lesquelles une estimation ou une simulation ne suffiront en aucun cas pour déterminer de façon assez précise l'ordre de grandeur par bénéficiaire (qui - et c'est important - pourra cumuler ces revenus ou avoirs avec d'autres revenus professionnels), à savoir:

1) Les revenus de capital mobilier et immobilier, dont les intérêts sur obligations, dépôts ou créances (imposés selon la retenue libératoire nationale à un taux de 10% à la source de sorte que l'administration fiscale ne connaît pas le bénéficiaire de ces intérêts). Beaucoup des personnes bénéficiant ainsi d'un taux libératoire de 10%, devraient payer un impôt de 40% sur leurs revenus d'intérêts, au cas où ceux-ci seraient cumulés avec leur revenu professionnel.

- Comment Monsieur le Ministre veut-il faire rassembler les données relatives à ces bénéficiaires, leurs revenus d'intérêts et leur revenu total?

2) La plus-value réalisée sur la vente de titres financiers (actions, obligations, dérivés, etc.) est un revenu non imposé après une période de détention de plus de six mois. Si les titres sont détenus plus de six mois, la plus-value réalisée n'est plus considérée comme un bénéfice de spéculation et l'Administration des Contributions ne demande même pas la déclaration de ces plus-values. Aucune administration ne connaît l'existence des plus-values et elles ne peuvent par conséquent figurer dans aucune statistique concernant les revenus. Même pour les enquêtes européennes (EU-SILC) effectuées par le Statec, ces plus-values ne devraient pas apparaître, puisque le calcul de la plus-value nécessite une comptabilité détaillée. Pour les personnes aisées disposant d'un portefeuille de titres, la réalisation de ces plus-values peut apporter des revenus non négligeables dépassant facilement les revenus professionnels. Dans la mesure où ces personnes aisées n'ont pas besoin de ces fonds pour couvrir leurs dépenses journalières, elles ne vont procéder à la vente de ces titres qu'au moment où elles sont certaines de réaliser une plus-value, plus-value qui n'est pas considérée comme revenu et n'est donc ni imposée, ni connue par les administrations en cause.

- Comment Monsieur le Ministre veut-il faire rassembler les données relatives à ces plus-values, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

3) Les dividendes sur actions subissent une retenue à la source de 15%. Le contribuable doit déclarer les dividendes perçus, mais ils ne sont pris en compte comme revenu qu'à raison de 50%, sous le prétexte que l'autre moitié ait déjà été imposée au niveau de l'entreprise (tandis que l'affaire «LuxLeaks» a montré la réalité de l'imposition des bénéficiaires des grandes entreprises et multinationales). Comme l'impôt retenu à la source est pris en compte pour le décompte final des impôts dus, les données y relatives pourraient être accessibles pour l'Administration des Contributions.

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour faire rassembler les données relatives à l'entiereté des dividendes sur actions, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

4) Les stock-options (en cas de vente) et les rémunérations des stock-options bénéficient également d'une imposition forfaitaire.

- Monsieur le Ministre est-il d'accord pour faire rassembler les données relatives aux plus-values de vente et de rémunération des stocks options, leurs bénéficiaires et leur revenu total?

5) L'impôt sur la fortune des personnes privées a été aboli et il n'existe pas d'impôt sur les successions en ligne directe, de sorte que l'administration fiscale ne dispose plus d'informations concernant le patrimoine des personnes.

- Comment Monsieur le Ministre compte-t-il faire rassembler les données relatives aux fortunes des personnes privées et aux successions en ligne directe?

Toutes ces données, leurs bénéficiaires, de même que le revenu total et le patrimoine total de leurs bénéficiaires (anonymisés) sont indispensables pour une discussion d'une réforme fiscale en connaissance de cause. Soulignons que la présidente du Comité économique et social (CES), Madame Pascale Toussing, dans une interview à «Paperjam» du 8 mars 2015, indiqua: «... je pense qu'il ne doit pas y avoir de tabou dans la discussion, pas d'a priori. D'où la nécessité de disposer d'un aperçu exhaustif des données de base sans lesquelles aucune conclusion ne serait possible.» Il s'agirait de «mettre préalablement chaque partie sur un même pied d'égalité en matière d'informations de base».

Réponse (03.04.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Dans le cadre des travaux en vue de l'aboutissement de la réforme fiscale, le Gouvernement s'engage à récolter toutes les données statistiques disponibles et nécessaires auprès de l'Administration des Contributions directes, de la Commission de Surveillance du Secteur financier, du Statec et d'autres organismes, pour être en mesure de mener un débat objectif et exhaustif.

Ces renseignements ainsi rassemblés seront mis à la disposition de la Chambre des Députés et à toutes les forces vives de la Nation.

Question 0976 (11.03.2015) de M. Roy Reding (ADR) concernant les frais du référendum du 7 juin 2015:

Beim Gesetz vom 10. Februar 2015, dat d'Gesetz vom 4. Februar 2005 iwwert de Referendum op nationalem Niveau ännert, war keng „Fiche financière“ derbäi, well keng zousätzlech Ausgabe fir de Stat ofzegesi waren. Duerfir wéilt ech elo den Här Banneminister Folgendes froen:

1. Wat kascht de Referendum vum 7. Juni d'Statskeess?

2. Kënnt Der ausféierlech oplëschten, wat déi eenzel Ausgabepunkte sinn, déi mat dësem Referendum verbonnen sinn? Z. B. d'Impriméen, d'Participatioun un de Fraise vun de Gemengen oder d'Wahlbureauen.

Réponse (23.03.2015) de M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État:

Den Deputéierte freet Detailler zu de Käschte vum Referendum vum 7. Juni 2015.

E genaue Chiffer kann ech dem Deputéierten zum jetzegen Zäitpunkt net nennen, well zum Beispill de Montant fir d'Indemnitéite vun de Membereen aus deenen eenzelne Wahlbureauen eréischt nom Referendum feststeet.

Ech kann dem Deputéierten awer schonns folgend Ausgabepunkten, déi direkt vum Stat bezuelt ginn, oplëschten:

- Impriméie fir d'Wahlbureauen: 67.000 €

- Wahlziedelen: 12.000 €

- Enveloppé fir d'Bréifwahl: 11.500 €

- Bureausmaterial: 500 €

- Avis an den Zeitungen: 4.000 €

- Postsendungen: 225.000 €

- Indemnitéite fir de Bureau centralisateur: 45.000 €

Total: 365.000 €

Dozou kommen déi Onkäschten, déi d'Gemengen hunn, an déi si vum Stat zréckbezuelt kréien. Dorënner falen d'Indemnitéite fir d'Leit aus de Wahlbureauen oder och d'Convocatioune fir d'Wieler.

De Montant wäert hei ronn 1.000.000 € sinn.

Am Ganze géif de Referendum, esou wéi d'Käschte bis elo bekannt sinn, also 1.365.000 € kaschten.

Question 0977 (11.03.2015) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la participation des personnes handicapées en milieu culturel:

Beaucoup de personnes en situation de handicap souhaitent s'intégrer en fonction de leurs capacités en milieu culturel (danse, théâtre, etc.). Malheureusement l'intégration de personnes handicapées dans des spectacles de niveau amateur ou professionnel reste très faible.

Il est pourtant essentiel de favoriser la mixité dans tout projet culturel en considérant la personne handicapée non pas uniquement dans un rôle de consommateur, mais également dans celui de créateur, d'acteur et d'artiste.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de la Culture et à Madame la Ministre de l'Égalité des chances:

1. Les Ministres peuvent-elles me confirmer la difficile intégration de personnes handicapées dans le milieu culturel?

2. Est-ce que les mesures actuelles engendrées en la matière sont suffisantes pour promouvoir la participation active des personnes en situation de handicap aux pratiques culturelles?

3. Comment les Ministres envisagent-elles de permettre aux personnes handicapées d'accéder davantage à la vie culturelle en tant qu'acteur, artiste et créateur?

Réponse (20.04.2015) de Mme Maggy Nagel, Ministre de la Culture:

1. L'offre culturelle au service de la société s'adresse à un public le plus large et diversifié possible, indépendamment de son origine, de sa religion ou encore de sa situation économique ou physique.

Ainsi, dans la remarquable offre culturelle du Luxembourg, toute personne - y compris les personnes en situation de handicap - peut, en fonction de ses intérêts et de ses capacités physiques ou intellectuelles, s'intégrer et s'investir dans l'un ou l'autre projet culturel, et ce tout aussi bien en tant que consommateur qu'en tant qu'acteur.

2. Le droit à la culture est une réalité politique et juridique. Dès lors, l'accès à la culture a trait à sa reconnaissance formelle dans notre programme gouvernemental (2013-2018). Le Ministère de la Culture, par le biais de ses institutions et son milieu conventionné, veille à garantir le droit à la culture pour tous.

Cette prérogative ne vise pas seulement l'accessibilité matérielle et physique aux activités culturelles, mais aussi l'activité intellectuelle et la participation active à une culture diversifiée et de qualité.

Nombreux sont les projets qui encouragent la participation active de personnes en situation de handicap. Certains sont soutenus, que ce soit à travers des conventions ou des subsides ponctuels, par le Ministère de la Culture, d'autres par le Ministère de la Famille et de l'Intégration ou encore par le Ministère de la Santé:

- BlanContact: projet avec artistes professionnels et danseurs-acteurs amateurs, dont certains en situation de handicap physique;

- Danse ta différence: s'adresse à des groupes parents-enfants mixtes et/ou en situation de handicap;

- Théâtre Tuttifrutti: groupe de théâtre composé de jeunes, dont certains sont atteints de trisomie 21;

- Collectif Dadofonic: groupe de théâtre et de danse composé exclusivement de personnes en situation de handicap mental;

- Orchestre Taka Tuka: orchestre composé en partie de musiciens en situation de handicap mental;

- Art Co-opérations: ateliers d'art pour artistes en situation de handicap mental;



- solidArt: ateliers de peinture pour personnes en situation de handicap mental;

- et bien d'autres encore.

3. Convaincu qu'il y a toujours moyen d'améliorer toute chose, le Ministère a profité de la récente restructuration de ses conventions pour sensibiliser les acteurs encore davantage. Ainsi, un grand nombre de conventions nouvellement signées soulignent explicitement que l'acteur conventionné se doit de garantir la participation à la vie culturelle pour toutes les populations. Sont ici visés non seulement l'accès passif à une série de biens et de pratiques culturelles mais également la possibilité pour toutes les populations du territoire desservi de prendre part de manière active à ces pratiques culturelles.

De plus, le Ministère de la Culture participe activement, dans le cadre d'un groupe de travail interministériel institué par le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à la mise en œuvre du plan d'action du Gouvernement luxembourgeois en faveur des personnes en situation de handicap et de l'application de la convention de l'ONU relative aux droits des personnes handicapées.

Les normes d'accessibilité sont transposées, dans la mesure du possible, lors de tout réaménagement ou rénovation d'infrastructures culturelles publiques existantes de manière à satisfaire aux exigences CRDPH. Beaucoup d'infrastructures culturelles sont aujourd'hui certifiées par le label EureWelcome, émis en 2010 par le Ministère du Tourisme en collaboration avec Info-Handicap pour désigner les efforts particuliers entrepris au niveau de l'accessibilité de l'accueil des personnes à mobilité réduite. Cette accessibilité est tout aussi importante pour une participation à la culture active que passive.



Question 0978 (11.03.2015) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant la **fermeture des bureaux du cadastre régional**:

Gerüchten zufolge steht eine Schließung der regionalen Katasterbüros in Diekirch, Esch/Alzette, Grevenmacher und Mersch unmittelbar bevor. Sämtliche Büros würden in der Hauptstadt zentralisiert werden.

In diesem Kontext möchte ich folgende Fragen an den Finanzminister stellen:

- Kann der Minister diese Informationen bestätigen?

- Wenn ja, was sind die Gründe für diese Zentralisierung?

- Ist die Regierung der Meinung, dass eine solche Zentralisierung im Einklang mit einem bürgernahen öffentlichen Dienst ist?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Im Rahmen des „Zukunftspak“ wurden die Verwaltungen ersucht, Vorschläge zu unterbreiten, um ihre Effizienz weiter zu erhöhen.

In diesem Zusammenhang stellte sich heraus, dass die Katasterverwaltung am effizientesten mit den zwei Standorten Luxemburg und Diekirch arbeiten kann.

Drei regionale Büros der Katasterverwaltung in Grevenmacher, in Esch und in Mersch sind von den Maßnahmen betroffen. Die Büros werden nicht geschlossen, sondern sowohl in die Hauptstadt (Esch, Grevenmacher und ein Teil des Büros Mersch) als auch nach Diekirch (der andere Teil des Büros Mersch) verlegt. Jedes Büro bleibt auch in Zukunft zuständig für sein Gebiet.

Verschiedene Gründe für diese Zentralisierung können angeführt werden:

- ein immer größer werdender Anteil der Informationsanfragen wird über die Internetseite von „Géoportail“ abgewickelt,

- die geringe Anzahl der Anträge für Vermessungen: 2014 wurden 196 Messanträge in Esch und 232 in Grevenmacher gestellt, das sind insgesamt genauso viele beziehungsweise weniger als in Mersch (428) oder in Diekirch (517),

- das Büro in Grevenmacher hat zudem das Problem, dass im Moment wegen (zeitlich unabhäufigen) Mangels an „géomètres officiels“ das Büro stundenweise von einem Beamten aus der Hauptstadt mit geleitet wird. Einige Gemeinden werden jetzt schon seit über einem Jahr von Büros in der Hauptstadt aus bedient,

- die Büros in Grevenmacher und in Esch sind zurzeit gemietet, sodass in Zukunft Miete eingespart wird,

- das Gebäude in Luxemburg gehört dem Staat und bietet genügend Platz, da eine Dienststelle des Landwirtschaftsministeriums nach Dudelange in das nationale Gesundheitslaboratorium umzieht.

Die Zentralisierung erlaubt darüber hinaus einen besseren Arbeitsablauf. Die Regionalbüros sind in der Regel aus einem Vermessungsingenieur, zwei Technikern, zwei bis drei Messgehilfen und aus drei Zeichnern zusammengesetzt. Bei Krankheitsfällen und Urlaub können die Teams nur beschränkt arbeiten. Diese Problematik wird sich in Zukunft nicht mehr stellen. Fehlende Arbeitskräfte können aus dem in der Hauptstadt bestehenden Pool kurzfristig und schnell einspringen.

Des Weiteren wurden 2014 von privaten „géomètres officiels“ im Raum Esch 233 und im Raum Grevenmacher 184 Vermessungsanträge gestellt. Insgesamt also 417 Anträge, eine Zahl die in etwa der Gesamtzahl an Anträgen an die beiden Katasterbüros entspricht. Die privaten Büros werden in Zukunft eine wichtigere Rolle spielen, so wie es der Gesetzgeber im Jahr 2002 vorgesehen hatte.

Bedingt durch technische Erneuerungen hat sich der Begriff der Bürgernähe geändert und erfordert nicht mehr eine direkte lokale Präsenz.



Question 0979 (11.03.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant les **carrières dans l'armée**:

Lors de son assemblée générale, le président du Syndicat Professionnel de l'Armée luxembourgeoise (SPAL) a regretté le fait qu'il devienne de plus en plus difficile de trouver de nouvelles recrues pour l'armée. Parallèlement le taux de jeunes au chômage et inscrits à l'ADEM ne cesse d'augmenter.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Les placeurs de l'ADEM orientent-ils les jeunes vers les carrières et formations offertes par l'armée?

- Dans la négative, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'armée puisse constituer un débouché intéressant pour les jeunes à la recherche d'un emploi?

- Serait-il envisageable de faire représenter l'armée à la Maison de l'orientation afin d'informer les jeunes sur les opportunités qui y sont offertes?

Réponse (26.03.2015) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*:

Chaque année, les services Placement et Orientation professionnelle participent aux journées d'information organisées par le Centre militaire et destinées aux élèves des différents ordres d'enseignement.

Par ailleurs, depuis 2014, lors des campagnes de sensibilisation de l'armée, des affiches et des flyers sont distribués dans les agences de l'ADEM, ceci avant la phase de recrutement de l'armée.

En outre, des actions ponctuelles ont eu lieu par le passé: en 2013 et en 2014 le service de l'emploi des jeunes a convoqué à l'ADEM des jeunes remplissant les conditions pour pouvoir intégrer l'armée; lors de cette action, des responsables de l'armée étaient présents pour présenter et expliquer les possibilités offertes par l'armée. Suite à cette présentation, les jeunes intéressés ont pu visiter le Centre d'instruction militaire.

Les conseillers du service de l'orientation professionnelle, situé au sein de la Maison de l'orientation, effectuent également depuis des années, dans le cadre d'une collaboration avec le service de reconversion de l'armée et l'École de l'Armée, des entretiens individuels avec les soldats volontaires en vue de faciliter leur intégration sur le marché du travail.

Finalement, il y a lieu de noter que depuis mars 2014 un représentant de l'ADEM siège au Conseil de reconversion à côté de représentants de l'armée, du Centre d'instruction militaire, du syndicat de l'Armée (SPAL) ainsi que du Ministère de l'Éducation nationale et dont l'objet est non seulement la reconversion des soldats volontaires mais également e. a. la collaboration entre les différents acteurs ainsi que les campagnes de sensibilisation.



Question 0980 (11.03.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **plan Juncker**:

Le site europaforum.public.lu rapportait en date du 2 mars 2015 que Monsieur le Ministre

de l'Économie aurait indiqué à la radio 100,7 que du côté luxembourgeois, il n'était pas prévu à cette heure d'apporter une contribution au futur Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS).

Il paraît toutefois que Monsieur le Ministre des Finances n'a quant à lui pas exclu une participation au FEIS.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État, peut-il m'indiquer la position du Gouvernement quant à une participation financière au FEIS?

- Quel montant le Luxembourg sera-t-il prêt à débloquent pour soutenir les investissements en Europe via le FEIS et à quelles conditions?

Réponse (21.04.2015) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Dans sa séance du 2 avril 2015, le Conseil a décidé de réserver une enveloppe de 80 millions d'euros sur les fonds de la Société Nationale de Crédit et d'Investissement pour favoriser le soutien de projets d'investissement éligibles pour un cofinancement dans le cadre du Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS).



Question 0981 (11.03.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant la **capitalisation de la BCL**:

La presse électronique «paperjam.lu» vient de révéler un extrait d'une interview avec le président de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) dans lequel ce dernier critique un manque de ressources financières et une sous-capitalisation de son institution. La situation se serait par ailleurs aggravée suite au niveau historiquement bas des taux d'intérêt.

Le capital social s'élève actuellement à 175 millions d'euros et n'a pas été augmenté depuis 2009. Alors que le Gouvernement actuel s'est vu attribuer des missions et des responsabilités supplémentaires en matière de supervision bancaire et de politique macro-prudentielle, il n'y a pas eu d'évolution dans le cadre de la recapitalisation de la BCL, regrette le président de la BCL.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre des Finances:

- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier au manque de ressources financières et à la sous-capitalisation de la BCL?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il d'augmenter le capital social de la BCL? Dans l'affirmative, de combien et dans quels délais?

- Monsieur le Ministre est-il en faveur de conférer à la BCL un droit de percevoir des redevances sur les opérateurs pour financer ses activités?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances*:

Monsieur le Premier Ministre et le Ministre des Finances ont déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter à l'avenir la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et apportera des aménagements durables à une problématique qui est connue depuis de nombreuses années. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.



Question 0983 (12.03.2015) de **M. Max Hahn** (DP) concernant la **mobilité douce**:

L'accord de coalition prévoit en matière de mobilité et transport que «(l')objectif est de prévoir une bonne desserte par les transports publics et de considérer la mobilité douce dès la planification de toute infrastructure routière et ferroviaire, de bâtiments publics (et) de nouveaux logements (...).»

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Vu que le vélo est un moyen de transport durable, Monsieur le Ministre juge-t-il adéquate l'installation de systèmes de rangement de vélos devant tous les bâtiments publics?

- En outre, Monsieur le Ministre juge-t-il que l'implantation de bornes de recharge pour voitures électriques devant lesdits immeubles serait un moyen opportun afin de promouvoir l'électromobilité?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député Max Hahn porte sur l'installation de systèmes de rangement pour vélos et l'implantation de bornes de recharge pour voitures électriques devant tous les bâtiments publics.

Le programme gouvernemental prévoit de «considérer la mobilité douce dès la planification [...] de bâtiments publics». Le Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI) met en œuvre cet engagement en trois étapes:

1. Depuis juin 2014, la Cellule Mobilité douce du MDDI avise les nouveaux projets de l'Administration des bâtiments publics afin d'optimiser leur attractivité pour les piétons et les cyclistes.

Cette phase pilote a permis d'identifier le type d'informations dont les architectes ont besoin au sujet de la mobilité douce.

2. En 2014, deux études ont été lancées pour identifier les «best practices» au niveau international: la première a porté spécifiquement sur le stationnement de vélos; la deuxième s'est intéressée à d'autres aspects, tels que l'accès au bâtiment, ses entrées ainsi que les installations à l'intérieur comme par exemple les vestiaires pour cyclistes et joggeurs.

3. Au courant de 2015, ces informations seront résumées dans une instruction ministérielle. Celle-ci formalisera l'obligation de l'Administration des bâtiments publics à intégrer de façon exemplaire la mobilité douce dans tout nouveau projet, et, dans la mesure du possible, dans tout projet de rénovation. Il est évident que le stationnement de vélos en sera un élément-clé.

Afin que les promoteurs privés puissent intégrer, s'ils le souhaitent, ces «best practices» dans leurs projets, le MDDI prévoit la publication d'une brochure illustrée. Le sondage effectué en 2014 au sujet de la mobilité douce au Grand-Duché a montré qu'il existe en effet une demande pour des bâtiments plus attractifs pour les vélos:

- Sur les 60% des résidents qui ont roulé à vélo au cours de l'année 2014, les deux tiers affirment que l'offre de places de stationnement pour vélos plus sûres au lieu de destination serait un facteur «déterminant» pour privilégier plus souvent leur vélo par rapport à la voiture au quotidien.

- Or, 78% des personnes habitant un immeuble résidentiel affirment qu'il n'y a pas de stationnement pour vélos.

En ce qui concerne les bornes de recharge pour voitures électriques, le MDDI et le Ministère de l'Économie ont élaboré un projet de règlement grand-ducal qui prévoit une infrastructure publique liée à la mobilité électrique en mettant en place jusqu'en 2020 un total de 800 bornes de recharge. La répartition de celles-ci est définie par un plan d'implantation général, qui prévoit, d'une part, 400 bornes de recharge pour les parkings relais, ainsi que, d'autre part, 400 bornes à proximité de points d'intérêt communaux. Les derniers étant définis comme «pôle d'attraction d'une commune tel que les quartiers centraux d'une localité, zones d'activité, infrastructures scolaires, sites touristiques, culturels et sportifs, hôpitaux, commerces, mairies et administrations». Il est cependant important de mentionner que ces emplacements, destinés au stationnement d'une voiture électrique, doivent soit être publics, soit faire partie d'un parking public au sens de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques. En conséquence, les 800 bornes de recharge publiques prévues par le projet de règlement grand-ducal ne peuvent pas être installées sur des emplacements de bâtiments publics destinés exclusivement aux employés ou aux visiteurs. Cependant, rien n'empêche que les bornes de recharge publiques soient érigées à proximité de telles infrastructures.

En outre, il n'est pas exclu que des bâtiments publics soient équipés avec des bornes de recharge autres que celles faisant partie du projet de règlement grand-ducal mentionné. Par exemple dans le cas de l'acquisition d'une voiture de service électrique, l'installation d'un point de recharge pourra être envisagée.

Enfin, il est important de mentionner que, contrairement à la mise en place de systèmes de rangement pour vélos, le MDDI ne prévoit pas l'équipement systématique de bornes de recharge pour les bâtiments publics.



Question 0986 (12.03.2015) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant la **recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne**:

La recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne du 11 juin 2013 relative à



des principes communs applicables aux mécanismes de recours collectifs en cessation et en réparation dans les États membres en cas de violation de droits conférés par le droit de l'Union invite les États membres à mettre en œuvre les principes énoncés dans leurs systèmes nationaux d'ici le 26 juillet 2015. Il s'agit essentiellement des préjudices causés par le non-respect du droit de la consommation et de celui de la concurrence.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs:

- Est-il exact que le Gouvernement n'a pas encore entamé les travaux en question malgré l'annonce d'une telle initiative dans le programme gouvernemental?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?

- Est-ce que le Gouvernement est au courant que dans ce contexte l'ULC et l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg se sont déclarés favorables à la création d'un recours collectif organisé et balisé au niveau luxembourgeois?

- Comment le Gouvernement entend-il justifier au niveau communautaire l'absence de toute initiative respectivement le retard de sa mise en œuvre alors que la commissaire chargée de la justice et de la protection des consommateurs en a fait une priorité lors de son audition d'investiture au Parlement européen?

Réponse commune (07.04.2015) de **M. Fernand Etgen**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et de la Protection des consommateurs*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Economie*:

Dans le programme gouvernemental de 2013, le Gouvernement s'engage à étudier la possibilité d'introduire des actions en groupe avec pour objectif une meilleure défense des droits des consommateurs.

En raison de l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 portant constitution des ministères, plusieurs départements se partagent les attributions liées à la protection des consommateurs. Le Ministère de la Justice consulté sur la question estime qu'il est, bien que n'ayant pas de compétence de fond dans la matière de la protection des consommateurs, le cas échéant, concerné en marge de la matière susmentionnée pour le volet législation civile et procédure civile conformément aux attributions lui conférées par l'arrêté grand-ducal du 28 janvier 2015 portant constitution des ministères.

Dès lors, le Gouvernement entend décider dans un proche avenir de la manière dont il faut organiser ses travaux préparatoires et du choix du ou des ministères appelés à coordonner l'analyse initiale. Pour ce qui est de la recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne, il faut bien garder à l'esprit qu'on n'est pas en présence d'une décision, d'une directive ou d'un règlement communautaire légalement contraignant pour les États membres. Une recommandation est un instrument d'action indirecte permettant de préparer une législation dans les États membres, ne se différenciant d'une directive que par l'absence de la puissance de l'obligation. En raison de ce qui précède, la date de mise en œuvre, le 26 juillet 2015, indiquée dans la recommandation 2013/396/UE de la Commission, n'est pas impérative ce qui se traduit par ailleurs dans la rédaction au conditionnel de cette disposition. Le Luxembourg n'aura donc pas de la sorte à se justifier devant la Commission européenne pour un éventuel retard.

Il n'empêche que le Gouvernement est bien conscient des attentes de l'ULC et de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg et veillera, dans la mesure du possible, d'en tenir compte pour l'implémentation de la recommandation 2013/396/UE de la Commission européenne.

Question 0987 (12.03.2015) de **Mme Diane Aehm** et **M. Gilles Roth** (CSV) concernant l'abrogation du taux super-réduit de TVA:

Dans le contexte de l'abrogation du taux super-réduit de TVA de 3% pour les travaux de création de logements ne servant pas à des fins d'habitation, la loi budgétaire prévoit, à titre transitoire, que le régime antérieur continuera à s'appliquer jusqu'au 31 décembre 2016 aux travaux de création à condition que la demande d'autorisation en vue de bénéficier du taux super-réduit ait été introduite avant le 1^{er} janvier 2015. Dans ce contexte, le directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a publié le 24 octobre 2014 une circu-

laire invitant les assujettis intéressés de bénéficier de ce régime dérogatoire à présenter à l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines avant le 1^{er} janvier 2015 une copie d'un contrat dit de réservation et l'accusé de réception de la «demande de faire arrêter le tableau descriptif de division d'un immeuble collectif» émis par l'Administration du Cadastre et de la Topographie.

Vu le nombre important de demandes introduites, l'Administration du Cadastre et de la Topographie accuse des retards importants en vue de l'établissement du document dit «cadastre vertical». Étant donné que ce document est indispensable pour signer l'acte notarié de vente d'un immeuble, le début des travaux de construction des immeubles visés est retardé. Il en résulte que les assujettis se trouvent souvent dans l'impossibilité matérielle de finir les travaux de construction avant le délai précité du 31 décembre 2016.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que le taux normal de 17% s'applique en principe aux parties de construction achevées et payées après le 31 décembre 2016 pour les immeubles pour lesquels une demande en vue de bénéficier du taux super-réduit de TVA a été introduite en bonne et due forme avant le 1^{er} janvier 2015?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas indiqué, au vu des retards constatés au niveau de l'établissement du document dit «cadastre vertical», d'appliquer le taux de TVA super-réduit également aux parties de construction achevées et payées après le 31 décembre 2016?

Réponse (14.04.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

En ce qui concerne la première question des honorables Députés, c'est en effet le taux de TVA normal de 17% qui s'appliquera aux parties de construction pour lesquelles la TVA deviendra exigible après le 31 décembre 2016 en vertu des dispositions légales existantes.

L'article 53 de la loi budgétaire du 19 décembre 2014 prévoit que la période transitoire pour l'application du taux super-réduit en la matière s'achèvera au 31 décembre 2016. Il n'y a actuellement pas de disposition légale qui permettrait l'application du taux super-réduit au-delà de cette date.

Question 0988 (12.03.2015) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la sous-capitalisation de la Banque centrale du Luxembourg:

Dans une interview donnée à la presse, le président de la Banque centrale du Luxembourg déplore le manque de ressources financières et la sous-capitalisation de son institution. Il craint également que la BCL se trouve bientôt avec des fonds propres négatifs et qu'elle risque son indépendance financière et opérationnelle.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les affirmations et craintes du président de la BCL concernant la sous-capitalisation et la perte de l'indépendance de cette institution?

- Une augmentation du capital de la BCL est-elle prévue par les autorités luxembourgeoises?

- Le Gouvernement prévoit-il de doter la BCL du droit de percevoir des redevances sur les opérations qu'elle exerce?

Réponse (03.04.2015) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*:

Monsieur le Premier Ministre a déclaré qu'une solution sera trouvée encore cette année pour doter la Banque centrale du Luxembourg de capitaux adéquats. La solution sera progressive et durable, selon Monsieur le Premier Ministre. À cet effet, différentes pistes seront explorées dont notamment une augmentation du capital de la Banque centrale du Luxembourg.

Question 0989 (13.03.2015) de **M. Marco Schank** (CSV) concernant la réactivation de la «Trierer Weststrecke»:

Le 16 avril 2014, le Conseil de Gouvernement a approuvé la participation à la réactivation de la «Trierer Weststrecke» pour le trafic de voyageurs, une ligne qui est actuellement utilisée pour le trafic fret. La desserte de cette ligne avec cinq automotrices serait prise en charge

par les CFL. Les CFL devraient en tout acquérir onze automotrices, dont six exclusivement pour le réseau national pour un montant total de 98,6 millions d'euros. Or, selon mes informations, aucune décision pour l'acquisition de ce matériel roulant par le Gouvernement n'a été prise jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons aucune décision n'a été prise jusqu'à présent?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°0989 du 13 mars 2015, l'honorable Député Marco Schank souhaite s'informer sur la réactivation de la «Trierer Weststrecke».

En date du 18 mars 2015 le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec le projet d'acquisition par les CFL de 11 automotrices à deux niveaux de type «Stadler KISS», dont 5 pour la «Weststrecke» et 6 pour la desserte nationale.

En effet, la réactivation de la «Trierer Weststrecke» s'inscrit dans la politique du Gouvernement en vue d'un report modal de la route vers les chemins de fer et partant sur la création d'une prestation de service supplémentaire de transports publics par rail afin d'augmenter l'offre transfrontalière avec l'Allemagne de manière qualitative et quantitative.

Le projet s'inscrit également dans la politique menée depuis 2008 avec le Land de Rhénanie-Palatinat en vue d'augmenter l'offre transfrontalière et qui porte sur trois piliers:

a) Introduction du Rheinland-Pfalz Takt, à savoir un cadencement horaire entre le Luxembourg et Coblenz (réalisé).

b) Participation du Luxembourg avec 8 millions d'euros au financement de la mise à double voie entre Igel et Igel-West (réalisé). Le Rheinland-Pfalz Takt et la «Weststrecke» profitent de l'augmentation de capacité ainsi réalisée.

c) Réactivation de la «Trierer Weststrecke» et création d'une nouvelle ligne régionale entre Wittlich et le nouvel arrêt «Pfaaffenthal-Kirchberg», desservant notamment la partie Ouest de Trèves et le quartier du Kirchberg.

Par ailleurs, le Land de Rhénanie-Palatinat investira 20 millions dans les arrêts ferroviaires à Trèves et financera intégralement le coût de fonctionnement de trains supplémentaires sur le territoire allemand entre la frontière à Waserbillig et Wittlich.

Concernant l'augmentation de la capacité sur les lignes principales ferroviaires nationales, il faut noter qu'au cours des dernières années, la croissance annuelle du nombre de clients du rail a été de l'ordre de 5%. Ainsi, depuis 2004, la fréquentation des trains a augmenté de plus de 50% de sorte que, pendant les heures de pointe, le taux d'occupation moyen atteint les 100%. Une augmentation des clients du service public par rail d'ici 2018-2020 devra donc passer par une augmentation de la capacité des trains via l'acquisition de nouvelles automotrices.

Question 0990 (13.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la lutte contre la pédophilie:

Des informations récentes font état de tendances inquiétantes en ce qui concerne les matériels pédopornographiques mis en ligne, notamment l'accroissement de la demande et la baisse de l'âge des victimes (selon Europol, 10% d'entre elles ont moins de deux ans).

Grace à un nombre élevé de logiciels (des systèmes de scan d'e-mails, des services de numérisation d'images automatisés, etc.), il est aujourd'hui plus facile à retrouver des pédophiles qui sévissent sur Internet. Mais selon mes informations, la police et les autorités judiciaires sont souvent surchargées par manque de personnel et de technologie.

Pour pouvoir gérer et analyser les quantités de matériel de pornographie infantile, saisies lors de perquisitions, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et Monsieur le Ministre de la Fonction publique:

- Comment la Police grand-ducale compte-t-elle intervenir et quelles mesures prévoit-elle pour contrer ce fléau qu'est la pédophilie?

- Les Ministres peuvent-ils me renseigner si la Police grand-ducale a assez de personnel pour lutter efficacement contre la pédophilie en croissance?

- Est-ce que la Police grand-ducale est en possession de ces logiciels spécifiques de détection?

- Dans la négative, les Ministres envisagent-ils d'investir dans des meilleurs logiciels pour détecter plus vite du matériel déchargé sur des ordinateurs pour inculper une personne en possession du matériel pédopornographique sur son ordinateur?

- Au Luxembourg, quel est le délai moyen de traitement du matériel perquisitionné tenant des données pédopornographiques?

- Est-ce que ces délais suffisent pour analyser les données potentielles de pornographie infantile stockées sur les ordinateurs?

- Considérez-vous qu'il existe un lien de corrélation entre la libéralisation de la prostitution et le nombre de personnes qui vivent leurs envies pédopornographiques?

Réponse commune (16.04.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de la Sécurité intérieure*:

La pédopornographie constitue un phénomène international. Le Service de police judiciaire n'est donc pas seulement amené à mener des enquêtes judiciaires nationales, mais donne également un appui lors de l'exécution de commissions rogatoires internationales. À l'heure actuelle 27 affaires judiciaires sont en cours avec une tendance croissante. Il échet de souligner que la majorité de dénonciations viennent de l'étranger.

L'évolution permanente des affaires en cours nécessite dès lors une adaptation des moyens et une priorisation des affaires.

Le Service de police judiciaire ne dispose pas de logiciels spécifiques de détection. Cependant les services de police disposent d'un programme informatique performant permettant d'isoler les images à caractère pédopornographique. Il va sans dire que la progression incessante des moyens d'Internet nécessite une adaptation permanente des enquêteurs aux médias informatiques.

Tout ordinateur saisi est analysé par le service compétent et l'extraction de toutes les données informatiques ainsi que l'expertise prennent entre quatre et six mois. Les délais d'enquêtes varient selon le volume de données saisies.

Le Gouvernement n'a pas connaissance d'études scientifiques qui établiraient une corrélation entre la prostitution et la pédopornographie.

Question 0991 (13.03.2015) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le classement international sur la transparence de l'aide au développement («Aid Transparency Index»):

Selon une information diffusée par rtl.lu, le Luxembourg se classe 50^e sur 68 pays dans la catégorie «very poor» selon le «Aid Transparency Index» de 2014. Ce score constitue une dégradation par rapport aux années précédentes, où le Luxembourg figurait déjà parmi les pays affichant un résultat plutôt médiocre d'après l'analyse de l'«Aid Transparency Index». Entre autres, le Luxembourg se fait critiquer du fait qu'il n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative».

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer pourquoi le Luxembourg - qui fait un effort très considérable en matière de coopération au développement - affiche un résultat aussi mauvais dans un classement international sur la transparence de l'aide au développement?

- Quelles sont les raisons pour lesquelles le Luxembourg n'est pas membre de l'«International Aid Transparency Initiative»?

Réponse (23.03.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*:

1. La coopération luxembourgeoise attache et a toujours attaché une grande importance à la transparence, prévisibilité et au contrôle de son action à tous les niveaux.

C'est la raison pour laquelle son cadre stratégique est public avec les stratégies sectorielles et thématiques. Les conditions générales de

fonctionnement avec les ONG de développement et d'action humanitaire sont également accessibles au public, tout comme les Programmes indicatifs de coopération (PIC) avec les pays partenaires. Je présente d'ailleurs en Commission des Affaires étrangères régulièrement les nouvelles démarches en matière de PIC et fais un débriefing sur chaque commission de partenariat. Depuis quelque temps nous publions des brochures par pays partenaire avec les indications sur le contenu de nos projets et programmes ainsi que sur les engagements financiers en la matière.

En matière de prévisibilité il est essentiel que nos partenaires dans le Sud soient assurés dans un cadre multiannuel des déboursements, détaillé par secteur et par localisation géographique, tout comme au niveau du rythme de déboursements. Le PIC donne cette clarté, qui est encore davantage précisée dans les documents de projets signés par les parties et ajoutent encore à la prévisibilité financière.

Celle-ci est aussi garantie de manière pluriannuelle dans nos accords-cadres avec les ONG luxembourgeoises agréées et dans les accords de partenariat stratégique avec les agences des Nations Unies qui nous sont les plus proches.

Finalement pour ce qui est du contrôle de nos engagements au niveau international, nous avons en tant que membre du Comité d'Aide au Développement de l'OCDE une obligation de rapportage très précis suivant les standards du Système de notification des pays créanciers (SNPC). L'OCDE n'est ici pas une simple instance d'enregistrement des chiffres de l'aide publique au développement, mais elle vérifie aussi les notifications et demande des corrections en cas de besoin.

2. Prenant en compte les conclusions de la 1^{ère} réunion de haut niveau du Partenariat mondial pour une coopération efficace qui s'est tenue en avril 2014 à Mexico City et sachant qu'il faut aller plus loin en matière d'efficacité de l'aide, la coopération luxembourgeoise s'est dotée en automne 2014 d'un plan d'action pour l'efficacité du développement que j'avais l'honneur de présenter à la Chambre et qui énumère huit objectifs dont celui de la transparence et redevabilité mutuelle. Ce plan d'action qui couvre les années 2014-16 prévoit aussi de nous conformer à terme aux normes et via les canaux du mode IITA (IATI en anglais) et donc de pouvoir adhérer à cette initiative.

3. Les préparatifs sont en cours, mais nécessitent beaucoup de travail additionnel non seulement de mon département mais de tous les acteurs de la coopération luxembourgeoise, y compris des ONG. Il ne s'agit en effet pas d'adhérer simplement aux principes de la transparence que met en avant cette initiative, voire de les appliquer, mais de mettre en place un nouveau système statistique qui exige une mise à jour très régulière.

4. Pour une meilleure compréhension des exigences techniques je me permets de développer ici quelque peu l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide:

L'IITA est née en 2008 lors du Forum à haut niveau sur l'efficacité de l'aide à Accra, en vue de suivre l'engagement pris par la communauté internationale pour une meilleure transparence de l'aide au développement envers les pays partenaires. L'IITA se veut complémentaire au rapportage déjà existant auprès du CAD de l'OCDE, notamment le Système de notification des pays créanciers (SNPC) et le «Forward Spending Survey».

Pour mesurer la transparence des pays donateurs, l'IITA a développé un index qui se mesure à partir de 39 indicateurs regroupés en trois catégories.

À travers une pondération des indicateurs, le poids de chaque catégorie pour déterminer l'index de transparence se présente comme suit:

Engagement vis-à-vis de la transparence: 10%

Organisation institutionnelle: 25%

Base de données informatique accessible en ligne: 65%

Les deux premières catégories analysent la transparence sur base de l'existence et de l'accessibilité d'un certain nombre de documents stratégiques: législation, stratégies, rapports annuels, budget, documents de projet. À ce niveau, l'IITA estime que le Luxembourg se classe de manière honorable: «It performs well on organisation planning information and scores higher than the Index average on the provision of project documents.»

Ce jugement clément de l'IITA peut s'expliquer par le fait que le site de la coopération au développement du Luxembourg et celui de notre agence d'exécution Lux-Development, donnent accès à une vaste gamme d'informations: législation, stratégies sectorielles, programmes indicatifs de coopération, résumés exécutifs des évaluations, rapports annuels, fiches signalétiques des projets, etc., qui répond en grande partie aux exigences des indicateurs de la catégorie et qui garantissent à nos partenaires une bonne transparence et prévisibilité.

Pour ce qui est de la 3^e catégorie d'indicateurs, à savoir ceux liés à l'existence d'une base de données informatique, disponible en ligne, et listant l'ensemble des projets/programmes d'aide au développement selon certains critères, le résultat du Luxembourg est jugé insuffisant: «It performs poorly on financial data on individual activities and performance information (results, conditions and impact appraisals), particularly the latter for which it does not score any points.»

Cette évaluation négative s'explique par le fait que la coopération luxembourgeoise ne peut effectivement pas donner accès à une telle base de données à partir de son site Internet. Selon l'IITA, la base SNPC du CAD n'est pas suffisamment transparente, car elle ne propose que les déboursements effectifs mais aucune prévision. Selon l'IITA, les prévisions de déboursements devraient également être accessibles en ligne et mis à jour sur une base mensuelle, voire trimestrielle. Adhérer à ce principe, exigerait que chaque partenaire de la coopération luxembourgeoise, y compris les ONG, soumette chaque mois/trimestre la programmation financière de ses programmes sous forme électronique standardisée, afin que la Direction de la Coopération publie ces chiffres en ligne.

Considérant le poids de l'existence d'une telle base de données dans le calcul de l'index de transparence (65%), on comprend le faible score attribué au Luxembourg par l'IITA.

Il est certain qu'à l'avenir le Luxembourg œuvrera à améliorer son classement IITA, notamment en ajoutant des liens supplémentaires sur son site pour fournir de l'information complémentaire. Des discussions sont également en cours avec LuxDev pour disposer de la programmation financière des projets/programmes sous la forme standardisée exigée par l'IITA. Par ailleurs, la Commission européenne travaille elle aussi sur un nouveau standard commun de «reporting» financier.

Question 0992 (13.03.2015) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant la «Quantitative easing» (QE) prévu par la Banque centrale européenne (BCE):

La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé le 22 janvier 2015 son programme d'assouplissement quantitatif (QE - «quantitative easing») afin de combattre les tendances déflationnistes et de doper la croissance dans la zone euro via un accès facilité au crédit. Ce programme implique des rachats massifs de dettes publiques et privées à hauteur de 60 milliards d'euros par mois entre mars 2015 et septembre 2016, soit au total 1.140 milliards d'euros en 19 mois. Les rachats de dettes publiques, qui se feraient obligatoirement sur les marchés secondaires, seraient principalement exécutés par les banques centrales nationales qui - via ligne de crédit - porteraient également la majorité du risque (80% contre 20% mutualisé par la BCE) lié à leurs propres obligations d'État.

Ainsi, la Banque centrale du Luxembourg (BCL) est appelée à devenir active sur les marchés secondaires pour racheter la dette publique luxembourgeoise. Comme cette dernière est limitée et que le programme de la BCE stipule notamment que les banques centrales ne peuvent acquérir plus que 33% de la dette souveraine, la BCL a annoncé de racheter plutôt des dettes d'institutions européennes pour remplir son quota mensuel.

L'idée principale derrière le QE est que les banques concernées par les rachats investiront ces liquidités dans l'économie réelle (prêter aux entreprises ayant des projets afin de faire repartir l'économie). Or, rien n'est plus sûr que ça...

Dans ce contexte, je demande à Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quel sera l'effet global du QE escompté pour l'économie européenne (en volume d'investissements supplémentaires et en surplus de croissance économique)?

2) Dans quelle mesure peut-il être exclu ou évité que les nouvelles liquidités soient utilisées en fin de compte à la spéculation financière

(investies dans des fonds ou autres produits spéculatifs) et puissent contribuer ainsi à une nouvelle bulle spéculative, comme celle ayant abouti à la crise bancaire, financière et finalement économique et sociale de 2008?

3) Quels sont les autres dangers de l'opération?

4) Quelles seront les modalités pratiques pour le Luxembourg?

5) Quelles seront les dettes que la BCE prévoit de racheter? Le Gouvernement a-t-il une influence sur les choix et opérations de la BCE?

6) Quel sera l'effet escompté pour l'économie nationale?

Réponse (03.04.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

L'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et de la Banque centrale du Luxembourg (BCL) est garantie par les traités européens et la législation luxembourgeoise. Le Gouvernement n'intervient pas dans leurs choix et opérations.

Le programme annoncé par la BCE en date du 22 janvier 2015 prévoit l'achat, sur les marchés secondaires, de 60 milliards d'actifs par mois, de mars 2015 à septembre 2016 au moins. A travers ce programme, la BCE ajoute des achats d'obligations souveraines à ses programmes en vigueur d'achats d'actifs du secteur privé afin de faire face aux risques d'une période trop prolongée de faible inflation.

Le programme est mis en œuvre de manière décentralisée, en mobilisant les ressources de l'Eurosystème dont fait également partie la BCL. Le Conseil des gouverneurs de la BCE garde le contrôle de l'ensemble des caractéristiques du programme et la BCE coordonne les achats, préservant ainsi l'unicité de la politique monétaire de l'Eurosystème.

La BCE a pris cette décision alors que la plupart des indicateurs de l'inflation effective et attendue dans la zone euro ont dérivé vers des planchers historiques, loin de l'objectif des 2%. Dans la mesure où des effets de second tour potentiels sur le processus de formation des salaires et des prix menaçaient d'affecter l'évolution des prix à moyen terme, une réaction vigoureuse de la politique monétaire était jugée indispensable par le Conseil des gouverneurs. La BCE surveille les données statistiques et indicateurs économiques pertinents, pour évaluer les résultats de la mise en œuvre du programme et réagir en conséquence.

Les achats d'actifs fournissent un soutien monétaire à l'économie dans un contexte de taux d'intérêt directs se situant à leur niveau plancher. Ils constituent un assouplissement des conditions monétaires et financières, réduisant le coût de l'accès au financement, donc facilitant les crédits en faveur des entreprises et des ménages, ce qui tend à soutenir l'investissement et la croissance dans la zone euro.

On constate par ailleurs que depuis l'annonce du programme, le cours de l'euro a significativement baissé, ce qui favorise les exportations de l'industrie européenne sur les marchés internationaux.

Ensemble avec le plan Juncker et les réformes structurelles en cours dans différents pays de l'Union, en conjonction avec les prix de l'énergie à des niveaux historiquement bas, le programme de la BCE contribue donc à une relance durable de la croissance de l'économie européenne, dont notre économie nationale, particulièrement ouverte, fait partie intégrante.

Question 0993 (13.03.2015) de M. Justin Turpel (déi Lénk) concernant le plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, dit «plan Juncker», et le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS):

En novembre 2014, le président de la Commission européenne, Jean-Claude Juncker, a présenté un plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe. Ce plan devrait répondre à la baisse des niveaux d'investissement observée dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale. En effet, selon la Commission européenne, les investissements dans l'UE ont chuté d'environ 430 milliards d'euros en comparaison avec le maximum de 2007.

Le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS) sera le principal instrument du plan pour financer des projets présentant un profil de risque plus élevé, maximisant ainsi l'impact des dépenses publiques et libérant l'investissement privé. Ce Fonds sera établi au sein de la Banque européenne d'investissement (BEI) et devrait mobiliser miraculeusement quelque 315 milliards d'euros à travers une

contribution/garantie de départ de l'UE de 16 milliards et de la BEI de cinq milliards, soit au total 21 milliards, appelés à se multiplier par 15 pour arriver à un total de 315 milliards sur la période 2015 à 2017, dont environ 240 milliards pour soutenir l'investissement dans les infrastructures, en particulier les réseaux à haut débit et les réseaux d'énergie, les infrastructures de transport dans les centres industriels, l'éducation, la recherche et l'innovation, les énergies renouvelables, et environ 75 milliards pour les PME et entreprises à moyenne capitalisation. Le FEIS sera ouvert aux contributions des États membres, directement ou par l'intermédiaire des banques nationales de développement; il est prévu d'être opérationnel d'ici à juin 2015.

Lors du conseil EcoFin du 10 mars 2015, les Ministres des Finances ont insisté sur la mise en place d'une structure de gouvernance duale fondée sur les travaux d'un comité de pilotage chargé de fixer les orientations en matière d'investissement d'une part, et d'un comité d'investissement qui aurait pour mission de sélectionner les projets qui recevront le soutien du FEIS. En ce qui concerne les critères de sélection des projets, les ministres ont souligné l'importance de l'additionnalité, de la viabilité, de la valeur ajoutée européenne et de la mobilisation d'investissements privés.

Selon les informations de presse, Monsieur le Ministre des Finances du Luxembourg aurait indiqué à la sortie de la réunion EcoFin, que le Luxembourg serait «en train d'étudier la possibilité de mettre à disposition des financements supplémentaires par l'intermédiaire de sa banque nationale de développement», tandis que le Ministre de l'Économie, Etienne Schneider, aurait déclaré le 2 mars 2015 que le Gouvernement n'avait pas l'intention de contribuer au FEIS.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances:

1) Quelles sont les raisons de la baisse des niveaux d'investissement observée dans l'UE depuis la crise financière et économique mondiale d'environ 430 milliards d'euros en comparaison avec le maximum de 2007?

2) Cette somme est-elle identique à la perte de bénéfices en Europe pendant la période indiquée ou bien ne serait-il pas plus probable que les bénéfices réalisés ne soient plus réinvestis dans l'économie réelle, mais plutôt dans les produits financiers plus spéculatifs?

3) Quelles sont les sources des 16 milliards que veut contribuer l'Union européenne: est-ce que cet argent est pris dans les Fonds d'investissement existants ou s'agit-il de moyens budgétaires supplémentaires?

4) Le Luxembourg veut-il contribuer à un financement supplémentaire du EFSI ou bien à un cofinancement des projets sélectionnés?

5) Dans l'affirmative, quelle sera la grandeur de ce financement supplémentaire?

6) S'agit-il d'une contribution directe de l'État ou bien par la Banque nationale de développement, qui, au Luxembourg, est la SNCI ou bien la SNCI se partage-t-elle le risque avec les banques commerciales et les promoteurs des projets, tel qu'annoncé par le Gouvernement lors de la présentation des nouveaux instruments de financement de la SNCI le 24 octobre 2014?

7) Parmi les projets proposés par le Luxembourg dans le cadre du plan d'investissement pour l'emploi et la croissance en Europe, éligibles pour un soutien par le FEIS,

a) quels sont les nouveaux projets, non encore prévus dans les plans d'investissement actuels et pour quel volume total d'investissement?

b) quels sont les projets déjà envisagés avant l'annonce du plan d'investissement pour l'emploi, dit «plan Juncker», et quel en est le volume total?

8) Au cas où les projets prévus sub b) seront sélectionnés, quel sera le volume d'investissement que l'État n'aura plus besoin de faire suite au soutien par le Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS)?

9) Quel sera l'effet final supplémentaire du «plan Juncker» sur l'économie luxembourgeoise?

Réponse (03.04.2015) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances:

Depuis le début de la crise, le niveau d'investissement dans les pays européens a connu une importante baisse. En effet, en 2013, le niveau de l'investissement, public et privé confondus, était inférieur de 430 milliards d'euros par rapport à son niveau en 2007. Ceci correspond à une baisse de 21% à 17% du PIB européen. Il s'agit cependant ici d'une moyenne globale qui ne reflète pas la situation individuelle de chaque État membre. En effet, la situation au



sein de l'UE est très hétérogène entre les différents États: ainsi, dans certains États membres comme l'Espagne ou la Grèce, la baisse de l'investissement pouvait avoisiner voire dépasser les 60%, alors que pour des pays comme la Suède ou le Luxembourg la baisse du niveau de l'investissement est beaucoup moins prononcée.

La baisse du niveau de l'investissement s'explique par de multiples facteurs et peut varier en fonction du secteur (investissement privé ou public) et de la situation structurelle des pays. Sans prétention à l'exhaustivité, le niveau d'investissement est dépendant des facteurs suivants:

- la crise économique et financière a conduit à une très grande incertitude macroéconomique face à laquelle les opérateurs économiques ont réagi en réduisant leurs plans d'investissement; la faible demande en résultant a renforcé cette spirale de réduction;

- dans certains États membres, l'explosion de bulles immobilières/construction, le besoin de désendettement des ménages et des entreprises, voire le besoin des systèmes bancaires de réparer leurs bilans ont pu davantage aggraver des restrictions de crédit pour le financement de nouveaux investissements;

- en matière d'investissements publics, les États membres qui ont connu des difficultés sévères dans leurs finances publiques ont dû procéder à des baisses dans le cadre de leurs stratégies de consolidation pour rétablir une situation saine de leurs finances publiques.

Un rapport¹ du 9 décembre 2014 de la task force temporaire sur l'investissement, dirigée par la Commission européenne et la Banque européenne d'investissement, a analysé la faible croissance continue de l'investissement en Europe et procède à des recommandations pour y remédier.

Selon ce rapport, il n'existe pas de lien cohérent entre la baisse du niveau de l'investissement (public et privé confondus) de 430 milliards euros et la perte de bénéfices des entreprises à un niveau agrégé: i) le montant agrégé des investissements couvre des investissements publics qui ne génèrent pas directement des bénéfices pour les entreprises privées, ii) le bénéfice d'une entreprise est la résultante de nombreux facteurs où le niveau de l'investissement est un facteur parmi d'autres. En outre, pendant une partie du temps de la crise, les entreprises européennes multinationales, pour répondre à la baisse de la croissance des marchés en Europe, ont cherché des opportunités d'investissements sur des marchés plus prometteurs en dehors de l'Europe.

Quant aux sources de financement du Fonds européen d'investissements stratégiques (FEIS), il sera doté de 21 milliards d'euros, dont cinq milliards d'euros proviendront de la Banque européenne d'investissement (BEI). Les 16 milliards restants proviennent de la garantie de l'Union, dont huit milliards seront versés en liquide dans un fonds de garantie. Le fonds de garantie sera progressivement doté de ce montant de huit milliards d'euros d'ici à 2020, grâce à des redéploiements provenant du budget général de l'Union. Il ne s'agira donc pas de dotations supplémentaires dans le cadre du budget annuel de l'UE, mais d'un redéploiement à l'intérieur du cadre financier pluriannuel 2014-2020. Le financement des huit milliards d'euros nécessaires au provisionnement du fonds de garantie se décompose comme suit: 3,3 milliards d'euros provenant du mécanisme pour l'interconnexion en Europe (MIE); 2,7 milliards d'euros issus d'Horizon 2020 (H2020) et deux milliards d'euros provenant des marges non allouées sous les plafonds de dépenses du cadre financier pluriannuel (CFP 2014-2020).

Le Gouvernement favorise le modèle du cofinancement de projets à travers la SNCI. La SNCI et la BEI ne financent un projet qu'en partie seulement, le restant du financement devra, dans tous les cas, provenir des promoteurs privés et/ou des banques commerciales.

Le Ministère des Finances, en tant que coordinateur, se concerta avec les autres ministères concernés afin d'élaborer une liste de projets qui seraient éligibles à un cofinancement de la part de la BEI et du FEIS. Par ailleurs le Ministère des Finances entamera la même concertation avec les partenaires du secteur privé. Dans ce processus, la SNCI pourra endosser, suivant le type de projet, le rôle de partenaire financier.

À ce stade, le Gouvernement n'est pas en mesure de chiffrer des investissements spécifiques dans le cadre du FEIS. La Chambre des Députés et le public seront informés de la liste de projets nationaux dès que les travaux de

concertation seront achevés. L'effet final sur l'économie luxembourgeoise du «plan Juncker», bien qu'estimé positif, ne saurait être analysé qu'une fois les projets d'investissement sélectionnés.

Question 0994 (16.03.2015) de **M. André Bauler** (DP) concernant les **fouilles sur un terrain romain à Schieren**:

Le Centre national de recherche archéologique est en train de réaliser des fouilles sur un site romain à Schieren.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre peut-elle préciser la nature des découvertes archéologiques sur le site en question? Quelle est l'importance scientifique du site et des vestiges mis au jour?

- Quelle est la durée estimée de ces investigations? Les archéologues peuvent-ils en estimer les coûts?

- Connaît-on d'autres sites romains sur le territoire de la région Nordstad? Dans l'affirmative, Madame la Ministre, est-elle en mesure de fournir des précisions sur ces sites?

Réponse (02.04.2015) de **Mme Maggy Nagel**, *Ministre de la Culture*:

- Les fouilles archéologiques actuellement en cours à Schieren - «auf der Schlammgraecht» sous la direction du Centre national de recherche archéologique sont à voir dans le contexte du projet d'élargissement de la voie rapide B7 sur quatre voies. Informée de l'existence du corps principal d'une importante villa gallo-romaine à plan axial à cet emplacement, l'Administration des Ponts & Chaussées (Division des travaux neufs) a pris les devants pour anticiper et éviter des retards pour cause de fouilles d'urgence en faisant procéder au préalable à des investigations archéologiques dites «préventives». Le but de ces recherches est de reconnaître l'extension maximale de ce que les spécialistes appellent pars urbana de la villa, c'est-à-dire la maison de maître, puis de procéder à la fouille de l'aile nord qui doit malheureusement céder la place au projet de voirie. Dans les parties explorées, les archéologues ont déjà pu distinguer plusieurs phases de construction et de réaménagement ainsi que les traces de divers incendies. Une des zones sondées a révélé la présence d'importants restes de fresques murales probablement conservées dans leur totalité. Cette exceptionnelle découverte laisse supposer que cette demeure était richement décorée. En attendant que des décisions soient prises sur le devenir de l'ensemble de ce site archéologique et des moyens financiers à mettre ou non à disposition, des mesures conservatoires ont été prises pour préserver au mieux les peintures murales polychromes in situ.

- La villa gallo-romaine de Schieren fait partie des très grandes villas à plan axial au nombre estimé d'une dizaine seulement au Grand-Duché de Luxembourg (par exemple Echternach, Vichten). Son importance est due tant à son bon état de conservation en élévation (bien meilleur que celui de la villa d'Echternach), qu'au fait qu'elle pourrait être la première villa de ce type fouillée dans son intégralité puisque sa pars rustica, c'est-à-dire sa cour agricole avec ses bâtiments d'exploitation, a déjà été fouillée lors de la construction de la B7 en 1991-1992 et de l'aménagement d'un vaste lotissement résidentiel à l'aval de la B7 entre 2007 et 2012 (pour mémoire, on ne connaît que la pars rustica de la villa de Bertrange - «Bourmicht»), et que la pars urbana de celle d'Echternach). Elle répond à la définition de l'article 1^{er} de la loi du 18 juillet 1983 sur la conservation et la protection des sites et monuments nationaux et il est du devoir de l'État de faire procéder à la fouille de ce type de sites avant leur destruction partielle ou totale.

- L'intervention en cours porte, d'une part, sur l'aile nord de la villa vouée à disparaître et, d'autre part, sur une bande de sécurité le long du côté oriental de la route. Ces investigations sont cofinancées par l'Administration des Ponts & Chaussées et le Centre national de recherche archéologique. Elles devraient s'achever au cours de l'été 2016 pour un coût total estimé à 750.000 €. Ces estimations reposent sur les données transmises par le service technique de la Division des travaux neufs (APCh) pour le projet d'élargissement de la voie rapide.

Pour ce qui est de la partie du bâtiment antique située en dehors de l'emprise de la route (zones médiane et méridionale), un dossier est en cours pour faire classer ces constructions «monument national». Pour l'instant, dans l'attente d'un budget ad hoc, il n'a pas encore été décidé si l'importante partie restante de la villa

qui recèle des fresques bien conservées, fera l'objet d'une étude archéologique exhaustive avec une mise en valeur consécutive de l'ensemble de la villa à des fins de tourisme culturel, ou bien si elle sera conservée enfouie comme «réserve archéologique» pour les générations futures.

- La base de données patrimoniales du Centre national de recherche archéologique recense plus d'une centaine de sites archéologiques toutes périodes confondues pour le territoire de la région Nordstad. Parmi eux se trouve notamment une villa gallo-romaine de type et d'importance équivalents à ceux de la villa de Schieren, cette dernière est recouverte par la ville de Diekirch. Régulièrement le suivi des aménagements urbains contemporains en révèle et complètent le plan (présence de fresques, de mosaïques et de bassin rue de l'Esplanade par exemple).

Question 0995 (16.03.2015) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **voies réservées aux bus sur les autoroutes autour de la capitale**:

Un article paru le 2 mars 2015 dans le «Figaro» mentionne les nouveaux aménagements sur les autoroutes pénétrant dans l'agglomération parisienne sur lesquelles la voie de droite existante est réservée exclusivement aux bus et taxis sur plusieurs kilomètres durant les jours ouvrables entre 7.00 et 10.00 heures. Dans certaines grandes villes européennes, le transport en autobus prend de plus en plus le dessus dans le secteur des transports publics.

Les axes autoroutiers luxembourgeois en provenance des pays voisins sont confrontés quotidiennement à des périodes de congestion intenses en raison notamment des afflux transfrontaliers, ce qui engendre des gros problèmes non seulement environnementaux mais aussi économiques. La Grande Région met déjà en place une multitude de services d'autocars qui circulent vers le Luxembourg et qui se trouvent également piégés dans les embouteillages sur les autoroutes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cet aménagement des voies autoroutières réservées aux autobus dans certaines villes européennes?

- Dans le cadre de son programme de promotion des transports en commun, Monsieur le Ministre serait-il en faveur d'une telle mesure pour les axes autoroutiers autour de la capitale?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

La question parlementaire de l'honorable Député porte sur le sujet de voies réservées aux autobus sur les autoroutes.

Effectivement, depuis plusieurs années différentes villes européennes ont aménagé, avec plus ou moins de succès, des couloirs réservés aux bus en service pendant les heures de pointe. Ces aménagements sont partiellement connus par mes services, mais ne sont pas nécessairement transposables dans la structure du réseau luxembourgeois.

Le réseau autoroutier luxembourgeois comprend en fait une seule autoroute pénétrante vers la capitale, c'est-à-dire l'autoroute A4 en provenance d'Esch-sur-Alzette. Les autres autoroutes (A1, A3 et A6) constituent des axes internationaux qui convergent certes vers la ville de Luxembourg, mais ils trouvent leur continuité dans le contournement de la ville de Luxembourg, qui doit recevoir aussi bien le trafic international que régional et même local. Avec leurs multiples échangeurs ces axes ne sont guère adaptés pour une gestion dynamique d'une voie de circulation.

Par contre sur l'autoroute d'Esch-sur-Alzette, il est prévu d'aménager un couloir bus jusqu'à Leudelange-Sud qui trouvera sa continuité sur la N4 pour desservir Leudelange et les quartiers de la Cloche d'Or. Ces travaux débiteront prochainement entre Leudelange-Sud et Pontpierre.

Question 0996 (16.03.2015) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **projet «Chinese Table Tennis College - Europe in Luxembourg»**:

Le Luxembourg essaie depuis plusieurs années de s'établir sur la carte européenne comme

pôle européen du sport. À côté du Centre de développement européen de volleyball qui s'est constitué en 2013, le «Chinese Table Tennis College - Europe» a été créé en début d'année 2014. Les contributions pour le fonctionnement annuel de ces projets sont inscrites à l'article 33.017 au budget de 2015 «Relations sportives avec des pays, fédérations ou institutions sportives, partenaires ou non d'un accord bilatéral ou multilatéral conclu avec le Grand-Duché de Luxembourg; dépenses diverses». La contribution financière s'élève à 145.000 euros pour l'année 2015 par rapport à 10.000 euros en 2013.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Sport:

- Monsieur le Ministre, quelles sont les fédérations qui vont profiter de cette contribution financière de 145.000 euros?

- Quelle est la contribution exacte dont bénéficie spécifiquement le tennis de table?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner si et de quelle manière la collaboration sino-luxembourgeoise et la contribution financière ont été jusqu'à maintenant avantageuses pour la fédération du tennis de table luxembourgeois?

- Le Ministre envisage-t-il d'entamer des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises?

- Comment d'autres fédérations sportives, non bénéficiaires des 145.000 euros, pourront-elles s'engager sur la même voie comme par exemple la fédération du tennis de table pour pouvoir profiter d'une telle contribution financière?

Réponse (17.04.2015) de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*:

Il est à préciser que l'article budgétaire vise, comme l'indique son libellé, les relations sportives avec les pays signataires d'un accord bi-ou multilatéral avec le Luxembourg. Des participations aux frais des fédérations en cas d'accueil de sportifs et de cadres techniques peuvent être prises en compte pour toute fédération, pour autant qu'une contrepartie du côté du pays partenaire soit assurée.

Dans le cadre du «Chinese Table Tennis College - Europe» (CTTCE), la Fédération Luxembourgeoise de Tennis de Table (FLT) ne profite que de façon indirecte de la somme globale de 125.000 euros prévue pour le projet.

La collaboration sino-luxembourgeoise a profité à la FLT sous forme de stages dispensés au Luxembourg par des entraîneurs chinois de très haut niveau aux jeunes talents de la FLT. Les stages sont prévus au nombre de quatre par année pour une durée totale de 15 jours par stage. Sont pris en charge les frais de déplacement des entraîneurs, leurs hébergement et frais de restauration à l'Institut National des Sports ainsi que leurs frais d'honoraires. Il est à souligner qu'une partie de ces frais reste à charge de la FLT même. Par ailleurs, la joueuse de la Section des Sportifs d'Élite de l'Armée, Sarah De Nutte, a pu intégrer un stage du plus haut niveau en Chine.

En ce qui concerne des coopérations similaires pour d'autres fédérations luxembourgeoises, Madame la Députée peut relire à la page 4 du procès-verbal de la réunion de la Commission parlementaire de la Santé, de l'Égalité des chances et des Sports du 27 novembre 2014, à laquelle elle a d'ailleurs assisté, que «Monsieur le Ministre [...] se dit ouvert à toute demande de ce genre. Il donne toutefois à considérer qu'il faudra disposer d'un concept clair, tel qu'il est le cas pour le projet chinois [...]».

Question 0997 (16.03.2015) de **Mme Josée Lorsché** (*déi gréng*) concernant l'**apatridie**:

Selon le Haut-Commissariat aux Réfugiés des Nations Unies, l'apatridie concerne plus de dix millions de personnes dans le monde.

L'apatridie ou le fait de n'être reconnu comme citoyen d'aucun pays a des conséquences désastreuses sur la vie des personnes, de leurs familles et de leurs communautés. Le fait d'avoir une nationalité ne confère pas uniquement un sentiment d'identité et d'appartenance, la nationalité détermine aussi la possibilité de bénéficier de la pleine protection de l'État et de jouir de nombreux droits fondamentaux (éducation, santé, emploi légal, propriété, participation politique, liberté de circulation...). L'importance fondamentale du droit à une nationalité est d'ailleurs reconnue par l'article 15 de la Dé-

¹ http://ec.europa.eu/priorities/jobs-growth-investment/plan/docs/special-task-force-report-on-investment-in-the-eu_en.pdf

claration universelle des droits de l'Homme, ainsi que par divers traités relatifs aux droits de l'Homme.

Le Luxembourg a ratifié en 1960 la Convention de 1954 relative au statut des apatrides, mais n'a pas signé celle de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Combien de personnes apatrides du Luxembourg compte-t-il? Combien de mineurs sont concernés par cette situation?
2. Quelles sont les mesures, administratives ou autres, mises en place pour venir en aide à ces personnes?
3. Le Luxembourg compte-t-il adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie?

Réponse (20.04.2015) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*:

L'étranger sans nationalité et résidant habituellement au Luxembourg peut demander le statut d'apatride conformément à la Convention de New York du 28 septembre 1954. Sa demande doit être adressée à la Direction de l'Immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes, seul organe compétent pour accorder ce statut. Il convient de noter que la qualité d'apatride ne se présume pas. Elle doit être établie dans tous les éléments qui déterminent par des preuves suffisamment précises et sérieuses.

1. Actuellement il n'est pas possible de chiffrer le nombre exact d'apatrides résidant sur le territoire luxembourgeois ni celui des mineurs concernés.

Les données suivantes concernent la délivrance de titres de voyage pour apatride depuis 2011:

	Délivrance titre de voyage pour apatrides
2011	1
2012	1
2013	5
2014	5
Jusqu'au 25 mars 2015	2
	Renouvellement titre de voyage pour apatrides
2011	4
2012	9
2013	31
2014	18
Jusqu'au 25 mars 2015	3

2. Il convient de distinguer deux cas de figure. Une personne apatride bénéficiant du statut de réfugié se voit délivrer un titre de voyage pour réfugié et dispose de tous les droits découlant de son statut. Une personne apatride qui n'est pas bénéficiaire d'une protection internationale se voit délivrer un titre de voyage pour apatride. Ses droits découlent de la transposition des dispositions prévues à la Convention de New York du 28 septembre 1954 dans la législation nationale. À noter que la reconnaissance de l'apatridie ne donne pas automatiquement droit à un séjour. L'étranger auquel le statut d'apatride a été reconnu est considéré comme un ressortissant de pays tiers et doit remplir les conditions du droit d'entrée et de séjour conformément au Chapitre 3 de la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration.

3. La décision d'adhérer à la Convention de 1961 sur la réduction de l'apatridie relève du ressort du Ministère de la Justice.

Le Ministère de la Justice nous informe que «l'une des préoccupations majeures de la communauté internationale est la prévention de l'apatridie. Le droit coutumier international veut que les États soient tenus, quand ils définissent qui sont leurs ressortissants, d'éviter les cas d'apatridie. La prévention de l'apatridie est étroitement liée au droit de la personne à une nationalité, étant donné que la non-réalisation de ce droit conduit à l'apatridie. Par l'adhésion envisagée à la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie, il s'agit de confirmer la volonté du Grand-Duché de lutter contre l'apatridie et de collaborer activement sur le plan international dans le domaine de la nationalité.»

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes se rallie à la position du Ministère de la Justice, qui est le ministère compétent dans ce dossier.

Question 1002 (17.03.2015) de **M. Gusty Graas** (DP) concernant la **contraception d'urgence**:

À partir de février 2015, suite à une décision de la Commission européenne, il est possible de se procurer la pilule contraceptive d'urgence sans prescription médicale. Cette contraception d'urgence appelée aussi pilule du lendemain peut permettre, en cas de rapport sexuel non protégé, d'éviter une grossesse non désirée et cela jusqu'à 120 heures après l'acte.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Santé:

Selon mes informations, la brochure d'information sur la contraception d'urgence du Ministère de la Santé ne serait plus disponible dans les pharmacies.

- Madame la Ministre peut-elle confirmer cette information? Dans l'affirmative, le Ministère envisage-t-il une réédition ainsi qu'une mise à jour de la brochure en question?

- Est-il exact que certaines pharmacies, malgré les nouvelles dispositions, continuent à demander une prescription médicale aux femmes pour la contraception d'urgence?

Réponse (17.04.2015) de **Mme Lydia Mutsch**, *Ministre de la Santé*:

Mes services, et plus particulièrement la division de la pharmacie et des médicaments de la Direction de la Santé n'ont pas connaissance du fait que certaines pharmacies auraient refusé la délivrance de la pilule du lendemain EllaOne aux femmes ne présentant pas de prescription médicale.

En effet, toutes les pharmacies sont informées électroniquement sur base régulière de tous les changements apportés à la liste des médicaments du fichier national. Tel a aussi été le cas pour EllaOne, dont le changement de statut du mode de délivrance est devenu effectif au 1^{er} février 2015 (passage du mode soumis à prescription à la délivrance libre sans ordonnance). De même, tous ces changements sont publiés au Mémorial.

Le stock des brochures sur la contraception d'urgence n'est pas épuisé. À la demande des pharmacies, du matériel sur la santé sexuelle, la contraception, ainsi que sur la pilule du lendemain, peut leur être mis à disposition par les services du Ministère de la Santé.

Question 1004 (18.03.2015) de **Mme Octavie Modert**, **MM. Léon Gloden** et **Gilles Roth** (CSV) concernant le **taux de réinsertion sociale des détenus**:

D'après le programme gouvernemental, les réformes en matière de réinsertion sociale des détenus seront accélérées, le recours à une peine d'emprisonnement étant par ailleurs considéré comme peine de dernier ressort.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer le taux de réinsertion sociale des détenus? Existe-t-il des différences de taux entre détenus résidents et détenus non résidents? Si oui, quels sont les facteurs expliquant ces différences?

- Monsieur le Ministre peut-il nous indiquer par quels moyens il entend faire en sorte que la peine de prison ne sera prononcée qu'en dernier ressort, alors qu'il appartient aux autorités judiciaires de fixer la peine? Le Ministre entend-il décriminaliser ou décorrectionnaliser certaines infractions? Dans l'affirmative, lesquelles?

Réponse (21.04.2015) de **M. Félix Braz**, *Ministre de la Justice*:

Étant donné que la réforme pénitentiaire actuellement en cours d'élaboration a comme objectif principal d'améliorer les chances de réinsertion sociale des détenus, la question des moyens statistiques et autres nécessaires afin de pouvoir constater, au cas par cas, si et dans quelle mesure cette réinsertion sociale a réussi ou non est un aspect important de cette réforme.

À l'heure actuelle, les moyens statistiques requis ne sont pas encore opérationnels ce qui explique qu'il n'est pas possible de répondre aux différents volets de la première question posée par les honorables Députés. Cependant, les travaux y afférents sont en cours dans le cadre d'un projet plus large qui vise à pouvoir établir des statistiques cohérentes et concluantes en matière pénale de façon générale.

En ce qui concerne la deuxième question, il est évident, au vu du principe de la séparation des pouvoirs, que l'objectif de ne prononcer des peines de prison fermes qu'en dernier ressort ne saurait être atteint que par le biais de mesures législatives. Dans cet ordre d'idées, le projet de loi n°6381 relatif à la réforme de l'exécution des peines prévoyait déjà un certain nombre de mesures, comme par exemple une motivation spéciale dans les cas où une juridiction pénale saisie de faits correctionnels envisage de prononcer une peine de prison sans sursis (voir l'article 1^{er} point 2) de ce projet de loi), ou encore le renforcement du recours à la surveillance électronique, tant pour éviter dans la mesure du possible le recours à la détention préventive - article 1^{er} point 1) du projet de loi n°6381 - que pour aménager l'exécution des peines après le verdict (voir l'article 1^{er} point 5) du même projet de loi, relatif aux articles 687 et suivants qu'il a été proposé d'insérer au Code d'instruction criminelle).

L'avant-projet de loi en cours d'élaboration qui est censé remplacer le projet de loi n°6381 suite aux observations critiques émises principalement par le Conseil d'État va cependant reprendre l'ensemble des mesures initialement proposées pour atteindre l'objectif susmentionné.

Actuellement, il n'est pas prévu de décriminaliser ou de décorrectionnaliser certaines infractions pénales.

Question 1005 (18.03.2015) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant le **TGV entre Strasbourg et Bruxelles**:

Actuellement, il n'existe pas de liaison directe par TGV entre Strasbourg et Bruxelles. Selon les informations parues dans la presse internationale, une liaison TGV quotidienne directe sera créée au printemps 2016 entre Strasbourg et Bruxelles via Paris et Lille. Les deux capitales européennes devraient être reliées par deux allers-retours quotidiens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Pour quelles raisons le TGV de Strasbourg en direction de Bruxelles ne passe-t-il pas par le Luxembourg?

- Monsieur le Ministre avait-il abordé ce sujet lors de la 8^e réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois qui s'est tenue le 5 février 2015 à Bruxelles et le cas échéant quelles en étaient les conclusions?

Réponse (13.04.2015) de **M. François Bausch**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Par sa question parlementaire n°1005 du 18 mars 2015 l'honorable Député Marc Lies souhaite s'informer sur la création d'une liaison directe de TGV entre Strasbourg et Bruxelles.

Depuis la libéralisation du transport ferroviaire international de voyageurs au premier janvier 2010, l'exploitation des lignes se fait en autonomie commerciale par les entreprises ferroviaires sans intervention des États. Il s'ensuit que seules les relations les plus lucratives sont maintenues alors que d'autres, comme par exemple des trains directs Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg-Bâle, ont été supprimés. Il en est de même de nos relations IC avec l'Allemagne où les cinq trains de la DB Fernverkehr qui roulaient en autonomie commerciale ont été supprimés.

Alors que la desserte Luxembourg-Paris génère du bénéfice pour la SNCF, la desserte sur Strasbourg n'aura probablement pas le même potentiel, même si on y rajoute un prolongement vers le sud de la France. Par ailleurs, l'axe ferroviaire Bruxelles-Luxembourg-Metz-Strasbourg-Suisse, dit «Eurocap-Rail» alors qu'il est censé relier les trois capitales européennes (Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg) sera concurrencé par l'axe tout TGV Bruxelles - Paris - Strasbourg avec un temps de parcours plus avantageux en contournant le Luxembourg.

À partir du 4 avril 2016, le Luxembourg disposera néanmoins de deux allers-retours en TGV vers le sud de la France (un vers Marseille et un vers Montpellier) via Strasbourg sans rupture de charge.

À partir de la même date, les dessertes à partir de Luxembourg sur Paris et Strasbourg se feront en rames TGV de nouvelle génération à double étage dites «Euroduplex» équipées du système de sécurité ETCS exigé sur le réseau national luxembourgeois à partir de la mi-2017.

À l'occasion de la 8^e réunion conjointe des Gouvernements belge et luxembourgeois, qui s'est tenue le 5 février 2015 à Bruxelles, le point a été fait sur l'état d'avancement du dossier relatif à l'axe Bruxelles-Luxembourg tant pour les as-

pects relatifs à l'infrastructure que pour ceux relatifs au matériel roulant. Le projet de modernisation de l'axe Bruxelles-Luxembourg d'Infrabel a démarré en Belgique en 2007 afin de renouveler entièrement les composantes techniques de l'infrastructure ferroviaire avec pour objectif d'augmenter la vitesse de référence de la ligne à 160 kilomètres à l'heure.

Question 1018 (25.03.2015) de **Mme Claudia Dall'Agnol** (LSAP) concernant l'**Office européen des brevets**:

Depuis ma question parlementaire (n°0338) du 6 juin 2014 au sujet du conflit social au sein de l'Office européen des brevets (OEB) (cf. *compte rendu n°9/2013-2014*), un nouvel élément est venu s'ajouter au différend qui oppose une partie du personnel de l'OEB et leur syndicat, d'un côté, à la direction de l'OEB à Rijswijk (Pays-Bas), de l'autre, à savoir un arrêt de la Cour d'appel de La Haye qui ordonne l'annulation de mesures décidées par la direction de l'OEB à l'encontre du syndicat (entre autres interdiction de mener des actions syndicales, de mener des négociations collectives, de communiquer avec ses membres, etc.) au motif que ces dernières seraient contraires aux droits fondamentaux garantis par la Convention européenne des droits de l'Homme. Or, le Gouvernement néerlandais semble empêcher l'exécution de l'arrêt en invoquant l'immunité dont bénéficierait l'OEB en tant qu'organisation internationale dans les États parties.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de ces développements récents dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB?

- Le Gouvernement luxembourgeois est-il d'avis que l'OEB en tant qu'institution internationale bénéficie d'une immunité totale dans les pays hôtes respectivement tous les États parties? Dans la négative, le Gouvernement luxembourgeois compte-t-il intervenir auprès du Gouvernement néerlandais et/ou de la direction de l'OEB en vue de faire appliquer l'arrêt de la Cour d'appel de La Haye?

Réponse (23.04.2015) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie*:

Les questions posées par l'honorable Députée appellent les réponses suivantes:

- Je suis régulièrement tenu au courant des développements dans le dossier du conflit social au sein de l'OEB. J'ai également reçu un nombre de courriers de la part de représentants du personnel de l'OEB concernant le sujet évoqué dans votre question parlementaire.

- L'Office européen des brevets bénéficie d'une immunité juridictionnelle en vertu du Protocole sur les Privilèges et Immunités annexé à la Convention sur le brevet européen (<http://www.epo.org/law-practice/legal-texts/html/epc/2013/ff/ma5.html>) et des accords de siège avec les États hôtes (Allemagne, Pays-Bas, Autriche).

Pour cette raison, l'arrêt n°200.141.812/01 de la Cour d'appel de La Haye du 17 février 2015 (<http://uitspraken.rechtspraak.nl/inziendocument?id=ECLI:NL:GHDHA:2015:255>) ordonnant d'annuler certaines décisions internes ayant trait aux activités syndicales au sein de l'Office n'est pas exécutable. Le Gouvernement néerlandais, considérant que le jugement n'est pas conforme aux obligations de l'État néerlandais vis-à-vis des organisations internationales siégeant sur son territoire, a ordonné aux huissiers de justice de suspendre l'exécution du jugement. À propos des mêmes éléments contestés devant les juridictions allemandes par le syndicat SUEPO dans deux autres procédures nationales, le tribunal social de Munich a respecté le principe d'immunité de l'OEB et rejeté les demandes du SUEPO dans deux décisions rendues les 13 et 15 janvier 2015 (affaires Ca 2864/14 et Ca 11705/13).

En ce qui concerne les litiges entre l'OEB et les membres de son personnel, la juridiction compétente est le tribunal administratif de l'Organisation Internationale du Travail (<http://www.ilo.org/tribunal/lang-fr/index.htm>).

Je suis toutefois convaincu que les conflits actuels entre les représentants du personnel et la direction de l'Office ne se prêtent pas à des procédures judiciaires mais devraient être réglés par la négociation. Le conseil d'administration a appelé lors de sa réunion du 26 mars 2015 à une amélioration du dialogue social dans l'Office, qui devrait notamment passer par une reconnaissance officielle des syndicats (<http://www.epo.org/news-issues/news/2015/20150326.html>).



matschwätzen

07.06.2015

REFERENDUM

JO

NEE

Regional Informationsversammlung vum der Chamber
Réunions d'information régionales
Regionale Informationsversammlungen

Ufank/Début/Anfang 19:30

08.05.2015 **Mamer,**

Centre culturel Kinneksbond

11.05.2015 **Grevenmacher,**

Lycée Technique Joseph Bech

18.05.2015 **Diekirch,**

Al Seeërei

19.05.2015 **Luxembourg-Limpertsberg,**

Centre sportif, culturel et scolaire Tramsschapp

21.05.2015 **Mersch,**

Mierscher Kulturhaus

22.05.2015 **Esch-Belval,**

Maison du Savoir, Université



sech informéieren

www.referendum.lu